LENINE

œuvres

tome
11

juin
1906

janvier
1907

LÉNINE

la dissolution de la douma et les tâches du prolétariat • les enseignements de l'insurrection de moscou • la guerre de partisans • la social-démocratie et les accords électoraux

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

11

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА при ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME

11

Juin 1906 – janvier 1907

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE

Les écrits inclus dans le tome 11 des Œuvres de Lénine ont été rédigés de juin 1906 à janvier 1907. Ils sont pour la plupart consacrés à des questions relatives aux activités de la fraction social-démocrate à la Ire Douma d'Etat, à sa dissolution et au début de la campagne en vue des élections à la IIe Douma.

Les articles « Les enseignements de l'insurrection de Moscou », « Bas les pattes ! », « La guerre de partisans » traitent de l'organisation et de la tactique de l'insurrection armée.

Dans les études « A propos d'une déclaration de notre fraction à la Douma », « Qui est pour une alliance avec les cadets ? », « Les sous-fifres des cadets », « La crise politique et la faillite de la tactique opportuniste », « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat » Lénine démasque la tactique menchevique, qui est de soutenir la Douma des cadets, et leur mot d'ordre : ministère de Douma composé de cadets ; il donne une appréciation politique sur la dissolution de la Ire Douma et détermine les objectifs du parti à cette époque.

Les travaux « La social-démocratie et les accords électoraux », « Réserves particulières » (celles qui figurent soumises à la Conférence du P.O.S.D.R. en novembre), « Projet d'appel aux électeurs », « Sur les blocs avec les cadets », « La social-démocratie et les élections à la Douma », « Tu entendras le jugement d'un sot... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate) » sont consacrés aux questions relatives à la campagne électorale qui précéda la IIe Douma.

Les articles « Essai de classification des partis politiques russes », « Les mencheviks socialistes-révolutionnaires », « L'esprit petit-bourgeois dans les milieux révolutionnaires » donnent une analyse de classe des partis politiques en Russie.

Sont inclus pour la première fois dans les Œuvres de Lénine le texte du tract « Pour qui voter aux élections à la Douma d'Etat ? », la notice « Union du Bund et du Parti ouvrier social-démocrate de Russie » et l'article « Les tâches du parti ouvrier et la paysannerie » qui éclaire le mot d'ordre fondamental des bolcheviks dans la campagne électorale : pleine indépendance de la politique de classe du prolétariat et refus de faire bloc avec les cadets.

A LA VEILLE [1] ...

La situation politique s'éclaircit avec une étonnante rapidité.

Il y a quelques mois, on n'aurait pu dire avec certitude si la Douma d'Etat se réunirait et sous quel aspect elle se présenterait. Il y a quelques semaines, on ne voyait pas encore, du moins pas la grande masse du peuple, sur quel terrain et sous quelle forme se déroulerait l'étape suivante de la bataille pour la liberté. Croyait à la Douma le paysan ingénu qui ne se représentait pas que les suppliques et les instances de tous les délégués du peuple pussent rester sans effet; croyait à la Douma le bourgeois libéral qui s'efforçait d'inciter le gouvernement à faire « *de bonne grâce* » des concessions. Il n'est pas exagéré de dire qu'il aura suffi de quelques jours pour que s'écroule sous nos yeux la foi des masses populaires, de ces gens qui l'alimentaient et la fortifiaient à l'ardeur de leurs intérêts. On croyait parce qu'on voulait croire ; on croyait parce que l'avenir politique immédiat était encore obscur ; on croyait enfin parce que ce crépuscule politique laissait place à toutes les équivoques, à toutes les hésitations, à toutes les manifestations de pessimisme et d'angoisse.

A présent, tout redevient clair. Les prédictions de ceux qui avaient fait figure de pessimistes et d'insensés au moment des élections ou aux premiers jours de la Douma se révèlent exactes. La Douma siège depuis cinq ou six semaines, et déjà les gens qui se sont efforcés de tout leur cœur de déployer et d'exercer leur activité en son sein et auprès d'elle, reconnaissent en toute franchise ce fait capital : « le peuple est las d'attendre ».

Il ne s'était pas lassé d'attendre des dizaines d'années durant, mais maintenant, en quelques semaines, il en a eu assez ; il ne s'était pas lassé d'attendre tant qu'il avait dormi ou végété, tant qu'il ne s'était pas produit, dans les circonstances extérieures à sa vie, d'événements pour bouleverser de fond en comble son existence, son état d'esprit, sa conscience, sa volonté ; il s'est lassé d'attendre en l'espace de quelques semaines lorsque s'est éveillée en lui, avec une incroyable rapidité, la soif d'agir ; alors les paroles les plus chaleureuses, les plus cordiales, même prononcées à une tribune aussi élevée que la Douma, ont commencé à lui paraître ternes, ennuyeuses, inintéressantes ; les ouvriers se sont lassés d'attendre et la vague des grèves s'est mise à monter irrésistiblement ; les paysans se sont lassés d'attendre et ni persécutions, ni tourments plus raffinés que ceux de l'inquisition ne peuvent freiner leur lutte pour la terre et pour la liberté ; les marins de Cronstadt et de Sébastopol, les fantassins de Koursk, de Poltava, ceux de Toula ou de Moscou, les soldats de la garde de Krasnoïé Sélo, les Cosaques eux-mêmes se sont lassés d'attendre. Tous voient maintenant où et comment se déchaînera la nouvelle grande bataille, tous la savent inéluctable et comprennent la nécessité suprême d'une action prolétarienne et paysanne ferme, tenace, préparée, concertée et coordonnée. Or, pour cela il faut attendre, ils le sentent... Nous sommes à la veille de très grands événements historiques, nous sommes à la veille d'une seconde grande étape de la révolution en Russie. Consciente d'incarner la lutte de classe du prolétariat, la social-démocratie sera à son poste, comme un seul homme, et fera son devoir jusqu'au bout.

« Rabotnik » n° 1, 8 juin 1906
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

FLOTTEMENT EN HAUT, RÉSOLUTION EN BAS

Nous vivons, de toute évidence, l'un des plus importants moments de la révolution. La nouvelle montée d'un large mouvement de masse contre l'ordre ancien s'est dessinée depuis longtemps déjà. Elle approche aujourd'hui de son point culminant. Les élections à la Douma et la première semaine de séances et de travaux de cette Douma d'opposition ont joué le rôle d'un « lumignon de quatre sous » qui a allumé l'incendie dans le pays tout entier. Il y avait une telle réserve de matières inflammables et l'atmosphère se trouvait « surchauffée » à tel point qu'aucune mesure préventive n'y pouvait rien.

Maintenant il devient flagrant pour tous que l'incendie a vraiment embrasé le pays tout entier. Des couches réellement nouvelles de la population ont surgi : parmi le prolétariat, même parmi celui qui, il y a six mois, était le fournisseur des Cent-Noirs, et, en particulier, parmi les paysans. L'armée, liée aux couches les plus arriérées de la paysannerie et choisie artificiellement de manière à éliminer, abrutir et étouffer tous les éléments neufs et vivants, l'armée elle-même est ardente. Des rumeurs de « mutineries » et de coups de colère dans l'armée crépitent et volent de tous côtés comme des étincelles pendant un grand incendie.

Les reporters des journaux qui ont leurs entrées dans les milieux bureaucratiques disent que le ministre de la Guerre met en garde contre une dissolution de la Douma, car dans pareille éventualité, pense-t-il, il ne serait pas possible de compter sur l'armée.

Rien d'étonnant à ce que le gouvernement hésite devant cet état de choses. Il est vrai que, tout en hésitant, il se prépare d'une façon rien moins qu'ambiguë à noyer la révolution dans le sang. La provocation reprend de plus belle. On a déclaré une guerre à mort à la presse libre. Les journaux de gauche « sont saisis au mépris de toutes les lois ». Cronstadt est envahi de troupes envoyées spécialement. Le pogrome de Biélostok est un vrai début d'offensives contre-révolutionnaires, et qui plus est d'offensives par les armes. Le gouvernement hésite, des voix se font entendre en son sein, qui le mettent en garde, des voix qui demandent de pactiser avec les cadets, mais malgré ces hésitations et ces « réflexions », il n'oublie pas une minute sa vieille politique habituelle et éprouvée de violence.

Les réactionnaires sont des gens d'action, a dit Lassalle. Les nôtres justifient ce mot. Ils réfléchissent, pèsent le pour et le contre, hésitent à passer brusquement à l'offensive générale sur une position nouvelle (c'est-à-dire à dissoudre la Douma). Mais ils *préparent* l'offensive sans se détacher un seul instant de cette « action ». Ils raisonnent juste, de leur point de vue de bêtes de proie déjà prises dans un nœud coulant qui se resserre inexorablement autour de leur cou. Céder aux cadets qui ont promis un « pouvoir fort » ? Ou bien sévir par le fer et le feu ? Attendons pour la première solution, décident-ils aujourd'hui, attendons, car cela peut aussi bien se faire demain, mais dans tous les cas, il nous faut préparer la seconde. Nombre d'entre eux tiennent sans doute aussi le raisonnement suivant : essayons d'abord la seconde solution en choisissant le moment propice. Nous aurons bien le temps de céder aux cadets à la dernière minute, lorsque nous serons absolument sûrs qu'il est impossible de *tout* récupérer par une effusion de sang monstre !

Ce raisonnement, pour des bêtes de proie, est parfaitement correct. Il est clair qu'ils ne se rendront pas sans soutenir un combat désespéré et sans merci. Et en cas d'issue malheureuse, ils se préparent, bien entendu, à pactiser avec les cadets, à se rallier à leur programme de « pouvoir fort » que Monsieur Strouvé leur remet en mémoire avec tant d'à propos. Les réactionnaires préparent un com-

bat sérieux et décisif et considèrent l'entente avec les cadets comme le résultat accessoire d'une issue malheureuse.

Le prolétariat doit regarder en face et avec lucidité les tâches que pose la révolution. Par sa façon « réaliste » de poser les grands problèmes, il ne le cédera en rien aux réactionnaires. Il faut concentrer toute son attention, tous ses soins et tous ses efforts sur le combat final qui aura inévitablement lieu demain ou après-demain, et considérer le pacte du gouvernement avec les cadets comme le résultat accessoire de l'une des étapes possibles de la révolution. Le prolétariat n'a rien à craindre de ce pacte : les Trépov aussi bien que les libéraux modérés se casseront les dents dessus. Le prolétariat ne doit en aucun cas apporter son soutien direct ou indirect à ce pacte et à ceux qui revendiquent un ministère responsable choisi dans la majorité de la Douma. Nous n'avons pas à faire *échouer* ce pacte maintenant, ni à lui donner notre appui. Nous suivons *notre propre* voie, nous restons le parti de la classe d'avant-garde qui ne donnera pas aux masses *un seul* mot d'ordre équivoque, qui ne trempera ni directement ni indirectement dans aucune des sales combines de la bourgeoisie et qui saura en toutes circonstances, et quelle que soit l'issue du combat, défendre les intérêts de la révolution.

Un compromis entre le gouvernement et la Douma n'est pas impossible, en tant qu'épisode *particulier* de la révolution. La social-démocratie ne doit à l'heure actuelle ni prôner ce compromis, ni lui accorder son soutien, ni le faire « échouer ». Elle concentre toute son attention et celle des masses sur l'important et l'essentiel, et non sur l'accessoire et le secondaire. Elle mettra à profit jusqu'à la dernière goutte tous les compromis entre la bourgeoisie et l'ancien pouvoir, toutes les hésitations en haut lieu. Mais elle mettra fermement en garde la classe ouvrière et paysanne contre « l'amitié » des cadets. Elle doit opposer aux hésitations d'en haut une fermeté à toute épreuve en bas, et, sans donner prise aux provocations, rassembler résolument et inébranlablement ses forces pour l'heure décisive.

« Vpériod » n° 13, 9 juin 1906

Conforme au texte du journal

VERS L'UNITE !

Nous sommes à la veille de l'intervention de la fraction parlementaire social-démocrate à la Douma d'Etat. Il est hors de doute que cette fraction peut maintenant servir considérablement la cause du mouvement ouvrier et celle de la révolution par une intervention ferme et logique, en exposant d'une façon précise et irréfutable les revendications et les mots d'ordre d'un démocratisme *conséquent* et d'une lutte de classe *prolétarienne* pour le socialisme. Maintenant que la question de l'intervention des social-démocrates à la Douma a été résolue au Congrès d'Unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, l'unanimité est faite là-dessus chez les social-démocrates. Et nous estimons que les camarades du Caucase ont agi tout à fait correctement en signant la fameuse « promesse solennelle » des membres de la Douma d'Etat [2] et en déclarant, comme on sait, aux journaux : Nous signons « pour avoir la possibilité de remplir la mission que nous a confiée le peuple, et soulignons que nous ne prendrons d'engagement politique quel qu'il soit que vis-à-vis du peuple ».

Plus l'intervention de nos représentants à la Douma d'Etat est importante pour notre Parti, plus il est nécessaire de soupeser avec le maximum de soin possible les principes tactiques des social-démocrates à l'heure actuelle. Et il faut reconnaître que la marche des événements politiques qui s'est accélérée de façon extraordinaire depuis quelques semaines, apporte beaucoup de lumière à des questions hier encore obscures, elle permet de définir notre position avec une franche exactitude et efface bien des

divergences entre l'aile droite et l'aile gauche de notre Parti.

Sous ce rapport, nous devons souligner avec un plaisir tout particulier les réflexions des camarades ex-mencheviks dans le numéro d'aujourd'hui du *Courrier* [3]. L'éditorial intitulé « Les « lois » de la Douma » commence il est vrai par quelques attaques équivoques contre le terme de « bavardage oiseux » appliqué à l'élaboration des lois à la Douma. Or, en fait, les camarades ne placent pas pour rien le mot « lois » entre guillemets. Ils défendent (en quoi ils ont mille fois raison) l'élaboration de telles lois, qui devraient être non pas des lois, mais une « déclaration », une « proclamation des droits du peuple à la liberté », une « proclamation de l'abolition des anciennes entraves ».

Ces « lois », il serait peut-être plus juste de les qualifier d'appel au peuple. Mais il serait déraisonnable de s'arrêter à une divergence de terminologie alors qu'on est d'accord sur le fond de l'affaire. Or l'accord est parfait, en vérité. « Il est tout à fait absurde et *nuisible*, écrit le *Courrier*, de soumettre à la Douma des projets de lois soigneusement et minutieusement élaborés, avec des dizaines et des centaines de paragraphes, de notes, etc. » (c'est nous qui soulignons). Très juste. Pareil travail « constitutionnel », selon le terme consacré, est réellement *nuisible*. Il l'est « parce que, au lieu de fournir une opposition claire et compréhensible à tous, semblables projets de lois *égarent irrémédiablement* l'esprit du peuple dans les dédales des articles et des paragraphes. »

Trés juste. C'est un fait que l'esprit du peuple s'égare *irrémédiablement* dans les dédales de cette manie « constitutionnelle » de faire des projets législatifs. Cette manie obscurcit, abrutit et corrompt l'esprit populaire, car « de toutes façons ces lois ne seront pas appliquées. Pour les appliquer il faut commencer par *arracher le pouvoir* des mains de ceux qui le détiennent aujourd'hui. Et pour arracher le pouvoir il faut *un* mouvement populaire qui remplacerait la Douma elle-même par une *institution beaucoup plus puissante et démocratique* qui n'aurait pas à s'embarrasser des « lois » élaborées par la Douma ». Reporter ainsi l'attention du peuple sur la nécessité absolue d'arracher le pouvoir, sur une institution « beaucoup plus puissante » qui ne tiendrait

pas compte des lois de la Douma des cadets, c'est évaluer avec beaucoup de justesse les tâches fondamentales du prolétariat révolutionnaire et les nécessités de l'immédiat.

Dans ce même article, les camarades du *Courrier* fustigent magistralement les cadets pour avoir méconnu ces problèmes. Les cadets rédigent leurs projets de lois « comme de vrais législateurs, mais ils oublient qu'en réalité *ils ne possèdent pas pour deux sous* de pouvoir législatif ». « Ils font leurs « projets de lois » comme si dès demain les tribunaux allaient avoir à juger les actes des citoyens d'après ces nouvelles lois des cadets. »

C'est une honte d'adopter ce point de vue, reproche le *Courrier* aux cadets. Il ne reste qu'une conclusion à tirer de cette semonce, combien justifiée, conclusion qui s'impose d'elle-même. La social-démocratie révolutionnaire ne peut ni ne doit appuyer la revendication au sujet de la nomination d'un ministère responsable issu de la majorité de la Douma ! Car un tel ministère serait un ministère cadet et aurait en fait *dès demain* à instituer des châtiments pour abus de liberté. Un tel ministère ne saurait être à l'heure actuelle, tant que le pouvoir n'a pas encore été soustrait à la chambre étoilée [4], qu'un paravent libéral pour l'ancien pouvoir. Un tel ministère ne saurait être aujourd'hui qu'un nouveau déguisement sous lequel se cacheraient momentanément les mêmes fauteurs de pogromes ! Nous arracherons, certes, ce masque et cela incessamment. Nous exploiterons par tous les moyens la nouvelle situation lorsqu'elle sera mûre et lorsque non seulement l'ancien pouvoir, mais aussi les cadets se seront empêtrés dans leur nouveau déguisement et seront submergés par la vague. Mais nous, le Parti du prolétariat, ne devons ni directement ni indirectement, ni par des prises de position ni par notre silence, prendre sur nous l'ombre d'une responsabilité dans le camouflage de l'ancien pouvoir. Nous ne devons pas lancer aux masses un mot d'ordre d'appui aux revendications d'un ministère responsable issu de la majorité de la Douma. Etant donné les conditions objectives de la situation politique actuelle, un tel mot d'ordre reviendrait infailliblement et indépendamment de notre volonté à faire retomber sur le parti du prolétariat une partie de la responsabilité de ce camou-

flage, de ce compromis entre bourgeoisie et ancien pouvoir. Un tel mot d'ordre contiendrait une approbation indirecte des « projets de lois » des cadets, si remarquablement dénoncés par le *Courrier*, car il est bien impossible en fait de méconnaître les liens qui existent entre les projets que caressent les cadets de châtier l'abus de liberté, et celui de recevoir une parcelle de pouvoir sous forme de ministère afin d'appliquer ces châtiments, en d'autres termes, de recevoir une parcelle de pouvoir *de la part* de l'ancien pouvoir, *pour* renforcer l'ancien pouvoir, *en passant* avec l'ancien pouvoir une *entente* qui fasse paravent pour protéger l'ancien pouvoir contre la poussée du peuple.

Le parti ouvrier n'a aucun besoin de pareil mot d'ordre. Tout son travail de propagande, d'agitation dans les masses et de création de vastes organisations, il peut l'exécuter bien mieux, plus complètement, plus systématiquement et plus hardiment sans ce mot d'ordre ; et ce en opposant à l'impudence des pogromistes et aux « projets de lois » des cadets nos « décrets » social-démocrates, nos « proclamations », nos appels au peuple par le truchement de la fraction social-démocrate à la Douma (dans certaines conditions unie aux troudoviks[5]), en opposant, enfin, les « appels à la population pour qu'elle crée une milice populaire organisée, seule capable de protéger sa vie et son honneur », ces appels que nous avons conseillés dans le numéro 9 de *Vpériod* * [6], que recommande la *Volkszeitung* [7], organe du Bund, et qu'encourage à si juste titre le *Courrier*.

Unissons-nous, camarades ! L'unité des actions politiques du prolétariat se réalise avec une force irrésistible sous la pression de l'atmosphère révolutionnaire. Ne comliquons pas la réalisation de cette unité en introduisant dans notre tactique des mots d'ordre superflus et discutables. Profitons de la possibilité qui se présente de réaliser le parfait accord entre tous les social-démocrates à un moment qui semble devoir se révéler comme le moment le plus important de la grande révolution russe !

« Vpériod » n° 14, 10 juin 1906 *Conforme au texte du journal*

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 473. (*N.R.*)

LA DOUMA ET LE PEUPLE

Le discours du camarade Ramichvili, député social-démocrate à la Douma d'Etat, contient quelques remarques extrêmement judicieuses qui définissent correctement la tactique de la social-démocratie. L'orateur ne s'est pas contenté de stigmatiser le gouvernement des pogromistes avec l'énergie d'un vrai représentant du prolétariat. Il ne s'est pas borné à qualifier d'« ennemis du peuple » les représentants du gouvernement, d'autant qu'une nouvelle tentative de restreindre la liberté de parole, faite par le président constitutionnel-démocrate de la Douma, avait suscité une légitime protestation de l'extrême gauche. En fin de discours, il a encore soulevé la question générale des relations de la Douma avec le peuple.

Voici ce qu'a dit le député social-démocrate à ce propos :

« Je terminerai en faisant remarquer que nous avons le peuple derrière nous. Dans la vie, les choses ne se passent pas comme dans cette salle. L'atmosphère, là-bas, est tout autre ; ici, elle est beaucoup plus sereine, le climat est beaucoup plus *pacifique*. Peut-être que dans un mois *nous allons résoudre nous-mêmes nos problèmes*... La vie parle *beaucoup plus fort* que nous ici, lorsque nous évoquons ce qui se passe à l'extérieur. Je vous le dis, nous sommes placés entre le gouvernement et le peuple. La Douma est un *endroit dangereux*. Aller à gauche ou aller à droite signifie *s'entendre avec l'un* ou rompre avec l'autre... Mais il ne faut pas oublier que *le peuple obtiendra tout seul* ce que ne peut obtenir la Douma avec *ses hésitations et son indécision*. Je vous le dis, l'état d'esprit du peuple est tout autre qu'ici... »

Nous avons mis en italique les passages particulièrement importants de ce discours. Ces remarques sont très

justes : la vie parle *beaucoup plus fort* que la Douma, on ne trouve pas dans la vie le « *climat pacifique* » d'ici, « *l'état d'esprit du peuple est tout autre* ». C'est une vérité indubitable. Il faut en déduire que ceux qui disent que le peuple doit soutentir la Douma ont tort. Le peuple dépasse déjà la Douma, il parle plus fort, il se montre moins pacifique, il *se bat plus énergiquement*. C'est pourquoi la seule façon correcte de définir les objectifs de la social-démocratie est la suivante : expliquer aux plus grandes masses possibles que la Douma n'exprime que *timidement et insuffisamment* les revendications populaires. *Seule* cette façon de définir la tactique social-démocrate ôtera au parti du prolétariat la responsabilité de l'indécision des cadets. C'est la seule attitude qui, tenant parfaitement compte du degré de développement de la conscience, de la fermeté et de la préparation des masses paysannes, soit à la hauteur des grands objectifs du moment, de ce moment dont les élus social-démocrates du prolétariat disent ouvertement : « peut-être que dans un mois nous allons résoudre nous-mêmes nos problèmes ». Or, pour être en état de s'y prendre, il est dès à présent nécessaire de se désolidariser complètement de toutes tentatives fallacieuses ou inconsidérées d'arriver à une solution « pacifique ».

Le camarade Ramichvili a eu parfaitement raison de déclarer à la Douma du haut de la tribune : « La Douma est un endroit dangereux. » Pourquoi ? Parce qu'elle fait preuve d'« hésitations et d'indécision ». Or des hésitations et de l'indécision, alors que dans un mois peut-être le peuple aura à résoudre lui-même ses problèmes, constituent un véritable crime. Celui qui manifeste de telles dispositions, quelque pures que soient ses intentions, se met fatalement *à l'heure actuelle* dans la position la plus fausse. C'est un fait indépendant de notre volonté que la lutte décisive du peuple contre l'ancien pouvoir soit inexorablement engendrée à l'heure actuelle par tout le contexte économique et politique. Celui qui hésite, à l'idée de cette lutte prochaine, devra en effet obligatoirement « *s'entendre avec l'un ou rompre avec l'autre* ». Les cadets sont précisément dans ce cas. La bourgeoisie libérale récolte ce qu'elle a semé durant des années de politique hypocrite et hésitante et de passage de la révo-

lution à la contre-révolution. S'entendre avec l'ancien pouvoir, c'est rompre avec le peuple en lutte. Rompre avec l'ancien pouvoir, voilà ce qui serait indispensable pour s'entendre avec le peuple en lutte.

La majorité de la Douma a tout fait et continue à tout faire pour affirmer sa position dans ce choix inévitable. Cette majorité cadette — et même pire en partie — prépare, à chaque étape de sa politique, sa rupture avec le peuple en lutte et sa réconciliation avec l'ancien pouvoir. Ce sont de petites étapes, nous dira-t-on. Mais nous répondrons que ce sont les étapes effectives d'une politique effective. Elles correspondent à tous les intérêts de classe essentiels de la bourgeoisie libérale. Pareil « pacifisme » caractérise justement — il ne peut y avoir de doute là-dessus — la revendication *des cadets* de constituer un ministère issu de la Douma et nommé par l'ancien pouvoir.

Nous ne nous lasserons pas de répéter que le soutien de cette revendication par le parti ouvrier est absurde et pernicieux. Absurde, parce que le véritable affaiblissement de l'ancien pouvoir a pour seule cause la lutte du peuple, qui va plus loin que la timide Douma. Pernicieux, parce qu'il sème l'illusion et le trouble dans les esprits. Nous faisions remarquer hier que les camarades du *Courrier* ont reconnu tout ce qu'avaient d'absurde et de pernicieux les projets de lois constitutionnel-démocrates *. Aujourd'hui, nous devons regretter que ces mêmes camarades préconisent le soutien d'un ministère issu de la Douma, autrement dit d'un ministère qui ferait passer ces projets de lois absurdes et pernicieux !

Peut-être nous étendrons-nous plus longuement une autre fois sur ces hésitations du *Courrier*. Pour le moment, contentons-nous de les signaler : le seul fait d'hésiter en un pareil moment dénote l'instabilité de la position de ceux qui hésitent.

« Vpériod » n° 16, 11 juin 1906

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 14-17. (*N.R.*)

COMBAT POUR LE POUVOIR ET « COMBAT » POUR UNE AUMÔNE

Chacun sait que déjà dans son programme le Parti social-démocrate a exprimé sa conviction inflexible que *l'entière souveraineté du peuple* était indispensable pour satisfaire véritablement les besoins pressants des masses populaires. Si la masse du peuple ne prend en mains le pouvoir d'Etat *tout entier*, s'il reste ne serait-ce qu'un semblant de pouvoir non élu et non destituable par le peuple et ne dépendant exclusivement du peuple, la satisfaction réelle des besoins dont chacun reconnaît l'urgence serait *impossible*.

Le Parti social-démocrate s'est toujours appliqué à diffuser sans rémission cette vérité incontestable parmi le prolétariat et le peuple tout entier. La lutte effective, c'est-à-dire la lutte des masses pour leur liberté, a connu et connaîtra encore des phases fort diverses et souvent inattendues : il ne saurait en être autrement, étant donné l'énorme difficulté de la lutte, la complexité de ses tâches et la fluctuation des combattants. La social-démocratie, qui dirige la lutte du prolétariat à tous ses degrés de développement et en toutes circonstances, ne doit jamais perdre de vue les intérêts généraux et fondamentaux du combat dans son ensemble, consciente comme elle l'est d'exprimer les aspirations de la classe ouvrière. Elle nous apprend à ne pas sacrifier les intérêts généraux aux intérêts partiels de la classe ouvrière, de ne pas oublier, dans le dédale des étapes particulières de la lutte, les objectifs fondamentaux du combat dans son ensemble.

C'est ainsi que la social-démocratie révolutionnaire a toujours compris sa mission dans la révolution russe actuelle. C'est la seule façon d'envisager les choses qui correspondent à la position du prolétariat en tant que classe d'avant-garde et aux tâches qu'il s'est posées. La bourgeoisie libérale, au contraire, a toujours défini les tâches, dans sa lutte pour la liberté politique, de façon diamétralement opposée et conforme aux intérêts de classe particuliers de la bourgeoisie. Celle-ci ne peut se passer de liberté politique, mais elle a peur d'une souveraineté absolue du peuple, car le prolétariat déjà formé et uni dans la lutte utiliserait contre elle cette souveraineté. C'est pourquoi la bourgeoisie veut à la fois obtenir la liberté politique et conserver de nombreux restes de l'ancien pouvoir (armée permanente, fonctionnaires non élus, etc.).

La lutte du prolétariat pour la liberté politique est *révolutionnaire*, car elle tend à la souveraineté absolue du peuple. La lutte de la bourgeoisie pour la liberté est *opportuniste*, car elle vise à obtenir une aumône : le partage du pouvoir entre l'autocratie et les classes possédantes.

Cette différence fondamentale entre le combat révolutionnaire que mène le prolétariat et le combat opportuniste de la bourgeoisie pénètre toute l'histoire de notre révolution. Le prolétariat se bat, la bourgeoisie se faufile au pouvoir. Par sa lutte, le prolétariat détruit l'autocratie; la bourgeoisie, elle, se raccroche aux aumônes de cette autocratie défaillante. Le prolétariat brandit devant le peuple entier l'étendard de la révolte, la bourgeoisie celui des petites concessions, des transactions, des marchandages.

Le prolétariat utilise chaque brèche, chaque affaiblissement du pouvoir, chacune de ses concessions et de ses aumônes pour étendre le combat, pour le rendre plus massif, plus résolu et plus âpre : la bourgeoisie les utilise pour atténuer, apaiser, affaiblir progressivement la lutte, pour en réduire les objectifs et en adoucir la forme.

Souvenez-vous de certaines étapes de notre lutte pour la liberté? La bourgeoisie « se bat » pour que le pouvoir fasse confiance au zemstvo [8] (« des droits et un zemstvo investi du pouvoir») et au peuple (début des dix dernières années). Le prolétariat arbore l'étendard du combat pour le renversement de l'autocratie. Le gouvernement proclame l'ère de la

« confiance » [9] (Sviatopolk-Mirski). La bourgeoisie se répand en discours dans les banquets, le prolétariat ouvre de nouvelles brèches dans la citadelle de l'oppression, en mourant dans la rue le 9 janvier [10] et en suscitant un grandiose mouvement de grèves.

Eté 1905. La bourgeoisie envoie ses députés réclamer des libertés. En automne, elle se voit accorder la Douma de Boulyguine [11] et s'attendrit. C'est un cri unanime : il faut aller à la Douma. Les opportunistes de la social-démocratie hésitent. Le prolétariat continue à se battre. Une grève comme le monde n'en avait jamais vu déferle sur tout le pays et balaie la Douma. Le prolétariat conquiert la liberté et verse son sang pour la défendre contre toute attaque de la réaction.

Le prolétariat a perdu la première bataille. La bourgeoisie conspue les vaincus et s'accroche servilement à la Douma. Le prolétariat rassemble ses forces pour un nouvel assaut. Il continue à brandir fièrement l'étendard de la lutte pour la souveraineté absolue du peuple. L'assaut ne réussit pas avant la convocation de la Douma. La bourgeoisie recommence à ramper, elle jette par-dessus bord le mot d'ordre d'Assemblée constituante, stigmatise les « manifestations », prêche la conciliation, l'entente, la nomination d'un ministère constitutionnel-démocrate par le pouvoir suprême.

Le prolétariat profite de la nouvelle situation comme il avait profité de la « confiance » de 1904 et du 17 octobre 1905 [12]. Il a accompli son devoir révolutionnaire et fait l'impossible pour balayer sans plus attendre la Douma de Witte [13] comme celle de Boulyguine. Il n'y est pas arrivé, à cause des trahisons de la bourgeoisie, des insuffisances d'organisation et de mobilisation au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie. Le prolétariat continue à se battre *en utilisant* tous les sujets de conflits « à l'intérieur de la Douma » et autour de la Douma, pour en faire le point de départ d'un mouvement de masse encore plus ample et résolu.

Un nouveau combat se prépare, personne n'en disconvient.

Des masses bien plus importantes que précédemment de prolétaires, de paysans, de citadins pauvres, de soldats,

etc., se soulèvent. Personne ne conteste que cette lutte se passera en dehors de la Douma. Etant donné les conditions objectives actuelles, ce sera la destruction immédiate de l'ancien pouvoir. Quelles seront les proportions que prendra cette destruction, nul ne peut le prévoir. Mais le prolétariat, en tant que classe d'avant-garde, ne cessera de durcir sa position jusqu'à la victoire complète, jusqu'à la complète élimination de l'ancien pouvoir.

Aussi le prolétariat demeure-t-il logique avec lui-même en rejetant les mots d'ordre opportunistes de la bourgeoisie qui ont dérouté une partie des social-démocrates. Il est faux de dire que la nomination d'un ministère cadet serait une « extorsion du pouvoir » à la camarilla. C'est là un mensonge de la bourgeoisie. Pareil ministère ne serait en fait, à l'heure actuelle, que le nouveau paravent libéral de la camarilla. Il est faux de dire qu'avec la désignation d'un ministère cadet, une constitution illusoire deviendrait efficace. C'est là un mensonge de la bourgeoisie. Admettre pareil ministère ne serait, en fait, que travestir une fois de plus l'autocratie d'oripeaux pseudo-constitutionnels. Il est faux de dire que la revendication d'un ministère cadet devienne celle du peuple tout entier. C'est là un mensonge de la bourgeoisie. En fait ce ne serait que la revendication de la Douma des cadets. En fait, si les non-cadets se font l'écho de cette revendication, c'est par suite d'un malentendu, ils en surestiment la portée. En fait, les exigences du *peuple tout entier* vont beaucoup plus loin que celles de la Douma des cadets. En fin il est également faux de dire que « soutenir » la revendication d'un ministère cadet (ou, ce qui revient au même, soutenir un ministère cadet) au moyen de résolutions, de directives, de motions, etc., soit une façon efficace de combattre l'ancien pouvoir. C'est là un mensonge de la bourgeoisie. De la part du prolétariat, un tel « soutien » équivaudrait à renoncer au combat et à remettre la cause de la liberté entre les mains hésitantes des libéraux.

Le prolétariat lutte et continuera à lutter pour anéantir l'ancien pouvoir. C'est à cela que s'appliquera tout son travail de propagande, d'agitation, d'organisation et de mobilisation des masses. S'il n'arrive pas à détruire complètement le pouvoir, il en utilisera du moins la destruc-

tion partielle. Mais il ne prônera jamais une action partielle en la maquillant et en poussant le peuple à la soutenir. On accorde un soutien effectif pour une lutte effective à ceux qui visent au maximum (et qui en cas d'échec obtiennent le minimum) et non pas aux opportunistes qui rognent déjà sur leurs objectifs, *avant que le combat* soit commencé !

Celui qui ne se laisse pas fasciner par les belles phrases se rendra facilement compte qu'*en fait* l'enjeu de la lutte du peuple n'est absolument pas un ministère cadet, mais le renversement de l'ancien pouvoir. Les intérêts de la bureaucratie exigent que l'on *restreigne* l'ampleur effective du combat. Ceux du prolétariat veulent *l'élargir* et le durcir.

« Vpériod » n° 17, 14 juin 1906

Conforme au texte du journa

À PROPOS D'UNE DÉCLARATION DE NOTRE FRACTION À LA DOUMA [14]

Il n'y a plus personne chez les social-démocrates pour douter qu'une intervention des membres de notre Parti à la Douma, étant donné les circonstances actuelles, pourrait servir énormément la cause du prolétariat et celle du peuple tout entier.

Nous avons applaudi aux victoires électorales de nos camarades du Caucase *. Nous croyons de notre devoir de faire état de leurs succès à la Douma et de critiquer, de façon concrète, leurs erreurs.

Nous considérons comme un succès le discours du camarade Ramichvili sur le « danger » de la Douma et de son « pacifisme » ; sa résolution à propos du pogrome de Biélostok [15] ; sa magistrale critique du projet de loi des cadets sur les réunions et sa façon judicieuse de poser le problème de la manie qu'ils ont de présenter des projets à tout propos. Nous comptons revenir sur ce dernier point et donner plus de détails à nos lecteurs.

Nous considérons comme une erreur le silence de nos social-démocrates à la Douma lorsqu'on fit « avaler » à Aladine la résolution, déformée par Nabokov, sur le problème du ravitaillement [16]. Les social-démocrates auraient dû protester et déposer leur propre résolution. La réponse du camarade Gomartéli à l'hypocrite Fédorovski, où il reconnut qu'il n'était pas souhaitable de faire participer l'armée à la politique, était aussi une erreur. Une erreur

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 390-392. (*N.R.*)

grave, mais réparable. Enfin, nous estimons être une erreur le texte de la déclaration adoptée par notre fraction. Cette erreur-là, par contre, est irréparable. Et ce n'est pas par esprit de chicane — la tâche de nos camarades de la Douma est difficile et les erreurs inévitables au début—, mais dans l'intérêt de l'éducation politique de tout le Parti et de tout le prolétariat que nous devons maintenant nous arrêter sur cette dernière erreur.

Un autre projet de déclaration, émanant du camp des anciens bolcheviks, avait été proposé aux membres de notre fraction parlementaire social-démocrate. Voici ce projet avec quelques... coupures (la liberté de parole dans nos journaux étant plus restreinte que celle d'un député de la Douma) :

« Par la voix de notre groupe, c'est le parti du prolétariat conscient de toutes les nationalités de l'Etat, c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie qui s'adresse au peuple tout entier du haut de la tribune de la Douma d'Etat.

Notre Parti est l'un des détachements de l'armée internationale du prolétariat social-démocrate. Dans le monde entier, un prolétariat organisé et conscient de ses intérêts de classe s'est dressé pour le combat. Il se bat contre le joug du capital. Il cherche à libérer définitivement tous les travailleurs de l'injustice, de la misère, de l'oppression, du chômage qui pèsent sur eux. Il vise à une organisation socialiste de la société qui abolirait toute division en exploiteurs et exploités. La social-démocratie invite tous les travailleurs et tous les exploités à joindre ses rangs, non seulement les salariés, mais aussi les petits patrons qui auraient reconnu leur communauté d'intérêts avec le prolétariat et chercheraient leur salut non dans le renforcement de leurs petites exploitations particulières, mais dans la lutte commune aux côtés de la classe ouvrière, pour l'abolition du règne de la bourgeoisie. Et grâce à ce combat fraternel et inflexible, le prolétariat socialiste international atteindra son but.

Or, en Russie, nous luttons en ce moment non pour le socialisme, mais pour la liberté politique. La grande révolution russe bat déjà son plein. Le joug de l'autocratie a rendu impossible tout développement du pays. L'arbitraire

de fonctionnaires irresponsables et l'exploitation barbare des masses paysannes par les propriétaires fonciers ont suscité la révolte du peuple tout entier. Le prolétariat était en premières lignes. Grâce à l'héroïque grève d'octobre, il a arraché à l'ennemi la reconnaissance de sa liberté. Grâce à l'héroïque révolte de décembre, il a anéanti toute possibilité de différer la convocation d'une représentation populaire. Et l'autocratie a eu beau tourner la loi électorale, elle a eu beau martyriser, rouer de coups, faire dépérir en prison les plus valeureux combattants de la liberté, la Douma d'Etat ne s'en est pas moins révélée son adversaire.

Le peuple est en ce moment à la veille d'une nouvelle grande bataille. L'autocratie bafoue la représentation populaire et se moque de ses revendications. L'indignation des ouvriers, des paysans, des soldats ne cesse de croître. L'issue de la grande révolution russe dépend de la conduite des différentes classes de la société.

La bourgeoisie libérale que représente à la Douma d'Etat le parti particulièrement influent des cadets, tend immanquablement, dans la révolution démocratique que traverse la Russie, à réduire autant qu'il est possible les droits des non-possédants et surtout du prolétariat, et à rendre par là difficile leur combat pour une libération totale et non pas seulement politique. Cette tendance de la bourgeoisie libérale engendre tout aussi immanquablement l'inconséquence et l'irrésolution dans sa lutte pour la liberté et la fait hésiter entre sa tendance à s'appuyer sur le peuple, et sa crainte qu'il ne prenne des initiatives révolutionnaires. Nous combattrons impitoyablement ces hésitations dans l'intérêt de la liberté et dans celui du socialisme. Les tentatives, d'où qu'elles viennent, pour dissimuler l'incompatibilité absolue entre les intérêts du peuple et ceux de l'ordre ancien et entre ceux du prolétariat et ceux de la bourgeoisie, se heurteront à une résistance des plus fermes de notre part. Et nous dirigerons toutes nos forces contre toutes les tendances à freiner le mouvement populaire par de fallacieuses concessions sur le papier ou par une réconciliation illusoire entre les vautours de la réaction et la démocratie révolutionnaire, la seule sincère et logique avec elle-même. La pierre de touche de cette logique, ce sera pour nous, en particulier, la ferme intention et la

volonté de constituer un mouvement indépendant, réellement massif et populaire, qui ne craigne pas les entraves policières, et destiné à mener une lutte de grande envergure, en dehors de la Douma, pour la libération politique et économique.

Nous voyons dans la paysannerie le premier des alliés possibles du prolétariat pour mener à bien le combat pour la liberté. C'est de tout cœur que nous soutiendrons jusqu'au bout la lutte des paysans contre la propriété foncière semi-féodale et contre le régime politique asiatique de la Russie. Sans partager l'idée utopique qu'une jouissance égalitaire du sol est possible sous un régime capitaliste, sans jamais nous permettre de dissimuler le moins du monde les divergences d'intérêt qui existent entre un prolétaire et un petit propriétaire, nous n'en soutiendrons pas moins le projet d'expropriation de toutes les terres des apanages, de l'Eglise, des monastères et *des propriétaires fonciers*. Nous lutterons contre le *rachat* des terres, cette corde passée au cou des paysans pauvres par la bourgeoisie libérale. Tant que la révolution n'aura pas triomphé, tant que nous n'aurons pas définitivement institué un Etat vraiment démocratique, nous mettrons les paysans en garde contre la cession des terres à des organismes officiels bourgeois et policiers, que ceux-ci appartiennent au pouvoir central ou local. Nous soutiendrons, lorsqu'un Etat démocratique sera entièrement mis en place, la remise de toutes les terres à des administrations locales autonomes. Nous déconseillerons catégoriquement aux paysans de laisser résoudre la question agraire par des comités locaux non démocratiques, dans le genre des commissions de fonctionnaires et de propriétaires fonciers proposées par le parti cadet.

Pendant toute la durée de la révolution, nous soutiendrons sans faiblir la lutte des ouvriers pour la journée de huit heures, pour l'augmentation des salaires, pour la suppression des amendes, bref, pour toutes les revendications du programme-minimum de notre Parti. Et c'est dans l'union du prolétariat et des grandes masses des citadins et des paysans pauvres que nous voyons la garantie d'une nouvelle victoire de la révolution. La Douma d'Etat n'est pas une institution adéquate pour remporter et affer-

mir pareille victoire. Seule une assemblée nationale constituante convoquée par la voie révolutionnaire, élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret par tous les citoyens sans distinction de sexe, de religion ni de nationalité, et dotée de pleins pouvoirs, seule pareille assemblée sera en état de faire régner la liberté absolue. Elle seule pourra fonder en Russie... remplacer l'armée permanente par l'armement général du peuple, supprimer le fonctionnariat non élu par le peuple et irresponsable devant lui, et instaurer une liberté politique absolue et illimitée.

C'est à cette fin que nous ne cesserons de tendre tant que durera la révolution en cours. C'est à cette même fin que doit servir aussi la Douma d'Etat. Elle doit aider le peuple à s'organiser et à prendre pleine et entière conscience de la nécessité qu'il y a à renverser... le pouvoir. Elle doit expliquer au peuple l'impuissance de la « représentation populaire » et le rôle pitoyable qu'elle joue en servant de paravent neuf à la vieille autocratie. Elle ne doit pas se laisser aller à la manie de forger des projets politiques, d'élaborer des « projets de lois » morts-nés, elle doit s'adresser au peuple, lui dévoiler impitoyablement toute la vérité, étaler sans merci sous ses yeux tous les crimes de la clique ... au pouvoir en Russie, appeler le peuple au combat, à un combat suivi, opiniâtre, inflexible et concerté. Et si la totalité de la Douma d'Etat ne sait pas ou n'ose pas accomplir cette tâche, c'est nous qui nous en chargerons, en union avec ses groupes ou ses membres réellement révolutionnaires.

La victoire du peuple est proche. La cause de la liberté est en mains sûres. Le prolétariat est à son poste, il rassemble ses forces, repousse fièrement les misérables provocateurs qui s'efforcent de le défier en combat singulier, il attire et regroupe autour de lui des millions, des dizaines de millions d'opprimés et d'exploités, *éternels travailleurs et éternels miséreux*.

Si faible, si peu nombreux que soit notre groupe à la Douma, nous savons qu'il n'en compte pas moins derrière lui et luttant de concert avec lui, un innombrable prolétariat, détachement avancé de toutes les masses laborieuses et exploitées. Il gagnera sa victoire et ne laissera pas

une seule pierre debout du monstrueux édifice de l'autocratie qui martyrise la Russie. »

Nos camarades députés à la Douma ont-ils bien agi en repoussant ce projet ?

Oui, du point de vue formel. Ils devaient, selon les statuts, tenir compte du Comité central et non des « outsiders ».

Oui, du point de vue de la fraction. L'autre projet venait d'un « camp étranger » (en prenant pour base les anciennes fractions).

Mais du point de vue du Parti ? Etait-il juste de repousser les suggestions qui furent faites, à savoir : opportunité de définir plus clairement les buts socialistes du Parti et son caractère international ; action en dehors de la Douma ; nécessité de montrer au peuple les frontières exactes qui séparent les partis de la Douma ; obligation de faire une nette distinction entre la doctrine du prolétariat et celle de la petite bourgeoisie ; importance de la défense des paysans *contre* les cadets par le parti ouvrier ; présentation plus claire et plus complète de nos prochaines revendications ?

Nos camarades et notre Comité central ont-ils bien agi en parlant dans leur déclaration de « faire de la Douma un organe du mouvement national », au lieu d'utiliser la formule ratifiée par le congrès : faire de la Douma *une arme de la révolution* ?

Ont-ils eu raison de faire, sur tous les points cités, un *pas* très net *à droite* par rapport aux résolutions et aux décisions du Congrès d'unification de notre Parti ?

Toutes les organisations et tous les membres de notre Parti feront bien d'y réfléchir sérieusement.

« Echo » n° 1, 22 juin 1906

Conforme au texte du journal

« CE QUE TU AS À FAIRE, FAIS-LE VITE ! »

Deux journaux qui n'appartiennent pas à une certaine presse à scandale, à savoir *Nacha Jizn* et *Mysl* [17], annoncent aujourd'hui une nouvelle importante : la démission enfin décidée du ministère Gorémykine. Voici quel sera, prévoit-on, le nouveau cabinet : premier ministre, Ermolov ; ministre de l'Intérieur, Ouroussov ; Finances, Herzenstein ; Commerce, Timiriazev ; Agriculture, Stakhovitch ; Justice, Kouzmine-Karavaev ; Affaires étrangères, Nabokov. On suppose que Gueiden « prendra » l'Instruction publique et que le ministère des Transports reviendra à son ministre actuel, ou bien à Choukhtan, directeur des chemins de fer de Nicolaï.

En d'autres termes, ce sont là d'anciens bureaucrates, auxquels on a adjoint des octobristes et des cadets de droite, pris de préférence parmi les fonctionnaires, c'est-à-dire les bureaucrates d'hier (Ouroussov, un ancien adjoint du ministre de l'Intérieur ; Kouzmine-Karavaev et Nabokov : un général et un gentilhomme de la Chambre).

Les deux journaux cités plus haut annoncent également que des pourparlers animés ont eu lieu ces temps-ci entre les cadets et le « parti du centre » du Conseil d'Etat [18] (c'est-à-dire un groupement de fonctionnaires qui tiennent le milieu entre les Cent-Noirs et le parti de l'ordre légal [19]).

Admettons que tout cela soit vrai, et nous *devons* l'admettre jusqu'à preuve du contraire, puisque la source des renseignements est généralement bien informée et que le

fait en question est la conséquence inévitable de tous les événements antérieurs.

Eh bien, à qui donnent raison cette répartition des ministères ou bien ces négociations entre cadets et organisateurs de pogromes ? Souvenez-vous comment, au meeting qui s'est tenu à la maison Panina (le 9 mai) [20], le social-populiste qu'est M. Miakotine objectait à un social-démocrate qu'il était injuste d'accuser les cadets de *pactiser* avec des pogromistes. Souvenez-vous comment nos social-démocrates de droite, Plékhanov en tête, clamaient que parler de trahisons et de transactions était gratuit et prématuré.

Des pourparlers, c'est l'amorce d'une transaction, répliquait alors le social-démocrate à Miakotine. La transaction, c'est le couronnement des pourparlers *. Et voilà qu'à présent on confirme que des pourparlers étaient en cours. La transaction est donc en bonne voie.

Et que sont devenues l'amnistie générale, la garantie des libertés, l'abolition du Conseil d'Etat ? A-t-il été question *de cela* dans les négociations entre cadets et pogromistes ? Les journaux sont muets là-dessus. Mais nous savons tous que les champions de la « liberté populaire » *n'ont jamais présenté* comme une condition *sine qua non* la garantie de ces mesures *avant* la formation d'un cabinet cadet. On met au premier plan ce qu'il y a justement de moins important, ce qui se passe derrière le dos du peuple, ce qui procure portefeuilles et sinécures. Et on écarte ce qui est justement essentiel pour le peuple. Maintenant, on clouera le bec aux pauvres naïfs qui ont donné au peuple la consigne de soutenir un ministère « responsable », en leur répondant qu'une fois au ministère les cadets « combattront » pour l'amnistie et pour la liberté. Responsable, ce ministère le sera, comme auparavant, devant des lois qui restent les vieilles lois des pogromes, devant la Chambre étoilée qui les a édictées ou devant la camarilla. Et par « combat » pour l'amnistie et pour la liberté, les cadets entendront demain, comme ils l'ont fait hier, les négociations entre les Roditchev et les Nabokov, entre les Nabokov

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 375. (*N.R.*)

et les Ouroussov, entre les Ouroussov et les Gorémykine, entre les Gorémykine et les Trépov.

Pourtant, à quelque chose malheur est bon. Ce ministère de faiseurs de pogromes, d'octobristes et de cadets va faire avancer rapidement notre cause en conduisant les cadets à une faillite politique, le peuple à la perte d'une dangereuse illusion de plus, et le cours des événements politiques à un dénouement révolutionnaire.

« Echo » n° 1, 22 juin 1906 *Conforme au texte du journal*

UNE POLÉMIQUE UTILE

Plus de la moitié d'un long communiqué du ministère Gorémykine sur « les mesures propres à améliorer le sort des paysans » est consacrée à une polémique contre le point de vue des paysans et les propos tenus dans le peuple (les « on-dit », selon l'expression dédaigneuse des gens du gouvernement). Cette polémique est extrêmement utile. Le gouvernement Gorémykine discute avec la « paysannerie russe », qualifie ses idées de « fausses », démontre aux paysans que leurs revendications et leurs plans sont « avant tout préjudiciables aux intérêts de la paysannerie elle-même ».

Vous essayez d'agir par la persuasion, voilà qui est digne d'éloges, Messieurs Gorémykine et C^ie^ ! Il était temps. Plutôt qu'aux verges ou au fouet, plutôt qu'aux balles ou aux coups de crosse, vous auriez dû, avec les paysans, avoir recours au raisonnement. Tous les journaux, pratiquement, publieront le communiqué gouvernemental. Les prêtres, les fonctionnaires des zemstvos et des cantons, les *ouriadniks* en feront la lecture aux paysans. Les paysans réfléchiront à ce communiqué. Le gouvernement va leur apprendre à vivre, à voir où sont leurs véritables intérêts. Puis, après avoir bien réfléchi et pris conseil auprès du gouvernement, les paysans à la majorité des voix décideront de quel côté se trouve la vérité. Ce serait très bien s'il en allait ainsi. Mais ce qui est moins bien, c'est que les Gorémykine et consorts fouettent, estropient et assassinent les paysans d'une main et de l'autre leur en mettent plein la bouche de « communiqués » sur la bonne manière de comprendre leurs propres

intérêts. Les journaux paysans sont suspendus, les délégués et les membres de l'Union paysanne [21] sont en prison ou en Sibérie, les campagnes sont infestées de troupes comme si c'étaient des territoires ennemis, et pendant ce temps, le gouvernement Gorémykine adresse aux paysans fouettés et battus un communiqué où on leur explique qu'on les fouette et les bat dans leur propre intérêt !

Que voilà un communiqué utile ! Il produira un effet magnifique sur les paysans. Le gouvernement s'est chargé ainsi d'une petite partie de la tâche du groupe du Travail ou paysan à la Douma. Ce groupe aurait dû s'adresser au peuple, parler des revendications présentées par les députés de la paysannerie à la Douma pour faire attribuer la terre aux paysans et rapporter la réponse faite par le gouvernement à ces revendications. Le groupe des troudoviks ne s'est pas encore décidé à le faire, mais le gouvernement est venu à la rescousse. Il est intelligent, notre gouvernement. C'est lui qui a adressé un communiqué au peuple tout entier et qui a parlé des revendications paysannes.

Et maintenant, il se trouvera toujours quelque pope ou doyen pour donner lecture de ce communiqué jusque dans les villages les plus reculés, jusque dans ceux où l'on n'aurait pas entendu parler de l'Union paysanne et des députés paysans à la Douma (s'il existe encore pareils villages; il en existe sûrement, d'ailleurs, notre pays est si arriéré). Les paysans se rassembleront, ils écouteront en silence et repartiront chez eux. Ensuite, ils se réuniront entre eux, sans les autorités. Les conversations iront bon train. Ils se mettront à discuter de l'assurance qui leur aura été donnée que le gouvernement et ses fonctionnaires ne défendent pas les privilèges des propriétaires fonciers. Ils se mettront à rire et diront : qui se sent morveux, se mouche ! Ils parleront de l'expropriation volontaire des propriétaires, et par le truchement des fonctionnaires encore, soi-disant plus avantageuse pour les paysans que l'expropriation forcée (peut-être même sans rachat). Ils se mettront à rire et diront : comment n'avions-nous pas remarqué jusqu'à maintenant, imbéciles que nous sommes, que nous avions avantage à écouter les propriétaires et les fonctionnaires plutôt que de décider nous-mêmes de toutes nos affaires ?

Mais qui sait s'ils vont se contenter de rire ? Qui sait s'ils ne vont pas réfléchir encore et passer du rire à la colère ? Qui sait s'ils ne déduiront où est la vérité et la contre-vérité, s'ils ne trouveront pas le moyen d'imposer la vérité ?...

Il est intelligent, notre gouvernement !

D'ailleurs, M. Mouromtsev, le président cadet de la Douma d'Etat, ne veut pas qu'on se serve du mot « gouvernement ». Ce n'est pas le mot juste, veuillez le noter. La Douma fait aussi partie du gouvernement. Il faut dire « ministère ». Ce sera tout à fait « comme chez les gens bien »: la Douma légifère, le ministère exécute ; la Douma est une partie du gouvernement.

Ce cher M. Mouromtsev ! Ces chers petits cadets ! Ils ont si consciencieusement appris par cœur les manuels allemands de droit public. Ils connaissent bien mieux leur affaire que Gorémykine qui, dans son communiqué, *n'a pas une seule fois parlé de la Douma*, mais toujours du *gouvernement*. Qui a raison, Gorémykine ou Mouromtsev ? Comment faut-il dire : « ministère » ou « gouvernement » ?

C'est Gorémykine qui a raison. De par une qualité qui lui est propre... hum ! hum ! de par sa finesse d'esprit... il a sans le vouloir dit la vérité. Les Mouromtsev et consorts, de par leur science toute professorale, disent un beau mensonge.

C'est auprès de Gorémykine et non de Mouromtsev que les paysans apprendront à vivre. C'est le gouvernement qu'ils prendront en considération et non le ministère. Et ils auront raison.

« Echo » n° 1, 22 juin 1906

Conforme au texte du journal

SECOURS AUX AFFAMÉS ET TACTIQUE À LA DOUMA

Les journaux d'aujourd'hui annoncent que le mercredi 21 juin s'est tenue une séance conjointe des commissions parlementaires du budget et du ravitaillement. On y a discuté la proposition d'un crédit de cinquante millions pour les secours aux affamés, faite par les ministres de l'Intérieur et des Finances. « La commission a décidé de proposer à la Douma d'Etat d'attribuer quinze millions de roubles à prendre sur le compte courant en vue de couvrir les besoins les plus urgents ; elle a également décidé de proposer au ministère de déposer ses conclusions en vue de retirer ladite somme du budget de l'année en cours. Une proposition du ministère de lancer un emprunt intérieur de cinquante millions de roubles a été repoussée. » (*Retch* [22], 22 juin.)

La question des crédits pour les secours aux affamés est d'une très grande importance. Chaque citoyen conscient se doit de suivre cette question à toutes ses étapes avec une attention soutenue.

Rappelons tout d'abord que la question primitivement soulevée à la Douma fut la suivante : peut-on donner de l'argent à un gouvernement de pogromistes ou faut-il que la Douma prenne elle-même en mains tout le secours aux affamés ? Le député Aladine s'est d'abord prononcé pour la solution correcte, c'est-à-dire la seconde. Il a proposé de faire élire des commissions, d'envoyer des députés sur place, de recourir aux « organisations indépendantes » et de leur confier l'argent ainsi que toute l'œuvre du secours

aux affamés. Pas un sou pour MM. Gourko et Dournovo ! disait Aladine aux applaudissements de la gauche et aux cris de : « il a raison ! ». Aladine, comme on sait, n'est pas resté sur cette position correcte. Après un bel envol, il a fait son atterrissage sur un perchoir du poulailler cadet. Les députés social-démocrates ont commis une erreur en ne prenant pas la parole et en ne prononçant pas un discours retentissant sur cette question. La Douma a adopté la formule des cadets : passage aux affaires courantes.

Ainsi fut décidée, au goût des cadets, des propriétaires fonciers et des libéraux, une question de principe essentielle. La Douma a refusé de se faire l'instrument de la révolution dans cette affaire. Elle s'est méfiée du peuple, elle a eu peur de faire appel à lui. Elle a admis le principe de confier les secours aux affamés à M. Gourko et à MM. les ministres-pogromistes. La Douma des cadets a montré par là qu'elle ne veut pas se battre avec le peuple contre les fauteurs de pogromes, mais seulement faire pression sur ces derniers avec l'aide du peuple, en les freinant un peu, mais sans les écarter complètement.

Le problème en est maintenant à son deuxième stade. Comment les cadets vont-ils à présent faire pression sur les assassins ? Un marchandage a commencé entre la commission parlementaire et les ministres. Le 21 juin, les ministres de l'Intérieur et des Finances ont assisté à une séance de la commission. La Douma, qui ne voulait pas avoir à faire avec le peuple et les « organisations indépendantes », qui ne voulait pas négocier avec eux, a entamé des pourparlers avec ces ministres. « Pas un sou pour MM. les ministres », est resté une phrase en l'air. Les pourparlers avec MM. les ministres sont devenus une réalité. Les ministres ont demandé la permission de lancer un emprunt. La commission de la Douma a refusé. Elle a exigé qu'on prenne l'argent sur le budget de l'année, c'est-à-dire qu'on réduise un certain nombre de dépenses *préjudiciables* et que l'on consacre la somme ainsi obtenue aux secours aux affamés. Par ce procédé tactique, ce mouvement tournant, la Douma s'adjuge quelques bribes du droit de contrôle sur le budget de l'Etat. Le budget a été adopté sans consultation des représentants du peuple, mais à présent, on réussit, par un moyen détourné, à le réexaminer, à réduire les dépenses

préjudiciables et à obtenir de l'argent pour les dépenses utiles.

Voilà le second stade du problème. Les cadets, c'est-à-dire le parti des propriétaires fonciers libéraux et de la bourgeoisie libérale, veulent contrôler les organes de l'ancien pouvoir, veulent les soumettre à leur influence, veulent leur faire un brin de toilette, les pomponner, remplacer les Stolypine par des Nabokov, mais ils ne veulent pas remplacer *tous* les organes et les institutions de l'ancien pouvoir policier et féodal par des *organisations* populaires *indépendantes*, par les fonctionnaires librement élus par le peuple. Comment obtenir de l'argent pour les secours aux affamés ? A qui confier l'utilisation de ces millions ? Voici les trois réponses principales faites par les trois forces politiques principales de l'heure. Le gouvernement des policiers et des pogromistes dit : il faut tirer l'argent d'un nouvel emprunt pour ne pas toucher à notre budget de policiers et de pogromistes. Ce sera aussi à nous, policiers et fauteurs de pogromes, de dépenser cet argent. La classe ouvrière et toute la paysannerie consciente répondent : c'est au peuple lui-même de réunir l'argent et c'est à lui de le distribuer par l'entremise des « organisations indépendantes », réellement élues par tous et n'ayant réellement rien à voir avec une police aux mains sales. Il faut se servir de ces organisations pour susciter un mouvement ample et massif destiné à transférer tout le pouvoir de l'Etat et tout le « Trésor » entre les mains du peuple. Les propriétaires libéraux et les bourgeois libéraux (les « cadets ») répondent : nous ne voulons pas des « organisations indépendantes », nous les craignons. Le peuple risque d'aller « trop » loin. Restons-en plutôt au règne des vieux pogromistes en les nettoyant et en les récurant un brin. Tirons l'argent de leur propre budget en réduisant les dépenses préjudiciables. Confions l'utilisation de cet argent à ce même gouvernement de pogromistes, en nous efforçant de mettre celui-ci sous le contrôle de nous autres, propriétaires libéraux.

Voilà des réponses claires. Les positions du gouvernement, de la bourgeoisie et du prolétariat sont bien nettes. Mais vers qui se tourneront les paysans ?

La bourgeoisie libérale, les cadets, hésitent entre le gouvernement et le peuple. La position de ces indécis est

équivoque. C'est bien facile de dire : prenons l'argent sur le budget de l'année après réduction des dépenses préjudiciables ! Mais c'est tout de suite qu'on a besoin de l'argent ; or pour effectuer pareille opération, *l'accord* du Conseil d'Etat et du chef d'Etat est nécessaire. Ainsi, les cadets comptent sur un arrangement à l'amiable avec les hauts fonctionnaires et la camarilla. Sur quoi se fonde leur calcul ? *Sur une éventuelle transaction autour de la composition du prochain ministère.*

Il faut voir les choses en face. Rien ne sert d'être hypocrite ni de jouer à cache-cache. Les crédits pour les secours aux affamés servent de prétexte à un marchandage entre les cadets et le gouvernement des pogromistes, entre les cadets et la camarilla. Ecoutez-nous, messieurs les pogromistes, nommez Mouromtsev premier ministre au lieu d'Ermolov, et nous vous écouterons à notre tour, nous vous donnerons quinze millions, peut-être même tous les cinquante pour les secours aux affamés, sans avoir recours à ces « dangereuses » (aussi bien pour vous, pogromistes, que pour nous, propriétaires fonciers) « organisations indépendantes » populaires.

Voilà exactement ce que signifie ce qui se passe actuellement à la Douma. Voilà exactement ce que veut dire l'article de M. Echtchine paru aujourd'hui dans la *Retch* des cadets, article que l'éditorial prend soin d'approuver, avec quelques légères réserves, et qui explique que la Douma doit donner de l'argent au gouvernement des pogromistes « en assortissant ces crédits de toutes les conditions que la Douma peut poser ».

La situation politique est claire. Un problème très grave se pose à nos députés social-démocrates à la Douma. Tout d'abord, ils auront à livrer une bataille générale aux cadets lorsqu'on discutera à la Douma le rapport de la commission du budget et du ravitaillement. Ils devront exiger le recours aux « organisations indépendantes » populaires, et ouvrir les yeux aux paysans sur la raison pour laquelle les cadets, parmi lesquels il y a tant de propriétaires fonciers, ont peur du peuple, qui veut *toute* la terre, sans *aucun* rachat, et une entière liberté. Ils devront exiger la mise aux voix de leur résolution sur cette question pour renforcer la sympathie des masses laborieuses envers le parti du pro-

létariat et pour étaler au grand jour la versatilité et la couardise des propriétaires libéraux.

En second lieu, lorsque les cadets auront fait échouer la proposition de recours aux organisations indépendantes, les social-démocrates devront leur livrer une deuxième bataille sur notre seconde ligne de fortifications. Ils devront exiger qu'on explique pourquoi la commission (qui s'occupe aussi bien du budget que du ravitaillement) n'a pas publié *tous* les détails des pourparlers avec ces très honorables messieurs les ministres de l'Intérieur et des Finances. Ils devront se préparer soigneusement à faire une critique plus circonstanciée et plus âpre de l'ensemble du budget que celle présentée par les cadets à la commission. Leur voix s'élevera alors à la tribune de la Douma pour démasquer implacablement le double jeu des cadets, pour dévoiler tous les « secrets » du budget russe des pogromistes policiers : un budget dans lequel on a jeté des dizaines et des centaines de millions pour l'aide aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, pour des aventures guerrières, pour « l'aide » aux espions et aux gendarmes, pour récompenses à tous les dignitaires héros de la tragédie mandchoue [23], pour l'entretien d'une nuée de fonctionnaires qui pillent et oppriment le peuple. Leur voix devra s'élever à la tribune de la Douma pour dénoncer bien autre chose que quinze ou cinquante millions de dépenses *préjudiciables* !

Les cadets ne veulent que tancer un peu le gouvernement. Devant la social-démocratie répondront au premier chef les assassins, mais aussi messieurs les cadets pour leur tentative de dissimuler l'abîme du désaccord qui sépare la camarilla et le peuple.

« Echo » n° 2, 23 juin 1906

Conforme au texte du journal

POURPARLERS AU SUJET DU MINISTÈRE

Nous rapportions hier, d'après les journaux, qu'on pressentait un ministère comprenant Ermolov, Ouroussov, Nabokov, Gueïden, etc.* Voici ce qu'écrit aujourd'hui la *Retch* au sujet de cette liste : « Les auteurs de la liste y ont inclus les membres du parti cadet probablement à titre purement hypothétique ; en réalité, les cadets ne participeront pas à un cabinet de cette sorte. »

Bravo, Messieurs les cadets ! Mais d'où la *Retch* tient-elle que le parti cadet ne participera pas à ce cabinet ?

Comment cela, « d'où » ?, demandera le lecteur. La *Retch* n'est-il pas le principal organe des cadets ? C'est cela même. Mais nous voulons justement attirer l'attention sur le fait que pour un parti comme celui des cadets, qui a des congrès légaux, qui règne à la Douma d'Etat, pour un parti riche, « éclairé » et libéral, il est *indécent*, au plus haut point indécent, de jouer à cache-cache. Le moment n'est-il pas venu de dire que la *Retch* est l'organe principal et officiel du parti ? N'est-ce pas le moment de publier les résolutions du Comité central du parti cadet ? De deux choses l'une, Messieurs : *ou bien* votre parti n'a pas officiellement discuté le problème du ministère auquel il « va participer ». Dans ce cas il faut le dire carrément. La *Retch* doit alors parler, non plus au nom du parti cadet mais en son nom propre, et dire « *nous sommes convaincus* que le parti constitutionnel-démocrate ne participera pas », etc.

Ou bien votre parti a officiellement discuté le problème

* Voir le présent tome, pp. 32-34. (*N.R.*)

Dans ce cas, il faut publier le procès-verbal de la discussion, car votre silence prouverait que vous négociez secrètement derrière le dos du peuple.

« Aujourd'hui, on parle déjà d'une liste d'un type plus défini », écrit encore la *Retch*, en ne citant que les noms d'Ermolov, de Timiriazev, de Gueïden et de Stakhovitch, c'est-à-dire ceux de fonctionnaires et d'octobristes seulement, sans cadets. Donc *il y a eu des négociations*. On a demandé aux cadets (peut-être par l'intermédiaire du « parti du centre » au Conseil d'Etat) s'ils entreraient dans ce ministère. Les cadets ont répondu : non, nous n'entrerons pas dans un ministère de ce genre.

Est-ce bien cela, Messieurs les cadets ? Des pourparlers, ont-ils eu lieu, oui ou non ? Avez-vous, oui ou non, posé *vos* conditions ? Et ces conditions consistaient-elles simplement à faire nommer ministre Untel ou Untel, ou bien également à obtenir l'amnistie générale, la garantie des libertés, l'abolition du Conseil d'Etat, le consentement au suffrage universel ?

Tant que le parti cadet n'aura pas donné une réponse officielle, complète et parfaitement précise à ces questions, nous ne cesserons de répéter au peuple : citoyens, prenez garde ! Derrière votre dos ont lieu des pourparlers « officieux » avec les membres du parti de la « liberté du peuple », pour négocier la vente, à un prix raisonnable, de votre liberté.

« Echo » n° 2, 23 juin 1906

Conforme au texte du journal

REVUE DE PRESSE

Le camarade N. Rakhmétov examine dans le *Goloss Trouda* [24] les « tâches politiques de la social-démocratie russe ». Un article de quatre colonnes est consacré à démontrer que

« le prolétariat, qui est l'une des classes agissantes de Russie, n'a aucun avantage à négliger la Douma ; ce serait se rayer de la liste des forces politiques vivantes et équivaudrait à ne pas vouloir tirer parti de la révolution bourgeoise russe dans toute la mesure du possible ».

« Il suffit de poser la question de cette façon, déclare M. Rakhmétov, pour voir qu'il ne peut y avoir deux réponses. » C'est tout à fait exact, camarade Rakhmétov, mais le malheur est qu'on n'est pas en présence d'une « question posée », mais d'un lieu commun rebattu.

La « question », en fait, ne s'est jamais posée *de cette façon*. De *quelle façon* elle a été posée — et continue à l'être — , le camarade Rakhmétov le sait pourtant manifestement, puisque de la tirade ci-dessus il tire cette conclusion tout à fait inattendue :

« Le prolétariat est obligé, tant vis-à-vis de lui-même que vis-à-vis du pays tout entier, non seulement de ne pas avoir une attitude de neutralité passive en face de la lutte de la Douma contre l'autocratie, mais aussi de prendre hardiment et résolument *parti dans cette lutte pour la Douma contre le gouvernement.* »

Voilà donc où commence en fait la « question ». Et le camarade Rakhmétov le comprend bien lui-même, puisqu'il prévoit que

« le journal *Svétotch* * accueillera sans doute avec beaucoup de scepticisme semblable tactique. Voici ce qu'il écrit : « L'impeccable dialectique du schéma « la révolution par la Douma » pèche par oubli d'un petit fait banal et prosaïque : la Douma existant actuellement est une assemblée composée en majorité d'éléments bourgeois qui redoutent la révolution et, partant, lui sont hostiles. » Voilà le type même de raisonnement qu'un social-démocrate ne devrait jamais, au grand jamais, tenir. Un social-démocrate se doit de savoir que la tactique politique du prolétariat est dictée non par l'*humeur* des autres groupes sociaux, mais par un processus historique objectif qui *contraint* ces groupes à certaines *actions* déterminées. Il se doit de savoir comment les classes auxquelles il a à faire vont *devoir* agir, et d'en tenir compte. En posant la question de cette manière, il acquiert la conviction suivante : le prolétariat, en se proclamant prêt à soutenir de façon révolutionnaire la Douma contre le tsarisme, contraint *par là même* cette Douma à une activité révolutionnaire plus grande. Il faut une bonne dose d'immaturité politique pour ne pas comprendre cette simple « vérité ».

Curieux raisonnement ! A en croire le camarade Rakhmétov, même si notre bourgeoisie a des dispositions contre-révolutionnaires, on peut tout de même l'obliger à devenir révolutionnaire.

Il faut pour cela, paraît-il, « entourer la Douma du cercle de feu de la poussée révolutionnaire ». Alors la «question» suivante se posera à la Douma : « ou brûler, ou se fondre dans l'incendie général », « question de vie ou de mort ».

Nous craignons beaucoup pour le camarade Rakhmétov que le camarade Plékhanov ne raille sa manière métaphysique de « poser la question », son incapacité de poser une si importante question politique dialectiquement. Les exmencheviks et le camarade Plékhanov, en effet, ont maintes fois protesté contre semblables « ou bien, ou bien » dans les questions politiques. Pourquoi obligatoirement « ou brûler ou se fondre dans l'incendie général » ? Le camarade Rakhmétov pense-t-il vraiment que la fraction des Herzenstein et des Nabokov n'ait pas de troisième issue ? Et pourquoi en s'unissant aux bureaucrates les plus « convenables » n'essaieraient-ils pas, par exemple, de faire une brèche dans ce « cercle de feu de la poussée révolutionnaire » ?

Quant à nous, nous pensons que si le flot victorieuse-

* Organe de la social-démocratie de Moscou maintenant suspendu par le gouvernement [25].

ment grandissant de la révolution oblige à quoi que ce soit les dirigeants du parti cadet, ce sera bel et bien à cette troisième solution, c'est-à-dire à l'entente pure et simple avec les bureaucrates.

Que « le parti de la liberté du peuple », sous sa forme actuelle, puisse « brûler » dans cette entreprise, c'est tout à fait probable, mais quand donc le camarade Rakhmétov et ses semblables comprendront-ils enfin que tout ce battage au sujet de la liberté du peuple n'a servi aux cadets que de support à des portefeuilles ministériels et nullement à cette « lutte contre le tsarisme » que les camarades Rakhmétov et consorts s'efforcent avec si peu de succès de leur imposer. D'ailleurs, d'une façon générale, les maîtres de la Douma, pour le moment, c'est le centre cadet ; c'est *cette Douma-là* que vous voudriez « entourer du cercle de feu de la poussée révolutionnaire ». Fort bien. Sans conteste, c'est important et nécessaire. Mais ne faudrait-il pas en même temps prévenir inlassablement les assaillants que leur « poussée » aura pour résultat inéluctable de... projeter les maîtres actuels de la Douma dans les bras des bureaucrates ? Ne le faudrait-il pas, camarade Rakhmétov ?

« Echo » n° 2, 23 juin 1906

Conforme au texte du journal

QUI EST POUR UNE ALLIANCE AVEC LES CADETS ?

Il arrive parfois que des hommes politiques expérimentés et prudents, pleinement conscients de la gravité de leur responsabilité dans toute démarche politique quelque peu importante, envoient de jeunes va-t-en-guerre imprudents faire une sorte de reconnaissance. « Il n'y a pas besoin d'être intelligent pour ça [26] », se disent ces hommes politiques et ils laissent les jeunots bavarder à tort et à travers, pour tâter le terrain.

Le camarade N. Rakhmétov, dans le *Goloss Trouda*, donne bien l'impression d'être un de ces jeunots remplissant la mission dont on l'a chargé. C'est justement pourquoi un article aussi peu sérieux que le sien — nous en avons déjà ri dans le numéro d'hier* — a néanmoins, sous un certain point de vue, une importance politique indubitable. Si un organe de l'aile droite de nos social-démocrates aussi influent que *Goloss Trouda* publie, sans aucune réserve de la part de la rédaction, des articles qui appellent la social-démocratie à l'union avec les cadets, c'est que notre parti est gravement malade. Des hommes d'expérience, prudents et habiles, ont beau en dissimuler les symptômes, la maladie ne s'en fait pas moins sentir. La passer sous silence serait un crime des plus graves.

L'erreur fondamentale des opportunistes de la social-démocratie est de ne pas comprendre ce qu'il faut entendre

---

* Voir le présent tome, pp. 45-47. (*N.R.*)

Годъ 1-й изданія. С.-ПЕТЕРБУРГЪ. Цѣна № 3 коп.

ЭХО

Редакція и Главная контора, Пожарскій п., д. 7, кв. 2.

Условія подписки: на годъ—6 руб., 1 мѣсяцъ—1 руб., 1 экземпл.—15 коп.

Плата за объявленія:

№ 3. Суббота. 24 іюня 1906 г. № 3.

ОТКРЫТА ПОДПИСКА

на еженедѣльную газету

„ЭХО".

Подписная цѣна: на годъ ... руб. коп., на 6 мѣс. ... руб. ... коп., на 3 мѣс. ... руб. ... коп., на 1 мѣс. ... руб. ... коп.

Адресъ редакціи: Пожарскій пер., д. 7, кв. 2.

Подписка принимается также во всѣхъ книжныхъ магазинахъ и у всѣхъ газетныхъ разносчиковъ.

Каждое воскресенье будутъ помѣщаться въ газ. „Эхо" объявленія Кандидатовъ въ члены Государственной Думы по одной строкѣ за 10 коп.

Кто за спины съ кадетами?

Вопросы дня.

Среди газет и журналов.

Государственная Дума.

Третья страница газеты *Эхо* № 3 от 24 июня 1906 г. с редакционной статьей В. И. Ленина «Кто за спины с кадетами?»

Première page du journal *Echo* n° 3, du 24 juin 1906, avec l'éditorial de Lénine « Qui est pour une alliance avec les cadets ? »

Réduction

par victoire décisive de la révolution bourgeoise. Sous-estimant, comme tous les opportunistes, la doctrine marxiste révolutionnaire et le rôle d'avant-garde du prolétariat, nos opportunistes russes se laissent constamment égarer par l'idée erronée selon laquelle la bourgeoisie libérale serait fatalement « le maître » de la révolution bourgeoise. Ils ne comprennent absolument pas le rôle historique qu'a joué ne serait-ce que la Convention, par exemple, en tant que dictature des couches inférieures du prolétariat et de la petite bourgeoisie dans la Révolution française. Ils ne comprennent absolument pas que la dictature du prolétariat et de la paysannerie représente le seul soutien social possible pour une victoire totale de la révolution bourgeoise russe.

Ce qui caractérise essentiellement l'opportunisme, c'est qu'il sacrifie les intérêts profonds et permanents du prolétariat à ses intérêts superficiels et momentanés. En période de révolution bourgeoise, l'opportuniste social-démocrate oublie l'importance de l'aile révolutionnaire de la démocratie bourgeoise et s'incline servilement devant les succès de l'aile non révolutionnaire de cette même démocratie. La différence essentielle entre la bourgeoisie libérale monarchiste (cadets, parti des réformes démocratiques [27], etc.) et la démocratie révolutionnaire, en particulier bourgeoise paysanne, lui échappe. Nous avons cent fois, sinon mille, attiré l'attention de nos camarades de l'aile droite sur cette différence. Dans le projet de la résolution bolchevique élaboré pour le Congrès*, il a été expliqué avec toute la netteté désirable que la bourgeoisie libérale s'efforce, non par hasard, mais conformément à ses intérêts fondamentaux, de pactiser avec l'ancien pouvoir, qu'elle hésite entre la révolution et la réaction, qu'elle se méfie du peuple et du développement libre et multiforme de ses activités. Il faut, disions-nous, exploiter les propos démocratiques de cette bourgeoisie, exploiter ses timides manœuvres, sans oublier un seul instant ses tendances « conciliatrices » et perfides. La démocratie paysanne, au contraire, vu les conditions objectives dans lesquelles sont placées les masses rurales, est contrainte de se conduire de façon révolutionnaire, bien

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, page 137. (*N.R.*)

que dans ses rangs la prise de conscience se trouve être incomplète. Les intérêts fondamentaux de *cette* démocratie bourgeoise-*là* ne la poussent pas actuellement au compromis, mais l'obligent à lutter résolument contre l'ancien pouvoir. Pour ne pas sacrifier les intérêts fondamentaux du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise, il faut rigoureusement distinguer la démocratie bourgeoise libérale ou « cadette » et la démocratie bourgeoise paysanne ou révolutionnaire.

C'est ce que ne veulent pas comprendre les opportunistes social-démocrates. Et pourtant les événements ont confirmé et continuent à le faire de façon éclatante le bien-fondé de cette distinction. Dans la Douma aussi se dessine une démocratie paysanne, contrainte de se rapprocher de la révolution et de tenter de s'affranchir du joug cadet. Octobristes et cadets contre troudoviks et social-démocrates, voilà le regroupement qui *s'est déjà opéré* à propos de la question des comités agraires locaux élus, aussi bien que de la « limitation » de la liberté de réunion par les cadets.

Nos camarades de l'aile droite de la social-démocratie veulent ignorer ces faits. Ils se font des illusions sur la situation actuelle et sont ainsi enclins à identifier le parti qui règne à la Douma, c'est-à-dire les cadets, avec la démocratie bourgeoise en général. N. Rakhmétov retombe avec une naïveté particulière dans cette vieille erreur des mencheviks. Mais au moment où « les vieux routiers » évitent artistement les déplaisantes conclusions qui découlent de prémisses erronées, les jeunes blancs-becs bavardent et vendent la mèche. Si les cadets représentaient vraiment la démocratie bourgeoise en général (et non le gratin le plus exécrable de la bourgeoisie) il serait naturel alors pour le prolétariat de considérer que la coalition avec la démocratie bourgeoise qu'il lui faut doit être une coalition avec les cadets. Le prolétariat peut et doit jouer le rôle de combattant d'avant-garde pour la victoire de la révolution bourgeoise, tout en préservant avec rigueur son indépendance de classe. Mais il ne peut mener jusqu'au bout cette révolution *sans* la démocratie bourgeoise. Avec qui faut-il donc « marcher séparément et frapper ensemble » ? Avec la démocratie libérale ou la démocratie paysanne ?

Avec les libéraux, avec les cadets, gazouille Rakhmétov. Il n'y a pas à réfléchir ! Les cadets sont en haut, ils sont bien en vue, ils chatoient et font du bruit ! Avec les cadets, pour sûr, avec les cadets ! « Les cadets vont plus facilement hésiter et tergiverser, déclare Rakhmétov, s'ils se heurtent à une hostilité globale que si l'on vient les trouver avec une intention de *coalition politique*... La pression de l'opinion publique (résolutions, recommandations, pétitions, revendications, présentées à la Douma, organisation de réunions de protestation, *pourparlers entre le groupe ouvrier et les cadets*) peut agir beaucoup plus fortement sur les cadets qu'un esclandre — passez-moi le mot — absurde et par conséquent inutile. » (Les italiques sont de nous.)

Voilà, dans son entier, la conclusion de Rakhmétov, pour laquelle il a bien mérité d'être inscrit au tableau d'honneur avec la mention « les bolcheviks reconnaissants. » Alliance politique avec les cadets, pourparlers des social-démocrates avec eux, ... comme mot d'ordre, il n'y a pas plus clair et net ! Il ne nous reste qu'à travailler à diffuser ce slogan menchevique dans le parti des ouvriers et à leur poser la question : *qui est pour une alliance avec les cadets* ? Pour qui connaît tant soit peu le prolétariat, la réponse ne fait aucun doute.

Dans ce même numéro du *Goloss Trouda*, on trouve aussi une mise en garde, correcte quant au fond, du Comité central du P.O.S.D.R. contre la fusion des social-démocrates et des troudoviks. Mais le *Goloss Trouda* a rendu un mauvais service au Comité central de notre parti en transformant sa mise en garde en un paravent qui protège ceux qui préconisent l'alliance des social-démocrates avec les cadets ! On ne pouvait compromettre davantage la social-démocratie qu'en liant ainsi une déclaration — correcte, répétons-le, quant au fond — *contre la fusion* de la social-démocratie et de la bourgeoisie révolutionnaire à une exhortation *à l'alliance* de la social-démocratie avec la bourgeoisie opportuniste !

Et quel moment nos mencheviks ont-ils choisi pour prêcher cette alliance ? Le moment où *se désagrège* l'alliance de la bourgeoisie révolutionnaire et de la bourgeoisie opportuniste, l'alliance des troudoviks et des cadets. Inu-

tile de souligner l'à-propos de notre bon N. Rakhmétov qui se met en campagne au moment précis où les troudoviks — non sans l'appui des social-démocrates — commencent à se séparer des cadets, à rejeter leur joug, à voter contre eux, à opposer un front uni contre « l'alliance » des cadets et des octobristes. Et Rakhmétov et Cie se permettent encore de parler, l'air important, de rendre la Douma révolutionnaire alors qu'en fait ils prêtent la main à sa transformation en vulgaire assemblée constitutionnelle-démocrate !

Rappelez-vous ceci, Messieurs : les alliances et les pourparlers avec les cadets sont les pires moyens d'exercer une pression sur eux. En fait, au lieu d'agir sur les cadets, les social-démocrates verront s'affaiblir leur propre lutte. Celui qui révolutionne la Douma et « fait pression » sur les cadets est justement celui qui souligne impitoyablement chacun de leurs faux pas. Le refus de soutenir ces faux pas influera beaucoup plus sur la Douma des cadets que des pourparlers avec eux pour leur accorder ce soutien. Le groupe ouvrier a refusé de voter l'adresse : les cadets l'avaient tronquée. Il a refusé de soutenir les cadets. Ce faisant il les a compromis aux yeux du peuple et le centre de l'intérêt populaire s'est trouvé moralement reporté sur le noyau de « gauche » de la Douma. En flétrissant sans pitié la Douma équivoque *des cadets*, nous révolutionnons la Douma, et ce qui est encore plus important, le peuple qui a foi en elle. Nous appelons par là-même à rejeter le joug des cadets, à agir avec plus de hardiesse, plus de résolution, plus de suite dans les idées. Nous semons la division chez les cadets et l'incertitude dans leurs rangs par pression commune des social-démocrates et des troudoviks.

Nous suivons une politique où le prolétariat a le rôle de combattant d'avant-garde de la révolution et non celui de larbin des milieux dirigeants les plus timides et les plus pitoyables de la bourgeoisie libérale.

« Echo » n° 3, 24 juin 1906

Conforme au texte du journal

LA DOUMA DES CADETS A DONNÉ DE L'ARGENT AU GOUVERNEMENT DES POGROMISTES

Cela devait arriver ! Il est, depuis hier, une parcelle du budget du gouvernement autocratique des pogromistes *ratifiée* par les représentants « du peuple », sauf votre respect. Il n'y a que le premier pas qui coûte, dit un proverbe français. En russe, nous dirions : le premier petit verre est dur comme un pieu, le deuxième leste comme un faucon, et les autres légers comme des oisillons. Les cadets ont vidé le premier petit verre en compagnie des piliers de l'autocratie.

Reprenons en détail le déroulement de cet événement historique. Les ministres de l'Intérieur et des Finances avaient demandé à la Douma d'octroyer cinquante millions de roubles pour les secours aux affamés. Sans une résolution de la Douma, les ministres n'auraient pu, « légalement », obtenir cet argent et prendre en mains la campagne de ravitaillement. Qui serait chargé de mener cette campagne, les ministres ne l'ont pas demandé à la Douma : « *légalement* » l'affaire revient de toute manière au gouvernement des pogromistes. Où prendre l'argent, les ministres n'en ont pas parlé non plus dans leur proposition : « il faut laisser au ministre des Finances le soin de le trouver », voilà tout. Ce n'est qu'en commission que les ministres ont avancé l'idée d'un emprunt comme moyen de se procurer de l'argent. Et hier, à la séance de la Douma, le ministre des Finances a déclaré sans ambages : « La compétence de

la Douma d'Etat consiste à accorder les pleins pouvoirs pour la prospection des sources, mais la forme des prospections (nous citons la *Retch* et ne prenons pas la responsabilité du style) relève des plus hautes instances. » Il s'agissait donc pour les ministres d'obtenir de la Douma une ordonnance de paiement en général ; quant aux sources, ils s'en préoccupaient bien moins.

Aussitôt deux solutions au problème ont été proposées par la Douma : nous les avons indiquées avant-hier*. Les cadets se sont prononcés en faveur d'une ordonnance de paiement de quinze millions de roubles, en demandant qu'il soit rendu compte de l'usage qui en sera fait et que cette somme soit prise sur le compte des «économies prévues» au budget de 1906. C'est tout. Le ministre des Finances a répondu alors aux cadets avec un magnifique sang-froid : « Si la Douma d'Etat vote l'octroi de quinze millions de roubles, le ministère des Finances les accordera, seulement il les prendra *non pas sur les économies*, mais sur les autres dépenses garanties. » Lorsqu'il aura effectué cette dépense, le ministre « viendra toutefois dire à la Douma : vous nous avez forcés à effectuer une dépense pour laquelle nous n'avons pas trouvé de reliquat ».

L'affaire est donc on ne peut plus claire. Le ministre a carrément bafoué la Douma des cadets : nous profiterons de la permission de prendre les quinze millions de roubles, mais sur le chapitre des « économies », votre résolution reste lettre morte. Le ministre ne se gêne pas pour déclarer qu'il n'y aura pas d'économies. Le ministre ne s'embarasse pas pour déclarer qu'il consent à recevoir de l'argent grâce aux crédits de la Douma, mais qu'il se fiche de ses conseils quant aux « économies ».

Quel rôle a donc joué *en fait* la Douma des cadets ? Celui de *témoins* convoqués par la police afin d'entériner ses dépenses, faites avec l'argent qu'elle a volé au peuple. La « loi » exige la signature de témoins au bas d'une ordonnance de paiement. La police l'a donc exigée. La Douma des cadets a signé. C'est tout ce que demandait la police. Les témoins ont un peu rouspété ? Aucune importance.

---

* Voir le présent tome, pp. 38-42. (*N.R.*)

C'est précisément la Douma *des cadets* qui a joué ce rôle de témoins. Les députés social-démocrates ont adopté une position diamétralement opposée, une position raisonnable. Leur intervention a été tout à fait dans l'esprit que nous indiquions avant-hier. « Je vous affirme, Messieurs, a fort bien dit le camarade Ramichvili, que si nous abandonnons un sou aux mains du gouvernement, le peuple ne le reverra jamais. » Et dans la résolution que nous avons publiée hier, les social-démocrates ont déclaré très justement qu'il était inadmissible de donner de l'argent à un pouvoir autocratique, que la Douma d'Etat devait former *son propre* comité de ravitaillement, envoyer ses membres sur place, faire appel à des « organisations sociales indépendantes ». Les social-démocrates ont fait de leur résolution un appel révolutionnaire au peuple, fustigeant le gouvernement, « véritable responsable de la disette », qui dilapide les fonds publics et les engloutit dans une guerre dirigée contre le peuple. Les social-démocrates ont demandé la *suppression* des dépenses consacrées à la gendarmerie, à la police politique, aux gardes, etc., ils ont demandé la *réduction* des salaires et des pensions des dignitaires parasites et le *contrôle* de l'encaisse et des comptes du trésor. Ils ont également exigé, avec parfaite raison, que les revenus tirés des domaines de la Couronne, des apanages, ceux des terres de l'Eglise et des couvents soient employés à secourir les affamés. Les social-démocrates ont mis franchement en accusation tout l'ancien pouvoir et ses organes en général, en même temps qu'ils faisaient la critique d'ensemble du budget.

Quel a donc été le résultat du scrutin ? Les cadets l'ont emporté, bien entendu. D'après le témoignage unanime d'une série de journaux (il n'y a pas eu *malheureusement* de scrutin nominatif) les troudoviks ont voté pour les social-démocrates. Les regroupements politiques, encore une fois, se dessinent très nettement. Les octobristes et les cadets sont pour la transaction avec l'ancien pouvoir. Les social-démocrates et les troudoviks sont résolument contre. Par leur intervention unanime, les social-démocrates ont non seulement entraîné les députés paysans à leur suite, mais ils ont même provoqué un certain schisme parmi les cadets : le député de gauche Galetski et même celui de droite Kous-

mine-Karavaev ont eu honte de leur rôle de témoins de police. Les cadets, et eux seuls, ont ignominieusement prêté leur main de « représentants du peuple » à cette octroi d'argent aux pogromistes.

Cet acte de la Douma des cadets a une très grande signification de principe. On entend bien souvent les gens naïfs et les politiciens bornés dire qu'il est prématuré et peu fondé d'accuser les cadets de trahison et de collusion avec la bureaucratie. Mais accorder des crédits au gouvernement des pogromistes, c'est bien une collusion, et, à vrai dire, ce n'est pas la première. Regardez les pitoyables faux-fuyants qu'utilisent les cadets pour se disculper. C'est un compromis, s'écrie *Nacha Jizn*, mais il se justifie par les circonstances actuelles. Mais oui, Messieurs, les compromis de la bourgeoisie avec l'autocratie policière s'expliquent toujours par des circonstances temporaires.

Oui, mais il faut secourir les paysans sans tarder ! N'ont-ils pas été trahis par les députés paysans, Messieurs les cadets ? Les députés paysans, en effet, ont voté contre, sachant mieux que vous où irait l'argent une fois entre les mains des policiers. Et pourquoi la Douma d'Etat n'a-t-elle pas pu s'occuper elle-même de cette affaire ?

C'est de l'utopie, c'est irréalisable, il faut tenir compte de l'organisation existante tant qu'elle n'aura pas été changée légalement, hurlent en chœur les Gueïden, les Kokovtsov, les Milioukov et même les bernsteiniens de *Nacha Jizn*. Eh oui, Messieurs, la bourgeoisie a toujours considéré comme utopique l'élimination de tous les organes du vieux pouvoir, car elle a besoin d'eux pour s'opposer au prolétariat et à la paysannerie révolutionnaire. Dans un Etat de classes où la police est reine, il y aura toujours une infinité de dépenses « urgentes » : il faut bien nourrir les fonctionnaires embauchés, payer les commandes passées, etc., etc., on aura toujours également l'« organisation existante » (et plus précisément la police et les bureaucrates), qu'il est « impossible » de changer d'un seul coup, sans l'agrément du Conseil d'Etat, *etc.*, *etc.*

Il y aura toujours de ces prétextes. Ils sont les petits plats que partout dans le monde la bourgeoisie libérale sert au peuple crédule pour masquer sa trahison à la cause de la liberté populaire.

Le prolétariat se dressera toujours contre ce jeu hypocrite. Il appellera le peuple à lutter contre tous les organes et institutions de l'ancien pouvoir au moyen des organisations indépendantes de la classe ouvrière et de la paysannerie révolutionnaire.

« Echo » n° 4, 25 juin 1906

Conforme au texte du journal

LES SOUS-FIFRES DES CADETS

Nous avons publié hier les principales résolutions du Ve Congrès de la social-démocratie polonaise [28]. Les camarades polonais qui viennent d'entrer dans notre parti (entre 25 et 30 mille membres) se sont résolument prononcés contre la tactique du Comité central sur la question de la Douma d'Etat. Ils ont condamné cette tactique en général, sans même juger nécessaire de s'arrêter aux erreurs de détail qui en découlent, comme celle du fameux soutien d'un ministère cadet. Or, il va de soi, et ceux qui ont été au Congrès de Pologne le savent parfaitement, que les social-démocrates polonais sont absolument hostiles à ce « soutien ». La conférence de tous les social-démocrates de Pétersbourg a elle aussi catégoriquement repoussé le soutien d'un ministère cadet [29], de même que la conférence régionale social-démocrate de l'arrondissement du centre de Moscou [30].

Près de 4 000 membres du Parti furent représentés à la Conférence de Pétersbourg, et environ 14 000 à la Conférence régionale de Moscou. C'est donc près de 20 000 membres du Parti (plus de la moitié du total, si l'on considère que 31 ou 33 mille avaient été représentés au dernier congrès) *qui ont condamné la tactique du Comité central sur la question du soutien d'un ministère issu de la Douma.* La majorité du Parti est contre ce soutien ; notre propre ministère, c'est-à-dire le Comité central du Parti, a cessé d'exprimer la volonté de ce dernier ; son devoir politique le plus élémentaire est de convoquer d'urgence un congrès extraordinaire. Faute de quoi, il ne sera plus qu'un groupe d'individus cramponnés à leurs postes dirigeants par des sub-

terfuges et des atermoiements purement *formels*, au mépris de la volonté que le Parti a déjà exprimée *sur le fond* de l'affaire. De toute façon, le Parti saura maintenant obtenir un congrès.

Les mencheviks (bien qu'une partie d'entre eux, comme l'ont montré les débats à Pétersbourg, ait su prendre sur cette question une position indépendante et se dégager de l'opportunisme), les mencheviks continuent à défendre la tactique, condamnée par la majorité du Parti, du soutien d'un ministère de la Douma, *c'est-à-dire d'un ministère cadet*. Arrêtons-nous une fois de plus à l'analyse des arguments usuels des social-démocrates de l'aile droite.

Obtenir un ministère de la Douma, nous dit-on, c'est « arracher le pouvoir des mains de la camarilla », « rendre le pouvoir exécutif responsable devant les représentants du peuple » ; c'est « passer d'un régime constitutionnel illusoire à une constitution authentique » (n° 5 du *Goloss Trouda*).

C'est là un *énorme mensonge*. Un ministère de la Douma, c'est-à-dire cadet, sera nommé (si les cadets obtiennent satisfaction) justement *par la camarilla*. Peut-on donc appeler prise de pouvoir la désignation par la camarilla de ministres libéraux ? Elle pourra à n'importe quel moment destituer des ministres nommés à son gré : la camarilla ne cède pas le pouvoir, *elle joue au partage du pouvoir, elle tâte le terrain* pour voir si les laquais libéraux feront son affaire ou non. C'est bel et bien le raisonnement que tiennent les plus intelligents de ses membres, tels que Pobédonostsev ou Trépov (d'après ce que disent certains journaux) : nommer des ministres libéraux est ce que nous avons de mieux à faire. Nous tranquilliserons ainsi non seulement les cadets (c'est-à-dire la majorité de la Douma), mais aussi les social-démocrates « cadetisants ». Ensuite il sera bien plus simple de nous débarrasser des ministres désagréables que, par exemple, de la Douma. Nous allons gagner du temps, brouiller les cartes, créer un chaos formidable, semer la méfiance réciproque et provoquer un grabuge au sujet des portefeuilles parmi la droite, c'est-à-dire plus de la moitié de la Douma, troubler l'eau et mener les cadets par le bout du nez, comme nous l'avons fait dans la question des secours aux affamés. Là, nous les avons forcés à jouer « de

plein gré » le rôle de témoins de la police ; au poste de ministre, nous les obligerons de même à jouer le rôle de laquais de la police.

Lorsqu'on connaît tant soit peu l'histoire des cadets de Russie, ainsi que celle des « cadets » des autres pays, on sait que la camarilla est toujours parvenue à mener les bourgeois libéraux monarchistes par le bout du nez. Il n'y a qu'un moyen de l'en empêcher, c'est de développer une conscience politique *indépendante* chez le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire. Or c'est justement cette conscience qu'obscurcissent et pervertissent les social-démocrates de droite. Afin justement de conserver aux classes révolutionnaires l'entière lucidité de leur conscience politique et leur totale autonomie de combat, nous devons, nous social-démocrates, laisser les cadets fricoter auprès de la camarilla pour avoir des sinécures ministérielles. Mêler le prolétariat à cette affaire serait trahir ses intérêts et ceux de la révolution.

Si la camarilla nommait des cadets à des postes de ministres, elle rendrait « le pouvoir exécutif responsable devant les représentants du peuple » (*Goloss Trouda*).

C'est là un énorme mensonge. Les professeurs constitutionnel-démocrates le profèrent ? Dieu leur pardonnera. Mais que des social-démocrates le répètent, voilà qui est impardonnable. Le pouvoir exécutif est responsable, honorables sous-fifres, non pas devant les « représentants du peuple », mais devant le *pouvoir législatif*. Souvenez-vous-en. Maintenant nous allons vous expliquer cela plus en détails. A qui, à l'heure actuelle, appartient le pouvoir législatif en Russie ? 1) Au pouvoir suprême ; 2) au Conseil d'Etat ; 3) à la Douma d'Etat.

Avez-vous compris maintenant votre bévue ? Les ministres cadets seront responsables et devant la Douma et devant le Conseil d'Etat et devant la camarilla. Prétendre qu'ils sont responsables devant la seule Douma, c'est *mentir* au peuple.

Continuons. Quelle sera la situation de ces ministres responsables devant des institutions si diverses ? Ce sera une situation fausse. Ils devront *observer* et *sauvegarder* toutes les lois existantes tant qu'elles n'auront pas été modifiées par les trois institutions législatives énumérées

plus haut. Ce n'est donc pas sans raison que des beaux parleurs cadets dans le genre de Roditchev ont dès maintenant commencé à se mettre en quatre à la Douma et à se proclamer le bouclier de la dynastie. Les cadets connaissent la chanson. Les social-démocrates de droite, eux, font chorus mais ne comprennent pas de quoi il en retourne.

Pourquoi le ministère est-il devenu maintenant le centre de la propagande des cadets ? Pourquoi ne mettent-ils pas autant d'empressement à crier tout aussi souvent et aussi fort : à bas le Conseil d'Etat ! à bas *les lois* qui empêchent la représentation du peuple de devenir pouvoir législatif ! Pourquoi leur propagande pour l'amnistie générale, la liberté totale, le suffrage universel, est-elle *mille fois plus faible* que pour l'assiette au beurre ministérielle ? Y avez-vous réfléchi ? Non, vous ne l'avez pas fait. Les cadets frappent d'abord à la porte de service car ils *ne veulent pas* de la liberté pleine et entière (rappelez-vous leurs projets de lois sur les réunions), *ne veulent pas* de la suppression complète du Conseil d'Etat (rappelez-vous la Chambre haute de *leur* programme), devant lequel ils seront *également* responsables, *tout autant* que devant la Douma, *et ainsi de suite*. Les cadets ne veulent pas exiger l'amnistie générale *d'abord*, la suppression du Conseil d'Etat *d'abord*, la liberté totale *d'abord*, le suffrage universel *d'abord*, etc., et leur nomination à des postes de ministres *ensuite*. Et pourquoi les cadets ne le veulent-ils pas ? Parce qu'ils connaissent la chanson, alors que leurs sous-fifres ne la connaissent pas.

Les cadets disent : quand nous serons ministres, alors *nous combattrons* pour toutes ces libertés ! C'est qu'on ne peut pas tout faire à la fois. Et le sous-fifre y croit et se donne de la peine...

Le cadet sait bien que le ministre est responsable devant la même vieille législation policière russe, responsable devant la Douma, devant la camarilla, devant le Conseil d'Etat. C'est pourquoi le ministre paie en monnaie de singe : je voudrais bien, ce serait de tout cœur, mais voilà, on n'est pas d'accord « là-bas », le Conseil d'Etat fait encore un peu l'obstiné. Patientez un peu, Messieurs, nul mieux que moi, cadet, ne saurait chapitrer la camarilla et le Conseil d'Etat.

Rappelez-vous la chose suivante, sous-fifres : pour lutter contre cette tactique perfide des cadets, il faut se garder de leur faire écho et conserver une totale indépendance, c'est-à-dire *mettre en garde* le prolétariat et la paysannerie contre la confiance dans les cadets et l'adoption de leurs mots d'ordre. Avec votre tactique, au contraire, vous rendez difficile le combat autonome de la classe ouvrière et de la paysannerie révolutionnaire. Vous vendez le droit d'aînesse de la révolution pour le plat de lentille du réformisme cadet.

Nous n'avons pas besoin d'expliquer avec autant de détails le *troisième mensonge*, à savoir que la désignation de ministres cadets par la camarilla est un « tournant décisif », que c'est le passage à une « constitution authentique ». Le lecteur voit maintenant tout seul que la nomination de Roditchev par Trépov au poste de ministre ne modifie même pas la constitution *écrite*. Dire, dans ces conditions, que pareille nomination modifie la constitution *réelle*, c'est tout simplement du délire.

La prochaine fois, nous analyserons un autre argument courant : « Tout de même, un ministère cadet, c'est encore ce qu'il y a de mieux. On n'a pas le choix. Il faut soutenir ce qu'il y a de mieux ». Nous verrons si cet argument est social-démocrate et quelle est sa valeur.

« Echo » n° 6, 27 juin 1906

Conforme au texte du journal

ENCORE A PROPOS DU MINISTÈRE ISSU DE LA DOUMA

« Il faut bien choisir », c'est l'argument dont se sont toujours servis les opportunistes pour justifier leur conduite. On ne peut obtenir d'emblée quelque chose de grand. Il faut lutter pour quelque chose de petit mais d'accessible. Et comment va-t-on définir ce qui est accessible ? Par l'accord du plus grand nombre de partis ou d'hommes politiques, des plus « influents ». Plus la proportion des hommes politiques d'accord sur telle petite amélioration sera grande, plus il sera facile d'obtenir celle-ci, plus elle sera accessible. Il ne faut pas verser dans l'utopie et chercher à obtenir beaucoup. Il faut être politiquement réaliste et savoir se joindre à de petites revendications qui *faciliteront la lutte* pour les grandes. Nous considérons le moins comme *l'étape la plus sûre* sur le chemin du plus.

Ainsi raisonnent tous les opportunistes, tous les réformistes, à l'inverse des révolutionnaires. Et c'est ainsi que raisonnent les social-démocrates de l'aile droite à propos d'un ministère issu de la Douma. Une assemblée constituante, c'est une grosse revendication. Pour le moment, on ne peut l'obtenir. Une unanimité consciente est encore loin d'être faite sur elle *. Par contre, *toute* la Douma d'Etat, c'est-à-dire l'énorme majorité des hommes politiques, *c'est-à-dire* « le peuple entier », est pour un ministère issu de la Douma. *Il faut bien choisir* entre le mal actuel et *sa plus petite amélioration*, puisque le plus grand nombre

* Cette revendication est soutenue par la minorité de la Douma.

de ceux qui sont mécontents du mal actuel en général se prononcent en faveur de cette « plus petite amélioration ». Lorsque nous aurons obtenu le moins, notre lutte pour le plus sera facilitée d'autant.

Répétons-le, c'est là le raisonnement de base, le raisonnement typique de tous les opportunistes du monde. Quelle est la conclusion qui découle inexorablement d'un raisonnement pareil ? Eh bien celle-ci : nul besoin d'un programme révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire, d'une tactique révolutionnaire. Il faut des *réformes*, et c'est tout. Nul besoin d'une social-démocratie révolutionnaire. Il faut un parti de réformes démocratiques et socialistes. En effet, n'est-il pas évident qu'il y aura *toujours* sur terre des hommes conscients de l'insuffisance de ce qui existe ? Mais bien entendu. N'est-il pas tout aussi évident que la *majorité* des mécontents se prononcera *toujours* pour *la plus petite* amélioration de cette situation insatisfaisante ? Bien entendu. Par conséquent, notre tâche, à nous, hommes progressistes et « conscients », est de *toujours* soutenir *les plus petites* revendications visant à remédier au mal. C'est la tâche la plus sûre, la plus réaliste, alors que toutes ces balivernes au sujet de prétendues revendications « radicales » et autres ne sont que propos d'« utopistes », que « phrases révolutionnaires ». *Il faut bien choisir*, et choisir toujours entre le mal existant et le plus petit projet d'amendement proposé.

C'est exactement le raisonnement que tenaient les opportunistes social-démocrates allemands. Il y a, disaient-ils, une tendance social-libérale qui demande l'abrogation des lois d'exception à l'encontre des socialistes, la réduction de la journée de travail, l'assurance contre la maladie, etc. Une importante partie de la bourgeoisie elle-même soutient ces revendications. Ne la repoussez pas par des attaques maladroites, tendez-lui la main, soutenez-la, et vous vous montrerez ainsi des hommes politiques avisés, vous apporterez à la classe ouvrière une aide modeste peut-être, mais efficace. Seules les phrases creuses sur la « révolution » pâtiront de cette tactique. La révolution, de toutes façons, vous ne la ferez pas maintenant. *Il faut bien choisir* entre la réaction et la réforme, entre la politique de Bismarck et la politique de l'« empire social ».

Les socialistes français du ministère raisonnaient eux aussi comme les bernsteiniens [31]. *Il faut bien choisir* entre la réaction et la bourgeoisie radicale qui promet une série de réformes concrètement réalisables. Il faut bien soutenir ces radicaux, soutenir leurs ministères, quant aux belles phrases sur la révolution sociale, ce ne sont que bavardages de « blanquistes », « anarchistes », « utopistes », etc.

En quoi réside l'erreur fondamentale de tous ces raisonnements opportunistes ? Eh bien, elle réside dans le fait que lesdits raisonnements remplacent *pratiquement* la théorie socialiste de la lutte de classes comme unique moteur *réel* de l'histoire par la théorie bourgeoise d'un progrès « solidaire » et « social ». Selon la doctrine socialiste, c'est-à-dire marxiste (on ne peut plus maintenant parler sérieusement de socialisme non marxiste), le vrai moteur de l'histoire est la lutte de classes révolutionnaire ; les réformes sont un résultat accessoire de cette lutte et n'expriment que des tentatives avortées pour affaiblir, émousser cette dernière, etc. Selon la doctrine des philosophes bourgeois, le moteur du progrès, c'est la solidarité de tous les éléments de la société qui ont pris conscience de « l'imperfection » de telle ou telle de ses institutions. La première doctrine est matérialiste, la seconde idéaliste. La première est révolutionnaire, la seconde réformiste. La première sert de base à la tactique du prolétariat dans les pays capitalistes actuels, la seconde à la tactique de la bourgeoisie.

De cette seconde doctrine découle la tactique des progressistes bourgeois classiques : soutenir toujours et partout « ce qui est mieux » ; choisir entre la réaction et l'extrême-droite des forces qui s'opposent à cette réaction. De la première doctrine découle la tactique révolutionnaire autonome de la classe d'avant-garde. En aucun cas nous ne réduisons nos tâches au soutien des mots d'ordre les plus répandus de la bourgeoisie réformiste. Nous menons une politique indépendante et ne proposons *que* les mots d'ordre visant à des réformes qui servent *indiscutablement* les intérêts de la lutte révolutionnaire et augmentent *indiscutablement* l'indépendance, la conscience et la combativité du prolétariat. Cette tactique seule nous permet de *neutraliser*

les réformes venant d'en haut, toujours ambiguës, toujours hypocrites, toujours piégées par les bourgeois ou la police.

Bien plus. Cette tactique seule nous permet de faire progresser réellement la cause des réformes sérieuses. Cela semble être un paradoxe, mais toute l'histoire de la social-démocratie internationale confirme ce paradoxe : la tactique des réformistes est la *pire* manière possible d'exécuter des réformes et d'assurer leur efficacité. La meilleure manière d'y arriver, c'est la lutte de classe révolutionnaire. *Dans la pratique*, c'est justement par cette lutte de classe révolutionnaire, indépendante, massive et acharnée que les réformes sont arrachées. Ce n'est que dans la mesure où cette lutte est forte que deviennent effectives des réformes *toujours* fallacieuses, équivoques et empreintes de zoubatovisme[32]. En mêlant nos mots d'ordre à ceux de la bourgeoisie réformiste, nous *affaiblissons* la cause de la révolution, *et, par conséquent, celle des réformes également*, car nous diminuons ainsi l'indépendance, l'intransigeance et la force des classes révolutionnaires.

Certains lecteurs diront peut-être : à quoi bon rabâcher le b, a ba de la social-démocratie révolutionnaire internationale ? Eh bien, parce que le *Goloss Trouda* et bon nombre de camarades mencheviks sont en train de l'oublier.

Un ministère issu de la Douma ou ministère cadet, est le type même de ces réformes fallacieuses, équivoques et empreintes de zoubatovisme. Oublier que c'est là en réalité une tentative de transaction entre les cadets et l'autocratie, équivaut à remplacer le marxisme par la philosophie du progrès de la bourgeoisie libérale. En soutenant *pareille* réforme, en la mettant au nombre de *nos* mots d'ordre, nous *affaiblissons* la conscience révolutionnaire du prolétariat, son indépendance et sa combativité. En maintenant *intégralement* nos anciens mots d'ordre révolutionnaires, nous *renforçons* la lutte effective et par conséquent les chances de réformes, ainsi que la *possibilité d'en faire profiter* la révolution et non la réaction. Tout ce que cette réforme a de fallacieux et d'hypocrite, nous le rejetons sur les cadets ; tout ce qu'elle contient de positif, nous en *tirerons profit* nous-mêmes. C'est la seule tactique qui nous permettra d'utiliser les croc-en-jambes que se font les Trépov et les Nabokov pour prendre au piège les deux respectables acro-

bates. C'est la seule tactique qui fera dire de nous à l'histoire ce que Bismarck a dit des social-démocrates allemands : « sans les social-démocrates, il n'y aurait pas eu de réforme sociale ». Sans le prolétariat *révolutionnaire*, il n'y aurait pas eu de 17 octobre. Sans les journées de décembre [33], on n'aurait pas pu déjouer toutes les tentatives de refuser la convocation de la Douma. Il y aura encore d'autres journées de décembre qui détermineront les destinées futures de la révolution....

Postface. Notre article était déjà écrit lorsque nous avons pris connaissance de l'éditorial du numéro 6 du *Goloss Trouda*. Nos camarades se corrigent. Ils veulent que le ministère issu de la Douma, *avant* de prendre en mains les portefeuilles, exige et obtienne la suppression générale de la loi martiale et de toutes les polices politiques, l'amnistie totale et le rétablissement de toutes les libertés. Bravo, camarades ! Demandez au Comité central de mettre ces conditions dans sa résolution sur le ministère issu de la Douma. Essayez de le faire vous-mêmes, et voici ce que vous obtiendrez : *avant* de soutenir un ministère issu de la Douma ou ministère cadet, il faut exiger et obtenir que la Douma ou les cadets empruntent la voie de la révolution. *Avant* de soutenir les cadets, il faut exiger et obtenir que les cadets cessent d'être des cadets.

« Echo » n° 6, 28 juin 1906

Conforme au texte du journal

REVUE DE PRESSE

Nous avons montré hier que Trépov n'avait pas intérêt à se séparer des cadets uniquement pour un refus de principe d'admettre l'expropriation forcée en faveur des paysans, puisque les cadets soutirent aux paysans des sommes non négligeables lors du transfert des terres, « selon une estimation équitable ». Aujourd'hui, le *Slovo* [34] écrit :

« La réforme agraire est la pierre angulaire de toutes les rumeurs sur la formation du nouveau cabinet à partir de la majorité de la Douma. D'après des rumeurs de provenance différente, *ce qui pourrait servir de base à un accord sur la formation d'un cabinet issu de la Douma, ce serait un nouvel emprunt.*

« Cet emprunt aurait pour but de résoudre avant tout le problème urgent de la terre. D'après les calculs effectués, il faudrait pour le résoudre — une fois écartée l'idée inacceptable d'une expropriation forcée — une somme de deux milliards de roubles. Quant à la seconde moitié de l'emprunt, elle devrait être mise à l'entière disposition des ministères de la Guerre et de la Marine, pour renforcer le potentiel de l'armée et de la flotte. »

Ainsi, l'affaire est en bonne voie : moyennant deux milliards de dédommagement aux propriétaires expropriés et autres, plus deux milliards mis à l'entière disposition des ministères de la Guerre et de la Marine, Trépov veut bien porter les cadets au pouvoir, sans plus s'inquiéter de la question de principe. Ce n'est pas cher, pas vrai, Messieurs les cadets ?

* * *

L'idée d'un nouveau congrès de notre Parti alarme *Nacha Jizn*. Ce journal tend à présenter le futur congrès

comme je ne sais quelle catastrophe, je ne sais quel symptôme d'une incurable maladie du Parti. « Encore un congrès ! » s'écrie-t-il avec effroi. Eh oui, encore un congrès ; c'est l'issue fatale de la situation qui s'est créée au sein du Parti lorsque le Comité central et ses directives se sont révélés être en contradiction avec la conscience du Parti tout entier. Le Parti est maintenant réorganisé sur des bases démocratiques, et nous aimerions que *Nacha Jizn* nous dise comment pourrait s'exprimer l'opinion organisée d'un parti démocratique, sinon au moyen d'un congrès. Ces messieurs citent dans leur journal les renseignements fournis par l'*Echo* [35] sur le nombre d'organisations et de voix qui se sont prononcées contre la politique du Comité central, et en même temps l'idée d'un congrès les effraie.

Non, le projet d'un nouveau congrès n'est pas une catastrophe, c'est un signe de la vitalité du Parti, c'est le signe de la force de l'opinion publique dans le Parti, le signe que le Parti trouve simplement et avec facilité une issue à la situation embarrassante créée par les circonstances. Et nous sommes persuadés qu'un congrès ne saurait passer pour une catastrophe aux yeux de personne dans le Parti et, à plus forte raison, à ceux de notre ministère responsable, le Comité central. Un congrès est à l'heure actuelle une nécessité pour le Parti, une obligation pour le Comité central, une possible contrariété pour les cadets et leurs sous-fifres. Mais que peut-on y faire ? Qu'il représente la victoire de l'un ou de l'autre, nous savons que ce congrès sera fort désagréable à la bourgeoisie.

* * *

Voici ce qu'on peut lire dans le numéro 7 du *Goloss Trouda* :

« *La rédaction communique.* Nous avons reçu au sujet de l'article du camarade N. Rakhmétov une lettre du camarade K. P. [36] Nous croyons nécessaire de faire savoir que nous ne partageons pas entièrement certaines idées de Rakhmétov et qu'en particulier nous ne souscrivons pas du tout à son opinion sur « une coalition politique » avec les cadets.

« Nous avons laissé au camarade Rakhmétov la faculté de s'exprimer librement. Quant à nous, nous nous en tenons à la résolution d'Amsterdam [37], ainsi que nous l'avons assez clairement et nettement

manifesté dans nos articles de fond sur les sujets les plus divers de la politique actuelle, et ce, dès la première entrée du parti cadet dans l'arène de la vie politique. »

Nous ne savons pas exactement ce qu'avait écrit à la rédaction du *Goloss Trouda* le camarade K. P., mais nous restons involontairement perplexes : la rédaction avait-elle vraiment besoin de cette lettre pour « comprendre » l'article de N. Rakhmétov ? Et si elle avait compris sans le secours du camarade K. P. qu'elle n'était pas d'accord avec Rakhmétov, comment a-t-elle pu publier ses articles de fond portant sur des questions de principe sans mentionner que ces articles n'avaient pas l'accord de la rédaction ? En outre, les dimensions de cet article, dont l'unique intérêt résidait essentiellement dans le ton caustique et « l'outrance » des conclusions et des slogans, ses dimensions, dis-je, ont induit en erreur bon nombre de lecteurs qui en ont conclu que son auteur touchait de près aux cercles dirigeants du Parti. Pourtant à notre perplexité se mêle une certaine satisfaction : il a fallu au *Goloss Trouda*, il est vrai, une semaine pour renier N. Rakhmétov, mais, malgré tout, mieux vaut tard que jamais.

« Echo » n° 7, 29 juin 1906

Conforme au texte du journal

FAUX RAISONNEMENTS DES BOYCOTTEURS « SANS-PARTI »

Le journal *Mysl* s'efforçait dernièrement, dans un éditorial, de prouver que le groupe du Travail à la Douma ne devait pas se laisser « scinder » par la création de fractions de partis. Les boycotteurs de la Douma ont décidé d'avance que les partis extrémistes n'y auront pas de fractions. Quant au groupe du Travail, en tant justement qu'organisation non affiliée, il sera surtout utile en collaborant avec ses « groupes de soutien » locaux, non affiliés, eux aussi.

Ces raisonnements sont faux à la base. Le révolutionnarisme sans-parti est une manifestation obligatoire et inévitable en période de révolution démocratique bourgeoise. Les bolcheviks social-démocrates l'ont noté plus d'une fois. L'esprit de parti est le résultat, l'expression politique la plus haute des oppositions de classe. Le développement réduit de ces oppositions est précisément le trait caractéristique de la révolution bourgeoise. Il est inévitable qu'une démocratie révolutionnaire se développe et s'étende en dehors des partis lors d'une révolution de ce genre.

Les social-démocrates, en tant que représentants du prolétariat conscient, ne peuvent renoncer à prendre part aux activités de diverses unions révolutionnaires en dehors du Parti. Tels furent, par exemple, les Soviets des députés ouvriers, l'Union des paysans, partiellement l'Union des

enseignants, des cheminots, etc. Nous devons considérer que faire partie de ces unions, c'est contracter des alliances provisoires de combat entre social-démocratie et démocratie bourgeoise révolutionnaire. C'est là la seule façon de poser le problème qui puisse sauvegarder les intérêts vitaux et essentiels du prolétariat ainsi que l'optique socialiste pleinement indépendante des marxistes, et permettre à la première occasion de créer des organisations de parti social-démocrates indépendantes.

Considérer la création de pareilles organisations social-démocrates indépendantes comme un facteur de « scission » au sein des organisations révolutionnaires non affiliées, c'est faire preuve, premièrement, d'une optique purement bourgeoise, et, deuxièmement, d'hypocrisie ou d'irréflexion dans la défense de l'esprit sans-parti. Seuls des idéologues bourgeois peuvent considérer comme un « schisme » le regroupement des socialistes en un parti indépendant. Seuls les hypocrites, c'est-à-dire ceux qui tremblent en cachette pour leur appartenance *secrète* à un parti, ou bien les gens qui n'ont pas vraiment réfléchi à la question, peuvent considérer comme un facteur de « scission » au sein des organisations sans-parti la création d'organisations *de parti*. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, Messieurs. Le fait de ne *pas* appartenir à un parti, en effet, signifie qu'on observe la neutralité vis-à-vis des divers partis (divers dans les limites des objectifs démocratiques et révolutionnaires communs). Or la condamnation du fait d'appartenir à un parti contenue dans le mot « scission », c'est déjà une dérogation à la neutralité et à l'impartialité, c'est déjà une manifestation de l'esprit de parti. Ou bien vous jouez la comédie, Messieurs, ou bien vous raisonnez mal : en fait, vos récriminations contre la scission et contre l'appartenance à un parti dissimulent les craintes que vous avez pour *votre propre* appartenance au parti. Un défenseur véritablement sans-parti de l'idée d'assemblée constituante, par exemple, ne verrait aucun schisme dans le fait qu'une fraction de ceux qui pensent comme lui, tout en admettant parfaitement cette revendication, forme un parti indépendant.

Bref, que les révolutionnaires sans-parti multiplient des organisations révolutionnaires non affiliées. A la bonne

heure ! Mais qu'ils protestent un peu moins contre les révolutionnaires de parti qui « créent une scission » chez les révolutionnaires sans-parti.

Maintenant, passons au boycottage. Nous sommes convaincus que le boycottage n'a pas été une erreur. Il était nécessaire et judicieux dans la situation historique concrète du début de 1906. Après le fiasco de la Douma de Boulyguine et les événements de décembre, les social-démocrates se devaient de brandir aux mêmes hauteurs le drapeau de la lutte pour obtenir une Assemblée constituante et de concentrer *tous* leurs efforts pour faire échouer la Douma de Witte comme la précédente. Nous avons rempli notre tâche révolutionnaire. Et le boycottage, en dépit de toutes sortes de calomnies et de repentirs tardifs, a beaucoup fait pour soutenir l'esprit révolutionnaire et la conscience social-démocrate parmi les ouvriers. En voici les meilleures preuves : 1) le soutien du boycottage par les couches inférieures de la population ouvrière, 2) son succès retentissant dans les régions périphériques les plus opprimées, 3) la promulgation par le gouvernement d'une loi spéciale contre le boycottage[38].

Penser que le boycottage ait été une erreur et une chose inutile est faux et peu perspicace. Il a rendu service non seulement d'un point de vue moral et politique, mais aussi de manière concrète, immédiate. Il a détourné toute l'attention et toutes les forces du gouvernement, qui les a mobilisées, justement, pour lutter contre les boycotteurs. Il a mis le gouvernement dans une situation ridicule, absurde et avantageuse pour nous en le faisant lutter *pour* la convocation de la Douma. Il a affaibli énormément par là son attention quant au recrutement de la Douma. Il a constitué, si l'on me permet cette expression militaire, une attaque de front, ou plutôt une attaque de front *simulée* sans laquelle l'ennemi *n'aurait pu* être pris à revers. Or c'est précisément nous, les révolutionnaires, qui avons simulé cette attaque de front redoutée comme la peste de notre gouvernement, auteur d'une loi incroyablement imbécile. Les bourgeois libéraux, eux, ainsi que les révolutionnaires sans-parti, ont profité de cette attaque de front et de la concentration des forces de l'adversaire au centre pour effectuer un mouvement tournant. Ils ont pris l'ennemi à revers,

se sont glissés en tapinois à la Douma, ont pénétré sous un déguisement dans le camp adverse.

Chacun sa méthode. Le prolétariat combat, la bourgeoisie se faufile.

Et maintenant, nous avons *entièrement* rejeté sur les cadets la responsabilité politique d'une Douma convoquée par la camarilla, soumise à la camarilla, marchandant avec la camarilla. Nous devions le faire à tout prix, car la composition de la Douma et le caractère de ses activités sont ambigus : il est certaines choses que nous devons soutenir et certaines autres que nous devons résolument combattre. Seuls les hommes politiques de la bourgeoisie peuvent oublier cette ambiguïté ou refuser de la voir. Seuls, ils veulent ignorer obstinément le rôle joué par la Douma dans les tractations contre-révolutionnaires tramées par l'autocratie et la bourgeoisie monarchiste libérale aux dépens du prolétariat et de la paysannerie. Ces tractations aboutiront-elles, ne serait-ce que provisoirement, et quelles en seront les conséquences, c'est ce que nous ignorons encore. Cela dépend, en fin de compte, de la force, de l'organisation et du degré de conscience du mouvement populaire en dehors de la Douma. Mais que prédominent à la Douma les représentants de la classe *capable* de telles tractations, qu'à l'heure actuelle des pourparlers soient engagés à ce sujet et qu'on soit en train de tâter le terrain, cela c'est un *fait*. Aucun « démenti » des cadets, aucun silence des mencheviks ne pourra le masquer.

Puisqu'il en est ainsi, ce qui est hors de doute, il est évident que les intérêts de la lutte de classe du prolétariat exigeaient absolument qu'il conservât sa pleine indépendance politique. Le prolétariat se devait de ne pas imiter la bourgeoisie libérale, prête à sauter avec joie sur n'importe quelle aumône. Il devait mettre toute son énergie à prémunir le peuple contre le piège que lui tendait la camarilla. Il devait tout faire pour empêcher la convocation d'une prétendue « représentation populaire » cadette. Tout cela, c'est justement ce que le boycottage a obtenu.

Aussi les raisonnements de ceux des social-démocrates de l'aile droite qui, à l'amusement de la bourgeoisie, dénoncent à présent le boycottage et renient *leur* conduite d'hier, sont-ils fort superficiels et étonnamment antihisto-

riques. Car les mencheviks, eux aussi, *ont été des boycotteurs* : ils voulaient boycotter la Douma, mais à un autre stade. Il suffit de se rappeler *deux* faits historiques que des social-démocrates attachant tant soit peu de prix à leur passé seraient impardonnables d'avoir oubliés. *Le premier* de ces faits est le suivant : la feuille du Comité central unifié de notre Parti, composé à égalité de bolcheviks et de mencheviks, déclarait clairement que les deux parties étaient d'accord sur l'idée de boycottage et n'étaient divisées que sur la question de savoir à quel stade il serait le plus rationnel. *Le second* fait est qu'aucun menchevik n'a jamais conseillé, dans aucun de ses écrits, la participation à la Douma, et que même l'« audacieux » camarade Plékhanov ne s'y est pas risqué. Renier le boycottage, c'est de la part des social-démocrates donner une fausse idée de l'histoire récente du Parti.

Mais le boycottage entraîne-t-il *obligatoirement* le refus de former à la Douma notre propre fraction du Parti ? Nullement. Les boycotteurs qui le pensent, comme ceux de la *Mysl*, se trompent. Nous devions tout faire — et nous avons tout fait — pour empêcher la convocation d'une représentation d'hommes de paille. C'est un fait. Mais puisque, malgré tous nos efforts, la représentation a été convoquée, nous ne pouvons pas refuser de l'utiliser. Seuls les hommes politiques de la bourgeoisie, qui n'attachent aucun prix à la lutte révolutionnaire et à la lutte pour la victoire totale de la révolution, peuvent voir là un manque de logique. Souvenons-nous de l'exemple de Liebknecht qui, en 1869, répudiait toute idée de participer au Reichstag allemand qu'il stigmatisait et vilipendait, pour y entrer après 1870. Liebknecht savait apprécier l'importance de la lutte révolutionnaire pour une représentation populaire révolutionnaire et non pas bourgeoise traître. Liebknecht ne reniait pas lâchement son passé. Il disait à bon droit : j'ai lutté autant que j'ai pu contre ce Reichstag, pour la meilleure issue possible. C'est la plus mauvaise qui a prévalu, mais je saurai l'utiliser elle aussi sans rompre avec ma tradition révolutionnaire.

Il ne faut donc pas déduire du boycottage le refus d'utiliser la Douma et d'y constituer une fraction du Parti. Le problème se pose autrement : une extrême prudence

est nécessaire (c'est précisément *ainsi* que les bolcheviks posaient le problème au Congrès d'Unification, comme chacun peut s'en convaincre en lisant leur projet de résolution*). Il faut voir si l'on peut utiliser la Douma *maintenant*, en la travaillant de l'intérieur, voir si l'on dispose des social-démocrates qui conviennent à cette fin, et si les conditions extérieures sont favorables.

Nous pensons que c'est le cas. Nous avons relevé des erreurs isolées chez nos députés à la Douma, mais d'une façon générale, ils ont adopté une position correcte. A l'intérieur de la Douma un regroupement *s'est opéré qui correspond* à une situation véritablement révolutionnaire : octobristes et cadets à droite, social-démocrates et troudoviks (du moins les meilleurs) à gauche. Nous pouvons et nous devons utiliser ce regroupement, pour mettre justement en garde le peuple contre ce que la Douma des cadets a de dangereux, pour développer un mouvement révolutionnaire qui ne se limite pas au cadre de la Douma, à la tactique de la Douma, aux objectifs de la Douma, etc. Grâce à ce regroupement — et si nous agissons judicieusement —, nous utiliserons également les démocrates révolutionnaires sans-parti, tout en nous affirmant avec netteté et fermeté, comme parti social-démocrate et prolétarien.

« Echo » n° 9, 1er juillet 1906

Conforme au texte du journal

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 266-267. (*N.R.*)

BLÂMES DE LA BOURGEOISIE ET APPELS DU PROLÉTARIAT

La discussion des rapports sur le pogrome de Bialystok se termine à la Douma. Les crimes du gouvernement sont mis en lumière avec une précision rigoureuse, parfois même doctorale, pourrait-on dire. L'unanimité semblait faite à la Douma d'État pour condamner les actes odieux de l'administration locale et *centrale*. Les gens capables de dire que la Douma « est le creuset où s'amalgame la lutte des classes » auraient pu triompher à la vue d'une telle unanimité.

Mais à peine en arrivait-on aux conclusions *pratiques* sur les mesures nécessaires *pour lutter* contre les crimes odieux commis par les fauteurs de pogrome, que cette superficielle unanimité de façade s'envolait en fumée. Il apparaissait aussitôt que la bourgeoisie et le prolétariat — malgré le « creuset où s'amalgame la lutte des classes » — poursuivaient des buts *essentiellement* différents dans leur lutte de libération. La bourgeoisie veut prononcer un « blâme » à l'encontre du gouvernement, pour s'occuper personnellement *d'apaiser* la révolution. Le prolétariat, lui, veut *appeler* le peuple à la lutte révolutionnaire.

Cette divergence apparaît nettement dans les deux résolutions proposées au sujet du pogrome de Bialystok. Celle de la bourgeoisie (parti cadet) 1) condamne le gouvernement ; 2) exige la démission du ministère et 3) insiste sur le fait que « le gouvernement reconnaît son *impuissance* dans la lutte contre la révolution ». La bourgeoisie veut un gouvernement *fort pour lutter contre la révolution.*

La formule adoptée par le prolétariat (parti social-démocrate) est différente : 1) elle condamne le gouvernement ; voilà « l'unanimité » entre bourgeoisie et prolétariat à laquelle s'arrêtent d'ordinaire les naïfs en politique ; 2) déclare « que le *seul* moyen de protéger la vie et les biens des citoyens est *d'armer le peuple lui-même* » ; 3) « appelle la *population* à prendre *entre ses mains* la sauvegarde de sa vie et de ses biens » et « à *refouler* la persécution nationale ».

La divergence des *intérêts* de la bourgeoisie et du prolétariat ressort bien de la divergence des formules. La bourgeoisie veut étouffer la révolution, le prolétariat veut l'armer. La bourgeoisie souhaite un tribunal de fonctionnaires, le prolétariat fait appel à un tribunal populaire (« un tribunal populaire n'épargnera pas ces criminels ni *ceux qui les couvrent* », comme l'a dit notre fraction social-démocrate à la Douma). C'est aux *ministres* seuls que la bourgeoisie fait appel, et elle les invite à faire des *concessions* ; c'est à la *population* que le prolétariat fait appel, et il l'invite à s'armer et à *résister*.

Dans cette question, nos camarades de la Douma ont trouvé le ton juste. Souhaitons qu'à l'avenir ils continuent à opposer avec autant de netteté, de clarté et d'intransigeance les déclarations du prolétariat révolutionnaire aux belles phrases de la bourgeoisie opportuniste.

« Echo » n° 9, 1er juillet 1906

Conforme au texte du journal

L'ARMÉE ET LE PEUPLE

Tous les journaux continuent à être émaillés d'informations au sujet de mouvements dans l'armée. Il est difficile d'évaluer dès à présent le nombre de régiments et d'unités qui ont été le théâtre d'effervescence ou de mutineries au cours des deux mois de « travail » de la Douma. La fameuse activité parlementaire pacifique, imaginée par les naïfs (pas toujours naïfs, d'ailleurs) politiciens de la bourgeoisie, mène en fin de compte, dans le secteur militaire comme ailleurs, à des méthodes de lutte et des formes de mouvements rien moins que pacifiques et rien moins que parlementaires.

En rapportant des faits et des informations sur les agitations dans l'armée, notre presse bourgeoise libérale utilise généralement ces nouvelles à seule fin d'intimider le gouvernement. L'incendie se déchaîne, attention, prenez garde, Messieurs les ministres, rendez-vous à nos raisons avant qu'il ne soit trop tard. Ainsi raisonnent habituellement les journaux cadets. Mais (par l'intermédiaire du *Novoïé Vrémia* et autres journaux à leur solde) les ministres répondent en faisant peur aux cadets : attention, Messieurs, le feu est en train de prendre, entendez-vous donc avec nous avant qu'il ne soit trop tard. Les cadets et le gouvernement considèrent tous deux que l'agitation dans l'armée favorise la prise de mesures immédiates pour juguler la révolution. Leurs conceptions à courte vue, qui proviennent de ce qu'ils sont sous l'emprise de leurs intérêts sordides, les empêchent de voir que cette agitation est l'un des indices les plus importants du caractère *véritable* de

notre révolution, de ses *véritables* aspirations. Les cadets et le gouvernement tiennent tous les deux à l'armée. Les pogromistes en ont besoin comme instrument de massacre. Les bourgeois libéraux en ont besoin pour protéger la monarchie bourgeoise des atteintes et des revendications « exagérées » des paysans et plus particulièrement des ouvriers. Le lieu commun hypocrite et mensonger selon lequel « l'armée doit rester en dehors de la politique » est particulièrement commode pour dissimuler les véritables aspirations de la bourgeoisie en l'occurrence.

Mais étudiez le caractère que revêt l'agitation dans l'armée, voyez les revendications des soldats. Essayez de vous représenter les soldats qui vont être fusillés pour « insubordination » comme des êtres humains ayant leurs propres intérêts, comme une fraction de la population, comme les porte-parole de besoins qui commencent à se faire sentir dans certaines classes de notre société. Vous verrez alors que ces soldats, à peine différents de la paysannerie la moins développée politiquement, qui sont continuellement en butte à l'oppression, à l'abrutissement, au dressage de la part de leurs chefs, que les soldats, ce « bétail sacré », *vont infiniment plus loin* dans leurs revendications que les cadets dans leurs programmes !

Les cadets et la Douma des cadets aiment à se présenter comme les porte-parole du peuple tout entier. Il y a beaucoup de naïfs qui s'y laissent prendre. Mais regardez les faits, les véritables revendications, le véritable combat de grandes masses du peuple et vous verrez que les cadets et la Douma des cadets *restreignent* les revendications sociales et les dénaturent.

Regardez les faits. Les soldats du régiment Préobrajenski ont présenté la revendication suivante : soutien du groupe des troudoviks dans sa lutte pour la terre et la liberté. Remarquez bien : il ne s'agit pas du soutien de la Douma, mais du groupe des troudoviks, celui-là même que les cadets avaient accusé d'avoir « grossièrement injurié » la Douma d'Etat avec le projet agraire des 33 sur l'abolition de la propriété privée des terres [39] ! Les soldats, c'est bien évident, vont plus loin que les cadets : l'« inculte bétail » veut *davantage* que la bourgeoisie éclairée...

Voici les revendications de l'un des régiments d'infanterie de Pétersbourg : « Il faut envoyer à la Douma d'Etat des députés élus par nous, soldats, afin qu'ils défendent nos intérêts de soldats. » Les soldats ne veulent pas rester en dehors de la politique. Ils ne sont pas d'accord avec les cadets. Ce qu'ils revendiquent équivaut clairement à l'abolition d'une armée de caste, d'une armée coupée du peuple, et à son remplacement par une armée de citoyens à part entière. Or cela revient justement à supprimer l'armée permanente et à armer le peuple.

Les soldats de la région militaire de Varsovie exigent une assemblée constituante. Ils exigent *pour les soldats* la liberté de réunion et d'association, « en dehors de toute permission ou présence d'officiers ». Ils veulent « faire leur service militaire dans leur pays », avoir le droit de porter des vêtements civils en dehors du service, le droit d'avoir des *soldats délégués* à l'intendance et dans les tribunaux chargés des délits de la troupe.

Alors ? Est-ce que tout cela ressemble aux idées des cadets sur la réforme de l'armée ? Cela ne tend-il pas de très près plutôt à l'établissement d'une milice populaire et pleinement démocratique ?

Les soldats, mieux que messieurs les bourgeois éclairés, expriment des revendications réellement populaires et partagées par l'immense majorité du peuple. Les traits essentiels et caractéristiques de l'agitation dans l'armée expriment avec plus de fidélité que la tactique des cadets les aspects les plus importants que revêt dans les circonstances actuelles la lutte de libération. Le mouvement ouvrier et paysan le souligne avec encore plus de vigueur. Et notre tâche n'est pas de réduire ce mouvement aux cadres étroits de l'indigente politique des cadets, de le rabaisser en l'adaptant à leurs misérables mots d'ordre, mais de le soutenir, de l'élargir, de le développer dans un esprit de démocratisme véritablement cohérent, résolu et combatif.

« Echo » n° 10, 2 juillet 1906 *Conforme au texte du journal*

REVUE DE PRESSE

Avec candeur, Messieurs les cadets continuent à « ne pas comprendre ». M. Izgoev ne se montre pas le moins obtus d'entre eux, tant s'en faut. D'un ton d'innocence offensée, il s'indigne des attaques portées par « Messieurs les bolcheviks » contre les cadets.

« Le parti « de la liberté du peuple » ne songe à tromper personne. Nul n'a le droit d'exiger de lui plus que ne comportent son programme et sa tactique approuvés aux congrès du parti. Ni l'insurrection armée ni le renversement de la monarchie n'y ont été inclus. Les bolcheviks doivent tenir compte du parti qui existe réellement et il est quelque peu étrange de leur part d'en vouloir à ceux qui leur disent la vérité et refusent d'agir selon leurs prescriptions. »

Il n'en est pas autrement, M. Izgoev : nous « tenons compte du parti qui existe réellement ». Vous continuez à « ne pas comprendre » ? C'est pourtant simple : le *programme* du « parti de la liberté du peuple » n'est pas mal du tout pour un parti bourgeois. Nous parlons très sérieusement, notez-le bien.

On y trouve, par exemple (dans *le programme*, M. Izgoev !) la liberté de parole, la liberté de réunion, et quantité de bonnes choses. Mais cela n'a pas empêché les cadets d'élaborer des projets de lois abusives, *contre* la liberté de parole, *contre* la liberté de réunion et contre d'autres bonnes choses.

Quant à la tactique...

Que les congrès du parti aient chaleureusement approuvé la tactique « il faut être ou le vainqueur ou le vaincu », « mourir dans la gloire, ou mourir dans la honte », c'est

vrai. Mais la tactique des cadets dans les faits, et non plus aux congrès, laisse subodorer quelque chose d'autre. Vous êtes contre l'insurrection armée ? Vous en avez le droit absolu, Messieurs, mais vous êtes bien pour une *opposition inflexible, implacable*, pour la remise du pouvoir aux mains du peuple, sous un monarque qui règne mais ne gouverne pas ? Alors pourquoi donc *marchandez-vous* des portefeuilles ministériels ? Vous voyez bien, M. Izgoev, que nous « tenons compte du parti qui existe réellement » et non de celui qui existe sur le papier. Si vous vous battiez *dans toute la mesure* où votre programme et votre tactique, « approuvés aux congrès du parti », vous le prescrivent, alors notre dialogue serait bien différent.

Il y a encore bien des choses curieuses dans l'article de M. Izgoev. Mais, d'une manière générale, c'est la propriété littéraire du camarade A. L-i.[40] Nous n'avons pas l'intention d'y porter atteinte.

« Echo » n° 10, 2 juillet 1906

Conforme au texte du journal

ORGANISATION DES MASSES ET CHOIX DU MOMENT POUR LE COMBAT [a]

Nous publions aujourd'hui un article du camarade Khroustalev sur le problème de l'opportunité de constituer des Soviets de députés ouvriers. Inutile de dire que le nom seul de l'auteur est une garantie de sa connaissance approfondie du sujet. Tous les ouvriers pétersbourgeois le savent. Ils savent aussi que précisément à l'heure actuelle la question de la formation d'un Soviet de députés ouvriers intéresse au plus haut point le prolétariat de la capitale.

La polémique entamée par le camarade Khroustalev au sujet de la décision du Comité de Pétersbourg de notre Parti revêt, dans ces circonstances, une particulière importance.

Nous ne pouvons être d'accord avec le camarade Khroustalev. Il a tort de défendre, contre le Comité de Pétersbourg en quelque sorte, l'idée des Soviets des députés ouvriers en général et le rôle historique qu'ils ont joué à la fin de 1905. Il a tort de refuser de mettre les événements de décembre au compte du Soviet. Quant à nous, nous l'aurions fait sans hésiter, mais, bien entendu, en inscrivant décembre dans la rubrique « crédit » et non pas « débit ».

Nous considérons que c'est justement le rôle combatif joué par les Soviets des députés ouvriers qui a rendu un immense service, loin d'être encore apprécié à sa juste valeur.

Mais les Soviets des députés ouvriers étaient une organisation de combat *originale*, et des lieux communs sur l'utilité

de leur organisation ne feront pas avancer d'un pas la question de savoir si, *à l'heure actuelle*, cette organisation *originale* est opportune. « Le Soviet a été le parlement révolutionnaire du prolétariat révolutionnaire », écrit le camarade Khroustalev. C'est exact. C'est le rôle typique d'un Soviet, rôle qui n'a rien de technique ni de militaire. Organiser des syndicats professionnels, susciter des enquêtes, servir de chambre de conciliation, furent pour les Soviets des fonctions tout à fait accessoires, secondaires. On peut très bien concevoir qu'elles soient remplies en l'absence de tout Soviet. Mais on ne peut guère imaginer une grève générale sans un comité de grève des masses sans-parti. Le Soviet est né des nécessités de la lutte *directe* des masses, comme organe de cette lutte. C'est un fait. Seul ce fait nous explique le rôle *original* du Soviet et son importance effective. C'est ce à quoi fait écho le mot « combatif » utilisé dans la résolution du Comité de Pétersbourg.

Personne n'aurait songé à créer un Soviet des députés ouvriers pour les enquêtes, le développement des syndicats et autres choses semblables. *Créer un Soviet, c'est créer l'organe de la lutte directe des masses du prolétariat.* On ne saurait créer de tels organes à n'importe quel moment, alors que les unions professionnelles et les partis politiques sont *indispensables toujours et sans réserves*, et ils peuvent et doivent être constitués quelles que soient les circonstances. C'est donc une profonde erreur que de répliquer au Comité de Pétersbourg en se référant à l'importance des organisations en général. C'est pourquoi il est tout aussi faux de se référer au fait que tous les social-démocrates soutiennent l'idée de comités paysans de réglementation du régime de la terre : ils sont projetés justement *en liaison* avec la discussion générale sur la réforme agraire, *en liaison* avec le mouvement agraire qui se développe déjà.

Mais ces comités eux aussi peuvent mener à une intervention « prématurée » ! ironise le camarade Khroustalev. Or le fond de l'histoire, justement, c'est qu'entre les mouvements des paysans et ceux des ouvriers il existe à l'heure actuelle précisément une différence essentielle. Un vaste mouvement paysan *ne saurait* être « prématuré » en ce moment, alors que ça pourrait tout à fait être le cas

d'un vaste mouvement ouvrier. La raison en est claire : la classe ouvrière *a distancé* la paysannerie par son développement politique ; la paysannerie, elle, n'a *pas encore rattrapé* la classe ouvrière, elle n'est pas encore prête pour un mouvement révolutionnaire sur tout le territoire russe. Elle la rattrape sans cesse depuis décembre et en grande partie grâce aux événements de décembre (n'en déplaise aux pédants timorés toujours portés à sous-estimer les événements de décembre ou même à les renier). La paysannerie la rattrapera *encore plus vite* avec l'aide des comités agraires locaux. Il est certainement utile et sans risque aucun de stimuler une arrière-garde qui, lors de la dernière bataille, n'a pas eu le temps d'arriver au secours de l'avant-garde. Stimuler l'avant-garde que l'arrière-garde n'a pu secourir à temps au dernier combat est, par contre, bien hasardeux, et il faut réfléchir à deux fois avant de s'y risquer.

Telle est la situation politique originale dont à notre avis le camarade Khroustalev n'a pas tenu compte. Il a mille fois raison dans le jugement qu'il porte sur les mérites et l'importance des Soviets en général. Il a tort dans son appréciation du moment présent et des rapports entre les mouvements paysan et ouvrier. Il oublie vraisemblablement une autre proposition faite par le Comité de Pétersbourg dans une autre résolution : soutenir le projet de création d'un comité exécutif des groupes de gauche à la Douma, pour coordonner les actions des organisations populaires surgies spontanément *. Grâce à un tel comité, on pourrait établir, avec plus de précision, le degré de préparation et de détermination de l'ensemble de la paysannerie et, en fonction de ces éléments, placer sur le terrain de la pratique la création de Soviets des députés ouvriers. Autrement dit, le Comité de Pétersbourg veut maintenant obtenir davantage que l'institution d'organisations de combat du prolétariat, il veut aussi que ces organisations soient coordonnées avec celles de la paysannerie, etc., et agissent *de concert* avec elles. Le Comité de Pétersbourg *remet à plus tard* la création de Soviets, non parce qu'il méconnaît leur énorme importance, mais parce qu'il veut tenir compte

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 476. (*N.R.*)

d'une nouvelle *condition de succès* qui apparaît avec une clarté particulière à l'heure actuelle, à savoir l'action conjuguée des paysans et ouvriers révolutionnaires. Ainsi le Comité de Pétersbourg garde les mains libres et ne préjuge en rien de sa tactique de demain. Le comité donne, *en ce moment*, le conseil suivant à l'avant-garde : ne te lance pas dans le combat, commence par envoyer des délégués à l'arrière ; demain l'arrière-garde sera plus près, l'assaut sera plus cohérent, demain nous pourrons donner des consignes de combat plus opportunes.

Finissons-en. Le camarade Khroustalev a avancé, d'une façon générale, les arguments les plus convaincants pour défendre la création de Soviets. Il a parfaitement su reconnaître leur importance générale. Il s'est surtout attaqué à ceux qui sous-estiment le rôle des Soviets et l'importance des mouvements révolutionnaires en général, et là il a parfaitement raison. Ce ne sont pas les « sous-estimateurs » de ce genre qui manquent et pas seulement chez les cadets. Mais privé, par la faute des bourreaux et des pogromistes, d'une permanente et étroite communion avec le prolétariat, le camarade Khroustalev n'a pu analyser à fond le *moment actuel* et l'*actuelle* « disposition » des forces révolutionnaires. *Aujourd'hui*, ce qui doit retenir l'attention de l'avant-garde, ce n'est pas une manifestation immédiate, mais le renforcement et l'élargissement de liaisons aussi étroites que possible avec l'arrière-garde et tous les autres détachements.

« Echo » n° 11, 4 juillet 1906

Conforme au texte du journal

REVUE DE PRESSE

Nos remarques dans le numéro 9 de l'*Echo* au sujet de l'appréciation du rôle historique du boycottage et de l'importance des organisations révolutionnaires sans-parti *, ont suscité des réponses caractéristiques de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche de la démocratie bourgeoise.

Le journal *Mysl*, comme il fallait s'y attendre, prend la mouche à propos de l'expression «démocratie bourgeoise» et néglige résolument le fond de la question. Il écrit :

« Même dans les « Soviets des députés ouvriers », organisation de classe purement prolétarienne, l'*Echo* trouve de « la démocratie bourgeoise »... on ne pourrait guère aller plus loin. »

Souvenez-vous, Messieurs les radicaux, que les Soviets des députés ouvriers ne sont pas restés «purement prolétariens» pour la plupart. Il s'est souvent trouvé, parmi ses membres, des délégués de soldats, de marins, d'employés, de paysans. Ne vaudrait-il pas mieux dire *carrément* pourquoi vous n'aimez pas cette notion de « démocratie bourgeoise », plutôt que de chicaner pour éluder le désaccord ?

Le journal *Retch* déborde de fureur. Dans la note dirigée contre nous, le cadet commence par prendre des gants, et « ne veut offenser personne ». Quel gentleman ! Mais à la fin, il jure comme... comme un gendarme. Notre appréciation du boycottage est qualifiée de « bouffonnerie ou de stupidité congénitale ». Oh, cette courtoisie des cadets !

La *Retch* écrit :

---

* Voir le présent tome, pp. 73-80. (*N.R.*)

« En tout cas, nous dirons que la tactique des bolcheviks s'est *fixé comme but* de lutter pour la convocation de la Douma. *Et leur seul objectif* lorsqu'ils se frappaient la poitrine en prêchant la nécessité du boycottage était d'induire le gouvernement en erreur. »

Trêve de billevesées, Messieurs les gentlemen ! Vous avez parfaitement compris que notre pensée était tout autre. Le but du boycottage était de faire échec à la Douma de Witte, comme on l'avait fait pour celle de Boulyguine. N'ayant pas atteint *son* but, c'est-à-dire le but direct et immédiat qu'il visait, le boycottage a rendu *indirectement* service, entre autres, en détournant l'attention du gouvernement. Là aussi, la tactique révolutionnaire a comme toujours développé au mieux la conscience et la combativité du prolétariat, en assurant indirectement des réformes bâtardes dans les cas où la révolution ne remporte pas une victoire totale.

« Echo » n° 11, 4 juillet 1906

Conforme au texte du journal

ASSAUT TÉMÉRAIRE ET DÉFENSE TIMORÉE

On sait depuis longtemps que les réactionnaires sont des gens audacieux et les libéraux des poltrons.

Cette vieille vérité se trouve confirmée par le projet cadet d'adresse de la Douma au peuple sur la question agraire. Le projet des troudoviks n'est malheureusement pas meilleur : cette fois-ci les troudoviks se traînent lamentablement à la remorque de la bourgeoisie libérale. Les social-démocrates de la Douma viendront-ils à la rescousse ?

Souvenez-vous comment est née cette question d'une adresse de la Douma au peuple. Dans son adresse au tsar, la Douma s'est prononcée en faveur de l'expropriation forcée des propriétaires fonciers au profit de la paysannerie. Le ministère Gorémykine a répondu nettement, clairement, avec une fermeté et une décision parfaites : « *c'est inadmissible* ».

Le ministère ne s'en est pas tenu, cependant, à ce refus d'une brutalité toute policière. Non, la révolution a appris quelque chose aux ministres. Ils ne veulent pas se limiter à donner des réponses de pure forme aux questions de pure forme de la Douma. Les réactionnaires ne sont pas des formalistes, mais des gens pratiques. Ils savent que la véritable force n'est pas à la Douma mais dans le peuple. Ils veulent faire de la propagande *dans le peuple*. Sans attendre un instant, sans perdre une minute d'un temps précieux, ils ont composé une *adresse au peuple*. C'est le communiqué du gouvernement (20 juin) qui a donné nais-

sance à l'idée d'une adresse de la Douma au peuple. Le gouvernement a montré le chemin et la Douma s'est mise à sa remorque, pour ne pas avoir su s'engager plus tôt dans une voie digne d'une véritable représentation populaire.

Comment le communiqué du gouvernement fut-il donc rédigé ? Comme un véritable manifeste de combat du parti monarchiste réactionnaire. Oh, les réactionnaires ne se gênent pas ! Ils savent manier le style de combat. Dans leur « communiqué », ils parlent ouvertement au nom du *gouvernement*. Pourquoi faire des cérémonies, après tout ? Ces professeurs libéraux nous assurent que nous vivons en régime constitutionnel, que la Douma fait elle aussi partie du gouvernement. Laissons bavarder les professeurs ! Qu'ils endorment le peuple avec leurs passe-temps constitutionnels ! Nous autres, réactionnaires, sommes des gens pratiques. Nous savons qu'*en fait* le gouvernement, c'est nous. Nous le disons donc et crachons sur les chicaneries et le formalisme de ces pédants de libéraux. Nous disons carrément et ouvertement : paysans, vous ne comprenez pas où est votre intérêt. L'expropriation forcée ne vous est pas avantageuse, et nous, le gouvernement, *ne la permettrons pas*. Tous les potins des paysans au sujet de la terre ne sont que mensonges et tromperie. C'est le gouvernement qui a le plus de sollicitude envers la paysannerie. Encore une fois il veut faire l'aumône. Et que les paysans sachent bien que ce n'est pas « les émeutes et la violence » qui arrangeront leur situation, mais « le travail dans la paix » (travail pour les propriétaires, faudrait-il ajouter) et la constante sollicitude de notre gouvernement autocratique pour la paysannerie.

Tel fut le communiqué gouvernemental. C'est une vraie déclaration de guerre à la révolution. C'est un véritable manifeste que l'autocratie réactionnaire adresse au peuple : attention, je ne le tolérerai pas ! Je vous briserai les reins.

Maintenant les cadets et les troudoviks tombés cette fois entièrement sous leur charme ont l'intention de répondre au défi du gouvernement. On a publié, aujourd'hui, un projet cadet et un projet des troudoviks. Ces deux malheureux projets sont lamentables !

La camarilla réactionnaire ne se gêne pas pour fouler aux pieds la loi et présenter une *parcelle* formelle du gou-

vernement comme la *totalité* réelle de celui-ci. Les cadets et les troudoviks, comme les très sages goujons de Chtchédrine [42], se dissimulent sous la bardane de la loi : nous sommes en butte à l'illégalité, pleurnichent ces représentants « du peuple » (passez-moi l'expression), alors nous nous défendons avec la loi ! C'est légalement que la Douma fonctionne et se prononce en faveur de l'expropriation forcée. Légalement, sans l'assentiment de la Douma, « aucun projet du gouvernement ne peut prendre effet ». Légalement, nous avons une grande commission, forte de 99 membres [43]... Elle élabore « une loi mûrement réfléchie et correctement rédigée »... Que la population « attende donc tranquillement et paisiblement la fin des travaux qui permettront de promulguer cette loi » (les troudoviks ont renoncé à cette conclusion d'une obscène servilité ! Ils ont été pris de remords. Mais en revanche, ils ont introduit une allusion à l'organisation d'« institutions agraires locales », *tout en passant traîtreusement sous silence* le fait que la Douma, autrement dit sa majorité cadette, entend notoirement que ces institutions soient de caractère *bureaucratique et féodal*).

Fi donc, Messieurs les représentants du peuple ! Honte à vous ! Il ne sied pas de faire semblant de ne pas comprendre ce que même un moujik du fin fond de la Russie comprend à l'heure actuelle, à savoir que la loi écrite et les exigences de la vie ont radicalement divergé en Russie, qu'au moyen pacifique de l'action pseudo-constitutionnelle et strictement légale, il est *impossible* d'obtenir en pratique le passage de toute la terre aux paysans et une pleine liberté pour le peuple tout entier. Il ne fallait pas vous mêler de répondre au ministère, puisque vous n'étiez et n'êtes toujours pas déterminés à écrire aussi fermement, à proclamer aussi ouvertement que la camarilla votre propre vérité révolutionnaire en réponse à sa *vérité* réactionnaire. Les lois qui régissent la Douma n'ont pas prévu d'adresse au peuple : contentez-vous de vos « interpellations », doctes légistes, et ne fourrez pas le nez dans un domaine où vous n'avez ni le courage, ni la franchise, ni les moyens de rivaliser avec les réactionnaires, qui sont gens d'action et de combat !

Tant qu'à écrire une adresse au peuple, il faut écrire

la vérité, toute la vérité, la vérité la plus amère et la plus nue. Il faut dire au peuple :

Paysans ! Le ministère vous a adressé un appel. Les ministres ne veulent vous donner ni terre ni liberté. Les ministres parlent sans vergogne, au nom de tout le gouvernement, parlent contre la Douma, bien que sur le papier elle soit considérée comme une partie du gouvernement.

Paysans ! Les ministres constituent bel et bien en fait le gouvernement autocratique de la Russie. Ils ne font aucun cas de vos représentants populaires à la Douma, ils se moquent d'eux, ils leur mettent des bâtons dans les roues à force de chicaneries policières et juridiques. Ils se gaussent des revendications du peuple et continuent, comme si de rien n'était, leur vieille politique de meurtres, de violence, de pillage et de pogromes.

Paysans ! Sachez que la Douma est impuissante à vous donner la terre et la liberté. Elle est pieds et poings liée par les lois d'un gouvernement policier. Il faut obtenir pour les représentants du peuple tout le pouvoir, tout le pouvoir de l'Etat. Voulez-vous la terre et la liberté ? Obtenez une assemblée constituante nationale, obtenez partout la complète abolition de l'ancien pouvoir, l'entière liberté des élections !

Paysans ! Sachez que personne ne vous libérera, si vous ne le faites vous-mêmes. Les ouvriers l'ont compris et ont arraché de haute lutte les concessions du 17 octobre. Comprenez-le donc, vous aussi. C'est alors que vous deviendrez un peuple révolutionnaire, c'est-à-dire un peuple qui sait pour quoi il faut combattre, un peuple qui sait combattre et vaincre ses oppresseurs. Servez-vous donc de vos députés à la Douma, de vos mandataires à la Douma, unissez-vous plus étroitement et plus fraternellement dans toute la Russie et préparez-vous au grand combat. Sans lutte, vous n'aurez ni terre ni liberté. Sans lutte, on vous obligera à un rachat ruineux, on vous imposera des comités agraires de propriétaires et de fonctionnaires qui vous embobineront et vous pilleront comme en 1861 [44].

Paysans ! Nous faisons tout ce que nous pouvons pour vous à la Douma. Faites donc le reste vous-mêmes, si vous voulez vraiment que disparaisse de Russie ce régime qui existe toujours, même avec la Douma.

* * *

Mais il est tout simplement ridicule de proposer pareille adresse à la Douma.

Vraiment ? Mais n'est-il pas plutôt ridicule de rédiger des « appels au peuple » dans ce style raide d'avoués russes encroûtés qu'utilisent les cadets et (disons-le à leur honte) les troudoviks ? Est-ce le peuple pour la Douma, ou la Douma pour le peuple ? La liberté pour la Douma, ou la Douma pour la liberté ?

* * *

Qu'on lise à une réunion de paysans l'appel des cadets, celui des troudoviks et le nôtre ! On verra bien de quel côté les paysans reconnaîtront la vérité.

« Echo » n° 12, 6 juillet 1906

Conforme au texte du journal

LES PARTIS DE LA DOUMA ET LE PEUPLE

Les débats qui ont eu lieu hier à la Douma sur la question de l'appel au peuple ont fourni une documentation extrêmement précieuse pour l'éducation politique des larges masses.

Cette question de l'appel au peuple s'est révélée d'une telle actualité qu'elle a mis en évidence, avec une clarté qui comble tous nos vœux, la vraie nature des différents partis politiques. La Douma s'est trouvée prise entre l'absolutisme réactionnaire (« le communiqué du gouvernement ») et le peuple révolutionnaire, dont la lutte en dehors de la Douma s'est engouffrée, pourrait-on dire, par toutes les ouvertures et tous les interstices du palais de Tauride [45]. Dès le commencement des débats, on a irrésistiblement été amené à abandonner un point de vue formel et partiel, pour aborder le fond même de l'affaire.

Pourquoi adresser un appel au peuple ? Cette question s'est imposée à la Douma. Elle a influencé tous les débats et les a amenés sur le terrain où nous étions nous-mêmes placés dans notre éditorial d'hier * : la Douma doit-elle répondre à la déclaration de guerre du ministère par une déclaration du même genre ? Ou bien ne pas répondre du tout ? Ou encore essayer d'effacer les divergences et d'édulcorer un problème rendu aigu par la vie elle-même.

* Voir le présent tome, pp. 92-96. (*N.R.*)

C'est la droite de la Douma qui a pris l'initiative. Le cadet de droite Pétrajitski a tenté de faire ajourner la discussion. Bien entendu, les octobristes l'ont soutenu. Il est devenu évident que la contre-révolution a peur d'un appel de la Douma au peuple.

Par son intervention sans détour, la réaction a aidé toute la gauche de la Douma à s'unir, et la proposition d'ajournement de la discussion a été rejetée. Les débats eux-mêmes ont mis parfaitement en relief trois tendances fondamentales à l'assemblée. La « droite » (les octobristes et une partie des cadets) est pour « l'apaisement » du mouvement paysan et, partant, *contre* tout appel. Le « centre » (cadets et, vraisemblablement, la majorité des sans-parti) est *pour* un « apaisement » du mouvement paysan et, partant, *pour* un appel *au calme*. La « gauche » (troudoviks, une partie seulement, selon toute vraisemblance, et social-démocrates) veut expliquer au peuple qu'il ne *peut pas* « attendre tranquillement et sans bouger » ; elle est donc pour un appel *révolutionnaire* et non pas un appel « au calme».

Le troudovik Jilkine, le Polonais Lednicki et le social-démocrate Ramichvili sont ceux qui ont exprimé avec le plus de relief les idées de cette dernière tendance. « La population s'attache à d'ultimes espoirs presque infantiles, a dit Jilkine. » « Je ne parle pas de paix, de calme et de tranquillité, je parle de lutte organisée contre l'ancien pouvoir... Est-ce que la Douma d'Etat est née de la paix et du calme ? » Et, rappelant les combats d'octobre, l'orateur s'est écrié, aux applaudissements de la gauche : « C'est à ce « désordre » que nous sommes redevables de notre présence en ce lieu. » « A ce point de vue, dit avec justesse l'orateur, l'appel au peuple que nous propose la commission est très mal rédigé » (mais il aurait dû ajouter : celui des troudoviks aussi, puisqu'on n'y trouve pas les idées et les thèses exposées dans le discours de Jilkine). « Il faut souligner et exprimer enfin l'idée selon laquelle ce n'est pas la paix et le calme, mais l'inquiétude dans le bon et noble sens du terme qui est capable d'organiser les masses... »

Lednicki a même repris un de nos termes les plus sévères d'hier en qualifiant de « *lamentable* » l'appel proposé. Et

Ramichvili protestant « contre ceux qui invitent à attendre paisiblement et dans le calme la solution du problème » a déclaré : « *la seule vraie voie est la voie révolutionnaire* » (nous citons d'après *Nacha Jizn*). Il a également déclaré qu'il était nécessaire de parler de l'attribution des terres *sans rachat*.

La majorité des cadets et des « sans-parti » s'est prononcée en faveur de l'appel « au calme », a blâmé les militaires révolutionnaires (attaque de Kotliarevski contre Lednicki), a démontré l'utilité d'un appel « du point de vue des propriétaires fonciers » (le cadet Yakouchkine).

L'ultra-réactionnaire Volkonski, de concert avec Skirmount et le cadet de droite Pétrajitski, a montré le « danger » de pareil appel, bien fait pour attiser la révolution, et attiré l'attention sur une *loi* stipulant qu'il faut encore faire passer le projet agraire par la Douma, puis la soumettre au Conseil d'Etat, etc., etc., etc.

Les diverses tendances se sont dessinées admirablement. Les cadets ont prouvé une fois de plus qu'ils hésitent entre la réaction et la révolution, entre l'ancien pouvoir et le peuple. Les événements ont montré une fois de plus que le « soutien aux cadets » est une tactique stupide et à courte vue, qui ne fait qu'affaiblir la position révolutionnaire des social-démocrates et de la démocratie révolutionnaire à la Douma. Les événements ont montré une fois de plus que les social-démocrates, en prenant la parole en leur propre nom, peuvent attirer à eux une partie des troudoviks et opérer même jusqu'à un certain point une scission parmi les cadets.

La situation politique elle-même détermine inéluctablement la tactique du parti social-démocrate. En dépit des efforts de l'aile droite des social-démocrates, aucun soutien *n'a été accordé* jusqu'à présent aux cadets, mais au contraire, par bonheur, a été mis en œuvre une politique indépendante du prolétariat, soutenu par une partie des députés paysans. Le résultat n'a pas été une division artificielle inventée par les opportunistes : la droite contre les cadets, les troudoviks et les social-démocrates pris ensemble. Le résultat a été une division *révolutionnaire* : les social-démocrates et les troudoviks contre la droite, alors que les cadets sont dans l'indécision complète.

Malheureusement, nos députés social-démocrates n'ont pas su profiter à fond d'une situation extrêmement favorable. Ils auraient dû, au moment des débats généraux, introduire sans faute *leur* projet social-démocrate d'appel au peuple. C'est seulement alors que leur politique aurait été pleinement et jusqu'au bout la politique *indépendante* de représentants d'un parti de *classe* du prolétariat, *avant-garde* de la révolution. C'est alors seulement que les idées correctes de Ramichvili, de Jilkine et de Lednicki ne se seraient pas perdues dans les débats, mais auraient été unifiées, cimentées et façonnées pour donner une plate-forme décisive et claire à la social-démocratie révolutionnaire.

Il nous reste à souhaiter à notre fraction social-démocrate qu'elle tire la leçon des regroupements de plus en plus fréquents à l'intérieur de la Douma, qu'elle s'engage avec plus de fermeté dans la voie d'une politique prolétarienne pleinement indépendante et que, lors de la discussion par articles du projet d'appel, elle l'amende, ne serait-ce que partiellement, en introduisant des formules indépendantes et révolutionnaires jusqu'au bout.

Un projet social-démocrate d'appel au peuple, quand bien même il resterait à l'état de projet simplement lu à la Douma, exercerait une influence extrêmement utile sur la cohésion et le développement de la lutte révolutionnaire, et attirerait du côté des social-démocrates les meilleurs éléments de la paysannerie révolutionnaire.

« Echo » n° 13, 6 juillet 1906

Conforme au texte du journal

COMPLOTS DE LA RÉACTION ET MENACES DES ASSASSINS

Le journal *Rossia* [46] reçoit des subsides du gouvernement des pogromistes pour diffuser les idées de ce gouvernement.

A l'occasion du projet d'appel au peuple de la Douma, la feuille gouvernementale prend un ton des plus menaçants. Elle intimide la Douma en lui démontrant l'illégalité de l'acte qu'elle propose, son aspect « déraisonnable », « révolutionnaire », etc. La *Retch* des cadets a opéré dès aujourd'hui un revirement complet et se prononce contre l'appel, manifestement effrayée par les menaces d'une presse qui rampe devant le gouvernement.

Les menaces ne cessent de pleuvoir. A propos d'un ministère cadet la *Rossia* écrit aujourd'hui : « Si l'on avait proposé à Vladimir Krasnoïé Solnychko de confier le gouvernement de Russie à Solovéi Razboïnik pour rétablir l'ordre, il aurait probablement proposé un moyen beaucoup plus simple : recourir à Ilia Mourometz [47], pour en finir avec Solovéi Razboïnik. *Ce qui, comme on sait, a bien marché.* »

Cet « Ilia Mourometz » qui se prépare à « en finir » avec la révolution en Russie, n'est autre, s'avère-t-il, que *l'armée contre-révolutionnaire internationale*. Dans son article « Les puissances étrangères et la situation en Russie » (*Rossia*, n° 170) la feuille gouvernementale non pas par naïveté, mais toujours dans le même but d'intimidation, *explique* le projet d'ingérence active des puissances étrangères dans les affaires intérieures de la Russie.

L'explication donnée par ce journal est extrêmement instructive et utile. La contre-révolution internationale surveille attentivement la Russie et « à tout hasard » rassemble et prépare des forces contre elle. « Le gouvernement impérial allemand, écrit la *Rossia*, se rend parfaitement compte de cette situation (à savoir que « la situation actuelle en Russie est avant tout le résultat de l'action d'éléments révolutionnaires étrangers »), et a pris en conséquence toute une série de mesures appropriées qui ne manqueront pas d'atteindre le but souhaité ».

Ces mesures consistent à préparer les forces armées allemandes et autrichiennes pour une invasion de la Russie, dans le cas où la cause de la liberté triompherait ou en prendrait le chemin. Le gouvernement de Berlin s'est déjà mis en rapport à ce sujet avec le gouvernement autrichien. Et l'un comme l'autre a reconnu que « dans certaines conditions, une intervention directe dans les affaires intérieures de la Russie, en vue d'étouffer ou de limiter ce mouvement (c'est-à-dire le mouvement révolutionnaire) pourrait être souhaitable et utile ». En outre, il a été arrêté que pour que cette intervention ait lieu, le gouvernement russe devait en exprimer clairement et sans ambages le désir.

En Autriche, en Galicie, à la frontière russe, où l'on craint que ne se développe un mouvement agraire du même type qu'en Russie, trois corps d'armée ont été concentrés. Le gouverneur général de Galicie, qui de surcroît est un propriétaire terrien russe, a même adressé le 26 juin un appel à la population, pour la prévenir que toute agitation serait réprimée avec la plus grande rigueur.

Ainsi, un complot de la contre-révolution internationale ne fait aucun doute. Le gouvernement russe appelle à son secours contre le peuple russe des troupes étrangères. On a entamé à ce sujet des pourparlers qui se poursuivent et ont déjà abouti à un accord suffisamment explicite.

Que les ouvriers et les paysans sachent que le gouvernement trahit la patrie pour assurer le règne d'une clique de faiseurs de pogromes. Il en a toujours été, et il en sera toujours ainsi. L'histoire nous apprend que les classes dirigeantes ont toujours résolument tout sacrifié : religion, liberté, patrie, lorsqu'il s'est agi d'écraser le mouvement

révolutionnaire des classes opprimées. Il ne fait pas de doute que les pogromistes qui sont au pouvoir en Russie en feront autant et qu'ils sont en train de préparer cette manœuvre.

Mais que les ouvriers et les paysans ne craignent pas cette manœuvre. Si le gouvernement russe a des réserves internationales : les gouvernements réactionnaires d'Allemagne, d'Autriche et d'autres pays, nous avons, nous aussi, de puissantes réserves internationales révolutionnaires : le prolétariat socialiste européen, organisé en un parti de trois millions d'hommes en Allemagne et en partis importants dans tous les pays d'Europe. Nous applaudissons à l'appel lancé par notre gouvernement aux réserves internationales de la réaction : cet appel ouvrira, tout d'abord, les yeux des plus inconscients en Russie et nous aidera à extirper la foi en la monarchie ; ensuite, cet appel sera le meilleur moyen d'étendre les bases et le champ d'action de la révolution russe en la transformant en révolution mondiale.

Bravo, Messieurs Trépov et Cie ! Allez-y ! Tirez donc ! Faites appel aux régiments autrichiens et allemands contre les paysans et les ouvriers russes ! Nous sommes pour l'extension de la lutte, nous sommes pour la révolution internationale !

* * *

Mais tout en analysant le sens *général* du complot international, il ne faut pas oublier les petits objectifs particuliers des pogromistes russes. Nous avons déjà noté que ce n'était pas la naïveté qui était à l'origine de l'article de *Rossia*. Le journal *Mysl* a tort de le penser. Ce n'est ni de la « naïveté », ni du « cynisme », ni du « bavardage ». C'est une *menace* calculée *à l'adresse des cadets*. Notre gouvernement de pogromistes redoute un appel de la Douma au peuple et *menace les cadets* : « Halte-là ! Sinon je disperse la Douma et fais appel aux régiments autrichiens et allemands ! Tout est déjà prêt. »

Ces ballots de cadets ont tout de suite pris peur et lâchement fait marche arrière, comme le prouve la *Retch* d'aujourd'hui. Il n'y a qu'à menacer les cadets pour qu'ils soient prêts à faire demi-tour...

Le prolétariat, lui, n'a pas peur des piètres menaces d'un gouvernement de fauteurs de pogromes. Il conservera sa position *indépendante* dans la lutte sans se laisser effrayer par un fantôme de cadet terrorisé.

Encore une fois, tirez donc, Messieurs Trépov et Cie ! Elargissez le champ du combat révolutionnaire ! C'est ce qu'attend le prolétariat international !

« Echo » n° 14, 7 juillet 1906

Conforme au texte du journal

LA DISSOLUTION DE LA DOUMA ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT [48]

Ecrit à la mi-juillet 1906. Publié en août 1906 à Moscou en brochure par les Editions « Novaïa Volna »

Conforme au texte de la brochure

La dissolution de la Douma [49] pose devant le Parti ouvrier une série de problèmes très importants. Notons les principaux : 1°) porter une appréciation d'ensemble sur le sens de cet événement politique dans le développement de notre révolution ; 2°) définir le contenu de la lutte ultérieure et les mots d'ordre qui doivent l'inspirer ; 3°) fixer la forme de cette lutte ultérieure ; 4°) choisir le moment de la lutte, ou, plus exactement, prendre en considération les circonstances qui pourraient permettre de choisir le bon moment.

Arrêtons-nous brièvement à ces problèmes.

I

La dissolution de la Douma a confirmé de la façon la plus démonstrative et la plus éclatante les jugements de ceux qui avertissaient l'opinion de ne pas se laisser emballer devant l'aspect « constitutionnel » de la Douma et, si l'on peut dire, devant la surface constitutionnelle de la politique russe dans le deuxième trimestre de 1906. Ces « belles paroles » que nos cadets (et cadétophiles) ont prodiguées devant la Douma, au sujet de la Douma et à propos de la Douma, les faits nous montrent aujourd'hui quelle en était la misère.

Notez un fait intéressant : la Douma a été dissoute *en vertu d'une loi rigoureusement constitutionnelle*. Elle n'a point été « dispersée ». La loi n'a point été violée. Au contraire, tout s'est passé dans la stricte légalité, comme en toute « monarchie constitutionnelle ». Le pouvoir suprême a congédié la Chambre d'après les principes mêmes de la

« Constitution ». La « Chambre » a été dispersée conformément à tel article, et le *même oukase* (réjouissez-vous, amateurs de légalité !) fixe la date de nouvelles élections ou d'une convocation de la nouvelle Douma.

Mais c'est bien là que l'on a vu aussitôt que la Constitution russe n'était qu'une vaine apparence ; que notre parlementarisme était une fiction, comme l'ont signalé, inlassablement, les social-démocrates de l'aile gauche, pendant toute la première moitié de 1906. Et aujourd'hui, ce ne sont pas seulement ces « bolcheviks » « étroits et fanatiques », mais les libéraux légalistes les plus pacifiques qui ont reconnu, qui, *par leur conduite*, ont reconnu ce caractère particulier de la Constitution russe. Cela a été avoué par les cadets qui ont répliqué à la dissolution de la Douma par une « fuite en masse à l'étranger », à Vyborg, qui ont répondu par un appel au peuple fait en violation des lois [50], qui ont répondu et répondent par des articles de la *Retch*, le plus modéré des journaux : ce journal est obligé d'avouer qu'il s'agit *en fait* du rétablissement de l'autocratie, et que Souvorine, sans le vouloir, a laissé échapper la vérité lorsqu'il a écrit qu'il ne vivrait probablement pas jusqu'à la nouvelle Douma [51]. Tous les espoirs que les cadets avaient mis en la « Constitution », ils les mettent aujourd'hui dans la révolution, et cela à cause d'un seul acte strictement constitutionnel du pouvoir suprême. Alors qu'hier encore, à la Douma, les cadets se vantaient d'être le « bouclier de la dynastie » et les partisans d'une rigoureuse légalité constitutionnelle.

La logique de la vie est plus forte que celle des manuels pour l'étude de la Constitution. La révolution instruit.

Tout ce que les social-démocrates « bolcheviks » ont écrit sur les victoires des cadets (cf. brochure : *la Victoire des cadets et les tâches du Parti ouvrier*, par N. Lénine *) a été brillamment confirmé. Toute l'étroitesse et toute la myopie des cadets sont devenues évidentes. Les illusions constitutionnelles — cet épouvantail qui permettait de reconnaître le bolchevik ferme comme roc — ne sont plus, aux yeux de tous, que des illusions, des fantômes, un mirage.

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 175-250. (*N.R.*)

« Il n'y a plus de Douma », vocifèrent dans un accès de joie sauvage les *Moskovskié Viédomosti* [52] et le *Grajdanine* [53]. « Il n'y a plus de Constitution », répètent tristement les fins connaisseurs de notre Constitution, les cadets, qui invoquaient celle-ci avec tant d'habileté et en savouraient les paragraphes. Mais les social-démocrates ne se réjouiront pas (nous avons pris de la Douma ce que nous avions à en prendre), et ne se laisseront pas abattre. Le peuple, diront-ils, y a gagné en perdant une de ses illusions.

Oui, en la personne du parti cadet, c'est le peuple russe tout entier qui s'instruit, et il s'instruit non pas à l'aide d'un bouquin, mais par sa propre révolution, par la révolution qu'il fait lui-même. Nous avons déjà dit un jour que, dans la personne des cadets, le peuple perdait ses premières illusions d'affranchissement par la bourgeoisie et que, dans la personne des troudoviks, il perdrait les dernières illusions de ce genre *. Les cadets rêvaient de délivrer le peuple de la servitude, de l'arbitraire et de la tyrannie de ses administrateurs, des mœurs asiatiques, de l'autocratie, *sans* pourtant renverser l'ancien pouvoir. Les cadets ont déjà vu la faillite de leurs rêveries bornées. Les troudoviks rêvent d'affranchir les masses de la misère, de l'exploitation de l'homme par l'homme, *sans* abolir l'économie marchande : ils feront, eux aussi, faillite — et cela dans un proche avenir — si notre révolution aboutit à la victoire complète de nos paysans révolutionnaires.

La rapide ascension des cadets, leurs victoires vertigineuses aux élections, leur triomphe en cette Douma des cadets, leur faillite soudaine, décidée par le simple paraphe du « monarque bien-aimé » (lequel a craché — c'est le cas de le dire — dans la gueule de Roditchev, qui lui faisait des déclarations d'amour), voilà des événements d'une grande importance politique ; ce sont là des étapes du développement révolutionnaire *du peuple*. Le peuple, c'est-à-dire la masse de la population, n'est pas encore parvenu, en 1906, à une claire conscience révolutionnaire. Les masses comprennent que l'autocratie est intolérable, que ce gouvernement de fonctionnaires ne vaut rien, elles ont cons-

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 424. (*N.R.*)

cience aussi qu'il faut nécessairement avoir une représentation populaire. Mais ce dont le peuple ne s'est pas encore rendu compte, ce qu'il n'a pu sentir, c'est que l'ancien gouvernement et une représentation populaire *investie du pouvoir* sont inconciliables. Il lui fallait pour cela — les événements l'ont montré — une expérience particulière, l'expérience de la Douma des cadets.

Durant sa courte existence, celle-ci a montré au peuple *avec évidence* toute la différence qu'il y a entre une représentation populaire *dépourvue de pouvoir* et une représentation populaire qui *détient le pouvoir*. Notre mot d'ordre, « Assemblée constituante » (c'est-à-dire représentation populaire *investie du pouvoir*) se trouva être mille fois juste, mais la vie, c'est-à-dire la révolution, y a amené les masses par une voie plus longue et plus tortueuse que nous ne pouvions le prévoir.

Jetez un coup d'œil d'ensemble sur les principales étapes de la grande révolution russe et vous verrez comment le peuple s'acheminait *par l'expérience*, graduellement, vers le mot d'ordre d'une Assemblée constituante. Voici l'époque de la « confiance », fin 1904. Les libéraux jubilent. Ils occupent alors toute l'avant-scène. Des social-démocrates pas très fermes vont jusqu'à dire que *deux* forces principales existent pour le moment : les libéraux et le gouvernement. Mais voici que le *peuple* se pénètre de l'idée de « confiance » : le 9 janvier, il marche « en toute confiance » vers le Palais d'Hiver. L'époque de la « confiance » met en avant une *troisième force*, le prolétariat, et ouvre la période de la plus grande *défiance* du peuple à l'égard du gouvernement autocratique. L'époque de la « confiance » s'achève par le refus du peuple de croire aux *paroles* du gouvernement sur la « confiance ».

Voici l'étape suivante : on promet la Douma de Boulyguine. La confiance est justifiée par des actes. On convoque les représentants du peuple. Les libéraux, enthousiasmés, invitent les électeurs à voter. Les professeurs libéraux, ces « idéologues » larbins de la bourgeoisie, engagent les étudiants à étudier plutôt que de s'occuper de révolution. Des social-démocrates pas très fermes se laissent convaincre par les arguments des libéraux. Le peuple entre en scène. Par la grève d'octobre, le prolétariat balaie la Douma de

Boulyguine et conquiert la liberté, arrache de haute lutte le manifeste, si parfaitement constitutionnel dans la forme et le fond. Le peuple se persuade par l'expérience qu'il ne suffit pas d'obtenir une promesse de liberté, qu'il faut encore *avoir la force de conquérir* la liberté.

Continuons. En décembre, le gouvernement supprime les libertés. Le prolétariat s'insurge. La première insurrection est brisée. Mais la lutte armée, tenace et acharnée, dans les rues de Moscou, rend inévitable la convocation de la Douma. Le boycottage de la Douma par le prolétariat ne réussit pas. Celui-ci n'avait pas suffisamment de force pour renverser la Douma de Witte. Cette assemblée est toute pleine de cadets. La représentation populaire est un fait accompli. Les cadets jubilent encore, leurs cris, leurs transports sont sans mesure. Le prolétariat, sceptique, attend.

La Douma commence ses travaux. Le peuple profite dix fois plus que les cadets de libertés légèrement élargies. Par ses dispositions et sa résolution, cette Douma des cadets se retrouve instantanément *en retard* sur le peuple. L'époque de la Douma des cadets (mai et juin 1906) est celle où les plus gros succès sont enregistrés par les partis *plus à gauche* que les cadets : les troudoviks sont plus avancés que les cadets à la Douma ; aux réunions populaires, on blâme les cadets pour leur timidité ; la presse des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires est en progression ; le mouvement révolutionnaire paysan prend des forces ; la fermentation dans l'armée reprend ; le prolétariat, épuisé de ses efforts de décembre, se ranime. L'époque du constitutionnalisme cadet devient en fin de compte celle d'un mouvement non pas constitutionnel ni cadet mais révolutionnaire.

C'est *ce* mouvement-*là* qui oblige le gouvernement à dissoudre la Douma. L'expérience confirme que les cadets ne sont que « de l'écume ». Leur force est une résultante de la force de la révolution. Et à la révolution le gouvernement répond par la dissolution de la Douma, acte révolutionnaire en somme, bien que constitutionnel dans la forme.

Le peuple constate *par l'expérience* que la représentation populaire n'est *rien* si elle n'est pas investie de pleins pouvoirs, si elle a été convoquée par le pouvoir en place,

si celui-ci est toujours là intact, à ses côtés. Ce que la marche des événements met à l'ordre du jour, ce n'est plus telle ou telle façon de rédiger les lois, la Constitution, c'est le problème du *pouvoir*, du pouvoir réel. On peut avoir les lois et les élus qu'on voudra, ils ne sont *rien*, s'ils ne détiennent pas le pouvoir. Voilà l'*enseignement* que la Douma des cadets a su donner à notre peuple. Chantons donc le *Requiem aeternam* sur la Douma défunte et sachons profiter jusqu'au bout de la leçon qu'elle nous a donnée !

II

Nous entrons ainsi en plein dans la deuxième question : celle du contenu objectif, dicté par l'histoire, de la lutte prochaine ainsi que des mots d'ordre que nous devons lui donner.

Certains social-démocrates pas très fermes, les mencheviks, ont réussi à montrer, sur ce point encore, de l'indécision. Leur premier mot d'ordre disait : lutte pour *la réouverture de la session de la Douma* en vue de la convocation d'une Assemblée constituante. Le Comité de Pétersbourg proteste. L'absurdité de ce mot d'ordre saute vraiment aux yeux. Ce n'est même plus de l'opportunisme, c'est tout simplement une ineptie. Le Comité central fait un pas en avant. Son mot d'ordre dit alors : *lutte contre le gouvernement pour défendre la Douma en vue de la convocation d'une Assemblée constituante*. C'est mieux, bien entendu. Ce n'est déjà pas loin du mot d'ordre : lutte pour le *renversement* du gouvernement autocratique, en vue d'une convocation de l'Assemblée constituante par la voie révolutionnaire. La dissolution de la Douma motive, sans aucun doute, l'engagement d'une bataille générale dans le pays pour obtenir une représentation populaire *investie d'un vrai pouvoir* : en ce sens le mot d'ordre « défendre la Douma » n'est pas tout à fait inacceptable. Mais voici le hic : le mot d'ordre, pris *dans ce sens*, est déjà contenu dans notre formule qui reconnaît la dissolution de la Douma être un *motif* de lutte. Or, la formule « défendre la Douma », si elle n'est pas spécialement expliquée *dans ce sens* (c'est-à-dire dans celui que nous avons indiqué tout à l'heure)

reste obscure et peut causer des malentendus ; elle peut nous ramener à une étape dans une certaine mesure révolue, à une Douma des *cadets* ; en un mot, cette formule fait naître des idées fausses, nuisibles, « rétrogrades ». Ce qu'elle renferme de juste est inclus intégralement dans les *motifs* de notre résolution sur la lutte, dans *l'explication* des raisons pour lesquelles la dissolution de la Douma est considérée comme un mobile suffisamment important.

Un marxiste ne doit en aucun cas oublier que le mot d'ordre d'une lutte qui s'annonce comme *imminente* ne peut être tiré purement et simplement d'un mot d'ordre *général* issu du programme. Il ne suffit pas de se référer à notre programme (cf. à la fin : « Le renversement de l'autocratie et l'Assemblée constituante », etc.) pour fixer le mot d'ordre d'une lutte *maintenant* imminente et qui aura lieu en été ou en automne 1906. Il faut pour cela escompter la situation historique *concrète*, étudier tout le développement et la marche successive de la révolution ; il faut déterminer nos tâches non pas seulement d'après les principes du programme, mais aussi d'après le cheminement et les étapes *précédentes* du mouvement. Seule, une pareille analyse sera véritablement historique et s'imposera à tout adepte du matérialisme dialectique.

Et c'est précisément ce genre d'analyse qui nous montre que la situation politique objective *pose* aujourd'hui la question de savoir non s'*il existe* une représentation populaire, mais si cette représentation détient un véritable *pouvoir*.

Ce qui, objectivement, a perdu la Douma des cadets, ce n'est pas qu'elle ait été incapable d'exprimer les besoins du peuple ; c'est qu'elle n'ait pas su venir à bout de la tâche *révolutionnaire* d'organiser la lutte pour la prise du *pouvoir*. La Douma des cadets s'imaginait être un organe constitutionnel ; en fait, elle *était* un organe révolutionnaire (les cadets nous injuriaient parce que nous considérions la Douma comme une étape ou comme une arme de la révolution, mais l'expérience a entièrement confirmé la justesse de *notre opinion*). La Douma des cadets s'imaginait être un organe de lutte contre le *ministère* ; en fait, elle était un organe de lutte pour le *renversement* du vieux régime tout entier. C'est ce qui est arrivé dans la réalité,

car la situation économique le voulait. Mais voici que, précisément pour *ce genre* de lutte, un organe tel que la Douma des cadets *s'est révélé* « incapable » d'agir.

L'esprit du moujik le plus ignorant se pénètre maintenant d'une idée sûre, elle y entre à coups de massue : la Douma ne sert à rien, aucune Douma ne peut servir *si le peuple ne détient pas le pouvoir*. Mais comment prendre le pouvoir ? *Renverser* l'ancien et en instituer un nouveau, populaire, libre, issu des élections. C'est *ou bien* renverser le vieux régime, *ou bien* avouer que les objectifs de la révolution sont impossibles à atteindre dans les proportions que les paysans et le prolétariat leur assignent.

C'est ainsi que *la vie* elle-même a posé la question. C'est ainsi que l'a posée l'année 1906. C'est ainsi que l'a posée la dissolution de la Douma des cadets.

Bien entendu, nous ne pouvons pas garantir que cette question soit résolue d'un seul coup par la révolution ; que la lutte soit facile, simple ; que la victoire complète soit absolument certaine. Avant que la lutte s'engage, jamais personne ne garantira rien de semblable. Un mot d'ordre n'est pas une garantie de victoire simple et facile. Un mot d'ordre indique le *but* que l'on doit atteindre pour accomplir des tâches *déterminées*. Naguère, la tâche immédiate était d'obtenir l'institution (ou la convocation) d'une représentation populaire. Aujourd'hui, cette tâche est d'assurer *le pouvoir* à la représentation populaire. Mais cela signifie qu'il faut évincer, détruire, *renverser* l'ancien pouvoir, qu'il faut renverser le gouvernement autocratique.

Si cette tâche n'est pas *pleinement* accomplie, la représentation populaire *ne pourra pas* être investie des pleins pouvoirs ; par conséquent, il n'y a pas de garantie suffisante que cette nouvelle représentation populaire ne subisse le sort qui a été celui de la Douma des cadets.

Objectivement, la situation indique aujourd'hui la nécessité de combattre non pour instituer une représentation populaire, mais pour créer des conditions qui rendent impossible de chasser ou de dissoudre la représentation populaire, ou d'en faire une farce, comme Trépov et C^ie^ l'ont fait pour la Douma des cadets.

III

La forme probable de la lutte prochaine est partiellement déterminée par le contenu qu'elle doit avoir, partiellement aussi par les formes précédentes de la lutte révolutionnaire qu'a menée le peuple et par la résistance contre-révolutionnaire de l'autocratie.

Quant au contenu de la lutte, nous avons déjà montré qu'après deux années de révolution, il s'est à l'heure actuelle axé sur le renversement de l'ancien pouvoir. Seule une insurrection du peuple en armes peut le réaliser complètement.

Quant aux méthodes de lutte de la période précédente, la grève générale et l'insurrection étaient le « dernier mot » d'un ample mouvement des masses populaires de Russie. Il était impossible que le dernier trimestre de 1905 ne laissât pas des traces indélébiles dans la conscience et l'esprit du prolétariat, des paysans, des éléments conscients de l'armée et chez les démocrates de diverses associations professionnelles d'intellectuels. Aussi, est-il tout à fait naturel qu'après la dissolution de la Douma, la majorité des éléments capables de combattre n'aient qu'une seule pensée : grève générale. On eût dit que personne ne doutait même de la *nécessité* de répondre à la dissolution de la Douma par une grève générale dans toute la Russie.

L'universalité de cette opinion a été d'une certaine utilité. Les organisations révolutionnaires ont presque partout, consciemment et systématiquement, *contenu* les ouvriers, prévenant des éclats, des explosions partielles. Nous en recevons les preuves de différents points de la Russie. L'expérience d'octobre-décembre a incontestablement servi à fixer beaucoup mieux qu'auparavant l'attention de tous sur l'intérêt d'une action *générale* et *simultanée*. En outre, il faut noter une circonstance extrêmement caractéristique : d'après les informations parvenues de certains grands centres du mouvement ouvrier, de Pétersbourg, par exemple, les ouvriers ont non seulement saisi au vol la nécessité d'une action générale et simultanée, mais ils se sont fermement prononcés pour une action décisive, pour le *combat*. L'idée malencontreuse d'une grève de *démonstration* (d'un ou de trois jours) à propos de la

dissolution de la Douma, idée conçue par quelques mencheviks de Pétersbourg, a rencontré l'opposition la plus résolue des ouvriers. Un sûr instinct de classe et leur expérience de gens qui, plus d'une fois, ont mené une lutte sérieuse, leur ont aussitôt suggéré qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus du tout de manifestations. Nous ne ferons pas de démonstrations, ont dit les ouvriers. Nous marcherons à une lutte décisive, désespérée, lorsque sera venu le moment d'une action générale. Telle était, d'après toutes les informations, l'opinion unanime des ouvriers de Pétersbourg. Ils ont compris qu'une action et surtout des démonstrations partielles seraient ridicules après tout ce que la Russie a vécu depuis 1901 (c'est alors que commença un vaste mouvement de manifestations), que l'aggravation de la crise politique exclut la possibilité de « recommencer par le commencement », que le gouvernement qui, en décembre, a « goûté du sang » avec plaisir, tirerait les plus grands avantages de manifestations pacifiques. Celles-ci affaibliraient sans aucune utilité le prolétariat, elles permettraient aux policiers et aux soldats de se faire la main sur des gens désarmés qu'ils arrêteraient et fusilleraient. Elles ne feraient que confirmer dans une certaine mesure l'assertion de Stolypine qui se fait vanité d'avoir remporté une victoire sur la révolution, puisqu'il a dissous la Douma sans aggraver pour autant le mouvement antigouvernemental. C'est de la vantardise, tout le monde s'en rend compte à présent : on sait et on sent que la lutte est pour plus tard. Si une « démonstration » avait eu lieu, on l'aurait interprétée comme une lutte, comme une bataille (et une bataille perdue), et l'on n'aurait pas manqué de faire savoir dans le monde entier que la manifestation a dû s'arrêter et que c'est pour la révolution une nouvelle défaite.

L'idée d'une grève de démonstration n'était digne que de nos Ledru-Rollin du parti cadet, des myopes qui surestimaient le parlementarisme comme Ledru-Rollin en 1849. Le prolétariat a aussitôt rejeté cette idée, et il a bien fait. Les ouvriers, qui se sont toujours trouvés devant la nécessité d'une lutte révolutionnaire, ont apprécié mieux que certains intellectuels les capacités combatives de l'ennemi et la nécessité d'une bataille décisive.

Malheureusement, dans notre Parti — l'aile droite de

la social-démocratie ayant actuellement la prédominance dans la section russe—, la question d'engager une véritable bataille est restée dans l'oubli. Le Congrès d'Unification de la social-démocratie russe s'est enthousiasmé pour les victoires des cadets, n'a pas su apprécier l'importance révolutionnaire du moment présent, et enfin s'est refusé à déduire tout ce qui pouvait être déduit de l'expérience d'octobre-décembre. Pourtant, la nécessité d'utiliser cette expérience s'est posée au Parti de façon bien plus rapide et bien plus grave que ne le pouvaient penser bien des dévots du parlementarisme. La perplexité manifestée, à ce grave moment, par les institutions centrales de notre Parti, a été l'inévitable résultat de cet état de choses.

Il faut combiner la grève politique des masses avec l'insurrection armée, ainsi le commande la situation générale. Mais alors, les côtés faibles de la grève, considérée comme moyen indépendant de lutte, apparaissent en toute évidence. Tout le monde sait déjà parfaitement que pour la réussite d'une grève politique, ce qui importe avant tout, c'est qu'elle soit soudaine, c'est qu'elle prenne le gouvernement au dépourvu. Maintenant, ce n'est plus possible. Le gouvernement a appris en décembre à combattre la grève et, à l'heure actuelle, il est très bien préparé à cette lutte. Tout le monde signale l'importance extrême des chemins de fer pendant une grève générale. Si les trains s'arrêtent, la grève a toutes les chances de devenir générale. Si l'on ne réussit pas à les arrêter complètement, il est presque certain que la grève ne sera plus générale. Or, ce sont les cheminots qui ont le plus de mal à se mettre en grève : des trains spéciaux, pour expéditions punitives, sont prêts à partir ; la troupe est répartie sur toute la ligne, dans les gares, parfois même dans certains convois. Dans ces conditions, la grève peut devenir — bien plus : dans la plupart des cas, il est inévitable qu'elle devienne — une collision directe et immédiate avec la force armée. Le mécanicien, le télégraphiste, l'aiguilleur, seront aussitôt placés devant ce dilemme : être fusillés séance tenante (ce n'est pas pour rien que Goloutvino, Lioubertsy et autres stations des chemins de fer russes ont déjà acquis une notoriété révolutionnaire nationale), ou bien reprendre le travail et saboter la grève.

Certes, nous avons le droit d'attendre le plus grand héroïsme d'innombrables cheminots — ouvriers et employés — qui ont prouvé *par des actes* leur dévouement à la liberté. Bien entendu, nous sommes loin de nier la possibilité d'une grève des cheminots et ses chances de succès. Mais nous n'avons pas le droit de nous dissimuler qu'à *l'heure actuelle* la tâche est difficile : taire ces difficultés serait la pire politique. Et si l'on regarde la réalité en face, si l'on ne se cache pas la tête sous l'aile, on voit bien que, de la grève, doit sortir *inévitablement* et immédiatement une insurrection armée. Une grève de cheminots, *c'est* l'insurrection ; depuis décembre cette vérité est indiscutable. Or, s'il n'y a pas grève des chemins de fer, leur télégraphe continuera à fonctionner, les expéditions postales par le rail ne seront pas interrompues, et, par conséquent, une grève importante des P.T.T. devient impossible.

Ainsi, la grève joue un rôle auxiliaire par rapport à l'insurrection : c'est une vérité imposée par la situation depuis décembre 1905. Indépendamment de notre volonté, malgré toutes les « directives », la situation révolutionnaire aggravée transformera la démonstration en grève, la protestation en lutte, la grève en insurrection. Bien entendu, l'insurrection, en tant que lutte armée des masses, ne peut s'étendre qu'avec la participation active de telle ou telle partie des troupes. Voilà pourquoi la grève de l'armée, le refus de tirer sur le peuple, peut, dans certains cas, amener incontestablement une grève toute pacifique à la victoire. Mais il n'est guère nécessaire de démontrer que des cas de ce genre ne seraient que des épisodes particuliers d'une insurrection exceptionnellement réussie et que, pour multiplier ces cas, pour les susciter autant qu'il est possible, il n'y a qu'un seul moyen : c'est une bonne préparation de l'insurrection, l'énergie et la force des premières opérations des insurgés, la démoralisation des troupes par des attaques plus qu'audacieuses ou grâce à des défections massives dans l'armée, etc.

En un mot, devant la situation actuelle, au moment de la dissolution de la Douma, il ne peut y avoir aucun doute que la lutte active mène directement et immédiatement à l'insurrection. La situation changera peut-être, et alors il faudra reviser cette conclusion ; mais en ce

moment, elle est absolument incontestable. Voilà pourquoi ce serait un acte d'irréflexion, voire un crime, que d'appeler les travailleurs à une grève dans toute la Russie sans les appeler à une insurrection, sans montrer le lien qui joint solidement l'insurrection à la grève. Voilà pourquoi nous devons tendre tous nos efforts pour expliquer par notre propagande la liaison d'une forme de lutte avec l'autre, pour préparer les conditions qui feraient se confondre en un seul trois courants : explosion chez les ouvriers, soulèvement chez les paysans et « mutinerie » chez les soldats et marins. Depuis longtemps déjà, depuis l'été de l'an dernier, depuis la fameuse révolte du *Potemkine* [54] se sont dessinées de façon bien nette les *trois formes* d'un mouvement actif véritablement populaire — c'est-à-dire d'un mouvement de *masse* qui est infiniment loin de la conspiration—, d'une *insurrection* qui tend à renverser l'autocratie. C'est de la fusion de ces trois courants que dépend surtout, semble-t-il, le succès d'une insurrection dans toute la Russie. Il n'est pas douteux qu'un motif de lutte tel que la dissolution de la Douma contribue fortement à cette fusion, car la partie la plus arriérée de la classe paysanne (et, par conséquent, de notre armée qui est composée essentiellement de paysans) a mis de grands espoirs en la Douma.

D'où cette conclusion : utiliser la dissolution de la Douma comme motif de propagande intense pour provoquer une insurrection de tout le peuple. Bien expliquer le rapport entre la grève politique et l'insurrection. Appliquer tous les efforts à obtenir l'unité et l'action commune des ouvriers, des paysans, des matelots et des soldats dans une lutte active, par les armes.

Enfin, quant à la forme du mouvement, il faut spécialement mentionner la lutte paysanne. Là, le rapport entre la grève et l'insurrection est particulièrement évident. Il est également clair que le but de l'insurrection doit être ici non seulement d'anéantir ou d'éliminer complètement toutes les autorités locales et de les remplacer par des autorités nouvelles, populaires (ce qui est le but de toute insurrection, qu'elle se produise dans les villes, dans les campagnes, dans l'armée, etc.), mais aussi de *chasser les propriétaires fonciers et de saisir* leurs domaines.

En attendant la décision de l'Assemblée constituante, les paysans doivent incontestablement chercher à abolir *en fait* la grande propriété foncière. Inutile d'en dire plus long car personne, vraisemblablement, n'imaginerait une insurrection paysanne qui ne fasse pas justice des propriétaires fonciers et ne s'empare pas de leurs terres. Il va de soi que plus consciente et organisée sera cette insurrection, plus rares seront les cas de destruction de maisons, de matériel, de bétail, etc. Du point de vue militaire, pour atteindre certains objectifs, la destruction — par exemple l'incendie de bâtiments et parfois aussi d'un certain matériel — est une mesure parfaitement légitime et obligatoire en certaines circonstances. Seuls, des pédants (ou des traîtres à la cause du peuple) peuvent déplorer que les paysans recourent toujours à de tels moyens. Il est toutefois inutile de se dissimuler que la destruction des biens est parfois le résultat d'un manque d'organisation : une incapacité de *prendre pour soi* et de garder les biens de l'ennemi ; ou c'est un signe de *faiblesse* : le belligérant *se venge* de son ennemi, n'ayant pas la force de *l'anéantir*, de l'écraser. Dans notre agitation, nous devons, bien entendu, faire comprendre aux paysans qu'il est, d'une part, légitime et nécessaire de combattre *implacablement* l'ennemi, jusqu'à détruire ses biens, mais que, d'autre part, il dépend du degré d'organisation qu'on aboutisse à une solution bien plus raisonnable et plus avantageuse, savoir : l'extermination de l'ennemi (propriétaires fonciers, fonctionnaires et police principalement) et la remise au peuple ou aux paysans des biens de toute espèce, sans causer de dégâts (ou avec un minimum de dégâts).

IV

A la question de la forme de lutte se rattache étroitement celle de l'*organisation* en vue du combat.

Sous ce rapport également, la grande expérience historique d'octobre-décembre 1905 a marqué d'empreintes ineffaçables le mouvement révolutionnaire contemporain. Les Soviets des députés ouvriers et institutions analogues (comités paysans, comités de cheminots, Soviets des députés soldats, etc.) jouissent d'une autorité immense et tout à fait méritée. A l'heure actuelle, on aurait peine à trouver un

social-démocrate ou un révolutionnaire d'appartenance ou de tendance différentes qui n'apprécie ces organisations en général et qui ne recommande en particulier leur formation à l'heure actuelle.

A cet égard, il n'existe pas de divergences de vues, semble-t-il, ou du moins pas de divergences tant soit peu sérieuses. Voilà pourquoi il est inutile d'insister sur ce point.

Mais il est un aspect de la question qu'il importe d'examiner très attentivement, parce qu'on l'ignore fréquemment. Voici : le rôle joué par les Soviets des députés ouvriers (pour abréger, nous les prenons en exemple, comme *type* de toutes les organisations de ce genre) dans les grandes journées d'octobre et de décembre a paré ces institutions d'un prestige tel que certains les considèrent parfois avec une sorte de fétichisme. On s'imagine que ces organes sont, toujours et dans toutes les circonstances, « nécessaires et suffisants » pour un mouvement révolutionnaire de masses. Il s'ensuit que l'esprit critique fait défaut lorsqu'il s'agit de choisir le moment opportun pour créer de ces institutions et de définir les conditions où le succès de leur activité serait réellement assuré.

L'expérience d'octobre-décembre a donné, à cet égard, les indications les plus édifiantes. Les Soviets des députés ouvriers *sont des organes de la lutte directe des masses.* Ils ont été créés comme des organes de lutte *par la grève.* Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de lutte *révolutionnaire générale* contre le gouvernement. Ils se sont trouvés *irrésistiblement* transformés, par la suite des événements — la grève devenant un soulèvement—, *en organes insurrectionnels.* Tel est bien le rôle que jouèrent en décembre de nombreux « Soviets » et « comités », c'est un fait absolument incontestable. Et les événements ont montré de la façon la plus claire et la plus convaincante qu'en temps de lutte, la force et la valeur de ces organes dépendent *entièrement* de la force et du succès de l'insurrection.

Ce n'est pas une théorie quelconque, ce ne sont pas des appels lancés par qui que ce soit, ce n'est pas une tactique inventée à plaisir, ni une doctrine de parti, c'est la force des choses qui a amené ces organes sans-parti, ces organes de masses, à la nécessité d'un soulèvement et qui en a fait des organes insurrectionnels.

Et, à l'heure actuelle, instituer des organes de cette sorte, revient à créer des organes insurrectionnels ; préconiser leur création, c'est appeler à l'insurrection. Oublier cette vérité, ou l'estomper devant les masses populaires, ce serait faire preuve d'une myopie impardonnable, ce serait la pire des politiques.

Puisqu'il en est ainsi — et il n'y a pas de doute là-dessus —, une déduction s'impose clairement : pour organiser l'insurrection, les « Soviets » et autres institutions de masses de ce genre sont encore *insuffisants*. Ils sont indispensables pour grouper les masses, pour les unir en vue du combat, pour transmettre les mots d'ordre de la direction politique du Parti (ou des partis qui se seraient mis d'accord), pour intéresser, éveiller, attirer les masses. Mais ils sont insuffisants à organiser *directement les forces de combat*, à *organiser l'insurrection*, dans le sens le plus strict du mot.

Voici un petit exemple : les Soviets des députés ouvriers étaient souvent appelés des Parlements de la classe ouvrière. Mais pas un ouvrier n'acceptera de convoquer *son* Parlement pour le livrer à la police. Chacun reconnaît la nécessité d'*organiser* immédiatement *les forces*, la nécessité d'une organisation *militaire*, sous la forme de détachements ouvriers armés pour la défense de ce « Parlement ».

Maintenant que le gouvernement sait par expérience, et a parfaitement compris, à quoi mènent les « Soviets » et ce que sont ces institutions, maintenant qu'il s'est armé de pied en cap et attend que ces institutions soient créées pour foncer sur l'ennemi sans lui laisser le temps de se reprendre et d'agir, maintenant, plus que jamais, nous devons expliquer, dans notre propagande, la nécessité de regarder les choses bien en face, la nécessité de créer une *organisation militaire* à côté des Soviets, pour les défendre, pour organiser l'insurrection sans laquelle resteraient impuissants tous les Soviets et tous les élus des masses populaires.

Les organisations dont nous parlons, « organisations militaires », si l'on peut s'exprimer ainsi, doivent chercher à embrasser les masses non par l'intermédiaire d'élus, mais en recrutant parmi la masse des combattants directement engagés dans les batailles de rues et la guerre civile. Elles

doivent composer leurs cellules de tout petits groupements de volontaires, de dix, cinq et peut-être même trois hommes. Il faut répéter sans relâche que la bataille est pour bientôt et que *tout* citoyen honnête a le devoir de se sacrifier et de se battre contre les oppresseurs du peuple. Un minimum de formalités, de complications, et un maximum de simplicité dans l'organisation, qui devra être mobile et souple à l'extrême. Tous ceux qui veulent se ranger du côté de la liberté doivent immédiatement s'unir en équipes de combat, cinq par cinq, volontaires d'une même profession, d'une même usine ou liés par l'amitié, par des relations de parti, enfin tout simplement par des rapports de voisinage (même village, même maison en ville ou même logement). Ces équipes, dont les unes seront composées de membres du Parti et les autres de sans-parti, seront liées par la seule tâche révolutionnaire immédiate : l'insurrection contre le gouvernement. Elles doivent devenir aussi nombreuses que possible, et se former obligatoirement avant les distributions d'armes, *indépendamment* de cette question d'armes.

Aucune organisation de parti ne réussirait à « armer » les masses. Par contre, des masses organisées en petits groupes mobiles pour le combat rendront d'immenses services, le moment venu, quand il s'agira de se procurer des armes.

Les équipes de volontaires, de *droujinniki*, pour employer une appellation que les grandes journées de décembre, à Moscou, ont rendu glorieuse, seront d'une immense utilité au moment de l'explosion. Tel groupe sachant tirer désarmera un agent de police, tombera sur une patrouille et lui prendra ses armes. Telle unité, non instruite au maniement du fusil ou n'ayant pas réussi à se procurer des armes, aidera à construire des barricades, à pousser des reconnaissances, à établir la liaison, à surprendre l'ennemi dans des embuscades, à incendier l'édifice où l'adversaire se serait retranché, à occuper des appartements qui pourraient servir de base aux insurgés ; en un mot, des milliers de fonctions très diverses seront remplies par des équipes de volontaires bien décidées à lutter sans merci, connaissant parfaitement la topographie locale et liés très étroitement avec la population.

Que dans chaque usine, chaque syndicat, chaque village, retentisse donc un appel à l'organisation de ces équipes volontaires de combat ! Des hommes qui se connaissent bien se grouperont d'avance. Ceux qui ne se connaissent pas formeront des détachements de cinq ou dix combattants le jour même de la bataille ou la veille, sur place, si l'idée de constituer ces équipes se répand largement et est vraiment acceptée par la masse.

Maintenant que la dissolution de la Douma a mis de nouvelles couches sociales en effervescence, vous pouvez fréquemment entendre des propos et des déclarations extrêmement révolutionnaires émis par tout un chacun dans le milieu le moins organisé, le plus « Cent-Noir » par son aspect général, le bas-peuple des villes. Tâchons donc qu'ils sachent tous comment les ouvriers et les paysans d'avant-garde ont décidé d'engager sous peu la lutte pour la possession de la terre et la liberté ; que tous sachent qu'il est indispensable d'organiser des équipes de combattants, qu'ils se pénètrent tous de la certitude que l'insurrection est imminente et qu'elle est de caractère populaire. Nous arriverons alors — ce n'est pas du tout une utopie — à disposer dans chaque grande ville non de centaines d'« équipiers » comme à Moscou en décembre, mais de milliers. Et alors, *pas une mitrailleuse ne pourra tenir*, comme le disaient les gens à Moscou en notant que les équipes de combat n'avaient pas un caractère de masse suffisamment marqué, qu'elles n'étaient pas assez proches du peuple par leur nature et leur composition.

Ainsi donc, il faut organiser partout des Soviets de députés ouvriers, des comités paysans et des institutions analogues, cependant qu'une large propagande et l'agitation démontreront la nécessité d'une insurrection simultanée de toutes nos forces, d'une préparation immédiate de ces forces et de la création d'une foule de « droujines ».

* * *

P.-S. Ce chapitre était écrit lorsque nous avons appris qu'un nouveau « changement » était survenu dans les mots d'ordre de notre Comité central : pour la *Douma*, comme

organe de lutte en vue de la *convocation* de l'Assemblée constituante.

La question d'organisation se complète donc par celle de l'organisation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, car telle serait, en fait, l'institution capable de convoquer l'Assemblée constituante. Seulement, il ne faut pas oublier, comme se plaisent à le faire nos cadétophiles, qu'un gouvernement provisoire est, avant tout, un *organe insurrectionnel*. La Douma défunte désire-t-elle en être un ? Les cadets veulent-ils être un organe insurrectionnel ? De grâce, allez-y, messieurs ! *Dans la lutte* nous acceptons avec plaisir tout allié venant de la démocratie bourgeoise. Quand bien même votre alliance — excusez-nous ! — devait être pour nous ce qu'est pour la Russie l'alliance avec la France (c'est-à-dire une source d'argent), nous l'accepterions volontiers ; nous sommes en politique des réalistes, messieurs ! Mais si votre participation de cadétophiles à l'insurrection est tout simplement une vaine fantaisie de mencheviks, nous dirons seulement : qu'elles sont humbles, qu'elles sont piètres vos rêveries, camarades mencheviks ! Gardez-vous seulement de tout perdre dans cet « amour sans espoir » que vous nourrissez pour les cadets : ils ne pourront pas couronner votre flamme...

La question d'un gouvernement provisoire a déjà été traitée plus d'une fois sous son aspect théorique. Il a été établi que les social-démocrates pourraient participer à un tel gouvernement. Mais ce qui importe davantage aujourd'hui, c'est le *côté pratique* de la question, tel qu'il a été *proposé* par l'insurrection d'octobre-décembre. Car les Soviets des députés ouvriers et institutions semblables étaient en *réalité* des embryons de gouvernement provisoire, qui auraient *inévitablement* possédé le pouvoir si l'insurrection avait triomphé. Il faut faire passer le centre de gravité dans l'étude de ces organes embryonnaires d'un nouveau pouvoir qui sont un fait historique, l'étude des conditions de leur travail et *de leur succès*. A l'heure actuelle, cela est plus important et plus intéressant que les conjonctures d'ordre « général » que l'on fait sur le gouvernement révolutionnaire provisoire.

V

Il nous reste à examiner la question du moment où il convient de déclencher l'action. Le tendre amour que l'aile droite de la social-démocratie manifeste pour la Douma des cadets l'a poussée à demander d'agir immédiatement. Cette idée a subi un échec retentissant. L'attitude des masses de la classe ouvrière et de la population urbaine en général a montré que la gravité de la situation était comprise ou sentie. On s'attend en réalité à une lutte non pas, bien entendu, en faveur de la Douma, mais pour le *renversement* du vieux régime. Et si la lutte a été différée, c'est à cause du sentiment général, à cause du désir de tous de se préparer à un combat décisif et sans rémission et d'assurer la coordination des opérations.

Il est possible, et c'est le plus probable, que la nouvelle lutte se déclenchera d'une façon aussi spontanée et aussi inattendue que les précédentes à la suite de l'irritation générale croissante et d'une des explosions qui aura lieu inévitablement. Si cela se produit, si les événements prennent cette tournure inéluctable, nous n'aurons plus à nous occuper de la question du choix du moment pour amorcer l'action ; notre tâche se ramènera alors à décupler l'agitation et le travail d'organisation dans toutes les directions indiquées ci-dessus.

Il se peut, cependant, que les événements réclament de nous des dirigeants et nous obligent à fixer la date de l'action. Si cela se produisait, notre conseil serait de fixer le début de l'action, la grève et l'insurrection pour l'ensemble de la Russie à la fin de l'été ou au commencement de l'automne, soit au milieu ou à la fin d'août. Il serait important de mettre à profit la période des travaux du bâtiment dans les villes et de l'achèvement des travaux des champs. Si l'on pouvait réaliser un accord de *toutes* les organisations et associations révolutionnaires influentes, concernant le choix du moment de l'action, la possibilité de l'entreprendre à une date préalablement fixée ne serait pas exclue. Un déclenchement simultané de la lutte dans toute la Russie serait un avantage énorme. Même si le gouvernement était renseigné sur la date de la grève, cela n'aurait probablement pas de conséquences désastreuses, car

enfin il ne s'agit pas d'un complot ni d'une attaque militaire qui doivent être brusqués. Les troupes seraient particulièrement démoralisées dans toute la Russie, il faut croire, si, pendant des semaines et des semaines, elles étaient harcelées par l'idée de l'imminence de la lutte, si elles étaient consignées sous les armes et si l'agitation était faite de plus en plus activement par les différentes organisations, soutenues de la masse des révolutionnaires « sans-parti ». Ceux des députés social-démocrates et troudoviks de la Douma qui ont de l'influence pourraient également contribuer au succès d'une action simultanée.

On réussirait peut-être alors à prévenir des explosions isolées et parfaitement inutiles, comme les « mutineries » de soldats et les insurrections paysannes vouées à un échec certain, si toute la Russie révolutionnaire croyait à l'imminence de cette grande bataille générale.

Cela n'est guère possible, répétons-le, que dans le cas d'un accord complet entre *toutes* les organisations influentes. Autrement, il ne resterait que l'ancienne voie d'un mécontentement grandissant, qui finit par éclater de lui-même.

VI

Résumons.

La dissolution de la Douma est un retour complet à l'autocratie. La possibilité d'une action simultanée dans toute la Russie s'accroît. Il devient de plus en plus probable que les soulèvements partiels se fondront en une seule insurrection. Les larges masses de la population sentent plus que jamais que la grève politique et l'insurrection sont le moyen de lutte pour la prise du pouvoir.

Notre devoir est de déployer la plus large agitation en faveur de l'insurrection dans toute la Russie, d'expliquer les objectifs politiques et les problèmes d'organisation que pose ce mouvement, d'appliquer tous nos efforts à faire comprendre à tous que l'insurrection est inévitable, de démontrer à tous qu'une offensive générale est possible, afin que tous marchent non plus pour une « mutinerie » ou des « manifestations », non plus pour de simples grèves ou des bagarres, mais qu'ils aillent au combat pour la prise du pouvoir, pour renverser le gouvernement.

Toute la situation est favorable à l'accomplissement de cette tâche. Le prolétariat s'apprête à se mettre à la tête de la lutte. La social-démocratie révolutionnaire doit affronter une tâche lourde de responsabilités, malaisée, mais grandiose et riche de résultats : aider la classe ouvrière, avant-garde de l'insurrection dans toute la Russie.

Cette insurrection renversera l'autocratie et créera une représentation populaire réellement investie du pouvoir, c'est-à-dire l'Assemblée constituante.

P.-S. Cet article a été écrit *avant* le début de la révolte de Sveaborg [55].

ENVOI D'UNE DÉLÉGATION À SVEABORG

RÉSOLUTION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R.

Devant les nouvelles exceptionnelles en provenance de Sveaborg [56] qui font état d'une aggravation critique de la tension qui règne dans cette ville et de la possibilité d'une brusque explosion, la Commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. a décidé :

1) d'envoyer immédiatement à Sveaborg une délégation composée des camarades NNNN ;

2) de confier à ladite délégation le soin de prendre toutes mesures utiles pour faire une analyse exacte de la situation sur place ;

3) de la charger d'user de son influence auprès des membres du parti, des révolutionnaires et de la population de la ville afin d'ajourner le déclenchement de toute action, si cela paraît possible sans entraîner de trop lourds sacrifices de la part de la population, en ce qui concerne l'arrestation par le gouvernement de personnes déjà désignées ;

4) de charger cette même délégation, au cas où il serait absolument impossible d'arrêter l'émeute, de prendre la part la plus active à la direction du mouvement, c'est-à-dire d'aider les masses insurgées à s'organiser, à désarmer et à

exterminer la réaction, à entreprendre des actions résolues à l'issue d'une préparation en règle et à lancer des slogans corrects et véritablement révolutionnaires, capables d'entraîner le peuple tout entier.

Conforme au manuscrit

Ecrit le 16 (29) juillet 1906.
Publié pour la première fois en 1930 dans le « Rapport au XVI^e Congrès du Parti » par l'Institut Lénine près le C.C. du P.C.(b)R.

ПРОЛЕТАРІЙ

Цѣна 5 коп. Москва. № 1.

РОССІЙСКАЯ СОЦІАЛЬ-ДЕМОКРАТИЧЕСКАЯ РАБОЧАЯ ПАРТІЯ.

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

Понедѣльникъ, 21-го августа 1906 г.

ОРГАНЪ МОСКОВСКАГО И С.-ПЕТЕРБУРГСКАГО КОМИТЕТОВЪ Р. С.-Д. Р. П.

Передъ бурей.

МЕЖДУНАРОДНОЕ СОЦІАЛИСТИЧЕСКОЕ БЮРО ОПУБЛИКОВАЛО СЛѢДУЮЩЕЕ ВОЗЗВАНІЕ:

КЪ РАБОЧИМЪ ВСѢХЪ СТРАНЪ

Première page du journal *Prolétari* n°1, du 21 août 1906, où furent publiés les articles de Lénine « Avant la tempête », « A propos du boycottage » et autres.

Réduction

AVANT LA TEMPÊTE

Un mois s'est écoulé depuis la dissolution de la Douma. Elle est achevée, cette première phase de mutineries dans l'armée et de grèves par lesquelles on a tâché de soutenir les révoltés. Çà et là, déjà se relâche le zèle des autorités qui prennent des mesures « de rigueur », des mesures « exceptionnelles » pour « protéger » le gouvernement contre le peuple. L'importance de l'étape terminée de la révolution apparaît de plus en plus clairement. Une nouvelle marée monte.

Ardues et laborieuses sont les voies de la révolution russe. A chaque montée, à chaque succès partiel succède une défaite, ce sont effusions de sang, violences outrageantes que l'autocratie inflige aux combattants de la liberté. Mais après chaque « défaite », le mouvement s'étend, la lutte gagne en profondeur, les groupes sociaux et les classes gagnés par la marée sont de plus en plus nombreux à entrer dans l'action. Chaque assaut de la révolution, chaque progrès réalisé dans l'organisation de la démocratie militante sont suivis d'une contre-offensive véritablement enragée de la réaction, d'un progrès dans l'organisation des éléments Cent-Noirs de la population, et l'insolence de la contre-révolution, qui lutte désespérément pour son existence, croît. Mais les forces de la réaction, quoi qu'elle y fasse, s'épuisent irrémédiablement. Ouvriers, paysans, soldats, hier encore indifférents ou Cent-Noirs, passent massivement à la révolution. L'une après l'autre se dissipent

les illusions ; l'un après l'autre tombent les préjugés qui ont rendu le peuple russe confiant, patient, débonnaire, résigné, capable de tout supporter et tout pardonner.

Les blessures infligées à l'autocratie ne comptent plus mais elle n'est pas encore tuée. Elle est tout emmaillotée de bandelettes et couverte de pansements, mais elle tient toujours, grince et gronde d'autant plus que son sang coule plus fort. Cependant, les classes révolutionnaires, prolétariat en tête, profitent de chaque accalmie pour rassembler de nouvelles forces, pour accabler de nouveaux coups leur ennemi, pour extirper, enfin, le maudit ulcère du despotisme asiatique et du servage qui infecte la Russie.

Et il n'est de moyen plus sûr pour combattre toute pusillanimité, pour réfuter tous jugements étroits, unilatéraux, mesquins et lâches sur l'avenir de notre révolution, que de jeter un coup d'œil général sur son passé. L'histoire de la révolution russe est encore brève, mais elle nous a déjà suffisamment montré et démontré que les forces des classes révolutionnaires et la grandeur de leurs réalisations historiques sont beaucoup plus considérables qu'il ne paraît durant les accalmies. Chaque montée du flot révolutionnaire révèle des forces qui s'étaient accumulées de façon invisible et relativement silencieuse pour accomplir une tâche nouvelle et plus élevée ; et chaque fois toutes les appréciations sottes et pusillanimes des mots d'ordre politiques ont été réfutées par l'explosion de ces forces accumulées.

Trois étapes principales se sont clairement dessinées dans notre révolution. La première, ce fut l'époque de la « confiance », l'époque des pétitions de masse, des requêtes, des vœux exprimant la nécessité d'une Constitution ; vient ensuite l'époque des manifestes, des lois et des actes constitutionnels. Troisième étape : le régime constitutionnel est inauguré, c'est l'époque de la Douma d'Etat. On avait d'abord sollicité le tsar d'octroyer une Constitution. Ensuite, on lui en arracha de force la reconnaissance solennelle de la Constitution. Aujourd'hui... aujourd'hui, l'expérience est faite, la Douma est dissoute, et l'on se convainc que cette Constitution, octroyée par le tsar, reconnue par les lois du tsar, mise en œuvre par ses fonctionnaires, ne vaut pas un rouge liard.

A chacune de ces étapes, nous voyons d'abord, à l'avant-scène, une bourgeoisie libérale, bruyante, présomptueuse, mesquinement bornée et infatuée d'elle-même, assurée d'avance de ses « droits à recueillir l'héritage », et qui, indulgente, enseigne à son « frère puîné » l'action pacifique, le loyalisme dans l'opposition et les moyens de concilier la liberté du peuple avec le pouvoir du tsar. Et, chaque fois, cette bourgeoisie libérale a jeté le trouble parmi certains social-démocrates (de l'aile droite), les a assujettis à ses mots d'ordre politiques, à sa direction politique. Mais, en réalité, en sourdine, indépendamment du remue-ménage de la politicaille libérale, les forces révolutionnaires croissaient et mûrissaient à la base. En réalité, ce sont les prolétaires qui chaque fois se sont chargés d'*accomplir* la tâche politique que l'histoire mettait à l'ordre du jour, entraînant l'avant-garde paysanne, descendant dans la rue, rejetant tous les préceptes périmés, les cadres vermoulus, enrichissant le monde de nouveaux moyens, procédés et combinaisons pour mener en droite ligne la bataille révolutionnaire.

Rappelez-vous le 9 janvier. Comme elle fut, pour tout le monde, imprévue, cette manifestation héroïque des ouvriers qui en mettaient un terme à l'époque de la « confiance » du tsar en son peuple et du peuple en son tsar ! Et comme, d'emblée, ils portèrent le mouvement à un degré supérieur ! Pourtant, en apparence, le 9 janvier était une défaite complète. Des milliers de prolétaires massacrés, la répression déchaînée, la sombre nuée du régime de Trépov pesant sur la Russie.

Les libéraux occupèrent de nouveau l'avant-scène. Ils organisèrent de brillants congrès, envoyèrent au tsar des députations solennelles. Ils saisissaient des deux mains l'aumône qu'on leur avait jetée : la Douma de Boulyguine. Comme des chiens à la vue d'une belle pitance, ils aboyèrent à la révolution et invitèrent les étudiants à étudier au lieu de faire de la politique. Et parmi les partisans de la révolution, il y eut des âmes pusillanimes pour dire alors : « Allons-y pour la Douma ! Après l'affaire « Potemkine » une insurrection armée serait vaine ; la paix étant faite, il y a peu de chance que les masses livrent bataille. »

Au problème historique qui se présentait ensuite, ce fut encore la lutte révolutionnaire du prolétariat qui donne une

solution réelle. Le manifeste constitutionnel fut arraché par la grève générale de toute la Russie en octobre. Le paysan et le soldat, réconfortés, cherchèrent à leur tour, à la suite de l'ouvrier, la liberté et la lumière. Vinrent alors de brèves semaines de liberté auxquelles succédèrent des semaines de pogromes, d'atrocités commises par les Cent-Noirs, de lutte exacerbée à l'extrême, de répressions inouïes contre ceux qui avaient pris les armes pour défendre les libertés arrachées au tsar.

Le mouvement a encore gagné, il a gravi un échelon ; pourtant, en apparence, c'est encore une complète défaite du prolétariat. C'est la fureur dans la répression ; ce sont les prisons bondées, les exécutions sans nombre, les lâches lamentations des libéraux qui ont renié l'insurrection et la révolution.

Les petits-bourgeois libéraux et loyalistes occupent de nouveau l'avant-scène. Ils spéculent sur le dernier préjugé des paysans qui accordent encore leur confiance au tsar. Ils affirment qu'une victoire électorale de la démocratie ferait tomber les murailles de Jéricho. Ils sont les maîtres à la Douma et recommencent à se conduire comme des chiens de garde bien nourris à l'égard des « mendigots », à l'égard du prolétariat et des paysans révolutionnaires.

La dissolution de la Douma, c'est la fin de l'hégémonie des libéraux qui entravait et rabaissait la révolution. La classe paysanne s'est instruite plus que les autres par l'expérience de la Douma. Elle gagne en perdant ses illusions les plus dangereuses. Et après cette expérience de la Douma, le peuple tout entier n'est plus ce qu'il était auparavant. La tâche à accomplir est jugée d'une façon plus concrète, car l'on a assez souffert des mécomptes d'une représentation populaire en laquelle bien des gens avaient mis toutes leurs espérances. L'épreuve de la Douma a permis de mesurer plus exactement les forces, elle a concentré quelques-uns au moins des éléments du mouvement populaire, elle a montré comment, en réalité, se conduisent les divers partis, elle a brossé pour des masses nouvelles et plus nombreuses, avec bien plus de relief, la physionomie politique des bourgeois libéraux et des paysans.

Les cadets démasqués, les troudoviks groupés plus étroitement, voilà un des acquis les plus sérieux de la période

de la Douma. Le démocratisme mensonger des cadets a été flétri maintes fois au sein même de la Douma, et par des gens qui ne demandaient pas mieux que de croire les cadets. L'ignorant moujik russe a cessé d'être un sphinx en politique. Bien que l'on ait falsifié à loisir la liberté des élections, il a su se montrer et a créé un nouveau type politique, celui du troudovik. Désormais, sous les manifestes révolutionnaires [57], après de la signature des organisations et des partis qui se sont formés pendant des dizaines d'années, vient celle du groupe du Travail constitué en quelques semaines. La démocratie révolutionnaire s'est enrichie d'une nouvelle organisation qui partage, certes, un bon nombre d'illusions propres au petit producteur, mais qui, dans la révolution présente, exprime incontestablement des tendances à une lutte implacable des masses contre le régime asiatique de l'autocratie et la propriété foncière féodale.

De l'expérience de la Douma, les classes révolutionnaires sortent mieux soudées, plus proches les unes des autres, plus aptes à une offensive générale. Encore un coup pour l'autocratie. Elle se trouve bien plus isolée. Elle est bien plus impuissante à résoudre des problèmes qui dépassent ses forces. Cependant, la famine et le chômage sévissent avec une rigueur accrue. Les révoltes de paysans se multiplient.

Sveaborg et Cronstadt [58] ont montré quel est l'état d'esprit des troupes. Les révoltes sont écrasées, mais l'insurrection est bien vivante, elle s'étend, elle monte. La grève faite pour soutenir les mutins a eu l'adhésion de nombreux éléments ultra-réactionnaires. Les ouvriers avancés ont mis fin à cette grève, et ils ont eu rason, car cela tournait en simple manifestation, tandis qu'il s'agissait de livrer une grande bataille décisive.

Les ouvriers avancés ont fort justement apprécié les circonstances. Ils ont vivement modifié un mouvement stratégique qui procédait d'une erreur et ménagé les forces pour la lutte future. Ils ont d'instinct compris la nécessité d'une grève insurrectionnelle et le mal que pourrait faire une grève-manifestation.

D'après tous les symptômes, les esprits se montrent. L'explosion est inévitable et, peut-être, imminente. Les exécutions de Sveaborg et de Cronstadt, la répression contre les

paysans, la persécution des troudoviks membres de la Douma, tout cela ne peut qu'attiser la haine, engendrer la résolution et concentrer la volonté pour la bataille. Ainsi donc, plus d'audace, camarades, et plus de confiance en la force des classes révolutionnaires — du prolétariat surtout — enrichies d'une nouvelle expérience ! Faites montre d'initiative ! Tout nous indique que nous sommes à la veille d'une grande bataille ! Nous devons tendre unanimenent à la déclencher simultanément, à ce qu'elle soit bien concentrée et pleine de cet héroïsme des masses qui a illustré toutes les étapes importantes de la grande révolution russe ! Laissons les libéraux invoquer lâchement cette lutte prochaine dans le but exclusif d'intimider le gouvernement ! Laissons ces petits bourgeois bornés appliquer tout ce qu'ils ont « d'esprit et de cœur » à espérer de nouvelles élections ! Le prolétariat s'apprête au combat ; il marche en rangs serrés, avec bravoure, au-devant de la tempête, il ne pense qu'à se jeter dans la bataille. Nous en avons assez de l'hégémonie de ces poltrons de cadets, de ces « stupides pingouins, gros et gras », qui « se cachent peureusement dans les rochers ».

« Que la tempête éclate avec violence !» [59]

« Prolétari » n° 1, 21 août 1906 — *Conforme au texte du journal*

À PROPOS DU BOYCOTTAGE

Les social-démocrates de l'aile gauche doivent reviser la question du boycottage de la Douma. Il convient de se rappeler que nous avons toujours posé cette question dans la réalité concrète, par rapport à une situation politique déterminée. Ainsi, le *Prolétari* — celui de Genève [60] — écrivait déjà : « Il serait ridicule de jurer qu'on n'utilisera pas même une Douma de Boulyguine*, s'il en pouvait naître une. Quant à la Douma de Witte, nous lisons dans l'article de N. Lénine de la brochure : *La social-démocratie et la Douma d'Etat* (de N. Lénine et F. Dan) : « Nous devons absolument remettre en discussion, et sur le terrain pratique, la question de la tactique... La situation n'est plus la même » que lors de la Douma de Boulyguine (voir p. 2 de la brochure)**.

Dans la question du boycottage, la principale distinction entre la social-démocratie révolutionnaire et la social-démocratie opportuniste est la suivante : les opportunistes se bornent à appliquer dans tous les cas des méthodes calquées sur une période toute particulière du socialisme allemand. Nous devons utiliser les institutions représentatives ; la Douma est une institution de ce genre ; le boycottage est donc de l'anarchisme et il faut aller à la Douma. Voilà le syllogisme enfantin auquel se réduisent tous les raisonnements de nos mencheviks et de Plékhanov en particulier. La résolution des mencheviks sur la valeur des institutions

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 9, p. 183. (*N.R.*)
** Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 86-87. (*N.R.*)

représentatives en période révolutionnaire (voyez le n° 2 des *Partiinyé Izvestia* [61]) met admirablement en relief le caractère routinier, anti-historique, de leur argumentation.

Les social-démocrates révolutionnaires, eux, axent au contraire la question sur une évaluation circonspecte de la situation politique concrète. On ne peut saisir toutes les tâches que pose l'époque de la révolution russe en calquant sur des modèles allemands, choisis tendancieusement dans une période récente et en oubliant les leçons des années 1847-1848. Il n'est pas possible de rien comprendre à la marche de notre révolution si l'on se contente d'opposer purement et simplement le boycottage « anarchiste » à la participation électorale des social-démocrates. Instruisez-vous donc, messieurs, à l'histoire de la révolution russe !

Cette histoire a *démontré* que le boycottage de la Douma de Boulyguine était la seule tactique juste ; les événements l'ont pleinement confirmé. Quiconque l'oublie, qui traite du boycottage en passant sous silence les enseignements de la Douma de Boulyguine (comme le font toujours les mencheviks), se décerne un brevet d'indigence certifiant qu'il ne sait pas expliquer et tenir compte d'une des époques les plus importantes et les plus riches en événements de la révolution russe. La tactique du boycottage vis-à-vis de la Douma de Boulyguine a su tenir compte justement du moral du prolétariat révolutionnaire et des particularités objectives du moment, qui allaient provoquer une explosion générale inéluctable.

Passons à la *seconde* leçon de l'histoire, la Douma des cadets ou Douma de Witte. C'est actuellement la mode parmi les intellectuels social-démocrates de faire amende honorable pour l'avoir boycottée. Elle s'est réunie et elle a servi indirectement, mais indubitablement, la cause de la révolution, raisonnent-ils : c'en est donc assez pour qu'on se repente de l'erreur commise en boycottant la Douma de Witte.

Mais c'est là une vision unilatérale des choses, c'est de la myopie. On néglige de la sorte quantité de faits très importants qui se sont produits avant la Douma de Witte, durant son existence et après sa dissolution. Rappelez-vous que la loi électorale fut édictée le 11 décembre [62], pendant

la lutte insurrectionnelle pour la Constituante. Rappelez-vous que *même le « Natchalo » menchevique* écrivait alors : « Le prolétariat balaiera la Douma de Witte *comme* il a balayé celle de Boulyguine. » Dans ces conditions, le prolétariat ne pouvait ni ne devait abandonner sans combat au tsar le soin de convoquer la première assemblée représentative de Russie. Le prolétariat devait lutter pour empêcher que l'autocratie ne fût renforcée grâce à un emprunt garanti par la Douma de Witte. Le prolétariat devait lutter contre les illusions constitutionnelles sur lesquelles se fondaient *exclusivement*, au printemps de 1906, la campagne électorale des cadets et les élections chez les paysans. Dans ce temps où l'on exagérait démesurément l'importance de la Douma, cette lutte était impossible autrement que par le boycottage. A quel point la *propagation* des illusions constitutionnelles était liée à la participation à la campagne électorale et aux élections de ce printemps de 1906, l'exemple de nos mencheviks le montre on ne peut mieux. Il suffit de se rappeler que, dans la résolution du IVe Congrès (d'unification) du P.O.S.D.R., la Douma était appelée un « *pouvoir* » malgré les mises en garde des bolcheviks. Autre exemple : Plékhanov pouvait écrire sans ambages : « Le gouvernement *tombera* dans l'abîme quand on balaiera la Douma. » Avec quelle rapidité s'est justifiée la réplique adressée alors à Plékhanov : il faut se préparer à *faire tomber* l'ennemi dans l'abîme, et ne pas attendre, à la façon des cadets, qu'il y « tombe » de lui-même.*

Le prolétariat devait s'efforcer par tous les moyens de sauvegarder l'indépendance de sa tactique dans notre révolution, c'est-à-dire marcher avec les paysans conscients contre la bourgeoisie monarchiste libérale, versatile et traîtresse. Or, cette tactique eût été *impossible*, si l'on avait participé aux élections de la Douma de Witte : par suite de diverses circonstances, tant objectives que subjectives, participer aux élections eût été, pour le Parti ouvrier, soutenir tacitement les cadets dans l'immense majorité des localités de Russie. Le prolétariat ne pouvait ni ne devait adopter une tactique bâtarde, artificielle, bâtie sur la « ruse » et le désarroi, une

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 440. (*N.R.*)

tactique d'élections on ne sait trop pour quoi, d'élections à la Douma, mais pas en faveur de la Douma. Or, c'est un fait historique, que ne dissimuleront ni les réticences, ni les fuites, ni les refuges des mencheviks, c'est un fait qu'*aucun* d'entre eux, pas même Plékhanov, *n'a pu*, dans la presse, engager les gens à aller à la Douma. C'est un fait que pas *un seul* appel à participer à la Douma n'a retenti par le truchement de la presse. C'est un fait que même les mencheviks ont officiellement admis le boycottage dans la feuille du Comité central unifié du P.O.S.D.R., réduisant la discussion à la *seule* détermination du stade auquel il fallait boycotter. C'est un fait que pour les mencheviks le centre de gravité était non pas les élections *à la Douma*, mais les élections *comme telles*, et plus précisément la procédure électorale tant qu'organisation *pour* l'insurrection, *pour* balayer la Douma. Or, les événements ont justement démontré l'impossibilité de faire de l'agitation de masse durant les élections et une certaine possibilité d'en faire seulement depuis la Douma.

Quiconque essaiera de considérer bien attentivement et d'apprécier tous ces faits complexes, objectifs aussi bien que subjectifs pour en tenir compte, comprendra que le Caucase a été l'exception qui confirme la règle. Il verra que les paroles de contrition et le boycottage expliqué comme une « incartade de jeunesse », c'est encore l'estimation la plus primitive, la plus superficielle et la plus bornée des événements.

La dissolution de la Douma a montré en toute évidence que, dans la situation qui s'était créée au printemps de 1906, le boycottage était une tactique juste dans l'ensemble et qu'il nous a rendu service. C'est *seulement* par le boycottage que la social-démocratie pouvait, dans les circonstances d'*alors*, remplir son devoir : c'est-à-dire mettre le peuple en garde, comme il convenait, contre la Constitution tsariste, soumettre à une critique indispensable le charlatanisme électoral des cadets ; ces avertissements et cette critique ont été justifiés avec éclat par la dissolution de la Douma.

Voici un petit exemple pour illustrer ce qui précède. M. Vodovozov, ce demi-cadet, demi-menchevik, défendait avec acharnement les élections au printemps de 1906 et la nécessité d'appuyer les cadets. Hier (11 août), il écrivait

dans le *Tovarichtch* [63] que les cadets « ont voulu être un parti parlementaire dans un pays sans Parlement et un parti constitutionnel dans un pays sans Constitution », que « tout l'esprit du parti cadet a été déterminé par une contradiction essentielle entre son programme radical et sa tactique pas radicale du tout ».

Les bolcheviks ne pouvaient espérer triomphe plus complet que cet aveu d'un cadet de gauche ou d'un plékhanovien de droite.

Mais, tout en repoussant catégoriquement les *mea-culpa* pusillanimes et bornés, en repoussant la sotte explication du boycottage par une « incartade de jeunesse », loin de nous la pensée de nier les *nouveaux* enseignements donnés par la Douma des cadets. Ce serait du pédantisme que d'hésiter à les reconnaître ouvertement et à en tenir compte. L'histoire a montré que : lorsque la Douma se réunit, il y a possibilité de procéder à une agitation utile en son sein et autour d'elle et que la tactique de rapprochement avec les paysans révolutionnaires contre les cadets est réalisable à l'intérieur de la Douma. Cela ressemble à un paradoxe, mais telle est sans conteste l'ironie de l'histoire : c'est précisément la Douma des cadets qui a montré aux masses la justesse de cette tactique, disons, pour être bref, « anticadette ». L'histoire a démenti implacablement toutes les illusions constitutionnelles et la « foi en la Douma », mais elle a aussi démontré absolument une certaine utilité, quoique modeste, pour la révolution, de cette institution, en tant que tribune d'agitation, qui permet de révéler ce que les partis politiques « ont dans le ventre », etc.

De là cette conclusion. Il serait ridicule de fermer les yeux sur la réalité. Le temps est justement venu, pour les social-démocrates révolutionnaires, de cesser le boycottage. Nous ne refuserons pas d'entrer dans la seconde Douma, lorsqu'elle sera (ou « si » elle est) convoquée. Nous ne refuserons pas d'utiliser cette arène de combat, sans toutefois nous en exagérer la portée modeste, mais en la subordonnant entièrement, au contraire, comme nous l'a enseigné l'histoire, à une autre forme de lutte, la grève, l'insurrection, etc. Nous convoquerons le V^e^ Congrès du Parti; nous y déciderons *qu'en cas d'élections*, il faudra conclure pour quelques semaines un accord électoral avec les troudoviks ;

(sans ce congrès, l'unité voulue dans la campagne électorale serait impossible, les « blocs avec d'autres partis » étant catégoriquement interdits par une décision du IVe Congrès). Et nous battrons alors les cadets à plate couture.

Mais cette conclusion est encore loin, bien loin de résoudre dans toute sa complexité le problème qui nous est posé. Nous avons intentionnellement souligné les mots « *en cas* d'élections », etc. Nous ne savons encore pas si une seconde Douma sera convoquée, ni quand auront lieu les élections, ou qui aura droit de vote et quelle sera alors la situation. Aussi, notre conclusion pèche-t-elle par excès de généralité : elle est nécessaire pour faire le bilan du passé, pour profiter des enseignements de ce passé, pour poser correctement les questions de la tactique à venir ; elle est absolument insuffisante pour résoudre les tâches concrètes posées par notre tactique la plus proche.

Seuls les cadets et ceux qui sont de leur acabit peuvent se contenter actuellement d'une pareille conclusion, se composer un « mot d'ordre » fait de soupirs auprès une nouvelle Douma, démontrer au gouvernement qu'il est désirable de la convoquer le plus rapidement possible, etc. Seuls des traîtres à la révolution, conscients ou inconscients, peuvent s'appliquer *maintenant* à ce que le relèvement inévitable du moral et le renouveau de l'effervescence se traduisent précisément par des élections, et non par une lutte déclarée au moyen de la grève générale et l'insurrection.

Nous en arrivons au clou du problème de la tactique social-démocrate actuelle. Le fond de la question n'est plus de savoir si nous devons participer aux élections. Répondre « oui » ou « non », c'est ne rien dire encore du problème crucial du moment. La situation politique en août 1906 est extérieurement semblable à celle d'août 1905, mais un pas immense a été fait depuis lors : on voit bien plus nettement les forces en présence des deux côtés, les formes de la lutte; certains délais enfin nécessaires à telle ou telle manœuvre stratégique, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Le plan du gouvernement est clair. Il a calculé très juste, en fixant la date de convocation de la Douma et en ne fixant pas, *en dépit de la loi*, la date des élections. Le gouvernement ne veut pas avoir les mains liées ni mettre car-

tes sur table. En premier lieu, il temporise pour réfléchir à modifier la loi électorale ; en second lieu, c'est là le plus important, il se réserve de fixer les élections à une date où pourront être bien définis le caractère et l'intensité du nouveau mouvement. Le gouvernement veut fixer la date (et peut-être aussi la forme des élections) de façon à *morceler et à vider de sa force le soulèvement commençant.* Le gouvernement raisonne juste : si tout reste calme, nous ne convoquerons peut-être pas du tout la Douma ou bien nous reviendrons aux lois de Boulyguine ; si, par contre, le mouvement prend de l'ampleur, on pourra tenter de le morceler en fixant provisoirement les élections afin de détourner les poltrons et les naïfs de la lutte révolutionnaire directe.

Les libéraux bornés (voyez le *Tovarichtch* et la *Retch*) sont aveugles au point de se jeter d'eux-mêmes dans les filets du gouvernement. Ils suent sang et eau pour « démontrer » la nécessité d'une Douma et l'*utilité* d'orienter la recrudescence du mouvement vers les élections. Mais eux-mêmes ne peuvent nier que la question de la forme que prendra la lutte imminente reste ouverte. La *Retch* d'aujourd'hui (12 août) avoue : « On ne sait encore pas... ce que vont dire les paysans en automne. » « Il est difficile de faire des prévisions générales avant septembre-octobre, où l'état d'esprit des paysans se sera défini. »

Les bourgeois libéraux sont fidèles à eux-mêmes. Ils ne veulent ni ne peuvent contribuer activement au choix des formes de lutte ou à orienter les esprits des paysans dans un sens plutôt que dans l'autre. Les intérêts de la bourgeoisie exigent non pas de renverser le pouvoir, mais de l'affaiblir et de nommer un ministère libéral.

Les intérêts du prolétariat exigent le renversement total du pouvoir tsariste et la convocation d'une Assemblée constituante munie des pleins pouvoirs. Ils exigent d'intervenir radicalement pour aider les paysans à prendre position, pour choisir les formes de combat les plus décidées et trouver le moment propice. Nous ne devons en aucun cas retirer ou camoufler notre mot d'ordre : convocation d'une Assemblée constituante par la voie révolutionnaire, c'est-à-dire par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous devons nous efforcer d'élucider les conditions de l'insur

rection : sa combinaison avec la grève, le groupement et la préparation de toutes les forces révolutionnaires à cet effet, etc. Nous devons résolument nous engager dans la voie tracée par les appels bien connus : *A l'armée et à la flotte* et *A tous les paysans*, signés par le « bloc » de toutes les organisations révolutionnaires, le groupe du Travail y compris. Nous devons, enfin, nous appliquer tout particulièrement à ce que le gouvernement, en fixant des élections, ne réussisse en aucun cas ni à morceler, ni à stopper, ni à affaiblir le soulèvement déjà en train. En ce sens, les leçons de la Douma des cadets doivent absolument faire loi : la campagne en faveur de la Douma est une forme auxiliaire, secondaire, de la lutte, et la forme principale, vu les conditions objectives du moment, c'est toujours l'action révolutionnaire directe des larges masses populaires.

Il est évident que subordonner la campagne en faveur de la Douma à la lutte principale, reléguer cette campagne à la seconde place en cas d'issue fâcheuse ou d'ajournement de la bataille jusqu'après l'expérience d'une deuxième Douma, c'est en somme, peut-on dire, revenir à la vieille tactique du boycottage. En apparence, une telle appréciation peut se soutenir, car la « préparation aux élections » — outre la besogne toujours obligatoire d'agitation et de propagande — se réduit à des préparatifs matériels de détail qui peuvent rarement se faire longtemps avant les élections. Nous ne voulons pas faire une joute de mots, mais, au fond, c'est le *développement* conséquent de l'ancienne tactique et non sa *répétition* ; c'est une déduction de l'ancien boycottage, ce n'en est pas le renouvellement.

Résumons. Il faut tenir compte de l'expérience de la Douma des cadets et en diffuser les enseignements. Il faut démontrer l'« impéritie » de la Douma, la nécessité de convoquer une Assemblée constituante, la versatilité des cadets; il faut exiger que les troudoviks soient libérés du joug des cadets ; il faut les soutenir contre ces derniers. Il faut immédiatement reconnaître la nécessité d'un accord électoral entre social-démocrates et troudoviks en cas d'élections nouvelles. Il faut nous opposer de toutes nos forces au plan gouvernemental, qui est de briser le mouvement insurrectionnel en fixant des élections. En maintenant avec plus de vigueur encore ses mots d'ordre révolutionnaires éprou-

vés, la social-démocratie doit appliquer tous ses efforts pour arriver à une cohésion plus étroite de tous les éléments et de toutes les classes révolutionnaires afin de transformer la recrudescence probable dans un avenir immédiat du mouvement révolutionnaire en une insurrection armée de tout le peuple contre le gouvernement du tsar.

Ecrit le 12 (25) août 1906.
Publié le 21 août 1906 dans le n° 1 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

LA CRISE POLITIQUE ET LA FAILLITE DE LA TACTIQUE OPPORTUNISTE

I

La dissolution de la Douma a incontestablement inauguré une grosse crise politique dans la marche de la révolution russe. Comme toute crise, elle a aussitôt aggravé de la façon la plus violente toutes les oppositions politiques, elle a mis à nu les dessous de multiples phénomènes et posé devant le peuple, dans toute leur ampleur, des tâches qui ne faisaient que s'ébaucher jusqu'alors sans pénétrer la conscience des larges masses. Comme toute crise qui résume toute une période de l'évolution antérieure, la dissolution de la Douma devait nécessairement jouer le rôle d'une pierre de touche pour éprouver les diverses conceptions tactiques. D'une part, la crise conclut un certain cycle de l'évolution en permettant d'établir avec évidence dans quelle mesure l'appréciation générale de cette évolution est juste ou fausse. De l'autre, la crise oblige à fournir des réponses immédiates à toute une série de questions pressantes, et ces réponses sont souvent vérifiées pour ainsi dire séance tenante, sur place, par suite de la marche rapide des événements.

La dissolution de la Douma a été justement la «pierre de touche» des « *deux tactiques* » qui se sont profilées de longue date dans la social-démocratie russe. Pendant la « période de la Douma », nous avons discuté plus ou moins tranquillement de ces deux tactiques, car la situation politique n'exigeait pas d'actions politiques importantes sur-

le-champ. La dissolution de la Douma en a fait naître la nécessité aussitôt. Les « deux tactiques » furent *mises à l'essai* face à la crise politique. Les résultats de cet essai requièrent l'examen le plus attentif.

II

Le Comité central de notre Parti se trouve entre les mains de l'aile droite social-démocrate. Celle-ci doit trouver dès à présent des solutions rapides, exactes et claires aux nouvelles questions tactiques. Quelles ont été ces solutions ?

A la question fondamentale, concernant le caractère général de la lutte à entreprendre, le Comité central a répondu par des mots d'ordre tels que celui-ci : d'abord « Réouverture de la session de la Douma. » Les cadets s'en emparent (cf. la *Retch* et l'interview de M. Kédrine dans le journal *Oko* [64]). Le Parti social-démocrate le rejette. Les membres bolcheviques du Comité central protestent ; le Comité de Saint-Pétersbourg proteste lui aussi. Le Comité central abandonne le premier mot d'ordre et en lance un second : « Défense de la Douma contre la camarilla en vue de la convocation de l'Assemblée constituante. » Enfin, de ce deuxième mot d'ordre il en résulte un troisième, le dernier : « Pour la Douma, comme organe du pouvoir qui convoquera l'Assemblée constituante. » Malgré les protestations des social-démocrates de l'aile gauche, le Comité central s'en tient à ce dernier-né. Dans la question des mots d'ordre, c'est le désarroi complet.

Autre question : quelle forme de lutte faut-il recommander ? Le Comité central penche plutôt pour la grève-manifestation. Il voudrait appeler à la grève immédiate, mais il est le seul parmi tous les partis et organisations révolutionnaires. C'est alors qu'il signe des appels à l'*insurrection* (appels : *A l'armée et à la flotte* et *A tous les paysans de Russie*). Mais après avoir fait un pas en avant, en passant de la grève-manifestation à la grève-insurrection, il s'empresse de faire un pas en arrière et appelle à des « protestations de masse partielles ».

Troisième question fondamentale : avec qui marcher à la lutte ? Sur quels éléments de la démocratie bourgeoise

faut-il s'appuyer ou bien avec lesquels doit-on compter de préférence ? Quels sont les partis ou les organisations dont il faut chercher à se rapprocher ? Le Comité central, comme nous l'avons vu, ajuste ses mots d'ordre et les formes de lutte qu'il recommande au niveau de la « Douma prise dans son ensemble », au niveau des cadets. Mais, « chassez le naturel, il revient au galop » ! Le Comité central *est contraint* de signer des appels et à l'armée, et aux paysans et « au peuple tout entier », *exclusivement* avec les organisations révolutionnaires, *exclusivement* avec les troudoviks (issus des débris de la Douma). Dans ses *ratiocinations* sur la tactique, le Comité central, comme d'ailleurs tous les mencheviks, fait une distinction entre les cadets et les octobristes : à droite c'est «eux», à gauche c'est «nous» («nous» avec les cadets). Dans ses *appels à l'action*, dans ses appels à la lutte, le Comité central fait une distinction entre les cadets et les troudoviks ; les cadets sont rangés soit parmi ceux de la droite, soit parmi les neutres. « Nous », paraît-il, *c'est* « nous » avec les troudoviks sans les cadets. « Nous », c'est le bureau d'information et de coordination de *toutes* les organisations révolutionnaires, y compris le « Comité du groupe du Travail », mais sans les cadets. Pour reprendre notre dicton : « Le désir est grand, mais le résultat est amer. » Les social-démocrates de droite désirent ardemment marcher en compagnie fraternelle avec les cadets, mais le résultat est triste, car les cadets abandonnent les alliances de combat imposées par la marche des événements.

Telle est, dans ses grandes lignes, la véritable histoire de la tactique menchevique depuis la dissolution de la Douma. Elle est relatée dans un petit nombre de documents. Lisez les « lettres » (n° 4 et n° 5) du Comité central aux organisations du Parti et les appels : *A l'armée et à la flotte* (celui-ci signé par la fraction social-démocrate et par le Comité du groupe du Travail), *A tous les paysans de Russie* (signé par le Comité du groupe du Travail, la fraction social-démocrate, l'Union des paysans de Russie, le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire, le Comité central du Parti social-démocrate, l'Union des cheminots de Russie, l'Union des instituteurs de Russie), l'appel *A tout le peuple* (signé par les mêmes organisations moins les trois Unions et par le Parti socialiste polonais —

le P.S.P. — et le Bund) ; lisez, enfin, la protestation des trois membres du Comité central (publiée « pour les membres du Parti seulement [65] ») et vous aurez pris connaissance de tous les documents relatifs à la tactique opportuniste de la social-démocratie depuis la dissolution de la Douma.

Quel est le résultat général de cette histoire des directives tactiques du menchevisme telle que la reflètent les documents ? Il est clair : ce sont des tergiversations entre la bourgeoisie libérale monarchiste et la démocratie bourgeoise révolutionnaire. En effet, à quoi se résument les hésitations du Comité central dans la question des mots d'ordre ? Le C. C. oscille entre la voie constitutionelle légale, considérée comme voie unique, exclusive (avec le mot d'ordre « Réouverture de la session de la Douma »), et entre la reconnaissance ou l'admission de la voie révolutionnaire (le mot d'ordre : « Une Assemblée constituante », que vient *affaiblir* le mot Douma, constamment ajouté). Il hésite entre les cadets (qui acceptent, qui *ont* entièrement *accepté* le mot d'ordre : « Réouverture de la session ») et les paysans révolutionnaires (troudoviks, socialistes-révolutionnaires, Union des paysans, Union des cheminots, Union des instituteurs qui ont signé, avec le C. C. du P.O.S.D.R., l'appel à l'insurrection pour la convocation de l'Assemblée constituante). Notre C. C., ou bien nos social-démocrates opportunistes, sont un peu plus à gauche que les cadets et considérablement plus à droite que la démocratie bourgeoise révolutionnaire. C'est bien ce qui résulte, en somme, des hésitations du Comité central dans la question des mots d'ordre, dans celle de la forme de lutte à préconiser et dans celle du groupement des divers partis politiques.

Pendant toute la durée de la Douma, les divergences de tactique entre l'aile droite et l'aile gauche de la social-démocratie se sont de plus en plus précisées pour se ramener plus nettement à la question essentielle qui était de trouver une ligne de démarcation au sein de la démocratie bourgeoise ou de savoir avec qui l'on marcherait. Les social-démocrates de l'aile droite s'appliquaient à marcher avec les cadets (soutien de la Douma, ainsi que de la revendication d'un ministère parlementaire). Par contre, la tactique des social-démocrates révolutionnaires était dirigée

à détacher la démocratie bourgeoise révolutionnaire des cadets, à la libérer de leur joug et à l'organiser, en vue du combat, côte à côte avec le prolétariat. La dissolution de la Douma permit de faire le point. Et qu'a-t-on vu alors ? On a constaté que les social-démocrates de l'aile droite avaient été *obligés* d'abandonner les cadets et d'adhérer à la démocratie révolutionnaire. Seules, certaines adjonctions à leurs mots d'ordre avaient conservé un caractère cadet. Les faits ont contraint de faire passer la ligne de démarcation là où les social-démocrates de l'aile gauche l'avaient toujours indiquée. L'inconséquence des mots d'ordre du Comité central et leur « vanité » se sont révélées en toute évidence.

III

Analysons maintenant les raisonnements du Comité central. On trouve leur exposition la plus complète dans la 4e « Lettre aux organisations du Parti » (cette lettre ne porte ni date ni numéro, mais celle qui la suit est dite la cinquième). Cette lettre constitue vraiment un échantillon remarquable de la façon de penser opportuniste : elle mériterait d'être réimprimée en multiples exemplaires, de figurer dans les anthologies, dans les manuels du socialisme pour montrer par un exemple frappant comment il *ne convient pas* à des social-démocrates de raisonner sur la tactique.

Le clou de lettre est l'analyse de la question que les auteurs formulent ainsi : « A qui peut passer maintenant le pouvoir ? »

« Qui est ou qui peut être à l'heure actuelle *aux yeux* d'un peuple fort de 140 millions, dit ensuite la lettre, l'héritier naturel d'un pouvoir arraché au gouvernement tsariste ?... Car lorsque s'amorce un mouvement populaire pour la conquête du pouvoir, la *conscience* populaire doit avoir une *idée* de ceux qui remplaceront le gouvernement renversé... A chaque période du mouvement, il faut une collectivité ou une organisation donnée pour jouer ce rôle dans la *conscience* populaire. »

Dans les raisonnements cités, nous avons souligné les passages qui révèlent d'emblée leur totale inconsistance. Dans la question de la *conquête* du pouvoir, le Comité cen-

tral embrasse incontinent un point de vue petit-bourgeois idéaliste, au lieu d'un point de vue prolétarien et matérialiste. D'après lui, la question de savoir à qui revient la « succession naturelle » du pouvoir doit être déduite de la « conscience (« aux yeux » du peuple) la plus largement répandue et non des conditions réelles de la lutte. Il ne comprend pas que le « successeur naturel » sera non celui qui « jouera ce rôle » dans la « *conscience* » de qui que ce soit, mais celui qui de facto *renversera* le gouvernement, celui qui de facto *s'emparera* du pouvoir, celui qui *sortira vainqueur* de la lutte. Ce n'est pas la « conscience populaire » qui déterminera l'issue de la lutte, mais la *force* des différentes *classes* et éléments de la société.

Le Comité central, d'emblée, s'écarte donc complètement de la question. Au lieu de considérer les conditions de la lutte réelle, telle qu'elle a été et est menée, il commence par spéculer de la pire façon — en idéaliste — sur la « conscience » et la « représentation » que l'on se fait de ceux qui « remplaceront le gouvernement déchu », au lieu de réfléchir à ceux qui *renversent* et *renverseront* le gouvernement. Pour aboutir à des conclusions opportunistes, il a fallu répudier la méthode marxiste, qui requiert d'examiner quels sont les intérêts et les classes qui exigent le *renversement* du régime et quels sont ceux qui aspirent seulement à la limitation du pouvoir établi ; quelles conditions matérielles *engendrent* la lutte révolutionnaire (« le renversement du régime ») et quelles sont celles qui ménagent une cohabitation constitutionnelle des classes déchues et de celles qui travaillent à leur déchéance. Si le Comité central n'avait pas oublié l'a b c du marxisme, il aurait examiné, en se basant simplement sur l'expérience de la révolution russe, quelles sont chez nous les classes que la marche même du mouvement *oblige*, quelquefois indépendamment de leur « conscience » (et même malgré leur conscience monarchiste), à *renverser* les institutions politiques qui se trouvent sur leur chemin. L'histoire du mouvement *ouvrier* et *paysan* en Russie, au XX^e^ siècle, aurait fourni à notre Comité central assez d'exemples de *renversement* partiel et local des institutions politiques établies pour lui permettre de juger, en marxiste et non pas à la mode de Ledru-Rollin, du renversement général et complet du pouvoir central.

Dans ses raisonnements ultérieurs à ce sujet, le Comité central, qui a fait fausse route, s'embrouille de plus en plus. Il commence à conjecturer sur les combinaisons possibles et probables d'un « gouvernement révolutionnaire provisoire ».

Il déclare inaptes les Soviets des députés ouvriers ainsi qu'un comité exécutif composé du groupe du Travail et de la fraction social-démocrate. Les premiers ne seraient pas suivis « par les 100 millions de paysans » ; le second n'aura pas pour lui « une partie considérable de la petite bourgeoisie urbaine, de la bourgeoisie moyenne, des soldats, des cosaques, des officiers, etc. Or, ce serait commettre la plus grave erreur que de croire que le nouveau pouvoir peut être établi contre la volonté de tous ces éléments ».

Nous proposons au lecteur de comparer la première partie de ce raisonnement au projet de résolution bolchevique sur le gouvernement provisoire (cf. le n° 2 des *Partiinyé Izvestia* du 20 mars 1906 ; ce projet a été reproduit dans le « Rapport sur le congrès » de Lénine, p. 92) *[66]. Il énumère les organisations qui, pendant l'insurrection de décembre, ont joué *en fait* le rôle d'organes du pouvoir révolutionnaire. Outre les Soviets des députés ouvriers y figurent, bien entendu, les comités de soldats, de cheminots, de *paysans*, ainsi que les organes ruraux élus au Caucase et dans les provinces baltiques. Par conséquent, l'histoire a déjà résolu la question que le Comité central tente vainement de résoudre aujourd'hui. L'histoire a déjà montré quels sont les classes et éléments de la population qui *prennent part* à l'insurrection et *créent* des organes insurrectionnels. Or les opportunistes de la social-démocratie non seulement oublient (ou ne savent pas comprendre) le passé récent de la révolution, mais ne comprennent pas en général ce qu'est un gouvernement révolutionnaire provisoire. Un peu de réflexion suffit pour réaliser qu'un tel gouvernement est un organe insurrectionnel (et non pas seulement un résultat de l'insurrection, comme le suppose à tort le projet de résolution menchevique sur le gouvernement provisoire — cf. le même « Rapport », p. 91 ou le n° 2 des *Partiinyé Izvestia*).

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 289-350. (*N.R.*)

Continuons. La deuxième partie du raisonnement cité est encore plus erronée. Elle est bâtie suivant un procédé cher aux opportunistes qui est de démontrer que le mot d'ordre le plus modéré est parfaitement pertinent puisqu'il peut rallier le plus grand nombre d'éléments sociaux. Bernstein disait : une partie seulement du prolétariat se prononce pour la révolution sociale, alors que la réforme sociale a les faveurs de nombreux éléments social-libéraux. Vous vous trompez si vous croyez que l'on peut instituer le socialisme contre leur volonté ! Devenez plutôt un parti de réformes démocratiques et socialistes ! Les mencheviks disent : il n'y a que le prolétariat et la partie révolutionnaire de la petite bourgeoisie (avant tout les paysans) qui soient pour une victoire effective de notre révolution, tandis que pour la limitation de l'ancienne monarchie dans un sens libéral, il y a encore « la bourgeoisie moyenne, et les officiers, etc. » Entendons-nous donc pour qualifier de victoire de la révolution une transaction des libéraux avec le tsar, et, au lieu de réclamer un gouvernement véritablement révolutionnaire, qui soit un moyen d'insurrection, demandons une Douma !

Non, camarades. Il y a, en arithmétique politique, des opérations un peu plus compliquées que l'addition de *tous* les éléments d'« opposition ». Une opposition flottante et prête à trahir, ajoutée à des éléments révolutionnaires véritablement combatifs, ne donne pas toujours un résultat positif ; il est plus souvent négatif. Ceux qui *ont intérêt* à limiter les prérogatives de la monarchie, tout en redoutant son abolition ne sont certes pas capables de créer un organe insurrectionnel énergique et hardi. Essayer de tailler par avance le futur organe insurrectionnel à la mesure de ces cadets, équivaut à prétendre arriver à la révolution sociale en Europe suivant les conceptions d'un Naumann ou d'un Clemenceau.

Nos opportunistes se sont jetés d'eux-mêmes dans une contradiction des plus comiques ! Ils recherchent l'alliance de la bourgeoisie moyenne et des officiers, en un mot des éléments du Parti cadet. Mais alors il faut complètement rejeter le mot d'ordre d'une Assemblée constituante, puisque les cadets le rejettent! Lancer ce mot d'ordre d'une Assemblée constituante, inacceptable pour la bourgeoisie moyenne

et les officiers, et essayer en même temps de gagner leur appui en imposant un rôle des plus révolutionnaires (celui de renverser le gouvernement et de devenir un gouvernement provisoire révolutionnaire !) à la Douma modérée et loyaliste, voilà l'extrême absurdité à laquelle est arrivé notre Comité central.

D'ailleurs, en fait d'absurdités, la lettre du Comité central a d'autres perles à faire valoir Prenez ceci : « Si, à l'heure actuelle, on ne pouvait réellement pas trouver d'autre successeur au pouvoir que les Soviets des députés ouvriers, on pourrait dire d'avance que la victoire sur le gouvernement *dans la lutte pour la prise du pouvoir* (mais cette victoire suppose nécessairement la participation de l'armée) n'aboutirait à rien d'autre qu'à la *dictature militaire* de l'armée passée « du côté du peuple ». (Italiques dans l'original.)

Réfléchissez un peu à cette tirade monstrueuse : si les Soviets des députés ouvriers *triomphaient* du gouvernement avec l'aide d'une partie de l'armée, ce passage de l'armée « au côté du peuple » * amènerait une dictature militaire ! Je me demande si l'on peut trouver même dans la littérature publiée par les cadets pareilles tentatives d'intimider les esprits en leur montrant les conséquences d'une victoire révolutionnaire. Je doute que Strouvé lui-même soit allé si loin, lui qui dans l'*Osvobojdénié* [67], durant l'été de 1905, et dans la *Poliarnaïa Zvezda* [68], au printemps de 1906, attaquait violemment l'idée d'une insurrection armée parce que, selon lui, elle se rapprochait trop de celle d'une dictature militaire. Si le Comité central s'était renseigné sur les revendications courantes émises par les soldats et les matelots lors de leurs innombrables « mutineries » de l'année en cours, il aurait vu que ces revendications se ramenaient, en *réalité*, à exiger la transformation de l'armée de caste en une armée populaire, c'est-à-dire en une milice. Les soldats et les matelots ne savaient pas toujours formuler l'objet de leurs revendications, ils étaient même dans la plupart des cas incapables de le faire ; mais n'est-il pas évident qu'en réclamant à faire leur service au pays natal, en même

* Il faut croire que les guillemets indiquent l'ironie de notre Comité central !

temps que la liberté des meetings ces hommes visaient à la constitution d'une milice ? Le Comité central aurait-il perdu l'instinct révolutionnaire élémentaire au point de ne plus voir la différence entre l'esprit révolutionnaire des décembristes [69] qui étaient des nobles, entre l'esprit révolutionnaire d'officiers roturiers et intellectuels, membres de la « Narodnaïa Volia »[70], et l'esprit révolutionnaire profondément démocratique, prolétarien et paysan des soldats et des matelots dans la Russie du XX[e] siècle ? N'a-t-il jamais été frappé par la différence radicale qui existe entre l'esprit révolutionnaire des officiers de l'époque de la « Narodnaïa Volia », où la masse des soldats gardait une indifférence presque complète, et l'esprit réactionnaire des officiers d'aujourd'hui alors que la masse inculte des soldats est secouée par un puissant mouvement ? Il faut ou bien avoir perdu tout sens de la réalité, ou bien être allé plus à droite que MM. Strouvé et consorts pour prétendre que l'adhésion du soldat ou du matelot russe d'aujourd'hui à la cause des Soviets des députés ouvriers, dans la lutte contre le gouvernement, peut mener à une dictature militaire et que celle-ci ne peut être combattue qu'en gagnant les officiers par le mot d'ordre modéré « pour la Douma »! Le Comité central du Parti social-démocrate se propose de combattre l'aspiration du soldat russe à la dictature militaire en gagnant les officiers à ses côtés : voilà bien l'absurdité à laquelle nous ont amenés les opportunistes.

Le Comité central essaie de défendre sa position désespérée en disant qu'il ne faut pas chercher à créer artificiellement un nouveau gouvernement, car la Douma, ou ce qui en reste, est là ; elle « peut se proclamer Douma d'Etat ». « Quant à la pensée populaire, elle ne connaît pas les subtilités de la Constitution écrite et considère toujours la Douma d'Etat comme un organe du pouvoir... Si les troupes qui ont refusé d'obéir au gouvernement tsariste se mettent au service d'un nouveau gouvernement, celui-ci ne peut être que la Douma d'Etat. »

C'est admirable ! Si demain la « pensée populaire » confère le titre de « pouvoir » à toute autre institution légale, nous nous verrons obligés de répandre ce préjugé ! Belle façon de comprendre les tâches d'un parti révolutionnaire ! Il est grand temps de comprendre, chers camarades, que le

pouvoir doit être conquis par la force, par la lutte, par l'insurrection ! Les cadets sont-ils prêts à agir en ce sens ? Si oui, ils seront les bienvenus, nous ne répudierons aucun allié dans la lutte. Mais s'ils ne le sont pas, s'ils craignent même de lancer un *appel direct* à l'insurrection (un appel de ce genre, si ses auteurs sont sincères, constitue certainement un acte qui inaugure l'action ; or de tous les députés de la Douma, seuls les social-démocrates et les troudoviks l'ont accompli), tout ce que l'on dit de la Douma en tant qu'« organe du pouvoir qui convoquera l'Assemblée constituante » n'est que rêvasseries à la Manilov [71] et duperie du peuple.

Dans une autre ambiance, les membres restants de la Douma auraient agi autrement, dit le Comité central pour disculper les cadets qui avaient pris peur même devant l'appel de Vyborg. Oui, c'est vrai, leur action aurait été différente. Qu'en résulte-t-il ? Que nous devons chercher à créer *cette autre* ambiance. Comment s'y prendre ? Il faut élever les éléments capables de lutter à la conscience révolutionnaire, les élever au-dessus du niveau des cadets et de leurs mots d'ordre. Or, que faites-vous ? Vous *voulez justifier* la timidité des cadets en disant que l'atmosphère n'est pas à la révolution et c'est vous-mêmes qui la *déprimez* en substituant aux mots d'ordre révolutionnaires ceux des cadets.

IV

La conclusion pratique à laquelle arrive le Comité central dans sa fameuse 4e lettre est celle-ci : « Il est nécessaire d'organiser partout dès aujourd'hui des protestations de masse sur place. » Dans quel but ? Voici, littéralement : « Créer une ambiance de préparation à la lutte décisive imminente... » Non pas se préparer à la lutte décisive, mais créer une ambiance de préparation !

Avec une rare unanimité, notre Parti a condamné et même rejeté ce mot d'ordre du Comité central. La campagne qu'il a entreprise avec les « protestations de masse partielles » a *déjà* échoué. Il est absurde de manifester, de protester, dans une atmosphère de guerre civile qui atteint un degré d'acuité inouï ; cela saute aux yeux. Nous publions dans ce numéro les résolutions de nombreux comités et

conférences du Parti [72] qui montrent avec une clarté suffisante quelle indignation ce mot d'ordre du Comité central, ainsi que toute sa politique depuis la dissolution de la Douma, ont provoquée. Voilà pourquoi nous ne nous attarderons pas à réfuter le mot d'ordre du Comité central, qui a déjà été réfuté par les faits et rejeté par le Parti. Il convient seulement de noter l'importance de principe que revêt son erreur et, ensuite, ses tentatives maladroites (lettre n° 5) pour se sortir de l'impossible situation dans laquelle il s'est jeté.

Sur un plan de principe, l'erreur du Comité central représente une incompréhension totale de la différence qui existe entre une grève-manifestation et une grève-insurrection. Après les événements du mois de décembre, cette incompréhension est absolument impardonnable. La seule explication possible en est que dans aucune de ses lettres le Comité central n'a parlé franchement d'une insurrection armée. Eviter de poser carrément la question de l'insurrection, telle est la tendance de toujours de nos opportunistes, qui procède inévitablement de leur attitude générale. Cette tendance nous explique pourquoi le Comité central ne fait que parler d'une grève-manifestation et passe sous silence la grève-insurrection.

Après avoir pris cette position, le Comité central ne pouvait pas ne pas se trouver à la queue de tous les autres partis et organisations révolutionnaires. On peut dire que *tous*, excepté les social-démocrates opportunistes, ont compris qu'il devenait inévitable de poser la question de l'insurrection. Comme il fallait s'y attendre, l'Union des cheminots russes a porté toute son attention là-dessus (cf. sa résolution et le rapport de son bureau que nous publions dans ce numéro [73]). Cela ressort avec une clarté parfaite de nombreux appels signés par quelques organisations révolutionnaires (les appels déjà cités plus haut : *A l'armée et à la flotte*, *A tous les paysans de Russie*, etc.). Il semblerait que notre Comité central ait signé ces appels contre sa volonté, en dépit de ses convictions !

En effet, il est absolument impossible d'avoir signé ces appels sans remarquer la différence qui existe entre la grève-manifestation et la grève-insurrection. La conduite contradictoire du Comité central, ses mouvements de gi-

rouette sautent aux yeux : dans ses propres écrits (lettres 4 et 5), il ne souffle pas mot de l'insurrection. Mais, agissant de concert avec les autres organisations révolutionnaires, il signe des appels à l'insurrection! Abandonné à lui-même, notre Comité central verse immanquablement dans l'ornière des cadets et s'évertue à composer des slogans acceptables pour les cadets ou qui lui paraissent comme tels. Mais dans le coude à coude avec d'autres organisations révolutionnaires, notre Comité central « se rattrape », il est pris de remords pour ses mots d'ordre empruntés aux cadets, et se conduit convenablement.

C'est la première fois que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie tombe dans une situation aussi indigne de lui. C'est la première fois qu'au vu et au su de tous, on le mène par le licol. C'est la première fois qu'il est à l'arrière-garde. Notre devoir, celui de tous les membres du P.O.S.D.R., est d'obtenir coûte que coûte, et ce le plus rapidement possible, que cette première fois soit la *dernière*.

L'erreur de principe indiquée ci-dessus explique bien pourquoi le Comité central ne pouvait pas comprendre les raisons de l'échec de la grève de juillet (de la dernière grève). Chacun peut se tromper en choisissant le *moment* de la lutte. Nous n'avons nullement l'intention d'accuser le Comité central *de cela*. Mais se tromper sur le *caractère* de l'action, et ce malgré les avertissements de plusieurs organisations avec lesquelles le Comité central a signé des appels à l'insurrection, est impardonnable.

Dans la lettre 5, le Comité central se livre à une petite polémique mesquine contre les socialistes-révolutionnaires (en démontrant uniquement que le représentant des troudoviks raisonnait avec plus d'esprit de suite que ces derniers; l'on se demande d'ailleurs qui cela peut bien intéresser) et s'étonne que les ouvriers avancés, conscients, aient été justement ceux qui n'ont pas répondu à l'appel pour la grève de juillet. Les ouvriers à la traîne ont marché, mais pas les ouvriers avancés! Et le Comité central de s'indigner, de s'emporter, d'injurier presque.

Cependant, si le Comité central n'avait pas adopté une position foncièrement erronée, s'il ne s'était pas séparé de l'avant-garde du prolétariat pour des questions de *principe*, il lui aurait été aisé de comprendre de quoi il en re-

tournait. Les ouvriers peu évolués pouvaient encore ignorer la différence entre la grève-manifestation et la grève-insurrection, quant aux ouvriers avancés, ils la connaissaient fort bien. Lorsqu'il y eut un espoir de pouvoir soutenir Sveaborg et Cronstadt dans leur *insurrection* — ce moment a existé — il était naturel de décréter la grève générale. Seulement ce devait être bien entendu (*et ce fut*) non pas une grève pour protester contre la dissolution de la Douma (comme l'avait compris le Comité central), mais pour soutenir les insurgés, pour *étendre* l'insurrection.

Mais voilà qu'un ou deux jours plus tard on apprend de façon certaine que l'insurrection à Sveaborg et à Cronstadt a été, pour *cette fois*, réduite. La grève pour soutenir les insurgés devenait donc inopportune ; quant à la grève de protestation, la grève-manifestation, les ouvriers avancés *n'en voulaient pas*. Ils ont toujours affirmé de la façon la plus nette et la plus catégorique (seul notre Comité central s'est arrangé pour l'ignorer ou ne pas le comprendre) qu'ils marcheraient pour une bataille générale décisive, mais qu'ils refusaient absolument de faire une grève-manifestation.

Nous voyons donc que l'échec de la grève de juillet a profondément ébréché la tactique des social-démocrates opportunistes. C'était la faillite sans retour de l'idée de la grève-manifestation, le fiasco total du mot d'ordre des « protestations de masse partielles ».

Mais pour ceux qui connaissent tant soit peu l'état des esprits parmi les ouvriers dans les grands centres de la Russie, pour ceux qui sont attentifs à ce qui se passe à la campagne, il est parfaitement clair que l'idée de la grève-insurrection et le mot d'ordre de la préparation à l'insurrection, loin de perdre de leur valeur et de s'atténuer, s'affermissent et arrivent à maturation en tous lieux.

V

Résumons notre brève analyse de la tactique menchevique dans les journées critiques qui ont suivi la dissolution de la Douma.

Pendant toute la période de la Douma, les mencheviks ont prêché le soutien de la Douma dans son ensemble, le sou-

tien des cadets (sous prétexte d'appuyer la revendication d'un ministère issu de la Douma). Les bolcheviks s'efforçaient de détacher les troudoviks des cadets et soutenaient l'idée de former un « Comité exécutif des groupes de gauche de la Douma ».

Aujourd'hui, après la dissolution de la Douma, quelle est la tactique qui s'est affirmée la meilleure ? En fait de travail commun avec les cadets, on n'est arrivé qu'à lancer le timide appel de Vyborg. Les cadets *en tant que parti* n'ont pas soutenu cet appel, ils n'ont pris part ni à l'agitation que les partis ont déployée en sa faveur, ni aux travaux *analogues* qui l'ont suivie. L'insuffisance de cet appel, même nos mencheviks l'ont bientôt reconnue. L'appel timide de Vyborg fut suivi par d'autres appels, plus précis et plus audacieux. Après l'union de quelques-uns des anciens membres de la Douma, vinrent s'unir les « comités » des *deux* groupes parlementaires qui signèrent une série d'appels et prirent part à plusieurs conférences révolutionnaires avant d'*entrer au conseil militaire* de la révolution.

Quels étaient donc ces deux groupes qui, en tant que groupes, en tant que collectivités, étaient restés intacts après la débâcle de la Douma, qui ne disparurent pas lorsque le terrain « constitutionnel » eut cédé ?

C'étaient les social-démocrates et les *troudoviks*. Le « comité exécutif des groupes de gauche », préconisé par les bolcheviks, qui soutenaient *l'idée* de former ce comité, était *constitué*. Le groupe du Travail *donnait naissance* à une nouvelle organisation *révolutionnaire* possédant des liaisons *nouvelles* parmi les paysans, tandis que les cadets mouraient à la vie politique, ainsi que l'avaient prévu les bolcheviks ; ils avaient indiqué que « les vers grouillent autour des cadavres et non point autour des vivants * ».

L'accord de combat des social-démocrates avec les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires, etc., est devenu une *réalité* illustrée par les feuillets déjà mentionnés. Nous avons perdu, perdu énormément, cela s'entend, d'avoir songé *tardivement* à conclure cet accord, de ne pas y avoir pensé plus tôt, de ne pas avoir préparé le terrain indirectement comme les bolcheviks avaient recommandé de le

* Voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, p. 238. (*N.R.*)

faire dans le projet de résolution qu'ils avaient présenté au Congrès d'Unification.

Volentem ducunt fata, nolentem trahunt, ce qui veut dire à peu près : Le politicien conscient précède les événements, mais il est dans leur sillage, s'il est inconscient. Depuis des mois, sinon depuis un an, les bolcheviks insistent sur la *nécessité absolue* de conclure des accords de combat avec la démocratie révolutionnaire et sur l'importance d'un rapprochement dans ce sens entre le prolétariat et les paysans avancés. La dissolution de la Douma nous *a poussés* dans cette voie ; or, les mencheviks, nous l'avons déjà signalé en analysant toutes les péripéties de la tactique du Comité central, se sont trouvés mal préparés, « entraînés », contre leur gré et leur conscience, par la tournure « inattendue » prise par les événements.

Prenez la question de l'insurrection. Les mencheviks multipliaient les prétextes pour l'esquiver. Au Congrès d'Unification, ils ont même adopté une résolution *contre* l'insurrection armée. Aujourd'hui, dans les « lettres » 4 et 5 écrites par le Comité central lui-même, et non pas sous la dictée des autres organisations révolutionnaires, ils *passent sous silence* la question de l'insurrection. Mais lorsque le Comité central écrit quoique ce soit *de concert* avec les autres organisations révolutionnaires et sous leur dictée, nous lisons des appels précis et résolus à l'insurrection. Il retrouve alors des mots d'ordre révolutionnaires. Mais il ne dit mot ni de la réouverture de la session de la Douma, ni même de la convocation d'une Assemblée constituante par le truchement de la Douma. Bien au contraire, voici ce que nous pouvons lire alors (appel *A tout le peuple*) : « Le but que le peuple doit se poser n'est pas une Douma *sans pouvoir*, mais une Assemblée constituante élue au suffrage universel, etc., et investie de pouvoir. Et cette assemblée doit être convoquée *non pas par des ministres tsaristes, mais par un pouvoir s'appuyant sur le peuple révolutionnaire.* » (Souligné par nous.) Tel est le langage énergique que tient notre Comité central lorsqu'il se trouve en compagnie de révolutionnaires petits-bourgeois tels que le Comité du groupe du Travail et le Parti socialiste polonais !

Prenez, enfin, la question du gouvernement révolutionnaire provisoire. Pendant un an et demi, nos mencheviks,

Plékhanov en tête, ont affirmé que la participation des social-démocrates à ce gouvernement, à côté des révolutionnaires bourgeois, était inadmissible et que lancer le mot d'ordre d'un gouvernement révolutionnaire provisoire était du blanquisme, du jacobinisme et, en général, un péché mortel.

Eh bien, que voyons-nous ? La Douma est dissoute, et le Comité central est obligé de poser *justement* la question d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, de se demander qui en fera partie. Il apparaît incontinent que le Comité central n'était pas préparé à la question ; il ne comprend même pas que le gouvernement révolutionnaire provisoire est un *organe insurrectionnel*. Le Comité central propose de proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire ce qui reste de la Douma : social-démocrates, troudoviks et une partie des cadets. Mais voyez un peu ce que cela donne, camarades : *vous proposez aux socialistes de prendre part au gouvernement révolutionnaire provisoire à côté des révolutionnaires bourgeois* ! Et ce bien que les social-démocrates ne soient qu'une *infime minorité* parmi les troudoviks et les cadets de gauche! Hélas, deux fois hélas ! Ce verbiage de doctrinaires sur l'*inadmissibilité* pour des social-démocrates d'entrer dans un gouvernement provisoire où siègent des révolutionnaires bourgeois, éclate comme une bulle de savon au premier contact de la réalité. Tous les efforts que l'on a faits pour justifier cette fausse solution en citant Marx à tort et à travers, se volatilisent en fumée. Il y a plus : outre les *révolutionnaires* bourgeois (troudoviks, socialistes-révolutionnaires, Parti socialiste polonais, une partie des unions des paysans, des cheminots et des instituteurs), nos pseudo-marxistes « rigoureux », emploient tous les moyens pour ouvrir la porte du futur gouvernement provisoire aux *conciliateurs* bourgeois (les cadets) !

Certes, il est difficile de concevoir faillite plus complète de la tactique opportuniste que celle essuyée par notre Comité central depuis la dissolution de la Douma. Avant qu'il ne soit trop tard, il faut sortir notre Parti de ce bourbier.

« Prolétari » n° 1, 21 août 1906 *Conforme au texte du journal*

SUR LES ÉVÉNEMENTS DU JOUR

Une « journée sanglante » à Varsovie et dans d'autres villes de Pologne [74], l'attentat contre Stolypine, le meurtre de Mine [75], tout cela a éveillé l'intérêt général à l'égard des « actes de partisans » (nous employons l'expression qui est devenue coutumière dans le Parti et qui a été fixée par la résolution du Congrès d'Unification).

La rédaction a l'intention de publier très prochainement un ou plusieurs articles dans lesquels on étudiera en détail, et, autant que possible, sous les aspects les plus divers, cette question d'une extrême importance *. En attendant, pour ne pas laisser nos lecteurs dans une complète ignorance de nos opinions sur ce point, nous ferons ici quelques brèves remarques, qui, dans les articles ultérieurs, seront reprises, développées en détail et formulées plus précisément.

Première remarque. Les mesures extrêmes ne sont bonnes en rien : la nécessité de tenir compte de l'état d'esprit des larges masses, quand on organise des actes de partisans, ne fait aucun doute pour aucun socialiste. Par conséquent, nous estimons qu'il est absolument indispensable de prendre en considération l'avis du Bund, qui connaît bien les conditions du travail à Varsovie et les dispositions des masses de là-bas (le Bund semble solidaire des social-démocrates polonais) ; son avis est justement que le Parti socialiste polonais (P.S.P.) « a dépassé les bornes ». C'est une ques-

* Voir le présent tome, pp. 215-226. (*N.R.*)

tion de savoir si, en fait, le P.S.P. a dépassé les bornes, et nous ne sommes pas compétents pour en décider. Cela ne vaut jamais rien de dépasser les bornes ; mais, sur des cas particuliers de « mesures extrêmes », il ne serait pas juste de conclure qu'une certaine forme de lutte ne vaut absolument rien.

De façon générale, nous estimons que l'aggravation de la lutte des partisans en Russie, depuis la dissolution de la Douma, est un fait positif. La lutte exterminatrice et implacable des partisans contre les fauteurs de violence qui sont au gouvernement nous semble opportune et rationnelle.

Deuxième remarque. Le C. C. de notre Parti se trompe indiscutablement et se trompe profondément quand dans la note ajoutée à la 4e « lettre » (aux organisations du Parti) il déclare en substance ceci : « Il va de soi que les actes de combat désignés comme « actes de partisans » sont, aujourd'hui comme précédemment, rejetés par le Parti . »

Ce n'est pas vrai. Nous nous soumettons aux décisions du congrès, mais *en aucun cas* nous ne nous soumettrons à celles des résolutions du C. C. *qui vont à l'encontre* de ces décisions. Quiconque se donnera la peine de lire attentivement la résolution du Congrès d'Unification, intitulée : « Sur les actes des partisans », verra tout de suite que notre Parti *rejette* un certain genre d'actes de partisans, en *admet* un autre et en *recommande* un troisième.

Il repousse absolument l'expropriation des biens particuliers. Il *ne repousse pas* l'expropriation des fonds du Trésor, mais il pose, en pareil cas, des conditions *particulièrement sévères* (« s'il y a formation d'organes d'un pouvoir révolutionnaire dans la localité », *etc.*).

Ensuite, la résolution du congrès *admet* les actes de partisans *sans* expropriation des biens, c'est-à-dire *admet la « terreur »*, admet les actes de *partisans* qui ont pour but de tuer l'ennemi. Cette admission est exprimée clairement et sans équivoque dès les premiers mots de la partie, à proprement parler résolutive, de la résolution :

« Le Congrès décide : 1. Reconnaissant, *en même temps que* (c'est nous qui soulignons) la préparation des forces révolutionnaires pour la prochaine insurrection, préparation basée sur l'organisation des masses ouvrières, *la fatale*

nécessité d'une lutte active contre *la terreur gouvernementale et les violences des Cent-Noirs*, il est indispensable *... » (vient ensuite l'interdiction de voler, de s'emparer des biens des particuliers, etc.).

La *décision du congrès* que nous venons de citer est absolument claire. « En même temps que » le travail dans les masses, on reconnaît « la lutte active » contre les fauteurs de violence, c'est-à-dire, sans aucun doute, le meurtre de ces derniers par « des actes de partisans ».

Ce *second* type d'actes de partisans (le meurtre des fauteurs de violence) n'est limité dans la résolution que de la manière suivante : « *éviter* d'attenter à la propriété personnelle des citoyens *pacifiques*, *à l'exception* (écoutez bien !) des cas où une telle violation serait le résultat *involontaire* de la lutte menée contre le gouvernement, *ou bien* serait nécessitée, par exemple quand on construit des barricades, par les exigences de la lutte immédiate ».

Ainsi, quand cela est exigé par la *lutte immédiate*, on peut tolérer la violation de la propriété privée ; par exemple, on s'emparera des voitures et d'autres matériaux pour en faire des barricades. Quand il *n'y a pas* de lutte immédiate, le congrès prescrit d'*éviter* d'attenter à la sécurité personnelle des citoyens « pacifiques », mais il indique aussitôt *une exception* : c'est la violation « involontaire » de la sécurité individuelle, qui peut résulter d'une lutte engagée contre le gouvernement ; le congrès *ne reproche pas* cette violation aux partisans qui l'auraient commise.

Enfin, le congrès *recommande* directement au Parti certains actes de partisans, sans les moindres réserves, sans limitation : « Les armes et les munitions qui appartiennent au gouvernement, *seront saisies toutes les fois* que s'en présentera la possibilité. »

Par exemple : les sergents de ville ont des armes qui appartiennent au gouvernement. « La possibilité s'en présente... »

Troisième remarque. Nous conseillons à tous les nombreux groupes de combattants de notre parti de renoncer à l'inaction et d'entreprendre une série d'actes de partisans, en se basant très exactement sur les décisions du congrès,

* Tout ce qui est souligné dans cette citation l'est par nous.

c'est-à-dire sans aucune expropriation des biens des particuliers, en « violant » le moins possible la « sécurité individuelle » des citoyens pacifiques, mais en violant *le plus possible* la sécurité personnelle des espions, des Cent-Noirs *actifs*, des personnages haut placés de la police, de l'armée et de la flotte, *et caetera*, *et ainsi de suite*. Les « armes » et « les munitions qui appartiennent au gouvernement, seront saisies *toutes les fois* que s'en présentera la possibilité ».

« Prolétari » n° 1, 21 août 1906

Conforme au texte du journal

À PROPOS DU « CONGRÈS OUVRIER »

Le journal *Tovarichtch* publie une note disant que le camarade Axelrod fait de la propagande pour le « congrès ouvrier » [76]. Nous avons, nous aussi, des informations selon lesquelles pareille propagande est menée par les mencheviks. Nous pensons que le devoir de parti exige un débat public sur les questions de ce genre. Ou bien alors la propagande pour un congrès ouvrier *public* de la part des mencheviks les plus en vue, doit-elle avoir lieu *à l'insu* du Parti ? Si Axelrod n'a aucun moyen de faire imprimer ses idées, nous pouvons lui proposer les colonnes de notre journal.

« Prolétari » n° 1, 21 août 1906

Conforme au texte du journal

LES ENSEIGNEMENTS DE L'INSURRECTION DE MOSCOU

Le livre *Moscou en décembre 1905* (M. 1906) vient on ne peut plus à son heure. La tâche immédiate du parti ouvrier est de s'assimiler l'expérience de l'insurrection de décembre. Mais un peu de fiel gâte beaucoup de miel : cet ouvrage contient une documentation fort intéressante, bien qu'incomplète, et malheureusement des conclusions incroyablement négligées, incroyablement banales. Nous reviendrons sur ces conclusions * ; pour l'instant, interrogeons la grande actualité politique, les leçons de l'insurrection de Moscou.

Les formes essentielles du mouvement de décembre à Moscou ont été la grève pacifique et les manifestations. L'immense majorité des ouvriers n'a participé activement qu'à ces formes de lutte. Mais précisément le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps ; que le mouvement déborde avec une force spontanée, irrésistible, ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme suprême de la lutte : l'insurrection.

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience et pressentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. Le 6 décembre, le Soviet des députés ouvriers décidait qu'on « s'efforcerait de transformer la grève en in-

* Voir le présent volume, pp. 189-193. (*N.R.*)

surrection armée ». Mais aucune des organisations ne s'y était préparée. Même le Conseil de coalition des groupes de combat [77] parlait (*le 9 décembre* !) de l'insurrection comme d'une affaire encore lointaine, et il est certain que les batailles de rue se livraient sans qu'il y fût pour quelque chose, sans même qu'il y prît part. Les organisations s'étaient laissé *devancer* par la croissance et l'extension du mouvement.

C'est avant tout sous la pression des circonstances objectives apparues après octobre que la grève allait se transformer en insurrection. On ne pouvait plus prendre le gouvernement au dépourvu par une grève générale ; il avait déjà monté une contre-révolution prête à agir militairement. Le cours général de la révolution russe après octobre et la succession des événements à Moscou lors des journées de décembre ont confirmé, de façon saisissante, une des grandes thèses de Marx : la révolution progresse en suscitant une contre-révolution forte et unie, c'est-à-dire qu'elle oblige l'ennemi à recourir à des moyens de défense de plus en plus extrêmes et élabore ainsi des moyens d'attaque de plus en plus puissants [78].

Les 7 et 8 décembre : grève pacifique, grandes manifestations pacifiques. Le 8 au soir : siège de l'*Aquarium* [79]. Le 9, dans la journée : place Strastnaïa les dragons chargent la foule. Le soir, mise à sac de la maison Fidler [80]. L'exaltation monte. La foule inorganisée de la rue dresse, tout à fait spontanément, sans trop d'assurance, les premières barricades.

Le 10 : l'artillerie ouvre le feu sur les barricades et sur la foule dans les rues. Maintenant on dresse, sans hésitation, des barricades non pas isolément, mais absolument en masse. Toute la population est dans la rue ; les principales artères de la ville se couvrent de barricades. Pendant plusieurs jours, c'est une guerre de partisans obstinée entre les groupes de combat et la troupe épuisée ; Doubassov [81] se voit obligé d'implorer du renfort. Le 15 décembre seulement, les forces gouvernementales l'emportent définitivement et, le 17, le régiment Séménovski [82] écrase la Presnia, dernier rempart de l'insurrection.

De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la

construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Par-dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 et faite, comme les précédentes, au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale le mouvement s'est élevé à un degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller *jusqu'au bout* dans sa résistance : c'est ainsi qu'il a formidablement rapproché le moment où la révolution elle aussi ira jusqu'au bout dans l'emploi de ses moyens d'offensive. La réaction *ne peut aller* au-delà du bombardement des barricades, des maisons et de la foule. La révolution, elle, peut aller au-delà des groupes de combat de Moscou, elle a du champ, et quel champ en étendue et en profondeur. Et la révolution a fait du chemin depuis décembre. La crise révolutionnaire a maintenant une base infiniment plus large ; il n'y a plus qu'à affiler encore le tranchant du glaive.

Le changement des conditions objectives de la lutte, qui imposait la nécessité de passer de la grève à l'insurrection, fut ressenti par le prolétariat bien avant que par ses dirigeants. La pratique, comme toujours, a pris le pas sur la théorie. La grève pacifique et les manifestations avaient cessé aussitôt de satisfaire les ouvriers, qui demandaient : Et après ? exigeant une action plus décidée. L'ordre de dresser des barricades parvint dans les quartiers avec un retard sensible, au moment où au centre de la ville on les élevait déjà. En masse les ouvriers se mirent à l'ouvrage, mais ils ne *s'en contentèrent pas*, ils demandaient : Et après ? Ils réclamaient une action décidée. Nous, dirigeants du prolétariat social-démocrate, nous nous identifiâmes, en décembre, à ce capitaine qui avait si absurdement disposé ses bataillons que la majeure partie de ses troupes ne put participer activement au combat. Les masses ouvrières cherchaient des directives pour une action de masse décidée, et ils n'en trouvaient point.

Ainsi, rien de plus myope que le point de vue de Plékhanov, repris par tous les opportunistes et selon lequel il ne fallait pas entreprendre cette grève inopportune, « il ne fallait pas prendre les armes ». Au contraire, il fallait pren-

dre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et dans un esprit plus agressif ; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique, et la nécessité d'une lutte armée, intrépide et implacable. Aujourd'hui nous devons enfin reconnaître ouvertement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques ; nous devons faire de l'agitation dans les masses les plus profondes en faveur de l'insurrection armée, sans escamoter la question en prétextant la nécessité de « degrés préliminaires », sans jeter un voile là-dessus. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et acharnée, comme objectif immédiat de l'action future, c'est se duper soi-même et duper le peuple.

Telle est la première leçon des événements de décembre. La seconde concerne le caractère de l'insurrection, la façon de la conduire, les conditions dans lesquelles la troupe passe au peuple. Sur ce dernier point, une opinion très étroite s'est accréditée dans l'aile droite de notre Parti. Il est impossible, paraît-il, de lutter contre une armée moderne ; il faut que l'armée devienne révolutionnaire. Bien entendu, si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même, il ne saurait même être question de lutte sérieuse. Bien entendu, l'action dans l'armée est nécessaire. Mais il ne faut pas se figurer cette volte-face de la troupe comme un acte simple et isolé, résultant de la persuasion, d'une part, et du réveil de la conscience, de l'autre. L'insurrection de Moscou montre à l'évidence ce que cette conception a de routinier et de stérile. En réalité, l'indécision de la troupe, inévitable dans tout mouvement vraiment populaire, conduit, lorsque la lutte révolutionnaire s'accentue, à une véritable *lutte pour la conquête de l'armée*. L'insurrection de Moscou nous montre précisément la lutte la plus implacable, la plus forcenée de la réaction et de la révolution pour conquérir l'armée. Doubassov a déclaré lui-même que 5 000 hommes seulement sur les 15 000 de la garnison de Moscou étaient sûrs. Le gouvernement cherchait à retenir les hésitants par les mesures les plus diverses, les plus désespérées : on les persuadait, on les flattait, on les achetait en leur distribuant des montres, de l'argent, etc. ; on les enivrait d'eau-de-vie, on les trompait, on les terrorisait ; on les consignait dans les casernes, on les désarmait, on

isolait par la trahison ou la violence les soldats dont on doutait le plus. Et il faut avoir le courage d'avouer en toute franchise que sous ce rapport, nous nous sommes laissé devancer par le gouvernement. Pour conquérir les troupes qui hésitaient nous n'avons pas su utiliser les forces dont nous disposions, dans une lutte aussi active, hardie, aussi entreprenante et irrésistible que celle engagée et menée à bonne fin par le gouvernement. Nous nous sommes attachés et nous nous attacherons encore avec plus de ténacité à « travailler » idéologiquement l'armée. Mais nous ne serions que de pitoyables pédants, si nous oublions qu'au moment de l'insurrection il faut aussi employer la force pour gagner l'armée.

Le prolétariat de Moscou nous a fourni, dans les journées de décembre, d'admirables leçons de « persuasion » idéologique de la troupe : par exemple, le 8 décembre, place Strastnaïa, lorsque la foule cerna les cosaques, se mêla à eux, fraternisa avec eux et les décida à se retirer. Ou encore le 10, à Presnia, lorsque deux jeunes ouvrières, portant le drapeau rouge au milieu d'une foule de 10 000 personnes, se jetèrent au-devant des cosaques en criant : «Tuez-nous ! Nous vivantes, vous n'aurez pas notre drapeau ! » Et les cosaques, décontenancés, tournèrent bride, tandis que la foule criait : « Vivent les cosaques ! » Ces exemples de vaillance et d'héroïsme doivent rester gravés à jamais dans la conscience des prolétaires.

Mais voici des exemples illustrant notre infériorité par rapport à Doubassov. Le 9 décembre, rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa, des soldats défilent au chant de la *Marseillaise* : ils vont se joindre aux insurgés. Les ouvriers leur envoient des délégués. Malakhov en personne s'élance vers eux à bride abattue. Les ouvriers arrivent trop tard, Malakhov les avait prévenus. Il y va d'un discours ardent, fait hésiter les soldats, les fait cerner par des dragons, conduire à la caserne où ils seront enfermés. Malakhov est arrivé à temps, nous en retard. Et pourtant en deux jours, 150 000 hommes s'étaient levés à notre appel, qui auraient pu et dû organiser un service de patrouilles dans les rues. Malakhov a fait cerner les soldats par des dragons ; nous, nous n'avons pas fait cerner les Malakhov par des lanceurs de bombes. Nous aurions pu et dû le faire : depuis longtemps déjà la presse

social-démocrate (l'ancienne *Iskra* [83]) avait dit qu'en temps d'insurrection, notre devoir est d'exterminer impitoyablement les chefs civils et militaires. Ce qui s'est produit rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa s'est renouvelé apparemment, dans les grandes lignes, devant les casernes Nesvijskié et Kroutitskié, et lorsque le prolétariat tenta d'« enlever » les hommes du régiment d'Iékatérinoslav, et lors de l'envoi de délégués auprès des sapeurs d'Alexandrov, et lors de la réexpédition de l'artillerie de Rostov, qui avait été dirigée sur Moscou, et pendant le désarmement des sapeurs à Kolomna, et ainsi de suite. Au moment de l'insurrection nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche dans la lutte pour gagner à nous les troupes indécises.

Décembre a confirmé une autre thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art est *l'offensive* [84] — une offensive d'un courage à tout épreuve et d'une inébranlable fermeté. Cette vérité, nous ne l'avons pas suffisamment comprise. Nous n'avons pas assez appris nous-mêmes ni enseigné aux masses cet art, cette règle de l'offensive à tout prix. Maintenant nous devons, de toute notre énergie, rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper sur les mots d'ordre politiques, il faut aussi se grouper sur le problème de l'insurrection armée. Quiconque s'y oppose, ou refuse de s'y préparer, doit être impitoyablement chassé des rangs des partisans de la révolution, renvoyé dans le camp de ses adversaires, des traîtres ou des lâches, car le jour approche où la force des événements et les circonstances de la lutte nous obligeront à distinguer, à ce signe, nos amis et nos ennemis. Ce n'est pas la passivité que nous devons prêcher, ni simplement l'« attente » du moment où la troupe « passera » à nous ; non, nous devons, comme on sonne le tocsin, proclamer la nécessité d'une offensive intrépide et d'une attaque à main armée, la nécessité d'exterminer les chefs et de lutter de la façon la plus énergique pour gagner à nous les troupes indécises.

La troisième grande leçon que nous a donnée Moscou a trait à la tactique et à l'organisation de nos forces en vue de l'insurrection. La tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire — c'est Engels [85] qui a répété cette vérité et l'a mise toute mâchée dans la bouche des marxis-

tes. La technique militaire n'est plus ce qu'elle était au milieu du XIX[e] siècle. Opposer la foule à l'artillerie et défendre les barricades avec des revolvers serait une sottise. Et Kautsky avait raison lorsqu'il écrivait qu'il est temps, après Moscou, de reviser les conclusions d'Engels, et que Moscou a promu « *une nouvelle tactique des barricades* [86] ». Cette tactique était celle de la guerre de partisans. L'organisation qu'elle supposait, c'étaient de tout petits détachements mobiles : groupes de dix, de trois et même de deux hommes. On rencontre souvent aujourd'hui, chez nous, des social-démocrates qui ricanent quand on parle de ces groupes de cinq ou de trois. Mais ricaner n'est qu'un moyen facile de fermer les yeux sur ce *nouveau* problème de la tactique et de l'organisation requises pour les batailles de rues, face à la technique militaire moderne. Lisez attentivement le récit de l'insurrection de Moscou, messieurs, et vous comprendrez quel rapport ont les « groupes de cinq » avec le problème de la « nouvelle tactique des barricades ».

Cette tactique Moscou l'a promue, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle lui ait donné un développement, une extension assez large, qu'elle en ait fait une véritable tactique de masse. Les combattants n'étaient pas assez nombreux ; la masse ouvrière n'avait pas reçu le mot d'ordre d'attaques audacieuses et n'a pas agi dans ce sens ; le caractère des détachements de partisans était trop uniforme, leur armement et leurs procédés insuffisants ; ils ne savaient guère diriger les foules. Nous devons remédier à tout cela et nous y remédierons en étudiant l'expérience de Moscou, en la diffusant dans les masses, en éveillant l'initiative créatrice des masses elles-mêmes dans le sens du développement de cette expérience. Et la guerre de partisans, la terreur générale qui en Russie se répandent partout presque sans discontinuer depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique, au moment de l'insurrection. Cette terreur exercée par les masses, la social-démocratie doit l'admettre et l'incorporer à sa tactique ; elle doit, bien entendu, l'organiser et la contrôler, la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire générale ; elle doit écarter, éliminer sans merci la tendance à faire tourner la guerre de partisans en « gueuserie », déformation dont les

Moscovites ont si bien, si implacablement fait justice lors de l'insurrection, et les Lettons pendant les fameuses Républiques lettones [87].

La technique militaire, en ces tout derniers temps, enregistre de nouveaux progrès. La guerre japonaise a fait apparaître la grenade à main. Les manufactures d'armes ont jeté sur le marché le fusil automatique. L'une et l'autre sont déjà employés avec succès dans la révolution russe, mais dans des proportions qui sont loin d'être suffisantes. Nous pouvons et devons profiter des perfectionnements techniques, apprendre aux détachements ouvriers la fabrication en grand des bombes, les aider, ainsi que nos groupes de combat, à se pourvoir d'explosifs, d'amorces et de fusils automatiques. Si la masse ouvrière prend part à l'insurrection dans les villes ; si nous attaquons l'ennemi en masse ; si nous menons une lutte adroite et décidée pour conquérir la troupe, qui hésite encore davantage après l'expérience de la Douma, depuis Sveaborg et Cronstadt ; si la participation des campagnes à la lutte commune est assurée, la victoire sera à nous lors de la prochaine insurrection armée de toute la Russie !

Développons donc plus largement notre activité et définissons nos tâches avec plus de hardiesse, en nous assimilant les enseignements des grandes journées de la révolution russe. Notre activité se base sur une juste appréciation des intérêts des classes et des nécessités du développement du peuple à l'heure présente. Autour du mot d'ordre : renversement du pouvoir tsariste et convocation de l'Assemblée constituante par un gouvernement révolutionnaire, nous groupons et grouperons une partie toujours plus grande du prolétariat, de la paysannerie et de l'armée. Développer la conscience des masses reste, comme toujours, la base et le contenu principal de tout notre travail. Mais n'oublions pas qu'aux moments comme celui que traverse la Russie, à ce devoir général, constant et essentiel, s'ajoutent des devoirs particuliers, spéciaux. Ne soyons pas des pédants et des philistins, ne tournons pas le dos à ces tâches particulières du moment, à ces tâches spéciales qu'impliquent les formes actuelles de lutte, en invoquant vainement des devoirs constants et immuables, quels que soient les temps et les circonstances.

Rappelons-nous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles vont à une lutte armée implacable et sanglante. Le mépris de la mort doit se répandre parmi les masses et assurer la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être des plus énergiques : l'attaque et non la défense doit devenir le mot d'ordre des masses ; l'extermination implacable de l'ennemi deviendra leur objectif ; l'organisation de combat sera mobile et souple ; les éléments hésitants de l'armée seront entraînés dans la lutte active. Le Parti du prolétariat conscient est tenu de remplir son devoir dans cette grande lutte.

«Prolétari» n° 2, 29 août 1906

Conforme au texte du journal

UNE TACTIQUE HÉSITANTE

Nous avons reçu le n° 6 des *Cahiers* [88] en douze pages, que Plékhanov a publié à Genève. Ce qui nous a frappé agréablement, c'est que la presse bourgeoise russe s'est abstenue, cette fois-ci, par exception, de vanter Plékhanov. Il faut croire que la dissolution de la Douma a dissipé l'optimisme du camarade Plékhanov, pensions-nous en voyant que les journaux libéraux annonçaient la parution du *Journal* n° 6 sans en commenter favorablement des passages.

En effet, dans ce numéro, le camarade Plékhanov abandonne la position de l'extrême droite du menchevisme qu'il occupait (avec le camarade Rakhmétov) à l'époque de la Douma. Il est resté complètement étranger au désir des mencheviks d'*affaiblir* le mot d'ordre révolutionnaire : « Pour l'Assemblée constituante », en y ajoutant « par la Douma » et « pour la Douma », etc. Plékhanov indique avec raison que seule la convocation d'une Assemblée constituante doit être le mot d'ordre et il critique très justement l'appel de Vyborg qui ne contient pas ce mot d'ordre. Plékhanov est également resté tout à fait étranger à la tendance menchevique qui était de rattacher absolument l'« action » à la Douma, que cette action soit partielle au lieu d'être générale, qu'elle soit immédiate et non préparée au lieu d'être plus tardive et plus mûre. Enfin, cette fois-ci, Plékhanov non seulement n'adapte pas les mots d'ordre de la social-démocratie à ceux des cadets, non seulement n'identifie pas ces derniers à la démocratie bourgeoise en général, mais, bien au contraire, il critique carrément et nettement

les demi-mesures préconisées par les cadets (voilà pourquoi les journaux cadets ne parlent plus de Plékhanov !) et il *leur* oppose de la façon la plus catégorique les paysans « laborieux ».

Tout cela nous réjouit fort. Mais ce qui est fâcheux, c'est que Plékhanov laisse subsister un bon nombre de réticences et d'hésitations dans sa tactique.

Plékhanov reproche avec raison aux auteurs de l'appel de Vyborg de s'être « bornés » à provoquer le refus de l'impôt et de la conscription, de chercher à se maintenir sur le terrain de la légalité. Il aurait fallu dire selon lui : « Préparez-vous, car le temps approche ». Il aurait fallu, dit-il, lancer le mot d'ordre de l'Assemblée constituante.

Mais le refus de payer les impôts et autres fins de non-recevoir sont des *moyens* de lutte. La convocation de l'Assemblée constituante est le *but* prochain de la lutte. En reprochant aux cadets de se borner à un seul moyen, il aurait fallu *indiquer* d'autres moyens et examiner les conditions de leur application, leur valeur, etc. On ne doit pas passer sous silence cette question, comme le fait Plékhanov, qui se tire d'affaire en disant qu'« à chaque jour suffit sa peine ». La social-démocratie a le devoir de guider le prolétariat non seulement en lui donnant les mots d'ordre qu'il faut, mais encore en choisissant les *moyens* de lutte les plus décisifs et les plus efficaces. L'expérience de la révolution russe nous a montré plus d'une fois que, lorsque les tâches de la lutte s'élargissent, lorsque la masse qui prend part à la lutte s'accroît, les moyens aussi se modifient, les procédés et les méthodes de lutte deviennent plus décisifs, plus offensifs. C'est précisément à un moment pareil que nous devons non pas passer sous silence, mais étudier avec une attention particulière la question des divers moyens de lutte, tels que la grève politique, l'insurrection armée, etc. C'est là la question du jour, et les ouvriers avancés ont raison de nous demander de répondre à ces questions.

En analysant les rapports qui existent entre les intérêts des différentes classes et la revendication de l'Assemblée constituante, Plékhanov distingue *trois* classes. 1. Relativement au prolétariat, il constate la concordance complète de ses intérêts de classe et des intérêts de tout le peuple. 2. Quant aux « paysans laborieux », il note que, dans

certaines conditions, leurs intérêts peuvent différer de ceux du peuple en général, mais il souligne que « leurs intérêts de classe » exigent la convocation de l'Assemblée constituante. 3. Quant aux « couches sociales représentées par le parti cadet », Plékhanov reconnaît que leurs « intérêts de classe » les pousseront à se méfier de la convocation de l'Assemblée constituante, que cela prouvera leur « acceptation » des actes de Stolypine et consorts, leur crainte de perdre leurs terres sans toucher une indemnité, etc. Plékhanov ajoute qu'il ne veut pas « se lancer dans des prédictions » pour affirmer si ce sera l'intérêt de classe ou l'intérêt général qui prendra le dessus chez les cadets.

On nous prédit l'avenir ; mais le présent, c'est que les cadets renoncent au mot d'ordre de l'Assemblée constituante et à la lutte révolutionnaire pour celle-ci. Passer sous silence ce fait est non seulement inutile, mais nuisible. Et si on ne le passe pas sous silence, il faut évidemment reconnaître ceci : « Le prolétariat, *avec* les paysans laborieux conscients, *s'oppose* aux cadets indécis et peu sûrs ». Plékhanov a serré de près cette directive tactique qui se dégage nécessairement de sa façon actuelle de poser la question.

Il a écrit : « Tous les partis qui prennent part à ce mouvement (de lutte pour l'Assemblée constituante) devraient immédiatement s'entendre en vue de s'entraider ». C'est juste ! Mais quels sont ces partis ? Ceux qui sont *plus à gauche* que les cadets et que l'on devrait appeler partis de la démocratie *révolutionnaire* bourgeoise et petite-bourgeoise (car le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est un mot d'ordre *révolutionnaire*, à l'opposé du mot d'ordre des cadets : « Une nouvelle Douma le plus tôt possible ! » qui est celui de l'opposition « *loyaliste* »). Donc, *accord de combat du parti du prolétariat avec les partis de la démocratie révolutionnaire*.

C'est justement ce que nous avons toujours défendu. Il reste à souhaiter que Plékhanov défende désormais ce point de vue avec esprit de suite. Et, pour le défendre avec *esprit de suite*, il faudrait poser comme *condition* à cet accord de combat non seulement la reconnaissance du mot d'ordre *révolutionnaire* démocratique (Assemblée constituante), mais aussi l'acceptation du moyen de lutte révo-

lutionnaire que notre mouvement est déjà apte à appliquer et qu'il devra inévitablement appliquer dans la lutte pour l'Assemblée constituante, c'est-à-dire *l'insurrection de tout le peuple*. Ensuite, pour expliquer réellement le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, au lieu de le répéter simplement, il faut poser aussi la question du *gouvernement révolutionnaire provisoire*. S'il ne pose pas cette question, Plékhanov ne saura pas établir judicieusement une limite entre les intérêts de classe des paysans « laborieux » et ceux des « couches sociales représentées par le parti cadet ». S'il ne pose pas cette question, Plékhanov laissera dans notre propagande et agitation une grosse lacune, car on demandera à tout agitateur : Mais qui donc doit, selon le Parti ouvrier, convoquer l'Assemblée constituante ?

Comme nous l'avons déjà noté, Plékhanov, sans aucune raison valable, passe sous silence la question de l'insurrection comme d'ailleurs celle des moyens de lutte en général. Il écrit : « A l'heure actuelle, l'insurrection ne pourrait être que l'explosion de l'indignation populaire, une mutinerie que les autorités écraseraient sans peine ; mais ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des mutineries ni des explosions, c'est une révolution victorieuse. »

C'est exactement comme si Nogi, en août 1905, avait dit : « Il *ne nous faut pas* attaquer Port-Arthur, *il nous faut* prendre cette place ». On peut opposer des attaques intempestives à des attaques opportunes, des attaques précipitées à des attaques préparées, mais on ne peut pas opposer l'attaque en général à la « prise » d'une forteresse. Ce serait une erreur. Cela indiquerait que l'on élude la question des moyens de prendre la forteresse, et c'est cette erreur que commet le camarade Plékhanov.

Ou bien il ne dit pas sa pensée jusqu'au bout, ou bien il ne comprend pas clairement la question.

La différence entre la grève-manifestation et la grève-insurrection est claire. La différence entre les « protestations de masse partielles » et l'action générale de toute la Russie est également claire. La différence entre les insurrections partielles et locales et l'insurrection générale du pays, soutenue par *l'ensemble* des partis et des éléments révolutionnaires, est également claire. Si vous traitez d'« explosions » les manifestations, les protestations, les insur-

rections partielles, votre pensée n'en sera pas moins claire et votre protestation contre les « explosions spontanées » sera parfaitement juste.

Mais dire : « Il ne *nous faut pas* des explosions, *il nous faut* une révolution victorieuse », c'est ne rien dire du tout. Bien pis : c'est donner à une absurdité un air sensé, c'est *griser* le lecteur par la sonorité d'une phrase à effet, mais creuse. Il est très difficile de trouver deux révolutionnaires, qui, sans être fous, ne *soient d'accord* pour dire qu'au lieu d'explosions, nous aurions plutôt besoin d'une victoire de la révolution. Mais il ne serait pas facile d'en trouver deux, bien sensés, qui *s'accordent* à reconnaître qu'à *tel moment, tel moyen de lutte*, précisément, donnera autre chose qu'une « explosion » et sera *un pas de fait* vers la victoire de la révolution. En répétant d'un air doctoral ce dont personne ne doute et en passant sous silence ce qui constitue la vraie difficulté de la question, Plékhanov n'est guère en progrès.

En conclusion, on ne peut se dispenser de noter que Plékhanov ne manque pas, bien entendu, de donner un « coup de griffe », en passant, aux bolcheviks : il leur reproche d'être des blanquistes parce qu'ils ont boycotté la Douma, d'être des « étourdis » parce qu'ils auraient ignoré (avant que le camarade Plékhanov vînt les renseigner dans le n° 6 de son *Journal*) qu'il fallait déployer une activité intense dans l'armée. Ces coups de griffe, il suffit de les signaler, elles ne méritent pas que l'on y réponde. Si le camarade Plékhanov croit que, par sa tactique *actuelle*, il renforce dans notre parti les mencheviks et affaiblit les bolcheviks, nous ne voyons pas d'inconvénient à le laisser dans cette agréable erreur.

« Prolétari » n° 2, 29 août 1906

Conforme au texte du journal

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET LA LUTTE IMMINENTE

Un des journaux humoristiques publiés par les social-démocrates allemands donnait, il y a dix-huit mois environ, une caricature de Nicolas II. En uniforme d'officier, le tsar semblait bien s'amuser. Il taquinait un moujik hirsute, lui mettant sous le nez un morceau de pain qu'il allait aussitôt lui refuser. Le visage du bonhomme mal peigné s'éclairait d'un sourire de contentement, puis s'assombrissait de colère quand on lui reprenait le morceau à l'instant même où il avait cru l'avaler. Sur le quignon ce mot : « Constitution. » Dans une dernière « scène », on voyait le moujik se jeter sur le pain pour y mordre, mais c'était le tête de Nicolas Romanov qui lui restait entre les dents.

Cette caricature frappait juste. Vraiment, depuis quelques années, l'autocratie « taquine » le peuple russe, lui promettant « presque » une Constitution et rétablissant aussitôt après, brusquement, l'ancien arbitraire, revenant à toutes les iniquités et illégalités policières, dans une forme encore plus exécrable. N'avions-nous pas tout récemment quelque chose comme le plus démocratique « Parlement » du monde ? La presse ne parlait-elle pas, tout récemment, d'un ministère cadet comme d'une possibilité très prochainement réalisable ? On croirait à peine que cela s'est passé voici tout juste deux ou trois mois. Là-dessus, deux oukases, des manifestes, des décrets, et l'autocratie règne comme par le passé ; une bande d'escrocs, de bourreaux, de fauteurs de pogromes, tous condamnés par l'opinion, honnis

et conspués publiquement, recommence à se jouer du peuple, saccageant, chapardant, assommant les uns, bâillonnant les autres, empuantissant l'atmosphère d'une intolérable émanation de féodalité.

Au point de vue de l'évolution de la lutte révolutionnaire dans tout le pays, cette rapide succession de brèves « journées de liberté » et de longs mois de furieuse réaction s'explique par l'équilibre qui s'est établi entre les adversaires depuis l'automne dernier. L'autocratie *n'a déjà plus* la force de gouverner le peuple, mais le peuple *n'a pas encore* la force de jeter bas ce gouvernement de pogromistes. Les deux partis belligérants restent face à face, comme deux armées ennemies, prenant le temps de souffler, de se refaire, pour livrer un nouveau combat à l'ennemi exécré.

Les publicistes de la presse cadette et réactionnaire, dans le genre du *Novoïé Vrémia* [89], sont, au fond, d'accord pour *moraliser* sur ces oscillations. Les uns et les autres condamnent, déplorent les hésitations, l'indécision, les flottements du gouvernement, l'invitant à se montrer « ferme » — selon les uns ferme dans la répression, selon les autres ferme dans la mise en œuvre de la Constitution promise. Mais ni les uns ni les autres ne comprennent la lutte de classe qui modifie le rapport réel des forces sociales en jeu.

Au cours de cette lutte, il est inévitable que dans les rangs de la révolution comme dans ceux de la réaction, l'on prenne de plus en plus conscience de la cause en jeu et que l'on s'organise mieux ; il est inévitable que l'on adopte des formes de lutte de plus en plus violentes et implacables. Que les « journées de liberté » soient bientôt suivies par des « mois d'exécutions sommaires », c'est ce qu'il y a de mieux pour réduire le nombre des passifs et des indifférents, pour amener à la lutte de nouvelles couches sociales, de nouveaux éléments, pour développer la conscience des masses en leur montrant en relief tel ou tel aspect de l'autocratie, en regard des expériences faites par toute la Russie. Plus ces changements seront rapides et brusques, plus vite ils nous mèneront au résultat final que fixe d'avance, inéluctablement, le poids bien supérieur des forces sociales dévouées à la liberté.

Et c'est pourquoi les ouvriers conscients peuvent considérer avec le plus grand calme les « progrès » déconcertants

de l'autocratie dans la répression. Continuez dans le même sens, les Romanov, les Trépov, les Ignatiev, les Stolypine ! Plus vous marcherez dans cette voie, et plus vite vous épuiserez vos dernières réserves. Vous nous menacez d'une dictature militaire, d'un état d'urgence dans toute la Russie ? Mais à cet état d'urgence, c'est la révolution qui, certainement, gagnera le plus. La dictature militaire et l'état d'urgence vous obligeront à mobiliser en masse d'autres soldats : or les mobilisations fréquentes de cosaques, troupes les plus « fidèles », ont déjà causé une fermentation de plus en plus sensible dans leurs bourgades que vous dépeuplez, et ont rendu ces troupes bien moins « sûres ». L'état d'urgence coûte cher ; les finances de l'autocratie sont déjà dans une situation désespérée. L'état d'urgence a pour résultat d'accroître l'effervescence parmi les soldats et habitue la population à ne plus tant redouter les moyens les plus « terribles » de la répression. La Pologne et les provinces baltiques en donnent des preuves éloquentes.

Nous avons dit que la réaction nous « menace » d'une dictature militaire. A vrai dire, c'est inexact, car depuis que fonctionnent des cours martiales [90] dans toutes les provinces (y compris les provinces frontalières), c'est-à-dire dans 82 provinces sur les 87 que compte l'Empire, il est ridicule de parler de dictature militaire comme d'une chose à venir. C'est déjà du présent, et quand on change de terme, quand on prend des mots plus « terrifiants » (« dictature », au lieu de « moyens de sécurité extraordinaires »), la nomination d'un dictateur, tout cela *ne peut rien* ajouter aux arrestations en masse, aux déportations sans jugement, aux expéditions punitives, à la fouille des poches dans la rue, aux exécutions sur ordre des officiers. Nous avons dès à présent, en Russie, une dictature militaire et policière. La répression a été poussée à tel point que les révolutionnaires, habitués à de pareils « traitements » depuis l'époque de Plehve, sont ceux qui, proportionnellement, en souffrent le moins ; tout le mal retombe sur la population « pacifique » dont les Stolypine « font la conquête » avec un succès des plus louables.

La répression du dernier hiver est venue à la suite d'une insurrection véritablement révolutionnaire, qui n'avait pas la sympathie de la bourgeoisie libérale monarchiste ; et

cependant, cette répression a préparé une Douma toute d'opposition que les éléments révolutionnaires ont utilisée avec le plus de profit. La répression de cet automne vient après une période de « constitutionnalisme » légal. Il est impossible qu'elle prépare *seulement* une Douma plus « à gauche » : elle fera mieux.

La bande des fauteurs de pogromes sent l'impuissance de la répression et cherche autour d'elle un appui. D'une part, les tentatives d'accord avec les octobristes n'ont pas réussi. D'autre part Pobédonostsev et Cie s'apprêtent à abolir toute « Constitution ». D'une part, on ouvre des universités, et la presse vénale clame la nécessité d'un ferme libéralisme. D'autre part, on interdit même le congrès du parti cadet (ah ! comme ils sont aidés par Stolypine, ces pauvres cadets !) et la presse est persécutée comme elle ne le fut jamais par Dournovo. D'une part, les cours martiales. D'autre part, une tentative largement conçue pour traiter avec la bourgeoisie rurale [91].

Le gouvernement sent que son unique salut est de renforcer la bourgeoisie villageoise, composée de moujiks, dans les communes rurales : elle lui serait un appui contre la masse paysanne. Mais ce but vers lequel les Goutchkov marcheraient avec intelligence et circonspection, vers lequel les cadets se glissent avec finesse et rouerie, nos brutes policières à la Derjimorda [92] l'abordent si grossièrement, si bêtement, si maladroitement, que l'échec de toute leur « campagne » est plus que probable. Les éléments de la bourgeoisie rurale sont peu nombreux, mais économiquement, très forts dans les campagnes. Le rachat des propriétés privées et d'autres terres, selon le programme de réforme agraire des cadets, pourrait amadouer *toute* la classe paysanne et atteindrait fort bien l'objectif que l'autocratie essaie d'atteindre de vive force, avec une maladresse d'ours, et qui consiste à renforcer la bourgeoisie paysanne et à en faire un rempart de l'« ordre ».

Mais les Romanov, les Trépov, les Ignatiev et les Stolypine sont trop bêtes pour comprendre ces choses. Ils ont brutalement refusé à la Douma de satisfaire les revendications des paysans concernant la terre et aujourd'hui ils *mettent en vente*, par l'intermédiaire de leurs fonctionnaires, des terres du domaine et des apanages. Cela amènera-t-il au

gouvernement *actuel* quelques couches influentes de la bourgeoisie rurale ? C'est fort douteux. Car la meute des fonctionnaires fera toujours traîner l'affaire, continuera à piller et à prélever des pots-de-vin, comme l'ont toujours fait les Romanov et leur bande. Et il est incontestable que la masse paysanne sera fort « excitée » par la nouvelle d'une vente des terres des apanages et du domaine. La vente de ces terres amènera dans beaucoup de cas *l'augmentation* des sommes que les paysans doivent payer pour leurs terres, le fermage devenant un versement de rachat. Or, en relevant la somme que les paysans doivent payer pour leurs terres, le gouvernement nous fournit la meilleure arme que l'on puisse inventer pour faciliter notre agitation contre lui. C'est un excellent moyen pour indisposer encore les paysans et les gagner à *notre* mot d'ordre : refus complet de payer *quoi que ce soit* pour la terre qui, si la révolution triomphait, reviendrait *totalement* aux paysans.

Le gouvernement s'y est pris maladroitement en cherchant à gagner la bourgeoisie paysanne : c'est qu'il est bête, comme tout gouvernement policier ; c'est aussi qu'il a extrêmement besoin d'argent. Ses finances sont dans un état pitoyable. La faillite le menace. L'étranger ne donne plus d'argent. L'emprunt intérieur ne marche pas. On est obligé de le placer, par contrainte et *secrètement*, dans les caisses d'épargne — *secrètement*, car les déposants des caisses d'épargne seraient le moins enclins à acheter aujourd'hui de la rente d'Etat. Les valets de l'autocratie commencent déjà à se rendre compte que la faillite de la monnaie-or est imminente et qu'il faudra en venir de plus en plus à une émission illimitée du papier-monnaie.

Continuez donc dans ce sens, messieurs les Stolypine ! Vous travaillez très bien pour nous ! Vous exaspérez la population bien mieux que nous n'aurions pu le faire. Vous avez mené la répression jusqu'au bout et avez ainsi montré à tous avec évidence qu'il fallait mener aussi jusqu'au bout l'action révolutionnaire de combat.

« Prolétari » n° 3, 8 septembre 1906 — *Conforme au texte du journal*

BAS LES PATTES !

Le livre *Moscou en décembre 1905* est consacré à des événements qui ont une importance énorme dans l'histoire de la révolution russe. Les conclusions positives qui se dégagent de l'insurrection de Moscou ont été exposées par nous dans leurs lignes générales, dans le numéro précédent *. Dans le présent article nous nous arrêterons sur ceux des côtés de cet ouvrage important, mais mal fait, qui concernent surtout les social-démocrates de Moscou.

Les « rédacteurs » du livre font savoir dans la préface qu'ils se sont servis de documents fournis par des organisations social-démocrates, qui, cependant, « en tant qu'organisations, n'ont pas pris part à la composition de cet ouvrage. » Il va sans dire qu'il est absolument anormal que des organisations social-démocrates fournissent des documents à des personnes qui ne sont pas responsables devant elles. Les organisations du parti ouvrier sont aujourd'hui placées dans une situation incontestablement désagréable, puisque leurs documents ont été utilisés avec négligence et « parés » d'un bouquet de considérations fort vulgaires. *Toutes* les organisations des social-démocrates de Moscou et, avant tout, naturellement, l'organisation dirigeante, le Comité de Moscou, doivent, pensons-nous, examiner cette affaire et prendre des mesures pour que l'anomalie signalée ne puisse se reproduire.

Voici un des nombreux exemples qui prouvent comment les rédacteurs anonymes du livre « traitent » les documents

* Voir le présent volume, pp. 170-178. (*N.R.*)

fournis par les organisations de la social-démocratie. Il s'agit du rôle des organisations révolutionnaires dans les événements de Moscou et, en particulier, de l'appel lancé par l'Organisation de combat près le Comité de Moscou du P.O.S.D.R. et publié le 11 décembre, dans le n° 5 des *Izvestia du Soviet des députés ouvriers* [93]. Les rédacteurs qui ne donnent pas un exposé complet du contenu et du caractère de ce numéro, exercent leurs facultés intellectuelles à ce genre de critique. Ils citent le passage suivant : « La lutte s'est déclenchée dans toute sa fureur. Depuis des heures se poursuivent dans les rues de Moscou des combats sanglants entre le peuple insurgé et les troupes tsaristes. » Les rédacteurs font leur « critique » : « Nous savons que, dans les rues de Moscou, il n'y eut que des escarmouches entre la troupe et de peu nombreux groupes de combat. » Et ces critiques, prenant le ton d'une fausse indignation, déblatèrent contre ceux qui ont « substitué (*sic*) à la lutte de masse l'action de quelques groupes armés ». Ils s'écrient : « Où devaient donc se trouver les masses, en quoi pouvait se manifester leur activité ?», etc.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Peut-on qualifier d'analyse scientifique pareils efforts pour faire montre de profondeur intellectuelle en ayant recours à de tels procédés critiques ? Voyons : dans un ouvrage historique sérieux, dans un chapitre spécial consacré au rôle des organisations révolutionnaires, les auteurs essaient de critiquer ce fait que le *11* décembre, c'est-à-dire quelques jours *avant* la crise, au moment d'inaugurer de *nouveaux* procédés de lutte, le Soviet des députés ouvriers a osé parler d'un « peuple insurgé » ! Ce Soviet aurait donc dû, avec une sage indulgence, parler de « peu nombreux groupes de combat », au lieu d'appeler le peuple et les masses à soutenir le combat engagé ? Comment ne pas qualifier de misérables ces efforts de doctrinaires, qui cherchent à « faire les malins », ces querelles sur les mots, alors que dans le livre de ces « rédacteurs » vous trouverez de *nombreux* passages qui parlent du peuple en général et qui disent comment « toute la population » est descendue dans la rue ! Comprenez donc, pauvres gens, que, pour se trouver, le 11 décembre, à Moscou dans une organisation révolutionnaire, et *ne pas parler* du peuple insurgé, il fallait être ou bien un Cent-Noir ou

bien un cuistre sans entrailles, du genre de Pollak dans *Vers les étoiles* de Léonide Andréev [94] !

Poursuivons. Au sujet de l'appel de l'Organisation de combat publié dans le même n° 5 des *Izvestia* les rédacteurs ironisent encore : « Des détachements de trois ou quatre hommes devaient, dans la pensée des auteurs de l'appel, faire au peuple le cadeau (!) d'une capitale émancipée de la domination séculaire de ses oppresseurs. » « L'Organisation de combat avait décidé que les masses n'avaient pas à intervenir. »

Voyons l'appel. Les rédacteurs n'en impriment *pas tout*, mais des extraits. Mais, même dans les extraits sélectionnés par ces « érudits », nous trouvons cet appel *direct* : « *Il faut que ces détachements deviennent aussi nombreux que possible.* » Ainsi, la pensée d'un « cadeau » quelconque au peuple, l'idée que « les masses *n'ont pas* à intervenir », est attribuée à des hommes qui, dès le premier jour de la bataille, ont demandé aux ouvriers de s'enrôler, « le plus nombreux possible », dans les détachements de combat.

Comment appeler cela ? Négligence de littérateur ou littérature de flibustiers ?

Les auteurs n'essaient pas le moins du monde d'analyser le lien qui existe entre une organisation de combat et la technique militaire, le rôle des combattants armés et des auxiliaires dans leurs rapports mutuels. Ils n'essaient pas de jeter un coup d'œil sur le passé ; ils oublient que les grèves générales et les manifestations, en Russie, débutèrent avec des effectifs peu nombreux, insignifiants, comparativement à ceux d'aujourd'hui. Dans leur ouvrage il n'y a pas ombre d'une recherche historique sérieuse ; on n'y trouve que des attaques qui excitent vraiment de la répugnance. Pour déformer le sens de l'appel de l'Organisation de combat, on n'en donne que des extraits à la page 145 ; ce n'est que plus loin que l'on note en passant que ce même appel invite les combattants à « ménager les soldats de l'infanterie » (p. 154), c'est-à-dire *tient directement compte* de la psychologie des masses, distingue nettement les troupes réactionnaires des troupes indécises. Par contre, l'appel des octobristes, qui n'a absolument aucun intérêt pour l'étude de l'insurrection de Moscou, est reproduit *intégralement* !

Les organisations social-démocrates ont confié des documents à des personnes qui publient intégralement l'appel des octobristes et qui donnent de minces fragments des appels de l'Organisation de combat du Soviet des députés ouvriers — et cela sans doute pour faire de l'esprit à bon compte...

Passons aux conclusions de ces messieurs les rédacteurs. « Le prolétariat, en tant que masse, n'a pas agi » (p. 245). « Le prolétariat de Moscou n'a agi ni les 9-10 décembre... ni les jours suivants. Et cela fait honneur à sa conscience et à son esprit d'organisation » (p. 244).

Entendez-vous, camarades ouvriers, on veut que désormais votre « honneur » soit de n'avoir *pas assez* combattu !! Que la masse ouvrière n'ait pas assez participé à l'offensive, c'est un bon point, voyez-vous. Mais qu'elle ait devancé ses dirigeants s'appliquant à dresser de nombreuses barricades, qu'elle ait réclamé de ses dirigeants, tout le temps, des appels à une action plus décisive, c'est sans doute le mauvais point à lui marquer...

« Ce qui s'est passé à Moscou, écrivent les rédacteurs, prouve que, dans la période historique que nous traversons et qui est caractérisée par un développement formidable du militarisme, la condition indispensable de la victoire du peuple insurgé, c'est l'adhésion effective d'une partie notable des troupes à la cause du peuple qui s'insurge ou bien le refus catégorique de la troupe à user de ses armes contre le peuple... »

Les sagaces rédacteurs n'ont rien vu, rien compris à la lutte engagée pour conquérir les troupes qui manifestaient de l'hésitation. Ils s'imaginent sans doute que l'insurrection est possible sans qu'il soit besoin de combattre les troupes réactionnaires, sans que la lutte active du peuple révolutionnaire ait porté le trouble dans les rangs de l'armée. Ils ont adopté le point de vue des cadets, qui sont prêts à saluer « l'adhésion » des troupes, mais qui déclarent que l'insurrection armée et la propagande de l'insurrection seraient « de la folie et un crime »...

« ... Une telle conduite de l'armée n'est possible qu'à la fin (*sic*) de la révolution, et encore à condition que celle-ci s'étende à tout le peuple. L'insurrection de décembre du prolétariat qui n'avait que la sympathie passive (?) des

masses de la population bourgeoise, *l'action en faveur de ses propres mots d'ordre* (souligné par nous) ne pouvaient pas (!) être soutenues par l'armée ; voilà pourquoi « le désir de faire de la grève générale une insurrection armée ne pouvait pas être couronné de succès et doit être regardé comme une erreur historique. »

Voilà la leçon que l'on vous donne, ouvriers de Moscou ! N'entreprenez pas d'action « en faveur de vos mots d'ordre à vous » !...

Il est difficile de comprendre comment des gens ont pu arriver à un tel pédantisme, à une telle pauvreté d'esprit propre aux cadets, et avilir ainsi les conclusions tirées de faits historiques les plus sérieux. Les social-démocrates de Moscou doivent exprimer leur indignation aux auteurs de ce livre et inviter tous les membres du Parti et tous les partisans de la révolution à recueillir d'autres documents afin de donner un exposé convenable, une critique sérieuse de l'insurrection de décembre. Les erreurs et les insuffisances de celle-ci doivent être implacablement mises à jour, pour former le prolétariat militant. Mais aux cadets et aux flibustiers de la littérature, le parti du prolétariat doit dire : Bas les pattes !

« Prolétari » n° 3, 8 septembre 1906

Conforme au texte du journal

SUR LES ACTES DE PARTISANS DU P.S.P. [95]

Notre Congrès d'unification, sans aucun doute, a rejeté résolument toute « expropriation », de sorte que, sous ce rapport, le Parti socialiste polonais n'est absolument pas fondé à prendre argument du P.O.S.D.R. Il est hors de doute également que le P.S.P., en organisant la « manifestation » du 2 (15) août, ne s'est pas demandé si cet acte était rationnel et n'a pas tenu compte de l'état d'esprit des masses, ni des conditions du mouvement ouvrier. La nécessité de tenir compte de toutes ces circonstances est évidente, et, dans le projet de résolution bolchevique sur les actes de partisans, elle est soulignée par un paragraphe spécial. Mais, à notre avis, ce qu'il faut blâmer, c'est une *altération* de la tactique, dans la guerre de partisans, due au P.S.P., ce n'est pas cette « tactique » en soi d'une façon générale. Un acte de partisans comme celui des ouvriers de Saint-Pétersbourg, qui, l'année dernière, démantelèrent l'établissement des Cent-Noirs « Tver » [96], serait probablement approuvé par nos camarades de la social-démocratie polonaise.

« Prolétari » n° 3, 8 septembre 1906

Conforme au texte du journal

UNION DU BUND ET DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

Dernièrement a eu lieu le VII[e] congrès du Bund, organisation des ouvriers social-démocrates juifs de Russie. D'après les comptes rendus de ce congrès, le nombre des membres du Bund est de 33 000, répartis en 257 organisations. La représentation au congrès était organisée selon des principes démocratiques : un délégué pour 300 membres du Parti. Près de 23 000 membres ont participé aux élections et ont envoyé au congrès 68 délégués avec voix délibérative.

La principale question débattue au congrès fut celle de l'union du Bund et du P.O.S.D.R. On sait que le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. s'était prononcé pour l'union et en avait entériné les conditions. Le VII[e] congrès du Bund a maintenant accepté ces conditions. L'union avec le P.O.S.D.R. a été adoptée par 48 voix contre 20. Ainsi, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est enfin devenu véritablement uni et panrusse. Le nombre de ses membres atteint à présent *plus de 100 000* ; 31 000 étaient représentés au Congrès d'unification, auxquels s'ajoutent environ 26 000 social-démocrates polonais, environ 14 000 Lettons et 33 000 Juifs.

Les représentants du Comité central du Bund sont entrés au Comité central du P.O.S.D.R. Il reste — ce qui n'est pas facile — à réaliser la fusion des organisations locales du Bund avec celles du P.O.S.D.R.

La seconde question débattue au congrès du Bund a été la conjoncture politique actuelle. Dans une résolution circonstanciée, adoptée à l'immense majorité des voix, le VII[e] congrès du Bund a fait sien le mot d'ordre tactique de *convocation d'une assemblée constituante* et rejeté toute clause capable de l'affaiblir, telle que « par la Douma », etc. Le boycottage de la Douma a été rejeté sous condition, c'est-à-dire en reconnaissant la nécessité de participer aux élections au cas où le parti du prolétariat serait en état de mener librement sa campagne électorale.

La troisième question concernait les « actions de partisans », sans faire de distinction entre les « ex » * et les actes de terrorisme. Une résolution *contre* les actions de partisans a été adoptée à une écrasante majorité.

La dernière question fut l'organisation du Bund. Des statuts ont été adoptés.

Nous nous bornons, pour le moment, à ces brèves remarques, mais espérons donner très prochainement à nos lecteurs plus de détails sur les décisions de ce VII[e] congrès du Bund.

Ecrit dans la première quinzaine de septembre 1906. Publié pour la première fois en 1937 dans le Recueil Lénine XXX

Conforme au manuscrit

* Les « ex » : dans le langage familier des révolutionnaires d'alors, les *expropriations*. (*N.R.*)

LES MENCHEVIKS SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

Dès le début de 1905, les social-démocrates disaient que le projet de programme du parti s.-r. (« socialiste-révolutionnaire ») indiquait une transition manifeste « du populisme [97] au marxisme * ». Il est évident que le parti qui accomplissait cette transition devait inévitablement se désagréger.

Aujourd'hui, cette désagrégation idéologique et politique du Parti socialiste-révolutionnaire est un fait acquis. Les *Procès-verbaux du I^er^ Congrès du Parti socialiste révolutionnaire* parus cette année à Paris, en volume, ont nettement indiqué toutes les lignes de cette désagrégation. La littérature politique actuelle des « maximalistes » et des représentants du « parti socialiste-populiste du Travail » en formation a définitivement montré l'ampleur de la désagrégation.

A l'intérieur de la social-démocratie, les deux grandes scissions qu'elle a subies — la scission entre les « économistes » [98] et les partisans de l'ancienne *Iskra* en 1900-1903, et celle qui s'est produite entre les « mencheviks » et les « bolcheviks » en 1903-1906 — avaient été provoquées par la lutte aiguë entre les deux courants propres à tout le socialisme international : le courant opportuniste et le courant révolutionnaire, dans leur forme particulière correspondant à diverses périodes de la révolution russe. Par contre, le

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 76-83. (*N.R.*)

parti socialiste-révolutionnaire se divisa dès la première tentative d'action tant soit peu ouverte où se manifesta tant soit peu l'esprit de parti, et il se divisa en *trois tendances* : 1. la gauche, les « maximalistes » ; 2. le centre, les socialistes-révolutionnaires du type ancien ; 3. la droite, les opportunistes (autrement dit : « légalistes », «socialistes-populaires-troudoviks », etc.) dont nous parlerons dans cet article. D'après les procès-verbaux du 1er Congrès du Parti socialiste-révolutionnaire, on voit clairement les contours de ces trois tendances. Aujourd'hui les courants qui se sont détachés (ou qui se détachent ?) du « centre » s'expriment nettement dans la presse. Les maximalistes ont publié : *Droit au but* et une grosse brochure-programme de M. Tag-in [99] : *Principes d'une théorie du travail.* Les socialistes-révolutionnaires opportunistes ont dit leur pensée jusqu'au bout dans les écrits de M. Péchékhonov et Cie. Le représentant du « centre », M. Tchernov, a traité fort justement les maximalistes de « socialistes vulgaires » dans le journal *Mysl* (ou peut-être dans le *Goloss* ou le *Diélo Naroda* [100], etc.). Mais, si je ne me trompe, il n'a rien dit jusqu'à présent dans la presse des socialistes-révolutionnaires opportunistes. Le « marais » socialiste-révolutionnaire fait probablement fort bon ménage avec l'« extrême droite » de ce parti dans les journaux ci-dessus dénommés.

La division des partisans du « principe du travail », disciples de Lavrov et de Mikhaïlovski, en trois tendances constitue un gros événement politique dans l'histoire du radicalisme petit-bourgeois russe. Les marxistes doivent observer avec la plus grande attention cet événement, qui éclaire indirectement l'orientation politique que prend l'éveil de la pensée des paysans russes.

La contradiction fondamentale dans le programme des socialistes-révolutionnaires, c'est leur hésitation entre le populisme et le marxisme. Celui-ci exige une nette délimitation entre le programme maximum et le programme minimum. Le maximum, c'est la transformation socialiste de la société, qui est *impossible* sans l'abolition de la production marchande. Le minimum, ce sont des réformes possibles encore dans le cadre de la production marchande. En confondant ces deux programmes, on est inévitablement amené à déformer le socialisme prolétarien dans un esprit

petit-bourgeois, opportuniste et anarchiste ; on *obscurcit* inévitablement la tâche de la révolution sociale, qui est réalisable par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Du point de vue du vieux mouvement des populistes russes, des principes de Lavrov, de V. V., de Mikhaïlovski et Cie, la délimitation entre le programme maximum et le programme minimum est inutile et incompréhensible, car la théorie des populistes nie que l'on puisse appliquer les lois et les catégories de la production marchande à l'économie paysanne russe. Les partisans plus ou moins conséquents de Lavrov et Mikhaïlovski (ainsi que ceux de V. V. et de Nicolaï-on [101], que l'on a tort d'oublier, car les populistes modernes *n'ont pas d'autres* sources où puiser leurs idées *économiques*) devaient inévitablement *s'élever* contre cette division marxiste du programme en maximum et minimum. Et la première tentative faite par les socialistes-révolutionnaires pour renoncer aux petits cercles et pour constituer un parti a montré la force et le sens de cette révolte. Les partisans des tendances révolutionnaires du populisme déclarèrent : Pourquoi ne revendiquer que la socialisation de la terre ? Nous revendiquons la socialisation des fabriques et usines aussi. A bas le programme minimum ! Nous sommes des maximalistes ! A bas la théorie de la production marchande !

En somme, ce courant maximaliste se confond presque, comme il fallait s'y attendre, avec l'anarchisme.

Les partisans des courants opportunistes dans le populisme, les populistes des années 80, se mirent à crier : A quoi bon le programme maximum et toutes dictatures du prolétariat ? Le socialisme, c'est une perspective lointaine ! A quoi bon le mot : « socialiste-révolutionnaire » qui fait peur *aux masses* ? A quoi bon demander la « République » ? A quoi bon un parti illégal ? A bas tout cela ! A bas le programme maximum ! A bas les passages « dangereux » du programme minimum ! Au lieu d'un programme, ayons une plate-forme de « Parti socialiste populaire du Travail * » légal, non républicain !

---

* Voyez surtout les articles de M. Péchékhonov dans le cahier de juillet-août du *Rousskoïé Bogatstvo* [102], ainsi que les notes de

Les socialistes-révolutionnaires du centre, les vieux socialistes-révolutionnaires, *ne peuvent* se défendre de ces deux courants qu'en invoquant les lois de la production marchande et qu'en adoptant *au fond* le point de vue du marxisme. Voilà pourquoi ont été parfaitement légitimes les accusations de marxisme qui furent formulées au Ier Congrès des socialistes-révolutionnaires, tant par la droite que par la gauche, contre le centre auquel on reprochait de vouloir rivaliser avec les social-démocrates et de reprendre leurs idées. L'adhésion de ce centre à la social-démocratie est aujourd'hui une question de temps. Plus vite arrivera l'époque de l'existence légale des partis révolutionnaires, et plus vite cela se produira. Aucun des préjugés qui existent contre le « dogmatisme » marxiste ne résistera à la logique implacable des événements.

La courte existence de la Douma des cadets fut l'époque où les représentants de la masse paysanne ont fait leur première sortie sur la scène politique russe. Les socialistes-révolutionnaires devaient nécessairement chercher à se rapprocher de ces représentants et essayer de les organiser politiquement autour de *leur* programme. On a vu que les social-démocrates ont formé assez vite leur fraction parlementaire *du Parti*. Par contre, pendant tout ce temps, les socialistes-révolutionnaires n'ont pu agir que cachés derrière les troudoviks. On a aussitôt vu que le petit producteur était incomparablement moins apte à l'organisation politique que la classe ouvrière. Bien plus : même derrière les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires n'ont pas pu réaliser l'*unité* de la campagne politique. Sur la question de la terre, qui est essentielle pour les paysans, la scission entre les opportunistes et les socialistes-révolutionnaires du centre a bientôt éclaté. Les premiers ont vaincu sur le terrain de l'action « parlementaire » devant les représentants de la masse : ils ont rallié 104 troudoviks en faveur du projet agraire [103] opportuniste, alors que le projet agraire se rapprochant du programme du parti socialiste-révolutionnaire n'a rallié à la fin que 33 troudoviks sur les mêmes 104.

journaux sur la formation du « Parti socialiste-populaire du Travail », sur la séance de sa commission d'organisation ou de son Comité de Pétersbourg, etc.

Cette scission qui s'est produite publiquement, devant tout le peuple, obligeait forcément les intéressés à systématiser les divergences qui l'avaient provoquée. M. Péchékhonov, un des leaders des socialistes-révolutionnaires opportunistes, est allé le plus loin dans cette systématisation. Voici, telles qu'il les expose, les conceptions, les « contours et dimensions de la plate-forme »... des cadets d'inspiration paysanne :

« Les revendications révolutionnaires doivent être conformes et adaptées aux forces révolutionnaires » (*Rousskoïé Bogatstvo* n° 8, p. 194). Voilà pourquoi la revendication : « terre et liberté » ne doit pas « être poussée trop loin ». A la place du programme maximum et du programme minimum « des deux partis socialistes : les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires », le petit bourgeois a besoin d'une « *plate-forme* » unique comme « plan de campagne arrêté non pas pour une longue période allant jusqu'au socialisme, mais pour la période la plus proche ». Le chemin qui reste à parcourir jusqu'au but final, c'est une « *perspective qui disparaît dans le lointain* » (p. 196). Voilà pourquoi il faut *supprimer la République* dans la « plate-forme » : « nous devons tenir compte du facteur psychologique... L'idée de la monarchie est trop fortement enracinée dans la conscience populaire... » « Mille années n'ont pas passé pour rien... » « Il est indispensable de compter avec cette psychologie des masses... » « La question de la République exige une circonspection extrême » (p. 198). Il en est de même de la question nationale : « Nous sommes encore obligés de compter avec la psychologie d'un peuple éduqué par son histoire millénaire... » « Voilà pourquoi nous estimons que nous devons aller dans les masses non pas avec le mot d'ordre : indépendance des nationalités » (et non de leur droit à disposer d'elles-mêmes, ajoute l'auteur dans un autre passage), « mais avec la revendication dictée par la vie et qui est : le droit des nationalités à l'autonomie ». En un mot M. Péchékhonov pose nettement la question : « Peut-on prendre toute la liberté ? » et il répond nettement : *Non.*

Il pose cette autre question : Peut-on prendre toute la terre ? Et il répond aussi : *Non.* Prudence, prudence, prudence, messieurs ! Les députés paysans à la Douma

disaient à M. Péchékhonov : « On nous a envoyés ici pour prendre la terre et non pas pour la rendre. » Aujourd'hui, les paysans ne veulent ni la socialisation (égalisation) ni la nationalisation de la terre. Ils la craignent. Ils ne demandent qu'un *supplément* de terre. « Il serait donc plus raisonnable de ne pas pousser jusqu'au bout, dans la « plateforme », la revendication de la « terre » (p. 206). « Il me paraît même dangereux de soulever en ce moment la question d'une égalisation agraire dans tout le pays » (p. 205). « Les lotissements et les domaines privés doivent être laissés dans les limites de la norme de travail, à leurs possesseurs actuels », conformément au projet des 104. La transmission de la terre au peuple doit être différée sans doute aussi comme « perspective qui disparaît dans le lointain ».

La prudence, la modération et l'exactitude sont indispensables tant dans les moyens de la lutte que dans la façon de s'organiser. L'insurrection armée ? « Je (c'est Péchékhonov qui parle) répète constamment : puisse cette épreuve nous être épargnée ! Il serait trop fâcheux de concevoir l'insurrection non seulement comme une triste possibilité, mais aussi comme une nécessité fatale... » « Il est dangereux... de s'en servir sans prudence... Le mouvement tout entier peut en souffrir » (n° 7, pp. 177-178). « La tâche principale qui est à l'ordre du jour, c'est l'organisation des « forces populaires ». « Je ne crois guère que cette tâche puisse être accomplie de façon plus ou moins satisfaisante par les deux partis socialistes que nous avons. Il est temps de se rendre compte qu'une organisation clandestine ne peut pas englober les masses. Sous ce rapport, le parti cadet a, lui aussi, montré son inconsistance. Il est évident que cette tâche doit être assumée par quelqu'un d'autre, et pour cela il faut, d'après moi, un parti socialiste légal » (n° 7, pp. 179-180).

Comme le lecteur le voit, on ne peut pas dire que les conceptions de M. Péchékhonov ne présentent pas un tout harmonieux et achevé. Ce défenseur de la monarchie, ce politicien, qui justifie la politique du fouet parce qu'elle a une histoire millénaire, ne laisse pas subsister grand-chose du programme officiel des socialistes-révolutionnaires. Et si messieurs les socialistes-révolutionnaires « véri-

tables » * ont pu, durant toute la période de la Douma, adroitement dissimuler de *tels* désaccords, s'ils ont pu, pour les dissimuler, travailler ensemble dans les mêmes journaux, cela ne fait que prouver jusqu'où peut aller *l'hypocrisie politique*.

Quelle est la base de classe, la base sociale et économique de l'opportunisme des socialistes-révolutionnaires ? Celle-ci : les Péchékhonov et Cie *flattent les intérêts du petit moujik diligent*, adaptent le socialisme aux intérêts de ce dernier.

Prenez la principale question : celle de la terre. M. Péchékhonov répète deux fois avec un plaisir visible l'adage des paysans troudoviks : « On nous a envoyés ici pour prendre la terre et non pas pour la rendre. » En effet, ces paroles sont très significatives. Mais elles réfutent entièrement les illusions petites-bourgeoises des populistes et confirment toutes les thèses des marxistes. Ces paroles montrent avec évidence que les instincts de propriété du paysan moyen *se réveillent déjà*. Or, il faut complètement ignorer l'économie politique et l'histoire de l'Europe occidentale pour ne pas savoir que ces instincts grandissent et se développent d'autant plus fortement que la liberté politique et les droits du peuple sont plus larges.

Ceux pour qui le socialisme n'est pas une vaine phrase, quelle conclusion devaient-ils tirer de ces paroles du petit moujik diligent, sensé, élu par la « masse » ? Evidemment, celle-ci : que cette classe de petits cultivateurs *ne peut pas* être le porte-parole du socialisme ; que les socialistes peuvent et doivent soutenir la classe des petits cultivateurs dans leur lutte contre les propriétaires fonciers *uniquement* à cause du caractère démocratique bourgeois de cette lutte et pour obtenir dans cette lutte des résultats démocratiques bourgeois ; qu'un socialiste *a le devoir* non de voiler, mais de *montrer* l'opposition des intérêts entre la masse ouvrière et ces petits propriétaires qui cherchent à renforcer et à consolider *leur* situation de petits propriétaires, qui seront hostiles à toute idée de « rendre » la terre ou quoi que ce soit à la masse des paysans pauvres, miséreux, ne possédant rien. « Nous voulons prendre la terre et non pas la rendre » !

* Malgré leurs phrases révolutionnaires grandiloquentes.

Peut-on concevoir une expression plus vive des instincts de propriété et des aspirations petites-bourgeoises ?

Un social-démocrate en tire cette conclusion : nous devons soutenir ces petits propriétaires dans leur lutte contre les grands propriétaires fonciers et l'autocratie à cause du caractère révolutionnaire démocratique bourgeois de cette lutte. Avec leur victoire s'améliorera la situation de l'ensemble du peuple, mais cette amélioration ira dans le sens du développement du régime *capitaliste*. Voilà pourquoi nous devons non pas flatter les instincts de *propriétaires* de cette classe, mais au contraire, *dès maintenant* engager la lutte contre ces instincts, expliquer leur valeur au prolétariat, le mettre en garde et l'organiser en un parti indépendant. Voici notre programme agraire : aider les petits cultivateurs à se débarrasser, par la voie révolutionnaire, des féodaux, leur indiquer les conditions permettant de réaliser la nationalisation de la terre, qui est le meilleur régime agraire en société capitaliste, et montrer toute la différence entre les intérêts du prolétaire et ceux du petit propriétaire.

Le socialisme du petit boutiquier arrive à une autre conclusion : il faut « compter » avec la psychologie de la « masse » (de la masse des petits propriétaires, et non de la masse de ceux qui ne possèdent pas d'exploitation agricole) ; il faut servilement s'accommoder au désir des petits cultivateurs de « prendre » la terre au propriétaire foncier et de ne pas la « donner » au prolétaire ; il faut, pour plaire au petit cultivateur, renvoyer le socialisme dans un « lointain » nébuleux ; il faut *reconnaître* le désir du petit cultivateur de *consolider* sa situation de propriétaire ; en un mot, le « socialisme » consiste à défendre servilement les intérêts étroits des petits propriétaires et à s'incliner bien bas devant leurs préjugés.

Les sentiments monarchistes sont un préjugé. Vous pensez, peut-être, que le devoir des socialistes est de combattre les préjugés ? Vous êtes dans l'erreur ; le « socialisme du travail » doit s'adapter aux préjugés.

Vous pensez peut-être que l'ancienneté et la « solidité » (?) du préjugé monarchiste commandent de le combattre de façon particulièrement implacable ? Vous êtes dans l'erreur : le « socialisme du travail », en se basant

sur l'ancienneté de la politique du fouet, estime qu'il est nécessaire de se montrer « extrêmement prudent » vis-à-vis de cette politique.

Certes, M. Péchékhonov, qui combat — ou plutôt prétend combattre — les cadets, reprend entièrement le raisonnement de ceux-ci en faveur de la monarchie. Mais qu'importe ! Ne saviez-vous donc pas jusqu'à présent que le radical bourgeois combattait le libéral bourgeois *uniquement* pour prendre sa place, et non pas pour substituer à son programme un programme essentiellement différent ? Auriez-vous donc oublié l'histoire des « socialistes-troudoviks » français... c'est-à-dire des radicaux socialistes qui ont « combattu » les cadets français afin, une fois devenus ministres, d'agir tout comme de vrais cadets ? Ne voyez-vous donc pas que M. Péchékhonov ne se dinstingue pas plus de M. Strouvé que Bobtchinski ne se distinguait de Dobtchinski [104] ?

M. Péchékhonov comprend peut-être qu'entre le désir de « prendre la terre, mais *de ne pas la rendre* » et la *monarchie* il existe un certain rapport *matériel*. Pour « ne pas rendre », il faut *défendre* ce qu'on détient. Or, la monarchie n'est rien d'autre qu'une force policière mercenaire destinée à protéger ceux qui « ne veulent pas rendre » contre ceux qui sont *susceptibles* de prendre *. Les cadets ont besoin de la monarchie pour protéger la grosse bourgeoisie. Les « socialistes-troudoviks » ont besoin de la monarchie pour protéger les paysans diligents.

Il va sans dire que cette conception des « socialistes-troudoviks » comporte fatalement une attitude pédantesque et banale à l'égard de l'insurrection (« triste possibilité » ; voyez aussi les articles que M. Strouvé a publiés en été 1905 dans l'*Osvobojdénié* sur la « folle et criminelle propagande de l'insurrection »). D'où le mépris superbe qu'ils professent pour une « organisation clandestine » ; d'où les aspirations vers un « parti *socialiste légal* » qu'ils ont

* L'autre arme de protection policière des possédants porte le nom *d'armée permanente*. Et M. Péchékhonov écrit : « La République démocratique implique *probablement* le remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple » (n° 8, p. 197). Messieurs les partisans de Lavrov et de Mikhaïlovski, veuillez nous dire *franchement* ce que signifie ce superbe « probablement ».

formulées en août 1906. Mais les facteurs historiques objectifs qui rendent l'insurrection *inévitable*, qui, malgré tous les préjugés de la masse ignorante, lui imposent, au nom de ses intérêts essentiels, la lutte contre la monarchie, qui font, de ces aspirations veules vers un « parti socialiste légal », de l'eau pour le moulin des Ouchakov [105], tous ces facteurs historiques objectifs, les Péchékhonov n'y pensent pas. Les disciples de Lavrov et de Mikhaïlovski doivent compter avec la psychologie de la masse opprimée, et non avec les facteurs objectifs qui *transforment* la psychologie de la masse *combattante*.

Résumons. Nous savons maintenant ce que c'est qu'un socialiste-populiste-troudovik. Troudovik, cela signifie : qui rampe devant les intérêts des petits cultivateurs cherchant à « prendre et non pas à rendre ». Populaire, cela veut dire : qui rampe devant les préjugés monarchistes du peuple, devant la crainte chauvine de voir quelques nationalités se détacher de la Russie. Socialiste, cela veut dire : qui voit le socialisme comme une perspective se perdant dans le lointain, qui substitue au programme limité, doctrinaire et encombrant pour les politiciens, une « plate-forme » large, libre, souple, mobile, légère, impudique et même dénudée. Vivent les « socialistes-populistes-troudoviks » !

Les Péchékhonov sont les premières hirondelles de la réaction sociale qui commence parmi les paysans russes. Le bon Dieu a envoyé sur la terre les Péchékhonov pour démontrer la thèse marxiste selon laquelle tout petit propriétaire a une double nature. Il y a, chez le paysan, du bon sens et des préjugés, il y a les capacités révolutionnaires de l'exploité et les aspirations réactionnaires du petit propriétaire, qui cherche « à prendre et non pas à rendre ». Les Péchékhonov sont les porte-parole idéologiques des côtés réactionnaires du cultivateur aisé. Les Péchékhonov contemplent le « *derrière* » du moujik russe. Les Péchékhonov font *idéologiquement* le travail que les Gourko et les Stichinski font d'une façon *grossièrement matérialiste* en amadouant la bourgeoisie rurale par la vente des terres domaniales et des apanages.

Mais il n'est pas encore sûr qu'en procédant à un rac-

commodage pareil, on arrive à affaiblir plus ou moins considérablement le choc qui doit bientôt se produire entre les masses et leurs exploiteurs dans une lutte violente. Il n'est pas encore sûr que le préjugé traditionnel des paysans, rafistolé par les opportunistes de tout acabit, l'emporte sur le bon sens des paysans pauvres qui s'éveille dans le feu de la révolution. En tout cas, les social-démocrates accompliront leur devoir, qui est de développer et d'épurer la conscience *révolutionnaire* des paysans.

Puissent les Péchékhonov servir d'avertissement aux social-démocrates de l'aile droite ! En critiquant les socialistes-populistes-troudoviks, nous pourrions quelquefois dire à certains social-démocrates mencheviks : *Mutato nomine de te fabula narratur* (c'est de toi qu'il s'agit, seul le nom est changé). Chez nous aussi certains camarades soupirent après un parti légal, sont prêts à remplacer le programme par une plate-forme, à se rabaisser au niveau de la masse. Nous avons Plékhanov qui a donné la fameuse appréciation de l'insurrection de décembre : « Il ne fallait pas prendre les armes » ! Nous avons Malichevski, collaborateur des *Otkliki Sovrémennosti* [106] qui avait fait une tentative (*pas* dans cette revue, il est vrai) de rayer la République du programme. Ces gens-là ne feraient pas mal de bien regarder les Péchékhonov dans leur « beauté naturelle ».

«Prolétari» n° 4, 19 septembre 1906

Conforme au texte du journal

ON PRÉPARE UN NOUVEAU COUP D'ETAT !

La lettre de Goutchkov à Troubetskoï [107] a longtemps occupé et occupe encore une partie de notre presse politique, si l'on peut appeler ainsi les journaux « reptiliens » [108] et les quelques organes libéraux qui subsistent. En fait, cette lettre a une certaine importance. Elle marque une sérieuse avance pour le développement des tendances contre-révolutionnaires dans la haute bourgeoisie russe. Pour ces milieux la grève politique d'octobre a déjà joué le rôle d'un tournant décisif. Aussitôt après le 17 octobre, le gros bourgeois a dit : « Assez ! » Voilà pourquoi un trait original, et très caractéristique, de la révolution russe s'est trouvé être que les éléments de la haute bourgeoisie aient choisi la date du manifeste constitutionnel pour donner un nom à leur parti ; ils se sont rangés du côté du gouvernement tsariste qui a entrepris d'adapter la nouvelle Constitution à l'autocratie. Octobre, c'est la date de la seule victoire partielle qui ait été jusqu'à présent remportée par la révolution en Russie. Les octobristes, c'est ainsi que s'appelle chez nous le parti de la haute bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Les antagonismes de classe de la révolution russe se révèlent nettement dans ce rapprochement de termes qui implique une contradiction. L'explication en est donnée par la conception marxiste de la révolution russe actuelle. C'est une révolution bourgeoise. De toute façon, elle déblaie le terrain pour un développement plus large et plus rapide du capitalisme. Croire que le triomphe complet des paysans révolutionnaires dans leur lutte pour la terre serait

une victoire du « principe du travail » et un progrès dans le sens de la « socialisation », ce n'est qu'une illusion de petits bourgeois. Mais le déblaiement inévitable du terrain pour le capitalisme peut se faire dans deux grandes directions. La transformation de la Russie féodale en un pays bourgeois est possible dans des conditions qui assureraient aux masses paysannes et prolétariennes le maximum de bien-être concevable en régime capitaliste. Elle est également possible dans des conditions qui sauvegarderaient surtout les intérêts des classes possédantes, des propriétaires fonciers et des capitalistes. Jusqu'à présent notre révolution suit la deuxième voie. Et si elle ne remporte plus une seule grande victoire, il est hors de doute que les légataires universels de la révolution russe seront les bourgeois contre-révolutionnaires, les octobristes, de même qu'après la révolution tronquée de 1848 en Allemagne, ce rôle avait été tenu par le hobereau Bismarck.

M. Goutchkov n'est pas tout à fait un sot. Il goûte déjà le plaisir qu'il aura à prendre, après la défaite définitive de la révolution, les rênes du gouvernement et à combiner le « libéralisme » bourgeois, libéralisme d'affaires et de louches tractations avec une répression militaire et policière implacable contre « le menu peuple » mécontent. En homme d'affaires, en bourgeois pratique, dénué de principes, M. Goutchkov a mieux compris les réalités de la situation politique que bien des philosophes et des phraseurs parmi nos intellectuels bourgeois. (*L'ignorance est moins éloignée de la vérité que le préjugé**.) M. Goutchkov ramène à terre les idéaux bourgeois des cadets. Significatif surtout, sous ce rapport, est le passage suivant de sa lettre qui n'a pas été suffisamment apprécié par notre presse servile :

« Aujourd'hui, il est incontestable, écrit Goutchkov à Troubetskoï, que le triomphe de la révolution ou même une nouvelle aggravation de la crise révolutionnaire enterreraient notre jeune liberté politique, ainsi que les restes de notre culture et de notre bien-être. »

C'est là une appréciation remarquablement juste et remarquablement ingénieuse de la situation politique actuelle du point de vue des intérêts du capitaliste et du

* En français dans le texte. (*N.R.*)

gros propriétaire foncier. M. Goutchtov prend le taureau par les cornes. Le problème de la situation politique actuelle est bien là : *verrons-nous s'aggraver la crise révolutionnaire ?* M. Goutchkov, grâces vous soient rendues pour cette franchise ! Nous comprenons fort bien que votre hardiesse, votre sincérité, votre vivacité, votre ardeur à l'assaut et, enfin, passez-nous l'expression, votre aptitude à « mettre les pieds dans le plat » déplaisent aux professeurs et aux diplomates bourgeois de la *Retch*. Mais nous, socialistes, nous sommes ravis de cette aptitude. Elle nous arrange.

Donc, quiconque veut sérieusement poser la question de la situation politique actuelle doit très nettement définir son attitude vis-à-vis d'*une nouvelle aggravation de la crise révolutionnaire*. C'est ce que fait M. Goutchkov. « Je suis contre », déclare-t-il implicitement dans toute sa lettre. Je subordonnerai tout à la lutte qu'il faut mener pour empêcher cette aggravation, pour écraser tout ce qui pourrait l'amener. Le motif est clair. Une telle aggravation serait lourde du *triomphe de la révolution*, lequel serait à son tour une menace pour « ce qui reste »... des domaines de MM. Goutchkov, Romanov, Stolypine et de toute la bande des pogromistes, pour « ce qui reste » des privilèges de la bourgeoisie, qui peuvent servir de rempart contre de nouvelles entreprises du prolétariat, en un mot pour « ce qui reste de *notre* (celui des Goutchkov, des Romanov, des Stolypine) bien-être ».

M. Goutchkov raisonne fort bien, beaucoup mieux et avec beaucoup plus d'esprit de suite que les cadets qui jettent de hauts cris aujourd'hui et qui, dans la personne des Vinogradov, des Strouvé, des Izgoev, des Berdiaev et des Milioukov, ont déploré mille fois d'avance l'enterrement de la « liberté et de la culture », devant la perspective d'un triomphe de « la folie déchaînée ».

Les révolutionnaires eux aussi ne feraient pas mal d'apprendre de la réaction comment on doit poser logiquement le problème de la situation politique actuelle, *qui est celui* d'une « nouvelle aggravation de la crise révolutionnaire ». Cette aggravation signifiera inévitablement une action plus étendue des masses, grâce à l'expérience acquise de la grande année de la grande révolution russe. Cette expérience, qui, de la grève d'octobre, va à l'insurrection

de décembre, puis à la paisible Douma et à sa dissolution, mène à une insurrection armée de toute la Russie, à une offensive, soutenue par la grève, moyen de lutte accessoire.

Le gouvernement règle toute sa politique sur l'éventualité de cette aggravation de la crise révolutionnaire, à laquelle tout le monde s'attend. C'est certainement à dessein qu'il n'a pas fixé la date des élections pour la nouvelle Douma ; il a voulu réserver sa liberté d'action afin de tenter, dans le cas où la lutte engagée par le pays deviendrait par trop violente, de la fragmenter en fixant alors brusquement cette date. Il est également certain que le gouvernement s'en tient au même point de vue, lorsqu'il etudie attentivement la question de savoir s'il convoquera une nouvelle Douma *et maintiendra la loi électorale actuelle*. Or, la social-démocratie a moins que quiconque le droit de négliger cette question.

Le gouvernement se trouve devant ce dilemme : essayer de convoquer une deuxième fois la Douma en se basant sur la loi électorale en vigueur, en renforçant la répression, en exerçant une pression sur les électeurs et en organisant les Cent-Noirs ; ou bien modifier la loi électorale *avant* la convocation de la nouvelle Douma, de façon à s'assurer une Douma « susceptible de travailler », c'est-à-dire une Douma « de Cent-Noirs ». L'esprit réactionnaire de la classe des propriétaires fonciers, les victoires remportées dans les zemstvos par les propriétaires fonciers qui sont des Cent-Noirs, le mécontentement qui grandit manifestement dans le peuple, tout cela indique nettement au gouvernement qu'il doit immédiatement abolir la loi électorale actuelle, limiter le droit de suffrage, revenir de la Douma de Witte à celle de Boulyguine, ou pire encore, ou bien simplement convoquer une deuxième Douma composée des délégués des zemstvos. Les bas plumitifs de la presse laissent déjà transpirer que ces plans existent dans les « hautes sphères », c'est-à-dire dans la camarilla, et ils préparent le terrain en cherchant à démontrer que l'autocratie a le « droit » de promulguer une nouvelle loi électorale sans le consentement d'une Douma.

Voyons quelle est, de ces « tendances » de la politique gouvernementale, la plus probable. La légalité « consti-

tutionnelle », la prudence politique, la loyauté parlent en faveur du maintien de la loi du 11 décembre. Comme vous le voyez, ce sont là des considérations « morales » sur lesquelles les Romanov et les Pobédonostsev ont l'habitude de cracher. Et vraiment il serait ridicule de penser que des gens qui, de la tête aux pieds, sont couverts de sang et de boue, qui, dans une lutte suprême, défendent désespérément leurs droits féodaux, se guideront sur de pareilles considérations. Il serait ridicule de croire que la bande tsariste s'embarrasse d'un souci de « légalité », elle qui n'a pas hésité à promulguer cette même loi du 11 décembre et celle du 20 février [109] et tant d'autres et qui ne se gêne pas davantage aujourd'hui pour violer outrageusement la « loi ». Ce sont là de bien piètres arguments !

Mais l'opinion de l'Europe ? La nécessité d'y ouvrir un emprunt ? C'est là le besoin le plus pressant. Et le capital européen ne donnera de l'argent que si l'« ordre » est garanti ! Mais que sera cet « ordre », le capital s'en soucie fort peu ; il verrait même avec plus de sympathie régner l'« ordre » qu'on trouve dans un cimetière. Or, une deuxième Douma de cadets (ou bien, à Dieu ne plaise ! une Douma plus à gauche) promet de nouvelles révélations sur l'état des finances, un nouveau « désordre » ! Non, précisément du point de vue de l'emprunt qu'il veut faire en Europe, le gouvernement a tout intérêt à abolir la loi électorale actuelle afin de s'assurer une Douma de Cent-Noirs qui approuvera tous les emprunts qu'on voudra.

Bien entendu, il ne faut pas oublier qu'au fond un accord entre l'autocratie et la bourgeoisie libérale monarchiste est *indispensable* en raison de facteurs économiques et politiques très profonds. L'échec d'un premier essai d'accord par l'intermédiaire de la I^re^ Douma ne signifie pas encore et ne peut signifier qu'aucune tentative semblable ne réussira — et des tentatives de ce genre seront faites encore bien des fois. Mais c'est justement par l'intermédiaire d'une Douma de cadets qu'une entente serait à présent improbable (et l'autocratie ne saurait compter là-dessus).

Les révolutionnaires s'instruisent à l'expérience de la révolution, mais l'autocratie en profite aussi et elle s'y instruit avec beaucoup d'application. Il y a très peu d'espoir

que la prochaine Douma soit plus à droite que la précédente si la loi électorale actuelle reste en vigueur, et tout le monde s'en rend bien compte. La date de la convocation de la deuxième Douma tombe justement à la fin de l'hiver, moment où la famine, le chômage, la misère des larges masses atteignent d'ordinaire leur extrême degré. Les partis qui sont à gauche des cadets seront alors incontestablement bien moins disposés que précédemment à se laisser mener par la bourgeoisie libérale monarchiste ; ils seront bien plus capables d'actions politiques énergiques et indépendantes. Non, vraiment, nous ne devons nous faire aucune illusion, nous ne devons pas nous figurer l'ennemi comme tout à fait inintelligent, malavisé et dépourvu de circonspection. Nous ne devons pas douter que les « preux de la pensée et de l'action », qui siègent à ce gouvernement de Cent-Noirs n'appliquent déjà tous leurs efforts à rendre impossible le retour d'une Douma de cadets.

Par l'épreuve de la dissolution de la Douma, le gouvernement a vu qu'une grande insurrection de tout le peuple ne s'est pas produite immédiatement. Le *coup d'Etat** préparé dans le silence et le secret a été du goût des hautes « sphères ». Celles-ci se trouvent sous la très forte impression de ce qui leur paraît être un assaut réussi et audacieux contre la révolution. Elles ne peuvent pas ne pas méditer aujourd'hui un autre assaut semblable, qui sera livré *d'avance* pour prévenir une « nouvelle aggravation de la crise révolutionnaire ». Les courtisans du tsar sont des hommes de guerre. Ils comprennent fort bien l'avantage de prendre l'offensive et de garder l'initiative des opérations. Faut-il craindre une insurrection ? Mais, dans une mesure ou dans une autre, elle est inévitable : les grèves ouvrières, les mutineries militaires, les révoltes paysannes l'ont *prouvé* pendant toute une année. Une deuxième Douma de cadets créerait une situation encore plus avantageuse à l'insurrection populaire : ce serait l'échec définitif de la politique du « libéralisme de cours martiales » ; la population se lasserait de la répression, etc. Si une « nouvelle aggravation de la crise révolutionnaire » est inévitable, se dit probablement Ignatiev, *nous* devons attaquer les pre-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

miers. Et Ignatiev attaquera : à la veille des élections, le tsar abolira la loi électorale du 11 décembre et promulguera une nouvelle loi pour *s'assurer* une Douma de Cent-Noirs.

Nous ne prétendons pas être prophètes et escompter tous les dénouements possibles de la situation politique actuelle, qui est très compliquée. Mais la social-démocratie a le devoir de peser minutieusement les tendances de toutes les forces politiques en action afin de régler raisonnablement sa tactique. Quand on a calculé ces tendances, on en arrive à la conclusion irrécusable qui fait dire : ouvriers, attendez-vous à voir le gouvernement édicter juste au moment des élections une loi électorale réactionnaire ! Paysans, apprenez que le gouvernement médite de changer le mode de scrutin de telle façon que nul député paysan, nul troudovik *n'ait accès* à la Douma !

Nous ne devons pas nous laisser surprendre par le gouvernement. Nous devons engager la plus énergique agitation dans les masses et montrer le danger qui menace ; nous devons dissiper la foi naïve que certains gardent en la solidité de la loi électorale comme institution « constitutionnelle » ; nous devons détruire toutes illusions constitutionnelles ; nous devons rappeler l'exemple des révolutions européennes dans lesquelles les lois électorales ont été si souvent modifiées ; nous devons nous efforcer de bien expliquer que la crise qui s'aggrave en ce moment n'est pas une crise parlementaire, ni une crise constitutionnelle, mais que c'est une crise révolutionnaire qui ne sera résolue que par la force, qui ne sera dénouée que par une insurrection armée victorieuse.

« Prolétari » n° 5, 30 septembre 1906

Conforme au texte du journal

LA GUERRE DE PARTISANS

La question des actions de partisans intéresse fortement notre Parti et la masse ouvrière. Nous avons déjà abordé à maintes reprises cette question, mais en passant, et nous avons maintenant l'intention d'en venir, comme nous l'avons promis, à un exposé plus complet de nos vues sur ce sujet.

I

Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ? En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes

dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des « fabricants de systèmes » dans leur cabinet de travail. Nous savons, disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale, que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.

En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique. A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.

Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. L'histoire du marxisme en Europe occidentale nous fournit une multitude d'exemples à l'appui de ce qui vient d'être dit. La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte ; jadis, elle reconnaissait l'insurrection et elle est parfaitement disposée à la reconnaître encore à l'avenir dans des conjonctures modifiées, contrairement à ce que pensent les bourgeois libéraux, dans le genre des cadets russes et des « bezzaglavtsy » [110]. La social-démocratie a rejeté, entre 1870 et 1880, la grève générale en tant que panacée sociale, comme moyen de renverser d'emblée la bourgeoisie par une autre voie que celle de la politique ; mais la

social-démocratie admet parfaitement la grève politique de masse (surtout après l'expérience faite en Russie, en 1905), comme *un* des moyens de lutte indispensable dans *certaines* conditions. La social-démocratie admettait les combats de barricades dans les rues en 1840-1850 ; elle rejetait ce moyen en raison de circonstances déterminées, à la fin du XIX^e^ siècle ; elle se déclara toute prête à réviser ce dernier jugement et à admettre l'utilité des combats de barricades, après l'expérience de Moscou qui, selon les termes de K. Kautsky, créa une nouvelle tactique de barricades.

II

Les principes généraux du marxisme sur ce sujet étant posés, passons à la révolution russe. Rappelons-nous l'évolution historique des formes de lutte qu'elle a suggérées. Au début, grèves économiques d'ouvriers (1896-1900) ; ensuite, manifestations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1902) ; émeutes de paysans (1902) ; premières grèves politiques de masse, diversement combinées avec des manifestations (Rostov, 1902, grèves de l'été 1903 et la manifestation du 9 janvier 1905) ; grève politique étendue à toute la Russie avec combats de barricades en certains endroits (octobre 1905) ; lutte de barricades généralisée et insurrection armée (décembre 1905) ; lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906) ; mutineries partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906) ; soulèvements partiels de paysans (automne 1905-automne 1906).

Telle est la situation vers l'automne 1906, du point de vue des formes de lutte en général. L'autocratie y « réplique » par les pogromes qu'organisent les Cent-Noirs, depuis celui de Kichinev, au printemps de 1903, jusqu'à celui de Siedlce, en automne 1906. Pendant toute cette période, l'organisation par les Cent-Noirs des pogromes et des massacres de Juifs, d'étudiants, de révolutionnaires, d'ouvriers conscients progresse sans cesse, se perfectionne, unifiant dans la violence une populace corrompue et les troupes réactionnaires, allant jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et les villes et se confondant avec des expéditions punitives, des trains de répression, et ainsi de suite.

Tel est le fond principal du tableau. Sur ce fond se dessine — certainement comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire — le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Quel est ce phénomène ? Quelles en sont les formes ? les causes ? Quand a-t-il surgi et jusqu'à quel point s'est-il répandu ? Quelle est sa portée dans la marche générale de la révolution ? Quels sont ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière, organisée et dirigée par la social-démocratie ? Telles sont les questions que nous devons maintenant aborder après avoir tracé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte *armée*. Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus. Partiellement, ils adhèrent à des organisations révolutionnaires ; partiellement (et, dans certaines localités de la Russie en *majeure* partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts *différents*, qu'il est indispensable de distinguer *rigoureusement* ; d'abord, cette lutte a pour objet de tuer des individus, chefs et subalternes de la police militaire ; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers. Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du Parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien de militants qui mènent la lutte en question. Les grosses expropriations (celle qui fut faite dans le Caucase et qui rapporta plus de 200 000 roubles, celle de Moscou qui donna 875 000 roubles) ont servi avant tout aux besoins des partis révolutionnaires ; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des « expropriateurs ». C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même *exclusivement*, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes

anarchistes. En guise de forme « responsive » de lutte de la part de l'autocratie, il convient de citer l'état d'urgence, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes des Cent-Noirs (Siedlce), les cours martiales.

III

Habituellement l'appréciation de cette forme de lutte se résume à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour à l'ancien terrorisme ; ce sont des actes d'individus ayant perdu tout contact avec les masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution. On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque jour les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation.

Mais ces exemples sont-ils probants ? Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est *le plus* appliquée : la région lettonne. Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal *Novoïé Vrémia* (des 9 et 12 septembre). Le Parti social-démocrate ouvrier letton (fraction du P.O.S.D.R.) publie son journal régulièrement à 30 000 exemplaires. Dans la partie officielle, il donne des listes d'espions que tout honnête homme a le devoir d'exécuter. Ceux qui collaborent avec la police sont déclarés « adversaires de la révolution » et passibles d'exécution ; en outre, ils répondent aussi de tous leurs biens. L'argent destiné au Parti, les social-démocrates ordonnent à la population de le verser seulement sur présentation d'une quittance portant le cachet de l'organisation. Dans le dernier compte rendu du Parti, sur 48 000 roubles de recettes pour l'année, figurent 5 600 roubles versés par la section de Libau, pour des achats d'armes ; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation. Le *Novoïé Vrémia* se démène furieusement, on le conçoit, contre cette « législation révolutionnaire », ce « gouvernement redoutable ».

Personne n'oserait qualifier cette activité des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme. Et pourquoi ? Parce qu'ici on voit *clairement* le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et l'insurrec-

tion, celle qui a eu lieu en décembre comme celle qui se prépare de nouveau. Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe. On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique. L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage. Le blanquisme et l'anarchisme se présentent vite à l'idée de ceux qui ont tendance à utiliser des formules toutes faites ; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente qu'elle l'est en Lettonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des Lettons, on voit fort bien à quel point cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, en dehors de la situation insurrectionnelle, est dénuée de justesse, de valeur scientifique, de sens historique. Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection, il faut comprendre quelles formes de lutte naissent inévitablement en pareille situation, et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets, comme chez les gens du *Novoïé Vrémia* : anarchisme, pillage, gueuserie !

On nous dit que les actes de partisans désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonnement à la situation qui a suivi les événements de décembre 1905, à l'époque des pogromes organisés par les Cent-Noirs et de l'état de siège. Qu'est-ce qui désorganise le plus le mouvement à une *pareille* époque : le défaut de résistance ou bien une lutte organisée de partisans ? Comparez la Russie centrale aux provinces frontières de l'Ouest, la Pologne et la Lettonie. Sans aucun doute, la guerre de partisans est beaucoup plus répandue et plus développée dans l'Ouest. Il est également hors de doute que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier sont *plus désorganisés* dans la Russie centrale que dans ses provinces de l'Ouest. Loin de nous, certes, l'idée d'en conclure que le mouvement social-démocrate, en Pologne

et en Lettonie, est moins désorganisé *grâce* à la guerre de partisans. Non point. Il faut en conclure seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie, en 1906.

Assez souvent, on invoque à ce propos le caractère particulier des conditions nationales. Mais cette allégation trahit surtout la faiblesse de l'argumentation courante. S'il s'agit en effet de particularités nationales, alors l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, vices communs à toute la Russie, et même plus spécialement aux provinces russes, n'y sont pour rien ; il s'agit donc d'autre chose. Examinez cette « autre chose » d'une façon *concrète*, messieurs ! Vous verrez alors que l'oppression nationale ou bien les antagonismes de nationalités n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les provinces de l'Ouest, tandis que la lutte de partisans n'a fait son apparition que dans la période historique présente. Il y a beaucoup de régions où l'oppression et les antagonismes nationaux existent, sans qu'on y constate de lutte de partisans ; et celle-ci se développe parfois dans des endroits où l'on ne saurait parler d'oppression nationale. L'analyse concrète de la question montrera qu'il s'agit ici non pas de l'oppression nationale, mais des conditions de l'insurrection. La lutte de partisans est une forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection et où il se produit des intervalles plus ou moins considérables entre les « grandes batailles » dans le cours de la guerre civile.

Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable *d'en assumer la direction*. C'est pourquoi les malédictions dont nous autres, Russes, abreuvons d'ordinaire les actions des partisans, vont de pair avec des opérations clandestines, accidentelles, inorganisées, qui désorganisent effectivement le Parti. Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins. Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques. Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte. Lorsque nous nous

plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'œuvre insurrectionnelle.

Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le *caractère inorganisé*, désordonné, « sans-parti » des actes de partisans. Et à cette démoralisation *absolument incontestable* nous n'échapperons nullement en blâmant et en maudissant les actions de partisans ; car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique. On objectera : si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le *parti* adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste ; car un marxiste ne peut considérer d'*une façon générale* comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste *a l'obligation* de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un *parti combattant*. C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, *n'est pas rationnelle*. Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur *opportunité militaire*, et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en *pareille* question la voix décisive appartient aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte. Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre

civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du P.S.P. à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement, doit être examiné dans un esprit critique. *Toute* nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, « désorganise » forcément les organisations qui n'y sont pas préparées. Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation. Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations. Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre. Il faut seulement en conclure que l'on doit *apprendre* à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne nous livrons pas au pillage, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent. Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population. Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution. Spontanément, sans organisation — et précisément à cause de cela, bien souvent avec maladresse, d'une *mauvaise* manière — la population y réagit par des collisions armées, par des attaques à main armée. Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, pour tel moment, à assurer à *cette* lutte spontanée la direction du Parti. Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées. Mais lorsque je vois qu'un théoricien ou un publiciste de la social-démocratie, au lieu de s'attrister en considérant ce

manque de préparation, parle d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme, avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse, et répète à ce sujet des phrases apprises par cœur dans sa jeunesse, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation. C'est vrai. Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégénèrent en « Alliances » *, en accords des ouvriers avec les patrons *contre* les consommateurs. Le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes. La presse dégénère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de la perversion des masses ; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc. La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous. La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant *toujours* leur application à des idées et des méthodes d'organisation *rigoureusement* déterminées par les circonstances **.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

** On accuse souvent les social-démocrates bolcheviques d'adopter une attitude inconsidérée et partiale à l'égard des actes de partisans. Aussi n'est-il pas superflu de rappeler que dans le projet de résolution

IV

Les formes de lutte dans la révolution russe sont d'une extraordinaire diversité, quand on les compare à celles qui ont été mises en œuvre par les révolutions bourgeoises en Europe. Kautsky l'avait partiellement prédit en 1902, lorsqu'il affirmait que la révolution future (il ajoutait : à l'exception *peut-être* de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement, qu'une lutte entre deux parties du peuple. En Russie nous voyons, sans aucun doute, un plus large développement de cette *deuxième* forme de lutte que dans les révolutions bourgeoises d'Occident. Parmi le peuple lui-même les ennemis de notre révolution sont peu nombreux, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'aggrave, et ils obtiennent l'appui des couches réactionnaires de la bourgeoisie. Par conséquent, il est parfaitement naturel et inévitable qu'à une *pareille* époque, à l'époque des grèves politiques de tout le peuple, l'*insurrection* ne puisse revêtir l'ancienne forme d'actes isolés, limités à un très court espace de temps et de territoire. Il est parfaitement naturel et inévitable que l'insurrection acquiert les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, englobant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple. On ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs,

---

sur les actes de partisans (n° 2 des *Partiinyé Izvestia* et le rapport de Lénine sur le Congrès) *cette partie* des bolcheviks qui les défend a soumis leur reconnaissance aux conditions suivantes : les expropriations des biens privés étaient complètement interdites ; les expropriations des biens de la trésorerie n'étaient pas recommandées, mais n'étaient que *tolérées* sous condition du *contrôle du Parti* et de l'affectation de ces ressources *aux besoins de l'insurrection*. Les actes de partisans sous forme d'actes terroristes *étaient recommandés* contre les fauteurs de violence du gouvernement et contre les Cent-Noirs *actifs*, mais à condition : 1) de compter avec l'état d'esprit des larges masses ; 2) de prendre en considération les conditions du mouvement ouvrier d'une localité donnée ; 3) de prendre soin que les forces du prolétariat ne soient pas prodiguées en vain. *La seule chose* qui distingue pratiquement ce projet de la résolution adoptée au Congrès d'unification, c'est que celle-ci n'admet pas les expropriations des biens de la trésorerie.

au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches. Du moment qu'il en est ainsi — et il en est certainement ainsi — la social-démocratie doit absolument s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches. La social-démocratie, à une époque où la lutte de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non seulement de participer à *cette guerre civile*, mais d'y jouer un rôle dirigeant. La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations pour qu'elles interviennent effectivement en tant que *partie belligérante*, sans laisser échapper une seule occasion d'infliger des pertes à l'ennemi.

C'est une tâche difficile, bien entendu. On ne peut la résoudre d'emblée. De même que dans la lutte, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit, de même nos organisations doivent être éduquées, remaniées sur les bases des données de l'expérience, pour être à la hauteur de cette tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte de notre cru, ni même de résoudre, dans notre cabinet de travail, la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans dans la marche générale de la guerre civile en Russie. Loin de nous la pensée de voir, dans une appréciation concrète de telles ou telles actions de partisans, un problème *d'orientation* pour la social-démocratie. Mais nous estimons que notre tâche est de contribuer, dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation *théorique* des nouvelles formes de lutte imposées par la vie ; comme aussi de combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser convenablement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre.

« Prolétari » n° 5, 30 septembre 1906

Conforme au texte du journal

SUR LA QUESTION DE LA GUERRE DE PARTISANS [111]

Nous considérons cette résolution comme juste en principe et nous notons qu'elle est solidaire des thèses que nous avons développées dans l'article « La guerre de partisans ». Nous proposerions seulement de faire quelques amendements et adjonctions d'importance secondaire au texte de la résolution. Dans le § 3 des considérants, nous dirions : « la révolution, n'étant pas en état *au moment actuel* », etc. Dans la partie proprement résolutive nous ajouterions qu'il faut désapprouver les « ex », conformément à la décision du congrès, et ensuite nous indiquerions que les actes de partisans doivent nécessairement être concertés avec l'état d'esprit des larges masses et les conditions du mouvement ouvrier. D'ailleurs il est clair que les camarades de Moscou considèrent que cela va de soi.

« Prolétari » n° 5, 30 septembre 1906

Conforme au texte du journal

ESSAI DE CLASSIFICATION DES PARTIS POLITIQUES RUSSES

Le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. s'est refusé, comme on sait, à analyser les partis politiques russes du point de vue de leur base de classe et à déterminer l'attitude du prolétariat à leur égard. La confirmation générale qui fut donnée à la résolution d'Amsterdam n'est rien d'autre qu'une forme de ce refus. Cependant, la révolution exige avec une insistance de plus en plus grande que nous appliquions la méthode et la théorie marxistes dans l'étude de la formation des partis, de ce processus profond et extrêmement intéressant qui, pour des raisons que l'on conçoit, se poursuit en Russie plus rapidement et plus vivement que partout ailleurs.

Certes, ce processus est loin d'être achevé ; il n'a pas encore donné de résultats bien stables. Mais, dans la société capitaliste, ce processus ne peut *jamais* être terminé et ses résultats ne pourraient devenir « stables » que si la révolution, qui signifie la démolition complète de toute l'ancienne superstructure politique, s'arrêtait dans son développement. Voilà pourquoi nous ne pouvons remettre à plus tard l'analyse des partis bourgeois, d'autant plus que la période des libertés d'octobre, d'une part, et celle de la première Douma, d'autre part, ont déjà incontestablement donné de *sérieux* résultats dont il est impossible de ne pas tenir compte. Et la lutte révolutionnaire ouverte sous forme de grèves, d'insurrections, etc., ainsi que la nouvelle campagne électorale exigeront de notre Parti

qu'il précise clairement ses rapports avec les autres partis ; or, ce n'est possible qu'au moyen d'une analyse scientifique, c'est-à-dire d'une analyse de classe.

Commençons par énumérer les partis politiques plus ou moins considérables (ou plus exactement les *types* * de partis) en allant des « droites » aux « gauches » : a) l'Union du peuple russe, les monarchistes, etc. ; b) le parti de l'ordre légal ; c) les octobristes ; d) le parti de la rénovation pacifique ; e) le parti des réformes démocratiques ; f) le parti des cadets ; g) les penseurs libres, les radicaux, les « bezzaglavtsy », etc. ; h) les socialistes-populistes-troudoviks ; i) les socialistes-révolutionnaires ; j) les maximalistes ; k) les social-démocrates, mencheviks et bolcheviks. Nous ne comptons pas les anarchistes car il serait trop risqué de les considérer (de même, après tout, que les maximalistes) comme un parti politique.

De cette suite multicolore se détachent nettement *cinq types* essentiels de partis politiques dans notre pays : a) les Cent-Noirs ; b) les octobristes ; c) les cadets ; d) les troudoviks et e) les social-démocrates. La justesse de cette classification est prouvée par l'analyse de la nature de classe de ces partis.

Il est hors de doute que la social-démocratie doit former un type à part. Il est propre à toute l'Europe. C'est en Russie l'unique parti *ouvrier* ; c'est le parti du *prolétariat*, tant par sa composition que par son point de vue prolétarien rigoureusement soutenu.

Ensuite, il est également évident que les *troudoviks* doivent constituer un autre type. Il faut y ranger le « parti socialiste-populaire du Travail », les socialistes-révolutionnaires proprement dits et, enfin, les maximalistes. Tous se placent théoriquement au point de vue du « principe

---

* Nous parlons de *types* de partis, d'abord parce qu'il est impossible d'aller chercher toutes les menues divisions qui, du reste, sont sans importance (ainsi la distinction entre le parti des industriels progressistes ou du *Disk*[112] et le Parti de l'ordre légal est insignifiante). En second lieu, on se tromperait à ne considérer que les partis officiellement formés et à négliger certains courants politiques déjà bien dessinés. Il suffit de la moindre modification dans l'atmosphère politique pour que ces courants prennent en quelques semaines la forme de *partis*.

du travail ». Tous ont tendance à unifier et à fondre les prolétaires et les petits producteurs en un seul « groupe du Travail ». Ils cherchent à s'appuyer surtout sur les paysans. Et la Douma d'Etat, où la majorité des députés paysans avait formé un groupe du Travail, a montré en fait que ces tendances sont parvenues (plus ou moins) à mettre réellement en train l'organisation politique des paysans.

Certes, les partis politiques de ce genre sont infiniment moins cristallisés et organisés que le Parti social-démocrate. Dans la forme, le parti des maximalistes n'existe pas, bien que leur scission avec les socialistes-révolutionnaires soit un fait accompli, démontré par l'indépendance de leurs écrits et de leurs actes terroristes. A la Douma les socialistes-révolutionnaires n'ont pas constitué de fraction ; ils agissaient en se dissimulant derrière *certains* troudoviks. Le « parti socialiste-populaire du Travail », lui aussi, est seulement en gestation, bien que dans la presse il agisse non seulement en liaison avec de purs socialistes-révolutionnaires, mais même tout à fait indépendamment ; à la Douma, ses leaders parfois ont aussi agi en liaison avec les socialistes-révolutionnaires, mais parfois indépendamment. Les *Procès-Verbaux du Ier Congrès du Parti socialiste-révolutionnaire* (Paris, 1906) montrent également que ces socialistes-populistes-troudoviks agissent comme un « *groupe* » à part, en marge du parti des socialistes-révolutionnaires. En un mot, dans ce camp nous voyons : (1) un parti clandestin (celui des socialistes-révolutionnaires) qui est absolument incapable de créer une organisation plus ou moins de masse et plus ou moins stable, incapable d'agir indépendamment, sous son propre drapeau, à la Douma et dans la presse au cours de la période des libertés ; (2) un parti légal *en gestation* (celui des socialistes-populistes-troudoviks) qui, au congrès des socialistes-révolutionnaires (décembre 1905) a agi comme groupe distinct, mais qui, jusqu'à présent, a été incapable d'amorcer une organisation de masse et qui agit la plupart du temps, tant dans la presse qu'à la Douma, d'accord avec les socialistes-révolutionnaires.

Le fait qu'après deux périodes de liberté relative (la période « d'octobre » et celle « de la Douma »), les troudo-

viks ne se sont pas encore constitués en parti politique ne peut certainement s'expliquer par un simple hasard. Il est incontestable que cela tient à ce que la petite bourgeoisie (surtout dans les campagnes) est moins susceptible d'organisation que le prolétariat. Il est incontestable que les divergences idéologiques des troudoviks reflètent aussi la situation extrêmement instable du petit producteur dans la société moderne : l'extrême droite des troudoviks (le « Parti socialiste-populiste du Travail » commandé par les Péchékhonov) se distingue fort peu des cadets, puisqu'elle rejette de son programme la République et la revendication de toute la terre pour les paysans ; l'extrême gauche des troudoviks (les maximalistes) se distingue fort peu des anarchistes.

Ces deux extrémités marquent, pour ainsi dire, l'amplitude des oscillations politiques de la petite bourgeoisie laborieuse. Du point de vue économique, on conçoit très bien que justement la petite bourgeoisie soit aussi instable. Il est incontestable que, très prochainement, la révolution russe renforcera plutôt qu'elle ne diminuera cette instabilité. Mais, en constatant et expliquant le fait, nous ne devons pas, bien entendu, oublier la grande importance politique de partis comme celui des troudoviks. La véritable liberté politique renforcera *surtout ces* partis, car, en l'absence de libertés politiques, leur capacité d'organisation est plus faible que celle de la bourgeoisie et plus faible aussi que celle du prolétariat. D'autre part, dans un pays aussi essentiellement petit-bourgeois et paysan que la Russie, il est absolument inévitable que se forment des partis de « troudoviks » ou petits-bourgeois, idéologiquement flottants et politiquement instables, mais très nombreux.

Dans un pays comme la Russie, l'issue de la révolution bourgeoise dépend surtout de la conduite politique des petits producteurs. Que la grosse bourgeoisie doive un jour trahir, cela ne fait aucun doute (elle a déjà trahi aux deux tiers). Que le prolétariat soit le combattant le plus sûr, cela ne demande pas, quant aux ouvriers russes, à être prouvé, après octobre et décembre. Mais la petite bourgeoisie est précisément cette grandeur variable qui décidera du résultat. Voilà pourquoi les social-démocrates doivent suivre avec une attention toute particulière les fluctuations politiques

actuelles de la petite bourgeoisie entre la misérable politique loyaliste des cadets et une lutte révolutionnaire audacieuse et implacable. Et ils ne doivent pas seulement observer ce processus ; ils doivent, bien entendu, influer sur lui dans la mesure de leurs forces, dans un esprit prolétarien.

Poursuivons. Il est indiscutable que les cadets doivent former un type distinct. Le Parti des réformes démocratiques à leur droite, les penseurs libres, les radicaux et autres groupements à leur gauche, ne sont que des ramifications tout à fait insignifiantes. Pour l'époque politique actuelle, les cadets sont un type politique indépendant. On voit clairement en quoi il se distingue du troudovik. Le troudovik typique, c'est le paysan conscient. Il ne refuserait pas de s'entendre avec la monarchie, il se calmerait s'il obtenait *son* lopin de terre dans le cadre du régime bourgeois, mais, à l'heure actuelle, il met tous ses efforts à combattre les propriétaires fonciers pour conquérir la terre, à lutter contre l'Etat féodal pour la démocratie. Son idéal est de mettre fin à l'exploitation ; seulement, il entend cette abolition dans un sens petit-bourgeois, et c'est pourquoi sa tendance aboutit *pratiquement* à une lutte non contre toute exploitation mais contre l'exploitation des féodaux et de la grosse finance. Le cadet, c'est l'intellectuel bourgeois typique et même le propriétaire foncier libéral. Traiter avec la monarchie, freiner la révolution, voilà sa plus forte tendance. Absolument incapable de combattre, le cadet n'est qu'un courtier d'affaires. Son idéal est de maintenir à jamais l'exploitation bourgeoise, mais sous des formes convenablement réglées, selon les normes de la civilisation et du parlementarisme. Sa grande force politique, c'est l'union de l'immense majorité des intellectuels bourgeois, indispensables à toute société capitaliste, mais, bien entendu, absolument incapables d'exercer une influence sérieuse pour changer le régime de cette société.

L'octobriste typique, ce n'est pas l'intellectuel bourgeois, c'est le gros bourgeois. Ce n'est plus l'idéologue de la société bourgeoise, c'est son maître. Intéressé de la façon la plus directe à l'exploitation capitaliste, il méprise les théories, se fiche des intellectuels, rejette toutes les prétentions « démocratiques » propres aux cadets. C'est

le bourgeois-brasseur d'affaires. Comme le cadet, il cherche à traiter avec la monarchie ; mais, pour lui, il ne s'agit pas d'un régime politique, ni de parlementarisme ; il s'agit d'une entente de quelques personnages ou dirigeants avec la camarilla de la Cour, afin de soumettre à la bourgeoisie dirigeante le fonctionnaire russe, balourd, obtus et vénal, véritable fonctionnaire asiatique. L'octobriste est un cadet qui applique en affaires ses théories bourgeoises. Le cadet est un octobriste qui, à ses heures de loisir, quand il ne dépouille pas les ouvriers et les paysans, rêve d'une société bourgeoise idéale. L'octobriste doit encore apprendre un peu les bonnes manières du parlementarisme, l'hypocrisie du politicien, à jouer au « démocrate ». Le cadet doit encore se former un tout petit peu aux combines bourgeoises. Alors, l'un et l'autre, octobriste et cadet, fusionneront ; inévitablement, ils fusionneront, quels que soient les résultats des démarches actuellement engagées pour ce rapprochement intime, et notamment par les partisans de la « rénovation pacifique ».

Mais ne parlons pas de l'avenir. Ce qui nous importe, c'est d'apprendre à connaître le présent. Etant donné que le pouvoir se trouve entièrement entre les mains de la canaille de la Cour, il est tout à fait naturel que les phrases démocratiques des cadets et leur opposition « parlementaire » aient été à elles seules *pratiquement* bien plus utiles aux éléments qui sont plus à gauche qu'eux. Il est également naturel que l'octobriste, qui est nettement hostile à ces éléments, s'écarte, mécontent du cadet, et soutienne (aux élections pour la I^re^ Douma) les Cent-Noirs du gouvernement.

Les Cent-Noirs forment le type le plus à droite de nos partis politiques. Ils ne veulent pas de la « Constitution du 17 octobre » comme les Goutchkov : il leur faut maintenir et rétablir dans les formes l'autocratie. Leur intérêt est de conserver toute la saleté, l'ignorance, la vénalité qui fleurissent sous le pouvoir absolu du monarque adoré. Ce qui les unit, c'est une lutte acharnée pour défendre les privilèges de la camarilla, pour pouvoir, comme auparavant, piller, violenter et bâillonner tout le pays. A défendre coûte que coûte le gouvernement tsariste actuel, ils se rapprochent constamment des octobristes, et voilà pourquoi

lorsqu'il s'agit du parti de « l'ordre légal », il est si difficile de dire où finit le Cent-Noir et où commence l'octobriste.

Ainsi, la révolution russe a dégagé, dans le temps le plus court, plusieurs types essentiels de partis politiques qui correspondent aux principales classes de la société russe. Nous avons le parti du prolétariat socialiste conscient ; les partis de la petite bourgeoisie radicale ou de tendances radicales et avant tout de la petite bourgeoisie rurale, c'est-à-dire des paysans ; les partis bourgeois libéraux ; les partis bourgeois réactionnaires. Si les organisations politiques ne correspondent pas tout à fait aux groupements économiques et sociaux, c'est seulement parce qu'aux deux derniers groupes s'opposent non pas deux, mais trois groupes politiques : cadets, octobristes et Cent-Noirs. Mais cela s'explique fort bien par les particularités de la période actuelle, moment où la lutte révolutionnaire est devenue des plus violentes, et où la défense à tout prix de la monarchie revient pratiquement à défendre l'autocratie ; moment où dans les groupes sociaux de telle ou telle tendance économique (pour un capitalisme progressiste ou bien pour un capitalisme réactionnaire) s'intercalent naturellement des groupements politiques (pour ou contre le gouvernement actuel). Mais l'affinité entre les cadets et les octobristes est trop évidente et nul ne saurait sans doute contester l'imminence de la formation d'un grand parti bourgeois libéral « pratique ».

Conclusion : le processus de formation des partis politiques en Russie confirme de la façon la plus éclatante la théorie marxiste.

P.-S. Cet article était écrit avant la scission qui s'est produite dans l'Union du 17 octobre. Maintenant, la sortie de Chipov et la formation prochaine d'un parti modérément libéral (octobristes de gauche, partisans de la rénovation pacifique et cadets de droite) promettent de ramener définitivement les partis politiques russes aux quatre types essentiels qui existent dans tout pays capitaliste.

« Prolétari » n° 5, 30 septembre 1906 — *Conforme au texte du journal*

REMARQUES SUR LE n° 1 DU *SOCIAL-DÉMOCRATE* [113]

L'article intitulé « Les actions de partisans », paru dans le premier numéro du *Social-Démocrate* (publication du Comité central du P.O.S.D.R.) que nous venons juste de recevoir, confirme on ne peut mieux ce que nous avions écrit dans le numéro 5 du *Prolétari* [114] sur la banalité et le manque de sens historique dans les raisonnements petits-bourgeois tenus couramment sur ce thème *. L'auteur fulmine contre le brigandage, l'anarchisme, le blanquisme, le tkatchévisme [115], les voleurs de grand chemin (« voleurs routiers », selon une mauvaise traduction de l'allemand), exactement comme le font les libéraux. Ces derniers sont fidèles à eux-mêmes lorsqu'ils repoussent *toute* lutte armée contre le gouvernement sous prétexte que c'est de l'« anarchie ». Le *Social-démocrate* qui en paroles ne rejette pas cette forme de lutte, mais en pratique n'analyse pas la question de *ce point de vue*, adopte, en fait, la position du libéralisme. En voici un exemple caractéristique : « Dans la mesure où les partis révolutionnaires se font les protecteurs de l'anarchie, ils s'attirent la rancune des classes bourgeoises et petites-bourgeoises et font ainsi le jeu de la réaction. » Il s'agit donc ou bien de se faire le protecteur de la lutte armée *anarchique*, ou bien de se tenir tout à fait à l'écart de la lutte armée ! Pour l'auteur, il n'y a pas d'autre solution. *Il n'admet pas* de lutte armée organisée, systémati-

* Voir le présent tome, pp. 215-226. (*N.R.*)

que, idéologique, politiquement éducative. Quelle pauvreté de choix !

« L'un des types d'actions de partisans des révolutionnaires, l'expropriation des biens privés et publics, est déjà dépassé par la vie. » Mais c'est une contre-vérité flagrante, camarade ! Vous ne pouvez pas ignorer ces organisations *menchéviques* qui, *après* le Congrès d'unification, ont participé, directement ou indirectement, aux expropriations de biens publics, à l'« *utilisation* » *de ce butin*, etc. Quand un social-démocrate dit une chose et en fait une autre, l'affaire devient grave. L'hypocrisie n'est pas loin. Cet état de chose provient soit d'une mauvaise conscience (explication que nous rejetons), soit d'une théorie irréfléchie et incohérente.

Le camarade Axelrod répond sévèrement dans le *Social-Démocrate* à notre note parue dans le numéro 1 du *Prolétari**. Une colonne et demie en petits caractères est consacrée à des perplexités, des exclamations, des protestations, des reproches à notre adresse, parce que nous avons dit que sa propagande pour un congrès ouvrier s'était faite « à l'insu » du Parti. Axelrod n'arrive pas à comprendre ce que cela veut dire. Et en même temps, il écrit : « D'ici peu de temps *j'en profiterai* (de la possibilité qui s'offre à moi) pour porter la question du congrès ouvrier *dans l'arène des débats politiques* » (les italiques sont de nous). Voilà bien ce qu'il aurait fallu faire depuis longtemps ! Il fallait *commencer* par « porter la question dans l'arène des débats *politiques* », au lieu de chuchoter en groupes. Votre propagande aurait alors été selon la ligne du Parti, ouverte, digne de la classe révolutionnaire. Et la presse bourgeoise n'aurait pas pu semer la discorde dans la social-démocratie, ni saper son prestige en publiant des notes sensationnelles au sujet de ces chuchotements de groupes et en faisant naître mille perplexités. Il est extrêmement regrettable qu'Axelrod, même dans cette tardive et fort longue « lettre à la rédaction », continue à *éluder* le fond du problème et *ne dise mot* du genre de congrès qu'il propose exactement, de sa

---

* Voir le présent tome, p. 169. (*N.R.*)

date, de ses principes, de ceux qui le convoquent, du but qu'il vise exactement. Axelrod s'en tire par des phrases dans le genre de celle-ci : le travail de préparation du congrès aura une action vivifiante sur la social-démocratie « dans la mesure où ce travail sera pénétré d'un sens réellement social-démocrate, c'est-à-dire dans la mesure où les intérêts de groupe et les querelles des fractions céderont le pas aux questions sociales et politiques et aux tâches concernant directement les intérêts vitaux de la classe ouvrière ».

De grâce, camarade ! Que de grands mots pour ne rien dire ! La préparation du congrès vivifiera la social-démocratie dans la mesure où elle sera réellement social-démocratique ! Voilà qui est nouveau et intelligent. « Les querelles des fractions » doivent céder le pas aux questions et aux tâches sociales et politiques, or ce sont justement les différentes manières d'envisager ces questions et ces tâches qui ont divisé le Parti en fractions ! C'est un cercle vicieux !

Et ici même Plékhanov renchérit par des insinuations triviales et grossières sur les motifs d'une lutte pour un congrès du Parti, et porte aux nues avec tout autant de grossièreté « la bonne idée » d'Axelrod qui demande de convoquer « *aussitôt que possible* » un congrès ouvrier. Un travail réellement social-démocratique vivifie la social-démocratie. En effet, en effet... Peut-il y avoir meilleure idée ?

Nous lisons dans l'éditorial du *Social-Démocrate* : « Maintenant, comme après le IIe Congrès, les deux fractions (bolcheviks et mencheviks) sont probablement aussi nombreuses l'une que l'autre », et, un peu plus loin, de nouveau : « Maintenant, comme après le IIe Congrès, les deux fractions ont une égale influence dans le Parti. » La pensée de l'auteur est claire. Dans un éditorial de la « publication du C.C. » officielle, elle prend une importance considérable. Le Parti de la classe ouvrière doit savoir exactement quelle est la composition de ses « fractions » et quelle est leur importance. Sur quoi se fonde donc l'idée qu'elles sont à égalité ?

De deux choses l'une : ou l'auteur considère seulement la portion russe du Parti (plus le Caucase), ou il y joint

les Polonais, les Lettons et le Bund. Si l'on adopte la première interprétation, cela revient à dire que l'auteur reconnaît l'énorme accroissement de la « majorité » aux dépens de la « minorité », à la suite du IVe Congrès (d'unification), puisque près de 13 000 bolcheviks et 18 000 mencheviks environ étaient représentés au congrès. Mais c'est une interprétation improbable, car depuis plus d'un mois, tous les partis social-démocrates nationaux ont fusionné avec le P.O.S.D.R. Il faut donc adopter la seconde interprétation. Dans ce cas, il est évident que l'auteur compte les Polonais et les Lettons au nombre des bolcheviks, et le *Bund au nombre des mencheviks*. Si l'on adopte les chiffres des derniers congrès des partis social-démocrates nationaux — 40 000 Polonais et Lettons environ et près de 33 000 membres du Bund —, on obtient en effet deux fractions approximativement égales.

Mais on peut se demander alors s'il est juste de ranger le Bund du côté menchevique ? Bien entendu, si le Comité central l'affirme, nous devons le croire. Mais il faut s'expliquer clairement le sens d'un tel regroupement. Dans le domaine de la tactique, il n'est pas confirmé par l'ensemble des dernières résolutions adoptées par le Bund. Il faut, par conséquent, en chercher l'explication dans la prise de position du Bund sur l'*organisation*. De toute évidence, la publication du Comité central considère comme *réel* le fait que le Bund ne demande de congrès extraordinaire. Lorsqu'on veut changer réellement la politique du Parti dans son ensemble, autrement dit la politique du Comité central, on doit demander un congrès ; si on ne le demande pas, c'est qu'on ne veut pas vraiment la changer — tel est l'essentiel de ce raisonnement.

Cette argumentation est irréfutable et nous croyons qu'il est de notre devoir d'aider toutes les organisations du Parti à le comprendre et à l'analyser correctement. Il est de fait que dans une organisation démocratique, la neutralité est presque impossible et que l'abstention équivaut souvent à une action. Le résultat d'une telle « action » est évident. La publication du Comité central propage les idées les plus confuses sur le « congrès ouvrier » et adopte dans sa tactique une position menchevique bien définie et conséquente. Les conséquences que cela risque d'entraîner pour

tout le Parti en cas de campagne électorale ou de nouveaux appels à l'action, les « mots d'ordre » du Comité central à l'époque de la Douma et après sa dissolution nous l'ont assez montré. Par son « abstention » d'aujourd'hui, le Bund s'est fait le complice de la tactique menchevique et de la politique du Comité central.

Ecrit début octobre 1906.
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LE RADICAL RUSSE A BIEN « L'ESPRIT DE L'ESCALIER »

Le journal *Tovarichtch* du 20 septembre publie l'« entretien » extrêmement édifiant d'un cadet avec un certain politicien bien plus à gauche (est-ce un troudovik ?) et qui exprime le point de vue d'un collaborateur de ce journal, M.V.V. Kh-ov [116]. Voici en quels termes le radical morigène le cadet.

« N'est-ce pas le contraire ? » dit-il au cadet qui avait prétendu que le seul moyen d'être fort est d'être sûr de son droit. « N'est-ce pas la force qui donne la certitude de l'inviolabilité du droit ? » « L'activité de votre parti... je la considère comme du donquichottisme politique... Vous avez fortifié des fictions »... « La faute en est à vos illusions constitutionnelles... Ce que vous disiez et la façon dont vous l'avez dit inspiraient une foi trop entière en la toute-puissance de la Douma. Mais cela n'aidait guère au rassemblement des forces sociales... Toutes les fois que je vous ai entendus, soit à la Douma, soit en dehors, j'ai désiré que vous cessiez de considérer la Douma comme un organe constitutionnel, mais que vous voyiez en elle seulement l'organe de la volonté sociale qui combat une autre volonté... La situation exigeait avant tout l'organisation des forces... La Douma aurait dû tout faire pour créer elle-même l'appareil que la loi ne lui donnait pas... Votre talon d'Achille, ce sont les illusions constitutionnelles... Je n'ai jamais constaté qu'une chose, c'est que les fictions constitutionnelles sont profondément enracinées dans votre parti... Je vous

gronde (vous, les cadets) d'avoir cessé de vous comporter en belligérants, d'avoir plutôt voulu en finir avec la lutte. Vous avez, notamment, proposé ce qui, dans d'autres pays, n'avait été obtenu qu'à la suite d'une bataille entre les parties intéressées. »

Voilà des propos fort instructifs, n'est-il pas vrai ? Mais notre brave bernsteinien a eu tort de « se représenter » un cadet stupide au point de se laisser battre dans une interview. Certains de ces cadets sont tout de même plus forts. Certains s'intéressent extrêmement à la littérature menchevique, et surtout aux écrits de Plékhanov. Un cadet de cette espèce saurait répondre tout autrement à son interlocuteur.

Il lui dirait : Mon très cher radical, *qui prouve trop, ne prouve rien**. Vous prouvez incontestablement *beaucoup* trop, de votre propre point de vue. N'est-ce pas vous qui nous avez soutenus pendant les élections à la Douma et qui avez combattu les boycotteurs ? Pourtant, les élections *créaient une obligation*. Ces élections-là étaient *totalement* régies par ce que vous appelez maintenant des « illusions constitutionnelles » (ô le vilain ! n'aurait-il pas trop lu d'écrits bolcheviques ?). Pourtant, mon très cher radical, je pourrais vous montrer tel passage — et même plus d'un — dans votre journal à vous, le *Tovarichtch* où vous avez assuré (non pas vous en personne, mais vos amis politiques) au confiant petit bourgeois russe que les méchants ministres devraient démissionner si le parti de la « liberté du peuple » triomphait aux élections. Hein ? Quoi ? Comment ? Avez-vous oublié cela, mon cher radical ? Cependant, nous nous en souvenons, nous nous en souvenons très bien. Il était impossible, très honorable ami, de participer aux élections sans avoir fait acte de loyalisme, sans avoir juré de ne combattre que selon les méthodes constitutionnelles. Nous, parti de la liberté du peuple, nous ne promettons uniquement, exclusivement, que pour tenir nos promesses !

Vous dites que nous avons eu trop confiance en la toute-puissance de la Douma, et que cela n'a guère favorisé le rassemblement de nos « propres » forces. Mais lisez donc, Dieu de Dieu, ce qui a été écrit là-dessus par Plékhanov, un auteur dont l'autorité ne fait pas de doute pour vous. Car

* En français dans le texte. (*N.R.*)

enfin, vous autres et vos amis politiques — non les cadets, bien sûr — vous vous plaisez à dire, dans l'intimité, qu'au fond vous êtes tout à fait, mais là, tout à fait, des social-démocrates et que vous vous déclareriez tels si... si les social-démocrates adoptaient entièrement le point de vue de Plékhanov. Or, n'est-ce pas Plékhanov qui a dit au Congrès d'unification du P.O.S.D.R. que les anarchistes seuls peuvent pousser les hauts cris à propos d'illusions constitutionnelles ? N'est-ce pas Plékhanov qui a proposé une résolution dans laquelle la Douma non seulement est désignée comme un *pouvoir* — et ce qualificatif fut adopté par le Congrès d'unification de la social-démocratie ! — mais comme un pouvoir « créé par le tsar lui-même et sanctionné par la loi » ? N'est-ce pas Plékhanov qui a écrit dans l'honorable organe des mencheviks — et vous, messieurs de la *Nacha Jizn*, vous avez toujours loué ces tendances du menchevisme ! — que le travail organique à la Douma avait la plus grande valeur de propagande ? Et vous avez applaudi Plékhanov, vous avez exprimé dans la presse vos transports d'admiration pour son « courage » (mais oui ! parfaitement ! c'est bien ainsi que vous l'avez dit !) dans la lutte qu'il menait contre le « blanquisme ». Or, depuis, vous n'avez pas encore usé votre paire de chaussures et déjà vous revenez à ces fâcheuses erreurs de blanquistes !

Si le cadet se défendait ainsi, son plaidoirie tournerait bien vite en réquisitoire, et le radical serait battu à plate couture...

Ce radical qui manifeste ainsi en partisan contre les illusions constitutionnelles nous rappelle le bonhomme de l'histoire qui, voyant passer un enterrement, s'écria : « Dieu veuille que vous en ayez toujours à porter ! » Pensez-y bien, en effet : à quel moment la lutte contre les illusions constitutionnelles a-t-elle été importante, nécessaire, indispensable ? Evidemment, au moment où ces illusions florissaient et pouvaient nuire, et nuisirent *largement*, en séduisant les « petits de ce monde ». En d'autres termes, au moment où, pour la masse, il pouvait et *devait* sembler que nous avions une Constitution, alors qu'en réalité nous n'en avions point. Ce moment, ce fut justement la période des élections à la Ire Douma et pendant ses sessions, c'est-à-dire de mars à juin 1906. C'est alors justement que les illusions consti-

tutionnelles ont *largement* nui. Mais, alors, elles n'ont été combattues que par les social-démocrates bolcheviques, qui remontaient le courant. Alors, MM. Kh-ov et les autres collaborateurs de *Nacha Jizn entretenaient* ces illusions, « combattant » les bolcheviks et leur reprochant de critiquer si violemment les cadets.

Maintenant la Douma est dissoute. Les cadets sont battus. Personne n'a l'impression qu'une Constitution nous ait été donnée. Maintenant, même des animaux pas très nobles peuvent donner des coups de pied aux cadets (voyez l'interview en question, voyez comme il les « gronde ») et maudire à chaque phrase les illusions constitutionnelles. Allons, messieurs les radicaux, l'œuf de Pâques n'est bon que le jour de Pâques !...

L'exemple de messieurs Kh-ov et Cie nous montre, d'une façon édifiante, comment des gens qui croient être des hommes politiques instruits et même des penseurs libres ou des radicaux, descendent le courant, sans pouvoir résister, sans idées, en véritables loques, en impuissants. En mars-juin 1906, ils encourageaient les illusions constitutionnelles, ils disaient de la Douma que c'était un pouvoir, ils se traînaient à la remorque des cadets, ils grimaçaient quand nous faisions l'impitoyable critique de ce parti qui était alors à la mode. En septembre 1906, ils « grondent » les cadets et « font la guerre » aux illusions constitutionnelles sans voir qu'ils sont de nouveau en retard, qu'aujourd'hui cela ne suffit plus, qu'il faut un appel direct à une forme précise de lutte révolutionnaire (déterminée par l'évolution historique précédente).

Il serait à souhaiter que, d'après l'exemple de ces messieurs, les intellectuels russes, qui nous fournissent des quantités de ces poules mouillées, comprennent enfin tout le mal de l'opportunisme. C'est à tort que chez nous on considère souvent ce mot comme « une injure, tout simplement » sans réfléchir à sa signification. L'opportuniste n'est pas celui qui trahit son parti, qui l'abandonne. Il persiste à le servir sincèrement et avec zèle. Mais ce qui le caractérise, qui est typique pour lui, c'est qu'il cède à des impulsions momentanées, c'est qu'il est incapable de résister à la mode ; c'est, en politique, sa myopie et son inconsistance. L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts essentiels et

durables du parti à ses intérêts d'un moment, à des intérêts passagers et secondaires. Dès qu'on constate un certain réveil de l'industrie, une prospérité relative du commerce, une légère animation dans le libéralisme bourgeois, l'opportuniste s'empresse de crier : « N'effarouchez pas la bourgeoisie, ne vous en écartez pas, laissez de côté les « phrases » sur la révolution sociale. » A peine la Douma s'est-elle réunie, et une légère brise de « printemps » constitutionnel-policier a-t-elle passé, l'opportuniste s'écrie que la Douma est un pouvoir, il maudit bien vite le boycottage « néfaste » et s'empresse de lancer le mot d'ordre de soutien de la revendication d'un ministère parlementaire, c'est-à-dire d'un ministère de cadets. Mais le flot redescend, et alors l'opportuniste, tout aussi sincèrement et aussi mal à propos qu'auparavant « gronde » les cadets et s'attache à démolir les illusions constitutionnelles.

Aucune politique suivie, digne d'une classe véritablement révolutionnaire, et menant fermement, à travers les petites déviations et fluctuations, à la préparation en vue de la bataille décisive, audacieuse et sans merci contre l'ennemi, n'est possible tant que dominera l'opinion de pareils intellectuels. Voilà pourquoi le prolétariat conscient doit savoir faire preuve d'esprit critique à l'égard des intellectuels qui se rangent de son côté, et il doit apprendre à combattre implacablement l'opportunisme en politique.

Publié le 18 octobre 1906 dans la revue « Vestnik Jizni » n° 12
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue

LES RÉSULTATS DU CONGRÈS DES CADETS

Nous avons montré plus d'une fois que la lutte de l'autocratie contre la révolution prolétarienne et paysanne frappait inévitablement aussi l'opposition libérale. Du moment que le prolétariat se tait, notre gouvernement de pogromistes ne perdra pas non plus une occasion d'écraser les cadets. Aujourd'hui, il sévit contre les partisans de la « rénovation pacifique ». Il ne voit pas d'un très bon œil même les octobristes. Et si la « justice » des cours martiales parvient à faire taire provisoirement le fracas des brownings et des bombes et à étouffer le classique : « Haut les mains ! » cela ne prouve pas, bien entendu, que les cadets et les « rénovateurs pacifiques » retrouveront enfin la paix tant souhaitée d'une lutte légale, en accord avec la Constitution.

On aurait pu croire que la fureur de la réaction aurait pour résultat de rejeter très à gauche les cercles dirigeants de l'opposition libérale. La dissolution de la Douma a radicalement anéanti les illusions constitutionnelles. Il n'y a pas de collaborateur du *Tovarichtch* ou de la *Stolitchnaïa Potchta* [117] qui ne l'ait compris aujourd'hui. L'interdiction de la presse des cadets (de toute leur presse de province et d'une partie considérable de celle de la capitale), l'interdiction de leur congrès, le refus de légaliser leur parti, la mise en jugement de tous ceux qui ont signé l'appel de Vyborg, tout cela aurait dû, semblait-il, contraindre les cadets à abandonner leur point de vue d'une organisation de l'opinion publique et à adopter enfin celui de l'organisation des forces sociales. Il semblait ensuite que, si les chefs cadets manquaient de résolution, d'héroïsme, pour se retirer fièrement dans l'action clandestine, leur armée les abandonnerait aussitôt.

Le congrès des cadets a montré que ces calculs n'étaient pas justes. Pour le moment en tout cas. Il a sanctionné — pas très volontiers, c'est vrai — un certain « pas marqué sur place », ou plus exactement l'ordre de « ne pas bouger » que lui donnait le Comité central. Ce congrès a adopté une résolution sur l'organisation des forces sociales, mais une résolution tout à fait platonique, qui décidément n'engage personne à aucun acte, qui n'indique même pas la cause pour laquelle et dans laquelle ces forces peuvent et doivent être organisées. Le congrès a adopté — à une majorité relativement peu considérable, il est vrai — le fameux point 4 de la résolution tactique proclamant la résistance passive du Parti à la résistance passive qui croît spontanément dans les couches inférieures du peuple et que recommande l'appel de Vyborg. Le congrès s'est terminé comme l'expression du « parti de la liberté du peuple », parti un et indivisible.

C'est ce qui devait incontestablement se produire. L'heure de la scission dans le parti cadet n'a pas encore sonné. Si les antagonismes de classe ont déjà fait entrer sans esprit de retour de larges couches de la haute bourgeoisie dans le cadre de la contre-révolution, ils n'ont pas encore eu le temps de dissocier suffisamment de la petite et moyenne bourgeoisie qui, aux élections, avaient voté pour les cadets. Pour le moment, rien ne prouve qu'en province la petite bourgeoisie ait été saisie devant la révolution de cette frayeur qui tient déjà si fortement les « bourreaux humanitaires » du type Goutchkov.

Cette décomposition progresse rapidement. Les chefs cadets eux-mêmes ne croient guère que le *bloc* multicolore de la « liberté du peuple » qu'ils ont créé soutiendra l'épreuve de la lutte sociale et politique qui s'accentue.

Dans la révolution russe il doit incontestablement exister une limite fatale au-delà de laquelle la scission dans ce bloc deviendra absolument inévitable. Elle sera atteinte et dépassée le jour où le torrent de l'insurrection prolétarienne et *paysanne* aura irrémédiablement entraîné les couches les plus larges de la bourgeoisie des villes, de la petite et en partie de la *moyenne*. Alors, mais alors seulement, il ne restera de l'énorme bloc cadet que cette bourgeoisie moyenne possédante qui est vouée dès sa naissanse

à partager finalement avec M. Goutchkov ses terreurs de bourgeois. Alors se dissipera le spectre de la révolution nationale qui, encore aujourd'hui, est si fort et empêche bien des personnes de juger comme il convient du rôle formidable et créateur des antagonismes de classe dans la révolution russe. Cette limite atteinte, l'énorme parti politique qui essaie de se baser sur l'organisation de l'*opinion* publique deviendra un anachronisme, tandis que tous les éléments du vrai mouvement de masses, tant de droite que de gauche, attribueront à la force, à la force brutale, non seulement le rôle destructeur, mais le noble rôle créateur sans lequel on ne peut concevoir le parachèvement de la révolution. Et là où la force matérielle exerce ses droits suprêmes, il n'y a pas place pour l'hégémonie bourgeoise des cadets. Toute notre lutte passée le certifie ; il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire sans se tromper que le même fait se reproduira si nous connaissons un nouvel élan de la révolution. Le cadet est celui qui participe « légalement » au partage du butin de la révolution, mais rien de plus.

Voilà pourquoi ils avaient objectivement raison, ceux des leaders cadets qui proposaient d'avouer que l'appel de Vyborg n'avait été qu'une erreur due à un entraînement, dans la mesure où cet appel conseillait *directement* une tactique de résistance passive. Car, étant donné la tension actuelle de la lutte, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de résistance passive de masse qui ne se transforme aussitôt en une offensive énergique. M. Strouvé a parfaitement raison lorsqu'il dit que ce procédé de lutte élégant (à l'opposé, voyez-vous, du procédé purement révolutionnaire, offensif) ne peut être appliqué que contre un gouvernement de gens civilisés, contre un gouvernement constitutionnel. Qui donc douterait un seul instant que la bande à Stolypine ne mette en mouvement ses expéditions punitives dès que parmi les masses se manifesteront des velléités de ne pas payer l'impôt et de ne pas envoyer de conscrits ? Et à ce moment-là, qui empêchera la population de passer à la défensive, à l'attaque, les armes à la main ?

Et l'appel de Vyborg, même au moment où il a été signé selon l'esprit même des cadets, a été tout au plus une menace de passer à l'offensive, adressée au gouvernement, et nullement un mot d'ordre pratique. Et les Milioukov et les Strou-

vé ne sont nullement responsables, en l'espèce, de la naïveté politique de ceux des cadets de province qui avaient pris cet appel pour un mot d'ordre pratique. Le sort de cet appel en province l'atteste. La presse terrorisée en a parlé très peu et en termes très voilés, mais ce qu'elle disait nous semble prouver que le parti de la « liberté du peuple » pratiquait activement, en tant que parti, la résistance passive préconisée par l'appel de Vyborg, mais à l'égard de l'appel lui-même. Le congrès n'a donc pu que confirmer cette position des cadets. La minorité du congrès qui avait combattu cette confirmation se rendit finalement et est restée dans le Parti.

Cependant, du fond du pays, nous arrivent chaque jour des nouvelles prouvant que l'idée de la résistance passive a trouvé un écho dans les masses populaires. Le refus d'acquitter les impôts, de livrer des conscrits, le boycottage des autorités commencent à devenir un mot d'ordre pratique. Personne ne ferme les yeux sur les lacunes d'organisation énormes de ce mouvement. Nul ne conteste que dans ce mouvement un certain chaos est inévitable. Mais de ce chaos doit sortir l'ordre, l'ordre révolutionnaire, degré supérieur des explosions populaires chaotiques, spontanées. La haine qui gronde aujourd'hui dans les masses populaires sous la pression formidable du régime « constitutionnel » policier ne peut pas ne pas éclater, et, en effet, elle éclate tantôt ici, tantôt là, par explosions. On se bat les armes en mains. Rien ne nous permet de prédire sans risquer de nous tromper qu'au moment de l'appel des conscrits et de la perception des impôts éclatera l'insurrection populaire, même sous forme de résistance purement passive, mais il est inévitable que des manifestations de cette sorte aient lieu. Et les cadets s'éloignent en temps voulu : « En conscience, on ne peut sanctionner cette expérience dangereuse », a déclaré le congrès des cadets, par la bouche de M^me^ Tyrkova, membre du comité central de ce parti.

Mais, en faisant appel à la conscience, on ne change rien, bien entendu, à l'affaire. Si les événements prochains prouvaient avec une exactitude mathématique le triomphe prochain de la révolution populaire, les cercles dirigeants des cadets n'en changeraient pas pour autant leur attitude. Tout le passé du parti cadet le démontre et les pourparlers enga-

gés avec des pogromistes au sujet de portefeuilles ministériels furent le point culminant dans l'histoire du parti cadet ; objectivement, ces pourparlers étaient incomparablement plus caractéristiques pour lui que l'appel de Vyborg. Et l'un des représentants les plus autorisés de ce parti, le professeur Grédescul nous le fait savoir de la façon la plus précise (*Retch*, n° 180) : « Nous avons vécu avec notre peuple, dit-il, nous avons partagé ses élans fougueux. » Mais c'était l'époque d'une « ardente et tumultueuse jeunesse » ; aujourd'hui est arrivée l'époque de « l'âge mûr, persévérant et tenace ». Et le palladium de cette maturité, c'est la campagne électorale, l'adresse-réponse, sous les espèces d'une plate-forme politique, de la Douma au discours du Trône.

Le parti cadet n'a jamais partagé et ne pouvait partager avec le peuple ses « élans fougueux » ; l'honorable professeur a dit cela simplement pour la phrase. Mais le parti cadet, dans la personne de son congrès, ne s'est pas non plus écarté à droite. Il est resté sur place. Comme avant, il a l'intention de ne participer à la crise révolutionnaire actuelle que dans la mesure où elle peut se transformer en une crise *purement parlementaire*.

Nous ne pouvons qu'approuver la précision, la clarté que le congrès a mises dans ses résolutions relatives à cette question. Certes, il doit fortement désillusionner ceux qui voyaient dans l'appel de Vyborg un « gauchissement » des cadets et un symptôme bien net du caractère national de la révolution russe.

Ayant déclaré qu'il ne concevait la révolution que comme une lutte parlementaire, le congrès a, par là même, posé carrément, devant la large masse de la démocratie, la question d'une lutte ouverte pour la prise du pouvoir. Toute la marche de la révolution russe tend à prouver qu'à cette question la démocratie répondra autrement qu'à la manière des cadets. Et la social-démocratie doit se préparer afin qu'au moment de donner la réponse, la population pauvre des villes et des campagnes trouve en elle son guide naturel pour la période de la révolution.

« Prolétari » n° 6, 29 octobre 1906

Conforme au texte du journal

L'ESPRIT PETIT-BOURGEOIS DANS LES MILIEUX RÉVOLUTIONNAIRES

Les périodes de contre-révolution se caractérisent entre autres par la propagation des idées contre-révolutionnaires non seulement sous une forme grossière et brutale, mais sous une forme atténuée : par la croissance de l'esprit petit-bourgeois dans les partis révolutionnaires. Par ce dernier terme, le camarade Martov, dans sa nouvelle brochure *les Partis politiques en Russie*, entend les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires. Nous comptons revenir une autre fois sur cette brochure intéressante de Martov qui critique les cadets avec une franchise et une précision dont la littérature menchevique n'est pas coutumière, mais qui, en même temps, donne de nos partis politiques une classification tout à fait inexacte, non marxiste, et révèle l'erreur fondamentale du menchevisme qui classe les partis du type des octobristes parmi les partis du « centre ».

Mais ceci n'est dit qu'en passant. Ce qui nous intéresse en ce moment, ce sont quelques autres nouveautés de la littérature social-démocrate et socialiste-révolutionnaire. Nous avons l'intention de noter les plus grosses manifestations ou, plus exactement, les reflets d'un état d'esprit contre-révolutionnaire dans ces milieux. Après la défaite de l'insurrection de décembre, l'expression la plus importante des sentiments contre-révolutionnaires dans la démocratie a été la volte-face des cadets qui ont jeté par-dessus bord le mot d'ordre d'Assemblée constituante et qui, dans les colonnes de la *Poliarnaïa Zvezda* et de publications analo-

gues, ont dénigré et traîné dans la boue les artisans et les idéologues de l'insurrection armée. Après la dissolution de la Douma et l'échec des mouvements populaires de juillet, l'événement qui prouva la pénétration de l'esprit contre-révolutionnaire dans la démocratie fut chez les socialistes-révolutionnaires la séparation définitive de leur aile droite et la formation d'un parti « socialiste-populiste », à demi-cadet. Après le premier grand élan d'octobre-décembre, les cadets ont abandonné la démocratie militante, combattante. Après le second petit élan, en mai-juin, ce sont les socialistes-populistes qui se sont mis à lâcher la démocratie.

Dans le n° 4 du *Prolétari* nous avons dessiné, en ses traits essentiels, la physionomie idéologique et politique des socialistes-populistes *. Depuis, ils ont agi de façon tout à fait officielle, ils ont publié le programme du « parti (socialiste-populiste) du Travail », qui est une variation opportuniste, petite-bourgeoise et légale, du programme révolutionnaire des s.-r., ils ont publié la liste des membres du comité d'organisation du nouveau parti. Il est vrai que, parmi les 17 membres de ce comité d'organisation (MM. Annenski, Elpatievski, Miakotine, Péchékhonov, etc.) figure en tout et pour tout *un seul* ancien député de la Douma, membre du « groupe du Travail », M. Krioukov, professeur dans un établissement d'enseignement secondaire et publiciste. Parmi les fondateurs du nouveau parti du Travail, nous ne trouvons pas un seul nom plus ou moins considérable de *vrai* « troudovik » ! Il n'est pas étonnant que les socialistes-populaires soient traités par quelques-uns de pseudo-troudoviks. Il n'est pas étonnant que les journaux aient déjà annoncé la formation d'autres partis du Travail. Le *Tovarichtch* a fait savoir que M. Sédelnikov qui, par son activité à la Douma, est un « troudovik » beaucoup plus en vue et beaucoup plus populaire que M. Krioukov, lequel est complètement inconnu, fonde un parti *populaire du Travail*. A la réunion nombreuse dont le *Tovarichtch* rendait compte, M. Sédelnikov a franchement et nettement défendu ses idées, sans prétendre au titre de socialiste et en se prononçant pour une « monarchie démocratique ». La netteté et la franchise du troudovik populiste ont provoqué, d'après

* Voir le présent tome, pp. 197-207. (*N.R.*)

le même journal, l'extrême colère d'un autre troudovik qui est journaliste, M. Miakotine, lequel apporta la contradiction, défendant les idées des socialistes-populistes.

Les détails de cette querelle de famille ne nous intéressent pas. Ce qui nous importe, c'est de signaler les diverses manifestations de tendances opportunistes parmi les socialistes-révolutionnaires d'hier et certains « troudoviks ». Sous ce rapport, M. Péchékhonov fait plus de « progrès » que les autres (les socialistes-révolutionnaires ont des « novateurs progressistes » bien plus audacieux que nous). Le numéro de septembre de *Rousskoïé Bogatstvo* montre qu'il avance de plus en plus dans sa voie qui va des révolutionnaires aux cadets. Il essaie d'effacer la différence entre le terme révolutionnaire « prendre » et le terme cadet « obtenir ». Après avoir « prouvé » en août que l'on ne pouvait prendre ni toute la liberté ni toute la terre, il a « prouvé » aujourd'hui que l'on ne pouvait « prendre la liberté par une action des couches sociales inférieures ». *Il n'y a que le premier pas qui coûte**, ce qui veut dire en russe : le premier petit verre est dur comme un pieu, le deuxième leste comme un faucon, et les autres légers comme des oisillons. Le nouveau [publiciste] cadet, dans les colonnes d'une revue légale, démolit l'idée d'une insurrection armée et celle d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, mais, bien entendu, il ne nomme pas les choses par leur nom, il ne cite pas entièrement le manifeste des partis révolutionnaires qu'il « réfute » ; il déforme et il simplifie, dans une revue légale, les pensées de ceux qui, dans la presse illégale, ont soutenu l'idée d'une insurrection, l'idée d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. En effet, ce n'est pas pour rien que MM. les socialistes-populistes ont fait légaliser leur parti ! Bien entendu, ils l'ont fait légaliser non pour défendre l'idée de l'insurrection, mais pour la réfuter !

Dans la littérature social-démocrate, la grande nouveauté qui montre bien l'influence de l'esprit contre-révolutionnaire c'est l'hebdomadaire *Naché Diélo* [118] publié à Moscou. La presse des cadets nous a déjà rebattu les oreilles de ce nouvel et considérable « progrès » des mencheviks : leur pro-

* En français dans le texte. (*N.R.*)

grès consiste, comme on sait, à s'acheminer des révolutionnaires vers les cadets. La *Retch* a spécialement publié un article élogieux ; le *Tovarichtch* a repris avec joie les principales réflexions de *Naché Diélo* ; la *Retch* a reproduit l'opinion du *Tovarichtch* ; et alors, le *Tovarichtch* a confirmé sa position en citant la *Retch* ; en un mot, cette distinguée société de doctes traîtres à la révolution s'est sentie transportée de joie. La *Retch* a même pu savoir qu'à la tête de *Naché Diélo* se trouvent des mencheviks en vue, MM. Maslov, Tchérévanine, Gromann, Valentinov.

Nous ne savons si les informations de la *Retch* sont exactes, bien que celle-ci s'affirme toujours très renseignée sur toutes les affaires mencheviques. Mais nous connaissons l'article de fond publié par Tchérévanine dans le n° 1 de *Naché Diélo*. Voici le passage qui a réjoui les cadets et qui vaut bien d'être cité :

« Il serait absurde et fou de la part du prolétariat d'essayer, comme quelques-uns le lui proposent, d'engager avec les paysans la lutte contre le gouvernement et la bourgeoisie pour une Assemblée constituante élue au suffrage universel et investie de pleins pouvoirs » (p. 4). « Il faut insister pour qu'une nouvelle Douma soit convoquée. » Le ministère doit être pris dans la majorité parlementaire. « Etant donné que les paysans sont aujourd'hui complètement inorganisés et complètement ignorants, il est difficile de compter obtenir davantage » (p. 6). Comme vous voyez, c'est franc... c'est d'une sacrée franchise !... Le camarade Tchérévanine, tout en se maintenant à l'intérieur d'un parti révolutionnaire, est allé bien plus à droite que M. Péchékhonov qui a fondé un nouveau « parti légal ». M. Péchékhonov *n'a pas encore* renoncé au mot d'ordre d'Assemblée constituante et *il continue* à critiquer pour son insuffisance la revendication d'un ministère issue de la Douma.

Par égard pour nos lecteurs, nous n'irons pas, bien entendu, jusqu'à réfuter l'opinion de Tchérévanine. Il est déjà devenu la fable de tous les social-démocrates sans distinction de fractions. Mais nous invitons les lecteurs à réfléchir de la façon la plus sérieuse aux causes de cette transformation incroyablement facile d'un menchevik éminent et responsable en libéral. Il n'est pas difficile de condamner et de répudier cet « extrémisme », cet « excès » d'opportu-

nisme qui saute aux yeux. Il importe bien plus de trouver la source des erreurs qui font rougir un social-démocrate. Nous invitons nos lecteurs à se demander si la différence entre Tchérévanine et notre Comité central est plus profonde que celle qui existe entre Sédelnikov et Péchékhonov ?

Les tendances constatées chez ces « quatre » ont la même origine. Les gens de l'espèce petite-bourgeoise sont las de la révolution. Pour eux, mieux vaut une légalité limitée, une légalité grisâtre et mesquine, mais tranquille, qu'une suite orageuse d'élans révolutionnaires et de fureurs contre-révolutionnaires. A l'intérieur des partis révolutionnaires, cette tendance s'exprime par le désir de transformer ces partis. Le petit bourgeois doit former le noyau fondamental du parti : « Le parti doit être une organisation *de masse.* » A bas l'illégalité, finissons-en avec la conspiration, qui entrave le « progrès » constitutionnel ! Il faut légaliser les vieux partis révolutionnaires. A cet effet, il faut radicalement modifier leur programme dans deux sens principaux : dans le sens politique et dans le sens économique. Il faut renoncer à revendiquer la République et la confiscation des terres, il faut renoncer à exposer le but socialiste de façon claire, précise, implacablement nette, palpable, il faut présenter le socialisme en tant que « perspective qui se perd dans le lointain », comme s'est exprimé, avec une grâce incomparable, M. Péchékhonov.

Telles sont les tendances que divers représentants de ces quatre courants expriment en diverses occasions et de différentes manières. La monarchie démocratique de Sédelnikov ; le « progrès » du parti « socialiste-populiste » qui passe des troudoviks aux cadets ; l'abandon par Tchérévanine de la lutte révolutionnaire pour l'Assemblée constituante ; le congrès ouvrier d'Axelrod et de Plékhanov ; le mot d'ordre : « pour la Douma », lancé par notre Comité central ; le raisonnement du *Social-Démocrate* que publie le même Comité central (n° 1), sur le caractère conservatif de la conspiration et de la clandestinité et le caractère progressiste du passage à la « révolution bourgeoise nationale », tout cela représente les manifestations d'une seule et même tendance fondamentale, un seul et même courant de la mentalité petite-bourgeoise qui relève la tête dans les partis révolutionnaires.

Tchérévanine, qui cherche à légaliser le parti, à le « rapprocher » de la masse, à passer un accord avec les cadets, à adopter le principe de la révolution bourgeoise nationale, a été, de son point de vue, *parfaitement logique* en déclarant que la lutte pour l'Assemblée constituante était « une absurdité et une folie ». Nous avons déjà signalé, dans le n° 1 du *Proletari** que notre Comité central se contredisait de la façon la plus flagrante en prêchant, par ses fameuses « Lettres aux organisations du Parti » (nos 4 et 5), l'alliance avec la bourgeoisie moyenne, avec les officiers, etc., et en posant en même temps le mot d'ordre : Assemblée constituante, qui est *inacceptable* pour ces éléments. Sous ce rapport, Tchérévanine a bien plus d'esprit de suite, et il raisonne plus logiquement ou plus honnêtement, plus franchement que les Péchékhonov ou que notre Comité central. Le *Social-Démocrate*, organe du C.C., biaise ou révèle un manque d'intelligence extraordinaire quand, d'une part, il attaque « tout ce qui détourne le prolétariat du mouvement national », « ce qui le voue à l'isolement politique », et que, d'autre part, il soutient le mot d'ordre d'Assemblée constituante et dit : « Il faut se préparer à l'insurrection. »

Prenez la question du congrès ouvrier. Récemment (6 octobre) le journal cadet *Tovarichtch* a enfin révélé le fin mot de ce congrès. Voici ce qu'aurait dit, d'après ce journal, « un des chefs les plus anciens de la social-démocratie, qui a soulevé la question du congrès ouvrier », dans une conférence faite ces jours-ci : « Ils (les membres du « congrès ouvrier ») peuvent adopter l'ensemble du programme social-démocrate, avec, peut-être, certaines modifications, et alors le Parti sortira de son existence clandestine. » C'est clair. Les chefs les plus anciens éprouvent de la gêne à dire nettement qu'ils veulent modifier le programme du Parti afin de placer celui-ci dans une situation légale. Par exemple, rayer la République, l'Assemblée constituante, ne pas mentionner la dictature socialiste du prolétariat, ajouter que le Parti ne lutte que par des moyens légaux (comme cela était dans le programme des social-démocrates allemands avant la loi d'exception [119]), etc. « *Alors le Parti sortira de*

* Voir le présent tome, pp. 148-164. (*N.R.*)

son existence clandestine », rêvent les « chefs les plus anciens » ; alors on aura définitivement abandonné l'illégalité « conservatrice », l'action révolutionnaire, la clandestinité, pour la légalité constitutionelle « progressiste ». Tel est le fond, pudiquement dissimulé, du congrès ouvrier. Le congrès ouvrier, c'est du chloroforme que les chefs les plus anciens prescrivent aux social-démocrates « conservateurs » pour leur faire subir sans douleur l'opération que les Péchékhonov ont fait subir au parti des socialistes-révolutionnaires. Avec cette seule différence que les Péchékhonov sont des gens pratiques, réalistes, et qui savent où ils vont, alors qu'on ne peut pas en dire autant de nos chefs les plus anciens. Ils ne se rendent pas compte que, dans la situation politique actuelle, le congrès ouvrier, c'est du pur verbiage. Lorsque cette situation sera changée dans le sens d'un élan révolutionnaire, ce ne sera pas la victoire d'une légalité petite-bourgeoise et apaisée qu'apportera le congrès ouvrier, à moins, toutefois, que l'élargissement du parti social-démocrate révolutionnaire ne rende alors inutile le congrès ouvrier ; mais si la situation actuelle change dans le sens d'une victoire complète et durable de la réaction, le congrès ouvrier pourra *rogner* le programme social-démocrate et le réduire au point de faire peur même à Axelrod.

Que la presse cadette soutienne de toutes ses forces l'idée du congrès ouvrier, c'est tout à fait compréhensible, car elle flaire les tendances petites-bourgeoises et opportunistes de cette entreprise. Ce n'est pas pour rien que M. Portougalov — cadet qui se considère comme socialiste sans-parti — admire la « sage attitude » d'Axelrod, reprend certains propos de lui lorsque, dédaigneusement, celui-ci traite le Parti de « cercle » (un « cercle » qui compte de 100 à 150 000 membres et qui, dans un pays occidental, réunirait de un million à un million et demi de suffrages !) et demande d'un air grave : « La classe existe-t-elle pour le Parti ou le Parti pour la classe ? » A cette question savante, nous répondrons par une question à l'adresse des écrivains bourgeois : la tête existe-t-elle pour le ventre ou le ventre pour la tête ?

Prenez, enfin, les raisonnements du *Social-Démocrate*, organe du Comité central. Le même M. Portougalov en a

très bien saisi le sens, puisqu'il en a cité un passage qui n'est pas moins digne de devenir célèbre que les déclarations de Tchérévanine. « Il (le courant menchevique) cherchait à encourager la transformation inévitable de la lutte révolutionnaire clandestine des intellectuels s'appuyant sur les couches avancées du prolétariat en une révolution bourgeoise nationale. » M. Portougalov commente : « Il n'y a pas bien longtemps, ces menaces (est-ce un lapsus ? faut-il lire : ces idées ?) étaient infailliblement déclarées hérésie d'origine « démocratique-bourgeoise ». Aujourd'hui, les « démocrates-bourgeois n'ont rien à ajouter à ces observations. »

M. Portougalov a raison. Naguère, aujourd'hui et toujours, les raisonnements de l'auteur de l'éditorial du *Social-Démocrate* étaient, sont et seront déclarés produits des idées démocratiques bourgeoises. Réfléchissez un peu à ce raisonnement. La lutte clandestine peut se transformer en une lutte ouverte ; la lutte menée par des intellectuels peut devenir une lutte populaire ou une lutte de masse. La lutte des couches avancées d'une classe peut devenir la lutte de toute la classe ; mais transformer une lutte révolutionnaire clandestine en une révolution bourgeoise nationale, c'est une ineptie. En réalité, ce raisonnement consiste à substituer au point de vue du prolétariat celui de la démocratie bourgeoise.

« Deux années de guerre civile ont créé chez nous la révolution nationale. C'est un fait », dit l'auteur de l'article de fond du *Social-Démocrate*. Ce n'est pas un fait, c'est une phrase. La guerre civile, à prendre ce mot au sérieux, ne compte pas deux années en Russie. En septembre 1904, il n'y avait aucune guerre civile. Ceux-là seulement qui veulent ignorer les tâches *particulières* du Parti ouvrier en période de guerre civile *véritable* ont intérêt à élargir démesurément la notion de guerre civile. Avant le 17 octobre 1905, la révolution russe était bien plus nationale qu'aujourd'hui. Il suffit d'indiquer que les gros propriétaires fonciers ont passé dans le camp de la réaction. Il suffit de rappeler la formation des partis contre-révolutionnaires du type des « octobristes » et le renforcement incontestable des dispositions contre-révolutionnaires chez les cadets en été 1906, si l'on compare ces derniers aux

partisans de l'*Osvobojdénié* de 1905. Il y a un an, ceux-ci ne parlaient pas et ne pouvaient parler d'arrêter la révolution. Strouvé passait à la révolution. Aujourd'hui les cadets disent nettement que leur but est de mettre un terme à la révolution.

A quoi se ramène pratiquement cette transformation de la lutte révolutionnaire clandestine en une révolution bourgeoise nationale ? A méconnaître ou à estomper les antagonismes de classes que la marche de la révolution russe a déjà révélés ; à faire du prolétariat, qui est un combattant d'avant-garde et qui mène sa *propre* politique révolutionnaire, un appendice de la fraction la plus influente de la démocratie bourgeoise, de la fraction qui prétend le mieux représenter les aspirations « nationales ». On comprend donc pourquoi le libéral bourgeois devait dire : il ne nous reste rien à ajouter à cela, nous sommes tout à fait d'accord, nous sommes précisément pour la transformation de la lutte prolétarienne en une lutte nationale. Porter la lutte sur un terrain national (ou, ce qui revient au même, en faire une révolution nationale), c'est prendre ce qu'il y a de commun aux cadets et aux autres partis plus à gauche et reconnaître ce quelque chose de commun comme obligatoire, c'est écarter tout le reste, comme « vouant le prolétariat à l'isolement politique ». En d'autres termes, c'est adhérer aux revendications des cadets, car aucune autre revendication ne serait « nationale ». De là viennent tout naturellement les mots d'ordre équivoques de la social-démocratie opportuniste : « Pour la Douma, comme organe du pouvoir susceptible de convoquer l'Assemblée constituante ou pour la Douma « comme instrument pour la conquête de l'Assemblée constituante » (*Social-Démocrate* n° 1). De là aussi le mot d'ordre de l'opportunisme social-démocrate conséquent : Il est absurde et fou de combattre pour l'Assemblée constituante, car la revendication de l'Assemblée constituante « voue le prolétariat à l'isolement politique », sort des limites de la « révolution bourgeoise nationale », etc.

Les social-démocrates révolutionnaires doivent raisonner autrement. Au lieu d'adopter des phrases sur la « révolution bourgeoise nationale », phrases trop banales et pouvant trop facilement être déformées par la bourgeoisie, nous

devons analyser la situation concrète de classes et de partis déterminés à divers moments de la révolution. En 1900 et 1901, la vieille *Iskra* et la *Zaria* [120] avaient parfaitement raison de dire que la social-démocratie était le porte-parole des idées d'affranchissement national, qu'elle était le combattant d'avant-garde qui attirait tout le monde dans son camp, jusqu'aux maréchaux de la noblesse, professant des tendances libérales. A ce moment-là, c'était vrai, car, dans la politique du gouvernement, il n'y avait rien, absolument rien, qui pût satisfaire le libéralisme bourgeois le plus modeste. Cela a été prouvé par la grève générale d'octobre dans toute la Russie, car, à ce moment-là, la lutte prolétarienne était devenue le centre d'attraction pour tout libéral bourgeois, même le plus modéré.

Après le 17 octobre, tout changea, tout devait changer. La bourgeoisie libérale monarchiste — le camarade Martov a tort de l'appeler « libérale démocratique » — devait prendre la défense de la monarchie et de la propriété féodale, la prendre directement (octobristes) ou indirectement (cadets), car les victoires ultérieures de la révolution menaçaient sérieusement et immédiatement ces institutions qui leur étaient chères. Ceux-là tombent dans une erreur profonde qui oublient qu'avec le progrès de la révolution, avec l'accroissement de ses tâches, se modifie aussi la composition des classes, et des éléments populaires susceptibles de participer à la lutte pour accomplir ces tâches. Le prolétariat s'achemine vers le socialisme par la révolution bourgeoise. Voilà pourquoi, dans la révolution bourgeoise, il doit soulever et attirer à la lutte révolutionnaire des couches sociales de plus en plus révolutionnaires. En 1901, il réveillait les libéraux des zemstvos. Aujourd'hui, en raison des conditions objectives, sa principale tâche est de réveiller les paysans révolutionnaires, de les éclairer, de les amener à la lutte, de les arracher non seulement à la tutelle idéologique et politique des purs cadets, mais aussi des troudoviks du type Péchékhonov. Si la révolution peut vaincre, c'est *uniquement* par l'alliance du prolétariat avec les paysans véritablement révolutionnaires et non pas opportunistes. Voilà pourquoi, si nous disons sérieusement que nous sommes pour la révolution (et non pas seulement pour la Constitution), si nous parlons sérieusement d'un nouvel

« élan révolutionnaire », nous devons résolument combattre toutes les tentatives que l'on fait pour rejeter complètement le mot d'ordre d'Assemblée constituante, ou pour l'affaiblir, soit en y ajoutant obligatoirement le mot Douma (la Douma comme organe de pouvoir susceptible de convoquer l'Assemblée constituante, ou bien la Douma comme instrument pour conquérir l'Assemblée constituante, etc.), soit en réduisant les tâches du prolétariat jusqu'aux limites de la révolution des cadets ou de la soi-disant révolution bourgeoise nationale. Dans la masse rurale, seuls les paysans aisés et moyens deviendront nécessairement opportunistes et même, par la suite, réactionnaires. Mais c'est là la minorité des paysans. Les paysans pauvres avec le prolétariat constituent la majorité écrasante du peuple, de la nation. *Cette* majorité *peut* vaincre et elle remportera la victoire complète dans la révolution bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle *peut prendre toute la liberté et toute la terre*, et réaliser, pour les ouvriers et les paysans, le maximum de bien-être possible dans la société capitaliste. Cette révolution de la majorité écrasante de la nation, on peut, si vous voulez, l'appeler une révolution bourgeoise nationale ; mais tout le monde sait que le sens habituel de ces mots est tout autre, qu'à l'heure actuelle, leur sens véritable est celui que leur donnent les cadets.

Nous sommes des social-démocrates « conservateurs » en ce sens que nous sommes pour la vieille tactique révolutionnaire. « Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et de paralyser l'instabilité de la bourgeoisie » (cf. « Deux tactiques » *). Cela a été écrit en été 1905. Aujourd'hui, l'enjeu de la lutte est plus considérable. La tâche est plus difficile. La bataille qui vient sera plus âpre. Il faut neutraliser l'instabilité de toute la bourgeoisie, y compris les intellectuels bourgeois, y compris la bourgeoisie paysanne. Il faut joindre au prolétariat la masse des paysans pauvres capables d'une lutte révolutionnaire décisive. Ce ne sont pas nos vœux, ce sont les conditions objectives qui *placeront juste-*

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 9, p. 97. (*N.R.*)

ment ces nobles tâches devant le « nouvel élan de la révolution ». Le prolétariat conscient doit remplir son devoir jusqu'au bout.

P.-S. Le présent article était déjà envoyé à l'impression, lorsque nous avons lu la lettre du camarade Martov dans le *Tovarichtch*. L. Martov se désolidarise de Tchérévanine dans la question du bloc avec les cadets. C'est fort bien. Mais ce qui est surprenant et extrêmement fâcheux, c'est que L. Martov *ne renie pas* cette découverte de Tchérévanine : « Il est absurde, il est fou de combattre pour l'Assemblée constituante », bien que d'après le n° 73 du *Tovarichtch* qu'il cite, *Martov n'ait pu ignorer* cette découverte. Martov aurait-il, lui aussi, progressé dans le sens des idées de Tchérévanine ?

« Prolétari » n° 6, 29 octobre 1906

Conforme au texte du journal

LES ARTICLES DE MARTOV ET DE TCHÉRÉVANINE DANS LA PRESSE BOURGEOISE [121]

OÙ L'ON VOIT COMMENT CERTAINS SOCIAL-DÉMOCRATES SE SERVENT DE JOURNAUX BOURGEOIS, DE JOURNAUX CADETS, TELS QUE LE *TOVARICHTCH*, ET PAR SON INTERMÉDIAIRE LE *NOVY POUT*[122] POUR RÉPANDRE DE FAUSSES NOUVELLES SUR LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE. RÉFUTATION. — APPRÉCIATION. — CONCLUSIONS

LA CONTRE-VÉRITÉ PROPAGÉE PAR L. MARTOV AU MOYEN DE LA PRESSE BOURGEOISE

Le *Tovarichtch*, journal bourgeois cadet, *a reproduit*, le 12 octobre (n° 85), sans y faire aucune réserve, les propos d'un autre journal de cadets, *Novy Pout*[122] : « Nous ne pouvons pas, disait *Novy Pout*, ne pas reconnaître qu'en insistant pour conclure un bloc permanent avec l'extrême gauche (la lettre de M. Martov nous l'apprend), ils (les bolcheviks) sont plus conséquents que M. Martov. »

Donc, le *Novy Pout* s'en réfère nettement à L. Martov pour confirmer la fausse information qu'il donne sur les bolcheviks.

Il est indispensable de rétablir les faits.

Dans le n° 1 du *Prolétari*, journal « bolchevique », dans un article « Sur le boycottage » (p. 3), il était dit : « Nous convoquerons le V^e^ Congrès du Parti ; nous y déciderons *qu'en cas d'élections*, il faudra conclure pour quelques semaines un accord électoral avec les troudoviks (sans ce congrès, l'unité voulue dans la campagne électorale serait impossible, les « blocs avec d'autres partis » étant catégo-

riquement interdits par une décision du IV^e^ Congrès). Et nous battrons alors les cadets à plate couture *. »

C'est *tout* ce qui, à notre connaissance, existe pour le moment dans la littérature social-démocrate sur l'attitude des bolcheviks à l'égard des accords électoraux. Il est évident que le *Novy Pout* a été induit en erreur par L. Martov. *Jamais* les bolcheviks n'ont réclamé avec insistance, ni même mentionné un « bloc permanent avec l'extrême gauche ». Voilà pour le premier point. En deuxième lieu, les bolcheviks ont demandé qu'avant de faire « bloc » *avec qui que ce fût*, la décision du précédent congrès fût *révisée* par un nouveau. C'est bien à tort que se taisent là-dessus ceux qui *redoutent* un nouveau congrès du Parti social-démocrate ouvrier. C'est à tort que se taisent ainsi là-dessus les journaux bourgeois qui, par des informations mensongères, par des insinuations, veulent donner à penser à leurs lecteurs que les social-démocrates *ne s'interdiraient pas*, soi-disant formellement *tout* bloc.

Troisième point : L. Martov, qui écrit dans des journaux bourgeois, suggère intentionnellement ou par négligence, ou par ignorance, aux lecteurs du journal cadet *Tovarichtch*, l'idée que les bolcheviks accepteraient de faire bloc avec d'autres, même à l'*échelon inférieur* de l'action électorale, c'est-à-dire dans l'agitation *devant les masses*, alors que lui-même, L. Martov, estime que seuls des « accords particuliers aux échelons supérieurs de notre système électoral à plusieurs degrés » sont rationnels.

L. Martov *n'a aucune raison* d'accuser ainsi les bolcheviks. Par l'intermédiaire de la presse bourgeoise, L. Martov propage une *contre-vérité*, car les bolcheviks n'ont proposé de faire bloc avec d'autres qu'aux degrés supérieurs *exclusivement*, et *uniquement* avec les troudoviks, et seulement pour quelques semaines et en *exigeant avant tout l'autorisation du V^e^ Congrès*.

Pour répandre cette *contre-vérité* qui peut facilement gagner les masses, vu que les journaux cadets ont, tout le monde le sait, de la sympathie pour les mencheviks et reproduisent de bon cœur tout ce que ces derniers veulent bien inventer sur les bolcheviks, L. Martov a donné un « *abrégé* »

* Voir le présent tome, pp. 143-144. (*N.R.*)

des idées exposées dans le *Prolétari*. Bien que ces idées soient toutes contenues dans les cinq lignes que nous avons citées plus haut *in extenso*, L. Martov a cru nécessaire de les *abréger* encore, et, qui plus est, de les *traduire à sa manière*. Et le lecteur constate que l'abrégé de L. Martov est une *déformation complète* du texte.

Dans les cinq lignes du *Prolétari* la question a été à peine effleurée. On n'y parle spécialement ni de degrés inférieurs ou supérieurs, ni de phases dans les élections. On me répliquera peut-être pour cette raison que, moi non plus, je n'ai pas lieu d'affirmer qu'il ne soit pas question dans ces cinq lignes d'accords au degré inférieur. Mais cette objection ne pourrait venir que de quelqu'un qui voudrait s'en prendre à la lettre et tiendrait à déformer le sens explicite du raisonnement d'autrui.

Sans aucun doute, la question traitée en cinq lignes n'est pas exposée dans toute son étendue ; mais l'esprit général de l'article et tout son contenu permettent-ils d'interpréter les omissions dans un sens extensif (par rapport aux accords), au lieu de les interpréter dans un sens restrictif ?

Mais même le passage cité à la « lettre » (si on ne « l'abrège » pas à la L. Martov) parle absolument contre une interprétation extensive, car quiconque connaît tant soit peu les élections comprend qu'au *premier* degré l'accord *ne peut pas* se borner à « quelques semaines », qu'il y faut *des mois*. Il suffit d'indiquer qu'à Pétersbourg on cite *dès maintenant* des partis qui désirent faire bloc avec les cadets ; *dès maintenant* on fait des pronostics sur la répartition probable des sièges des députés de Pétersbourg entre les cadets et ces partis. On dit que ces élections auraient lieu le 17 décembre. Deux mois auparavant, ceux qui désirent vraiment faire bloc au degré inférieur essaient de s'entendre entre eux, directement ou par des intermédiaires. Considérez, ensuite, quelle sera la durée des élections mêmes ; comptez le temps nécessaire au *Parti* pour prendre une décision, pour transmettre ses directives à toute la Russie, et vous verrez qu'un accord entre partis au degré inférieur des élections exigerait *des mois* et qu'en « quelques semaines » on peut tout juste faire bloc aux échelons supérieurs, c'est-à-dire répartir les sièges, après la lutte,

en se basant sur le compte des effectifs, d'après les suffrages exprimés directement par les électeurs.

Enfin, puisqu'on m'a obligé à me prononcer dans la presse sur cette question, j'estime ne pouvoir plus me dispenser d'exposer mon point de vue personnel. Dans la situation politique actuelle, je défendrai au Ve Congrès les idées suivantes : aucun bloc ni accord avec aucun autre parti ne sont admissibles pour les social-démocrates au premier degré des élections. Notre action électorale devant les masses doit être absolument indépendante. Aux degrés supérieurs, on peut admettre des accords avec les troudoviks, exclusivement pour une répartition proportionnelle des sièges ; quant aux troudoviks sans-parti, nous devons « faire » d'eux des hommes de parti, en opposant aux opportunistes et aux demi-cadets (les « socialistes-populistes », etc.) les démocrates bourgeois révolutionnaires.

MARTOV ET TCHÉRÉVANINE

Dans le *Tovarichtch*, L. Martov réfutait Tchérévanine qui parlait d'un accord avec les cadets. Dans le même *Tovarichtch* Tchérévanine explique aujourd'hui le « malentendu ». De ces explications il résulte que dans le n° 1 de *Naché Diélo*, Tchérévanine n'a en somme pas dit précisément s'il admet les accords aux degrés inférieurs ou supérieurs. Dans l'essentiel il se prononce pour *tolérer* aussi des accords *aux degrés inférieurs, dans les campagnes comme dans les villes*. Quels sont les partis avec lesquels Tchérévanine admet un accord ? Il ne le dit pas. Pour lui (comme apparemment pour Martov), il n'y a pas de différence entre la bourgeoisie révolutionnaire et la bourgeoisie opportuniste, entre les socialistes-révolutionnaires et les cadets, entre les troudoviks du type des « 33 » de la Douma et les troudoviks du type des « socialistes-populistes », etc. Bien plus : Tchérévanine admet même *le vote sans accord préalable pour les candidatures bourgeoises aux degrés inférieurs* !

La position de Tchérévanine devient ainsi parfaitement claire. Ce menchevik non seulement distingué (comme le présente la presse bourgeoise), mais responsable, et qui, en outre, est rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Naché Diélo*,

approuve tous les blocs possibles, approuve même que les social-démocrates votent pour des candidatures bourgeoises. Les bolcheviks avaient donc pleinement et parfaitement raison de dire que les mencheviks transforment la classe ouvrière en caudataire de la bourgeoisie libérale monarchiste et ravalent la social-démocratie au rang de sous-fifre des cadets.

Que personne ne se trompe donc plus sur le vrai sens du mot d'ordre menchevique : pour la *Douma*, comme organe, ou levier, ou instrument, etc., de la révolution. Pour soutenir la révolution, les mencheviks soutiennent la « Douma » en général. Et pour soutenir la Douma en général, ils sont prêts à voter, même sans accord préalable, pour les candidats du parti cadet qui veut arrêter la révolution !

Rappelez-vous les socialistes français, dans le genre de Millerand, Viviani, Briand qui, maintenant, avec Clemenceau à leur tête, dirigent la France archibourgeoise, font donner la troupe contre les grévistes, etc. Pour soutenir le socialisme, ils appelaient les gens à défendre la République d'une façon générale, la République en soi. Pour soutenir la République, ils votaient, avec ou sans accords préalables, pour les médiocres politiciens bourgeois, pour les opportunistes. Et c'est ainsi que, petit à petit, ils sont forcément arrivés à se transformer eux-mêmes en vulgaires partisans de l'oppression bourgeoise.

Tchérévanine et consorts se sont engagés dans la large voie déjà frayée !

Et Martov ? Lui, il s'oppose aux accords aux échelons inférieurs. Il a réfuté Tchérévanine. C'est tout ce qu'il y a de plus réjouissant. Seulement... seulement, voyez *comment* il l'a réfuté ! Tout homme politique intelligent subordonne toujours sa tactique électorale à sa tactique politique générale. La tactique de Tchérévanine, grâce aux bons offices des journaux cadets, est maintenant connue de tous : « Il serait absurde et fou de la part du prolétariat d'essayer, comme certains le lui proposent, d'entrer, conjointement avec les paysans, en lutte contre le gouvernement et contre la bourgeoisie pour une Assemblée constituante élue au suffrage universel et investie de pleins pouvoirs. » Cette fameuse thèse de Tchérévanine *était citée* dans le numéro du *Tovarichtch* auquel « répliquait »

L. Martov. Et, en réfutant la tactique électorale de Tchérévanine, L. Martov n'a pas dit *un seul mot* contre cette thèse fondamentale de *toute* la tactique politique de Tchérévanine.

Qui des deux est le plus conséquent ? Qui des deux est le plus solide sur ses jambes ? Pour la Douma ou pour la révolution ? Pour la Douma en général, cela veut dire : pour les cadets, soit : contre l'Assemblée constituante. Pour la révolution, cela veut dire : pour une certaine partie seulement de la Douma et dans certaines conditions ; cela veut dire : contre les cadets ; cela veut dire : il est absurde et fou de rejeter ou même d'affaiblir aujourd'hui le mot d'ordre d'Assemblée constituante.

LES SOCIAL-DÉMOCRATES DANS LES JOURNAUX BOURGEOIS

Est-il permis à un social-démocrate de collaborer aux journaux bourgeois ?

Non. Les considérations théoriques et les convenances politiques, ainsi que la pratique de la social-démocratie européenne l'interdisent. On sait que, récemment, dans un congrès des social-démocrates allemands, cette question a été soulevée et discutée [123]. On sait que nos camarades allemands *condamnent sévèrement* la collaboration des social-démocrates à la presse bourgeoise, combattent énergiquement pour que le parti du prolétariat révolutionnaire n'admette, dans ce domaine également, ni blocs ni accords, pour qu'il garde son indépendance, pour que les écrivains du parti ouvrier soient *pratiquement*, et non pas seulement en paroles, organisés, soumis à un contrôle, en un mot qu'ils soient rigoureusement soumis au parti.

Avons-nous le droit de nous écarter de ces règles chez nous, en Russie ?

On nous objectera qu'une exception à la règle est toujours possible. C'est indiscutable. On ne peut pas condamner un déporté qui s'adresse à un journal quelconque. *Parfois*, il est difficile de condamner un social-démocrate qui, pour gagner sa vie, travaille dans une rubrique secondaire d'un journal bourgeois. On peut justifier un démenti publié d'urgence dans un journal bourgeois et relatif à des faits bien déterminés, etc.

Mais voyons ce qui se produirait chez nous. Sous prétexte de remédier à des « malentendus » provoqués par *Naché Diélo*, organe *social-démocrate*, L. Martov remplit presque deux colonnes dans un journal cadet ; il y expose le plus tranquillement du monde les idées de certains social-démocrates, il polémise avec d'autres social-démocrates, déforme les idées des social-démocrates qu'il n'approuve pas, sans se soucier le moins du monde du plaisir qu'il procure, par son « bloc » de pur littérateur avec les cadets, à tous les ennemis du prolétariat. Les journaux cadets s'emparent de l'article de L. Martov dans leur presse, l'annoncent bruyamment, ajoutent ce qui leur convient aux mensonges qu'on leur sert sur les social-démocrates révolutionnaires et tapent familièrement sur l'épaule de Martov (la *Retch*) ou d'autres. Tchérévanine se sent tout à fait séduit. Si Martov, dans le *Tovarichtch*, a réfuté les « malentendus » que créait Tchérévanine, tout en parlant d'un tas d'autres choses, pourquoi Tchérévanine dans ce même *Tovarichtch* n'essaierait-il pas de désavouer les « malentendus » que cause L. Martov ? Et, à propos, pourquoi ne saisirait-on pas l'occasion pour discuter dans la presse cadette (ce serait gênant dans la presse social-démocrate) de la question de savoir si les socialistes n'ont pas à voter, même sans accords, pour les candidatures bourgeoises * ?

Et voilà que les journaux cadets ont créé une rubrique spéciale, une correspondance de famille entre les social-démocrates opportunistes. Comme on y parle d'admettre des blocs avec les cadets et même de voter pour les cadets, ceux-ci donnent volontiers un coin aux social-démocrates « progressistes » sans asile qui renoncent au règlement « conservateur » de la social-démocratie révolutionnaire.

Les généraux littéraires mencheviks mènent double jeu en leur demeure. Dans le salon d'honneur, ils causent avec des messieurs bien sur les blocs avec les cadets et, à ce propos, content des anecdotes sur les social-démocrates révolutionnaires. A l'office — dans un quelconque journal

* F. Dan s'est installé dans le *Tovarichtch* non pas même pour réfuter les « malentendus », mais simplement pour faire comme les autres.

ouvrier, ou dans une publication social-démocrate, ou dans un tract — ils parlent aux ouvriers d'un « congrès ouvrier sans-parti » et leur expliquent que c'est de l'absurdité, de la démence, de lutter pour l'Assemblée constituante. Que les ouvriers attendent seulement un petit peu et qu'ils patientent : lorsque la discussion entre social-démocrates sur les blocs des socialistes avec la bourgeoisie sera terminée dans le journal des cadets *Tovarichtch*, ils seront renseignés aussi... Et, selon la règle de vie d'un personnage de Tourguénev [124], nos partisans du congrès ouvrier envoient lettre sur lettre au journal *Tovarichtch*, répétant sans cesse que leur parti est un parti d'intellectuels...

Est-il possible que les ouvriers social-démocrates n'interviennent pas pour mettre fin à ces vilains démêlés ? Tout cela est-il vraiment indifférent à tous les membres de notre parti en général ?

Ecrit en octobre 1906.
Publié en octobre 1906 en brochure par les Editions « Prolétarskoïé Diélo »

Conforme au texte de la brochure

SUR LA CONVOCATION D'UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI [125]

Dans les deux numéros du *Social-Démocrate* publié par le Comité central ont paru des articles de Plékhanov et de Martov qui s'opposent à la convocation d'un congrès extraordinaire. Ces articles ont été rédigés sur un ton d'irritation, de colère même, avec tant d'acrimonie, d'allusions personnelles, de suspicion que l'on se retrouve aussitôt dans l'atmosphère de la pire époque des chicanes entre émigrés. Le Comité central de notre Parti, en faisant paraître dans son organe ces deux articles, et ces articles *seulement* sur le congrès, se met dans une situation des plus inconvenantes. Songez-y bien: le ministère responsable du parti ouvrier démocratiquement organisé se fâche, perd tout sang-froid quand il parle de l'agitation faite pour un nouveau congrès ! Mais c'est tout à fait indécent, camarades ! En vous mettant en colère, en grondant parce que l'on veut vous demander compte de *vos* mandats et de *votre* tactique, vous vous condamnez vous-mêmes. Tel partisan du congrès qui voudrait se moquer de vous ne pourrait mieux souhaiter que de voir réimprimés et largement répandus les articles de Plékhanov et de Martov !

On se demandera pourquoi s'élèvent contre le congrès, au nom du Comité central, des gens qui ne peuvent s'exprimer que sur un ton dépité, et presque en sanglotant. C'est parce que les deux faits qui ont exigé de l'agitation pour un nouveau congrès sont par trop simples et clairs. L'un concerne la composition du Parti ; l'autre se rapporte à sa tactique.

Lors du Congrès d'unification, notre Parti comptait 13 000 bolcheviks et 18 000 mencheviks. Le Comité central et, plus encore, la rédaction de l'organe central expriment la volonté de 18 000 membres. Maintenant viennent de rallier le Parti 14 000 Lettons, 26 000 Polonais et 33 000 bundistes *. Dans son éditorial, le *Social-Démocrate* (n° 1) reconnaît à deux reprises, d'une façon tout à fait catégorique, que les deux fractions du Parti sont aujourd'hui approximativement égales. Cette opinion est basée évidemment sur le fait que les Polonais et les Lettons sont rangés parmi les bolcheviks, et les bundistes parmi les mencheviks. Admettons que l'on ait raison de ranger les bundistes parmi les mencheviks. Dès lors on voit qu'il y a une anomalie flagrante en ce que le Comité central, composé surtout de mencheviks, représente *l'ensemble* de notre Parti (le Comité central comprend 7 mencheviks, 3 bolcheviks, 1 Letton, 2 bundistes et 1 Polonais, représentant de l'organe central ; à toutes les discussions politiques prennent part encore, avec voix délibérative, cinq mencheviks, rédacteurs de l'organe central).

Quant à la tactique, au cours des cinq ou six mois qui ont suivi le congrès, le Parti a traversé deux importantes périodes de notre révolution : celle de la Douma et celle du « ministère qui a décidé la dissolution de la Douma ». La tactique parlementaire de notre Comité central se ramenait à soutenir la Douma (des cadets) dans son ensemble. Le plus beau résultat de cette tactique fut le mot d'ordre recommandant de soutenir la revendication et la nomination d'un ministère choisi selon la Douma (c'est-à-dire d'un ministère de cadets). Il est établi que la majorité du parti n'a admis ni cette tactique ni ce mot d'ordre. Pendant la période de la Douma, le parti social-démocrate *a combattu* la tactique de *son* Comité central. Il est superflu de commenter ce fait et de parler de sa signification.

---

* Le journal *Tovarichtch* du 11 octobre, se basant sur des renseignements émanant soi-disant du Comité central, donne des chiffres nouveaux qui cependant ne changent pas les rapports essentiels. D'après ces chiffres, le nombre des membres de notre Parti serait aujourd'hui de 150 000 environ. Sur ce nombre, il y aurait 33 000 bolcheviks, 43 000 mencheviks, 13 000 Lettons, 28 000 Polonais et 33 000 bundistes.

Ensuite, après la dissolution de la Douma, le Comité central s'est prononcé pour l'organisation de protestations partielles de masse. Le mot d'ordre de la tactique générale fut : Pour la Douma, comme organe de pouvoir devant convoquer l'Assemblée constituante. Et ce qui est encore un fait historique incontestable, c'est que le Parti, dans son immense majorité, n'acceptait ni ce mot d'ordre concret ni la tactique générale de son Comité central. Or, quiconque a lu attentivement les numéros 1 et 2 du *Social-Démocrate* ne peut pas ne pas voir que cette tactique y est défendue, qu'on y essaie de la justifier et de l'argumenter (pour la Douma comme levier pour la convocation de l'Assemblée constituante ; les cadets sont une bourgeoisie urbaine, progressiste relativement aux paysans, etc.)

Il résulte de tout cela qu'en cas de nouvelle campagne parlementaire, le Parti aura à combattre les mots d'ordre de son Comité central et qu'en cas d'action révolutionnaire— ce qui pourrait arriver bientôt — il se produira un fractionnement des forces et une désorganisation de la lutte parce que le Comité central n'exprime pas la volonté de la majorité du Parti. En conséquence, tout retard apporté à la convocation d'un nouveau congrès du Parti ne contredit pas seulement l'esprit et le sens de l'organisation démocratique du Parti, mais entrave de la façon la plus dangereuse la très prochaine lutte parlementaire et révolutionnaire du prolétariat.

P.-S. Les numéros 3, 4 et 5 du *Social-Démocrate* parus après la rédaction de cette note confirment ce qui précède. Dans la question des blocs électoraux, les mencheviks sont en pleine scission et leur Comité central oscille entre Martov et Tchérévanine. Martov a publiquement démenti Tchérévanine. Plékhanov est allé collaborer à un journal cadet pour soutenir Tchérévanine. L'éditorial du n° 4 du *Social-Démocrate* prouve que le Comité central s'apprête déjà de nouveau à soutenir, contre le Parti, ses mots d'ordre : Pour la Douma dans l'ensemble et pour la revendication d'un ministère issu de la Douma.

«Prolétari» n° 7, 10 novembre 1906 *Conforme au texte du journal*

COMMENT ON ÉCRIT L'HISTOIRE...

Une vieille histoire : celle du boycottage de la Douma d'Etat. Dans le n° 3 du *Social-Démocrate*, un camarade menchevique l'écrit de la manière suivante (article intitulé : « Situation ou attitude ? »).

« Lorsque l'histoire nous offrit le projet de Douma de Boulyguine, nous recommandâmes, conformément à nos principes généraux, d'organiser, parallèlement aux élections officielles, d'autres élections en dehors de la légalité, qui désigneraient des députés à une Douma du peuple, opposée à celle de Boulyguine dont l'accès nous était interdit. Mais, après l'insurrection de décembre, quand nous nous trouvâmes... »

Une seconde, M. l'historien, une petite seconde ! Si vous sautez par-dessus les faits, du projet de Boulyguine à l'insurrection de décembre, cela peut aller, ce n'est qu'un bond dans l'ordre chronologique. Mais quand vous sautez ainsi par-dessus votre tactique et vos « principes généraux », le bond nous semble plutôt... diplomatique ! Quoi ! Vous n'auriez fait *autre chose que de* recommander des « élections en dehors de la légalité » ? Quoi ! la Douma de Boulyguine n'aurait été *simplement*, pour vous, qu'un endroit dont « l'accès vous était interdit » ? Vouliez-vous donc, au nom de votre Douma du peuple, boycotter celle de Boulyguine, ou bien l'ignorer délibérément ? Allons ! Mais n'est-ce pas vous-mêmes qui, alors, combattiez certains boycotteurs ? N'est-ce pas vous qui préconisiez avec insistance une participation active à la prochaine campagne électorale pour la Douma de Boulyguine ? N'avez-vous pas

demandé que le Parti soutînt aux élections les libéraux de gauche et d'autres ? Avez-vous oublié tout cela ?

« Après l'insurrection de décembre, quand nous nous trouvâmes... » Une seconde encore, vous avez encore passé sur un petit détail. La Russie a boycotté la Douma de Boulyguine, oui, mais votre Douma du peuple, jusqu'à ce jour, n'existe pas... Alors, auriez-vous reconnu que votre ancienne tactique était mauvaise ? Non pas ! Vous avez plusieurs fois déclaré aux boycotteurs que votre tactique à l'égard de la Douma de Boulyguine avait été bonne et que la révolution seule l'avait empêchée de briller de tout son éclat... Maintenant, *tout cela* vous étant rappelé, allez-y, écrivez votre histoire.

« Mais après l'insurrection de décembre, quand nous nous trouvâmes devant le fait de la convocation de la nouvelle Douma de Witte, nous proposâmes de participer aux élections du premier degré, puisque nous envisagions deux possibilités : ou bien notre participation provoquerait un élan révolutionnaire qui balaierait la Douma de Witte... »

Arrêtez un instant, M. l'historien, arrêtez ! qu'avez-vous ? « Notre participation *provoquerait* un élan révolutionnaire... » Non, n'est-ce pas ? Vous plaisantez ! Vous avez toujours accusé les bolcheviks de surestimer naïvement leurs forces. Si vous nous parlez sérieusement d'un élan révolutionnaire — et de quel élan ! — « qui balaierait »..., etc., et d'un élan *provoqué* par votre « participation », non, vraiment non, ce n'est pas sérieux.

Reprenons : « ...Ou bien notre participation provoquerait un élan révolutionnaire qui balaierait la Douma de Witte et créerait une institution représentative plus acceptable pour nous ; ou bien l'élan révolutionnaire ne se produirait pas tout de suite — et alors nous n'aurions pas seulement la possibilité d'entrer à la Douma, nous y serions contraints par la force des choses, comme cela s'est produit dans le quartier Lefortovo à Moscou. »

Pardon ! Mais je crois me rappeler qu'en ce temps-là vous ne disiez rien de cette seconde hypothèse.

Non, en effet, nous n'en avons pas parlé, répond notre historien.

« Il est vrai que, dans la brochure publiée par la rédaction unifiée, nous avons déclaré que nous ne recommandions pas de voter

directement pour des candidats à la Douma. Mais nous avons agi ainsi, nous nous sommes lié d'avance les mains uniquement en vue d'un compromis, parce que nous espérions conclure un accord avec les boycotteurs pour élaborer une tactique unique. De notre part, c'était de l'« opportunisme », une adaptation consciente aux idées arriérées et bornées des camarades-boycotteurs, et nous nous en repentons sincèrement. »

Tiens, tiens ! vous disiez une chose et vous en pensiez une autre ! Et vous parliez ainsi face au prolétariat, devant tout le peuple révolutionnaire !... Et vous vous en « repentez » ! Mais connaissez-vous l'adage : « Qui une fois a menti n'a plus la foi de personne » ? Peut-on savoir si votre « repentir » n'est pas provoqué aussi par le désir de vous « adapter » à quelques idées « arriérées » ou « bornées » ? Où est la limite de cet « opportunisme », de ces « compromis » ? Comment considérer vos mots d'ordre, puisque vous avouez qu'un de vos mots d'ordre relatif à la plus importante des questions tactiques n'était pas sincère ? Figurez-vous qu'on pourrait croire maintenant que vous vous dites social-démocrates uniquement pour vous « adapter aux idées arriérées et bornées » du prolétariat révolutionnaire.

Non, il faut que je prenne votre défense. Dans l'ardeur de la polémique, vous vous êtes terriblement calomniés vous-mêmes. Vous avez été de sincères boycotteurs au troisième degré des élections, comme nous l'avons été sincèrement à tous les degrés. Mais tous nous étions des *boycotteurs. Nebst gefangen, nebst gehangen*, ensemble pris, ensemble pendus. Vous voudriez maintenant nous « pendre » parce que nous étions boycotteurs. Mais alors, chers camarades, vous devrez vous pendre aussi. Vous êtes fautifs, vous aussi. « Nous nous sommes repentis », dites-vous. Bon, cela atténue votre faute. Mais cela ne vous justifie pas et ne vous exempte pas d'un châtiment. Eh bien, au lieu de vous pendre, on vous fouettera. C'est cela que vous voulez ?

Quant à nous, nous ne nous sommes pas repentis. Nous disions et nous disons : boycottage ou non-boycottage, ce n'est pas une question de principe, c'est une question d'utilité. Le boycottage de la première Douma était rationnel. Il a donné aux masses populaires, sous une forme vivante, concrète, une appréciation prolétarienne de la

Douma en tant qu'institution impuissante à résoudre les problèmes fondamentaux de la révolution. Aujourd'hui, la dissolution de la Douma, comme tout ce qui a suivi, confirme cette appréciation. Les masses populaires voient clairement que le prolétariat a été, ici aussi, leur guide naturel dans la révolution, puisqu'il les a prévenues de l'inanité des illusions constitutionnelles. Le boycottage a occupé l'attention et les forces du gouvernement, et a servi par là même à la victoire de l'opposition bourgeoise aux élections. Le boycottage a uni les masses prolétariennes dans un acte de protestation révolutionnaire. Pour l'agitation et l'organisation, l'utilité fut énorme.

Le boycottage a fait beaucoup, mais c'est *déjà* fini. La Douma a été jugée, un coup décisif a été porté aux illusions parlementaires. Il serait inutile de refaire cela. Les forces du gouvernement ne seraient plus distraites par un boycottage. Le gouvernement a, bien entendu, su comprendre la leçon des dernières élections. Le travail d'agitation et d'organisation peut se faire aussi bien en participant aux élections qu'en les boycottant — si toutefois la loi électorale ne devient pas beaucoup plus mauvaise. Dans ce cas, il faudrait peut-être boycotter encore. Il peut arriver aussi que nous ayons à nous occuper d'autre chose que d'élections, si de nouvelles grandes batailles révolutionnaires s'engagent.

Par conséquent, pour l'avenir, le boycottage reste en question, c'est une affaire d'opportunité. Mais, *pour l'instant*, nous ne voyons pas encore matière à boycottage.

Quiconque se sent coupable peut se repentir. Mais s'il veut se couvrir la *tête* de cendres et déchirer *ses* vêtements, qu'il ne s'en prenne pas à la tête et aux habits d'autrui. Quant à falsifier l'histoire et à calomnier — à se calomnier soi-même, par excès de repentir — ce n'est pas indiqué !

« Prolétari » n° 7, 10 novembre 1906

Conforme au texte du journal

POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE : « LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE »

Cet article était écrit lorsque le journal *Tovarichtch* a publié la « Lettre ouverte aux ouvriers conscients » de G. Plékhanov. « Manœuvrant » entre l'aile gauche de la bourgeoisie et l'aile droite de la social-démocratie, Plékhanov rompt définitivement avec les principes de la social-démocratie révolutionnaire internationale comme avec les décisions du Congrès d'unification du Parti. Ce congrès a formellement interdit tout bloc avec quelque parti bourgeois que ce fût. Dans ses réunions de parti le prolétaire conscient, organisé, dit de tous les blocs faits avec la bourgeoisie que c'est une « trahison à la cause du prolétariat ». L. Martov, dans son article du *Tovarichtch* et dans sa lettre aux organisations du Parti, adopte le point de vue bolchevique, c'est-à-dire révolutionnaire et conséquent, se prononçant nettement contre tout bloc au premier degré. « Sur la première question (celle des « blocs » ou accords au cours des élections), écrit Martov, je recommanderais plutôt de défendre, en *se basant sur la résolution du congrès, l'indépendance complète* de notre action *au premier degré* des élections, c'est-à-dire lorsque nous nous présentons devant les masses. » Cette façon de poser la question semble à Plékhanov « de l'intransigeance mal comprise ». « Là où nous ne pouvons être sûrs de la victoire de notre candidat, écrit Plékhanov, *nous devons nous entendre avec ceux des autres partis qui veulent combattre l'ancien régime.* » *

* L'italique est de Plékhanov.

Admettant ainsi, malgré la décision du congrès, certains accords avec les partis bourgeois, Plékhanov, dans sa « sagesse politique », prévoit pourtant qu'en certains cas nous ne devrons pas faire bloc avec eux. « Là, écrit-il, où sans le moindre doute nous réussirons à *faire élire notre propre candidat* *, nous pouvons et devons *agir indépendamment* des autres partis.» Bien surprenante, cette « sagesse politique » ! Quand nous sommes sûrs de faire élire notre candidat, nous marchons tout seuls ! Quand nous ne sommes pas trop sûrs, nous demandons du renfort à ceux... « qui veulent combattre l'ancien régime », ou bien même nous aidons ces derniers à faire élire leur candidat ! Mais lorsque lesdits citoyens « qui veulent combattre » sont sûrs de faire passer leurs candidats, pensez-vous, Plékhanov, collaborateur des journaux cadets, pensez-vous qu'ils chercheront à s'entendre avec nous ? Du moment qu'il s'agit d'accords, un enfant en politique verrait que l'on n'en a besoin que dans les cas où l'on n'est pas sûr de faire élire ses candidats sans le concours de personne. Mais nous autres, même dans ces cas-là, nous nous opposons à tout accord. Or, G. Plékhanov, en vrai chevalier de la liberté, sonne le tocsin dans le *Tovarichtch* des cadets et appelle au rassemblement tous ceux qui « veulent combattre »... Venez-y, tous ceux qui « veulent » ! Le prolétariat se bat, et vous « voulez » vous battre ! C'est fort beau!... Si cela ne suffit pas au prolétariat, c'est qu'il est, bien sûr, « l'ennemi de la liberté ».

C'est ainsi que, petit à petit, de degré en degré, le leader du menchevisme, si cher aux cadets, oubliant ce qu'il avait dit après la dissolution de la Douma, se ravale au rang d'un... Tchérévanine... Avec la « promptitude, la violence et le coup d'œil », qui lui sont propres, Plékhanov gagne l'extrême droite de notre aile droite. Martov reste loin en arrière. Le *Social-Démocrate* a du mal à suivre son chef idéologique. Et encore, l'organe du Comité central, après avoir longuement raisonné sur le caractère de classe de notre campagne électorale, nous offre un système complexe d'accords ; il fabrique l'échelle au moyen de laquelle la social-démocratie descendra au niveau des cadets. D'abord, nous dit le *Social-Démocrate*, d'abord

* L'italique est de Plékhanov.

une action indépendante, une action de classe, là où nous avons des chances de succès ; si les chances nous manquent, nous nous joignons à ceux des partis bourgeois « qui, avec nous, désirent la convocation d'une Assemblée constituante » ; si ces partis ne veulent pas d'Assemblée constituante — tant pis ! (c'est la dernière marche à descendre, la troisième, c'est le désaveu absolu du principe de classe et du principe démocratique) — nous nous allions à eux quand même. Comment le Comité central, élu par le congrès pour appliquer ses décisions, parvient-il à les violer, c'est un secret, c'est son mystère. Ce qui est patent, c'est qu'en ce moment le spectacle que donne la social-démocratie est une honte : dans la rédaction de son organe central, de son organe dirigeant, c'est à la fois « l'écrevisse qui marche à reculons » et « le cygne qui cherche à s'envoler » ; dans une question aussi importante pour nous que la tactique électorale, il n'y a, non seulement dans le Parti, mais même dans la fraction « dirigeante » ni unité d'idées, ni unité d'action. Dans quel pays un parti socialiste, sauf le plus opportuniste, tolérerait-il pareille dépravation politique ? Et il est remarquable que ces écrevisses, ces brochets et ces cygnes, ces Martov, ces Plékhanov qui se réfutent l'un l'autre, ce sont eux qui mènent une campagne acharnée contre la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti, congrès dont nous avons besoin maintenant plus que jamais.

« Prolétari » n° 7, 10 novembre 1906

Conforme au texte du journal

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES ACCORDS ÉLECTORAUX [126]

Écrit fin octobre 1906.
Publié en novembre 1906 en brochure par les Éditions « Vpériod »

Conforme au texte de la brochure

La question de la campagne électorale pour la IIe Douma préoccupe aujourd'hui très vivement le parti ouvrier. Ce qui retient particulièrement l'attention, c'est la question des « blocs », c'est-à-dire des accords électoraux, permanents ou temporaires, entre les social-démocrates et les autres partis. La presse bourgeoise cadette — et la *Retch* et le *Tovarichtch*, et le *Novy Pout*, et l'*Oko*, etc. — s'emploie par tous les moyens à persuader les ouvriers de la nécessité d'un « bloc » (accord électoral) entre social-démocrates et cadets. Les social-démocrates mencheviks se prononcent les uns pour de tels blocs (Tchérévanine dans le *Naché Diélo* et le *Tovarichtch*), les autres contre (Martov dans le *Tovarichtch*). Les social-démocrates bolcheviks sont contre ces blocs, tolérant seulement aux degrés supérieurs de la campagne électorale des accords particuliers pour répartir les sièges proportionnellement aux suffrages obtenus par les partis révolutionnaires et les partis d'opposition aux élections du premier degré.

Nous allons essayer d'exposer brièvement les bases de ce second point de vue.

I

La social-démocratie envisage le parlementarisme (la participation aux assemblées représentatives) comme un des moyens d'instruire, d'éduquer et d'organiser le prolétariat en un parti de classe indépendant, comme un des moyens de la lutte politique pour l'affranchissement des ouvriers. Cette conception marxiste distingue nettement la social-démocratie de la démocratie bourgeoise d'une part, et de

l'anarchisme, d'autre part. Les libéraux et les radicaux bourgeois voient dans le parlementarisme le moyen « naturel », le seul normal, le seul légitime, de diriger les affaires publiques en général ; ils nient la lutte de classe et le caractère de classe du parlementarisme moderne. La bourgeoisie fait tout ce qu'elle peut, par tous les moyens et en toute occasion, pour mettre des œillères aux ouvriers et les empêcher de voir en quoi le parlementarisme est un instrument d'oppression bourgeoise et de comprendre la vraie signification historiquement conventionnelle du parlementarisme. Les anarchistes, eux non plus, ne savent pas apprécier le parlementarisme dans sa signification historique déterminée et, en général, ils renoncent à ce moyen de lutte. Voilà pourquoi en Russie, les social-démocrates combattent résolument et l'anarchisme et l'effort que fait la bourgeoisie pour *mettre fin* le plus tôt possible à la révolution en traitant avec le vieux régime sur le terrain parlementaire. Les social-démocrates subordonnent entièrement et absolument toute leur activité parlementaire aux intérêts du mouvement ouvrier dans son ensemble et aux tâches particulières du prolétariat dans la révolution bourgeoise démocratique actuelle.

Il en résulte, avant tout, que, dans la campagne en vue des élections à la Douma, la participation des social-démocrates a un tout autre caractère que la participation des autres partis. Contrairement à ceux-ci, nous estimons que cette campagne n'est pas une fin en soi et qu'elle n'a même pas une importance primordiale. Nous subordonnons cette campagne aux intérêts de la lutte de classe. Nous donnons à cette campagne comme mot d'ordre, non pas le parlementarisme en vue de réformes parlementaires, mais la lutte révolutionnaire pour l'Assemblée constituante, c'est-à-dire la lutte dans les formes supérieures qui sont imposées par l'évolution historique des procédés de lutte en ces dernières années *.

* Nous ne soulevons pas ici la question du boycottage, car cela ne rentre pas dans le sujet de cette brochure. Notons seulement que l'on ne peut pas l'apprécier en dehors d'une situation historique *concrète*. Le boycottage de la Douma de Boulyguine a *réussi*. Celui de la Douma de Witte était nécessaire et *légitime*. La social-démocratie révolutionnaire doit, *la première*, s'engager dans la voie de la lutte la

II

Quelle conclusion se dégage de ce qui précède, relativement aux accords électoraux ? Celle-ci avant tout : que notre tâche principale et essentielle est de développer la conscience de classe et l'organisation indépendante du prolétariat, qui est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout et sera le seul guide possible dans une révolution bourgeoise démocratique victorieuse. Voilà pourquoi l'indépendance du prolétariat dans toute la campagne électorale et parlementaire est notre tâche commune la plus importante. Les autres, les tâches particulières, ne sont pas rejetées pour autant, mais elles doivent toujours être subordonnées à la tâche principale, coordonnées avec elle. Ce principe général, confirmé tant par la théorie du marxisme que par toute l'expérience de la social-démocratie internationale, doit être notre point de départ.

On pourrait croire que les tâches particulières du prolétariat dans la révolution russe renversent d'emblée ce principe général. Voici pourquoi : la grosse bourgeoisie, en la personne des octobristes, a déjà trahi la révolution, ou bien dans la personne des cadets, s'est assigné pour but d'arrêter la révolution au moyen d'une Constitution ; la victoire de la révolution n'est possible que si le prolétariat est soutenu par la partie la plus avancée et la plus consciente de la masse paysanne que sa situation objective pousse à combattre, et non pas à chercher un accord, à mener la révolution à son terme et non pas à l'émousser. On pourrait en conclure que les accords entre les social-démocrates et la démocratie paysanne s'imposent pour toute la durée des élections.

Mais cette conclusion ne se déduit pas tout bonnement de la thèse parfaitement juste qu'une victoire complète de notre révolution ne sera possible que sous la forme de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Il faut encore prouver qu'un bloc avec la démocratie paysanne pour toute la durée des élections est

plus décisive et la plus directe et être la *dernière* à recourir aux moyens de lutte détournés. Le boycottage de la Douma de Stolypine est impossible dans sa forme ancienne et il serait une erreur après l'expérience de la première Douma.

possible et avantageux du point de vue des rapports existant entre les partis (chez nous, la démocratie paysanne est dès aujourd'hui représentée par plus d'un parti) et du point de vue du système électoral actuel. Il faut encore prouver que, en faisant bloc avec tel ou tel parti, nous exprimerons et défendrons les intérêts des paysans véritablement révolutionnaires mieux qu'en gardant l'indépendance complète de notre parti afin qu'il puisse critiquer *certains* partis démocrates-paysans, *opposer* certains éléments de la démocratie paysanne à d'autres. La thèse étant admise que dans la révolution présente les intérêts du prolétariat sont surtout proches de ceux de la paysannerie révolutionnaire, la « ligne » politique générale qui s'impose à la social-démocratie est bien certainement celle-ci : avec la démocratie paysanne contre la « démocratie » traîtresse de la haute bourgeoisie (contre les cadets). Mais faut-il pour cela conclure *en ce moment* un accord électoral avec les socialistes-populistes ou bien avec les socialistes-révolutionnaires ? On ne saurait l'affirmer sans avoir examiné la différence qui existe aussi bien entre *ces* partis qu'entre eux et les cadets, sans avoir analysé le système électoral *actuel*, qui est à multiples degrés. Une seule conclusion *s'impose* directement : c'est qu'en aucune circonstance nous ne pouvons, dans notre campagne électorale, nous borner à opposer, de façon abstraite et vague, le prolétariat à la démocratie bourgeoise en général. Bien au contraire, nous devons mettre toute notre application à faire une nette distinction, basée sur les *données de l'histoire* de notre révolution, entre la bourgeoisie libérale monarchiste et la bourgeoisie démocratique révolutionnaire, entre les cadets, les socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires pour parler plus concrètement. C'est le seul moyen pour nous permettre de discerner avec le maximum d'exactitude nos « alliés » les plus proches. Ce faisant, il ne faudra pas oublier, d'abord, que les social-démocrates doivent surveiller comme un ennemi *tout* allié venant de la démocratie bourgeoise. En second lieu, nous examinerons encore spécialement si, à nous lier par un bloc *général* avec des socialistes-populistes, par exemple, nous avons plus d'avantage qu'à garder notre entière liberté d'action afin de pouvoir, à

l'heure décisive, diviser les « troudoviks » sans-parti en opportunistes (socialistes-populistes) et révolutionnaires (socialistes-révolutionnaires) afin *d'opposer* les premiers aux seconds, etc.

Par conséquent, du caractère prolétarien et paysan de notre révolution nous n'avons pas encore le droit de conclure à la nécessité d'accords avec tel ou tel parti démocrate-paysan, à tel ou tel degré des élections pour la deuxième Douma. L'argument serait insuffisant, même s'il s'agissait de limiter d'une façon générale l'indépendance de la classe prolétarienne aux élections *a fortiori* serait-il insuffisant si l'on prétendait nier la nécessité de cette indépendance.

III

Pour aborder de plus près la solution de notre problème, nous devons d'abord examiner le groupement politique essentiel qui prendra part aux élections pour la IIe Douma et, ensuite, pénétrer dans les particularités du système électoral actuel.

Les accords électoraux se font entre partis. Quels sont les principaux types de partis qui se combattront pendant les élections ? Il est incontestable que les Cent-Noirs se grouperont encore plus étroitement que pendant la campagne pour la première Douma. Les octobristes et les partisans de la rénovation pacifique adhéreront soit aux Cent-Noirs, soit aux cadets ou bien (ce qui est le plus probable) hésiteront entre les Cent-Noirs et les cadets. En tout cas, c'est une erreur profonde que de considérer les octobristes comme le « parti du centre » (comme le fait L. Martov dans sa brochure : *Les partis politiques en Russie*) : dans la lutte *réelle* qui devra décider du sort définitif de notre révolution. le *centre*, ce sera les *cadets*. Ils forment un parti organisé qui se présente indépendamment aux élections et qui, en outre, est grisé par les succès remportés pendant la campagne pour la première Douma. Mais ce parti est loin d'avoir une discipline sévère et son unité n'est pas des plus solides. Les cadets de gauche sont mécontents de la défaite d'Helsingfors[127] et ils boudent. Une partie d'entre eux (récemment M. Alexinski à Moscou) s'en vont aux socialistes-populistes. A la première Douma, on vit de ces cadets « exceptionnelle-

ment rares » qui ont même signé le projet des 33 sur l'abolition de toute propriété foncière privée (Badamchine, Zoubtchenko, Lojkine). Par conséquent, on peut espérer détacher de ce « centre » ne fût-ce qu'une infime partie et l'amener dans le camp des gauches. Les cadets sentent fort bien leur faiblesse dans les masses populaires (leur journal *Tovarichtch* a dû l'avouer récemment), et ils feraient volontiers bloc avec les gauches. Ce n'est pas pour rien que les journaux cadets ont offert avec joie leurs colonnes aux social-démocrates Martov et Tchérévanine pour discuter la question d'un bloc entre cadets et social-démocrates. Bien entendu, nous n'oublierons jamais et, pendant la campagne électorale, nous ferons comprendre aux masses que les cadets n'ont pas rempli leurs engagements à la première Douma, qu'ils gênaient les troudoviks, qu'ils s'amusaient au jeu constitutionnel, etc., qu'ils allaient jusqu'à passer sous silence le suffrage universel, direct, égalitaire et secret [128], qu'ils avaient déposé des projets de lois scélérates, etc.

Viennent ensuite les « troudoviks ». Les partis de ce type, c'est-à-dire les partis petits-bourgeois et principalement paysans, se composent du « groupe du Travail » *sans-parti* (qui a tenu récemment son congrès), des socialistes-populistes et des socialistes-révolutionnaires (le « Parti socialiste polonais » et les autres partis analogues correspondent plus ou moins aux socialistes-révolutionnaires). Seuls les s.-r. sont des révolutionnaires et des républicains plus ou moins conséquents et fermes. Les socialistes-populistes sont des opportunistes bien plus que nos mencheviks ; à vrai dire, ce sont des demi-cadets. Le « groupe du Travail » sans-parti a peut-être plus d'influence que ces deux partis dans la masse paysanne, mais il est difficile de déterminer le degré de fermeté de son démocratisme, bien que ses membres soient incontestablement plus à gauche que les cadets et appartiennent visiblement à la démocratie révolutionnaire.

La social-démocratie est le seul parti qui, malgré ses dissensions intérieures, se présentera aux élections de façon absolument disciplinée, le seul qui ait une base de classe rigoureuse et bien nette, le seul qui ait rallié les partis social-démocrates de tous les peuples de la Russie.

Mais comment traiter d'un bloc commun avec les troudoviks quand on voit la *composition* ci-dessus indiquée de ce

genre de partis ? Quelles garanties peuvent présenter les troudoviks *sans-parti* ? Un parti peut-il faire bloc avec des sans-parti ? Sommes-nous sûrs que demain les Alexinski ne reviendront pas des socialistes-populistes aux cadets ?

Il est certain qu'il est *impossible* de conclure avec les troudoviks un *véritable* accord de parti. Il est certain qu'en aucun cas nous ne devons aider à l'unification des socialistes-populistes, qui sont des opportunistes et des s.-r. qui, eux, sont des révolutionnaires, que nous devons, au contraire, les diviser et les opposer les uns aux autres. Etant donné l'existence du groupe du Travail sans-parti, nous avons, de tous points de vue, plus d'avantage, certes, à garder une complète indépendance, afin d'exercer sur lui une influence suivant un esprit absolument révolutionnaire, plutôt que de nous lier les mains et de dissimuler la distinction entre les monarchistes et les républicains, etc. Pour les social-démocrates, cette dissimulation est *absolument inadmissible*, et cette considération suffit à elle seule pour nous faire rejeter les blocs, puisqu'*il existe déjà* un groupe de partis unissant les troudoviks sans-parti, les socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires.

A vrai dire, leur union est-elle possible et sont-ils effectivement unis ? Ils peuvent certes se grouper, car ils ont la même base de classe, qui est petite-bourgeoise. Ils se sont unis pratiquement dans la première Douma, comme dans la presse de la période d'octobre, comme dans les journaux de la période de la Douma et dans les referendums d'étudiants (*si licet parva componere magnis* — s'il est permis de comparer les petites choses aux grandes). En effet, voici un symptôme guère important, mais qui, parmi d'autres, est caractéristique : lors des votes dans leurs associations « autonomes », les étudiants ont fréquemment confronté trois listes : celle des cadets, celle du bloc des troudoviks, des socialistes-populistes, des socialistes-révolutionnaires et des socialistes polonais et, enfin, celle des social-démocrates.

Du point de vue du prolétariat, ce qui importe pardessus tout, c'est la netteté dans l'appartenance de classe des partis qui se groupent. Il est évident que nous avons avantage à rester indépendants et à exercer une influence sur les troudoviks non affiliés (ou qui hésitent entre les

socialistes-populistes et les socialistes-révolutionnaires), plutôt que d'essayer de conclure un accord avec ces sans-parti. Les données que nous avons sur les *partis* nous amènent forcément à cette conclusion : point d'accords au degré inférieur pendant l'agitation devant les masses ; aux degrés supérieurs, il faut tout faire pour battre les cadets à la répartition des sièges, au moyen d'un accord partiel entre social-démocrates et troudoviks, et pour battre les socialistes-populistes au moyen d'un accord partiel entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires.

On nous objectera : pendant que vous, bolcheviks, utopistes incorrigibles, rêvez de battre les cadets, vous serez tous battus par les Cent-Noirs, *car vous aurez divisé les voix* ! Les social-démocrates, les troudoviks et les cadets réunis battraient certainement les Cent-Noirs à plate couture ; mais, étant divisés, vous pouvez ménager une victoire facile à l'ennemi commun. Supposons que les Cent-Noirs aient 26 voix sur 100 suffrages exprimés, que les troudoviks en aient 25, les cadets autant et les social-démocrates, 24. S'il n'y a pas bloc entre social-démocrates, troudoviks et cadets, le candidat des Cent-Noirs sera élu.

Cette objection est souvent prise au sérieux, il faut l'analyser attentivement. A cet effet, il faut examiner le système électoral russe *actuel*.

IV

Chez nous, les élections à la Douma comportent plusieurs degrés au lieu d'être directes. Dans ces conditions, la division des voix n'est dangereuse qu'au degré inférieur. C'est seulement au premier scrutin que nous ignorons comment se répartiront les suffrages ; c'est seulement lors de l'agitation parmi les masses que nous agissons sans « connaître le jeu ». Aux degrés supérieurs, lors du scrutin des délégués, la bataille principale étant déjà finie, il ne reste qu'à se distribuer les sièges par des accords entre les partis qui *connaissent* le chiffre exact de leurs candidats et des voix obtenues.

Le degré inférieur, c'est l'élection de grands électeurs dans les villes, de délégués, à raison d'une voix pour dix feux, dans les villages et de mandataires à la curie ouvrière.

Dans les villes, dans chaque circonscription (quartier, etc.) nous nous présentons devant la grande masse des électeurs. Le danger d'un dispersement des voix existe incontestablement. Il est incontestable que, dans les villes, des Cent-Noirs peuvent passer grands électeurs *uniquement* par défaut d'un « bloc des gauches », uniquement parce que les social-démocrates, par exemple, auront enlevé une partie des voix aux cadets. A Moscou, nous nous en souvenons, Goutchkov avait obtenu quelque chose comme 900 voix et les cadets 1 400 environ. Il eût suffi qu'un social-démocrate enlevât aux cadets 501 voix, et Goutchkov était vainqueur. Sans aucun doute, le public moyen tiendra compte de ce simple mécanisme, et, par crainte de disperser ses voix, sera porté à voter pour le plus modéré de l'opposition. On obtiendra alors ce que l'on appelle en Angleterre des élections « triangulaires », quand les petites gens des villes, de peur d'ôter des voix au libéral et de donner ainsi la victoire au conservateur, ne votent pas pour le socialiste.

Y a-t-il un moyen de prévenir ce danger ? Il n'y en a qu'un seul : des accords au degré inférieur, c'est-à-dire une *liste commune* de grands électeurs où les partis désignent leurs candidats en nombre déterminé par une convention *avant la lutte*. Tous les partis signataires de l'accord invitent alors toute la masse des électeurs à voter pour la liste commune.

Voyons ce que l'on peut dire pour et contre ce procédé.

Pour : chaque parti peut faire de l'agitation selon ses principes. Devant la masse, les social-démocrates pourront critiquer tant qu'ils voudront les cadets, pourvu qu'ils ajoutent que les cadets valent cependant mieux que les Cent-Noirs et que c'est pour cette raison que nous avons consenti à présenter une liste commune.

Contre : une liste commune est en contradiction flagrante avec l'ensemble de la politique social-démocrate, qui est une politique de classe indépendante. En recommandant à la masse une liste commune de social-démocrates et de cadets, nous semons inévitablement la plus grande confusion dans les distinctions de classes, dans les divisions politiques. Nous portons atteinte à nos principes et compromettons la valeur révolutionnaire de notre campagne pour assurer à un libéral un siège à la Douma ! Nous subordonnons

la politique de classe au parlementarisme, au lieu de subordonner le parlementarisme à la politique de classe. Nous nous privons de la possibilité de dénombrer et d'évaluer *nos* forces. Nous perdons ce qui est durable et solide dans toutes les élections : le développement de la conscience et de l'organisation du prolétariat socialiste. Nous gagnons ce qui est passager, conventionnel et peu certain : un avantage du cadet sur l'octobriste.

Et pourquoi mettons-nous en danger le travail suivi de l'éducation socialiste ? Parce qu'il y a péril du côté des candidatures de Cent-Noirs ? Mais toutes les villes de Russie, prises ensemble, n'envoient que 35 députés à la Douma sur 524 (Saint-Pétersbourg, 6 ; Moscou, 4 ; Varsovie, 2 ; Tachkent, 2 ; pour chacune des 21 autres villes, 1 député seulement). Par conséquent les villes ne peuvent modifier de façon plus ou moins sensible la physionomie de la Douma. Ensuite, on ne doit pas se borner à considérer, sur le plan purement arithmétique, le fractionnement possible des suffrages. Il faut voir si cette probabilité politique est bien grande. Cet examen prouve que même aux élections pour la première Douma, les Cent-Noirs ne constituaient qu'une minorité infime, que des cas comme celui de Goutchkov, dont nous parlions ci-dessus, sont l'exception. D'après le *Messager du Parti cadet* [129] (n° 7, 19 avril 1906), dans 20 villes qui ont envoyé à la Douma 28 députés, il y avait, sur 1 761 grands électeurs, 1 468 cadets, 32 progressistes et 25 sans-parti. Les octobristes étaient au nombre de 128, les membres du parti des commerçants et industriels 32, la droite 76, soit en tout 236 délégués de la droite, moins 15%. Dans 10 villes, *pas un* membre de la droite n'a été élu grand électeur. Dans 3 villes, la droite comptait au plus 10 grands électeurs (sur 80) pour chacune. Dans ces conditions, est-il raisonnable de renoncer à la lutte pour nos candidatures de classe en nous exagérant le danger que présentent les Cent-Noirs ? Cette politique, outre qu'elle est instable dans son principe même, ne pèche-t-elle pas par myopie au point de vue strictement pratique ?

Mais il y a le bloc avec les troudoviks contre les cadets ! nous objectera-t-on. Or, nous avons déjà montré les rapports particuliers qui existent entre troudoviks et qui rendent ce bloc indésirable et *inopportun*. Dans les villes où la po-

pulation ouvrière est le plus concentrée, nous ne devons jamais, *sauf absolue nécessité*, renoncer à des candidatures social-démocrates complètement indépendantes. Cette nécessité n'existe pas. Un peu plus ou un peu moins de cadets ou de troudoviks (surtout du genre socialiste-populiste), cela n'a pas une importance politique sérieuse, car la Douma elle-même n'est susceptible de jouer tout au plus qu'un rôle auxiliaire, secondaire. Ce sont les paysans qui jouent un rôle politique décisif dans les élections parlementaires, ce sont les collèges de grands électeurs dans les provinces qui remplissent ce rôle et non pas ceux des villes.*

Dans les collèges électoraux des provinces, nous réaliserons notre alliance politique avec les troudoviks contre les cadets sans enfreindre nos principes rigoureux, bien mieux et plus sûrement qu'à l'échelon inférieur des élections rurales. C'est elles que nous allons considérer maintenant.

V

Dans les grandes villes, les partis politiques étant bien organisés, un des degrés électoraux a été supprimé, comme on sait, en certains endroits. D'après la loi, les élections comportaient deux degrés. Mais, en réalité, les élections étaient parfois directes, ou presque, car les électeurs connaissaient bien le caractère des partis aux prises, et, dans certains cas, connaissaient même les *individus* que les partis voulaient porter à la Douma. Par contre, dans les campagnes, les degrés sont si nombreux, les électeurs sont si dispersés, les obstacles à l'action déclarée des partis si grands,

* Bien entendu, les petites villes, par leurs assemblées urbaines, influent également sur la composition des collèges électoraux des provinces. Ici aussi, les cadets et les progressistes ont eu la supériorité : ainsi, sur 571 grands électeurs urbains, il y avait 424 cadets et progressistes et 147 de la droite (d'après le *Messager du parti cadet* n° 5, 28 mars 1906). Dans certaines villes, les oscillations étaient, bien entendu, très grandes. Dans ces conditions, nous aurions probablement pu, dans un très grand nombre de cas, livrer bataille par nos propres forces aux cadets, sans courir les risques de la division des voix et ceux de dépendre d'un parti non social-démocrate. Quant aux blocs au degré inférieur, dans la curie ouvrière, pas un social-démocrate ne voudra en parler sérieusement. Ce qu'il faut surtout dans la masse ouvrière, c'est l'indépendance complète des social-démocrates.

que les élections pour la première Douma se firent en catimini et se feront ainsi pour la deuxième Douma. En d'autres termes, ici, très souvent, voire dans la majorité des cas, les partis, dans leur propagande, parleront d'eux-mêmes en général et, par crainte de la police, tairont *intentionnellement* les noms des personnes. Les paysans (et pas seulement les paysans) radicaux et révolutionnaires se dissimuleront intentionnellement derrière l'étiquette de sans-parti. Aux élections des délégués ruraux (à raison d'un par dix feux), ce qui aura une importance décisive, c'est que le candidat soit connu, qu'il jouisse de la confiance des électeurs, que *ses* discours social-démocrates suscitent les sympathies. Ici, nous aurons bien peu de social-démocrates qui s'appuient sur l'organisation *locale* du Parti. Mais les social-démocrates qui gagneront la sympathie de la population rurale peuvent être incomparablement plus nombreux que ne permettent de le penser les données que nous avons sur les cellules de base de notre Parti.

Certains romantiques petits-bourgeois, dans le genre des socialistes-populistes, qui rêvent d'un parti socialiste légal sous le régime actuel, ne comprennent pas à quel point un parti clandestin gagne la confiance et la sympathie par son esprit combatif étranger à tout compromis, et en même temps par l'insaisissabilité de son organisation qui atteint les masses bien autrement que par le truchement de ses seuls membres. Un parti clandestin, véritablement révolutionnaire, aguerri dans le feu des batailles, qui s'est habitué à regarder en face les Plehve et ne se trouble pas devant les rigueurs des Stolypine, peut, en période de guerre civile, exercer sur les masses une influence bien plus large que tel parti légal qui, naïvement, « en blanc-bec », s'engage dans « une voie strictement constitutionnelle ».

Les social-démocrates, ceux qui sont du parti comme ceux qui n'en sont pas, auront beaucoup de chances de succès aux élections des délégués ruraux et des mandataires du premier degré. Pour réussir à ces échelons dans les campagnes, un bloc avec les troudoviks ou une liste commune importe peu. D'une part, les unités électorales sont trop restreintes ici. D'autre part, les troudoviks se soumettant réellement à la discipline du Parti, ou ayant plus ou moins l'esprit de parti seront très rares. La discipline rigoureuse des social-

démocrates, leur adhésion à un parti qui a su, pendant des années et des années, tenir le coup dans l'illégalité, qui est arrivé à compter de 100 000 à 150 000 membres de toutes les nationalités, qui, seul parmi les partis d'extrême gauche, a pu former à la Ire Douma une fraction relevant directement du Parti, cette discipline sera une très sérieuse recommandation et une garantie de premier ordre aux yeux de tous ceux qui ne craignent pas la lutte décisive, qui la souhaitent de tout cœur, mais qui ne comptent pas tout à fait sur leurs propres forces, qui ont peur de prendre une initiative et d'agir ouvertement. Nous devons tirer profit par tous les moyens de ce côté avantageux de notre esprit de parti rigoureux trempé dans notre activité « illégale » ; nous n'avons pas du tout intérêt à perdre de ces avantages en cherchant une alliance permanente quelconque. A cet égard seuls les s.-r., qui possèdent cet esprit de parti et sont implacablement révolutionnaires, pourraient rivaliser avec nous. Mais, au *premier* degré des élections rurales, un bloc avec eux dans un esprit de parti tel que nous l'entendons, ne serait possible qu'à titre d'exception : il suffit de considérer les conditions concrètes et réelles des élections dans les campagnes pour s'en persuader*. Dans la mesure où des paysans révolutionnaires sans-parti agiront, sans vouloir adhérer à aucun parti, nous aurons, à tout point de vue, avantage à exercer sur eux une influence dans le sens que nous désirons : dans celui des principes rigoureux de notre Parti. Qu'il n'y ait aucun esprit de parti dans une association, dans une certaine agitation, cela ne saurait gêner un social-démocrate membre du Parti, car les paysans révolutionnaires ne voudront jamais l'exclure et, d'autre part, il est autorisé à travailler dans une association révolutionnaire sans-parti par une résolution spéciale du Congrès d'unification relative au soutien à accorder au mouvement paysan. Par conséquent, tout en gardant notre esprit de parti, tout en le défendant jusqu'au bout, tout en en tirant le considé-

* Ce n'est certainement pas par hasard qu'à la Ire Douma les socialistes-révolutionnaires n'ont pas pu agir en tant que parti, et plutôt ne l'ont-ils pu qu'ils ne l'ont voulu. A la Douma, comme dans les universités, les socialistes-révolutionnaires ont jugé plus avantageux de se cacher derrière les troudoviks *sans-parti* ou de faire bloc avec eux.

rable profit moral et politique qu'il comporte, nous pouvons en même temps nous adapter fort bien à travailler parmi les paysans révolutionnaires sans-parti, dans les associations, cercles et assemblées de révolutionnaires sans-parti grâce aux relations que nous aurons pu y établir. Au lieu de faire un bloc, qui limiterait et gênerait la discipline rigoureuse de notre Parti, avec les s.-r. qui n'ont organisé qu'une infime fraction des paysans révolutionnaires, nous utiliserons bien plus largement, bien plus librement, notre position de parti et tous les avantages de l'action parmi les « troudoviks » sans-parti.

Il résulte de tout cela qu'aux degrés inférieurs des élections à la campagne, c'est-à-dire aux élections des délégués ruraux et des mandataires (pratiquement l'élection de mandataires se bornera probablement parfois au *premier* degré), nous n'avons besoin d'*aucun* accord électoral. Le nombre de ceux qui ont une physionomie politique déterminée et qui peuvent être élus comme délégués ruraux, ou mandataires, est si petit que les social-démocrates — ceux d'entre eux qui auront inspiré confiance et respect aux paysans (sans cette condition, aucune candidature sérieuse n'est possible) — ont bien des chances d'être presque *tous élus* dans les campagnes sans conclure d'accords avec les autres partis.

Ensuite, au collège électoral des mandataires, on pourra se baser sur les résultats exacts des premières batailles qui auront décidé de tout. Ici, il y aura possibilité et nécessité... non de faire bloc, certes, non de se lier par des accords permanents, mais de s'entendre, selon les cas, avec d'autres pour la répartition des sièges. Ici et, plus encore, au collège de grands électeurs, nous devons avec les troudoviks battre les cadets ; nous devons avec les socialistes-révolutionnaires battre les socialistes-populistes, etc.

VI

L'examen du système électoral en vigueur prouve donc qu'aux degrés inférieurs des élections, les blocs sont particulièrement indésirables dans les villes et qu'ils ne sont pas indispensables. Dans les campagnes, aux échelons inférieurs (c'est-à-dire aux élections de délégués et de manda-

taires), les blocs sont indésirables et tout à fait inutiles. Le rôle politique décisif revient aux assemblées de mandataires dans les districts et aux collèges des grands électeurs de province. Ici, c'est-à-dire aux degrés supérieurs, des accords limités sont indispensables et possibles sans enfreindre la discipline du Parti, car la lutte devant les masses est terminée ; les accords limités ne demandent pas que l'on prône en public directement ou indirectement (ou qu'on fasse tolérer) l'abandon de l'optique de parti ; il n'y a plus danger de jeter la confusion dans la politique indépendante de classe du prolétariat.*

Voyons maintenant du point de vue formel, du point de vue pour ainsi dire arithmétique, quels seront ces accords électoraux limités aux degrés supérieurs.

Voyons dans quelles proportions se répartissent les grands électeurs (et les mandataires, toujours sous-entendus dans ce qui va suivre) suivant les partis à l'intérieur de chaque centaine de grands électeurs. Au collège des grands électeurs, la majorité absolue est de 51 suffrages sur 100. D'où, pour les grands électeurs social-démocrates, cette règle générale de tactique : il faut s'efforcer de gagner à soi ceux qui se rapprochent le plus des social-démocrates, et ceux des éléments démocratiques bourgeois qui méritent le plus d'être soutenus, de façon à battre, avec leur concours, tous les autres, et à assurer, par conséquent, d'une part l'élection de grands électeurs social-démocrates, ainsi que des *meilleurs* parmi ceux de la démocratie bourgeoise.**

Nous allons expliquer cette règle par de simples exem-

* Il est intéressant de noter que, dans la pratique de la social-démocratie internationale, on a eu l'occasion d'établir des distinctions entre les accords du premier et du second degré. En France, les élections sénatoriales comportent deux degrés : les électeurs se donnent des délégués départementaux et ceux-ci élisent les sénateurs. Les social-démocrates français révolutionnaires, les guesdistes, n'ont jamais admis ni accords ni listes communes au degré inférieur ; ils n'acceptaient que des accords limités au degré supérieur, c'est-à-dire pour répartir les sièges dans les conseils généraux. Les opportunistes, les jauressistes admettaient également des accords au degré inférieur.

** Pour simplifier, nous proposons de diviser les grands électeurs uniquement et exclusivement par partis politiques. Dans la réalité, on en rencontrera bien entendu beaucoup de sans-parti. La tâche des grands électeurs social-démocrates sera alors de discerner aussi nettement que possible la physionomie politique de tous leurs col-

ples. Supposons que, sur 100 grands électeurs, 49 soient les Cent-Noirs, 40 des cadets et 11 des social-démocrates ; il faut donc un accord limité entre les social-démocrates et les cadets pour faire passer entièrement la liste commune des députés à la Douma, sur la base, bien entendu, de la répartition proportionnelle des sièges d'après le nombre des grands électeurs (c'est-à-dire, pour le cas envisagé, un cinquième des mandats parlementaires de toute la province, disons deux sur dix aux social-démocrates et quatre cinquièmes, ou huit sur dix, aux cadets). S'il y a 49 cadets, 40 troudoviks et 11 social-démocrates, nous devons chercher à nous entendre avec les troudoviks pour battre les cadets et pour conquérir le cinquième des mandats, quatre cinquièmes revenant aux troudoviks. Si ce cas se présentait, nous aurions une belle occasion de vérifier l'esprit de suite et la fermeté démocratique des troudoviks. Ceux-ci accepteraient-ils de se détacher entièrement des cadets et de les battre avec le concours des grands électeurs du parti ouvrier, ou bien voudraient-ils « sauver » tel ou tel cadet, ou peut-être même passer un accord avec les cadets plutôt qu'avec les social-démocrates ? C'est là que nous pourrons et devrons pratiquement montrer et démontrer au peuple dans quelle mesure tels ou tels petits bourgeois tendent vers la bourgeoisie monarchiste ou vers le prolétariat révolutionnaire.

Dans le second cas, les troudoviks ont un intérêt évident à faire bloc avec les social-démocrates et non pas avec les cadets, car ils prennent alors les quatre cinquièmes des mandats, tandis que, dans le premier cas, ils n'obtiennent que les quatre neuvièmes. Des cas contraires pourraient se présenter, qui seraient encore plus intéressants : par exemple 11 cadets, 40 troudoviks et 49 social-démocrates. Un grossier calcul pousserait les troudoviks à faire bloc avec les cadets dans l'espoir d'obtenir quelques sièges de plus à la Douma. Mais, du point de vue des principes, la fidélité au démocratisme et aux intérêts des masses véritablement laborieuses exigerait un bloc avec les social-démocrates même

---

lègues et surtout des grands électeurs démocrates-bourgeois, et de savoir former une « majorité de gauche » avec les candidats de la social-démocratie et ceux de la bourgeoisie les plus désirables pour nous. Nous parlerons plus loin de ce qui distingue essentiellement les tendances des différents partis.

au risque de perdre quelques strapontins à la Douma. Les représentants du prolétariat doivent attentivement tenir compte de pareils faits, et expliquer aux grands électeurs, comme au peuple tout entier, la signification *du point de vue des principes* de cette arithmétique électorale (il est indispensable de rendre publics les résultats des accords conclus entre grands électeurs et mandataires, pour qu'ils soient connus de tous).

Dans la seconde hypothèse donnée ci-dessus, nous voyons aussi qu'un grossier calcul et des considérations de principe pourraient pousser les social-démocrates à diviser les troudoviks. Si, parmi ces derniers, il y a, admettons, deux militants actifs de leur parti, nous devons tout faire pour nous les adjoindre et pour battre, à la majorité de 51 voix, tous les cadets et tous ceux des troudoviks qui sont le *moins révolutionnaires*. Si, parmi les troudoviks, il y avait deux socialistes-révolutionnaires et 38 socialistes-populistes, nous aurions l'occasion de vérifier si les socialistes-révolutionnaires sont dévoués aux intérêts de la démocratie et des masses laborieuses : nous leur demanderions de se prononcer pour les républicains démocrates contre les socialistes-populistes, qui sont prêts à accepter la monarchie ; pour la confiscation des biens-fonds contre ces mêmes socialistes-populistes qui admettent une indemnité de rachat ; pour les partisans de l'armement du peuple contre les socialistes-populistes qui admettent l'armée permanente. Et nous verrions à qui iraient les préférences des socialistes-révolutionnaires : aux social-cadets* ou bien aux social-démocrates.

Nous sommes ainsi arrivés à connaître la valeur du point de vue des principes et la valeur politique de cette arithmétique électorale. Ici, notre devoir est d'opposer à la course aux sièges parlementaires la défense, irréprochablement ferme et conséquente, du point de vue du prolétariat socialiste et des intérêts de la victoire complète de notre

* C'est ainsi que les socialistes-populistes furent appelés par la *Soznatelnaïa Rossia*[130]. Notons, à propos, que les premier et deuxième fascicules de cette publication nous ont fait bien plaisir. MM. Tchernov, Vadimov et d'autres réfutent *fort bien* et Péchékhonov et Tag-ine. Les arguments qui réfutent Tag-ine sont excellents du point de vue de la théorie de la production marchande qui, à travers le capitalisme, évolue vers le socialisme.

révolution démocratique bourgeoise. En aucun cas et sous aucun prétexte, nos délégués et mandataires social-démocrates ne doivent taire nos desseins *socialistes*, la position rigoureusement de classe de notre Parti *prolétarien*. Mais il ne suffit pas de répéter le mot de « classe » pour prouver que le prolétariat joue un role d'avant-garde dans la révolution *actuelle*. Il ne suffit pas d'exposer notre doctrine socialiste et la théorie générale du marxisme pour prouver le rôle avancé du prolétariat. Pour cela, il faut encore savoir montrer *en fait*, quand on analyse les questions les plus graves de la révolution *actuelle*, que les membres du parti ouvrier défendent les intérêts de *cette* révolution et ceux de sa victoire *complète* avec le plus d'esprit de suite, avec le plus de logique, avec le plus de fermeté et le plus d'habileté. Cette tâche n'est pas facile à remplir, et tout social-démocrate qui s'apprête à prendre part à la campagne électorale a le devoir impérieux de s'y préparer.

Discerner les partis et les nuances politiques dans les collèges de grands électeurs et de mandataires (ainsi que dans toute la campagne électorale, bien entendu), ce sera petite chose, mais non sans utilité. Dans cette entreprise, au fait, bien des questions litigieuses seront élucidées qui sont très discutées et qui émeuvent profondément le Parti ouvrier social-démocrate. L'aile droite de ce Parti, à commencer par les extrêmes opportunistes de *Naché Diélo* et en finissant par les opportunistes modérés du *Social-Démocrate*, essaie de toutes façons de masquer et de dénaturer les distinctions entre troudoviks et cadets, sans voir, sans doute, un fait nouveau extrêmement important, à savoir que les troudoviks se divisent en socialistes-populistes et socialistes-révolutionnaires, sans compter ceux qui tendent vers les uns ou vers les autres. Certes, l'histoire de la I^re^ Douma et de sa dissolution a déjà fourni des données documentaires qui exigent absolument que l'on distingue les cadets des troudoviks, qui prouvent que l'esprit démocratique de ces derniers est plus conséquent et plus ferme. La campagne électorale pour la II^e^ Douma doit le montrer et démontrer plus clairement encore, plus nettement, plus complètement, plus largement. La campagne électorale, comme nous avons essayé de le prouver par des exemples, *apprendra* aux social-démocrates à *distinguer* judicieusement

entre tels ou tels partis démocratiques bourgeois, et elle réfutera en fait, ou, plus exactement, écartera la grosse erreur qui consiste à voir dans les cadets les principaux représentants, ou simplement des représentants sérieux, de notre démocratie bourgeoise en général.

Notons encore que, dans toute la campagne électorale et quand il s'agit de conclure des accords électoraux aux degrés supérieurs, les social-démocrates doivent savoir parler clairement et simplement, dans un langage accessible à la masse, rejetant complètement l'artillerie lourde des termes savants, des mots étrangers, appris, tout faits, mais incompréhensibles aux masses, des mots d'ordre, définitions et conclusions que la masse ne connaît pas. Il faut savoir sans phrases, sans exclamations, avec des faits et des chiffres, *expliquer* les questions du socialisme et celles de la révolution russe actuelle.

Au cours de ce travail, deux questions essentielles, relatives à cette révolution, se poseront d'elles-mêmes : celle de la liberté et celle de la terre. Sur ces questions fondamentales qui préoccupent toute la masse, nous devons concentrer notre propagande socialiste, en expliquant la distinction qui existe entre le point de vue du petit propriétaire et celui du prolétariat, et caractériser les partis qui bataillent pour exercer une influence prépondérante sur le peuple. Les Cent-Noirs, y compris les octobristes, sont opposés à la liberté et à la remise de la terre au peuple. Ils veulent *mettre un terme* à la révolution par la *violence*, par la corruption, par la tromperie. La bourgeoisie libérale monarchiste (les cadets) désire *également arrêter* la révolution par des concessions. Elle *ne veut* donner au peuple ni toute la liberté, ni toute la terre. Elle prétend *conserver* la grosse propriété terrienne en imposant des indemnités de rachat et en créant des comités agraires locaux qui ne seront pas élus au suffrage universel, direct, égal et secret. Les troudoviks — c'est-à-dire la petite bourgeoisie, surtout la bourgeoisie rurale — voudraient obtenir toute la terre et toute la liberté, mais ils marchent vers ce but sans assurance, ils ne sont ni conscients ni sûrs d'eux-mêmes, ils balancent entre l'opportunisme des social-cadets (les socialistes-populistes), qui cherchent à justifier l'hégémonie de la bourgeoisie libérale sur les paysans et en font une théo-

rie, et l'utopisme du partage égalitaire soi-disant possible en régime de production marchande. La social-démocratie doit se placer avec esprit de suite au point de vue du prolétariat, extirper de la conscience *révolutionnaire* des paysans l'opportunisme des socialistes-populistes et l'utopisme qui les empêche de discerner les tâches réellement primordiales de la révolution *actuelle*. Et ce n'est qu'avec la victoire *complète* de celle-ci que la classe ouvrière et le peuple tout entier pourront *efficacement*, rapidement, courageusement, librement et largement *s'attacher* à résoudre le problème fondamental de l'humanité civilisée : affranchir le Travail de l'oppression du Capital.

Nous nous arrêterons aussi attentivement à la question des *moyens* de lutte dans la campagne électorale et quand il s'agira d'accords limités entre partis. Nous expliquerons ce que c'est qu'une Assemblée constituante et pourquoi les cadets redoutent une pareille assemblée. Nous demanderons aux libéraux bourgeois, aux cadets, quelles mesures ils ont l'intention de défendre et d'*appliquer en toute indépendance* pour que personne ne puisse traiter les représentants du peuple comme on a « traité » les députés de la I^re^ Douma. Nous rappellerons aux cadets et nous expliquerons aux masses leur lâche attitude de traîtres vis-à-vis des formes de lutte d'octobre à *décembre* de l'année écoulée. Nous demanderons à tous les candidats s'ils acceptent de *subordonner* entièrement toute leur activité parlementaire aux intérêts de la lutte *en dehors de la Douma*, aux intérêts du vaste mouvement populaire pour la terre et pour la liberté. Nous devons utiliser la campagne électorale pour *organiser la révolution*, c'est-à-dire pour organiser le prolétariat et les éléments *véritablement* révolutionnaires de la démocratie bourgeoise.

Tel est le contenu *positif* que nous devons essayer de mettre dans toute la campagne électorale et, en particulier, dans la conclusion d'accords avec les autres partis.

VII

Résumons.

Le point de départ de la tactique électorale générale de la social-démocratie doit être l'indépendance complète du parti de classe du prolétariat révolutionnaire.

Des exceptions à cette règle générale ne sont possibles qu'en cas de nécessité absolue, et dans des conditions particulièrement restrictives.

Les particularités du système électoral russe et des groupements politiques de la masse prédominante de la population, c'est-à-dire des paysans, ne comportent pas cette nécessité absolue aux degrés inférieurs de la campagne électorale, c'est-à-dire aux élections de grands électeurs dans les grandes villes, de délégués et de mandataires dans les campagnes. Dans les grandes villes, cette nécessité n'existe pas, car ici les élections *n'importent point* par le nombre de sièges obtenus à la Douma, mais par l'action des social-démocrates devant les couches les plus larges, les plus concentrées, de la population, les plus disposées à la social-démocratie par leur situation.

Dans les campagnes, les masses sont politiquement peu développées, peu formées, divisées, disséminées et la population clairsemée. Tout cela, ainsi que les conditions générales des élections, est cause de la formation de nombreuses organisations sans-parti (et aussi d'organisations révolutionnaires sans-parti), d'associations, de cercles, d'assemblées, de tendances et d'idées indépendantes. Dans ces conditions, les blocs aux degrés inférieurs sont tout à fait inutiles. A tous les points de vue, un esprit de parti rigoureusement appliqué est ce qu'il y a de plus rationnel et de plus utile pour les social-démocrates.

Le principe général de la nécessité d'une alliance du prolétariat et des paysans révolutionnaires conduit ainsi à ne reconnaître que des accords particuliers (par exemple avec les troudoviks contre les cadets) aux degrés supérieurs du système électoral, c'est-à-dire dans les collèges de mandataires et de grands électeurs. Les particularités des divisions politiques entre troudoviks parlent en faveur de cette solution du problème.

Dans tous ces accords particuliers, les social-démocrates doivent rigoureusement distinguer les partis démocratiques bourgeois et leurs nuances particulières, suivant la fermeté et l'esprit de suite de leur démocratisme.

Le fond idéologique et politique de la campagne électorale et des accords particuliers consistera à expliquer la doc-

trine du socialisme et les mots d'ordre indépendants de la social-démocratie relatifs aux tâches de la révolution actuelle et aux moyens d'accomplir ces tâches.

Cette brochure a été rédigée avant la parution du n° 5 du *Social-Démocrate*. Avant la publication de ce numéro, notre Parti avait toutes les raisons d'espérer que notre Comité central n'approuverait pas les accords avec les partis bourgeois au premier degré, accords inadmissibles pour les socialistes. Nous étions obligés de penser ainsi, car un menchevik aussi influent que le camarade Martov s'était prononcé nettement contre *tout* accord au premier degré; il s'est prononcé dans ce sens non seulement dans le *Tovarichtch*, mais aussi dans une lettre (qui était bien de lui) que le Comité central a envoyée à toutes les organisations et qui traite de la préparation à la campagne électorale.

Aujourd'hui, il se trouve que notre Comité central s'est tourné vers Tchérévanine, ou du moins qu'il hésite. L'éditorial du n° 5 du *Social-Démocrate admet* des blocs au *premier degré* et, bien plus, il ne dit pas exactement avec quels partis bourgeois ! La lettre publiée aujourd'hui (31 octobre) et qui est de Plékhanov, installé dans un journal cadet, le *Tovarichtch*, pour défendre le bloc avec les cadets, montre à tous quelle influence a ébranlé le Comité central. Comme d'ordinaire, Plékhanov parle en oracle. Il émet les lieux communs les plus ressassés, il passe complètement sous silence les objectifs de classe du prolétariat socialiste (sans doute pour être agréable au journal bourgeois qui l'a accueilli) et il n'essaie même pas d'effleurer les données et conclusions concrètes.

Ce brusque « rappel » venu de Genève suffira-t-il vraiment pour que le Comité central glisse de Martov à... Tchérévanine ?

La décision du Congrès d'unification interdisant tout accord avec les partis bourgeois sera-t-elle vraiment transgressée par un Comité central élu à ce congrès ?

Le plus grave danger menace l'unité de la campagne électorale de la social-démocratie.

Les accords avec les partis bourgeois au premier degré menacent le Parti socialiste ouvrier, puisqu'ils le décomposent et détruisent l'indépendance de classe du prolétariat.

Tous les social-démocrates révolutionnaires ont le devoir de resserrer les rangs et de déclarer une lutte implacable à tous les agissements et louvoiements de caractère opportuniste qui sèment le trouble et le désordre!

RÉSERVES PARTICULIÈRES FAITES À LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. AU NOM DES DÉLÉGUÉS SOCIAL-DÉMOCRATES DE POLOGNE, DE LETTONIE, DE SAINT-PÉTERSBOURG, DE MOSCOU, DE LA RÉGION INDUSTRIELLE CENTRALE ET DES PROVINCES DE LA VOLGA [131]

La tactique de boycottage de la Douma d'Etat, qui a aidé les masses populaires à juger sainement du manque de pouvoir et d'indépendance de cette institution, s'est trouvée complètement justifiée par la comédie des débats législatifs de cette Douma, suivis de sa dissolution.

Mais la conduite contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et la tactique de conciliation du libéralisme russe ont empêché la réussite immédiate du boycottage et ont forcé le prolétariat à accepter la lutte contre les propriétaires fonciers et les bourgeois contre-révolutionnaires également sur le terrain de la campagne concernant la Douma.

Cette lutte en dehors de la Douma et dans la Douma elle-même doit être menée par la social-démocratie dans l'intérêt du développement de la conscience de classe du prolétariat pour continuer à dénoncer devant tout le peuple les illusions constitutionnelles et pour assurer les progrès de la révolution.

Vu cette situation et dans le but ci-dessus indiqué, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie doit participer

très énergiquement à la campagne actuelle concernant la Douma.

Les tâches essentielles de la social-démocratie dans la campagne électorale et celle concernant la Douma, sont : 1° d'expliquer au peuple l'absolue incapacité de la Douma en tant que moyen de réaliser les revendications du prolétariat et de la petite bourgeoisie révolutionnaire, et particulièrement de la classe paysanne ; 2° d'expliquer au peuple l'impossibilité de réaliser la liberté politique par la voie parlementaire tant que le pouvoir réel restera entre les mains du gouvernement tsariste, en expliquant aussi la nécessité de l'insurrection armée, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire et d'une Assemblée constituante, élue sur la base du suffrage universel, direct, égalitaire et au scrutin secret ; 3° de critiquer la Ire Douma et d'expliquer la banqueroute du libéralisme russe, et surtout de montrer à quel point il serait périlleux et mortel pour la cause de la révolution que le parti libéralo-monarchiste cadet assume le rôle dominant et la direction du mouvement émancipateur.

En tant que parti de classe du prolétariat, la social-démocratie doit, dans toute la campagne électorale et celle concernant la Douma, rester absolument indépendante, ne confondant sur ce terrain, en aucun cas, ses mots d'ordre et sa tactique avec ceux d'aucun autre parti d'opposition ou révolutionnaire.

C'est pourquoi, au premier degré de la campagne électorale, c'est-à-dire devant les masses, la social-démocratie doit, d'après la règle générale, agir avec une indépendance absolue et ne présenter que des candidatures du Parti.

Exception ne sera faite à cette règle que dans les cas d'extrême nécessité, et seulement pour les partis qui admettent totalement les mots d'ordre essentiels de notre lutte politique immédiate, c'est-à-dire qui reconnaissent la nécessité de l'insurrection armée et qui combattent pour la République démocratique. En outre, de tels accords ne peuvent aller au-delà de la présentation d'une liste commune de candidats, et ils ne limiteront en rien l'indépendance de l'agitation politique de la social-démocratie.

Dans la curie ouvrière, le Parti social-démocrate agira avec une indépendance absolue, et ne conclura d'accords avec aucun autre parti.

Aux degrés supérieurs, c'est-à-dire dans les collèges de grands électeurs pour les villes, de délégués et de mandataires pour les villages, des accords particuliers seront tolérés, mais exclusivement pour obtenir une répartition proportionnelle des sièges d'après le chiffre des voix obtenues par les partis qui auront conclu ces accords. De plus, la social-démocratie discerne, du point de vue de la fermeté et de la résolution dans les tendances démocratiques, les principaux types suivants parmi les partis bourgeois : a) les socialistes-révolutionnaires, le Parti socialiste polonais et les partis républicains similaires* ; b) les socialistes-populistes et les troudoviks d'un type semblable** ; c) les cadets.

Écrit le 4 (17) novembre 1906.
Publié le 23 novembre 1906 dans le n° 8 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

* On pourrait peut-être leur rattacher les sionistes-socialistes [122].
** On pourrait peut-être leur rattacher certains démocrates juifs. Nous ne sommes pas compétents pour juger de ces questions sans l'assistance des social-démocrates juifs.

PROJET D'APPEL AUX ÉLECTEURS

Camarades ouvriers et vous tous, citoyens de Russie ! Le temps approche des élections à la Douma d'Etat. Le parti de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate, vous invite tous à participer aux élections pour aider au rassemblement des forces capables de combattre effectivement pour la liberté.

Dans notre révolution, les masses populaires luttent contre la domination des fonctionnaires et de la police, des propriétaires fonciers et des capitalistes, mais avant tout contre le gouvernement autocratique du tsar. Les masses luttent pour conquérir la terre et la liberté, pour renverser la bande de pogromistes et de bourreaux qui ne répond que par la corruption, par le mensonge, par des violences féroces, par des emprisonnements, par les cours martiales, aux revendications de millions et de dizaines de millions d'hommes.

Par la grève d'octobre 1905, les ouvriers de toute la Russie ont arraché au tsar des promesses de liberté et de droits législatifs pour la Douma. Le gouvernement tsariste a violé ses promesses. La loi électorale a restreint les droits des paysans et des ouvriers au bénéfice des propriétaires fonciers et des capitalistes. Les droits de la Douma elle-même ont été réduits presque à zéro. Mais ce n'est pas encore le plus grave. Ce qui est grave, c'est que toutes les libertés, tous les droits sont restés de simples chiffons de papier, car le pouvoir véritable, la force réelle demeurent, comme auparavant, tout entiers entre les mains du gouvernement tsariste. Aucune Douma ne peut donner et ne don-

nera la terre et la liberté au peuple tant que le pouvoir réel restera entre les mains des pogromistes et des bourreaux de la liberté.

Voilà pourquoi les ouvriers révolutionnaires, avec la majorité des militants conscients, qui dans d'autres couches populaires luttent pour la liberté, ont boycotté la Douma. Par le boycottage de la Douma, on a essayé d'enlever aux pogromistes l'initiative de la convocation des députés du peuple. Par le boycottage de la Douma, on avertissait le peuple de ne pas croire aux chiffons de papier, on l'invitait à combattre pour conquérir le pouvoir réel. Le boycottage n'a pas réussi parce que la cause de la liberté a été trahie par la bourgeoisie libérale. Le parti de la liberté « du peuple », le parti cadet, ce parti de propriétaires fonciers libéraux et de bourgeois qui sont des bavards « cultivés », s'est détourné de la lutte héroïque menée par le prolétariat ; il a traité de folie le soulèvement des paysans et d'une élite de troupes, et il est allé aux élections organisées par les pogromistes. Par suite de la félonie de la bourgeoisie cadette, tout le peuple est obligé, pour un temps, de tenir compte des lois et des élections que les pogromistes ont organisées, que les pogromistes ont falsifiées et dont les pogromistes ont fait un outrage au peuple.

Mais, participant maintenant aux élections, nous pouvons et devons dessiller les yeux de tous, montrant au peuple la nécessité de combattre pour prendre le pouvoir et la vanité du jeu constitutionnel auquel se livrent les cadets. Citoyens de toute la Russie ! méditez la leçon que nous a donnée la Ire Douma !

Ceux qui combattaient pour la liberté et pour la remise de la terre aux paysans ont été massacrés, ou déportés, ou emprisonnés. A la Douma, la majorité appartenait aux cadets. Ces bourgeois libéraux redoutaient la lutte, redoutaient le peuple ; ils se bornaient à prononcer des discours et à présenter des suppliques ; ils exhortaient à la patience ; ils s'efforçaient de s'entendre et de traiter avec le gouvernement des pogromistes. Et le tsar, trouvant devant lui non des lutteurs, mais des bourgeois serviles, les mit à la porte pour quelques discours qui ne lui convenaient pas.

Ouvriers, paysans et vous tous, travailleurs, n'oubliez pas cette grande leçon ! Rappelez-vous qu'en l'automne

de 1905, lorsque les ouvriers révolutionnaires avaient pris la tête du peuple en lutte, quand à la grève ouvrière, à l'insurrection des ouvriers se joignirent des soulèvements de paysans et de soldats conscients, le gouvernement dut faire des concessions. Mais quand, au printemps et pendant l'été de 1906, on vit se placer à la tête du peuple la bourgeoisie monarchiste libérale, le parti des cadets, parti toujours hésitant entre le pouvoir du peuple et celui des pogromistes, les députés reçurent, au lieu de concessions, le coup de pied des gens de police qui en finirent avec la Douma.

La dissolution de la Douma montre bien à tous combien sont vaines et stériles les requêtes des cadets et combien il est nécessaire de soutenir la lutte prolétarienne ! La classe ouvrière, par la grève d'octobre, a arraché une promesse de liberté. Elle regroupe maintenant ses forces pour arracher en fait la liberté à l'ennemi par une insurrection de tout le pays, pour renverser le gouvernement tsariste et fonder la République, en soumettant au principe électif toutes les autorités sans exception, et pour convoquer, au moyen d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, une Assemblée constituante qui représentera tout le peuple, sur la base du suffrage universel, au scrutin direct, égalitaire et secret.

En luttant pour la liberté, la classe ouvrière veut qu'elle ne profite pas seulement aux riches et aux nobles, mais qu'elle serve à tout le peuple. Les ouvriers ont besoin de la liberté pour engager largement la lutte qui délivrera complètement le Travail du joug du Capital, pour abolir toute exploitation de l'homme par l'homme, pour donner un régime socialiste à la société. Aucune égalité, pas même l'égalité des petits propriétaires, des paysans, dans l'usage de la terre qui appartient à tout le peuple, ne sauvera celui-ci de la misère, du chômage et de l'oppression tant que subsistera la domination du Capital. Et c'est seulement l'étroite cohésion de tous les ouvriers, avec l'appui des masses laborieuses, qui peut jeter bas le Capital dont le joug pèse sur les ouvriers de tous les pays. Dans la société socialiste, la liberté et l'égalité ne seront pas une duperie ; les travailleurs ne seront plus divisés par un morcellement extrême de la petite production ; la richesse accumulée par le travail en commun sera au service de la masse du peuple au lieu d'opprimer

celle-ci ; la domination des travailleurs mettra fin à toute oppression de quelque nationalité que ce soit, de toutes confessions religieuses, et émancipera les femmes.

Camarades ouvriers et vous tous, citoyens de Russie, utilisez les élections pour fortifier ceux qui véritablement combattent pour la liberté et le socialisme ; profitez des élections pour dessiller tous les yeux, leur montrant les véritables desseins et le véritable caractère des différents partis!

Outre les social-démocrates, trois principaux groupes de partis prennent part aux élections : les Cent-Noirs, les cadets et les troudoviks.

Les Cent-Noirs, ce sont les partis qui soutiennent le gouvernement. Ils tiennent pour la monarchie autocratique, pour l'autorité policière, pour la conservation de toutes les propriétés foncières. Ce sont : le parti des monarchistes ; l'Union du peuple russe ; le parti de l'ordre légal ; le parti commercial et industriel ; l'Union du 17 octobre ; le parti de la rénovation pacifique. Tous ces partis sont nettement les ennemis du peuple, nettement les défenseurs de ce gouvernement de pogromistes, de ce gouvernement qui a chassé la Douma, de ce gouvernement de cours martiales.

Les cadets (ou « parti de la liberté du peuple ») sont le principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale. Les bourgeois libéraux hésitent constamment entre le peuple et le gouvernement des pogromistes. En paroles, ils s'opposent au gouvernement ; en fait, ils redoutent par-dessus tout la lutte menée par le peuple ; en fait, ils désirent s'entendre avec la monarchie, c'est-à-dire avec les pogromistes, contre le peuple. Les cadets ont proposé à la Douma des lois scélérates contre la presse et contre les réunions. Les cadets, à la Douma, ont refusé d'admettre que la question de la terre fût soumise à des comités locaux, élus au suffrage universel, par voie de scrutin direct, égalitaire et secret. Les cadets, ce sont des propriétaires libéraux qui craignent que les paysans ne résolvent d'eux-mêmes et à leur façon la question de la terre. Quiconque ne veut pas que l'autorité policière puisse chasser encore une fois les députés du peuple, quiconque ne veut pas que l'on impose aux paysans des conditions de rachat des terres aussi ruineuses que celles de 1861, doit prendre ses précautions pour que la II[e] Douma ne soit pas une Douma de cadets.

Les troudoviks ce sont des partis et des groupes qui représentent les intérêts et l'opinion des petits patrons, principalement des petits propriétaires ruraux. Le plus timide de ces partis est le « Parti socialiste-populiste du Travail » ; il ne vaut guère mieux que les cadets. Vient ensuite le « groupe du Travail » de la Douma, dont les meilleurs représentants, comme Onipko, sont allés, après la dissolution de la Douma, au secours du peuple insurgé. Le plus révolutionnaire des partis des troudoviks est celui des « socialistes-révolutionnaires » (s.-r.). Les troudoviks sont disposés à soutenir résolument — et en allant parfois jusqu'à l'insurrection — les intérêts de la masse paysanne dans sa lutte pour la terre et la liberté ; mais dans leur activité ils sont loin d'échapper toujours à l'influence des bourgeois libéraux et des idées bourgeoises. Le petit propriétaire hésite à un carrefour, dans la grande lutte engagée, à l'échelle mondiale, par le Travail contre le Capital ; il se demande s'il tâchera de « devenir quelqu'un » dans le sens bourgeois, c'est-à-dire de devenir un patron, ou s'il s'efforcera d'aider le prolétariat à renverser la domination de la bourgeoisie. Nous autres, social-démocrates, nous profiterons des élections pour dire à la masse paysanne et à tous les amis des paysans : les ruraux ne parviendront à conquérir la terre et la liberté que si, au lieu d'agir par des requêtes et des suppliques, ils combattent ; que si, au lieu de croire le tsar et de se fier aux promesses des bourgeois libéraux, ils s'en remettent à la force d'une lutte engagée conjointement, la main dans la main, avec la classe ouvrière.

Le Parti social-démocrate est celui du prolétariat conscient et militant. Il ne croit à aucune des promesses de la bourgeoisie et, au lieu de chercher un recours contre la misère et toutes les indigences dans l'affermissement de la petite propriété, il voit le salut dans une lutte de tous les travailleurs unis en faveur du socialisme.

Camarades ouvriers, et vous tous qui êtes au service du Capital ! Vous avez tous constaté qu'au moment où le gouvernement supprimait les quelques prémices de liberté qu'il avait concédées, la bourgeoisie a entrepris de ravir aux ouvriers toutes leurs conquêtes : elle a augmenté la durée de la journée de travail, réduit les salaires, élevé les amendes, aggravé les contraintes de toutes sortes, brimé ou jeté à la

porte les ouvriers conscients. C'est seulement par la victoire de la liberté que les ouvriers et les employés parviendront à sauvegarder les conquêtes qu'ils ont faites sur la bourgeoisie, obtiendront la journée de huit heures, de meilleurs salaires et des conditions de vie supportables. Et c'est seulement par un combat audacieusement livré, sans esprit de retour, par l'étroite union de toutes ses forces, à la tête des masses laborieuses, que la classe ouvrière peut conquérir la liberté véritable, et pour tout le peuple.

Camarades ouvriers et vous tous, citoyens de Russie, votez pour les candidats du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ! Ce Parti combat pour la liberté entière, pour la République, pour que le peuple élise lui-même les fonctionnaires. Il lutte contre toute oppression nationale. Il lutte pour que *toute* la terre revienne aux paysans *sans aucune condition de rachat*. Il soutient toutes les revendications des matelots et soldats conscients, il veut voir substituer à l'armée permanente tout le peuple en armes.

Camarades ouvriers et vous tous, citoyens de Russie, votez pour les candidats du Parti ouvrier social-démocrate de Russie !

« Prolétari » n° 8, 23 novembre 1906

Conforme au texte du journal

SUR LES BLOCS AVEC LES CADETS

Les mencheviks secondés par les bundistes ont fait adopter à la conférence de Russie du P.O.S.D.R. un principe de tolérance à l'égard des blocs avec les cadets. La presse cadette exulte et répand la bonne nouvelle aux quatre coins du monde, tout en donnant aux mencheviks de petites poussées pour leur faire descendre encore un échelon, pour les engager à faire encore un petit pas vers la droite. Le lecteur trouvera ailleurs les décisions de la conférence, les réserves faites par les social-démocrates révolutionnaires et leur projet d'adresse aux électeurs *. Pour l'instant, ici, nous allons essayer d'exposer le sens politique général et essentiel des blocs avec les cadets.

Pour ce faire, nous avons une bonne documentation dans le n°6 du *Social-Démocrate*, et surtout dans l'éditorial : « Un bloc d'extrême-gauche ». Commençons par relever des passages les plus caractéristiques de cet article.

On nous dit, déclare le *Social-Démocrate*, que « les mencheviks qui s'étaient assigné pour tâche de pousser toute la Douma dans la voie révolutionnaire, ont abandonné cette position, après sa dissolution, et ont fait bloc avec les partis et groupes révolutionnaires ; cela s'est traduit : 1° par deux proclamations rédigées en commun et adressées à l'armée et à la classe paysanne ; 2° par la formation d'un comité qui serait chargé de coordonner toute action en vue de la grève prévue. Cette référence à un précédent est basée sur un sérieux malentendu. Dans le cas indiqué, notre parti a formé

* Voir le présent tome, pp. 309-314. (*N.R.*)

avec d'autres partis et groupes révolutionnaires *non pas* un bloc *politique*, mais une entente de *combat* que nous avons toujours jugée rationnelle et indispensable ».

Dans ce texte, l'italique est du *Social-Démocrate*.

... Non pas un bloc *politique*, mais une entente de *combat*... Comme vous y allez, camarades mencheviks ! Ce que vous dites là n'est pas seulement un non-sens, c'est une ineptie d'illettrés. De deux choses l'une : par bloc, vous entendez ou bien seulement des accords parlementaires, ou bien quelque chose de plus. Dans le premier cas, le bloc est un accord de combat pour livrer bataille sur le terrain parlementaire. Dans le second, l'accord de combat est un bloc politique, car un « combat » qui n'a pas une signification politique ce n'est plus un combat, c'est tout simplement une rixe.

Camarades du C.C., surveillez donc un peu vos rédacteurs ; vraiment, surveillez-les, car on en vient à avoir honte pour la social-démocratie.

Mais le galimatias offert au lecteur de l'organe central du C.C. ne résulte-t-il pas d'un simple lapsus ? d'une expression maladroite ?

Pas du tout ! La faute du *Social-Démocrate* n'est pas d'avoir commis un lapsus ; s'il y a eu bévue, c'est qu'à la base de tous les raisonnements et de l'attitude même du *Social-Démocrate* il y a une grave erreur. Cette combinaison absurde de termes : « *non pas* un bloc politique, *mais* une entente de combat » * n'est pas fortuite ; elle procédait nécessairement, inéluctablement, de l'« absurdité » fondamentale du menchevisme, absurdité que voici : le menchevisme s'obstine à ne pas comprendre qu'actuellement en Russie, le combat sur le terrain parlementaire dépend entièrement et tout à fait directement des conditions et du caractère de la bataille qui se livre en dehors du Parlement. En d'autres termes, un tel paralogisme trahit, chez les mencheviks, une incompréhension générale du rôle et de la signification de la Douma dans les circonstances révolutionnaires actuelles.

Bien entendu, nous n'imiterons pas les mencheviks et leur leader Plékhanov dans les procédés de polémique qu'ils

* Le cas est vraiment des plus curieux ! Les mencheviks qui nous ont toujours reproché d'opposer le « combat » à la « politique », ont justement construit *tout leur raisonnement* sur cette antithèse absurde !

emploient à notre égard sur la question du « combat » et de la « politique ». Nous ne leur reprocherons pas d'être capables, eux, leaders social-démocrates du prolétariat, de conclure un accord de combat *non politique*.

Notre attention se porte sur la question suivante : *pourquoi* nos mencheviks devaient-ils, après la dissolution de la Douma, faire bloc *uniquement* avec les partis et groupes *révolutionnaires* ? Certes, ce n'est pas parce qu'un certain anarcho-blanquiste, nommé Lénine, a prêché cela depuis longtemps (et exclusivement par haine des mencheviks). Mais la situation objective *a forcé* les mencheviks, malgré toutes leurs théories, à former ce bloc révolutionnaire, contre les cadets. La situation objective, malgré les intentions des mencheviks, *malgré leurs idées*, a voulu que le développement dialectique de la lutte pacifique, au sein du Parlement, dans la Ire Douma, fasse, *en quelques jours*, de cette lutte, une bataille qui n'a rien du tout de pacifique ni de parlementaire. Le *bloc politique* que les mencheviks ne concevaient pas comme tel (gênés par leurs œillères de cadets) et qui n'avait pas été conclu en bonne et due forme, le bloc politique qui consistait simplement en une certaine communauté de tendances et d'objectifs politiques immédiats, en une certaine communauté de moyens de lutte pour atteindre ces buts politiques immédiats, ce « bloc politique » dont on n'avait pas conscience est devenu, *par la force des choses*, une « entente de combat ». Et nos sages penseurs ont été si déroutés par ce coup de théâtre, absolument imprévu dans les lettres que Plékhanov écrivait à l'époque de la Ire Douma[133] qu'ils se sont écriés : « *Ce n'est pas* un bloc politique, *mais* une entente de combat ! ».

Votre politique ne vaut absolument rien, chers camarades, justement parce que vous prévoyez des accords pour un *certain* « combat » qui n'a rien de réel, qui est tout fictif, qui n'a aucun sens décisif, tandis que vous laissez passer sans les deviner les conditions d'un *certain* « combat » que toute la marche de la révolution russe amène irrésistiblement, qui est même imposé par des circonstances à première vue aussi pacifiques, parlementaires et constitutionnelles que possible, qui est imposé même par des circonstances que les Roditchev de la Douma ont célébrées dans leurs discours sur le monarque adoré et irresponsable.

Vous commettez justement la faute dont vous accusez bien à tort les bolcheviks. Votre politique n'est pas une politique de combat. Le combat que vous livrez n'est pas véritablement un combat politique ; c'est un amusement, c'est un petit jeu constitutionnel, c'est du crétinisme parlementaire. Pour le « combat » que la situation pourrait exiger dès demain, vous avez *certains* accords ; pour la « politique », vous en avez *d'autres*. Et c'est pourquoi vous ne valez rien, ni pour le « combat », ni pour la « politique », vous n'êtes bons qu'à jouer le rôle d'acolytes des cadets.

On discute maintenant beaucoup dans notre parti du sens du mot « blocs ». Les uns disent : un bloc, c'est une liste commune. Les autres répliquent : non point, un bloc, c'est une plate-forme commune. Toutes ces discussions sont niaises, c'est de la scolastique. Vous ne changerez absolument rien en appelant blocs des accords plus ou moins étroits. Et il ne s'agit pas de discuter pour savoir si l'on doit admettre des accords qui soient étroits ou non. Celui qui pense ainsi s'enlise dans la petite et mesquine technique du parlementarisme, oubliant le *sens politique* que doit avoir cette technique. La discussion doit porter sur ceci : *sur quel plan* le prolétariat socialiste a-t-il à conclure des accords avec la bourgeoisie, accords inévitables, en général, dans une révolution bourgeoise ? Les bolcheviks peuvent, entre eux, différer d'opinion sur des détails : faut-il, aux élections, s'entendre avec *tel* ou *tel* parti de la bourgeoisie révolutionnaire ? Mais entre bolcheviks et mencheviks, le débat n'est plus du tout le même. Il s'agit toujours de savoir si, dans une révolution bourgeoise, le prolétariat socialiste doit se traîner à la remorque de la bourgeoisie monarchiste libérale ou en tête de la bourgeoisie révolutionnaire démocrate.

L'article « Un bloc d'extrême-gauche » nous montre, par de multiples petits exemples, comment, chez les mencheviks, la pensée dévie constamment du fond de la discussion politique pour se perdre en de vains détails. L'auteur de l'article en question déclare lui-même (p. 2, 3e colonne) que la tactique du bloc consiste tout à la fois en une plate-forme commune et une liste commune. En même temps, il affirme que nous préconisons un « bloc » avec les troudoviks et les socialistes-révolutionnaires, tandis que les mencheviks, au lieu de vouloir un bloc, défendent seulement l'idée d'« ac-

cords partiels » avec les cadets. Voyons, ce sont des enfantillages, chers camarades, mais ce n'est pas du raisonnement !

Voyez, à la conférence panrusse, quelle résolution adoptèrent les mencheviks et comparez-la à celle des bolcheviks. Celle-ci, pour tout accord avec les socialistes-révolutionnaires, pose des conditions plus rigoureuses que n'en prévoit la résolution menchevique pour des accords avec les cadets. C'est incontestable car : 1° Les bolcheviks n'ont admis des ententes qu'avec les partis qui combattent pour la République et qui reconnaissent la nécessité d'une insurrection armée tandis que les mencheviks ont admis, d'une façon générale, des accords avec les « partis démocrates d'opposition ». Cela veut dire que les bolcheviks ont défini la notion de bourgeoisie révolutionnaire par des indices nettement *politiques*, tandis que les mencheviks, au lieu de donner une définition *politique*, se sont seulement servis d'un terme qui relève de la *technique parlementaire*. La République et l'insurrection armée sont des concepts politiques nettement déterminés. Opposition est simplement un terme parlementaire. Et c'est un terme si confus qu'il comprend aussi bien les octobristes que les partisans de la rénovation pacifique, que tous ceux qui sont mécontents du gouvernement. Il est vrai que, dans la formule, les mencheviks ont ajouté le mot « démocrates », ce qui a un air politique, mais ce n'est pas net. Ils indiquent ainsi les cadets. Or, c'est justement une fausse indication. Dire d'un parti *monarchiste*, d'un parti qui admet une Chambre haute, d'un parti qui propose des lois scélérates sur les réunions et la presse, d'un parti qui rejette de la réponse aux discours du Trône la revendication du scrutin direct, égalitaire et secret, d'un parti qui rejette les comités agraires élus par tout le peuple, dire de ce parti qu'il est « démocrate », c'est *tromper le peuple*. Le mot est dur, mais il est juste. Les mencheviks trompent le peuple quand ils lui parlent de l'esprit démocrate des cadets.

2° Les bolcheviks n'admettent des accords avec les républicains bourgeois que dans des cas « exceptionnels ». Les mencheviks n'exigent pas que les blocs avec les cadets soient seulement à titre d'exception.

3° Les bolcheviks interdisent catégoriquement toute entente dans la curie ouvrière (« *avec quelque parti que ce soit* »). Les mencheviks *tolèrent les blocs même dans la cu-*

rie ouvrière, car ils n'y interdisent que des accords avec les groupes et partis « qui n'admettent pas le point de vue de la lutte de classe du prolétariat ». Et ce n'est pas par hasard qu'ils agissent ainsi, car, à la conférence, certains mencheviks doués du sens de classe, du sens prolétarien, ont attaqué cette formule saugrenue, mais ont été battus par la grande majorité des mencheviks. Il en résulta un manque de netteté, une confusion qui laissaient le champ libre à tous les coureurs d'aventures. En outre, une idée s'imposait, des plus regrettables pour un marxiste : un autre parti que celui de la social-démocratie *pouvait être* reconnu comme « se plaçant au point de vue de la lutte de classe du prolétariat ».

Voyons, comment, après cela, ne pas traiter pour le moins d'enfantillages les tentatives de ceux qui voudraient prouver que les bolcheviks admettent un bloc avec la bourgeoisie républicaine, avec les socialistes-révolutionnaires, *plus étroit* que celui des mencheviks avec la bourgeoisie monarchiste, avec les cadets ! !

Le raisonnement tout à fait fallacieux que l'on nous donne sur des blocs plus ou moins étroits sert à estomper la question politique : *avec qui et dans quel but* les blocs sont-ils admissibles? Prenez le «Projet de plate-forme électorale », imprimé dans le n°6 du *Social-Démocrate*. Ce document est un de ceux qui, dans la masse des autres que fournit la politique menchevique, prouvent l'existence d'un bloc *idéologique* entre mencheviks et cadets. La résolution de la conférence sur les « amendements » indispensables à ce projet de plate-forme électorale nous le démontre en toute évidence. Songez-y bien seulement : la conférence des social-démocrates à été obligée de rappeler à son Comité central qu'il n'était pas permis de rejeter d'une publication illégale le mot d'ordre de la République, que l'on ne devait pas se borner à de vagues généralités sur les requêtes et la lutte, qu'il était indispensable de désigner nettement et de caractériser du point de vue prolétarien les divers partis, qu'il fallait marquer la nécessité de l'insurrection, qu'il fallait souligner le caractère de classe de la social-démocratie ! Qu'il ait fallu rappeler au C. C. du Parti social-démocrate la nécessité de souligner, dans le *premier* appel électoral du Parti, le caractère de classe de celui-ci, c'est là une profonde anomalie et c'est seulement une aberration

radicale du C. C. qui a pu rendre possible pareille remontrance.

On ne sait pas encore si nous aurons des accords pratiques avec les cadets, ni quelle en sera la portée. Mais l'entente idéologique, le bloc idéologique, existe déjà : dans le projet de plate-forme électorale, on a estompé les divergences des points de vue respectifs du prolétariat et de la bourgeoisie monarchiste libérale *. Au contraire, dans le projet d'adresse aux électeurs qui émane des bolcheviks, nous voyons ces divergences nettement indiquées, comme aussi les différences des points de vue respectifs du prolétariat et de la classe des petits patrons.

Dans la question des blocs électoraux, c'est précisément le principe, c'est le côté idéologique qu'il faut porter au premier plan. En vain les mencheviks tentent-ils de se justifier : nous garderons notre indépendance dans toute l'agitation électorale, nous n'en rabattrons rien et à la dernière minute seulement nous insérerons les noms de nos candidats dans la liste des cadets !

Ce n'est pas vrai. Nous sommes certains, bien entendu, que les meilleurs des mencheviks désirent sincèrement qu'il en soit ainsi. Mais leurs désirs ne font rien à l'affaire; il faut considérer les conditions objectives de la lutte politique actuelle. De ces conditions il résulte que *chaque pas* des mencheviks, dans leur campagne électorale, est entaché de cadétisme et obscurcit le point de vue de la social-démocratie. Nous l'avons montré par l'exemple du projet de plate-forme électorale ; nous l'allons prouver encore par bien d'autres documents et raisonnements.

L'argument majeur des mencheviks, c'est le danger que présente la réaction. Cet argument est tout d'abord essentiellement faux parce que, contre le péril que représentent

* Cette erreur commise par les mencheviks n'est pas la première : ils y étaient déjà tombés dans la fameuse déclaration à la Douma, au nom du P.O.S.D.R. Ils accusaient alors les bolcheviks de tendances socialistes-révolutionnaires et dissimulaient eux-mêmes les divergences d'opinion des social-démocrates et des troudoviks, de sorte que les journaux socialistes-révolutionnaires de l'époque de la Douma qualifièrent cette déclaration de la social-démocratie de plagiat des idées socialistes-révolutionnaires ! Nous autres, dans notre contre-projet de déclaration [134], nous marquions au contraire nettement en quoi nous nous distinguions des petits bourgeois.

les Cent-Noirs, on ne saurait lutter au moyen de la tactique des cadets, ni par la politique des cadets. Cette politique en effet vise à une *réconciliation* avec le tsarisme, *c'est-à-dire* avec la réaction menaçante. La Ire Douma a suffisamment montré que les cadets, loin de lutter contre les Cent-Noirs, prononcent des discours d'une invraisemblable bassesse, proclamant l'innocence et l'irresponsabilité d'un monarque dont *tout le monde sait qu'il est le chef des Cent-Noirs.* Par conséquent, en introduisant des cadets à la Douma, les mencheviks ne combattent pas le péril de la réaction ; bien au contraire, ils aveuglent le peuple, ils dissimulent la réalité du danger. Lutter contre le péril réactionnaire en élisant des cadets à la Douma, c'est comme si l'on voulait empêcher un pogrome en reprenant les paroles de Roditchev le valet : « Il y aurait insolence à tenir le monarque pour responsable des pogromes ».

Autre vice du même argument : tacitement, les social-démocrates cèdent aux cadets l'hégémonie dans la lutte démocratique. Pourquoi, les voix s'étant partagées et le candidat cent-noir ayant ainsi triomphé, serions-*nous* coupables de n'avoir pas voté pour le cadet, tandis que le *cadet* ne serait pas coupable de n'avoir pas voté pour nous ?

— Nous sommes en minorité, répondent les mencheviks, tout pénétrés de résignation chrétienne. Les cadets sont plus nombreux. Les cadets ne peuvent pourtant pas se proclamer révolutionnaires !

— Certes ! Mais ce n'est pas une raison pour que les social-démocrates se proclament cadets. Nulle part dans le monde, quand une révolution bourgeoise restait à mi-chemin, on n'a vu et on ne pouvait voir des social-démocrates se trouver en majorité contre les démocrates-bourgeois. Et *partout*, dans tous les pays, la *première* manifestation indépendante de la social-démocratie dans une campagne électorale a toujours été accueillie par les lamentations et les hurlements des libéraux *qui accusaient les socialistes de prêter main-forte aux réactionnaires.*

C'est pourquoi nous entendons en toute sérénité le cri habituel des mencheviks : ce sont les bolcheviks qui font passer à la Douma les Cent-Noirs. *Tous* les libéraux ont crié la même chose à *tous* les socialistes. En renonçant à combattre les cadets, vous maintenez sous l'influence idéolo-

gique de ces derniers des masses prolétariennes et de nombreux éléments à demi prolétariens qui seraient capables de suivre la social-démocratie *. Demain, si ce n'est aujourd'hui, et moins que vous ne cessiez d'être socialistes, vous serez obligés d'aller indépendamment au combat, quel que soit le péril réactionnaire. Mais, aujourd'hui, il est plus facile et plus nécessaire d'accomplir cette juste démarche que demain. A la IIIe Douma (si l'on en convoque une après la IIe), il vous sera encore plus difficile de rompre avec les cadets, vous vous empêtrerez encore davantage dans des rapports antinaturels avec ceux qui trahissent la révolution. Quant au *véritable* péril réactionnaire, il n'est pas, nous le répétons, dans les mandats que reçoivent des Cent-Noirs pour la Douma; il est dans les pogromes et dans les cours martiales. Contre ce véritable danger, vous empêchez le peuple de lutter, en lui mettant aux yeux les œillères du cadétisme.

Troisième vice de cet argument courant : on porte un jugement erroné sur la Douma et son rôle. Dans un charmant article « Un bloc d'extrême gauche », les mencheviks ont dû reconnaître, contrairement à leurs assertions habituelles, que le fond de l'affaire ne réside pas dans des accords pratiques, mais bien précisément dans les divergences radicales des deux tactiques sur le plan politique.

Nous lisons dans cet article :

« La tactique du « bloc » est, consciemment ou non, calculée pour qu'il se forme dans la future Douma une minorité révolutionnaire fortement unie, d'où la couleur social-démocrate serait effacée, et qui ferait une guerre systématique à la majorité de la Douma ainsi qu'au gouvernement ; le moment venu, elle renverserait la Douma et se proclamerait gouvernement provisoire. La tactique des accords partiels a pour objet d'utiliser autant que possible la Douma dans son ensemble, c'est-à-dire la majorité de la Douma, pour combattre le régime autocratique tout en conservant constamment une attitude très marquée de fraction social-démocrate indépendante ».

Pour ce qui est de la « couleur » qu'on veut « effacer », nous avons déjà montré que ce sont précisément les menche-

* Les cadets commencent eux-mêmes à reconnaître qu'un *danger venant de la gauche* les guette aux élections (c'est l'expression textuelle de la *Retch* dans le compte rendu sur la province de Pétersbourg). Par leurs cris à propos du danger cent-noir, les cadets mènent par le bout du nez les mencheviks afin d'écarter le danger venant de la gauche ! !

viks qui se sont rendus coupables sur ce point, aux élections à la curie ouvrière, puis en tolérant plus largement les blocs, et enfin en substituant sur le plan idéologique le cadétisme à la social-démocratie. Quant à la « proclamation » d'un gouvernement provisoire, les mencheviks sont également ridicules d'en parler, car ils oublient qu'il ne s'agit pas de cette proclamation, mais que tout dépend de la marche et du succès de l'*insurrection*. Un gouvernement provisoire qui ne serait pas organe d'insurrection ne serait qu'un mot creux ou bien une aventure stérile.

Mais, sur le fond de la question, les mencheviks ont dit sans s'en apercevoir une vérité absolument juste, dans la citation que nous venons de faire. En effet, tout se ramène à savoir si *nous sacrifions ou non l'indépendance* de la social-démocratie dans la campagne électorale pour avoir une Douma « totalement » libérale (« la Douma dans son ensemble »). En effet, pour les bolcheviks, ce qui importe surtout, c'est l'absolue indépendance de notre campagne électorale, c'est le maintien intégral de l'esprit social-démocrate (et non à demi cadet) dans notre politique et dans notre fraction. Or, pour les mencheviks, ce qui importe plutôt, c'est d'avoir une Douma entièrement cadette et comptant un grand nombre de social-démocrates qui y seront parvenus sous les couleurs d'un demi-cadétisme. On se représente deux types de Douma: ou bien 200 Cent-Noirs, 280 cadets, 20 social-démocrates ; ou bien 400 cadets et 100 social-démocrates. Nous préférons une Douma de la première espèce et nous considérons comme un enfantillage de croire qu'on aura écarté le péril réactionnaire en empêchant les Cent-Noirs d'entrer à la Douma.

Pour nous, la ligne est partout la même : dans la lutte électorale, dans la lutte à la Douma aussi bien que dans les batailles de rues, avec les armes à la main. Partout : la social-démocratie avec la bourgeoisie révolutionnaire contre les traîtres cadets. Or, les mencheviks mènent la bataille à la Douma en union avec les cadets (ils veulent soutenir la Douma dans son ensemble ainsi qu'un ministère cadet) ; mais, en cas d'insurrection, ils modifient leur politique, et, « *au lieu* de former un bloc politique, ils concluent une « entente de combat ». Certain bolchevik avait donc raison, qui a dit à la conférence : en soutenant les blocs avec les cadets, les

bundistes ont introduit en contrebande l'idée de soutenir un ministère de cadets.

La citation que nous venons de faire, un peu plus haut, montre excellement comment les blocs avec les cadets réduisent à des phrases creuses les bonnes paroles contenues dans la résolution menchevique sur les mots d'ordre dans la campagne électorale : « Organiser les forces de la révolution à l'intérieur de la Douma » (mais non pas créer un appendice des cadets, en désorganisant les forces effectives de la révolution ?). « Dévoiler l'impuissance de la Douma » (et non pas cacher aux masses l'impuissance des cadets ?). « Expliquer aux masses combien serait illusoire tout espoir d'une issue pacifique de la lutte » (mais non pas fortifier dans les masses l'influence du parti cadet qui engendre les illusions ?).

Et la presse cadette a parfaitement escompté la valeur *politique* des blocs consentis par les mencheviks. Nous avons dit plus haut : derrière les libéraux ou devant les révolutionnaires. Pour confirmer cette thèse, nous nous en rapporterons à notre presse politique.

Peut-on trouver beaucoup de confirmations tant soit peu valables comme quoi les bolcheviks marchent à la remorque et sous la dépendance des révolutionnaires bourgeois ? Ce n'est même pas la peine d'en parler. Toute la presse russe montre en toute évidence et tous les ennemis des révolutionnaires avouent que ce sont précisément les bolcheviks qui mènent une politique indépendante, entraînant à leur suite certains groupes et les meilleurs éléments révolutionnaires bourgeois.

Mais les opportunistes bourgeois ? Ils possèdent une presse dix fois plus importante que celle des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires pris ensemble. Et ce sont eux, qui, précisément, mènent une politique indépendante, qui transforment les mencheviks et les socialistes-populistes en de simples acolytes.

De toutes les résolutions des mencheviks, la presse cadette *tout entière* ne cite que les passages concernant les blocs, et elle *passe sous silence* « l'impuissance de la Douma », « l'organisation des forces de la révolution à l'intérieur de la Douma » et autres jolies choses. Les cadets ne laissent pas simplement tomber ces choses-là, ils les *vitupèrent catégoriquement*, disant que ce sont « des phrases », parlant de l'« inconséquence » des mencheviks, du « manque de suite dans les

mots d'ordre du menchevisme », de l'« influence néfaste des bolcheviks sur les mencheviks ».

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que, malgré nous, malgré les intentions des meilleurs parmi les mencheviks, la vie politique s'assimile leur *cadétisme* et rejette leurs *phrases révolutionnaires*.

Le cadet, qui empoche l'aide des mencheviks, tape familièrement sur l'épaule de Plékhanov qui a prêché les blocs, et aussitôt, avec la méprisante grossièreté d'un marchand tout gonflé de pillage et de bénéfices, s'écrie : Ça ne suffit pas, messieurs les mencheviks ! Il nous faut encore un rapprochement idéologique ! (Voyez les articles du *Tovarichtch* sur la lettre de Plékhanov.) Ça ne suffit pas, messieurs les mencheviks, il faut encore cesser votre polémique ou, du moins, changer de ton ! (Voyez dans le *Viek* de la *gauche* cadette, l'éditorial sur les résolutions de notre conférence.) Je ne parle pas de la *Retch* qui coupe court aux propos des mencheviks en mal de cadétisme, en leur déclarant : « Nous allons à la Douma *légiférer* » et non pas faire la révolution !

Pauvres mencheviks ! pauvre Plékhanov ! Les missives amoureuses qu'ils adressent aux cadets sont certainement lues avec plaisir, mais on ne leur permet pas encore de dépasser l'antichambre.

Voyez ce qui s'est passé lorsque Plékhanov a donné un article à un journal bourgeois, au journal de cadets *Tovarichtch*. Avec quels transports n'a-t-il pas été reçu par M. Prokopovitch et Mme Kouskova, par ceux-là même que Plékhanov, en 1900, avait chassés du parti social-démocrate pour avoir essayé de l'infecter d'esprit bourgeois. Maintenant Plékhanov a adopté la tactique du fameux *Credo*[135] de Prokopovitch et de Kouskova, et les bernsteiniens lui envoient des baisers, criant insolemment : Nous l'avions toujours dit, nous autres, *démocrates bourgeois* !

Or, Plékhanov, pour être reçu dans l'antichambre des cadets, a dû *renier* publiquement *ses déclarations d'hier*.

Des faits, en voici :

Dans le n° 6 de son *Journal*, en juillet 1906, après la dissolution de la Douma, Plékhanov écrivait que les partis qui *prennent part* au mouvement doivent s'entendre. Pour frapper ensemble, il faut *préalablement se concerter*. « *Les partis* qui sont hostiles à notre ancien régime doivent... s'en-

tendre sur l'idée principale de cette propagande. Et, après la dissolution de la Douma, cette idée peut être seulement l'idée d'une Assemblée constituante »...

... « *Seulement* » l'idée de l'Assemblée constituante. Tel était le plan de bloc politique et d'entente pour le combat chez Plékhanov, en juillet 1906.

Cinq mois plus tard, vers novembre 1906, Plékhanov modifie la ligne de l'accord. Pourquoi ? Les rapports entre les partis qui réclament l'Assemblée constituante et ceux qui ne la réclament pas se sont-ils donc modifiés aussi ?

De l'aveu général, les cadets, depuis cinq mois, ont obliqué encore davantage vers la droite. Et Plékhanov *collabore* à la presse cadette, *il garde le silence* sur l'Assemblée constituante, parce qu'il est interdit d'en parler dans les antichambres des libéraux.

N'est-il pas évident que ce social-démocrate a fait une belle glissade ?

Mais ce n'est pas tout. Dans le même n° 6 de son *Journal* Plékhanov parlait *nettement* des cadets. Il expliquait *alors* (mais c'était il y a longtemps, longtemps !) pourquoi les cadets n'avaient pas confiance en l'idée d'une Assemblée constituante : par intérêt, par esprit de classe. Plékhanov écrivait alors à propos des cadets :

« Quiconque refusera de propager cette idée (celle de l'Assemblée constituante), sous un prétexte ou sous un autre, démontrera clairement qu'au fond, il ne cherche pas à répliquer comme il convient aux actes de M. Stolypine et Cie et que, même à contrecœur, *il se résigne à supporter ces actes*; qu'il se révolte contre ces actes *seulement en paroles, seulement pour l'apparence* ». (Souligné par nous.)

Maintenant qu'il collabore au journal des cadets, Plékhanov a commencé de prêcher le bloc électoral en réalisant le bloc idéologique. Dans le journal des cadets, Plékhanov n'a pas voulu dire au peuple que les cadets *se résignent à supporter* la bande de Stolypine et qu'ils ne se révoltent *que pour l'apparence*.

Pourquoi Plékhanov, en novembre 1906, n'a-t-il pas voulu reproduire ce qu'il avait dit en juillet 1906 ?

Voilà ce que signifient les blocs « techniques », pratiques, avec les cadets, et voilà pourquoi nous menons une lutte implacable contre les social-démocrates qui admettent ces blocs.

Mais n'est-il pas trop tôt pour jubiler, MM. les cadets ? Les social-démocrates se passeront de blocs pour être élus dans le Caucase, dans l'Oural, en Pologne, en Lettonie, dans la Région centrale de Moscou et probablement à Pétersbourg.

Pas de blocs avec les cadets ! Aucune conciliation avec ceux qui se résignent à subir la bande de Stolypine !

« Prolétari » n° 8, 23 novembre 1906 *Conforme au texte du journal*

LA LUTTE CONTRE LE « CADÉTISME » DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA DISCIPLINE DU PARTI

En tolérant des blocs avec les cadets, les mencheviks nous ont définitivement montré leur vrai visage : ils sont l'aile opportuniste du parti ouvrier. Nous menons la lutte idéologique la plus large, la plus implacable, et nous devons l'élargir encore, contre les blocs avec les cadets. Cette lutte, mieux que tout autre moyen, éduquera et groupera les masses du prolétariat révolutionnaire qui, dans notre campagne électorale, où nous serons *indépendants* (non pas en paroles seulement, mais en fait, c'est-à-dire sans aucun bloc avec les cadets), auront de quoi s'instruire pour développer leur conscience de classe.

Une question se pose : comment accorder cette lutte idéologique implacable avec la discipline du parti du prolétariat ? La question doit être posée carrément et tranchée immédiatement, afin qu'il n'y ait *aucun* malentendu, aucune hésitation dans la politique pratique de la social-démocratie révolutionnaire.

Examinons d'abord le côté des principes dans cette affaire, et ensuite nous verrons le côté pratique qui nous intéresse tous directement.

Pour ce qui est du principe, nous avons déjà défini plus d'une fois notre point de vue sur l'importance de la discipline, nous avons dit comment nous comprenons la discipline dans un parti ouvrier. *Unité dans l'action, liberté de discussion et de critique*, voilà notre définition. Cette discipline est

la seule digne du parti démocratique de la classe d'avant-garde. La force de la classe ouvrière réside dans l'organisation. S'il n'y a pas d'organisation des masses, le prolétariat n'est rien. S'il est organisé, il est tout. L'organisation se traduit par l'unité d'action, par l'unité dans tout le travail pratique. Mais, bien entendu, les actes, les interventions de toute sorte n'ont de valeur que dans la mesure où ils font avancer et non reculer le prolétariat, dans la mesure où ils lui donnent une cohésion idéologique, où ils l'élèvent, loin de l'abaisser, de le pervertir, de l'affaiblir. Une organisation qui n'est point basée sur une idéologie est quelque chose d'absurde qui, en pratique, fait de la classe ouvrière le valet pitoyable de la bourgeoisie au pouvoir. C'est pourquoi le prolétariat n'admet pas l'unité d'action sans la liberté de discussion et de critique. Par conséquent, les ouvriers conscients ne doivent jamais oublier que certaines violations graves des principes leur font un devoir de rompre tous rapports d'organisation.

Comme il pourrait arriver qu'un funambule de lettres interprète faussement mes paroles, je passe tout de suite à un examen non général, mais concret de la question. Lorsque des social-démocrates tolèrent les blocs avec les cadets, cela n'exige-t-il pas la rupture complète des rapports d'organisation, c'est-à-dire la scission ? Nous pensons que *non*, et tous les bolcheviks pensent ainsi. 1° Parce que les mencheviks n'en sont encore qu'à s'engager d'un pas hésitant, encore mal assuré, sans fermeté, dans la voie de l'opportunisme pratique, de l'opportunisme *en grand* *. L'encre de la lettre par laquelle Martov reniait Tchérévanine, qui avait admis les blocs avec les cadets, n'est pas encore sèche : Martov a écrit cette lettre à une époque où le mot d'ordre du cadétisme n'avait pas encore été donné de Genève[136]. 2° Et voici qui est beaucoup plus important : la situation objective de la lutte actuellement menée par le prolétariat en Russie est telle qu'elle le pousse irrésistiblement à des actes décisifs *bien déterminés*. La révolution prendra-t-elle un grand élan (comme nous l'avions pensé), ou bien retombera-t-elle tout à fait (comme le croient certains social-démocrates qui n'osent pas le dire) ? *Dans un cas comme dans l'autre*, la tactique des blocs avec

* En français dans le texte. (*N.R.*)

les cadets sera inévitablement réduite à rien, et cela se produira bientôt. Pour cette raison, sans nous laisser aller à une nervosité d'intellectuels, nous avons le *devoir* de maintenir actuellement l'unité du Parti et de nous en remettre à la fermeté du prolétariat révolutionnaire, à la saine vigueur de son instinct de classe. 3° Et pour en finir, dans la campagne électorale actuelle, la décision prise par les mencheviks et le C.C. en faveur des blocs n'engage pas pratiquement les organisations locales et n'oblige pas l'ensemble de notre Parti à adopter cette ignoble tactique des blocs avec les cadets.

Voyons donc la question sous son aspect concret. Dans quelle mesure les décisions de la conférence de Russie du P.O.S.D.R. sont-elles obligatoires ? Et les directives du C.C. ? Et quel est le degré d'autonomie des organisations locales du Parti ?

Ces questions auraient sans aucun doute soulevé des discussions à n'en plus finir dans notre Parti, si la conférence elle-même ne les avait résolues. Tous les membres de la conférence étaient d'accord sur ce point que les décisions prises par cette assemblée *n'avaient rien d'obligatoire*, qu'elles n'engageaient personne, car une conférence est une institution consultative, elle n'a pas le pouvoir délibératif. Ses délégués n'ont pas été élus par des suffrages démocratiques ; ils ont été choisis par le C.C. parmi les organisations par lui désignées, leur nombre même a été fixé par le C.C. *C'est pourquoi* les bolcheviks, les Lettons et les Polonais n'ont pas perdu leur temps, dans cette conférence, à améliorer la résolution menchevique concernant les blocs ; ils n'ont pas élaboré de compromis (comme ceux qui se prononçaient pour le boycottage, *tout en admettant* des blocs avec la bourgeoisie monarchiste !), mais ils ont tout simplement *opposé* leur plate-forme, leurs mots d'ordre, leur tactique pour la campagne électorale. C'était bien là la conduite que devaient tenir les bolcheviks, obligatoirement, dans une conférence consultative qui n'avait pas à se substituer au congrès, mais à le préparer, qui n'avait pas à résoudre la question, mais à la poser plus clairement, plus nettement, qui n'avait pas à dissimuler, à atténuer la lutte intérieure au Parti, mais à la diriger, à la rendre plus rationnelle et plus idéologique.

Continuons. Les décisions de la conférence deviennent (avec tels ou tels amendements) les directives du C.C. Or,

les directives du C.C. sont obligatoires pour tout le Parti. Dans quelles limites sont-elles obligatoires sur la question que nous traitons ?

Bien entendu, dans les limites des décisions du congrès et dans les limites de l'autonomie reconnue aux organisations locales du Parti par le congrès. Là-dessus encore, les discussions auraient été interminables et n'auraient conduit à rien (car la résolution du Congrès d'unification interdit tout bloc avec les partis bourgeois dans la campagne électorale), si la conférence n'avait adopté, *de plein accord avec les menchéviks, les bolchéviks et les membres du C.C.*, une de ses résolutions les moins élastiques. Il n'y a pas eu de divisions, pas de fractions, quand on a voté *cette* résolution, et voilà un des gages les plus importants de l'unité et de la capacité combative du parti ouvrier.

Citons donc le texte de cette résolution :

« La Conférence exprime sa conviction que, dans les limites d'une seule et même organisation, tous les membres de ladite organisation sont tenus d'appliquer toutes les décisions concernant la campagne électorale qui auront été prises par les organes compétents desdites organisations locales, dans les limites des directives *générales* du C. C.; *de plus, le C. C. peut interdire aux organisations locales de présenter des listes non purement social-démocrates, mais il ne doit pas les obliger à présenter des listes de ce genre* ».

Ce que nous avons souligné ici nous dispense de discussions interminables, et il faut espérer que cela nous épargnera des frottements peu souhaitables et qui seraient dangereux. Les directives générales du C.C. peuvent tout au plus admettre que les blocs avec les cadets sont *tolérables*. Tous les social-démocrates, sans distinction de fraction, ont en outre déclaré que les blocs avec les cadets ne sont pas tout ce qu'il y a de plus décent, car nous avons donné au C.C. la faculté de les interdire, mais nous ne lui avons pas permis de les prescrire.

La conclusion est claire. Deux plates-formes sont offertes au Parti. La première est celle de 18 délégués à la conférence, menchéviks et bundistes. L'autre est celle de 14 délégués, bolchéviks, Polonais, Lettons. Les organes compétents des organisations locales ont toute liberté de choisir, de modifier, de compléter ces plates-formes, ou de leur en substituer d'autres. *Après* la décision des organes compétents, nous *tous*, membres du Parti, *agissons comme*

un seul homme. Tel bolchevik, à Odessa, devra peut-être jeter dans l'urne un bulletin portant le nom d'un cadet, bien que ce soit répugnant pour un bolchevik, tandis qu'à Moscou, par exemple, un menchevik votera uniquement pour des social-démocrates tout en déplorant en son cœur de ne pouvoir voter pour des cadets.

Mais les élections ne sont pas encore pour demain. Que tous les social-démocrates révolutionnaires s'unissent donc plus étroitement et qu'ils mènent la campagne idéologique la plus large, la plus implacable contre les blocs avec les cadets, blocs qui mettent un frein à la révolution, affaiblissent la lutte de classe du prolétariat, pervertissent le sens civique des masses!

« Prolétari » n° 8, 23 novembre 1906

Conforme au texte du journal

COMMENT LES SOCIAL-DÉMOCRATES D'ARMAVIR FONT LEUR CAMPAGNE ÉLECTORALE

Aux élections de la Ire Douma, les social-démocrates d'Armavir faisaient bloc avec les cadets. A l'époque, la *Volna* [187] en parla, blâmant sévèrement nos Armavirois. Le C.C. de notre Parti leur écrivit aussi, leur remontrant qu'ils avaient enfreint les directives du Congrès d'unification.

Nos camarades armavirois doivent avoir maintenant une expérience suffisante de ce que valent les blocs avec les cadets. En tout cas, dans leurs écrits les plus récents, loin de prôner ces accords-là, ils disent au contraire *carrément* des cadets *toute la vérité qu'il faut en dire*. Nous ne chicanerons pas nos camarades sur la forme littéraire de leurs publications, ce serait mesquin. Nous citerons seulement quelques passages qui donnent du relief à la tactique des Armavirois.

Nous avons sous les yeux le n° 1 de leur journal, *Armavirski Prolétari*, publication du Comité armavirois du P.O.S.D.R., datée d'octobre 1906 et tirée à 5 000 exemplaires.

Dans l'éditorial, nous lisons :

« Que les cadets, les marchands, les fonctionnaires, les propriétaires fonciers, les libéraux dansent au son de la musette du gouvernement, le prolétariat n'acceptera pas de s'incliner et de se réconcilier. »

Vient ensuite un article spécialement consacré aux élections demandant aux électeurs de se préparer, et où il est dit :

« Serrez les rangs, votez, prenez la Douma ! Voilà trop longtemps que ces beaux messieurs les cadets se prélassent sur le velours des fauteuils du Palais de Tauride. Il est temps que les mains calleuses des ouvriers jettent dehors ces bavards et ces parasites ! »

« Hâtez-vous de vous assurer votre place prolétarienne à la Douma, afin de transformer cette parlote de cadets en un champ de bataille révolutionnaire où nous combattrons le bourreau du peuple, la maudite autocratie ! »

Dans un tract *Aux électeurs*, daté de novembre 1906 et tiré à 3 000 exemplaires, le comité d'Armavir écrit :

« Le peuple a compris qu'il ne prendra que par la force et par son autorité ce que refuse de lui céder de bon gré l'autocratie ankylosée, ce que n'a pu lui donner une Douma de cadets impuissante... Accomplissons ainsi, par le truchement de la Douma, notre révolution, introduisons au Palais de Tauride, dans la personne de nos députés, la puissance populaire ; que dans la nouvelle Douma, nos députés dressent de leurs mains l'ardent bûcher de la flamme révolutionnaire et nous l'attiserons avec le souffle ardent de toute la Russie prolétarienne et révolutionnaire ! A la Douma ! ! A la Douma ! !

... Camarades et citoyens ! Notre prochaine Douma ne sera pas une assemblée de Cent-Noirs ni de cadets ; elle sera prolétarienne et paysanne, elle sera notre Douma toute-puissante. »

Nous répétons qu'il serait mesquin de relever certains détails de forme dans ces appels.

Ce qui importe, c'est l'esprit. Ce qui importe, c'est la politique indépendante des social-démocrates armavirois qui ont passé par le purgatoire des blocs avec les bavards et les parasites.

Jugez des espérances que vous pouvez fonder sur les social-démocrates, messieurs de la *Retch* et du *Tovarichtch*, du *Viék* et des *Rousskié Viédomosti*[138] ! Voilà bien le « danger de gauche » dont la *Retch* a dit un mot ces jours-ci !

En lutte, donc, tous les social-démocrates révolutionnaires ! En lutte contre les blocs avec les cadets ! Les camarades mencheviks passeront, comme les armavirois, à travers le purgatoire des blocs avec les opportunistes bourgeois et ils reviendront à la social-démocratie révolutionnaire.

«Prolétari» n° 8, 23 novembre 1906 — *Conforme au texte du journal*

POUR QUI VOTER AUX ÉLECTIONS À LA DOUMA D'ETAT [139] ?

CITOYENS ! FAITES QUE LE PEUPLE TOUT ENTIER COMPRENNE CLAIREMENT QUELS SONT LES PRINCIPAUX PARTIS EN PRÉSENCE AUX ÉLECTIONS DE SAINT-PÉTERSBOURG ET CE QUE VEUT OBTENIR CHACUN D'EUX !

QUELS SONT LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS ?

Les Cent-Noirs c'est-à-dire : l'Union du peuple russe, les monarchistes, le Parti de l'ordre légal, l'Union du 17 octobre, le Parti du commerce et de l'industrie, le Parti de la rénovation pacifique.

Les cadets c'est-à-dire : le Parti de la liberté « du peuple » ou constitutionnel-« démocrate » (en fait libéral-monarchiste), le Parti des réformes « démocratiques », les radicaux, etc.

Les social-démocrates Parti ouvrier social-démocrate de Russie. C'est le parti des travailleurs conscients de toutes les nationalités de Russie : Russes, Lettons, Polonais, Juifs, Petits-Russiens, Arméniens, Géorgiens, Tatares et autres.

QUELS INTÉRÊTS DÉFENDENT LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS ?

Les Cent-Noirs défendent le gouvernement tsariste actuel, ils sont pour les propriétaires fonciers

Les cadets défendent les intérêts des bourgeois libéraux, des propriétaires fonciers

La social-démocratie est le parti de la classe ouvrière, elle défend les intérêts de tous

taires, pour les fonctionnaires, pour un pouvoir policier, pour les cours martiales, pour les pogromes.	libéraux, des marchands et des capitalistes. Les cadets sont le parti des avocats, des journalistes, des professeurs bourgeois, etc.	les travailleurs et de tous les exploités.

QUE VEULENT LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS ?

Les Cent-Noirs veulent conserver la vieille autocratie, l'entière sujétion d'un peuple privé de tous droits aux propriétaires, aux fonctionnaires, à la police.	Les cadets veulent donner le pouvoir à la bourgeoisie libérale. La monarchie, en conservant ses pouvoirs policiers et militaires, protégera le droit des capitalistes à dépouiller les ouvriers et les paysans.	Les social-démocrates veulent le passage de tout le pouvoir entre les mains du peuple, c'est-à-dire une république démocratique. Une liberté totale est nécessaire aux social-démocrates pour combattre pour le socialisme et libérer le travail du joug du capital.

QUELLES LIBERTÉS LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS VEULENT-ILS DONNER AU PEUPLE ?

Les Cent-Noirs ne donnent au peuple aucune liberté, aucun pouvoir. Tout le pouvoir est au gouvernement tsariste. Les droits du peuple sont les suivants : payer l'impôt, travailler pour les riches, al-	Les cadets veulent une « liberté du peuple » soumise 1) à une Chambre haute, c.-à.-d. aux propriétaires fonciers et aux capitalistes ; 2) à la monarchie, c.-à.-d. à un tsar secondé par une police et	Les social-démocrates veulent la liberté totale et les pleins pouvoirs pour le peuple, des fonctionnaires élus, la libération des soldats du bagne des casernes et l'organisation d'une milice popu-

ler au violon.	une force militaire irresponsables. Un tiers du pouvoir au peuple, un tiers aux capitalistes, un tiers au tsar.	laire libre.

QUE PENSENT LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS DES REVENDICATIONS AGRAIRES DES PAYSANS ?

Les Cent-Noirs défendent les intérêts des propriétaires ultra-réactionnaires. Pas de terre aux paysans. Seuls les paysans riches peuvent acheter des terres aux propriétaires en s'entendant à l'amiable avec eux.	Les cadets veulent sauvegarder la propriété foncière en faisant des concessions. Ils proposent aux paysans le rachat, qui les a déjà ruinés une fois en 1861. Les cadets n'acceptent pas que la question agraire soit résolue par des comités locaux élus au suffrage universel, direct, égalitaire et secret.	Les social-démocrates veulent abolir la propriété foncière. Toute la terre doit revenir aux paysans sans aucune espèce de rachat. Ce sont les comités locaux élus au suffrage universel, direct, égalitaire et secret, qui doivent régler la question agraire.

QUE PEUVENT OBTENIR LES TROIS PRINCIPAUX PARTIS EN CAS DE SUCCÈS COMPLET DE LEUR LUTTE ?

Les Cent-Noirs, en utilisant tous les moyens de combat, peuvent arriver à ruiner définitivement le peuple et à plonger définitivement dans la barbarie la Russie grâce aux	Les cadets, en luttant uniquement par des moyens « pacifiques », peuvent obtenir que le gouvernement des pogromistes achète, au prix d'insignifiantes concessions, la	Les social-démocrates, en utilisant tous les moyens de combat, y compris l'insurrection, peuvent, avec l'aide de la paysannerie consciente et des citadins pauvres, obtenir l'entière

cours martiales et aux pogromes.

grande bourgeoisie et les riches paysans, alors qu'on mettra à la porte les beaux parleurs libéraux qui auront prononcé des discours insuffisamment serviles sur leur monarque adoré, irresponsable, intangible et constitutionnel.

liberté et l'attribution de toutes les terres aux paysans. Puis, avec cette liberté et l'aide des ouvriers conscients de toute l'Europe, les social-démocrates russes peuvent marcher à grands pas vers le socialisme.

CITOYENS ! VOTEZ AUX ÉLECTIONS POUR LES CANDIDATS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE !

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES PARTIS DU TRAVAIL

Citoyens ! Celui qui veut participer aux élections de la Douma d'Etat en toute connaissance de cause, doit avant tout avoir une idée claire des différences essentielles qui existent entre les trois principaux partis. *Les Cent-Noirs* sont pour les pogromes et l'oppression du gouvernement tsariste. *Les cadets* sont pour les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes libéraux. *Les social-démocrates* sont pour les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs et exploités.

Celui qui veut, en connaissance de cause, défendre les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, doit savoir quel est le parti réellement capable de défendre ces intérêts avec le plus de fermeté et d'esprit de suite.

QUELS SONT LES PARTIS
QUI SE CHARGENT DE DÉFENDRE
LES INTÉRÊTS DE LA CLASSE OUVRIÈRE
ET DE TOUS LES TRAVAILLEURS ?

Le parti de la classe ouvrière, ou Parti ouvrier social-démocrate de

Les partis du Travail, c'est-à-dire les partis qui adoptent le point

Le parti du Travail (socialistes-populistes) et les

Russie, qui adopte le point de vue de la lutte de classe du prolétariat.	de vue du petit exploitant : Le parti des socialistes-révolutionnaires.	troudoviks sans-parti.

QUELS INTÉRÊTS DÉFENDENT EN RÉALITÉ CES PARTIS ?

Les intérêts des prolétaires : leurs conditions de vie ne leur laissant aucun espoir de devenir propriétaire les obligent à vouloir une transformation complète de toutes les bases du régime capitaliste.	Les intérêts des petits propriétaires qui luttent contre le joug du capital, mais qui, en vertu de leurs conditions de vie mêmes, tendent à devenir patrons, à accroître leur petite exploitation, à s'enrichir en faisant du commerce et en embauchant des ouvriers.

JUSQU'À QUEL POINT CES PARTIS SONT-ILS FERMES DANS LA GRANDE LUTTE UNIVERSELLE DU TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL ?

La social-démocratie ne peut admettre aucune conciliation entre le travail et le capital. Elle organise les salariés en vue d'une lutte sans merci contre le capital, pour la suppression de la propriété privée des moyens de produc-	Les partis du Travail rêvent d'abolir le règne du capital, mais, étant donné les conditions de vie du petit exploitant, ils hésitent fatalement entre la lutte contre le capital aux côtés des salariés et le désir de réconcilier ouvriers

tion et la construction de la société socialiste.	et capitalistes en transformant tous les travailleurs en petits propriétaires, également nantis de terres ou en possession de crédits, etc.

QUE PEUVENT OBTENIR CES PARTIS EN CAS DE TOTALE RÉALISATION DE LEUR BUT SUPRÊME ?

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la transformation de la production capitaliste en une grande production en commun et socialiste.	La répartition de toute la terre à égalité entre les petits propriétaires, les petits agriculteurs, ce qui conduira de nouveau, immanquablement, à des luttes entre eux et à une division entre riches et pauvres, entre ouvriers et capitalistes.

QUELLE LIBERTÉ CES PARTIS VEULENT-ILS OBTENIR POUR LE PEUPLE DANS LA RÉVOLUTION ACTUELLE ?

Liberté totale et pleins pouvoirs pour le peuple, c.-à-d. une république démocratique, des fonctionnaires élus, le remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier.	Liberté totale et pleins pouvoirs pour le peuple, c.-à-d. une république démocratique, des fonctionnaires élus, le remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier.	L'union de la démocratie, c.-à-d. de la souveraineté du peuple, et de la monarchie, c.-à-d. du pouvoir tsariste, policier et bureaucratique. C'est une volonté tout aussi insensée et une politique tout

aussi traîtresse que celle des propriétaires fonciers libéraux, des cadets.

QUEL ACCUEIL RÉSERVENT CES PARTIS AUX REVENDICATIONS AGRAIRES DES PAYSANS ?

Les social-démocrates exigent l'attribution de toutes les propriétés foncières aux paysans sans indemnité de rachat.

Les socialistes-révolutionnaires exigent l'attribution de toutes les propriétés foncières aux paysans sans indemnité de rachat.

Les troudoviks exigent l'attribution de toutes les propriétés foncières aux paysans mais admettent le rachat. Admettre un rachat ruineux pour les paysans est une politique tout aussi traîtresse que celle des propriétaires fonciers libéraux, des cadets.

CITOYENS ! AUX ÉLECTIONS, VOTEZ POUR LES CANDIDATS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE !

Publié le 23 novembre 1906 sous forme de la feuille séparée en supplément au n° 8 du «Prolétari»

Conforme au texte de la feuille

UNE NOUVELLE MISE AU POINT SÉNATORIALE

Lorsque la lutte politique est un tant soit peu franchement déclarée, les circonstances fournissent, avec une rapidité remarquable, l'occasion de vérifier, et de la façon la plus claire, la valeur de tout procédé tactique. Les délégués à la conférence de Russie du P.O.S.D.R. n'ont probablement pas encore eu le temps de rentrer tous chez eux et de faire leur rapport aux organisations du Parti que déjà la question des blocs avec les cadets s'éclaire d'un nouveau jour. Or, cette question se trouve actuellement au centre de tous les problèmes politiques de l'heure.

A la conférence du P.O.S.D.R. pas un des délégués n'eut l'idée d'envisager l'éventualité d'une atténuation ou d'une modification par les social-démocrates de leurs mots d'ordre de tactique indépendante dans la campagne électorale. Du point de vue formel, la résolution qui fut proposée par le C.C. du Parti et adoptée par 18 voix contre 14 (bolcheviks, Polonais, Lettons) pose en principe inébranlable l'absolue indépendance de la plate-forme et des mots d'ordre du P.O.S.D.R. Aucune alliance plus ou moins permanente avec d'autres partis qui comporterait une « atténuation » quelconque de notre plate-forme n'est tolérée. Et toute la discussion entre l'aile gauche et la droite de la social-démocratie a porté exclusivement sur le point de savoir si la droite s'en tenait effectivement à cette position de principe, si elle ne la contredisait pas en admettant des blocs avec les cadets, si la distinction faite

entre les accords « techniques » et les accords idéologiques n'était pas tout artificielle, fictive, purement verbale.

Mais... dans notre Parti aussi, c'est-à-dire dans sa propre « constitution », il doit y avoir quelque chose dans le genre d'un Sénat ; il y a probablement possibilité de transformer, grâce à des mises au point sénatoriales, les « lois » que s'est données le Parti, les décisions de ses organes officiels, en leurs contraires. Une nouvelle mise au point sénatoriale concernant les décisions du P.O.S.D.R. nous est arrivée, comme il fallait s'y attendre, de Genève. Elle a été publiée dans le journal cadet *Tovarichtch*, sous forme de « Réponse par lettre ouverte » [140] (tout à fait à la manière de Lassalle !). C'est la « réponse » de G. Plékhanov à un lecteur de ce journal qui « ne se considère ni comme bourgeois ni comme social-démocrate. » Notre quasi-Lassalle du Parti s'est hâté de venir au secours du lecteur d'un journal qui est en fait l'organe des renégats de la social-démocratie.

Le lecteur du *Tovarichtch* demandait à G. Plékhanov, entre autres choses, « quelle pourrait être, à son avis, la plate-forme électorale commune des partis de gauche et d'extrême gauche ». G. Plékhanov a déclaré alors : « à cette question il n'y a et il ne peut y avoir d'autre réponse que ces mots : « *Une Douma investie de tout le pouvoir* ».

« Il n'y a pas et il ne peut y avoir d'autre réponse... » Cet aphorisme de notre quasi-Lassalle restera probablement « historique » du moins dans le sens où Gogol aurait entendu ce mot. G. Plékhanov a daigné, en temps opportun, entendre un rapport concernant l'existence d'un certain C.C. du P.O.S.D.R. ; il a appris qu'une certaine conférence panrusse de ce parti s'était assemblée ; que le C.C. et cette conférence élaboraient une réponse à des questions qui n'intéressent pas seulement Mme Kouskova et M. Prokopovitch, collaborateurs actuels de G. Plékhanov, mais aussi les ouvriers socialistes de Russie. G. Plékhanov, sans aucunement s'en émouvoir, a proclamé ceci : « Il n'y a *et il ne peut y avoir* d'autre réponse que la mienne. » Et cette parole éminemment gracieuse s'imprime dans un journal de cadets juste au moment où toute la Russie qui sait lire a déjà connaissance d'une *autre* réponse, donnée par *tous* les représentants des institutions régionales et

de l'institution centrale de l'ensemble du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Cette « histoire » est vraiment bien bonne ; elle est du genre de celles dont Nozdrev [141] fut tant de fois le héros.

Mais, venons-en au fond de la réponse unique en son genre et absolument inimitable, de notre inimitable G. Plékhanov.

En premier lieu, nous constatons qu'il n'admet même pas d'idée d'accords possibles au premier degré sans une plate-forme électorale commune. Ce point de vue nous plaît extrêmement, à nous autres bolcheviks. Par cet aveu, G. Plékhanov rend aux mencheviks un bien mauvais service. Nous avons constamment souligné à la conférence, dans nos discussions avec les mencheviks et les bundistes, ainsi que dans le n° 8 du *Prolétari* *, que les accords au premier degré ne pourraient pas ne pas influencer l'action de notre Parti devant les masses et que, par conséquent, ces accords, inévitablement, en dépit de toutes nos intentions et de nos plans, prendraient couleur d'un certain rapprochement idéologique, d'un certain obscurcissement, ou affaiblissement, ou émoussement de l'indépendance politique de la social-démocratie. G. Plékhanov, avec son adresse habituelle, son tact dans les affaires du Parti, a soutenu notre attaque contre les mencheviks. Il a même admis quelque chose de plus que ce que nous marquions avec insistance : il a avoué qu'il y aurait *plate-forme commune*, c'est-à-dire, à proprement parler, un bloc *idéologique* avec les cadets.

Il se trouve que les mises au point sénatoriales deviennent compromettantes pour ceux qu'elles voudraient servir, non pas seulement dans les affaires gouvernementales de notre pays, mais également dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Continuons. Que le lecteur veuille bien réfléchir au sens direct de ce mot d'ordre de Plékhanov, imprégné de l'esprit « social-démocrate cadétisant » : « une Douma investie de tout le pouvoir », et cela indépendamment de l'opinion que se feront de ce mot d'ordre les différents partis. « Une Douma investie de tout le pouvoir » ! Cela

* Voir le présent tome, pp. 320-321. (*N.R.*)

veut dire que l'on réclame tout le pouvoir pour la Douma. Mais pour quelle Douma ? Evidemment pour celle dont les députés vont être élus maintenant par les citoyens de Russie, conformément à la loi du 11 décembre et aux mises au point sénatoriales. C'est pour *cette* Douma que G. Plékhanov nous engage à revendiquer tout le pouvoir. De toute évidence, il est convaincu que cette Douma ne sera pas réactionnaire, car enfin il ne réclamerait pas tout le pouvoir pour une Douma de Cent-Noirs. Mais quand on lance le mot d'ordre : « Une Douma investie de tout le pouvoir » et que d'autre part on crie au péril imminent d'une Douma de Cent-Noirs, ne se moque-t-on pas de soi-même ? On abonde tout simplement dans le sens des bolcheviks, pour lesquels il n'y a pas véritablement danger d'une Douma de Cent-Noirs et selon lesquels les cadets inventent ou bien exagèrent dans certains cas ce danger, et cela dans un but intéressé, à savoir pour affaiblir chez les ouvriers et au sein de toute la démocratie révolutionnaire la confiance qu'ils ont en leurs propres forces, pour écarter du parti cadet le « *danger de gauche* » qui le menace effectivement. La *Retch* elle-même, organe officiel de ce parti, a avoué *ce* danger dans le compte rendu donné par les cadets sur l'état de campagne électorale dans la province de Pétersbourg.

Considérons maintenant le contenu politique véritable du mot d'ordre de Plékhanov. Il est ravi, Plékhanov, de son invention ! « Cette formule générale, écrit-il, sous un aspect algébrique, exprime très exactement le problème politique qui s'impose maintenant aux gauches et aux extrêmes-gauches » ; la formule permet de maintenir sans restriction toutes les autres revendications dans leur intégralité. « Les cadets ne peuvent concevoir une Douma investie de tout le pouvoir comme doivent se la représenter les social-démocrates. Mais les uns comme les autres ont besoin d'une Douma toute-puissante. Par conséquent, les uns comme les autres sont tenus de lutter pour l'avoir ».

A en juger par ces paroles, il est clair que Plékhanov voit fort bien que son mot d'ordre sera forcément compris différemment par les cadets et par les social-démocrates. Le mot d'ordre est unique, il est « commun » aux uns et aux autres, mais les cadets *ne peuvent pas* « se le représen-

ter » dans le sens que lui attribueront les social-démocrates.

On se demandera alors à quoi peut bien servir un mot d'ordre commun. Et d'une façon générale, pourquoi lance-t-on des mots d'ordre, pourquoi propose-t-on aux masses des plates-formes, s'il en est ainsi ?

Est-ce pour sauver les apparences ? Pour dissimuler quelque chose qu'il ne convient pas d'expliquer aux masses ? Pour se livrer, à l'insu du peuple, à des manœuvres parlementaires qui promettent des avantages de toutes sortes ? Ou bien, enfin, pour éveiller la conscience de classe des masses et leur expliquer véritablement leurs tâches politiques de l'heure ?

Chacun sait parfaitement que les politiciens bourgeois, toujours et partout, lancent des mots d'ordre de tout genre, des programmes, des plates-formes, qui sont faits pour duper le peuple. Les politiciens bourgeois se disent toujours libéraux, progressistes, démocrates et même « radicaux socialistes », surtout à la veille des élections, *uniquement* pour obtenir des voix et tromper le peuple. C'est un phénomène commun à tous les pays capitalistes sans exception. Marx et Engels disaient même des députés bourgeois — *die das Volk vertreten und zertreten* — qu'ils représentent le peuple et l'écrasent, au moyen de leurs pouvoirs de députés [142].

Et voici que le « doyen » de la social-démocratie russe, le fondateur de cette social-démocratie, dès la première campagne électorale à laquelle participe tout le Parti, propose une plate-forme dont il sait parfaitement que les cadets l'expliqueront dans un sens et les social-démocrates dans un autre ! A quoi cela ressemble-t-il ?

Car enfin, si les cadets ne peuvent concevoir une Douma investie de tout le pouvoir comme la comprendraient les social-démocrates, il faut bien penser que, dans les masses populaires, on n'interprétera pas non plus partout le mot d'ordre de la même façon ; les cadets et les social-démocrates expriment en effet certains intérêts de telles ou telles classes, certaines de leurs tendances et même quelques-uns de leurs préjugés. Il est manifeste que Plékhanov croit erronée l'idée que se font les cadets d'une Douma investie de tout le pouvoir ; or, toute interprétation erronée des tâches politiques est toujours nuisible au peuple. Par con-

séquent, Plékhanov lance son mot d'ordre sous une forme qui doit nuire, *il le sait*, au peuple, puisqu'il laisse sans explication et dissimule une certaine interprétation erronée. Purement et simplement, c'est tromper les ouvriers et tout le peuple pour donner l'apparence d'une unité entre cadets et social-démocrates.

En quoi est fausse l'interprétation que donnent les cadets d'une Douma investie de tout le pouvoir ? Plékhanov n'en dit rien. Ce silence prouve, en premier lieu, que Plékhanov met à profit la campagne électorale (proposer une plate-forme électorale, c'est déjà faire un pas dans cette campagne) non pour développer la conscience du peuple, mais bien pour l'obscurcir. En second lieu, ce silence ôte toute signification à la déduction de Plékhanov : « les cadets comme les social-démocrates ont besoin d'une Douma investie de tout le pouvoir ». Il n'y a là qu'une absurdité cachée sous des phrases entortillées. Comment peut-on dire que deux partis différents ont besoin d'une seule et même chose que chacun d'eux comprend différemment ! Ce n'est donc pas là une seule et même chose : le premier venu surprendrait ici Plékhanov en flagrant délit d'illogisme. A ce jeu, on désignera par exemple la monarchie autocratique et la république démocratique sous la lettre « *a* », et l'on viendra dire ensuite que les différents partis sont libres de donner à cet élément algébrique commun différentes valeurs arithmétiques. Ce sera de la logique purement à la Plékhanov ou plus exactement un sophisme à la Plékhanov.

Mais au fait, Plékhanov exprime une *absolue contre-vérité* quand il prétend que les cadets comme les social-démocrates ont besoin d'une Douma investie de tout le pouvoir, ou bien même qu'il leur faut une représentation populaire investie de tout le pouvoir : il ne parle que de cela dans la seconde partie de son article. Or, ce qu'il faut entendre par là, c'est une Assemblée constituante et, notez-le bien, une Assemblée constituante non pas coexistante avec le monarque, mais qui serait créée *après son renversement*. Si Plékhanov a oublié cette simple vérité, nous lui conseillerons de relire le programme du P.O.S.D.R., et surtout le dernier alinéa où il en est justement question.

Les cadets n'ont pas besoin d'une représentation populaire véritablement investie de tout le pouvoir ; ce serait une menace pour eux et un péril extrême pour les intérêts qu'ils représentent. Ce serait exclure la monarchie qui leur est si chère, et à laquelle tiennent tant les bourgeois, pour leur poche. Ce serait la fin de toutes les espérances d'indemnité de rachat pour les biens-fonds. Ceci est tellement vrai que Plékhanov *lui-même*, dans le n° 6 de son *Journal*, a signalé que les cadets, poursuivant leurs intérêts de classe, se défient de l'idée d'une Assemblée constituante, qu'ils la craignent et que, pour cette raison, *ils se résignent* à souffrir la bande de Stolypine.

Dans le n° 8 du *Prolétari*, nous avons déjà cité ces passages du *Journal* de Plékhanov *, en indiquant qu'il doit maintenant renier ses déclarations d'hier. Cette phrase : « Les cadets, eux aussi, ont besoin d'une Douma investie de tout le pouvoir », c'est bien là son *reniement*.

De cette *contre-vérité* essentielle il en résulte fatalement, logiquement, plusieurs autres. *Contre-vérité* encore qu'« une représentation populaire investie de tout le pouvoir soit la condition préalable pour la réalisation de toutes les autres... revendications de tous les partis d'avant-garde » ; que « sans cette représentation, aucune de ces revendications ne sera réalisée » ; que la lutte des partis de gauches et d'extrême gauche commencera seulement « lorsque nous l'aurons, cette représentation populaire, disposant de tout le pouvoir ». Cette représentation-là sera le parachèvement de la révolution, son aboutissement, ce sera sa victoire complète. Or, les cadets voudraient interrompre la révolution et y mettre fin par de petites concessions ; ils le disent carrément. En essayant de faire croire aux ouvriers et à tout le peuple que les cadets sont capables de combattre pour la complète victoire de la révolution, Plékhanov a triplement trompé les masses populaires.

« Pour l'instant, écrit-il, nous n'avons que M. Stolypine qui soit investi de tout le pouvoir. » Nous ne savons si Plékhanov « s'est coupé » en parlant ainsi, ou s'il a voulu une fois de plus pasticher les cadets (« une Douma investie de tout le pouvoir=une Douma tsariste, avec des

* Voir le présent tome, p. 327. (*N.R.*)

ministres choisis dans la majorité de cet organe et nommés par le tsar ») ; ou bien voulait-il simplement déjouer la censure ? Stolypine, loin de jouir de la plénitude du pouvoir, est tout simplement le vil laquais du tsar et de la camarilla réactionnaire. Si Plékhanov n'en a pas été convaincu par les révélations qui ont été faites à la Douma sur les pogromes, qu'il lise donc ce que disent les journaux libéraux de la toute-puissante influence de l'Union du peuple russe.

« Maintenant, dit encore Plékhanov, les partis de gauche et d'extrême-gauche sont tenus d'agir ensemble contre ceux qui ne veulent pas d'une représentation populaire investie de tout le pouvoir ni peut-être d'aucune représentation populaire. »

Par conséquent, ils sont tenus d'agir contre les cadets qui, eux, *ne veulent pas* d'une représentation de ce genre.

Plékhanov a parfaitement réussi à se donner le fouet en nous montrant, sous couleur de combattre les doctrinaires, un exemple du pire doctrinarisme jésuitique. Du point de vue fractionnel, les bolcheviks pourraient se réjouir de sa manœuvre, car il est impossible d'imaginer un coup plus dur pour la tactique menchevique. Mais comme membres du P.O.S.D.R., parti de l'unité, nous ressentons plutôt de la honte devant l'intervention de G. Plékhanov.

L'organe officiel des cadets, la *Retch*, a répondu à Plékhanov de telle manière que les plus timides d'entre les social-démocrates se guériront probablement maintenant de leurs illusions opportunistes. La première réponse de la *Retch* se trouve dans son éditorial du n° 226 (25 novembre) : on s'y gausse d'un bout à l'autre de ce Plékhanov qui leur a tendu la main ; et le persiflage vient d'un libéral qui n'a pas oublié comment Plékhanov et ses collègues attaquaient dans l'*Iskra* l'opportunisme des libéraux. « Dans le cas présent, écrivait l'organe des cadets, raillant Plékhanov, ce monsieur fait encore une fois des efforts dignes de toute estime et de toute considération pour pousser ses camarades un peu plus à droite de la position d'extrême-droite qu'ils occupent. » Mais... mais nous avons tout de même quelque chose à objecter.

Et les objections du cadet, c'est bien la réplique que fait toujours un fabricant à l'ouvrier qui est venu quéman-

der, lâchant des camarades qui formulent en commun leurs revendications et les appuient de la grève. — Tu viens me demander quelque chose ? C'est très bien ça. Mais à quoi bon si tes camarades sont assez peu raisonnables pour agir autrement ? A quoi bon si tu ne dis pas tout ce que tu as à dire, et jusqu'au bout ? Une Douma investie de tout le pouvoir ? Comment donc ! Penses-tu que je vais me compromettre aux yeux des piliers de l'ordre ? Il faut dire : un ministère choisi dans la majorité de la Douma. Alors là, nous consentirons à adopter une plate-forme commune avec les social-démocrates !

Tel est le contenu de la réponse que donne la *Retch*, toute parsemée de fines railleries sur la naïve « algèbre » de Plékhanov et sur le fait qu'en novembre 1904 il faisait partie du collège directeur de la social-démocratie (Plékhanov était alors membre du comité de rédaction de l'organe central et présidait le « Conseil » suprême du P.O.S.D.R.), collège qui repoussa la « fameuse convention de Paris [143] » avec la démocratie bourgeoise. C'est alors, bel et bien, qu'il y a eu un « signe algébrique », note ironiquement la *Retch*, c'était « un régime démocratique ». Sous ce terme, nous entendions la monarchie constitutionnelle. Les socialistes-révolutionnaires, qui voulaient bien de l'accord, entendaient une république démocratique. Vous avez alors repoussé la convention, G. V. Plékhanov ! Seriez-vous devenu plus avisé ? Nous vous en faisons, nous autres cadets, nos compliments, mais, pour que l'*affaire marche*, il faut que vous alliez encore plus à droite.

Et la *Retch* reconnaît ouvertement que les cadets ont aussi mené le peuple par le bout du nez en lui parlant d'« Assemblée constituante ». Nous voulions, disent-ils, une Assemblée constituante à condition de « *maintenir les prérogatives du monarque* », nous ne voulions pas du tout d'une Assemblée constituante républicaine. Nous avions avantage à gagner les sympathies des masses en les dupant ainsi, mais maintenant il nous importe bien davantage d'obtenir les sympathies de la camarilla tsariste. C'est pourquoi nous disons : A bas le mot d'ordre d'une « Douma investie de tout le pouvoir », mot d'ordre « dangereux », « équivoque », « sans perspective » et qui « flatte de nocives illusions révolutionnaires » ! Nous exigeons des social-

démocrates qu'ils reprennent leur ancien mot d'ordre, celui du C.C. : soutenir un ministère né de la majorité de la Douma, et avec « *toutes les conséquences* » imposées par ce mot d'ordre. Or, les conséquences, les voici : non pas d'affaiblir, mais de *renforcer* (*sic*) la majorité cadette à la Douma.

Et dans le numéro suivant de la *Retch*, un article de fond explique tout spécialement à la bande tsariste des Cent-Noirs (sous couleur d'expliquer la question à Plékhanov), que les cadets *n'ont pas besoin* d'une Douma « investie de tout le pouvoir ». Déclarer la Douma toute-puissante, c'est un coup d'Etat. Les cadets ne marcheront jamais dans ce sens-là. « Nous autres, cadets, nous ne tendons nullement à obtenir une Douma investie de tout le pouvoir, et nous ne sommes pas obligés d'y tendre. » « Se peut-il que M. Plékhanov, si perspicace d'ordinaire, n'ait pas tiré de la marche des événements » cette leçon ?

Oui, en raillant la perspicacité habituelle de Plékhanov, les cadets ont frappé juste. De toute la suite des événements de la révolution russe Plékhanov n'a pas su tirer d'enseignement pour comprendre les cadets. Il n'a pas volé sa punition : les cadets ont repoussé avec mépris la main que leur tendait un social-démocrate qui voulait agir indépendamment de son parti, ignorer sa volonté.

La réplique de la *Retch* à Plékhanov a également un sens politique général. Les cadets obliquent vers la droite d'une heure à l'autre. Ils ne se gênent plus pour affirmer qu'ils traiteront avec la monarchie réactionnaire et qu'ils détruiront « les nocives illusions révolutionnaires ».

Les ouvriers de toute la Russie profiteront beaucoup, nous en sommes certains, de cette leçon. Au lieu de faire bloc avec les cadets, ils mèneront une campagne électorale indépendante, et sauront attirer de leur côté la bourgeoisie révolutionnaire et précipiter définitivement dans la fosse aux traîtres en politique la bande des personnages bourgeois qui dupent le peuple au moyen de belles phrases sur la « liberté populaire » !

« Prolétari » n° 9, 7 décembre 1906

Conforme au texte du journal

LA CRISE DU MENCHEVISME

Que l'on nous prêche un congrès ouvrier de sans-parti et des blocs avec les cadets, cela indique une certaine crise dans la tactique des mencheviks. Comme nous sommes, d'une façon générale et en principe, les adversaires de toute leur tactique, nous ne pourrions certainement décider nous-mêmes à quel point cette crise est mûre pour se révéler au grand jour. Le camarade Y. Larine nous vient en aide, avec sa nouvelle brochure extrêmement instructive : *Un large parti ouvrier et le congrès ouvrier* (Moscou 1906, dépôt *aux* éditions *Novy Mir*).

Le camarade Y. Larine parle assez fréquemment au nom de la majorité des mencheviks. Il se déclare, et il en a parfaitement le droit, représentant responsable du menchevisme. Il a milité à Pétersbourg, comme dans le Midi, dans le plus « menchevique » des quartiers, celui de Vyborg. Il a été délégué au Congrès d'unification. Il a constamment collaboré au *Goloss Trouda* et aux *Otkliki Sovrémennosti*. Il importe de savoir tout cela pour juger d'une brochure dont toute la valeur est dans la sincérité de l'auteur et non dans sa logique, dans les informations qu'il nous donne et non dans ses raisonnements.

I

Pour raisonner sur la tactique, un marxiste doit se baser avant tout sur une appréciation de la marche objective de la révolution. Les bolcheviks, on le sait, ont tenté de le

faire dans la résolution qu'ils ont présentée au Congrès d'unification, concernant le moment présent [144]. Les mencheviks ont d'eux-mêmes retiré leur résolution sur ce sujet. Le camarade Larine, apparemment, sent bien que l'on n'a pas le droit de supprimer de telles questions et il essaie d'examiner la marche de notre révolution bourgeoise.

Il y distingue deux périodes. La première, qui s'étend à tout 1905, est celle d'un mouvement de masses au grand jour. La seconde, qui commence en 1906, prépare lentement, douloureusement, le « triomphe effectif de la cause de la liberté », le « couronnement des aspirations populaires ». Le rôle principal, dans cette période préparatoire, revient aux campagnes sans le concours desquelles « la ville désunie a été brisée ». Nous sommes dans une période de « croissance intérieure de la révolution, dissimulée sous des apparences de passivité ».

« Ce que l'on appelle le mouvement agraire, c'est une fermentation constante qui n'évolue pas en tentatives d'attaques directes, en tous lieux, mais c'est une succession de collisions d'envergure réduite avec les autorités locales, avec les propriétaires fonciers, c'est encore des retards à payer les contributions, et enfin des expéditions punitives ; tout cela représente la voie la plus avantageuse pour les campagnes du point de vue de l'économie sinon de ses forces, ce qui est douteux, du moins des résultats obtenus. Elles ne s'épuisent pas tout à fait dans cette lutte. D'une façon générale, les campagnes trouvent dans cette voie plus d'allègements que de mécomptes, les assises de l'ancien régime sont puissamment ébranlées, et cela crée les conditions dans lesquelles le pouvoir devra fatalement capituler ou tomber à la première épreuve sérieuse, lorsque le temps sera venu. » Et l'auteur d'indiquer que, dans deux ou trois ans, les effectifs de la police et de l'armée se seront renouvelés et remplis d'éléments mécontents, venus des campagnes : « Nos fistons, ils seront soldats », comme disait un paysan à l'auteur de cet article.

Le camarade Larine déduit de là deux choses : 1° Chez nous « les campagnes ne peuvent se calmer ; ce qui s'est passé en Autriche en 1848 ne saurait se répéter chez nous » ; 2° « La révolution russe ne marche pas dans la voie d'une

insurrection armée de tout le peuple, au sens propre du terme, elle ne ressemble pas en ceci aux révolutions de l'Amérique du Nord ou de Pologne ».

Considérons un instant ces conclusions. La première repose sur une argumentation de feuilleton, et la formule est vraiment trop inexacte. Pourtant, dans le fond, l'auteur n'est pas loin de la vérité. L'issue de notre révolution, effectivement, dépendra surtout de la constance dans la lutte de nombreux millions de paysans. La haute bourgeoisie, chez nous, craint plus la révolution que la réaction. Le prolétariat n'est pas en état de vaincre seul. La population pauvre des villes n'a pas d'intérêts spécifiquement distincts et ne constitue pas un facteur de force indépendant vis-à-vis du prolétariat et de la classe paysanne. Le rôle décisif reviendra aux campagnes, non qu'elles prennent la direction de la lutte (il ne saurait en être question), mais parce qu'elles assureront la victoire.

Si le camarade Larine avait mieux médité sa conclusion, s'il l'avait confrontée avec les idées qui se sont formées dans la social-démocratie sur notre révolution bourgeoise, il se serait trouvé tout à coup face à face avec une vieille thèse du bolchevisme qu'il déteste : la révolution bourgeoise en Russie ne peut avoir d'issue victorieuse que si cette issue est une dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et de la paysannerie. En somme, Larine en est arrivé justement à cette idée. Ce qui l'empêche de l'avouer, c'est un défaut qu'il reproche précisément aux mencheviks : l'incertitude, la timidité de la pensée. Il suffit de comparer les raisonnements de Larine sur le thème en question à ceux du *Social-Démocrate* du C.C. pour voir que Larine se rapproche, en cette question, des bolcheviks. Le *Social-Démocrate* n'est-il pas allé jusqu'à dire que les cadets sont une bourgeoisie urbaine, non constituée en castes, une bourgeoisie progressiste, tandis que les troudoviks sont une bourgeoisie rurale de caste non progressiste ! Le *Social-Démocrate* n'a pas vu qu'il y a des propriétaires fonciers et des bourgeois contre-révolutionnaires parmi les cadets ; il n'a pas vu qu'il y a une démocratie urbaine non classée (les couches indigentes) parmi les troudoviks !

Continuons. Les campagnes ne peuvent se calmer, nous dit Larine. L'a-t-il prouvé ? Non. Il n'a nullement tenu

compte du rôle de la bourgeoisie paysanne que le gouvernement suborne systématiquement. Il n'a pas assez réfléchi à ceci que les « allègements » obtenus par les paysans (réduction des fermages, « limitation » de l'arbitraire des propriétaires fonciers et de la police, etc.) *accentuent* la différenciation de la population rurale en masses indigentes et en richards contre-révolutionnaires. Il est mauvais de faire de si vastes généralisations sur des bases si fragiles : cela sent le cliché.

Mais peut-on démontrer cette thèse que « les campagnes ne sauraient se calmer » ? Oui et non. Oui, si l'on fait une analyse solidement raisonnée des conséquences probables. Non, si l'on veut faire passer ces probabilités pour des certitudes dans notre révolution bourgeoise. Ce n'est pas avec une balance de laboratoire qu'on définira l'équilibre des nouvelles forces contre-révolutionnaires et des nouvelles forces révolutionnaires qui grandissent et se combinent dans les campagnes. L'*expérience seule* nous en donnera la complète révélation. La révolution, dans son sens précis, est une lutte acérée, et c'est seulement au cours de la lutte, et à son issue, que se manifeste et se connaît totalement la véritable envergure de tous les intérêts engagés, de toutes les tendances, de toutes les prémices.

La tâche de la classe d'avant-garde dans la révolution est de comprendre exactement la *direction* de la lutte et d'utiliser intégralement *toutes* les possibilités, *toutes* les chances de victoire. Cette classe doit s'engager *la première* dans la voie directe de la révolution et elle ne doit en sortir que la *dernière* pour suivre des chemins plus « prosaïques », plus « détournés ». Le camarade Larine n'a pas du tout compris cette vérité, lui qui raisonne tant et — comme nous allons le voir — avec si peu d'intelligence sur les élans spontanés et sur l'action méthodique.

Passons à la deuxième conclusion, celle qui concerne l'insurrection armée. Ici, Larine pèche encore plus par timidité d'esprit. Sa pensée s'attache servilement à de vieux exemples : ceux de l'insurrection américaine et du soulèvement en Pologne. En dehors de cela, il ne veut rien savoir d'une insurrection « au sens propre du terme ». Il déclare même que notre révolution ne suit pas la voie de l'insurrection armée, ni « de forme » (!) ni « de fait » (! !).

C'est bien curieux : un menchevik qui a gagné ses galons à combattre le formalisme en vient à parler d'une insurrection armée « de forme » ! Prenez-vous-en donc à vous-même, camarade Larine, si votre pensée est ainsi écrasée par le « formel » et par le « réel ». Les bolcheviks considéraient et considèrent les choses tout autrement. Bien avant l'insurrection, au IIIe Congrès, c'est-à-dire au printemps de 1905, ils avaient souligné dans une résolution spéciale *le lien entre la grève de masse et l'insurrection* [145]. Les mencheviks préfèrent passer cela sous silence. Ils ont tort. La résolution du IIIe Congrès prouve irréfutablement que nous avions prévu, avec le maximum d'approximation, les particularités de la lutte populaire à la fin de 1905. Et nous concevions alors l'insurrection sous un tout autre aspect que ce qui s'est passé, en Amérique ou en Pologne, où il ne pouvait être question d'une grève de masse.

Et, après décembre, nous avons signalé (projet de résolution pour le Congrès d'unification [146]) que de la grève à l'insurrection les rapports s'étaient modifiés, nous avons indiqué le rôle de la classe paysanne et celui de l'armée, l'insuffisance des mutineries militaires, la nécessité d'une entente avec les éléments démocratiques révolutionnaires de la troupe.

Et les événements ont confirmé encore une fois, pendant la période de la Douma, que l'insurrection s'imposait inévitablement dans la lutte émancipatrice de la Russie.

Raisonner comme Larine sur une insurrection « de forme », c'est faire preuve d'une ignorance tout à fait indécente pour un social-démocrate, c'est ne rien savoir de l'histoire de la révolution que nous traversons, ou bien méconnaître cette histoire et les formes particulières du soulèvement. La thèse de Larine est que « la révolution russe ne suit pas la route de l'insurrection » : c'est se moquer des faits, car les *deux* périodes de liberté en Russie (celle d'octobre et celle de la Douma) ont précisément montré que l'on suivait « la route » des *insurrections*, non pas, bien entendu, celle des soulèvements tels qu'ils ont eu lieu en Amérique ou en Pologne, mais celle des insurrections russes du XXe siècle. Larine, quand il raisonne « en général » sur les exemples historiques d'insurrections données par des pays où prédominent les éléments ruraux ou urbains,

quand il nous parle d'Amérique et de Pologne, et qu'il ne fait pas le moindre effort pour pénétrer, ou du moins pour effleurer les particularités de l'insurrection russe, Larine retombe dans la faute perpétuelle engendrée par la pensée « incertaine et timide » du menchevisme.

Réfléchissez à sa conception de la révolution « passive ». Sans aucun doute, on peut prévoir que les périodes de préparation, avant un nouvel élan, avant une nouvelle poussée, avant que le mouvement prenne de nouvelles formes, seront longues. Mais ne faites donc pas les doctrinaires, messieurs : regardez un peu ce que signifie cette « fermentation constante » des campagnes, *en même temps* que se produisent de « petites collisions », que sont lancées des « expéditions punitives » et alors que les effectifs sont *renouvelés* dans la police et l'armée ! Comprenez-vous bien ce que vous dites ? On ne le croirait pas. La situation que vous décrivez, ce n'est pas autre chose qu'une longue *guerre de partisans* où interviennent *des explosions, des mutineries de l'armée*, de plus en plus étendues, de plus en plus concertées. Constamment, vous adressez des semonces, des injures aux « partisans », « anarchistes », « bolcheviks anarcho-blanquistes » etc., et vous-mêmes, en même temps, vous tracez le tableau d'une révolution en bolchevik ! Les effectifs de l'armée se renouvellent ; les campagnes y envoient des « éléments mécontents ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce « mécontentement » des campagnes, de l'homme de la terre affublé de la vareuse du matelot et de la capote du soldat, peut-il faire autrement que de se manifester ? Peut-il rester caché si, par tout le pays, il se produit une « constante fermentation » des campagnes auxquelles le soldat est attaché, si, par tout le pays, se produisent de « petites collisions », d'une part, et des « expéditions punitives », de l'autre ? Et peut-on imaginer à l'époque des pogromes dont les Cent-Noirs sont les initiateurs, des brimades exercées par le gouvernement et des goujateries de la police, peut-on imaginer que le mécontentement des soldats se traduise *autrement* que par des mutineries ?

Cette phrase : « Notre révolution ne suit pas la route de l'insurrection » a été lancée par des *cadets*, à la fin de 1905 ; relisez la *Narodnaïa Svoboda* [147] de Milioukov. Vous la reprenez, et pourtant vous vous chargez de démontrer en

même temps qu'une nouvelle insurrection est inévitable : « le pouvoir tombera à la première épreuve sérieuse » ! Croyez-vous que cette épreuve sérieuse soit possible, dans un vaste mouvement populaire, complexe, disparate, si elle n'a été procédée par un certain nombre d'expériences partielles et bien moins importantes ? Pensez-vous qu'une grève générale soit possible si elle n'a été précédée par des grèves partielles ? Et croyez-vous à une insurrection générale si de petits soulèvements, çà et là, isolément, ne se sont produits d'abord ?

Si, dans l'armée, les mécontents venus des campagnes sont de plus en plus nombreux, et si la révolution progresse dans l'ensemble, c'est donc que l'insurrection est inévitable et qu'elle sera une lutte *des plus acharnées* contre les troupes réactionnaires (car les Cent-Noirs, eux aussi, s'organisent et s'entraînent, ne l'oubliez pas ! N'oubliez pas que certains éléments sociaux fournissent les Cent-Noirs convaincus !) Ce sera une lutte du peuple et d'une partie de l'armée. Il faut donc nous préparer, préparer les masses, nous apprêter à une insurrection plus méthodique, mieux concertée, plus agressive : voilà ce que l'on peut conclure des raisonnements de Larine lui-même, de sa petite histoire de révolution *passive* (? ?) empruntée aux cadets. Les mencheviks, avoue-t-il, « ont mis en cause la marche de la révolution russe pour expliquer leur propre accablement, leur découragement » (p. 58). C'est bien cela ! La passivité est une qualité spécifique de l'intellectuel petit-bourgeois, mais non de la révolution. Sont passifs ceux qui, reconnaissant que les mécontents des campagnes commencent à remplir l'armée, qu'une fermentation constante est inévitable aussi bien que de petites collisions, cherchent en même temps à consoler le Parti ouvrier, mais avec la niaise bonhomie d'Ivan Fédorovitch Chponka [148] : « la révolution russe ne suit pas la route de l'insurrection ».

Mais les « petites collisions » ? Vous trouvez, ami Larine, que c'est, « pour les campagnes, la voie la plus avantageuse au point de vue des résultats » ? Vous soutenez cela, sans vous arrêter aux expéditions punitives ; pour vous, ces expéditions sont aussi la voie la plus avantageuse, n'est-ce pas ? Mais y avez-vous songé, une seconde, vous êtes-vous demandé en quoi les petites collisions peuvent

bien différer d'une guerre de partisans ? En rien du tout, cher camarade Larine.

Avec vos exemples d'Amérique et de Pologne, qui ne valent rien, vous n'avez pas vu les formes particulières de lutte engendrées par l'insurrection russe qui, plus lente et plus opiniâtre que les insurrections d'autrefois, comporte de plus longs intervalles entre les grandes batailles.

Le camarade Larine s'est complètement embrouillé, il n'a pu y retrouver son compte. Si la révolution a des soubassements dans les campagnes, si elle s'étend en y puisant de nouvelles forces, si le moujik mécontent vient renouveler les effectifs de l'armée, s'il y a une fermentation constante, si des petites collisions éclatent sans cesse dans les villages, les bolcheviks ont donc raison de combattre ceux qui voudraient repousser la question de l'insurrection. Nous ne prêchons pas du tout l'insurrection en tout temps et en toutes circonstances. Mais nous exigeons que la pensée d'un social-démocrate ne soit ni incertaine ni timide. Si vous reconnaissez que des *conditions* existent pour l'insurrection, reconnaissez donc la nécessité de l'insurrection, avouez que le Parti a des tâches particulières à remplir en vue de l'insurrection.

Quand on dit des petites collisions que c'est « *la voie la plus avantageuse* », c'est-à-dire la meilleure forme de lutte que doit mener le peuple à l'étape donnée de notre révolution, et qu'en même temps on se refuse à reconnaître les tâches *actives* du parti de la classe d'avant-garde dans « cette voie la plus avantageuse », c'est qu'on est incapable de penser ou bien que l'on ne veut pas penser en toute honnêteté.

II

« Une théorie de la passivité » : c'est ainsi que l'on pourrait appeler les raisonnements de Larine sur une révolution « passive » qui préparerait « la chute de l'ancien régime à la première épreuve sérieuse ». Et cette « théorie de la passivité », produit naturel d'une pensée timorée, marque toute la brochure de notre menchevik repentant. Il demande pourquoi notre parti, dont l'influence idéologique est immense, est si faible dans son organisation. Ce n'est pas, se

répond-il à lui-même, parce que notre parti se compose d'intellectuels. Cette vieille explication des mencheviks, cette explication « banale » (le mot est de Larine) n'a pas la moindre valeur. C'est, en effet, qu'à l'époque où nous vivons, nous n'avions pas besoin, objectivement, d'un autre parti ; les conditions objectives pour l'existence d'un autre parti n'existaient pas. C'est parce que, pour la « politique des élans spontanés » qui fut celle du prolétariat au début de la révolution, il n'était pas besoin même d'un parti. Il fallait « un appareil technique à mettre au service des forces spontanées » et « des humeurs spontanées », et pour un travail de propagande et d'agitation entre deux élans successifs. Ce n'était pas un parti dans le sens usuel en Europe ; c'était « l'union fort restreinte de jeunes ouvriers conspirateurs, environ 120 000 sur 9 millions » ; il comptait peu d'ouvriers chargés de famille ; en grande majorité, des travailleurs disposés à l'action sociale en dehors du Parti.

Maintenant, l'époque des élans spontanés s'éloigne. Le calcul prend la place du sentiment. A une « politique des élans spontanés » succède « une politique d'action méthodique ». Il nous faut un « parti du type européen », un « parti d'action politique objectivement méthodique ». Au lieu d'un parti qui ne soit qu'un « appareil technique », il nous faut un parti qui soit une « avant-garde », « dans lequel serait groupé tout ce que la classe ouvrière peut fournir d'utilisable pour une vie politique active ». On en vient ainsi à « un parti d'action à l'européenne guidé par le calcul ». Le « menchevisme officiel, aux pratiques hésitantes, incertaines, constamment découragé et qui ne comprend pas sa situation », « est remplacé par le sain réalisme de la social-démocratie européenne ». « Sa voix retentit assez nettement déjà, et depuis assez longtemps, par les lèvres de Plékhanov et d'Axelrod, les seuls Européens, à proprement parler, dans notre milieu de « barbares »... Et, bien entendu, la barbarie étant remplacée par l'esprit européen, les défaites vont être suivies de succès. « Là où dominent les forces spontanées, des fautes d'évaluation sont inévitables, d'où des déconvenues dans la pratique. » « Là où sont les forces spontanées, là est l'utopie ; là où est l'utopie, là est l'insuccès. »

Dans ces raisonnements de Larine, ce qui saute encore aux yeux, c'est la disproportion flagrante entre le mince noyau d'une vérité qui n'est pas bien nouvelle et l'énorme coquille d'une pensée insuffisante, qui prend un tour réactionnaire. Beaucoup de fiel et peu de miel.

Il est indubitable, incontestable, que la classe ouvrière de tous les pays — au fur et à mesure du développement du capitalisme, à mesure que s'accroît son expérience d'une ou de plusieurs révolutions bourgeoises, ainsi que des révolutions socialistes qui ont échoué — grandit, se développe, s'instruit, s'éduque, s'organise. En d'autres termes, après avoir agi par élans spontanés, elle en vient à une action méthodique ; après s'être laissée guider par le sentiment, elle se règle sur la situation objective de toutes les classes ; aux élans succède une lutte soutenue. Tout cela est juste. Ce sont des vérités vieilles comme le monde et tout aussi applicables à la Russie du XX^e^ siècle qu'à l'Angleterre du XVII^e^, à la France de 1830 et à l'Allemagne de la fin du XIX^e^.

Mais le malheur de Larine est qu'il n'est pas du tout capable de digérer la documentation que notre révolution donne à un social-démocrate. La contemplation du contraste entre les élans barbares de notre Russie et l'action méthodique en Europe l'absorbe comme un enfant qui ne peut s'arracher à de belles images. En formulant un truisme qui se rapporte à toutes les époques sans distinction, il ne comprend pas qu'il est bien naïf d'appliquer cette vérité élémentaire à une période de révolution directe et que cela devient, sous sa main, un *reniement* de la révolution. Ce serait tragi-comique si la sincérité de Larine n'écartait tous les doutes que l'on peut concevoir vis-à-vis de son *inconscience* à faire chorus avec les renégats de la révolution.

Les élans spontanés des barbares, l'action méthodique des Européens... C'est une formule, une idée de pur cadet : c'est bien l'idée des traîtres à la révolution russe s'extasiant sur la « légalité constitutionnelle », dans l'esprit de Mouromtsev qui déclarait : « La Douma fait partie du gouvernement », ou de ce laquais de Roditchev qui s'écriait : « C'est une insolence que de considérer le monarque comme responsable des pogromes ». Les cadets sont les auteurs de toute une littérature spéciale de renégats (les Izgoev, les

Strouvé, les Prokopovitch, les Portougalov, et *tutti quanti*) qui ont déblatéré contre le *déchaînement de l'élément spontané*, c'est-à-dire contre la révolution. Le bourgeois libéral, comme l'animal de la fable*, n'est pas capable de lever les yeux et de comprendre que s'il subsiste une ombre de liberté, c'est seulement grâce aux « élans » du peuple.

Et Larine, naïvement, sans le moindre esprit critique, emboîte le pas au libéral. Larine ne comprend pas que la question soulevée par lui a deux aspects : 1° la lutte spontanée opposée à une lutte méthodique de même envergure et prenant les mêmes formes ; 2° une époque révolutionnaire (dans le sens étroit du mot) opposée à une époque contre-révolutionnaire ou « seulement constitutionnelle ». La logique de Larine ne tient pas debout. Au lieu d'opposer une grève politique spontanée à une grève politique voulue et systématique, il l'oppose à une participation systématique, disons, à la Douma de Boulyguine. Il oppose un soulèvement spontané non pas à une insurrection bien réglée, mais à une lutte professionnelle méthodiquement poursuivie. C'est pourquoi son analyse marxiste tourne en plate apologie petite-bourgeoise de la contre-révolution.

La social-démocratie européenne est « un parti d'action politique objectivement méthodique ». C'est ainsi que Larine bafouille son enthousiasme ! Quel enfant ! Il ne remarque pas que l'objet de son admiration, c'est « *l'action* » particulièrement restreinte à laquelle ont dû se borner les socialistes européens en des époques où il ne se produisait pas de lutte révolutionnaire directe. Il ne remarque pas que l'objet de son admiration est une lutte méthodique *dans le cadre de la légalité*, et qu'il dénigre la lutte spontanée *pour la force et le pouvoir*, qui fixent justement les limites de l'« action légale ». Au lieu de comparer le soulèvement spontané des Russes en décembre 1905 aux soulèvements « méthodiques » des Allemands en 1849 et des Français en 1871, il établit un rapprochement entre notre insurrection et la croissance régulière des syndicats allemands. Il ne compare pas la grève générale des Russes qui se déclencha spontanément et échoua en décembre 1905 à la grève « méthodique » des Belges en 1902 [149] *qui fut aussi un échec*,

* Fable de Krylov : *Le Cochon et le Chêne*. (*N.R.*)

mais à tel ou tel discours médité de Bebel au Reichstag ou de Vandervelde à la Chambre des représentants.

Il s'ensuit que Larine ne comprend pas le progrès historique d'importance mondiale qui est réalisé dans la lutte de masse du prolétariat et que signalent la grève d'Octobre 1905 et l'insurrection de décembre 1905. Quant à la *régression* de la révolution russe (régression toute *provisoire*, Larine le reconnaît *lui-même*), qui se traduit par la nécessité où nous sommes de mener une action préparatoire dans le *cadre de la légalité* (les syndicats, les élections, etc.), il en fait un *progrès* qui, pour lui, mène de l'action spontanée à l'action méthodique, du sentiment au calcul, etc.

A la morale du révolutionnaire marxiste (au lieu d'une grève politique spontanée, il nous faut une grève politique méthodiquement préparée ; au lieu d'une insurrection spontanée, il nous faut une insurrection bien réglée d'avance). Larine substitue une morale de renégat, de cadet (la « folie des éléments déchaînés » — grèves et insurrections — doit faire place à une politique de soumission méthodique aux lois de Stolypine et de compromis méthodique avec la monarchie réactionnaire).

Non, camarade Larine, si vous vous étiez assimilé l'esprit du marxisme, et non pas seulement les mots, vous sauriez distinguer entre le matérialisme dialectique révolutionnaire et l'opportunisme des historiens « objectifs ». Rappelez-vous seulement ce que Marx a dit de Proudhon. Un marxiste ne renonce pas à la lutte dans le cadre de la légalité, au parlementarisme pacifique, à un travail historique « méthodiquement » poursuivi dans les limites imposées par les Bismarck et les Bennigsen, par les Stolypine et les Milioukov. Mais un marxiste sachant utiliser *n'importe quel terrain*, même celui de la réaction, pour militer en faveur de la révolution, ne s'avilit pas jusqu'à faire l'apologie de la réaction et n'oublie pas qu'il faut combattre pour s'assurer *le meilleur terrain d'activité possible*. C'est pourquoi un marxiste est *le premier* à prévoir l'imminence d'une époque révolutionnaire et il s'occupe de réveiller le peuple, il sonne les cloches à un moment où les philistins dorment encore du sommeil des fidèles sujets serviles de Sa Majesté. C'est pourquoi un marxiste est *le premier* à s'engager dans la voie de la lutte révolutionnaire directe,

il marche tout droit à la bataille, il dénonce les illusions quant aux possibilités de conciliation que répandent les *minus habens* de tout genre dans les questions sociales et politiques. C'est pourquoi un marxiste est *le dernier* à quitter la voie de la lutte révolutionnaire directe ; il ne le fait qu'après avoir épuisé toutes les possibilités, lorsqu'il n'y a plus *ombre* d'espoir d'arriver au but par un chemin plus court, lorsqu'il devient véritablement inutile d'appeler les masses à préparer la grève, l'insurrection, etc. C'est pourquoi un marxiste réplique par le mépris aux innombrables renégats de la révolution qui lui crient : Nous sommes plus « progressistes » que toi, nous avons renoncé avant toi à la révolution ! Nous nous sommes « soumis » les premiers à la Constitution monarchique !

De deux choses l'une, camarade Larine : ou bien vous pensez qu'il n'y a déjà plus de terrain propre à l'insurrection et à la révolution dans le sens précis de ce mot. Dans ce cas, dites-le nettement et démontrez-le-nous par la méthode marxiste, par l'analyse économique, par une évaluation des tendances politique des diverses classes, par un examen des courants idéologiques. Faites-en la preuve et nous déclarons que tous les discours sur l'insurrection ne sont que phrases. Nous dirons alors que ce que nous avons eu, ça *n'a pas été* une grande révolution, mais une belle simagrée. Ouvriers, la bourgeoisie et les petits bourgeois, les paysans y compris, vous ont trahis, vous ont abandonnés ! Mais sur le terrain qu'*ils nous ont préparé* malgré tous *nos* efforts de résistance, nous travaillerons avec patience, constance et fermeté pour une révolution *socialiste* qui ne sera pas aussi bâtarde, aussi minable, aussi riche en phrases et piètre en œuvres que la révolution bourgeoise !

Ou bien alors, vous croyez véritablement à ce que vous dites, camarade Larine ? Vous croyez que la révolution est en croissance, qu'une multitude de petites collisions et une sourde fermentation nous préparent une nouvelle armée de mécontents, et une nouvelle « épreuve sérieuse », et que cela se verra d'ici deux ou trois ans ? Vous pensez que « les campagnes ne peuvent se calmer » ? Dans ce cas, vous devez reconnaître que les « élans » expriment la violence de l'indignation générale d'un peuple, et non pas la brutalité barbare d'éléments arriérés ; vous devez reconnaître

que notre devoir est de transformer le soulèvement spontané en insurrection méthodique, en travaillant pour cela sans rémission pendant de longs mois, peut-être de longues années, au lieu de renier l'idée de l'insurrection comme le font tous les Judas.

Or, votre attitude actuelle, camarade Larine, est précisément celle de l'« accablement » et du « découragement », de « l'incertitude et de la timidité » de la pensée ; vous rejetez votre propre passivité sur le dos de notre révolution.

Et c'est pour cela, c'est uniquement pour cela, que vous jubilez à nous déclarer que le boycottage était une erreur. Votre allégresse de bas aloi est celle d'un myope. S'il est d'un « progressiste » de renier le boycottage, alors les plus progressistes de tous sont les cadets de droite, ceux des *Rousskié Viédomosti*, qui ont combattu le boycottage de la Douma de Boulyguine et qui invitaient les étudiants à « étudier, au lieu de faire de l'émeute ». Nous n'envions pas du tout ce progressisme de renégats. Nous pensons que proclamer comme une « erreur » le boycottage de la Douma de Witte (personne ne croyait qu'elle serait convoquée, trois ou quatre mois avant), et *ne rien dire* de l'erreur de ceux qui appelaient à se rendre à la Douma de Boulyguine, c'est substituer au matérialisme d'un militant révolutionnaire l'« objectivité » du professeur qui rampe devant la réaction. L'attitude de ceux qui, *les derniers*, après avoir essayé vraiment de *tout* dans la voie de la lutte directe, ont accepté de marcher pour la Douma, c'est-à-dire de faire un détour, est meilleure, pensons-nous, que l'attitude de ceux qui, les premiers, ont préconisé la participation à la Douma de Boulyguine, et cela à la veille d'une insurrection populaire qui allait balayer cette Douma.

On peut d'autant moins pardonner à Larine cette phrase de cadet sur « l'erreur » du boycottage, qu'il se montre *véridique* quand il nous rappelle comment les mencheviks « *cherchaient à inventer toutes sortes de trucs compliqués, depuis le principe électif et la campagne pour les zemstvos jusqu'au rassemblement du parti au moyen d'une participation aux élections qui aurait pour but de boycotter la Douma* » (p. 57). Les mencheviks appelaient les ouvriers à soutenir la Douma, et pourtant ils ne pensaient pas eux-mêmes qu'on pût y aller. N'avaient-ils pas davantage raison dans leur tactique,

ceux qui n'y croyaient pas et qui ont boycotté la Douma ? Ceux qui disaient qu'on trompait le peuple en parlant de la Douma comme d'un « pouvoir » (avant Mouromtsev, ce furent les mencheviks qui la désignèrent ainsi dans leur résolution au Congrès d'unification) ? Ceux qui n'ont marché pour la Douma qu'après avoir vu la bourgeoisie renoncer définitivement au boycottage direct et nous obliger à prendre un détour, mais non pas dans le dessein, non pas de la manière qui furent ceux des cadets ?

III

Larine établit une oppositon entre le parti considéré comme un «appareil» et le parti d'avant-garde; entre un parti qui combat la police et un parti de militants politiques conscients ; cette distinction semble pénétrante et d'un esprit « purement prolétarien ». En réalité, c'est de l'opportunisme d'intellectuel, tout comme la distinction analogue que faisaient autrefois, de 1899 à 1901, les gens de la *Rabotchaïa Mysl* et le groupe d'Akimov [150].

D'une part, lorsque les circonstances se prêtent, objectivement, à une offensive directement révolutionnaire des masses, *la plus haute* tâche politique du Parti est de « servir les forces spontanées en mouvement ». Opposer un travail révolutionnaire *de ce genre* à la « politique », c'est réduire la politique à des manœuvres de politiciens. C'est exalter la lutte parlementaire, telle qu'elle se fait à la Douma en la plaçant au-dessus de la politique des masses qui se manifesta en octobre et en décembre ; en d'autres termes, on passe ainsi du plan révolutionnaire prolétarien au point de vue de l'opportunisme intellectuel.

Toute forme de lutte exige une technique appropriée et un appareil bien adapté. Lorsque, par suite de circonstances objectives, la principale forme de lutte est la bataille parlementaire, il est inévitable que, dans le Parti, s'accentuent les traits caractéristiques d'une organisation faite pour la bataille parlementaire. Par contre, lorsque les circonstances objectives veulent que les masses elles-mêmes engagent la lutte par des grèves politiques et des insurrections de masse, le parti du prolétariat *doit* avoir les « appareils » nécessaires pour « servir » *précisément* une lutte de *ce genre*, et,

bien entendu, ces « appareils-là » n'auront rien de « parlementaire », ils seront spécialement adaptés à leur tâche. Un parti organisé du prolétariat qui, reconnaissant que les circonstances se prêtent à des insurrections populaires, ne se soucierait pas d'avoir l'appareil convenable pour y aider, serait un parti d'intellectuels bavards ; les ouvriers le quitteraient pour aller à l'anarchisme ou au révolutionnarisme bourgeois, etc.

D'autre part, la composition d'une avant-garde dirigeante en politique, pour chaque classe, et aussi pour le prolétariat, dépend aussi de la situation même de la classe intéressée et de la forme de lutte dont elle use principalement. Larine se plaint de voir, par exemple, que, dans notre Parti, c'est la jeunesse ouvrière qui prédomine, que nous comptons peu d'ouvriers chargés de famille et que ces derniers nous quittent souvent. Ces doléances d'un opportuniste russe m'ont rappelé un certain passage d'Engels (dans la *Question du logement*, je crois, *Zur Wohnungsfrage*). Répliquant aux platitudes d'un professeur bourgeois, d'un cadet allemand, Engels écrivait à peu près : N'est-il pas tout naturel que, dans notre parti de révolution, ce soit la jeunesse qui prédomine ? Nous sommes le parti de l'avenir, et l'avenir appartient à la jeunesse. Nous sommes un parti de novateurs, et la jeunesse suit toujours de préférence les novateurs. Nous sommes un parti qui combat avec abnégation un vieux régime pourri. La jeunesse sera toujours la première à marcher pour une lutte où il faut faire don de soi.

Il n'y a pas de doute, nous préférons laisser aux cadets le plaisir de recruter de vénérables « plus-de-trente-ans », déjà « fatigués », des révolutionnaires « assagis » et des renégats de la social-démocratie. Nous serons toujours le parti de la jeunesse dans notre classe d'avant-garde !

Larine lui-même avoue sans s'en apercevoir, pourquoi il déplore le manque de gens chargés de famille et las de se battre. Si le Parti comptait beaucoup d'hommes de cette espèce-là, il serait « plus difficile à mettre en branle et cela préviendrait toute aventure politique » (p. 18).

A la bonne heure, mon bon Larine ! Pourquoi finasser et se duper soi-même ? Ce qu'il vous faut, ce n'est pas un parti d'avant-garde, c'est *un parti d'arrière-garde* afin qu'il

soit plus difficile à mettre en branle. C'est ce qu'il fallait dire sans détours !

...« Prévenir toute aventure politique »... Les révolutions ont connu des revers en Europe aussi bien ; il y a eu les journées de juin 1848 ; les journées de mai 1871 ; mais on n'a jamais vu de social-démocrates, de communistes convaincus qu'il faille baptiser d'« aventure » une action de masses dans la révolution ! Il a fallu pour cela l'adhésion au marxisme révolutionnaire (espérons qu'elle ne durera pas) d'hommes sans caractère, de poltrons, qui n'ont pas confiance en eux-mêmes, qui perdent courage dès que la réaction semble prendre le dessus, en un mot, de petits bourgeois russes que l'on nomme, sauf votre respect, « intelligentsia ».

« Prévenir toute aventure politique » ! Mais alors, le premier des *aventuriers*, c'est Larine en personne : ne dit-il pas que « les petites collisions » sont, pour la révolution, la voie la *plus avantageuse* ? Ne cherche-t-il pas à *faire croire aux masses* que *la révolution monte*, que l'armée, dans deux ou trois ans, aura ses effectifs renouvelés avec des éléments « mécontents » venus des campagnes, que « l'ancien régime tombera » prochainement « à la première épreuve sérieuse » ?

Mais Larine se montre aventurier dans un autre sens encore, beaucoup plus regrettable, bien plus mesquin. Il prône le congrès ouvrier et réclame « un parti sans-parti » (le mot est de lui !). Plus besoin de social-démocratie : ce qu'il faut, c'est un « Parti ouvrier panrusse », « ouvrier » parce qu'on devra y admettre les révolutionnaires petits-bourgeois, les socialistes-révolutionnaires, les socialistes polonais, la Hromada de Russie Blanche [151], etc.

Larine est un admirateur d'Axelrod. Mais le service qu'il a rendu à ce dernier, c'est le pavé de l'ours. Quel éloge n'a-t-il pas fait de son « ardeur juvénile », de son « réel courage de militant » dans la lutte menée pour le congrès ouvrier ! Il l'a embrassé, mais si fort... qu'il l'a étouffé ! L'« idée » nébuleuse d'Axelrod, l'idée d'un congrès ouvrier, gît à plat, écrabouillée par un praticien naïf, trop sincère, qui d'un seul coup a sorti tout ce qu'il fallait cacher pour assurer la propagande de ce congrès. Le congrès ouvrier, cela veut dire qu'on « enlève l'enseigne » (page 20, chez

Larine, le social-démocratisme n'est pour lui qu'une enseigne !) ; le congrès ouvrier, c'est la *fusion avec les socialistes-révolutionnaires* et avec les syndicats.

Voilà qui est juste, camarade Larine ! Au moins ça, c'est franchement dit ! Merci ! Le congrès ouvrier, c'est bien en effet tout cela. C'est à cela qu'il nous mènerait, même en dépit de ceux qui veulent le convoquer. Et c'est précisément pour cela que ce congrès ouvrier n'est maintenant qu'une mesquine aventure d'opportunistes. Toute mesquine, car il n'y a pas une idée large là-dessous, il n'y a que la lassitude d'un intellectuel qui a lutté avec persévérance pour le marxisme. C'est une idée d'opportunistes pour cette même raison, et encore parce que l'on veut admettre dans le parti ouvrier des milliers de petits bourgeois qui sont encore loin d'avoir pris définitivement position. C'est de l'aventure, parce que, dans les conditions actuelles, au lieu de nous apporter la paix, de nous ménager un travail positif, de nous assurer la collaboration des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates auxquels Larine assigne gracieusement le rôle de « sociétés de propagandistes à l'intérieur d'un large parti » (p. 40), une tentative de ce genre ne peut qu'étendre la lutte à l'infini, accroître les dissensions, les scissions, le confusionnisme idéologique, et, en pratique, la désorganisation.

Il est fort beau de prédire que le « centre » socialiste-révolutionnaire, lorsque les socialistes-populistes et les maximalistes s'en seront détachés, *doit* se rallier aux social-démocrates*. Mais il n'est pas fameux de grimper sur un pommier pour y cueillir une pomme qui mûrira certainement, mais qui est encore verte. Vous risquez, très cher camarade, de vous rompre le cou, ou bien de vous donner une indigestion en mangeant des fruits verts.

Larine donne comme argument la Belgique : c'est tout à fait ainsi que raisonnaient, en 1899, R.M. (le rédacteur en chef de la *Rabotchaïa Mysl*) et M. Prokopovitch (à l'époque où il était encore en proie aux « élans spontanés » d'un social-démocrate et ne s'était pas « assagi » au point de devenir un « cadet partisan d'une action régulière et méthodique »). L'opuscule de Larine, soigneusement présenté,

* Voir le présent tome, p. 199. (*N.R.*)

contient en effet une traduction soignée des statuts du Parti ouvrier belge ! Notre bon Larine n'a oublié qu'une chose : transférer en Russie les conditions industrielles et l'histoire même de la Belgique. *Après* plusieurs révolutions bourgeoises, *après* des dizaines d'années de lutte contre le quasi-socialisme petit-bourgeois de Proudhon, *devant* un développement formidable, peut-être le plus poussé du monde, du capitalisme industriel, le congrès ouvrier et le Parti ouvrier en Belgique constituaient une transition du socialisme non prolétarien à un socialisme prolétarien. En Russie, au plus fort de la révolution bourgeoise qui *nécessairement* fait naître des idées petites-bourgeoises et procrée des idéologues petits-bourgeois, tandis que se forme et grandit le courant « troudovik » dans les couches mitoyennes de la classe paysanne et du prolétariat, alors que nous avons un Parti ouvrier *social-démocrate* qui compte déjà presque dix ans d'existence, le congrès ouvrier est une trouvaille peu fameuse et la fusion avec les socialistes-révolutionnaires (sait-on combien ils sont ? peut-être 30 000, peut-être 60 000, comme dit Larine fort naïvement) est une fantaisie d'intellectuels.

Oui, certes, l'histoire s'y connaît à faire de l'ironie ! Pendant des années et des années, les mencheviks ont crié partout que les bolcheviks sont tout proches du socialisme révolutionnaire. Or, voici que les bolcheviks repoussent le congrès ouvrier *pour ce motif précisément* qu'un congrès de ce genre effacerait les différences qui existent entre le point de vue du prolétaire et celui du petit patron (cf. la résolution du Comité de Pétersbourg [152], dans le n° 3 du *Prolétari*). Tandis que le *menchevik* est pour *la fusion avec les socialistes-révolutionnaires*, quand il défend l'idée du congrès ouvrier. C'est stupéfiant.

Larine cherche à se justifier : Je ne veux pas, dit-il, que le parti soit absorbé par la classe. Je veux seulement unifier l'avant-garde, 900 000 hommes sur 9 millions (pages 17 et 49).

Prenons les chiffres officiels de la statistique des fabriques et des usines pour 1903. On comptait au total 1 640 406 ouvriers dans ces établissements. Il y en avait 797 997 dans les entreprises employant plus de 500 ouvriers, et 1 261 363 dans les entreprises comptant plus de 100

ouvriers. Dans les très grosses usines, la main-d'œuvre s'élevait à un total de 800 000 ouvriers, chiffre légèrement inférieur à celui que donne Larine pour un parti ouvrier unifié par une fusion avec les socialistes-révolutionnaires !

Ainsi, nous qui comptons déjà en Russie de 150 à 170 000 membres du parti social-démocrate, nous savons qu'il y a 800 000 ouvriers dans les très grosses entreprises, et que les grandes mines ne sont pas comptées ici ; nous savons qu'il y a dans le commerce, dans l'agriculture, dans les transports, etc., une masse d'éléments purement prolétariens ; or, Larine n'espère pas que nous puissions bientôt conquérir à la social-démocratie 900 000 *prolétaires* et en faire des membres de notre parti ! C'est monstrueux, mais c'est ainsi.

Le manque de foi de Larine n'est tout simplement que la timidité de pensée de l'intellectuel.

Quant à nous, nous croyons fermement que la conquête en question est réalisable. Nous opposant à cette aventure d'un « congrès ouvrier » et d'un « parti sans-parti », nous proposons le mot d'ordre : quintupler et décupler les effectifs de notre *parti social-démocrate*, mais de préférence et *presque exclusivement* avec des éléments purement prolétariens et exclusivement sous le drapeau idéologique du marxisme révolutionnaire*.

Maintenant, après une année de grande révolution, avec le rapide développement de partis de tous genres, le prolétariat, plus rapidement que jamais, se constitue en parti indépendant. Les élections à la Douma favoriseront ce devenir (naturellement si nous n'acceptons pas les blocs opportunistes avec les cadets). Les trahisons de la bourgeoisie en général et de la petite bourgeoisie en particulier (les

---

* Larine propose d'englober dans le Parti les syndicats : ce n'est pas rationnel. Cela rétrécirait le mouvement ouvrier et réduirait sa base. Pour la lutte contre les patrons, nous unirons toujours un beaucoup plus grand nombre d'ouvriers que pour la politique social-démocrate. Par conséquent (et bien que Larine ait *à tort* affirmé que les bolcheviks se prononçaient contre des syndicats sans-parti), nous sommes au contraire pour des syndicats sans-parti, comme le voulait, *dès 1902*, l'auteur d'une brochure « jacobine » (de l'avis des opportunistes) : *Que faire ?* (Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 463-464. *N.R.*)

socialistes-populistes) contribueront à renforcer la social-démocratie révolutionnaire.

Nous arriverons à réaliser « l'idéal » de Larine (900 000 membres du Parti), nous dépasserons même cet objectif en travaillant avec opiniâtreté dans la même voie, mais non pas en courant des aventures. Il faut en effet maintenant élargir le Parti en lui adjoignant des éléments *prolétariens*. Il n'est pas normal qu'à Pétersbourg nous n'ayons que 6 000 membres (il y a 81 000 ouvriers dans les usines de la province de St-Pétersbourg qui emploient 500 ouvriers et plus ; il y a au total 150 000 ouvriers) ; il n'est pas normal que, dans la région industrielle centrale, on ne compte que 20 000 membres du Parti (il y a 377 000 ouvriers dans les usines employant 500 travailleurs et plus ; au total 562 000 ouvriers dans la région). Il faut *savoir* recruter* au Parti cinq ou dix fois plus d'ouvriers dans de tels centres. En ceci, Larine a raison, entièrement et sans conteste. Mais nous ne devons pas nous laisser aller à un découragement, à une nervosité d'intellectuels. Nous arriverons à ce but par la voie qui est la nôtre, celle de la *social-démocratie* et sans courir aucune aventure.

IV

Un seul « moment réconfortant » dans la brochure du camarade Larine : lorsqu'il proteste chaleureusement contre les blocs avec les cadets. Dans un autre article de ce même numéro de notre journal, le lecteur trouvera des citations détaillées sur ce sujet, là où nous caractérisons tous les flottements du menchevisme dans cette importante question.

Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la caractéristique générale du menchevisme donnée par un témoin aussi « autorisé » que le menchevik Larine. C'est précisément à pro-

* Nous disons : « Nous devons savoir recruter », car le chiffre des ouvriers sympathisants à la social-démocratie est sans aucun doute bien des fois supérieur au nombre des membres du Parti dans ces centres. Il y a chez nous de la routine, il faut réagir. Il faut savoir adapter, là où il est convenable, les *lose Organisationen*, les organisations *prolétariennes* qui sont plus libres, plus larges, plus accessibles. Notre mot d'ordre : *élargissement du Parti ouvrier social-démocrate*, contre un congrès ouvrier sans-parti, contre un parti sans-parti !

pos des blocs avec les cadets qu'il s'élève contre un « *menchevisme simpliste et formaliste* ». « Le menchevisme formaliste, écrit-il, est capable de souhaiter « une alliance avec des adversaires de la social-démocratie, pris dans le camp bourgeois, ce qui serait un suicide. » Nous ne savons si Larine sera capable de montrer, pour la défense de son point de vue contre l'opinion de Plékhanov, plus de caractère que n'en a manifesté Martov. Mais ce n'est pas seulement à propos des blocs avec les cadets que Larine s'élève contre le menchevisme « officiel » et « formaliste ». « Tout ce qui se meurt, dit-il, par exemple, parlant du menchevisme, prend la marque du formalisme » (p. 65) ! Le menchevisme se meurt, cédant la place au « réalisme européen ». « De là la perpétuelle angoisse, les demi-mesures, les incertitudes du menchevisme » (p. 62). Sur ce que l'on dit du congrès ouvrier, il écrit ceci : « On sent une certaine réticence dans ces propos, une timidité de pensée, on ne se décide pas, semble-t-il, à parler tout haut de ce que l'on sent déjà mûr en son for intérieur » (p. 6), etc.

Nous savons déjà ce qu'il y a là-dessous, ce qui cause cette crise du menchevisme, lequel dégénère en formalisme*. L'intellectuel petit-bourgeois n'est pas sûr qu'il soit possible de poursuivre la lutte révolutionnaire ; il a peur de reconnaître que la révolution est terminée ; il a peur de se dire que la réaction a définitivement vaincu. « Le menche-

---

* Voici encore l'ironie de l'histoire ! Dès 1903, les mencheviks criaient au « formalisme » et au « bureaucratisme » des bolcheviks. Depuis lors, ils ont détenu tout le temps les prérogatives «bureaucratiques», « formelles » au sein de l'ensemble du Parti. Et c'est maintenant un *menchevik* qui constate la dégénérescence du menchevisme en *formalisme*. Les bolcheviks ne pouvaient souhaiter de se voir mieux réhabilités. Mais Larine ne cherche pas le formalisme des mencheviks là où il a ses racines. La source en est l'opportunisme, que, sous le nom d'« européanisme », Axelrod et Plékhanov insufflent aux mencheviks. Or, il n'y a pas trace d'« européanisme » dans l'idéologie reflétée d'un petit bourgeois suisse et ses habitudes. La Suisse petite-bourgeoise, c'est l'office où se tiennent les laquais de la véritable Europe, de l'Europe des traditions révolutionnaires et de la lutte de classe exacerbée des larges masses. Le formalisme apparaît fort bien dans la façon dont Plékhanov pose la question du congrès ouvrier (en l'opposant à l'idée d'un congrès du Parti) ; c'est contre cela que Larine proteste avec tant de chaleur et de sincérité.

visme n'a été que l'expression d'une angoisse instinctive de gens en peine d'un parti », déclare Larine. Le menchevisme, dirons-nous, c'est l'angoisse d'un intellectuel en peine d'une Constitution de pacotille et d'une légalité paisible. Le menchevisme c'est l'apologie émanant d'un milieu révolutionnaire et qui se dit objective, d'une réaction.

Les bolcheviks, dès le début, sur les pages du journal *Vpériod* [153] (qui paraissait à Genève, de janvier à mars 1905), ou dans la brochure *Deux tactiques** (juillet 1905), posèrent la question tout autrement. Ne s'illusionnant pas sur l'antagonisme des intérêts et des tâches des différentes classes dans la révolution bourgeoise, ils déclaraient alors nettement : il est possible que la révolution russe se termine par une Constitution avortée. Comme partisans et idéologues du prolétariat révolutionnaire, nous remplirons notre devoir jusqu'au bout ; à travers toutes les trahisons et les lâchetés des libéraux, à travers toutes les tergiversations, toutes les timidités et les incertitudes des petits bourgeois, nous maintiendrons nos mots d'ordre révolutionnaires ; nous tirerons parti jusqu'au bout de *toutes* les possibilités de révolution ; nous serons fiers d'être entrés *les premiers* dans la voie de l'insurrection et d'en être sortis *les derniers*, si le soulèvement s'est avéré impossible. Et actuellement, nous sommes loin, très loin de vouloir admettre que toutes les possibilités et pespectives de révolution sont épuisées. Nous préconisons nettement et ouvertement l'insurrection et sa préparation persévérante, opiniâtre, prolongée.

Et lorsque nous reconnaîtrons que la révolution est finie, nous le dirons, nettement et ouvertement. Nous retrancherons de notre plate-forme, et au su de tout le peuple, tous nos mots d'ordre visant directement à la révolution (par exemple le mot d'ordre de l'Assemblée constituante). Nous ne chercherons pas à nous tromper nous-mêmes et à duper les autres par des sophismes de jésuites (comme ceux de Plékhanov qui demande « une Douma investie de tout le pouvoir » *pour les cadets***). Nous ne chercherons pas

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 9, pp. 9-139. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, p. 344. (*N.R.*)

à justifier la réaction, nous ne dirons pas du constitutionnalisme réactionnaire que c'est un terrain favorable pour un sain réalisme. Nous dirons et démontrerons au prolétariat que les trahisons de la bourgeoisie et les tergiversations des petits patrons ont perdu la révolution bourgeoise et que le prolétariat aura à préparer lui-même et à faire maintenant une nouvelle révolution, une révolution socialiste. Et c'est pourquoi, devant le recul de la révolution, c'est-à-dire devant la complète trahison de la bourgeoisie, nous ne marcherons, en aucun cas, pour des blocs non seulement avec la bourgeoisie opportuniste, mais même avec la bourgeoisie révolutionnaire, car le déclin de la révolution signifierait que l'esprit révolutionnaire de la bourgeoisie n'est plus qu'une phrase vaine.

Voilà pourquoi nous ne nous sentons nullement atteints par les paroles désobligeantes que nous adresse si souvent Larine, parlant d'une crise prochaine du bolchevisme, disant qu'il est à bout de souffle, que nous nous sommes toujours traînés à la remorque des mencheviks, etc. On a beau vouloir nous blesser, nous pincer ; cela nous fait sourire avec indulgence.

Les bolcheviks pourront être lâchés par les uns ou par les autres, ils l'ont déjà été, mais il *ne peut y avoir* de crise dans notre tendance. Car, dès le début (voir *Un pas en avant, deux pas en arrière**) nous avons déclaré que nous ne créons pas le moins du monde une tendance spéciale dite « bolchevique » ; nous défendons seulement partout et toujours le point de vue de la *social-démocratie révolutionnaire*. Or, il est inévitable que subsistent dans la social-démocratie, jusqu'au jour de la révolution sociale, une aile opportuniste et une aile révolutionnaire.

Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire du « bolchevisme » pour s'en convaincre.

En 1903-1904, les mencheviks prêchent le démocratisme dans l'organisation. Les bolcheviks considèrent que c'est une phrase d'intellectuels jusqu'au moment où le parti agira ouvertement. Un menchevik, qui signe *Un ouvrier*, *avoue* dans une brochure parue à Genève en 1905[154] qu'en réalité, il n'y a jamais eu chez les mencheviks aucun dé-

*Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 7, pp. 213-444. (*N.R.*)

mōcratisme. Le menchevik Larine *avoue* que tous leurs « racontars sur le principe électif » étaient de « pures inventions », qu'on essayait ainsi de « tromper l'histoire » et qu'en fait dans le groupe menchevique de Saint-Pétersbourg « le principe électif n'était pas encore admis à l'automne de 1905 » (p. 62). Mais après la Révolution d'Octobre, les bolcheviks furent *les premiers* à déclarer dans la *Novaïa Jizn* [155] que le démocratisme allait être *effectivement** implanté dans le Parti.

Fin 1904. Campagne pour les zemstvos. Les mencheviks se traînent derrière les libéraux. Les bolcheviks ne nient pas (malgré les sornettes qui se répètent fréquemment) qu'il y a eu « de bonnes manifestations » devant les membres des zemstvos, mais ils repoussent les « mauvais raisonnements des intellectuels »**, de ces intellectuels qui prétendaient qu'il y avait *deux* forces dans l'arène (le tsar et les libéraux) et que l'action devant le monde des zemstvos était une manifestation du plus haut degré. Maintenant, le menchevik Larine avoue lui-même que la campagne pour les zemstvos fut une « pure invention » (p. 62), que c'était « un truc habile et astucieux » (p. 57).

Début 1905. Les bolcheviks posent ouvertement et nettement la question de l'insurrection et des préparatifs à engager. Dans la résolution du IIIe Congrès ils prédisent que *la grève s'alliera à l'insurrection*. Les mencheviks cherchent à se défiler, à escamoter les tâches insurrectionnelles, ils dissertent sur la nécessité d'armer les masses d'un ardent désir de s'armer soi-même.

1905, août-septembre. Les mencheviks (dont Parvus dans la nouvelle *Iskra*) invitent à participer à la Douma de Boulyguine. Les bolcheviks demandent qu'elle soit activement boycottée et que l'on prêche l'insurrection directe.

1905, octobre-décembre. Le peuple, par les grèves et les insurrections, a balayé la Douma de Boulyguine. Le

---

* Voir Lénine, Œuvres, 4e édition russe, tome 10, pp. 12-21. (*N.R.*)

** Dans le n° 1 de *Vpériod*, paraissant à Genève (janvier 1905), un feuilleton critiquant le « plan de campagne pour les zemstvos » était intitulé : «Sur les bonnes manifestations des prolétaires et les mauvais raisonnements de certains intellectuels. » (Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 21-27. *N.R.*)

menchevik Larine avoue dans une déclaration écrite au Congrès d'unification que les mencheviks, dans la période où la révolution atteignait son apogée, se sont conduits en bolcheviks. Dans les organes embryonnaires d'un gouvernement provisoire, nous nous trouvons, nous social-démocrates, aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et agissons avec elle.

Début 1906. Les mencheviks sont tristes. Ils ne croient pas à la Douma ; ils ne croient pas non plus à la révolution. Ils demandent qu'on participe aux élections à la Douma pour boycotter la Douma (*Larine*, p. 57). Les bolcheviks font leur devoir de révolutionnaires, ils font tout leur possible pour qu'on boycotte la IIe Douma, à laquelle *personne* ne croyait dans les milieux révolutionnaires.

1906, mai-juin. Campagne pour la Douma. Le boycottage n'a pas réussi, la bourgeoisie ayant trahi. Les bolcheviks mènent leur action révolutionnaire sur un terrain nouveau, quoique moins favorable. Dans la période de la Douma, notre tactique de social-démocrates révolutionnaires se différencie encore plus de celle des opportunistes aux yeux de tout le peuple : nous critiquons les cadets à la Douma, nous luttons pour affranchir les troudoviks de l'influence des cadets ; nous critiquons les illusions parlementaires ; nous prêchons un rapprochement révolutionnaire des groupes de gauche à la Douma.

1906, juillet. La Douma est dissoute. Les mencheviks se démènent, affolés ; ils se prononcent pour une grève-manifestation immédiate et pour des actions partielles. Les bolcheviks protestent. *Larine, racontant les faits, ne dit rien de la protestation de trois membres du C.C. qui a été imprimée pour les membres du Parti.* Larine relate faussement cet incident. Les bolcheviks indiquent qu'une manifestation serait absurde ; ils sont partisans de l'insurrection pour *plus tard*.* Les mencheviks signent des appels à l'insurrection, de concert avec la bourgeoisie révolutionnaire.

Fin 1906. Les bolcheviks admettent que les trahisons de la bourgeoisie les obligent à prendre une voie détournée :

---

* Voir le présent tome, pp. 126-127. (*N.R.*)

il faut aller à la Douma. A bas les blocs de toute espèce ! et surtout à bas les blocs avec les cadets ! Les mencheviks sont partisans des blocs.

Non, camarade Larine, nous n'avons nullement à rougir de la tournure qu'a prise la lutte entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste de la social-démocratie russe !

«Prolétari» n° 9,
7 décembre 1906

Conforme au texte du journal

LE PROLÉTARIAT ET SON ALLIÉ DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

Tel est le sous-titre donné par Kautsky au dernier chapitre de son article « Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe » qui vient de paraître dans les derniers numéros de *Neue Zeit*[166] . Comme d'autres ouvrages de Kautsky, celui-ci sera certainement publié bientôt en russe. Tous les social-démocrates doivent sans faute en prendre connaissance, non point parce que du théoricien *allemand* du marxisme l'on aurait à attendre une réponse aux questions les plus actuelles de *notre* tactique (les social-démocrates russes ne vaudraient pas grand-chose, s'ils attendaient des réponses de si loin), mais parce que Kautsky examine avec une logique remarquable les *bases* de toute la tactique social-démocrate dans la révolution bourgeoise de Russie. A tous les membres de notre Parti, à tous les ouvriers conscients, qui sont accaparés par les multiples besognes quotidiennes qu'il leur impose, qui sont étourdis par les plates et vulgaires déclarations de scribouillards libéraux-bourgeois, dépourvus de tous principes, des œuvres aussi méditées, dues à des social-démocrates savants et expérimentés, sont particulièrement utiles : elles permettent aux esprits de sortir du train-train journalier, de pénétrer les questions essentielles de la tactique du prolétariat, de voir plus clairement les tendances de principe et les méthodes mêmes de pensée des divers courants de la social-démocratie.

Le nouvel article de Kautsky est particulièrement important sous ce rapport, car il nous donne la possibilité d'é-

tablir une comparaison entre le *caractère* des questions posées par Plékhanov à Kautsky (parmi d'autres socialistes étrangers) et le *procédé* dont se sert Kautsky pour répondre à quelques-unes de ces questions.

Plékhanov — pour qui le cadet Melgounov a trouvé aujourd'hui même (10 décembre) le mot juste dans le *Tovarichtch* en l'appelant « *l'ancien* leader et théoricien de la social-démocratie russe » — posait à Kautsky les questions suivantes : 1° D'une « façon générale », la révolution russe est-elle bourgeoise ou socialiste ? 2° Quelle doit être l'attitude de la social-démocratie à l'égard de la démocratie bourgeoise ? 3° Quelle doit être la tactique des social-démocrates aux élections pour la Douma ?

Le leader des opportunistes russes désirait en somme obtenir de Kautsky l'approbation des blocs avec les cadets. Le leader des social-démocrates révolutionnaires allemands a deviné que l'auteur des questions cherchait à lui suggérer une réponse sur ce qui n'est pas nettement formulé dans les susdites questions ; Kautsky a préféré répondre à Plékhanov en lui *expliquant*, d'une manière circonstanciée, posément, dans le langage du propagandiste, comment un marxiste doit *poser* les problèmes de la révolution bourgeoise et de la démocratie bourgeoise en général. Examinons de plus près cette explication de Kautsky.

Il serait d'un esprit superficiel de considérer la révolution russe comme un mouvement tendant seulement à renverser l'absolutisme. Il faut voir en elle un réveil des masses qui s'ouvrent à une activité politique indépendante. Telle est la thèse principale de Kautsky.

Voici ce qu'elle signifie : si l'analyse des tâches de la social-démocratie se bornait à indiquer comme but la conquête de la liberté politique (par le renversement de l'autocratie) et à montrer que cette tâche est « commune » à diverses classes, cette analyse serait superficielle. Il faut considérer la situation des *masses*, les conditions objectives de leur existence, les classes qui les composent, il faut discerner la *teneur réelle* de la liberté à laquelle elles aspirent *effectivement*. Des généralités ne suffisent pas pour que l'on conclue à l'unité des intérêts, pour que, du principe de « la liberté politique » à conquérir, on déduise en général la nécessité d'une lutte en commun de différentes classes ; tout

au contraire, c'est d'après l'analyse exacte de la situation et des intérêts des différentes classes que l'on décidera à quel point exactement et en quoi précisément leur lutte pour la liberté, leurs aspirations à la liberté, sont identiques ou coïncident (et qu'elles coïncident ou non). Il ne convient pas de raisonner à la façon des cadets, à la façon des libéraux, à la façon des Prokopovitch et C^ie^; il faut raisonner *en marxistes*.

Continuons. Si nous prenons comme point de départ les intérêts des masses, le *hic* de la révolution russe, c'est la question *agraire*. On jugera d'une défaite ou d'une victoire de la révolution non d'après les violences exercées par le gouvernement, non d'après les manifestations de la « réaction » (à quoi s'attachent uniquement bien des social-démocrates cadétisants), mais en appréciant la situation des masses dans leur lutte pour la conquête de la terre.

L'agriculture est la base économique de la Russie. Elle est en décadence, les paysans sont ruinés, les libéraux l'avouent eux-mêmes (Kautsky cite les cadets Pétrounkévitch et Manouilov). Mais Kautsky ne se borne pas à montrer que c'est une opinion commune aux libéraux et aux socialistes. Il ne se permet pas de conclure comme le font les cadets : « Donc, les social-démocrates doivent soutenir les cadets. » Il en vient tout de suite à l'analyse des *intérêts de classe* et il démontre que les libéraux doivent *fatalement* verser dans les demi-mesures quand il s'agit de la question agraire. Eux qui, d'une façon générale, avouent la décadence de l'agriculture, ne comprennent pas qu'elle a un caractère capitaliste et que, par conséquent, une nouvelle question se pose : à savoir quelles sont les causes particulières qui entravent une évolution qui est précisément capitaliste et non pas autre.

Et Kautsky étudie en détail une de ces causes particulières : le manque de capitaux en Russie. Le capital étranger joue chez nous un rôle de tout premier plan. Ce qui retarde l'évolution de l'agriculture vers le capitalisme. Conclusion de Kautsky : « La décadence de l'agriculture, cependant que les forces du prolétariat industriel s'accroissent, est la cause principale de la révolution russe actuelle. »

Comme vous le voyez, Kautsky étudie attentivement, prudemment, le caractère particulier de la révolution bour-

geoise en Russie, et il ne passe pas sous silence ses traits distinctifs, comme le font les cadets et les social-démocrates cadétisants qui invoquent, en doctrinaires, le « caractère général » de toute révolution bourgeoise.

Ensuite, Kautsky analyse quelle peut être la solution à donner à la question agraire. Là encore, il ne se contente pas d'une phrase libérale, devenue lieu commun : la Douma des cadets, elle aussi, se prononce pour la remise des terres aux paysans (cf. les textes de Plékhanov). Non. Il démontre que, pour le paysan, l'augmentation de son lot n'est rien s'il n'obtient pas une aide financière considérable. L'absolutisme n'est pas en état de secourir efficacement la classe paysanne. Mais les libéraux ? Eux, ils exigent une indemnité de rachat. Or, elle ne peut que ruiner les paysans. « Ce n'est que par la *confiscation* des grandes propriétés » (souligné par Kautsky) que l'on parviendra à augmenter sensiblement les lots de terre des ruraux sans leur imposer un nouveau fardeau. Mais les libéraux s'opposent à la confiscation de la façon la plus résolue.

Il convient de s'arrêter à ce raisonnement de Kautsky. Quiconque connaît plus ou moins en détail les nuances des partis dans les milieux révolutionnaires de la Russie sait que les opportunistes des *deux* partis révolutionnaires, sur la question de l'indemnité de rachat précisément, n'ont pas seulement subi la contagion du libéralisme, mais ont en outre déformé, sur ce point, les idées de Kautsky. Nos mencheviks, au Congrès d'unification comme dans de nombreuses réunions à Pétersbourg (par exemple, Dan, dans les comptes rendus qu'il a faits cet été sur le congrès, devant les ouvriers de Pétersbourg), ont déclaré mal venu le point du programme agraire que les bolcheviks avaient fait adopter, exigeant instamment de substituer la « confiscation » à l'« expropriation » (voir le projet primitif de Maslov). Nos mencheviks disaient que c'était une faute, une pratique révolutionnaire de bas aloi d'insister sur la confiscation, que pour la révolution sociale il importe peu de savoir si l'indemnité sera requise ou non, et ils s'en référaient à la brochure de Kautsky la *Révolution sociale*, où l'auteur, envisageant une révolution socialiste, explique d'une façon générale pourquoi l'indemnité serait admissible. Les mencheviks de tendance socialiste-révolutionnaire, les demi-cadets, les socialistes-

populistes, ont trouvé les mêmes arguments pour justifier leur virage au libéralisme dans la question du rachat (dans un des fascicules du *Narodno-Sotsialistitcheskoïé Obozrénié*[157]), et ils s'en sont également référés à Kautsky.

Kautsky ne sait probablement pas quelle est la conduite des mencheviks en cette affaire, ni quel est le sens de la politique des socialistes-populistes et de leur groupe. Mais par la façon dont il *pose* la question du rachat dans la révolution russe, il donne encore à tous nos opportunistes une leçon remarquable, il leur montre comment il ne faut pas raisonner. On ne doit pas se baser sur des arguments *généraux* concernant les rapports entre le rachat et la confiscation dans diverses révolutions ou, en gros, dans la révolution socialiste, pour conclure à la nécessité de l'indemnité de rachat dans *la Russie de 1905-1906*. Le cheminement doit être tout autre. Il faut voir quelles sont les classes, en Russie, qui nous ont fait poser la question du rachat avec les particularités qu'on connaît ; d'après les intérêts de ces classes, il faut déduire la signification politique de cette question dans la révolution présente, et alors on jugera dans quelle mesure les opinions des différents partis sur ce point sont bien ou mal fondées.

Bien entendu, par ce chemin, Kautsky n'en est pas venu à *estomper* les différences entre libéraux et révolutionnaires sur la question du rachat (or, c'est là qu'en arrivent toujours les partisans de Plékhanov et les socialistes-populistes) ; lui, il a révélé toute la *profondeur* de cette différence. Plékhanov, en posant des questions à Kautsky, cachait ce qui distingue le mouvement « d'opposition » du mouvement « révolutionnaire », en écartant les problèmes concrets. Kautsky a démasqué ce que dissimulait Plékhanov, il a sorti de l'ombre l'importante question du rachat, il a montré à Plékhanov que les Cents-Noirs ne sont pas les seuls à lutter « à leur manière » contre le mouvement révolutionnaire des paysans, mais qu'il y a aussi les *libéraux*.

« Si l'on ne supprime pas l'armée permanente, écrit Kautsky, si l'on ne cesse pas de construire de nouvelles unités pour la marine de guerre, si l'on ne confisque pas tous les biens de la famille impériale et des monastères, si l'on ne déclare pas l'Etat en faillite, si l'on ne confisque pas les grands monopoles (les chemins de fer, les sources pétroli-

fères, les mines, la grande métallurgie, etc.), dans la mesure où ils se trouvent encore entre les mains des particuliers, on ne saura pas où prendre les énormes sommes qui sont indispensables à l'agriculture russe, pour la tirer de la situation épouvantable où elle se trouve. »

Songez aux propos habituels des mencheviks sur le caractère utopique et fantaisiste des bolcheviks, rappelez-vous, par exemple, les discours de Plékhanov au congrès, quand nous demandions de poser de la façon aussi radicale le problème agraire et le problème politique (suppression de l'armée permanente, électivité du fonctionnariat par le peuple, etc.). Plékhanov nous raillait quand nous parlions de supprimer l'armée permanente et de faire élire les fonctionnaires par le peuple ! La *Sovrémennaïa Jizn*[158] de Plékhanov *approuve* la tendance de *Naché Diélo* ; elle qualifie l'opportunisme politique de « matérialisme politique » (??) et elle l'oppose au « romantisme révolutionnaire ».

Il se trouve que Kautsky, pourtant circonspect, *va beaucoup plus loin* que le bolchevik le plus extrémiste et qu'il formule, à *l'égard de la question agraire*, des exigences beaucoup plus « utopiques » et « romantiques » (du point de vue d'un opportuniste) !

Kautsky ne réclame pas seulement la confiscation des biens-fonds et la suppression de l'armée permanente ; il veut que l'on *confisque aussi les grands monopoles capitalistes* !

Et il est tout à fait conséquent lorsqu'il ajoute, immédiatement après le passage que nous venons de citer : « Il est clair que les libéraux reculent devant des tâches à ce point gigantesques, devant des modifications aussi décisives dans les rapports actuels de la propriété. Au fond, ils veulent continuer leur politique d'à présent et maintenir intangibles les bases de l'exploitation de la Russie par les capitaux étrangers. Ils en tiennent fermement pour l'armée permanente, qui, à leurs yeux, est seule capable d'assurer l'ordre et de *leur conserver leurs biens...* »

Plékhanov proteste : on n'a pas été juste à son égard ; il n'interrogeait Kautsky que sur l'appui à donner aux partis d'opposition lors des élections pour la Douma, et voici qu'on lui répond en dehors du sujet ! Il a parlé d'élections, on lui réplique : suppression de l'armée permanente ! Quel est ce caprice, quelle est cette fantaisie d'une pensée anar-

chique, quel est ce romantisme révolutionnaire, au lieu du « matérialisme politique » réclamé par un opportuniste ?

Mais Kautsky n'en continue pas moins, avec un véritable « manque de tact », à critiquer les libéraux dans sa réponse à la question posée sur les élections. Il accuse les libéraux de vouloir pressurer, comme par le passé, le peuple russe, lui arracher un milliard de roubles par an pour l'entretien d'une armée et pour le paiement des intérêts des emprunts. « Ils s'imaginent (les libéraux) qu'il suffit d'instituer une Douma pour déterrer par miracle des milliards ». « Le libéralisme est aussi peu capable de le faire (de contenter les paysans russes) que le tsarisme. » Kautsky consacre un chapitre spécial à l'étude des rapports entre le libéralisme et la social-démocratie. Il indique qu'en Russie, il n'y a pas de démocratie bourgeoise du type ancien, dans laquelle la petite bourgeoisie urbaine occupait une situation prédominante. A la différence de ce que l'on voit en Occident, la petite bourgeoisie urbaine de Russie « ne sera jamais un sûr appui pour les partis révolutionnaires ».

« La démocratie bourgeoise n'a pas, en Russie, de solide assiette. » Cette conclusion de Kautsky est basée sur l'analyse de la situation particulière de la petite bourgeoisie dans les villes, il a aussi considéré que l'antagonisme de classe entre les capitalistes et le prolétariat est infiniment plus développé en Russie qu'aux époques des révolutions bourgeoises « de l'ancien type ». Et l'importance de cette conclusion est énorme. C'est précisément sur ce point que porte la « rectification » de Kautsky à la question posée par Plékhanov, rectification qui équivaut à un amendement radical.

Plékhanov, dans sa façon de poser les problèmes, opère toujours sur un *ancien type* de démocratie bourgeoise, et ne va pas plus loin. Il se sert d'un mot qui a traîné partout, oubliant complètement de déterminer, d'après les données de la situation *russe*, *le degré*, *la solidité*, *etc.*, du démocratisme que possèdent les *diverses couches* dont se compose actuellement la démocratie bourgeoise dans notre pays. Le mérite de Kautsky est d'avoir relevé cette erreur fondamentale de Plékhanov et d'avoir entrepris de lui expliquer pratiquement la *méthode* par laquelle on doit arriver à comprendre véritablement la démocratie bourgeoise en Russie.

Et par l'experte analyse de Kautsky, au lieu d'un vieux poncif, on voit se dessiner les traits *pris sur le vif* des forces sociales en Russie : la petite bourgeoisie urbaine ; la classe des propriétaires fonciers, qui sont libéraux pour un vil sou, mais qui soutiennent la contre-révolution des Cent-Noirs pour un rouble ; les capitalistes, qui craignent le prolétariat comme le feu ; et, enfin, les paysans.

La question nébuleuse de l'attitude à adopter à l'égard de la « démocratie bourgeoise » (du type français de 1840 ?) ne se pose plus. Le nuage a été dissipé. C'est pourtant lui qui dans l'idée de nos Prokopovitch, nos Kouskova, nos Izgoev, nos Strouvé et autres libéraux, devait empêcher le peuple de voir clair et Plékhanov a fait leur jeu. Dissipant la brume des vieux poncifs, une analyse véritablement marxiste nous a montré les rapports tout à fait particuliers dans le démocratisme des différentes couches et des divers éléments de la bourgeoisie russe.

A l'aide de cette analyse, Kautsky définit le rapport particulier qui existe entre le libéralisme russe et l'esprit révolutionnaire des paysans ; rapport que dissimulent sciemment les cadets et que bien des social-démocrates sont assez aveugles pour ne pas apercevoir ! « Plus le paysan devient révolutionnaire, et plus le gros propriétaire devient réactionnaire, cessant toujours davantage d'être ce qu'il était jadis, la colonne du libéralisme. *Et les partis libéraux n'en deviennent que plus instables ! Les professeurs et les avocats libéraux* des villes s'en vont de plus en plus *à droite* pour ne pas perdre définitivement le contact avec leur ancien appui. » Ce processus « ne peut qu'accélérer la faillite du libéralisme ».

C'est seulement après avoir élucidé les causes profondes de cette *faillite du libéralisme*, déjà constatée dans la révolution russe d'aujourd'hui, que Kautsky entreprend de répondre directement aux questions de Plékhanov. Avant de dire s'il faut soutenir l'« opposition », il convient de pouvoir comprendre (explique Kautsky) sur quoi repose cette « opposition » (c'est-à-dire le libéralisme russe), quelle est sa nature de classe et quel rapport il y a entre le développement de la révolution et des classes révolutionnaires, d'une part, et la situation et les intérêts du libéralisme, d'autre

part. Kautsky analyse *cela* au premier chef et conclut *d'abord* à la faillite du libéralisme ; ensuite, *mais ensuite seulement*, il amène le lecteur à approfondir la question qui intéresse Plékhanov : faut-il soutenir l'opposition aux élections de la Douma ? Il n'est pas étonnant que Kautsky n'ait même pas eu besoin de répondre aux deux tiers des questions que lui posait Plékhanov...

En revanche, les réponses de Kautsky, si elles ne contentent pas Plékhanov, aideront la masse des social-démocrates russes à se faire des idées justes.

1. La révolution en Russie est-elle bourgeoise ou socialiste ?

Ce n'est pas ainsi qu'on doit poser la question, dit Kautsky. C'est périmé. La révolution russe, bien entendu, n'est pas socialiste. On ne saurait parler d'une dictature socialiste du prolétariat (de sa « suprématie absolue »). Mais cette révolution n'est pas non plus bourgeoise, car « *la bourgeoisie ne compte pas parmi les forces motrices du mouvement révolutionnaire contemporain en Russie.* » « Là où le prolétariat agit par lui-même, la bourgeoisie cesse d'être une classe révolutionnaire. »

Et Kautsky, avec une énergie qui dépasse de beaucoup l'ordinaire « manque de tact » des bolcheviks quand ils attaquent les libéraux, déclare que notre bourgeoisie a plus peur de la révolution que de la réaction ; que si elle déteste l'absolutisme, c'est qu'il a engendré la révolution; qu'elle réclame la liberté politique *pour mettre fin* à la révolution ! (Or, Plékhanov, dans ses questions, considérait naïvement comme identique la lutte menée par l'opposition contre l'ancien régime et la lutte menée contre les tentatives faites par le gouvernement pour écraser le mouvement révolutionnaire !)

Cette première réponse de Kautsky confirme de la manière la plus éclatante *tous les motifs essentiels* sur lesquels se base la tactique du bolchevisme. Depuis leurs journaux de Genève, *Vpériod* et *Prolétari*, en continuant par la brochure *Deux tactiques*, les bolcheviks ont *toujours* basé leur lutte contre le menchevisme sur ce motif que la droite de la social-démocratie dénature l'idée de « révolution bourgeoise ». Maintes et maintes fois nous avons dit, et nous avons démontré d'après les innombrables déclarations des menche-

viks, que si, par ce concept de « révolution bourgeoise », on entendait reconnaître à la bourgeoisie la suprématie et le rôle dirigeant dans la révolution russe, on ravalait bien bas le marxisme. La révolution bourgeoise, *malgré* l'instabilité de la bourgeoisie, *en paralysant* cette instabilité même : telle est la formule donnée par les bolcheviks à la tâche essentielle de la social-démocratie dans la révolution.

L'analyse de Kautsky nous donne satisfaction complète. Ce à quoi nous avons prétendu — défendre la position de la social-démocratie révolutionnaire contre l'opportunisme, sans pour autant constituer une tendance « particulière » du bolchevisme — est entièrement confirmé par Kautsky, et cette confirmation a d'autant plus de valeur qu'elle provient d'un exposé du *fond de l'affaire*, et non pas d'une « approbation » décernée par un « général » à telle ou telle fraction.

2. Kautsky estime « *très possible* » que, « *dans le cours de la révolution, la victoire revienne au parti social-démocrate* » ; bien plus, il déclare que c'est une obligation pour les social-démocrates « *d'inspirer à leurs partisans la foi en la victoire*, car on ne peut combattre avec des chances de succès, si, d'avance, on renonce à la victoire ».

Cette conclusion de Kautsky est une seconde confirmation magistrale de la tactique du bolchevisme. Quiconque connaît tant soit peu les écrits des deux tendances dans la social-démocratie doit savoir que les mencheviks *ont tout fait* pour contester la possibilité et même l'utilité rationnelle d'une victoire de la social-démocratie dans la révolution russe actuelle. Les mencheviks, dès leur conférence du printemps de 1905 (à laquelle participèrent, entre autres, Plékhanov et Axelrod), avaient adopté une résolution déclarant que le Parti social-démocrate *ne devait pas* chercher à conquérir le pouvoir. Et depuis lors, l'idée que les social-démocrates ne doivent pas essayer de *vaincre* dans la révolution bourgeoise marque d'un trait *rouge* (ou bien noir ?) *tous* les écrits et *toute la politique* du menchevisme.

Cette politique est de l'opportunisme. La *victoire* de la social-démocratie dans la révolution russe actuelle est *très possible*. Nous avons le devoir d'inspirer confiance en *cette* victoire à tous les partisans du parti ouvrier. On ne peut

combattre efficacement, si l'on renonce d'avance à la victoire.

Ces vérités simples et claires, que les sophismes et la scolastique de Plékhanov ont ternies, doivent être méditées et assimilées par tout notre Parti.

3. Si l'on pense que « toutes les classes et tous les partis qui aspirent à la liberté politique doivent, bonnement et simplement, agir en commun pour la conquérir », c'est que « *l'on n'a en vue que l'aspect politique le plus superficiel de ce qui s'accomplit* ».

C'est là une troisième confirmation du bolchevisme. Il ne convient pas, en observant que les cadets « combattent à leur manière pour la liberté », d'en conclure à la nécessité d'une action commune avec eux. L'alphabet du marxisme nous le dit, qui n'a été terni que pour un temps par Plékhanov, Axelrod et leurs admirateurs.

4. Quelle est donc la classe qui peut aider le prolétariat social-démocrate à vaincre dans la révolution actuelle, qui peut le soutenir et déterminer les limites des transformations immédiatement réalisables ? Cette classe, c'est, selon Kautsky, la *classe paysanne*. En elle *seule* on trouve « *une solide communauté d'intérêts économiques* » « pour *tout* le temps de la révolution ». « La communauté des intérêts du prolétariat industriel et de la classe paysanne constitue la force révolutionnaire de la social-démocratie russe et rend possible sa victoire ; mais cette communauté même détermine les limites de l'utilisation possible de cette victoire. »

Autrement dit, il s'agit non d'une dictature socialiste du prolétariat, mais bien d'une dictature démocratique du prolétariat et de la classe paysanne. En d'autres termes, Kautsky a formulé une thèse qui depuis longtemps est essentielle à toute la tactique des social-démocrates révolutionnaires et qui les distingue aussi bien des opportunistes que des « enthousiastes » . Une victoire effective et complète de la révolution ne peut être qu'une dictature, disait Marx[159], qui certainement pensait à la dictature (c'est-à-dire un pouvoir, que rien ne limite) de la masse sur un groupe insignifiant, et non pas à l'inverse. Mais, bien entendu, ce qui nous importe, ce n'est pas la ou les formules que les bolcheviks ont pu donner de leur tactique, c'est son *essence* même, *intégralement* confirmée par Kautsky.

Quiconque veut se représenter en marxiste, et non pas à la manière des cadets, le rôle du prolétariat dans notre révolution, quel est son « allié » possible et indispensable, doit en venir aux idées de la social-démocratie révolutionnaire et non de la social-démocratie opportuniste, pour ce qui est des bases de la tactique prolétarienne.

Ecrit le 10 (23) décembre 1906.
Publié le 20 décembre 1906
dans le n° 10 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

À PROPOS D'UN ARTICLE PUBLIÉ DANS L'ORGANE DU BUND

Notre journal, se trouvant dans la situation d'une entreprise illégale, n'a pas la possibilité de suivre plus ou moins régulièrement ce qui paraît, en d'autres langues que le russe, dans les organes de la social-démocratie en Russie. Et pourtant, si la liaison n'est pas établie, étroite et constante, entre les social-démocrates de toutes les nationalités de notre pays, notre Parti ne peut devenir véritablement un parti pour toute la Russie.

C'est pourquoi nous prions instamment tous les camarades qui savent le letton, le finnois, le polonais, le yiddish, l'arménien, le géorgien et d'autres langues et qui reçoivent les journaux social-démocrates rédigés dans ces langues, de nous aider à renseigner les lecteurs russes sur le mouvement social-démocrate et sur la tactique envisagée par ceux de nos camarades qui ne sont pas russes. On pourra nous aider en nous envoyant des comptes rendus de la littérature social-démocrate sur des questions déterminées (comme les articles que le *Prolétari* a publiés au sujet de la polémique entre la social-démocratie polonaise et le P.S.P. (Parti socialiste polonais), et au sujet de l'opinion des Lettons sur la guerre de partisans). En outre, on pourra nous envoyer des traductions d'articles ou de passages particulièrement intéressants, extraits de tel ou tel article.

Récemment, un camarade nous envoyait la traduction d'un article intitulé : « La plate-forme de la campagne électorale », signé M. et paru dans le numéro 208 (du 16 no-

vembre), de l'organe du Bund, *Volkszeitung* *. Nous n'avons pas de données qui nous permettent de juger à quel point cet article exprime l'opinion de l'ensemble de la rédaction. Mais, en tout cas, il reflète certains courants parmi les social-démocrates juifs. Et pour les social-démocrates russes, qui sont habitués à traiter la question uniquement du point de vue des bolcheviks ou des mencheviks, il est indispensable de connaître ces courants. Voici la traduction de cet article :

« L'énergie et l'influence que notre parti peut déployer aux élections dépendent avant tout de la clarté et de la netteté de notre position et de nos mots d'ordre. Nous nous trouvons en présence d'importantes questions politiques et sociales, et notre tâche est de poser ces questions si clairement et si nettement qu'il n'y ait qu'une seule et même réponse possible et que ce soit une réponse bien à nous. Si notre position n'est pas suffisamment définie, aucun perfectionnement dans l'appareil d'organisation ne nous tirera d'affaire. La signification de la plate-forme dans la campagne électorale est entièrement déterminée par la clarté de notre position.

« Le VIIe congrès du Bund a fixé dans les lignes générales notre tactique. Cette tactique consiste en ce qui suit : la dissolution de la Douma a clairement montré aux larges couches de la population qu'il n'y a aucune possibilité d'obtenir par des moyens pacifiques la terre et la liberté et que l'unique issue est dans une insurrection armée. Cela ne signifie nullement que les élections pour la nouvelle Douma modifient la tactique révolutionnaire la transformant en une tactique constitutionnelle et pacifique ; car, au moment où ces élections ont lieu, on a *conscience de la nécessité* d'une tactique révolutionnaire. L'électeur demandera donc à son représentant de transformer la Douma en un organe révolutionnaire des masses populaires. Notre tâche, aux élections, est d'expliquer aux électeurs cette situation qui exige que les élections mêmes deviennent un terrain de lutte pour la mobilisation des masses populaires révolutionnaires.

« Pendant les sessions de la Douma, et plus encore depuis sa dissolution, le pays a fait un grand pas en avant dans le développement de sa conscience politique, grâce à quoi les partis révolutionnaires comptent à présent sur un succès aux élections. Aux premières élections, l'électeur petit-bourgeois votait pour le cadet, exprimant ainsi son ardente protestation contre la sauvagerie des actes gouvernementaux. L'électeur ne s'était pas encore défait de ses illusions constitutionnelles et il croyait ferme que les cadets lui obtiendraient la terre et la liberté. La tactique de la Douma a détruit de pareilles illusions et a persuadé l'électeur du fait que la terre et la liberté ne seraient obtenues que par la lutte, et non point par des moyens pacifiques.

* Journal du peuple. (*N.R.*)

Alors l'électeur s'est demandé comment il devait lutter et qui était capable de cette lutte : fallait-il compter sur les cadets et sur leur parlementarisme de diplomates, sur l'arme qu'ils employaient dans le meilleur des cas, la « résistance passive », ou bien sur les partis révolutionnaires et sur leur tactique de combat ? Il est clair que, lorsque les électeurs se demandent comment obtenir la vraie liberté, ils reconnaissent que, pour cette lutte, les seuls capables sont les partis révolutionnaires, et nullement les partis constitutionnels.

« Les cadets ont compris cela et ils font des pieds et des mains pour rejeter tous les enseignements que la vie leur a apportés ; ils essaient d'affaiblir les progrès de la conscience politique du pays, de la ramener à ce qu'elle était à la veille des premières élections. « N'avancez plus ! » s'écrient-ils. « Oubliez toutes les leçons que vous a données l'histoire ! La tâche qui s'impose aux nouvelles élections est de nous restituer la situation politique dans laquelle a travaillé la 1re Douma. Le peuple doit envoyer à la Douma ceux qui en furent la majorité, et ainsi il créera une situation politique pareille à celle de la période où l'on considérait un ministère responsable, recruté dans la majorité de la Douma, comme la seule issue possible... » (Voir le n°189 de la *Retch*). « Si la Russie, déclare la *Retch* dans son n°196, a besoin d'une véritable Constitution et d'une véritable représentation populaire, le peuple enverra à la Douma des représentants qui répéteront ce que la Ire Douma avait exprimé dans sa réponse au discours du Trône et qui entreprendront de faire ce que l'on n'a pas permis de réaliser à la 1re Douma. » Malgré soi, on en vient à se demander ce qui arrivera si la IIe Douma n'a pas non plus la « permission » de faire ce que comptait réaliser la première. Les cadets nous répondent que « le gouvernement devra céder devant la volonté ferme, pacifique et légalement exprimée des électeurs » (*Retch*, n°195). Les cadets comprennent parfaitement que toute leur force réside dans les illusions constitutionnelles, et c'est pourquoi ils font tout pour inculquer aux électeurs l'opinion qui dominait à la veille des premières élections, pour leur donner foi en la toute-puissance d'une « volonté ferme, pacifique et légalement exprimée ». Ce qui fait la force des partis révolutionnaires, ce n'est pas cette foi des électeurs ; c'est, au contraire, leur méfiance en cette toute-puissance et leur nette compréhension de la nécessité de la lutte révolutionnaire.

« Par conséquent, notre tâche à l'égard de l'électeur est de lui poser, sous la forme la plus catégorique, cette question : Désire-t-il que la majorité de la prochaine Douma soit celle d'autrefois, avec sa molle tactique qui ne pouvait rien obtenir ? Désire-t-il que la prochaine Douma se borne à « répéter » ce que disait la première ? Ou bien cette nouvelle Douma, au lieu de se limiter à de vaines phrases, doit-elle adopter des moyens de lutte plus efficaces ? La nouvelle Douma doit-elle « conduire à la situation politique » de juin et juillet, qui ne donna aucun résultat, ou bien doit-elle faire un pas en avant dans la voie de la véritable victoire du peuple ?

« Cette question doit être notre plate-forme dans la lutte électorale. Il est indispensable de créer autour du parti cadet une atmosphère de méfiance aussi dense que possible, à l'égard de sa capacité d'obtenir la terre et la liberté ; il est indispensable de critiquer éner-

giquement, impitoyablement le moyen de lutte qu'il a imaginé à Helsingfors, la résistance passive, et de révéler au peuple toute l'impuissance, toute l'inconsistance de ses méthodes de lutte.

« C'est seulement à cette condition que la période de la IIe Douma marquera un progrès sur la période de la première. »

En lisant de près cet article, nous y trouvons le reflet assez exact des idées que la délégation du Bund avait soutenues à la dernière conférence de Russie du P.O.S.D.R. On sait que cette délégation, d'une part, avait voté avec les mencheviks, pour l'acceptation des blocs avec les cadets et que, d'autre part, avec les bolcheviks, elle avait demandé une modification radicale du « Projet de plate-forme électorale » établi par le C.C. (qu'on y ajoutât le mot d'ordre de la République, qu'on indiquât la nécessité de l'insurrection, qu'on donnât une caractéristique précise des différents partis ; un amendement ayant pour effet d'expliquer plus nettement le caractère de classe du parti social-démocrate, etc. ; il n'y a qu'à voir la résolution de la conférence sur les « amendements » à la plate-forme, dans le n° 8 du *Prolétari*[160]).

L'article du camarade M. que nous venons de citer *semble* écrit par un bolchevik, précisément parce que nous ne trouvons ici que la main gauche du Bund, tandis que la droite se cache sous des articles qui défendent les blocs avec les cadets.

En tout cas, les camarades du Bund regardent les blocs avec les cadets autrement qu'en mencheviks. Leur exemple justifie le dicton : *Si duo faciunt idem, non est idem* (Si deux hommes font la même chose, ce n'est déjà plus la même chose). Entre les deux, il y a une certaine différence, et il est impossible que cette différence ne se manifeste pas dans leur manière « de faire la même chose », dans leurs procédés, dans le résultat obtenu, etc. Les blocs avec les cadets, pour les mencheviks, ne sont pas ce que les bundistes entendent par des blocs avec les cadets. Pour les mencheviks, les blocs avec les cadets rentrent fort bien dans leur tactique générale ; il n'en est pas de même pour les bundistes. Et c'est pourquoi des articles comme celui que nous venons de reproduire découvrent fort nettement le manque d'esprit de suite et de consistance des bundistes, qui hier appliquaient le boycottage, qui aujourd'hui cher-

chent à justifier le boycottage encore de la Douma de Witte et qui, en même temps, admettent qu'on puisse tolérer les blocs avec les cadets. Chez les mencheviks, les accords avec les cadets apparaissent tout naturellement et sans réticence comme des blocs idéologiques. Chez les bundistes, on veut en faire seulement des blocs « techniques ».

Mais la politique a sa logique objective, indépendamment des desseins et prévisions de tels ou tels individus ou partis. Le bundiste suppose que le bloc sera seulement technique ; or, les forces politiques de tout le pays en disposent autrement, elles en font un bloc idéologique. Il est à peine nécessaire de le démontrer, quand nous avons vu les transports d'enthousiasme des cadets devant la décision menchevique de la conférence, quand nous avons lu la fameuse lettre de Plékhanov, dans le *Tovarichtch*, véritable sacrifice dans l'esprit d'Erostrate, sur une Douma « investie de tout le pouvoir ».

Méditez un peu cette affirmation de l'auteur de l'article : « Les cadets comprennent parfaitement que toute leur force réside dans les illusions constitutionnelles, et c'est pourquoi ils font tout pour inculquer aux électeurs » ces illusions.

« La force des cadets réside dans les illusions constitutionnelles »... Est-ce exact et qu'est-ce que cela signifie à proprement parler ? Si ce n'est pas exact, si la force des cadets vient de ce qu'ils sont des représentants éminents de la démocratie bourgeoise dans la révolution bourgeoise en Russie, il faut admettre que la tactique générale du menchevisme, ou de l'aile droite de la social-démocratie, est juste. Mais s'il est vrai que la force des cadets réside en autre chose que dans la démocratie bourgeoise, si elle est toute dans les *illusions* du peuple, c'est la tactique générale du bolchevisme, ou de l'aile gauche de la social-démocratie, qui est la bonne.

Dans une révolution bourgeoise, un social-démocrate ne peut se dispenser de soutenir la démocratie bourgeoise : telle est la thèse fondamentale de Plékhanov et de ses affidés ; et conformément à cette thèse, ils concluent *directement* et *immédiatement* qu'il faut soutenir les cadets. Mais nous, nous disons : si la prémisse est juste, la conclusion ne vaut absolument rien ; car il convient encore de recher-

cher quels partis ou tendances expriment en ce moment une *force vraiment capable de lutte* dans la démocratie bourgeoise. Et les cadets, et les troudoviks, et les socialistes-révolutionnaires, tout cela, c'est de la « démocratie bourgeoise » du point de vue marxiste, c'est-à-dire d'après la seule analyse qui soit vraiment scientifique. La « force » des cadets n'est pas la force combative de la masse populaire bourgeoise (paysans, petite bourgeoisie des villes) ; elle n'est pas la force économique et financière de la classe des propriétaires fonciers (Cent-Noirs) et de la classe des capitalistes (octobristes) : cette « force » est celle des intellectuels bourgeois qui ne constituent pas une classe économiquement *indépendante* et qui, par conséquent, ne représentent pas non plus une force politique *indépendante* ; c'est donc une « force » *usurpée*, qui dépend de l'influence des intellectuels bourgeois sur d'autres classes, dans la mesure où celles-ci ne sont pas encore parvenues à se faire une claire idéologie politique de leur cru, dans la mesure où celles-ci se soumettent à la direction idéologique des intellectuels bourgeois ; c'est avant tout la « force » *d'opinions erronées* sur l'essence de la démocratie et sur les moyens de lutte à adopter pour la réaliser, opinions qui, dans la masse populaire bourgeoise, sont répandues et cultivées par les intellectuels bourgeois.

Si l'on nie cela, c'est qu'avec une naïveté puérile on se laisse séduire par ces mots sonores : « parti de la liberté du peuple », et que l'on ferme les yeux sur des faits de notoriété publique, sur ceci que les cadets n'ont pour eux ni la masse ni les éléments de la propriété foncière et du capitalisme dont la valeur est décisive.

Quand on a reconnu cela, on reconnaît aussi que la *tâche immédiate* du parti ouvrier est de combattre l'influence exercée par les cadets sur le peuple ; et reconnaître la nécessité de cette lutte, cela ne signifie pas du tout que nous rêvions d'une révolution bourgeoise sans démocratie bourgeoise (absurdité que nous imputent les social-démocrates de l'aile droite) ; nous voulons cette lutte parce que les cadets *empêchent* la démocratie bourgeoise de se développer et de manifester sa *force véritable*.

Le parti cadet comprend une minorité de propriétaires fonciers (la grande masse des propriétaires se compose de

Cent-Noirs), une minorité de capitalistes (ceux-ci, en majorité, étant octobristes) et une majorité, la masse des intellectuels bourgeois. De là la séduction exercée sur les nourrissons politiques et sur les vieillards retombés en enfance par ces manœuvres brillantes des cadets, le bruit et le fracas qu'ils font, la proclamation de victoires de peu de valeur ; de là leur prédominance dans les journaux libéraux, dans la science bourgeoise, etc. Et de là tout le *factice* de ce parti qui pervertit le peuple en prêchant traîtreusement un accord avec la monarchie, sans toutefois avoir la moindre force pour obtenir en réalité un accord quelconque.

Les cadets ne constituent pas la démocratie bourgeoise ; ils sont l'incarnation même de la bourgeoisie trahissant la démocratie, de même que, par exemple, en France, les radicaux-socialistes ou en Allemagne, les social-libéraux ne sont pas des intellectuels socialistes, mais représentent la trahison même du socialisme par les intellectuels. C'est pourquoi, si l'on veut soutenir la démocratie bourgeoise, on doit dénoncer tout le factice du quasi-démocratisme des cadets.

C'est pourquoi les gens de Plékhanov font le plus grand mal à la révolution et à la cause de la classe ouvrière, en nous criant inlassablement qu'il faut combattre la réaction, mais non pas les cadets !

Chers camarades, toute votre insuffisance est de ne pas comprendre le *sens* de notre lutte contre les cadets. Sur quoi porte cette lutte et quel en est le fond ? Combattons-nous les cadets parce qu'ils sont des bourgeois ? Non, bien entendu. Nous les combattons parce que ce sont des bavards qui font de belles phrases creuses sur la démocratie et qui trahissent la démocratie militante.

Maintenant, nous demanderons-nous, les cadets ont-ils de l'influence sur la masse populaire, sur la masse de la démocratie bourgeoise ? Certes, et leur influence est très large, ils ont des quantités de journaux et d'autres moyens. Et alors, considérez ceci : peut-on appeler la masse démocratique bourgeoise à combattre la réaction *si l'on ne dénonce pas* les actuels leaders idéologiques de cette masse *qui nuisent* à la cause de la démocratie bourgeoise ? Cela ne se peut pas, chers camarades.

Combattre la réaction, c'est, d'abord et avant tout, arracher les masses à l'influence idéologique de la réaction. Mais la force et la vitalité de cette influence résident en tout autre chose que dans l'idéologie des Cent-Noirs : *elles viennent précisément de l'influence des cadets.* Cela n'est pas un paradoxe. Le Cent-Noir est ouvertement et brutalement un ennemi, il est capable d'incendier, d'assassiner, de saccager, mais il ne parviendra pas à convaincre même le moujik le plus ignare. Tandis que le cadet *persuade* fort bien, il persuade le moujik comme le petit bourgeois ; et de quoi les persuade-t-il ? De ceci : que le monarque n'est pas responsable, que l'on peut parvenir par des moyens pacifiques à la liberté (c'est-à-dire en laissant subsister la monarchie), que l'indemnité de rachat, manigancée par les propriétaires, est le mode de remise de la terre le plus avantageux pour les paysans, etc., etc.

On ne parviendra pas à convaincre de la nécessité d'une lutte sérieuse le moujik naïf ni le petit bourgeois simplet si l'on ne détruit l'influence exercée sur eux par les belles phrases, par l'idéologie des cadets. Et celui qui dit qu'il faut « combattre la réaction, *mais non pas* les cadets », celui-là ne comprend pas les tâches *idéologiques* de notre lutte, celui-là, au lieu de chercher à persuader les masses, réduit notre action à de simples gestes matériels, il ne comprend la lutte que dans le sens le plus vulgaire : « tapons » sur la réaction, mais inutile de « taper » sur les cadets.

Bien entendu, quand nous combattrons les armes à la main, ce n'est pas sur les cadets, ni même sur les octobristes, que nous taperons mais *seulement* sur le gouvernement et ses serviteurs immédiats ; et lorsque nous les aurons vraiment battus, le cadet, pourvu qu'on le paye, fera du zèle en faveur de la démocratie républicaine, de même qu'actuellement il s'évertue en faveur d'une monarchie démocratique (il y va du traitement du professeur et des honoraires de l'avocat). Mais, pour battre véritablement la réaction, il faut affranchir les masses de l'influence idéologique des cadets, qui présentent sous un faux jour au peuple les problèmes et la nature de la lutte à mener contre la réaction.

Revenons aux bundistes. Ne voient-ils pas que les blocs « techniques » avec les cadets, qu'*ils* admettent, *sont déjà devenus*, en fait, un puissant instrument, fortifiant dans les masses la confiance à l'égard des cadets (au lieu de créer une atmosphère de méfiance) ? Il faut être aveugle pour ne pas le voir. Le bloc idéologique de tous les social-démocrates mencheviks, dont les bundistes, avec les cadets est un fait, et des articles comme celui du camarade M. sont peut-être excellents, mais ce sont d'innocentes, de platoniques rêveries.

« Prolétari » n° 10, 20 décembre 1906

Conforme au texte du journal

COMMENT LE GOUVERNEMENT A FALSIFIÉ LA DOUMA. LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Le gouvernement tsariste continue opiniâtrement son « travail » de falsification de la Douma. Prévenant les trop confiants citoyens de Russie qui se laissaient aller à des illusions constitutionnelles, nous écrivions, dès avant le moment où cette besogne de contre-facteurs a commencé (*Prolétari* n° 5, 30 septembre 1906) qu'un nouveau coup d'Etat se préparait, à savoir que la loi électorale du 11 décembre 1905 serait modifiée juste *avant* les élections à la IIe Douma. « Il est certain, écrivions-nous, que le gouvernement étudie de très près » la question de savoir « s'il maintiendra la loi électorale actuelle » *.

Oui, le gouvernement du tsar a étudié, étudie encore, et peut-être a-t-il déjà étudié à fond cette question. Il a préféré modifier la loi électorale au moyen d'instructions sénatoriales [161]. A présent, il cherche, par de nouveaux moyens, à restreindre la liberté d'agitation (s'il est possible de restreindre *encore* la liberté en Russie) et à truquer les élections. Ces jours-ci, une *instruction* a été publiée qui interdit de délivrer des bulletins de liste aux partis non légalisés [162]. L'interdiction des journaux, de plus en plus, nous ramène à des méthodes de cour martiale. Les arrestations se multiplient. Des perquisitions, des rafles ont lieu ; il est clair que l'on veut se procurer les noms

* Voir le présent tome, pp. 210-211. (*N.R.*)

des grands électeurs et des électeurs influents, pour « éliminer » les uns et les autres. En un mot, disent nos facétieux compatriotes, la campagne électorale bat son plein.

Jusqu'où ira le gouvernement dans son trucage de la Douma par des mesures de cour martiale, nul ne saurait le dire. Pourquoi n'arrêterait-il pas les grands électeurs le jour des élections et même *après les élections* ? La loi — ce mot idiot existe encore en Russie ! — parle de l'inviolabilité des députés, mais elle ne dit pas que les grands électeurs soient inviolables. Dès la campagne pour la Ire Douma, notre presse avait fait cette observation. On dit qu'alors « Witte avait commis une bourde » ; c'est ainsi que pense la bande réactionnaire du tsar ; en réalité, le gouvernement était encore trop faible, au lendemain de l'insurrection de décembre, pour attaquer la deuxième ligne de retranchements de la révolution. Mais à présent, la contre-révolution a regroupé ses forces et elle agit tout à fait comme il convient de son point de vue en brisant la Constitution (à laquelle n'ont pu croire que les naïfs cadets). Les gens de la réaction ne sont pas du même acabit que les Balalaïkine [163] du libéralisme. Ce sont des hommes d'action. Ils voient et savent par expérience que la plus minime liberté en Russie mène fatalement à une montée de la révolution. C'est pourquoi ils sont *forcés* de nous ramener de plus en plus en arrière, de démanteler de plus en plus la Constitution d'octobre, de serrer et de boucher de plus en plus la soupape politique qui s'était légèrement entrouverte.

Il faut avoir l'infinie balourdise d'un cadet ou d'un intellectuel progressiste sans-parti pour pousser les hauts cris à ce sujet, pour se plaindre de la démence du gouvernement, pour l'exhorter à prendre la voie constitutionnelle. Le gouvernement *ne peut agir autrement*, puisqu'il défend le pouvoir du tsar et les terres des propriétaires contre une poussée d'en bas, cachée pour le moment, contenue, mais non pas détruite. Et nous dirons à ce gouvernement : allez-y donc ! serrez plus fort la vis, bouchez soigneusement les soupapes. Tant que vous avez laissé passer de l'air dans le foyer, la chaleur a monté. Quand vous aurez tout fermé hermétiquement, il se produira une explosion, celle que justement nous souhaitons le plus. Notre tâche à nous est

d'utiliser le plus largement possible devant les masses l'excellente agitation que fait pour nous Stolypine, les excellentes instructions de celui-ci, concernant la « nature de la Constitution ».

Mais c'est ici justement qu'apparaît l'abîme qui sépare la tactique de la bourgeoisie monarchiste libérale de la tactique du prolétariat socialiste. La social-démocratie prêche la lutte, elle explique au peuple, en utilisant tous les enseignements de l'histoire, que la lutte est inévitable, elle s'y prépare et elle répond à une réaction renforcée par une plus active agitation révolutionnaire. Les libéraux ne peuvent prêcher la lutte ; ils en ont peur. A une réaction renforcée, ils répondent par des lamentations sur la Constitution, qui pervertissent la conscience populaire, et ils se montrent plus opportunistes que jamais. Les libéraux agissent comme nous l'a dépeint si justement, si vivement, le troudovik Sédelnikov, au meeting qui a eu lieu le 9 mai dans la maison de Panina. Quand on insulte un libéral, il s'écrie : Dieu merci, ils ne m'ont pas frappé ! Quand on le frappe, il remercie encore la Providence de n'avoir pas été tué. Et quand on le tue, il remercie le Ciel d'avoir délivré son âme immortelle d'une dépouille périssable.

Lorsque la bande réactionnaire de Stolypine a crié : « Couché » ! aux cadets, et a ouvert une campagne contre leur esprit révolutionnaire, les cadets se sont mis à geindre : ce n'est pas vrai, nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous sommes des gens bien intentionnés ! A bas le Manifeste de Vyborg ! A bas les blocs avec les gauches ! A bas le mot d'ordre d'une « Douma investie de tout le pouvoir », lancé par l'homme le plus à droite dans la droite de la social-démocratie, par Plékhanov ! A bas les nocives illusions révolutionnaires ! Nous allons à la Douma pour légiférer ! Quand la bande des Cent-Noirs a déclaré que les cadets, n'étant pas un parti légal, ne recevraient pas de bulletins de liste, les cadets se sont lamentés : cela « changeait toute la question des accords » (voir l'éditorial de la *Retch* du 13 décembre) ! Cela « augmentait l'importance du seul parti d'opposition légalisé, celui de la rénovation pacifique » ! « S'il y a des accords, il faut prendre cela en considération » ! Mais lorsqu'un délégué cadet qui aura réussi à se glisser à plat ventre dans une liste des rénovateurs

pacifiques sera conduit au violon, les cadets remercieront Dieu qu'on ne nous ait pas tout à fait ôté la Constitution. Le seul parti qui ne représente aucun danger est celui des octobristes, diront alors nos chevaliers du droit, et n'avons-nous pas toujours déclaré que nous nous tenons sur le terrain du manifeste du 17 octobre ?

Que pensent de tout cela les camarades mencheviks ? Ne faut-il pas se hâter de convoquer une nouvelle conférence du Parti et de déclarer qu'on admettra des accords avec les rénovateurs pacifiques, voire avec les octobristes ? Car enfin, ces derniers aussi veulent d'une « demi-liberté » comme le déclarait aujourd'hui même (14 décembre), tout confus, Plékhanov dans le journal des ex-social-démocrates.

Ce n'est pas par hasard que la question des rénovateurs pacifiques a été remise sur le tapis chez les cadets. Elle avait été posée auparavant, avant les instructions concernant les bulletins de liste. Et même, certains cadets de gauche du *Tovarichtch* (que des farceurs appellent des « quasi-socialistes ») dès le 5 décembre, dans leur journal, rattachaient aux partis progressistes celui de la rénovation pacifique, estimant ainsi qu'il existe six partis progressistes (cadets, social-démocrates, socialistes-révolutionnaires, socialistes-populistes, le parti de la réforme démocratique et celui de la rénovation pacifique). Dans le même numéro du *Tovarichtch*, les ex-social-démocrates déversèrent leur redoutable colère sur une affiche où nous expliquions qu'il y a trois partis *principaux*, et que nous donnions en supplément au n° 8 du *Prolétari* *. C'est de la « mauvaise foi politique », clamaient les amis de Plékhanov, que de prétendre rattacher un Heiden aux Cent-Noirs !

Nous sommes très heureux d'avoir contraint les renégats de la social-démocratie à défendre un octobriste d'hier, qui, après la dissolution de la Douma, protestait contre le Manifeste de Vyborg, et parlait d'un ministère à constituer avec Stolypine.

Mais, pour le défendre, il faudrait vous y prendre un peu mieux, messieurs les collaborateurs de Plékhanov ! Tout le monde sait qu'aux premières élections, les octobristes (dont Heiden et Chipov) avaient fait bloc avec les

* Voir le présent tome, pp. 336-342. (*N.R.*)

Cent-Noirs. Vous êtes tout disposés à l'oublier parce que le parti a changé de nom ? Mais, à la même page 4 du *Tovarichtch*, du 5 décembre, nous lisons que dans l'Union du 17 octobre, il existe un courant tendant à un accord avec le parti de la rénovation pacifique, et que ce courant prédomine même dans la section pétersbourgeoise de l'Union. Or, un peu plus bas, on nous apprend que « la direction principale de l'union du peuple russe » admet un bloc avec les octobristes ; et c'est pourquoi le *Tovarichtch* se refuse à considérer les octobristes comme des partisans de la Constitution.

Excellent, n'est-ce pas ? Nous refusons, nous disent ces gens, de considérer les octobristes comme des partisans de la Constitution parce que les Cent-Noirs acceptent de faire bloc avec eux. Mais nous disons des adeptes du parti de la rénovation pacifique que ce sont des progressistes, bien que les octobristes acceptent de faire bloc avec eux.

O très sages goujons de notre fameuse « intelligentsia » progressiste !

Que des radicaux intellectuels défendent les partisans de la rénovation pacifique, que l'organe central du parti cadet se tourne vers eux dès que l'instruction sur les bulletins de liste a été lancée, ce sont là des exemples typiques de la tactique libérale. Quand le gouvernement oblique à droite d'un seul pas, ils en font deux dans la même direction ! Et les voilà qui se retrouvent dans la légalité, toujours aussi pacifiques, tout pleins de tact et de loyalisme, tout disposés à s'adapter, même à défaut de bulletins de liste, tout disposés à commettre les dernières lâchetés [164]!

La bourgeoisie libérale croit voir en cela une politique réaliste. Elle est fière de ce réalisme rampant (comme l'a si bien dit un social-démocrate), elle considère que c'est le comble du tact en politique, la meilleure et la plus sage tactique en diplomatie. En réalité, ce n'est pas seulement la tactique la plus sotte et la plus traîtresse, mais c'est la tactique parfaitement stérile par laquelle les cadets allemands, depuis ces bavards de Francfort jusqu'aux national-libéraux [165] qui rampaient devant Bismarck, ont fortifié, pour plus d'un demi-siècle après la révolution bourgeoise, le pouvoir d'Etat détenu par les *junkers* (les propriétaires réactionnaires, les Dorrer, les Bulatzel, autrement

dit les Pourichkévitch allemands) et par un « absolutisme militariste, costumé d'un uniforme parlementaire [166]. »

Il serait temps de comprendre, pour nos mencheviks qui se laissent séduire par cette politique des cadets et qui l'empruntent, que la seule politique réaliste, dans le bon sens du mot, non dans le sens trivial, est celle du marxisme révolutionnaire. Aux finasseries et aux manèges de la réaction il faut répliquer autrement qu'en obliquant vers la droite ; il faut pousser en profondeur et en largeur notre propagande révolutionnaire dans les masses prolétariennes, il faut développer l'esprit révolutionnaire de lutte de classe et nos organisations de classe révolutionnaires. C'est ainsi, et ainsi seulement, que vous renforcerez les seuls militants capables d'agir contre la réaction, quelles que soient ses finasseries, quels que soient ses manèges. Mais, lorsque le gouvernement nous joue des tours, et qu'alors vous modifiez votre tactique, l'orientant vers la droite, vous fractionnez et affaiblissez la seule force qui soit capable de lutte, la force des classes révolutionnaires ; vous encrassez leur conscience révolutionnaire avec tout le clinquant de vos « manœuvres » de politiciens.

Au début, les mencheviks se prononçaient contre les accords avec les cadets. Martov les condamnait. I. Larine les repoussait avec indignation. Nik. I-ski, lui-même, ne les approuvait pas. Sous l'influence des instructions sénatoriales (de nos deux sénats réactionnaires, celui de Genève et celui de Pétersbourg), Martov et Cie ont obliqué vers la droite. Ils sont partisans des blocs avec les cadets, mais ils ne veulent pas aller plus à droite, Dieu les en garde ! Avec « les partis démocratiques d'opposition » (résolution de la conférence de Russie, adoptée par 18 voix contre 14, sur la proposition du C.C.), mais pas plus loin !

Mais voici que les cadets se tournent vers les partisans de la rénovation pacifique ! Alors, vous aussi, camarades mencheviks ? En réponse aux instructions sénatoriales, vous faisiez bloc avec les cadets ; quand on vous refuse les bulletins de liste, allez-vous faire bloc avec les gens de la rénovation pacifique ? Mais si le gouvernement arrête les grands électeurs, que ferez-vous encore ?

C'est un fait déjà établi que vous avez renoncé à une véritable propagande révolutionnaire dans les masses. Vous

ne combattez déjà plus les illusions de l'action pacifique et les cadets qui répandent ces illusions. Vous ne vous inquiétez que du péril réactionnaire. Mais vos « subtiles manœuvres », vos listes communes avec les cadets, reposent sur le sable. Vous affaiblissez le contenu réel du travail social-démocrate révolutionnaire dans les masses ; or, le profit de ces roueries de politiciens ne sera pas pour vous, peut-être même pas pour les cadets, peut-être même pas pour les gens de la rénovation pacifique : il sera pour les octobristes ! On vous fabrique une Douma de contrefaçon : vous répondez à cela en falsifiant la tactique de la social-démocratie révolutionnaire ; ce n'est pas ainsi que vous améliorerez la Douma ; ce n'est pas ainsi que vous consoliderez le socialisme et que vous ferez avancer la révolution.

La politique d'un praticisme pratique dépourvu de principes est la moins pratique de toutes.

A la préparation d'une Douma truquée, la classe ouvrière doit répondre non en atténuant, mais en renforçant son agitation révolutionnaire et en se séparant, dans sa campagne électorale, des cadets, qui sont de lamentables traîtres.

Ecrit le 14 (27) décembre 1906.
Publié le 20 décembre 1906 dans le n° 10 du «Prolétari»

Conforme au texte du journal

LA SITUATION POLITIQUE ET LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Depuis la dissolution de la Douma, le gouvernement n'a réussi à contenir l'indignation du pays qu'au moyen de la terreur militaire. Mesures renforcées et extraordinaires de sécurité, arrestations sans nombre, cours martiales, expéditions punitives, tout cela ne peut être appelé autrement qu'une terreur militaire.

Le gouvernement a éprouvé sa force en écrasant ainsi, par les armes, le mouvement émancipateur. Si nous avons assez de force, se disait-il, nous ne convoquerons pas la Douma, nous répondrons par la même occasion aux vœux de l'Union du peuple russe et d'autres partis cent-noirs « vrais russes ». Si la force dont nous disposons ne nous suffit pas, nous convoquerons encore une fois la Douma, nous essaierons de modifier la loi électorale, nous tâcherons de nous assurer une Douma de Cent-Noirs ou de dompter une Douma de cadets. C'est ainsi que raisonnait le gouvernement.

La force militaire destinée à écraser implacablement la révolution n'a suffi, jusqu'à présent du moins, qu'à ôter, malgré la loi, le droit de suffrage à des dizaines de milliers d'ouvriers, de cheminots, de paysans pauvres, et cela au moyen d'instructions sénatoriales. Les difficultés financières du gouvernement se sont considérablement aggravées. Pour l'instant, il ne réussit pas à se faire accorder un emprunt. Il est menacé d'une faillite inéluctable. Dans le pays, il ne peut s'appuyer sur aucun parti, il hésite entre les bandes de voyous (qui se disent vrais russes) et,

№ 1. ЕЖЕНЕДѢЛЬНИКЪ № 1.

ТЕРНІИ ТРУДА

24 декабря 1906 года.

КОНТОРА и РЕДАКЦІЯ: Николаевская ул., кв. 34.
Пріемъ по дѣламъ редакціи по средамъ и субботамъ отъ 3 до 5 час. дня.

Политическое положеніе и задачи рабочаго класса.

Послѣ разгона Думы правительство сдерживало возмущеніе страны только посредствомъ военнаго террора. Усиленныя и чрезвычайныя охраны, аресты безъ конца, военно-полевые суды, карательныя экспедиціи, все это, вмѣстѣ взятое, нельзя назвать иначе, какъ военнымъ терроромъ.

Правительство испытывало свою силу на этомъ военномъ подавленіи освободительнаго движенія. Хватитъ силы,—вовсе не созоветъ Думы, сразу удовлетворивъ желанія союза русскаго народа и тому подобныхъ «истинно-русскихъ» партій черносотенцевъ. Не хватитъ силы,—созоветъ еще разъ, попытается передѣлать избирательный законъ, попытается обезпечить черносотенную Думу или укротить кадетскую Думу. Такъ разсуждало правительство.

Военной силы безпощаднаго подавленія хватило до сихъ поръ по крайней мѣрѣ, только на то, чтобы посредствомъ сенатскихъ разъясненій отнять, вопреки закону, избирательное право у тысячъ и десятковъ тысячъ рабочихъ, ненимущихъ крестьянъ, желѣзнодорожниковъ. Финансовыя затрудненія правительства чрезвычайно усилились. Заёма пока не удается добыть. Грозитъ неминуемое банкротство. Внутри страны правительство не можетъ опереться ни на одну партію, колеблясь между шайками хулигановъ (истинно-русскіе люди) и октябристами. Вполнѣ сѣсться оно не могло даже и съ октябристами.

При такихъ условіяхъ начинается избирательная кампанія во вторую Думу. Обыватель запуганъ. Наконецъ удручающе повліяли военно-полевые суды. Онъ находится подъ впечатлѣніемъ правительственнаго хвастовства, что Дума будетъ послушной. Онъ поддается настроенію и готовъ простить всѣ ошибки кадетамъ, готовъ выбросить за бортъ все то, чему научила его первая Дума и голосовать за кадета, лишь бы не прошелъ черносотенецъ.

Со стороны обывателя такое поведеніе понятно. Обыватель никогда не руководится твердымъ міросозерцаніемъ, принципами цѣльной партійной тактики. Онъ всегда плыветъ по теченію, слѣпо отдаваясь настроенію. Онъ не можетъ разсуждать иначе, какъ противопоставляя черной сотнѣ самую скромную изъ оппозиціонныхъ партій. Онъ не въ состояніи самостоятельно обдумать опытъ первой Думы.

Но то, что естественно для обывателя, непростительно для партійнаго человѣка и совсѣмъ уже неприлично для соціалдемократа. Прислушайтесь, въ самомъ дѣлѣ, къ доводамъ тѣхъ соціалдемократовъ, которые зоветъ соціалистовъ рабочихъ *голосовать за кадетовъ* (все равно, за однихъ ли только кадетовъ тамъ, гдѣ соціалдемократы отказались вовсе выставлять своего кандидата, или за кадета вмѣстѣ съ соціалдемократомъ, гдѣ есть общій списокъ). Вмѣсто доводовъ вы услышите одинъ только припѣвъ, одинъ крикъ страха и отчаянія: какъ бы не прошли черносотенцы! голосуйте всѣ за кадетовъ! составляйте общіе списки съ кадетами!

Соціалдемократъ, членъ рабочей партіи, не можетъ опускаться до такой обывательщины. Онъ долженъ дать себѣ ясный отчетъ въ томъ, какія дѣйствительныя общественныя силы ведутъ борьбу, какое дѣйствительное значеніе имѣетъ Дума вообще и господствовавшая въ первой Думѣ партія кадетовъ въ особенности. Кто разсуждаетъ о современной политикѣ пролетаріата, не обдумавъ всѣхъ этихъ вопросовъ, тотъ никогда не можетъ прійти къ сколько-нибудь вѣрнымъ выводамъ.

За что идетъ теперь борьба въ Россіи? За свободу т. е. за власть народныхъ представителей въ государствѣ, а не стараго правительства. За землю для крестьянъ. Правительство всѣми силами борется противъ этихъ стремленій, отстаиваетъ свою власть, свою землю (ибо самые богатые помѣщики принадлежатъ къ числу самыхъ знатныхъ и наиболѣе высокопоставленныхъ лицъ въ государствѣ). Правительство имѣетъ противъ себя рабочихъ и массу крестьянской бѣдноты, а также, разумѣется, и городской бѣдноты, о которой не къ чему говорить отдѣльно, ибо у нея нѣтъ особыхъ интересовъ въ отличіе отъ основныхъ интересовъ пролетаріата и крестьянства.

Какъ относятся къ борьбѣ высшіе классы, помѣщики и буржуазія? Сначала, до 17-го октября, большая часть ихъ были либеральны, т. е. сочувствовали свободѣ, даже помогали такъ или иначе борьбѣ рабочихъ. Буржуазія была недовольна самодержавнымъ порядкомъ управленія и требовала себѣ тоже

Première page de l'hebdomadaire *Ternii Trouda*, n°1 du 24 septembre 1906, avec l'éditorial de Lénine «La situation politique et les tâches de la classe ouvrière».

Rédaction

d'autre part, les octobristes. Et il n'a même pas pu s'entendre complètement avec ces derniers.

C'est dans de telles conditions que commence la campagne électorale pour la IIe Douma. L'homme de la rue est effarouché. Les cours martiales l'ont consterné. Le gouvernement s'est vanté d'obtenir une Douma bien docile : l'homme de la rue est impressionné. Il se laisse aller, il est prêt à pardonner aux cadets toutes les fautes qu'ils ont commises, il est prêt à jeter par-dessus bord toutes les leçons que lui a données la Ire Douma, il est disposé à voter pour les cadets, dans la crainte de voir élus les Cent-Noirs.

De la part de l'homme de la rue, cette attitude est compréhensible. Celui-ci ne se guide jamais sur de solides conceptions générales ni sur les principes rationnels d'une tactique de parti. Il suit toujours le courant, s'abandonnant aveuglément aux états d'âme du moment. Il ne sait pas raisonner autrement qu'en opposant à la réaction le plus modéré des partis d'opposition. Il n'est pas en état de méditer tout seul l'expérience fournie par la Ire Douma.

Mais ce qui est naturel à l'homme de la rue, serait impardonnable de la part d'un homme de parti et absolument indécent de la part d'un social-démocrate. Prêtez l'oreille, en effet, aux arguments de ceux des social-démocrates qui invitent les ouvriers socialistes à *voter pour les cadets* (pour les cadets seulement, là où les social-démocrates ont renoncé à désigner leur propre candidat, ou bien pour tel cadet allié à tel social-démocrate, quand il y a une liste commune, peu importe). Ce n'est pas des arguments que vous entendez : c'est un refrain, c'est un cri de terreur et de désespoir : pourvu que les Cent-Noirs ne soient pas élus ! Votez tous pour les cadets ! Faites des listes communes avec les cadets !

Un social-démocrate, membre du parti ouvrier, ne peut s'abaisser aux conceptions de l'homme de la rue jusqu'à ce point ! Il doit voir clairement quelles sont les forces sociales véritablement opposées dans la lutte, quelle est la valeur réelle d'une Douma en général, et quelle est en particulier la valeur du parti cadet qui prédomina dans la Ire Douma. Quiconque veut raisonner sur la politique actuelle du prolétariat sans avoir médité toutes ces ques-

tions, ne parviendra jamais à des déductions plus ou moins justes.

En vue de quoi la lutte est-elle maintenant engagée en Russie ? En vue de la liberté, c'est-à-dire pour que les représentants du peuple, et non pas le vieux gouvernement, détiennent le pouvoir de l'Etat ; pour que la terre soit remise aux paysans. Le gouvernement applique toutes ses forces à combattre ces tendances, à maintenir son pouvoir, à garder la terre (car les plus riches propriétaires de biens-fonds comptent parmi les personnages les plus élevés en noblesse et en dignité dans l'Etat). Le gouvernement a contre lui les ouvriers et la masse des paysans pauvres, ainsi que, naturellement, les pauvres des villes, que l'on ne saurait considérer à part puisque leurs intérêts ne se distinguent guère des intérêts essentiels du prolétariat et de la classe paysanne.

Comment les classes supérieures, propriétaires fonciers et bourgeoisie, envisagent-elles la lutte ? Au début, avant le 17 octobre, elles étaient en majeure partie libérales, c'est-à-dire qu'elles accueillaient avec sympathie l'idée de liberté et que, même, elles collaboraient, d'une manière ou d'une autre, à la lutte menée par les ouvriers. La bourgeoisie était mécontente du régime de l'autocratie et demandait à se mêler, elle aussi, des affaires de l'Etat. Elle se disait démocrate, c'est-à-dire qu'elle prétendait défendre la liberté du peuple, dans le but de trouver un appui pour ses tendances dans le milieu populaire. Mais, après le 17 octobre, la bourgeoisie se déclara satisfaite de ce qui avait été obtenu, c'est-à-dire de la participation des propriétaires fonciers et des capitalistes aux affaires gouvernementales et des promesses de liberté que faisait le vieux pouvoir demeuré debout. La bourgeoisie, effrayée par l'action indépendante que menaient le prolétariat et les paysans, s'écria : Assez de révolution !

Avant le 17 octobre, il y avait un vaste parti de bourgeois libéraux, celui des *zemstvos*, qui tinrent leur fameux congrès, dans des conditions de demi-légalité et qui publiaient à l'étranger une revue *Osvobojdénié* (la Libération). Après le 17 octobre, les membres des congrès de *zemstvos* se divisèrent : les hommes d'affaires, les capitalistes, les gros propriétaires fonciers, ou bien ceux qui

exploitaient leurs domaines par des méthodes féodales, allèrent aux octobristes, c'est-à-dire passèrent du côté du gouvernement ; les autres, et notamment les avocats, les universitaires, les intellectuels bourgeois formèrent le parti des constitutionnels-démocrates (cadets). Ce parti se tourna aussi contre la révolution ; lui aussi, avait été effrayé par la lutte ouvrière, lui aussi criait qu'on en avait assez ! Mais il voulait et il veut encore mettre fin à la lutte par des moyens plus ingénieux, en faisant au peuple de petites concessions, en promettant, contre indemnité, la remise des terres aux paysans, etc. Le parti cadet a promis au peuple la liberté et aux paysans la terre à condition que le peuple élise à la Douma les candidats cadets. Les social-démocrates comprenaient bien qu'ainsi l'on dupait le peuple, et c'est pourquoi ils ont boycotté la Douma. Mais les paysans, dans leur ignorance, et les petits-bourgeois effarouchés n'en ont pas moins élu des cadets. Ceux-ci, au lieu de combattre pour la liberté, du haut de la tribune de la Douma, demandèrent alors au peuple de s'apaiser et cherchèrent à obtenir des portefeuilles de ministres, dans le gouvernement du tsar. Et la Douma fut dissoute à cause de discours qui n'avaient pas plu au gouvernement, et parce que les social-démocrates et quelques députés plus hardis avaient fait appel au peuple de la tribune de la Douma, lui demandant de reprendre la lutte.

Maintenant, les plus aveugles, les plus ignorants doivent comprendre ce que c'est que le parti des cadets. Ce ne sont pas des combattants pour la cause du peuple ; ce sont des solliciteurs bourgeois, des intermédiaires, des maquignons. Les ouvriers et les paysans conscients ne seront en état de parvenir à leurs fins que lorsque la masse cessera de croire au parti cadet, lorsque la masse comprendra qu'il lui est indispensable de se battre toute seule. C'est pourquoi, ceux qui votent pour les cadets ou qui recommandent de voter pour eux affaiblissent la conscience des masses, diminuent leur cohésion et leurs dispositions à la lutte.

Un tout autre problème se pose maintenant devant les ouvriers conscients. Ils doivent se dresser contre le désarroi et le manque d'idéologie du petit-bourgeois, en apportant dans la campagne électorale une propagande socialiste conséquente, suivie, bien réglée.

La tâche la plus immédiate des ouvriers conscients est d'expliquer à toute la masse du prolétariat et à tous les représentants de l'avant-garde paysanne en quoi consiste la vraie lutte et quelle est la situation véritable des différentes classes dans cette lutte.

Les ouvriers ont devancé toutes les autres classes dans la marche de notre révolution. Toute leur masse se sent portée maintenant vers la social-démocratie. De ce côté, un travail plus énergique, plus étendu, est, bien entendu, indispensable, mais l'action s'engage dans une voie déjà frayée. Ce qui importe avant tout, et ce qui est le plus difficile, c'est l'action parmi les paysans. Les paysans sont une classe de petits exploitants. Une classe qui se trouve dans des conditions beaucoup moins favorables que les ouvriers pour combattre en vue de la liberté et du socialisme. Les paysans ne sont pas groupés par de grandes entreprises, ils sont au contraire divisés, dans leurs petites exploitations particulières. Ils ne trouvent pas devant eux un ennemi aussi avoué, aussi déclaré et uni que le capitaliste auquel se heurtent les ouvriers. Ils sont eux-mêmes partiellement des patrons et des propriétaires ; c'est pourquoi ils se mettent toujours à la suite de la bourgeoisie, ils veulent l'imiter, ils rêvent de développer et de consolider leur petite propriété, ils ne pensent pas à lutter en commun avec la classe ouvrière, contre la classe des capitalistes.

Voilà pourquoi toute la masse des paysans pauvres a toujours été, et dans tous les pays, moins ferme que les ouvriers dans la lutte pour la liberté et le socialisme. Voilà pourquoi chez nous en Russie, les députés paysans à la Douma, les troudoviks, ne sont pas encore parvenus à se défaire, malgré toutes les trahisons édifiantes perpétrées par les cadets, de l'influence de la bourgeoisie libérale, de ses opinions, de ses préjugés, de ses procédés en politique — procédés que l'on présente comme des plus habiles, des plus malins, consistant en jolies « manœuvres », et qui sont en réalité stupides, oiseux et honteux au regard d'un véritable militant.

Ouvriers conscients, profitez de la campagne électorale pour dessiller complètement les yeux du peuple ! Ne cédez pas aux exhortations de ces hommes bien pensants,

mais faibles et instables, qui vous demandent d'établir des listes communes avec les cadets, qui vous engagent à obscurcir la conscience des masses en adoptant des mots d'ordre en commun avec les cadets. Jugez dans un esprit critique de tout ce que l'on clame sur le danger de la réaction, de toutes les lamentations et appréhensions que l'on formule à ce sujet. Le véritable, le profond danger pour la révolution russe, c'est le retard de la conscience paysanne, c'est l'irrésolution de cette classe dans la lutte, c'est qu'elle n'a pas encore compris toute la vanité et toutes les trahisons du libéralisme bourgeois. Combattez ce danger, dites toute la vérité, ouvertement et jusqu'au bout, à toute la masse du peuple ; par là, vous la détournerez du verbiage des cadets et vous l'amènerez à soutenir la social-démocratie. C'est ainsi, et seulement ainsi que vous pourrez vaincre le véritable péril cent-noir. Et aucune instruction sénatoriale, aucune exécution, aucune arrestation ne pourront enlever au peuple le bénéfice d'un *pareil* travail, d'un travail qui relève la conscience civique et de classe des masses, travail qui les organise pour les tâches indépendantes, toutes différentes de celles des libéraux bourgeois.

Publié le 24 décembre 1906 dans le n°1 de l'hebdomadaire « Ternii Trouda »

Conforme au texte de la revue

LES TÂCHES DU PARTI OUVRIER ET LA PAYSANNERIE [167]

La région de la Volga est un des centres les plus importants du mouvement paysan. Une tâche particulièrement pressante s'impose au parti ouvrier dans cette région : pratiquer une politique prolétarienne indépendante de classe, en expliquant sans cesse à la masse paysanne qu'elle ne peut conquérir la terre et la liberté que si elle rompt avec ses chefs traditionnels, les terriens cadets libéraux, et se range du côté du prolétariat révolutionnaire.

C'est à cette tâche que doit être entièrement subordonnée la campagne électorale du parti ouvrier. Et voilà pourquoi précisément dans la région de la Volga les blocs avec les cadets sont particulièrement nuisibles et, en général, inadmissibles, par suite de la position de principe de la social-démocratie en tant que parti du prolétariat, champion de la lutte de classe. Pour illustrer cette thèse, nous citerons l'exemple d'un député paysan de la Volga à la première Douma. Je veux parler de M. I. Jilkine, troudovik, élu par la province de Saratov.

Aujourd'hui le troudovik Jilkine collabore au *Tovarichtch*, organe pétersbourgeois des cadets, où il préconise une politique de blocs avec eux. Mais voyons *comment* il s'y prend. Dans le numéro de ce journal du 17 décembre il décrit les élections à la première Douma dans la province de Saratov. Guidés par l'infaillible instinct des travailleurs et des exploités, les paysans ont choisi des hommes de leur milieu, sans donner confiance aux seigneurs terriens libé-

Première page
du manuscrit
de V. Lénine « Les tâches
du Parti ouvrier
et la paysannerie » — 1906
Réduction

(1

Представителям редакции прошу переделки статьи и сокращеній заявить. Прошу прислать мнѣ нѣсколько экземпляровъ, если напечатаете.

Задачи рабочей партіи и крестьянство.

Поволжье — одинъ изъ крупныхъ центровъ крестьянскаго движенія. Въ Поволжьи передъ рабочей партіей особенно настойчиво выдвигается задача: вести самостоятельную классовую политику пролетаріата, постоянно разъясняя при этомъ крестьянскимъ массамъ, что она можетъ добиться земли и свободы только порвавъ съ своими обычными вождями изъ либеральныхъ помѣщиковъ-кадетовъ, только примкнувъ къ революціонному пролетаріату.

Именно этой задачѣ должна быть всецѣло подчинена и избирательная кампанія рабочей партіи. Именно вслѣдствіе этого ~~вредны~~ особенно вредны въ Поволжьи блоки съ кадетами, недопустимые вообще въ силу всей принципіальной позиціи с.-д., какъ партіи ведущей классовую борьбу пролетаріата.

raux et aux avocats bourgeois. Lorsque les grands électeurs de la province de Saratov s'assemblèrent pour nommer leurs députés à la Douma, il apparut que les deux cinquièmes environ étaient des paysans.

(Je précise : parmi les 150 grands électeurs de la province de Saratov, 64 représentent les paysans, 51 les propriétaires fonciers et 35 les citadins. M. Jilkine parle de 152 grands électeurs, en y adjoignant sans doute la curie ouvrière.)

Les grands électeurs paysans ont rencontré dans cette province des cadets « en vue », tels que M. N. Lvov, « en rapport avec le comité central du parti cadet ». Parmi les grands électeurs venus des chefs-lieux de district, figuraient des personnes plus à gauche que les cadets. Et un bloc de gauche, presque spontanément, ne tarda pas à se constituer : l'« Union des travailleurs », embryon du futur groupe du Travail à la Douma.

Entre ce bloc et les cadets un marchandage se fit pour les sièges à la Douma. Les cadets exigeaient les 2/3 des sièges pour les cadets, les « travailleurs » pour eux-mêmes. Ils ne purent se mettre d'accord. Les cadets ne croyaient pas à la force et à la cohésion de l'union des travailleurs. A la dernière réunion électorale, les candidats de l'union recueillirent cependant *de 78 à 89 voix* sur 152. « Les principaux candidats des cadets obtinrent de 50 à 67 voix ».

Les cadets capitulèrent. Ils se résignèrent à n'avoir à la Douma qu'une minorité de représentants de leur parti. « Le comité de l'union des travailleurs accepta de faire élire deux candidats de l'obédience des cadets : N. Lvov et S. Kotliarevski. Chose caractéristique, poursuit M. Jilkine, ces candidats qui venaient de recueillir préalablement 59 et 67 bulletins, reçurent au scrutin de ballotage 111 voix chacun. »

Oui, c'est très, très caractéristique. Mais le troudovik Jilkine ne comprend malheureusement pas la *valeur* des faits qu'il avance.

Pensez donc ! disposant de 78-89 voix sur 152, c'est-à-dire de la *majorité*, l'union de gauche des travailleurs a fait élire à la Douma N. Lvov ! Et c'est pour cette raison que M. Jilkine, troudovik, assume la défense des blocs avec les cadets.

Savez-vous, ouvriers et paysans, qui est ce N. Lvov ? C'est un seigneur terrien, un des fondateurs de l'« Union de la libération », c'est-à-dire un des fondateurs du parti cadet. Pendant sept ans, il a été maréchal de la noblesse. A la Douma, il appartenait à l'extrême droite des cadets. Autrement dit, il luttait non seulement contre les députés ouvriers social-démocrates et les troudoviks, mais il trouvait même que le parti cadet tout entier évoluait trop à gauche ! Il estimait que les lois scélérates des cadets sur les réunions et la presse étaient trop libérales et que le rachat ruineux proposé aux paysans par les seigneurs terriens constituait une réforme trop magnanime pour la paysannerie. Les cadets voulaient vendre la terre aux paysans à un prix équitable, à condition que ce prix serait établi par un nombre égal de représentants des paysans et des seigneurs terriens, en y adjoignant des porte-parole du gouvernement. Un paysan, un seigneur terrien, un gradé de la police, superbe manifestation de l'esprit justicier des cadets, n'est-il pas vrai ? Mais monsieur le seigneur terrien Lvov trouvait que cette proportion était excessivement libérale. Monsieur le seigneur terrien aurait sans doute désiré voir un nombre plus élevé de policiers dans les comités agraires locaux.

Et c'est pourquoi M. Lvov faisait à la Douma des discours *contre* la revendication des paysans réclamant la terre. Pendant la période de la Douma, il se glissait par la porte de service auprès des puissants du jour afin d'obtenir des sinécures ministérielles pour les seigneurs terriens libéraux à condition de « museler » les troudoviks et les social-démocrates à la Douma. Tel est le seigneur terrien libéral élu par les troudoviks à la Douma. Et après la dissolution de la Douma, le seigneur terrien Lvov s'entretint avec Stolypine pour entrer dans son ministère !!

Pour pouvoir parler plus librement avec Stolypine, Lvov abandonna les cadets et créa le parti de la spoliation pacifique, *parti avec lequel les cadets font bloc aujourd'hui*, et que le *Tovarichtch*, où collabore M. Jilkine, nomme progressif, au lieu de Cent-Noir !

Mais l'important pour nous est que M. Lvov était cadet au moment d'être élu à la Douma. L'important est que ce seigneur terrien cadet a trahi les paysans de la manière la

plus ignoble, en s'élevant contre leurs revendications à la Douma et en négociant, après la dissolution de celle-ci, une sinécure ministérielle avec les gens qui fusillaient et assomaient les paysans en masse.

Tels sont les seigneurs terriens cadets que les troudoviks ont élus à la Douma !

Admettons que M. Jilkine et autres troudoviks aient ignoré *alors* quel oiseau était ce Lvov. Admettons que M. Jilkine et Cie se soient *trompés*. On ne punit pas une erreur.

Bon. Mais aujourd'hui, M. Jilkine peut-il encore ignorer que les seigneurs terriens cadets de l'espèce de Lvov désertent la « liberté du peuple » pour passer au ministère policier de Stolypine ? M. Jilkine le sait et n'en conseille *pas moins* aux troudoviks et aux ouvriers social-démocrates de faire bloc avec les cadets, le parti des seigneurs terriens libéraux et des avocats bourgeois.

Lvov est le type du traître cadet, le type du représentant du parti des seigneurs terriens libéraux.

Jilkine est le type du troudovik inconscient et instable ; il se traîne à la queue des seigneurs terriens « libéraux », il ne sait pas ouvrir les yeux aux paysans, il est incapable de vaincre même quand il a la majorité, incapable d'appeler les paysans à une lutte indépendante.

Que l'exemple de Lvov et de Jilkine serve aux ouvriers conscients et aux social-démocrates de la Volga pour éclairer le peuple.

Ouvriers ! Voulez-vous aider à élire à la Douma des cadets tels que le seigneur terrien Lvov, qui aujourd'hui fait des discours sur la liberté du peuple et demain se jette dans les bras de Stolypine ?

Si vous ne le voulez pas, repoussez tous les blocs avec les cadets, ce parti des seigneurs terriens « libéraux ». Appelez les paysans à soutenir le Parti ouvrier social-démocrate, et non pas le Parti des cadets.

Paysans ! Voulez-vous envoyer encore une fois à la Douma des seigneurs terriens « libéraux » tels que le cadet Lvov qui, avant d'être élu, vous promettait monts et merveilles, mais qui une fois installé à la Douma proposait une évaluation équitable des terres des propriétaires fonciers à l'aide de fonctionnaires nommés par le gouverne-

ment des hobereaux ? Voulez-vous confier la défense des revendications paysannes à des seigneurs terriens libéraux ou à des avocats bourgeois ?

Si vous ne le voulez pas, votez pour les social-démocrates, c'est-à-dire pour le parti ouvrier. Nulle part au monde le Parti ouvrier social-démocrate n'a trahi les intérêts des travailleurs des campagnes, ruinés, nécessiteux et exploités. Dans tous les pays la bourgeoisie libérale a toujours trompé les paysans en lutte pour la terre et la liberté, tout comme les cadets de l'espèce de Lvov les trompent aujourd'hui chez nous.

Il n'est pas et il ne saurait y avoir d'autre moyen de lutte contre l'instabilité des troudoviks qu'un parti ouvrier fort, conscient et constamment attaché à son point de vue de classe. C'est seulement dans le coude à coude avec les ouvriers conscients que les paysans pourront conquérir la terre et la liberté.

28 décembre 1906

Publié pour la première fois le 21 janvier 1935 dans le n° 19 du journal « Voljshaïa Kommouna »
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DE LA BROCHURE DE W. LIEBKNECHT : *PAS DE COMPROMIS, PAS D'ACCORDS ÉLECTORAUX!*

La brochure de Liebknecht dont nous offrons la traduction russe à nos lecteurs présente un intérêt particulier en ce moment, à la veille des élections pour la IIe Douma, lorsque la question des accords électoraux préoccupe au plus haut point le parti ouvrier ainsi que l'opinion de la bourgeoisie libérale.

Nous ne nous arrêterons pas ici à marquer la valeur générale de cette brochure. Le lecteur doit consulter à ce sujet l'ouvrage de F. Mehring sur l'histoire de la social-démocratie allemande, et plusieurs autres œuvres de nos camarades allemands pour voir clairement l'importance du présent ouvrage et en comprendre comme il convient certains passages que l'on pourrait interpréter faussement si l'on négligeait d'examiner en quelles circonstances et comment ces choses ont été dites.

Ce qui nous importe ici, c'est de relever les *procédés* de raisonnement de Liebknecht. Il importe de montrer comment il *abordait* la question des accords, car il s'agit d'aider le lecteur russe à résoudre de lui-même cette question des blocs avec les cadets qui nous intéresse en ce moment.

Liebknecht ne nie pas le moins du monde que certains accords avec les partis d'opposition bourgeoise puissent être « utiles », tant pour obtenir les « mandats parlementaires » que pour s'assurer « un allié » (ou soi-disant tel)

contre l'ennemi commun, contre la réaction. Mais l'esprit véritablement politique et le social-démocratisme riche d'expérience de ce vétéran du socialisme se manifestent en ceci qu'il ne *se borne pas* à ces considérations-là. Il recherche si l'« allié » n'est pas un ennemi dissimulé qu'il y aurait grand danger à admettre dans les rangs du socialisme. Cet allié combat-il vraiment l'ennemi commun, et comment le combat-il ? Les accords, utiles dans ce sens que l'on obtiendra un plus grand nombre de mandats au Parlement, ne peuvent-ils pas nuire quand il s'agira de résoudre de plus profonds problèmes, qui s'imposent à longue échéance au parti du prolétariat ?

Prenons seulement les trois questions que je viens d'indiquer et voyons si, par exemple, un homme qui se fait le défenseur des accords des social-démocrates russes avec les cadets, Plékhanov, en *comprend* la portée. Nous constaterons que Plékhanov pose la question des blocs avec une étroitesse d'esprit invraisemblable. Les cadets, nous dit-il, veulent combattre la réaction, donc... entendons-nous avec les cadets ! Il ne voit pas plus loin que cela ; une analyse plus poussée du problème lui semble être du doctrinarisme. Il n'est pas étonnant qu'un social-démocrate qui a oublié à ce point les exigences de la politique de notre parti se soit trouvé en voisinage et en collaboration avec des renégats de la social-démocratie tels que les Prokopovitch et autres publicistes du *Tovarichtch*. Il n'est pas étonnant que des hommes qui, en principe, partagent les idées d'un pareil social-démocrate, les mencheviks, se taisent, tout confus, n'osant dire tout haut ce qu'ils pensent de Plékhanov et le reniant dans les assemblées ouvrières, ou bien n'hésitent pas à se moquer de lui comme l'ont fait les bundistes dans la *Volkszeitung* et dans *Nacha Tribouna* [168].

Liebknecht nous apprend que, dans tout allié du monde bourgeois, un social-démocrate doit savoir déceler les côtés dangereux et ne doit pas les dissimuler. Or, chez nous, les mencheviks viennent nous crier qu'il faut combattre le péril réactionnaire et non pas les cadets ! Quel avantage ce serait pour des hommes de cette sorte s'ils voulaient bien méditer ces paroles de Liebknecht : « Les sottes et cruelles violences policières, la loi scélérate contre les socialistes, une loi contre les partis qui prêchent la révolution, ne peuvent

éveiller en nous qu'une compassion dédaigneuse ; mais quand un ennemi vient nous tendre la main pour un accord électoral, et essaie de se glisser parmi nous comme un frère et un ami, c'est cet ennemi-là et *c'est lui seul que nous devons redouter.* »

Comme vous voyez, Liebknecht, lui aussi, prend en considération les violences policières et les lois scélérates. Néanmoins il n'hésite pas à dire aux ouvriers : ce n'est pas cet ennemi-là qu'il faut craindre, il faut redouter un accord électoral avec un faux ami. Pourquoi Liebknecht pensait-il ainsi ? Parce qu'il a toujours estimé que la force des militants n'était réelle qu'à condition d'être la force même des masses ouvrières *conscientes.*

Or, les violences policières, les lois scélérates ne pervertissent pas la conscience des masses ; ceux qui la pervertissent, ce sont les *faux amis* des ouvriers, les bourgeois libéraux, qui *détournent* les masses de la lutte véritable en prononçant de belles phrases creuses sur la lutte. Nos mencheviks et Plékhanov ne comprennent pas qu'en combattant les cadets, on affranchit la conscience des masses ouvrières, on la délivre des idées mensongères et des préjugés du cadétisme qui prétend concilier la liberté du peuple avec l'ancien régime.

Liebknecht soulignait si énergiquement le grand danger que présentent les faux amis, comparativement aux francs ennemis, qu'il disait : « L'institution d'une nouvelle loi contre les socialistes serait un moindre mal que l'effacement des antagonismes de classes et des frontières de partis par des accords électoraux. »

Traduisez cette phrase de Liebknecht dans la langue de la politique russe à la fin de 1906 : « Une Douma de Cent-Noirs serait un moindre mal que l'effacement des antagonismes de classes et des frontières de partis par des accords électoraux avec les cadets. » Quels ne seraient pas les hurlements des transfuges du socialisme passés aux libéraux et devenus collaborateurs du *Tovarichtch* et de journaux similaires, si Liebknecht avait écrit cette phrase ! Fréquemment, trop fréquemment, nous avons entendu dans les réunions ouvrières, dans les publications des mencheviks, « condamner » les bolcheviks pour des idées pareilles ; les mêmes blâmes ont été infligés à Liebknecht (voir

page 54 de cette brochure). Mais les bolcheviks seront aussi peu intimidés que ne l'a été Liebknecht par ces lamentations et ces blâmes. Il faut être de bien mauvais social-démocrate pour parler négligemment du mal que font aux masses ouvrières les libéraux, traîtres à la liberté du peuple, en cherchant à s'associer à elles par des accords électoraux.

A propos, parlons de cette trahison perpétrée par le libéralisme. Nos opportunistes, dont Plékhanov, nous crient que c'est un manque de tact de parler encore maintenant, chez nous, d'une trahison des libéraux. Plékhanov a même écrit toute une brochure pour apprendre aux ouvriers socialistes, qui manquent de tact, à être plus polis à l'égard des cadets. A quel point les idées de Plékhanov manquent d'originalité, à quel point les phrases de Plékhanov ont déjà été rabâchées par les libéraux bourgeois en Allemagne, c'est ce que nous montre avec le plus de clarté la brochure de Liebknecht. Il se trouve que Plékhanov a cru se faire un « atout » contre les social-démocrates révolutionnaires en reprenant la fable puérile du Loup et du Berger, *celle-là même* que les opportunistes allemands opposaient à Liebknecht, croyant l'intimider : A force de crier à tout le monde : « Au loup ! au loup ! » on s'habituera tellement à vous entendre que personne ne vous croira plus quand le loup viendra pour de bon. Liebknecht a répondu fort justement à ceux qui, nombreux, partagent en Allemagne les idées du Plékhanov d'aujourd'hui : « En tout cas, les intérêts du Parti sont servis par des hommes circonspects au moins aussi bien que par les railleurs. »

Voyons la deuxième question que nous indiquions ci-dessus: notre bourgeoisie libérale, c'est-à-dire les cadets, combat-elle effectivement et comment combat-elle le danger de la réaction ? Plékhanov ne sait ni poser cette question ni la résoudre par une analyse attentive de la politique des cadets dans la Russie révolutionnaire. D'une « conception générale » de la révolution bourgeoise, Plékhanov, contrevenant à l'a b c même du marxisme, définit l'attitude concrète que doivent avoir les social-démocrates à l'égard des cadets: au lieu de s'y prendre ainsi, il devrait étudier les particularités de la révolution bourgeoise russe pour donner une idée générale des rapports entre la bourgeoi-

sie, le prolétariat et la classe paysanne dans la Russie contemporaine.

Liebknecht nous apprend à raisonner autrement. Quand on lui disait que la bourgeoisie libérale combattait la réaction, il répliquait en analysant *comment* elle la combattait. Et il montrait, dans la présente brochure, et dans beaucoup d'autres articles, que les libéraux allemands (tout à fait de même que nos cadets) « trahissent la liberté », qu'ils s'entendent avec « les junkers (les propriétaires fonciers) et le clergé » et qu'à une époque révolutionnaire ils n'ont pas su se montrer révolutionnaires.

« A dater du moment, dit Liebknecht, où le prolétariat commence à agir en tant que classe indépendante, se séparant de la bourgeoisie et hostile à elle comme l'exigent ses intérêts, *la bourgeoisie cesse d'être démocrate.* »

Or, nos opportunistes, comme s'ils se moquaient vraiment de la vérité, traitent les cadets (et même dans des résolutions de nos conférences de parti) de démocrates, bien que les cadets rejettent tout démocratisme de leur programme, reconnaissent la Chambre haute, etc., bien qu'ils aient déposé à la Douma d'Etat des projets de lois scélérates contre les réunions, bien qu'ils se soient déclarés hostiles à la formation de comités agraires locaux élus sans le consentement des autorités, au suffrage universel, direct, égalitaire et au scrutin secret.

Liebknecht a eu parfaitement raison de condamner l'emploi que l'on fait du mot de révolution, quand c'est une phrase creuse. Lorsqu'il parlait de révolution, il y croyait vraiment ; véritablement alors, il analysait toutes les questions et toutes les mesures de tactique, non seulement du point de vue des intérêts du moment, mais du point de vue des intérêts essentiels de la révolution dans son ensemble. Il est arrivé à Liebknecht, comme aux social-démocrates révolutionnaires russes, de vivre de pénibles périodes de la transition entre une lutte révolutionnaire immédiate et une Constitution piètre, infâme, bassement réactionnaire. Liebknecht savait s'adapter à de pareilles périodes, il savait travailler pour le prolétariat sur n'importe quel terrain, même sur le plus mauvais. Mais il n'exultait pas lorsqu'il fallait abandonner la lutte contre une odieuse Constitution pour travailler sur le terrain même de cette Constitution ;

et il ne gouaillait pas ceux qui avaient *tout* fait pour empêcher *l'établissement* d'une « Constitution » pareille. Pour Liebknecht, la « prudence » ne consistait pas à donner le coup de pied de l'âne, à précipiter une révolution qui tombait (pour un temps) et à s'adapter le plus vite possible à une Constitution de pacotille. Non, ce vétéran de la révolution croyait que la « prudence » d'un leader du prolétariat consiste à s'adapter seulement après les bourgeois pusillanimes et poltrons, à «accepter» le dernier ce qui sort des défaites temporaires de la révolution. « Une politique pratique, dit Liebknecht, nous forçait à nous adapter aux institutions de la société dans laquelle nous vivions ; mais chaque pas nouvellement fait dans la voie d'une adaptation au régime actuel, nous a été pénible et *n'a été fait qu'avec la plus grande prudence.* Cela nous a valu bien des railleries de divers côtés. *Mais celui qui redoute de s'engager sur cette pente est en tout cas un camarade plus sûr que celui qui plaisante notre circonspection.* »

Il parlait d'or. Rappelez-vous cette phrase-là, camarades ouvriers qui avez boycotté la Douma de Witte. Souvenez-vous-en lorsque de misérables pédants se moqueront, devant vous, de ceux qui ont boycotté la Douma, oubliant qu'avec le mot d'ordre du boycottage de la Douma de Boulyguine, le premier mouvement populaire (le seul jusqu'à présent, mais non pas le dernier, nous en sommes certains) s'est déclenché contre des institutions *de cette espèce.* Que les cadets, ces traîtres, soient fiers, s'ils le veulent, d'avoir été les premiers à se mettre de bon cœur, à plat ventre sous les lois de la contre-révolution. Le prolétariat conscient s'enorgueillira d'avoir tenu plus longtemps que tous, élevant bien haut son drapeau et marchant ouvertement à la bataille ; il sera fier de n'être tombé que sous les coups les plus durs, d'avoir tout tenté, plus longtemps que tous les autres, et d'avoir appelé le peuple à se soulever encore une fois pour foncer en masse sur l'ennemi et pour l'étouffer.

*
* *

Voyons enfin la troisième et la dernière des questions que nous avons posées. Les accords électoraux ne nuisent

ils pas à ce qui nous est le plus cher : la « pureté des principes » de la social-démocratie ? Hélas ! à cette question, les réalités de la politique en Russie ont déjà répondu, elles ont répondu par des faits qui font rougir de honte les ouvriers conscients.

Les mencheviks assuraient, dans leurs résolutions, juraient même dans les réunions qu'ils ne consentiraient qu'à des accords techniques, qu'ils poursuivraient la lutte idéologique contre les cadets, que pour rien au monde, mais là, pour rien, ils ne reculeraient d'un pouce de leur position social-démocrate, ne renonceraient à aucun de leurs mots d'ordre purement prolétariens.

Et qu'est-il arrivé ? C'est Plékhanov en personne qui est allé faire antichambre dans les journaux des cadets pour offrir ensuite au peuple un mot d'ordre « de juste milieu », non pas un mot d'ordre de cadet ni de social-démocrate, mais quelque chose qui ferait plaisir à tout le monde et qui n'offusquerait personne : « Une Douma investie de tout le pouvoir ». Peu importe de démontrer que ce mot d'ordre est une parfaite tromperie, qu'il ne peut servir qu'à aveugler le peuple ; il s'agissait surtout de s'entendre avec les propriétaires fonciers libéraux ! Pourtant, les cadets ont chassé de chez eux Plékhanov, avec mépris ; les social-démocrates se sont détournés de lui, les uns confus, les autres indignés. Il est resté tout seul et, maintenant, il décharge toutes ses rancunes, accusant les bolcheviks de « blanquisme », les publicistes du *Tovarichtch* d'« indiscrétion », les mencheviks de manque de diplomatie, en un mot grondant tout le monde excepté lui-même ! Pauvre Plékhanov, c'est fort cruellement qu'il a justifié les paroles si nettes, si claires, si fières, si rudes de Liebknecht concernant le mal qu'en principe peuvent faire les accords électoraux !

Mais, d'autre part, le « camarade » Vassiliev (qui, du fond de sa cuisine en Suisse, a lui aussi jeté un coup d'œil sur la révolution) a suggéré au *Tovarichtch* (17 décembre), s'en référant à Plékhanov, qu'il serait beaucoup plus simple de dissoudre le Parti social-démocrate et de fusionner pour un temps — oh ! seulement pour un temps ! — avec les libéraux. Oui, Liebknecht n'avait pas tort de dire que, chez eux, dans leur parti allemand, personne probablement

n'avait l'intention de dévier des « principes du Parti ». Il ne s'agit pas des intentions, mais des résultats inévitables auxquels, par la *force des choses*, aboutit un parti qui a commis des erreurs. Les intentions de Plékhanov, lui aussi, étaient des meilleures : en tout bien tout honneur, avec les cadets, contre le péril réactionnaire... et ce qui est sorti de là, c'est une pure honte, c'est un véritable scandale pour la social-démocratie.

Camarades ouvriers, lisez attentivement la brochure de Wilhelm Liebknecht, et surveillez de près ceux qui vous conseillent de conclure des accords avec les cadets, pour la perte du prolétariat, contre la cause de la liberté !

Décembre 1906. *N. Lénine*

Publié en 1907 dans la brochure de W. Liebknecht: « Pas de compromis, pas d'accords électoraux ! », Editions « Novaïa Douma »

Conforme au texte de la brochure

PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DE LA BROCHURE DE K. KAUTSKY : *LES FORCES MOTRICES ET LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION RUSSE*

Les ouvriers russes d'avant-garde connaissent depuis longtemps K. Kautsky comme un écrivain *à eux*, qui sait non seulement établir sur de fortes bases et expliquer la théorie du marxisme révolutionnaire, mais l'appliquer en connaissance de cause, après avoir sérieusement analysé les faits, aux problèmes complexes et embrouillés posés par la révolution russe. Et maintenant que l'attention des social-démocrates est parfois presque entièrement absorbée par les caquets de divers Pétrouchka[169] libéraux sans idéologie et par ceux qui, le voulant ou non, leur font accompagnement, maintenant que les petits détails de la technique « parlementaire » dissimulent aux yeux de beaucoup les questions de principe de la lutte de classe prolétarienne, maintenant que bien souvent une certaine lassitude s'empare même d'hommes très estimables, diminuant leurs facultés intellectuelles et politiques, il est trois fois plus important, pour tous les social-démocrates de Russie, d'écouter attentivement les avis de Kautsky sur les grands problèmes de la révolution russe. Et même, il ne s'agit pas tant d'entendre l'opinion de Kautsky que de voir comment il pose la question : car Kautsky n'est pas étourdi au point de bavarder sur des questions concrètes de notre tactique

russe qu'il ne connaîtrait pas assez ; il n'est pas si ignorant de nos affaires qu'il veuille s'en tirer par des lieux communs ou répéter, sans aucune critique, les discours à la mode.

Kautsky répond aux questions que Plékhanov a posées à plusieurs socialistes étrangers. Et, répondant à ces questions, ou plutôt, choisissant, parmi des questions sottement posées, ce qui *peut* faire l'objet d'une utile conversation entre socialistes de tous les pays, Kautsky commence par faire montre de modestie : « A l'égard des camarades *russes*, dit-il, et quand il s'agit de la Russie, je me sens dans la situation d'un *écolier*. » Cette modestie n'a rien de l'afféterie d'un « général » de la social-démocratie qui commencerait par des simagrées de petit bourgeois, pour finir par une sortie de butor. Non, Kautsky, *en fait*, *s'est borné* à répondre à des questions dont l'étude, faite par lui, pouvait *servir* à ceux qui réfléchissent parmi les social-démocrates de Russie pour leur analyse indépendante des problèmes concrets et des mots d'ordre actuels. Kautsky n'a pas voulu faire le général qui commande : gauche, droite, gauche, droite ! Il a préféré garder l'attitude d'un camarade qui se trouve au loin, mais qui, en revanche, réfléchit beaucoup et qui nous montre dans quel sens nous devons nous-mêmes chercher une réponse.

Plékhanov interrogeait Kautsky, en premier lieu, sur le « caractère général » de la révolution russe : est-elle bourgeoise ou socialiste ? En second lieu, Plékhanov demandait quelle devait être l'attitude de la social-démocratie à l'égard de la démocratie bourgeoise. Enfin, il voulait savoir s'il convient au Parti social-démocrate de soutenir les partis d'opposition, dans la campagne électorale pour la Douma.

A première vue, ces questions ont été choisies avec beaucoup de « finesse ». Mais le proverbe russe ne dit-il pas à juste raison que « si c'est trop fin ça casse » ? Et, en effet, quiconque connaît plus ou moins ces questions, et y apporte de l'attention, discerne immédiatement une subtile... *falsification*. Falsification, d'abord, en ce sens que nous avons devant nous un spécimen de cette métaphysique contre laquelle Plékhanov se plaît à déclamer magnifiquement, sans toutefois être capable d'en débarrasser ses propres raisonnements concernant la réalité concrète de l'his-

toire. Falsification, en outre, en ce sens que l'auteur des questions cherche artificieusement à pousser l'interpellé dans une impasse effroyablement étroite. Il faudrait une naïveté complète et, l'on peut dire, une véritable virginité en politique, pour ne pas remarquer comment Plékhanov, insidieusement, s'y prend de loin, poussant tout doucement celui qu'il interroge à justifier... les blocs avec les cadets !

Tenter d'amener un interlocuteur simplet à justifier des blocs avec un parti déterminé, qu'on ne nomme d'ailleurs pas ; parler de mouvement révolutionnaire sans vouloir distinguer la démocratie bourgeoise révolutionnaire de celle d'opposition ; insinuer que la bourgeoisie « lutte » *à sa manière*, c'est-à-dire autrement que le prolétariat, mais ne pas dire tout net en quoi consiste la différence des procédés ; tâcher d'attraper son interlocuteur, comme un moineau, en lui jetant l'appât de la résolution d'Amsterdam, croyant ainsi *dissimuler* à un étranger la teneur réelle des questions en litige dans la social-démocratie russe ; établir des thèses concrètes sur une tactique déterminée dans un cas particulier, sur l'attitude à prendre à l'égard des divers partis de la démocratie bourgeoise, les établir à partir d'une *phrase* d'un vague sens général, sur le « caractère général » de la révolution, au lieu de déduire ce « caractère général de la révolution russe » d'une analyse exacte des données concrètes que l'on peut avoir sur les intérêts et la situation des différentes classes dans la révolution russe : tous ces procédés ne constituent-ils pas une falsification ? N'est-ce pas évidemment se moquer du matérialisme dialectique de Marx ?

C'est tout l'un ou tout l'autre et ce qui viendra par surcroît est du Malin ! Ou bien c'est une révolution bourgeoise, ou bien une révolution socialiste ; quant au reste, on peut le « déduire » d'une « solution » de principe, au moyen de simples syllogismes !

L'immense mérite de Kautsky est d'avoir, en répondant à de pareilles questions, compris immédiatement le fond de l'affaire et la nature de l'erreur incluse dans la façon même de formuler ces questions. *En somme*, Kautsky a répondu aux questions de Plékhanov *en les rejetant* dans la forme où elles étaient posées par Plékhanov ! Il lui a répondu en *corrigeant* la formulation même de la question. Et la

critique ainsi faite par Kautsky s'est révélée d'autant plus terrible qu'il mettait plus de délicatesse et de circonspection à corriger l'auteur de l'enquête. « Nous ferons bien, écrit Kautsky, de nous pénétrer de l'idée que nous allons vers des situations et des problèmes absolument nouveaux, auxquels on ne saurait appliquer aucune des vieilles formules. »

C'est un coup direct porté à Plékhanov qui demandait si notre révolution est bourgeoise par son caractère général ou si elle est socialiste ? Vieille formule, réplique Kautsky. La question ne doit pas être posée ainsi, ce n'est pas être marxiste. La révolution en Russie n'est pas bourgeoise, car la bourgeoisie n'appartient pas aux forces motrices du mouvement révolutionnaire actuel dans ce pays. Et la révolution russe n'est pas socialiste, car elle ne saurait *en aucune manière* amener le prolétariat à exercer *seul* l'hégémonie ou la dictature. La social-démocratie peut vaincre dans la révolution russe, et elle *doit* tendre à cette victoire. Mais, dans la révolution actuelle, on ne saurait parler d'une victoire du seul prolétariat, sans l'aide d'autres classes. Quelle classe est donc, en vertu des conditions objectives de la révolution actuelle, l'alliée du prolétariat ? C'est la *paysannerie* : « Il n'y a de solide communauté d'intérêts, pour toute la période de la lutte révolutionnaire, qu'entre le prolétariat et les paysans. »

Toutes ces thèses de Kautsky confirment de la manière la plus éclatante la tactique de l'aile révolutionnaire de notre social-démocratie, c'est-à-dire la tactique des bolcheviks. Et cette confirmation a d'autant plus de valeur que Kautsky, écartant les questions concrètes et pratiques, a concentré toute son attention sur un exposé systématique des *bases générales* de la tactique socialiste dans notre révolution. Il a démontré que le moyen de raisonnement dont abuse routinièrement Plékhanov : « la révolution est bourgeoise, donc il faut soutenir la bourgeoisie », n'a rien de commun avec le marxisme. Il a ainsi reconnu l'erreur essentielle de notre opportunisme dans la social-démocratie, c'est-à-dire du menchevisme, erreur qui a été combattue, dès le début de 1905, par les bolcheviks.

Plus loin, l'analyse de Kautsky, qui part non de lieux communs, mais d'un examen précis des situations et des

intérêts de classes déterminés, a confirmé une déduction que nos « cadétisants » considéraient comme un « manque de tact », à savoir que la bourgeoisie redoute plus, en Russie, la révolution que la réaction ; que si elle déteste l'absolutisme, c'est parce qu'il engendre la révolution, et qu'elle veut la liberté politique pour mettre un terme à la révolution. Comparez cela à la foi naïve que notre Plékhanov accorde aux cadets, identifiant, sans avoir l'air d'y toucher, dans ses questions, la lutte de l'opposition contre l'ancien régime et la lutte contre le gouvernement qui essaie d'écraser le mouvement révolutionnaire ! A l'opposé des mencheviks, de leur idée toute faite de la « démocratie bourgeoise », Kautsky distingue dans cette démocratie les éléments révolutionnaires et non révolutionnaires ; il prouve la faillite du libéralisme, il montre qu'inévitablement les libéraux se tourneront d'autant plus vite vers la droite que la classe paysanne devient plus indépendante et plus consciente. La révolution bourgeoise, accomplie par le prolétariat et la paysannerie en dépit de l'instabilité de la bourgeoisie, c'est là une thèse essentielle de la tactique bolchevique, entièrement confirmée par Kautsky.

Kautsky montre que, dans la marche de la révolution, la victoire peut parfaitement revenir au Parti social-démocrate et que ce parti *a le devoir* d'inspirer à ses adeptes confiance en la victoire. Les mencheviks redoutent une victoire de la social-démocratie dans la révolution actuelle : et encore là, les conclusions de Kautsky s'opposent totalement aux leurs. Les efforts risibles de Plékhanov alors qu'il essaie de « ramener » les problèmes de notre révolution à ce qui est défini dans la résolution d'Amsterdam frôlent le comique quand on les compare à l'attitude si simple et si claire de Kautsky : « On ne peut combattre avec succès, si, d'avance, on renonce à la victoire. »

On verra encore plus nettement la différence radicale qu'il y a entre les *méthodes* de Kautsky et celles du leader de nos opportunistes actuels, Plékhanov, quand on lira ceci chez le premier : penser que « toutes les classes et les partis qui tendent à la liberté politique doivent, bonnement et simplement, agir ensemble pour parvenir à leur but », c'est « *n'avoir devant les yeux que la surface politique de ce qui s'accomplit* ». Le ton est tel qu'on pourrait croire que Kautsky

vise directement la petite bande des transfuges de la social-démocratie passés aux libéraux, les Portougalov, les Prokopovitch, les Kouskova, les Bogoutcharski, les Izgoév, les Strouvé et autres, qui commettent précisément l'erreur indiquée par Kautsky (et entraînent à leur suite Plékhanov). Or, Kautsky ignore les écrits de ces messieurs ; cela n'en donne que plus d'intérêt à sa déduction *théorique*.

Inutile de dire que l'opinion admise par *tous* les social-démocrates russes concernant le caractère *non socialiste* du mouvement paysan, l'impossibilité pour le socialisme de sortir de la petite production rurale, etc., est *totalement* partagée par Kautsky. Les socialistes-révolutionnaires, qui aiment à se dire, eux aussi, «d'accord avec Marx », auraient avantage à méditer ces paroles de Kautsky.

En conclusion, quelques mots sur les « autorités ». Les marxistes ne peuvent s'en tenir au point de vue coutumier de l'intellectuel radical, aux termes abstractifs de sa pensée soi-disant révolutionnaire : « Il ne nous faut pas d'autorités. »

Au contraire. La classe ouvrière, qui mène dans le monde entier une lutte pénible et acharnée pour sa complète émancipation a besoin d'autorités, mais, bien entendu, dans ce sens seulement que les jeunes ouvriers ont besoin de l'expérience des vieux *militants* contre l'oppression et l'exploitation, des militants ayant dirigé à de nombreuses grèves, et participé à plusieurs révolutions, des militants forts de la connaissance des traditions révolutionnaires et pourvus d'une très large expérience de la vie politique. Les ouvriers de chaque pays ont besoin de puiser dans l'expérience de lutte du prolétariat du monde entier. L'autorité des théoriciens de la social-démocratie mondiale nous est nécessaire pour élucider le programme et la tactique de notre Parti. Mais cette autorité n'a, bien entendu, rien de commun avec les autorités routinières de la science bourgeoise et de la politique policière. Il s'agit de l'autorité que présente la lutte multiforme soutenue dans les rangs de cette même armée socialiste mondiale. Dans la mesure où il importe d'avoir une autorité de ce genre pour élargir les vues des militants, il serait inacceptable que l'on prétende, dans le parti ouvrier, résoudre de loin, en restant à l'écart, les questions pratiques et concrètes de la politique immédia-

te. L'action collective de l'avant-garde des ouvriers conscients de chaque pays, menant une lutte directe, sera toujours la plus grande autorité dans toutes ces questions.

Tel est notre point de vue sur la valeur d'autorité que peuvent avoir les opinions d'un Kautsky et d'un Plékhanov. Les travaux théoriques de ce dernier, surtout sa critique des populistes et des opportunistes, restent une solide acquisition pour la social-démocratie russe, et aucun « esprit de fraction » ne pourra aveugler un homme possédant à quelque degré la « vigueur physique du cerveau » jusqu'à lui faire oublier ou nier l'importance de ces acquisitions. Mais, en tant que leader politique des social-démocrates russes, dans notre révolution bourgeoise, en tant que tacticien, Plékhanov s'est révélé au-dessous de toute critique. Il a manifesté, dans ce domaine, un opportunisme qui a nui aux ouvriers social-démocrates russes cent fois plus que l'opportunisme de Bernstein n'a pu nuire aux ouvriers allemands. Et c'est contre cette politique cadétisante de Plékhanov, rentré dans le milieu de ceux qu'en 1899-1900 il avait chassés du parti social-démocrate, les Prokopovitch et C^ie^, que nous devons mener la guerre la plus implacable.

Cet opportunisme de Plékhanov sur des points de tactique est la négation même des bases de la méthode marxiste : et c'est ce qu'on constatera en suivant *le fil du raisonnement* de Kautsky dans la brochure que nous offrons à nos lecteurs.

Ecrit en décembre 1906.
Publié en 1907 dans la brochure : K. Kautsky. « Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe », Editions « Novaïa Epokha »

Conforme au texte de la brochure

COMMENT LES PARTIS BOURGEOIS ET LE PARTI OUVRIER ENVISAGENT LES ÉLECTIONS À LA DOUMA

Les journaux sont pleins d'informations sur les préparatifs des élections. Presque chaque jour, nous avons connaissance soit d'une nouvelle « instruction » gouvernementale, excluant de la liste électorale quelque nouvelle catégorie de citoyens indésirables, soit de nouvelles persécutions, de l'interdiction de meetings, de la suppression de journaux, de l'arrestation de grands électeurs et de candidats présumés. Les Cent-Noirs ont relevé la tête. Ils crient et hurlent à tue-tête, plus impudemment que jamais.

Les partis non agréés par le gouvernement se préparent aussi. Ils sont certains, et avec raison, que la *masse* des électeurs saura dire son mot, que, par les élections, elle exprimera sa véritable conviction, en dépit de toutes les manœuvres, les chicanes, les avanies petites ou grandes qui sont faites aux électeurs. Cette assurance est fondée sur ceci que les persécutions les plus sauvages, les chicanes les plus intolérables réduiront tout au plus de quelques centaines, ou milliers, ou bien, admettons, dizaines de milliers, le chiffre des électeurs pour l'ensemble du pays. Mais les dispositions de la *masse* et son attitude à l'égard du gouvernement n'en seront pas modifiées. Qu'on supprime de la liste, mettons, 10 ou 20 000 électeurs à Pétersbourg, les 150 000 qui restent, s'ils se contractent sur eux-mêmes, s'ils se replient, s'ils se cachent, s'ils sont réduits pour un temps au silence, n'en sont pas pour autant supprimés, et leur état d'esprit général n'en est pas changé, ou bien s'il change, ce n'est certainement pas en faveur du gouver-

nement. Et c'est pourquoi, tant que la loi électorale ne sera pas radicalement transformée, tant qu'on n'aura pas foulé aux pieds définitivement tout ce qui peut rester de légalité électorale (chose qui peut encore arriver car on peut arrêter systématiquement les grands électeurs : d'un Stolypine il faut s'attendre au pire !), il reste hors de doute que l'état d'esprit des masses décidera des résultats des élections et non pas, certainement, au profit du gouvernement et de ses Cent-Noirs.

Et quiconque n'est pas du côté du gouvernement met tout son espoir dans la masse des électeurs. Mais si vous examinez de près en quoi consiste au fond cet espoir, et *comment* tels ou tels partis considèrent la masse, vous constaterez qu'il y a un abîme entre les appréciations des partis bourgeois et celles du parti du prolétariat.

Les cadets se trouvent à la tête des partis bourgeois libéraux. Aux élections de la Ire Douma, ils ont honteusement trahi la cause, ils ont renoncé au boycottage, ils ont marché avec soumission, entraînant aux urnes, derrière eux, la masse peu cultivée. Maintenant ils comptent sur l'inertie de cette masse, sur les empêchements apportés à l'agitation et à la campagne électorale des partis de gauche. Si les cadets comptent sur la masse, c'est qu'ils pensent tirer parti de son manque de culture et de l'oppression qui l'écrase. Ils se disent que la masse ne comprendra rien à leur programme et à leur tactique, qu'elle n'ira pas au-delà d'une protestation pacifique et légale, pacifique et timide au dernier degré — non qu'elle n'ait envie de faire plus, mais parce qu'on ne la laissera pas faire. On votera pour nous, se disent les cadets, puisque les gauches n'ont plus de journaux, ne peuvent plus tenir de réunions, ni distribuer de tracts, et que rien ne les garantit contre les arrestations et les persécutions arbitraires. Le cadet en est tout fier, il lève les yeux vers le ciel : Je te remercie, Seigneur, de ce que je ne ressemble pas à un de ces « extrémistes » ! Je ne suis pas un révolutionnaire, je saurai m'accommoder, bien humblement, bien bassement, de toutes les mesures qu'on voudra prendre. J'irai même chercher des bulletins de liste chez les rénovateurs pacifiques*.

* Voir le présent tome, p. 404. (*N.R.*)

Et c'est pourquoi toute la campagne électorale des cadets tend à terroriser les masses en leur montrant le péril réactionnaire, à les effaroucher en dénonçant le péril des partis d'extrême gauche ; elle est une adaptation à l'esprit petit-bourgeois, à la lâcheté du philistin flanchard ; elle affirme à celui-ci que les cadets sont tout ce qu'il y a de moins dangereux, de plus réservé, de plus modéré, de plus circonspect. Tu as pris peur, homme de la rue ? s'écrient chaque jour les journaux cadets. Tu n'as qu'à t'en remettre à nous ! Nous n'allons pas t'effrayer. Nous sommes les ennemis de la violence. Nous sommes soumis au gouvernement. Compte seulement sur nous, et nous ferons tout pour toi « dans la mesure du possible » ! Et à l'insu du petit bourgeois effarouché, les cadets mettent en œuvre toutes les finasseries pour assurer le gouvernement de leur loyalisme, pour assurer les gauches de leur amour de la liberté, pour affirmer aux partisans de la rénovation pacifique qu'on est tout proche de leur parti et de leurs bulletins.

N'éclairer en aucune manière la conscience des masses ; ne faire aucune agitation qui puisse relever les masses ; ne donner aucune explication de mots d'ordre démocratiques conséquents ; trafiquer des mandats dans le dos du petit bourgeois effaré, voilà en quoi consiste la campagne électorale de tous les partis de la bourgeoisie libérale, à commencer par les sans-parti (du *Tovarichtch*) et à finir par le parti des réformes démocratiques.

L'attitude du parti ouvrier est toute contraire. Il ne nous importe pas de nous assurer, par des marchandages, une petite place à la Douma. Loin de là. Ces pauvres sièges parlementaires n'ont de valeur que dans la mesure où ils peuvent nous aider à développer la *conscience* des masses, à *relever* leur niveau politique, à les *organiser* non point en vue d'un bien-être tel que le comprend l'homme de la rue, non point pour parvenir à un « apaisement », à l'« ordre » et à la « prospérité pacifique (bourgeoise) », mais pour la *lutte*, pour affranchir totalement le Travail de toute exploitation et de toute oppression. C'est seulement pour cela et dans cette mesure que nous importent les sièges à la Douma et *toute* la campagne électorale. Le parti ouvrier met tous ses espoirs dans la masse, mais non dans une masse intimidée, passivement soumise, supportant humblement le joug ;

il compte sur la masse consciente, revendicatrice, militante. Le parti ouvrier doit considérer avec mépris ce procédé habituel aux libéraux qui est d'effrayer l'homme de la rue en lui montrant le fantôme du péril réactionnaire. Toute la tâche de la social-démocratie est de développer la *conscience* de la masse en lui montrant en quoi consiste le véritable péril et quel est le véritable objectif de la lutte des forces dont la source n'est pas en la Douma, dont l'expression complète n'est pas dans les débats parlementaires, et qui décideront, mais pas à la Douma, de l'avenir de la Russie.

C'est pourquoi le parti ouvrier met en garde les masses contre les tripotages électoraux auxquels se livre dans la coulisse la bourgeoisie cadette, contre ses clameurs destinées à aveugler la conscience populaire : faites-nous confiance, à nous, avocats, professeurs et propriétaires éclairés, confiez-nous la tâche de combattre le danger réactionnaire !

Le parti ouvrier dit aux masses : n'ayez confiance qu'en votre propre conscience socialiste et en votre organisation socialiste. Céder l'hégémonie dans la lutte et le droit de la diriger aux bourgeois libéraux, c'est vendre la cause de la liberté au prix de phrases ronflantes, pour le clinquant de quelques brillantes enseignes à la mode. Aucun danger réactionnaire à la Douma ne peut être aussi nuisible que l'œuvre de ceux qui pervertissent la conscience des masses, qui suivent aveuglément la bourgeoisie libérale, ses mots d'ordre, ses listes électorales, sa politique.

Parmi les masses auxquelles s'adresse le parti ouvrier, ce sont la classe paysanne et les couches très diverses de la petite bourgeoisie qui prédominent par le nombre. Ces éléments sont plus résolus que les cadets, plus honnêtes qu'eux, mille fois plus capables de lutter, mais, en politique, ils marchent trop souvent à la remorque de ces bavards de cadets. Ils hésitent encore actuellement entre le prolétariat militant et la bourgeoisie prête à tout compromis.

Ceux qui prêchent les blocs avec les cadets ne nuisent pas seulement au prolétariat et à toute la cause de la liberté. Ils empêchent le développement d'une opinion consciente parmi les pauvres de la petite bourgeoisie et de la paysannerie. Ils ne remplissent pas leur devoir immédiat qui serait d'affranchir ces éléments-là de l'influence de

la bourgeoisie libérale. Voyez les troudoviks, les « socialistes-populistes » et les socialistes-révolutionnaires. Ils hésitent, eux aussi, et s'occupent surtout de projeter des transactions avec les cadets. Les leaders des troudoviks qui n'ont pas été capables de constituer leur propre parti, renouvellent au décuple les fautes qu'ils avaient commises à la Douma, en invitant les masses à voter pour les cadets (Anikine, dans les interviews qu'il donne aux journaux, Jilkine, dans le *Tovarichtch*, et autres). Ils trahissent ainsi directement la cause de la lutte paysanne, ils livrent le moujik à la merci du propriétaire libéral qui spoliera les paysans, en leur imposant une « juste » indemnité de rachat, tout comme ses aïeux ont spolié le moujik en 1861. Mais les « socialistes-populistes » ? Les cadets eux-mêmes se moquent d'eux, les appelant des « cadets de 2e zone » (Milioukov dans la *Retch*). Leurs leaders (Annenski et autres) réclament aussi des blocs avec les cadets. Leur parti minuscule (d'après les informations du *Tovarichtch* qui leur est bienveillant, ce parti serait même plus faible que celui de la spoliation pacifique — il compte peut-être 2 000 individus pour toute la Russie !) n'est qu'une simple annexe du parti cadet. Les socialistes-révolutionnaires se conduisent aussi d'une manière équivoque : dans la période d'octobre comme dans la période de la Ire Douma, ils ont dissimulé leur scission avec les socialistes-populistes, ils ont marché avec eux, ils ont publié les mêmes journaux. A présent, ils ne mènent pas de lutte ouverte et indépendante, ils n'agissent pas d'une façon assez large, assez nette et franche contre les « cadets de 2e zone », ils n'offrent pas aux masses la documentation complète qu'il faudrait pour critiquer ce parti, ils ne donnent pas une appréciation de principe de toute la campagne électorale et, d'une façon générale, de tous les accords électoraux.

Le grand devoir historique du parti ouvrier est de contribuer à la création d'un parti politique *indépendant*, représentant la classe ouvrière. Ceux qui prêchent des blocs avec les cadets nuisent à cette tâche.

Un autre grand devoir s'impose à nous : celui de délivrer les masses de la petite bourgeoisie et de la classe paysanne, qui se ruinent, qui sombrent dans l'indigence, de l'influence des idées et des préjugés de la bourgeoisie libérale. Ceux qui

prêchent des blocs avec les cadets nuisent également à cette œuvre. Au lieu de chercher à détacher le moujik du libéral, ils fortifient cette liaison contre nature, funeste pour la cause de la liberté et pour la cause du prolétariat. Au lieu de mettre en garde la masse paysanne contre la politique de coulisse des libéraux (ou plus exactement des politicards qui se partagent des sièges à la Douma), ils consacrent cette basse politique en y participant.

A bas tous les blocs ! Le parti ouvrier doit être effectivement indépendant dans sa campagne électorale, et non pas seulement en paroles... Il doit donner à tout le peuple, et surtout à toute la masse prolétarienne, l'exemple d'une critique idéologique ferme et hardie. C'est ainsi, et seulement ainsi, que nous amèneront les masses à participer véritablement à la lutte engagée pour la liberté, au lieu de les conduire au libéralisme de pacotille des cadets traîtres à la liberté.

Publié le 31 décembre 1906 dans le n° 2 de l'hebdomadaire « Ternii Trouda »

Conforme au texte de l'hebdomadaire

PLÉKHANOV ET VASSILIEV

L'attitude de la presse social-démocrate menchevique à l'égard des sacrifices dans l'esprit d'Erostrate de Plékhanov, collaborant au *Tovarichtch*, mérite l'attention de tout le parti de la classe ouvrière. Le représentant le plus distingué du courant menchevique, le leader des mencheviks — car c'est ainsi qu'on le désigne ouvertement et constamment dans tous les journaux libéraux — apporte à l'opinion publique la proposition d'une *plate-forme commune* des social-démocrates et des cadets.

Et les mencheviks se taisent !

On dirait qu'ils n'ont à eux ni journaux, ni revues, ni tracts, ni institutions, ni comités, enfin aucune organisation de parti. Ce que déclare devant toute la Russie *leur* leader, concernant *leur* politique, semble ne pas les toucher...

Mais nous savons parfaitement que les mencheviks possèdent des organisations — et même d'aussi influentes que le C.C. — et toutes sortes d'organes. C'est pourquoi leur silence montre une fois de plus toute la fausseté de leur position. Seuls, les bundistes se détachent de la masse menchevique. Ils se sont élevés contre le mot d'ordre d'une « Douma investie de tout le pouvoir », dans leur journal *Die Volkszeitung*, malheureusement presque inconnu au public russe. Ils se sont également moqués de Plékhanov dans *Nacha Tribouna* qu'ils éditent en russe. Ils ont prouvé par là du moins qu'ils ont la hardiesse d'avoir leur propre opinion et de reconnaître que *leur* organisation est *tenue* en fait, et non pas seulement en paroles, de se prononcer ouvertement

et nettement sur toutes les questions politiques, qu'elle est tenue de mettre son devoir politique devant le prolétariat au-dessus des préférences individuelles, de la camaraderie, et du respect des personnes...*

Quelle abomination dans un parti ouvrier ! La tendance qui prédomine dans le Parti et qui détient entre ses mains les pouvoirs du C.C. n'ose pas parler des fautes commises par *un* de ses membres. Dans toutes les réunions, chaque fois qu'il y a un débat devant les ouvriers, dans toutes leurs discussions avec les bolcheviks, les mencheviks affirment sous la foi du serment qu'ils ne sont pas d'accord avec Plékhanov. Mais dans leur presse ils se taisent : pas une seule déclaration *officielle* n'est venue d'aucune des cellules du parti. Qu'est-ce que cela signifie ? On désavoue en catimini et on confirme par un silence officiel ! On blâme en l'absence et l'on se tait en la présence... du monsieur. C'est ainsi qu'agissent seulement... devinez vous-même, honorables confrères, qui agit ainsi.

Mais nous, nous dirons aux ouvriers et à tout le parti : On ne peut faire confiance à des leaders politiques qui disparaissent avec tous leurs comités lorsque se produit une attaque brusquée, de qui que ce soit. On ne peut leur faire confiance. Dès qu'il s'agira de prendre une décision définitive, tous ces « leaders » se conduiront *non pas comme* ils disent, mais comme *le leur prescrit* un tiers.

---

* Nous recevons à l'instant un extrait du journal social-démocrate géorgien *Tsin* (En avant !) du 8 décembre. C'est l'organe des mencheviks de Tiflis. Résolument, ils combattent Plékhanov, déclarant que les considérations émises par lui en faveur du mot d'ordre d'« une Douma investie de tout le pouvoir », sont erronées, que, sous ce mot d'ordre, les social-démocrates *ne peuvent* comprendre qu'on leur parle d'une Assemblée constituante. Le mot d'ordre d'une « Douma investie de tout le pouvoir mutilerait, disent-ils, notre programme ». Ils démontrent ensuite que ce mot d'ordre n'est pas plus acceptable pour les cadets et qu'enfin il ne saurait être question d'une plate-forme commune entre cadets et social-démocrates. Une plate-forme commune « couperait les ailes à l'indépendance de notre Parti, elle estomperait les divergences d'opinion entre la social-démocratie et les partis bourgeois ».

A la bonne heure, camarades mencheviks de Tiflis ! Nous constatons avec plaisir qu'en dépit du C.C. et de la majorité des mencheviks russes, les bundistes et les Caucasiens n'ont pas reculé devant leur devoir qui était de dénoncer ouvertement la faute commise par Plékhanov, erreur d'opinion et faute de conduite.

Entre autres choses, la conduite de Plékhanov et des mencheviks dans l'incident en question illustre bien les propos qui circulent sur le caractère intellectuel de notre parti. Oui, c'est vrai, l'influence des intellectuels non prolétaires sur le prolétariat va chez nous au-delà de toute mesure. S'il en était autrement, est-ce qu'un parti prolétarien pourrait tolérer, même huit jours, les fredaines de Plékhanov et l'attitude observée à ce sujet par les mencheviks ? Ne découvre-t-on pas là le véritable caractère de tous les propos qui ont été tenus sur un congrès ouvrier *sans-parti* ? En effet, si notre parti était remplacé par un parti ouvrier légal (par un simple parti ouvrier, qui ne serait pas social-démocrate), comme le désirent Larine, les publicistes de *Naché Diélo* et de la *Sovrémennaïa Jizn*, le champ serait largement ouvert à des manifestations comme celles de Plékhanov. On pourrait écrire à son gré dans tous les journaux, adhérer à n'importe quel bloc de littérateurs ou de politiciens, et proposer de son propre chef des mots d'ordre à *soi*, sans tenir compte d'aucune organisation de parti ! Ce serait l'entière liberté pour la nature individualiste de l'intellectuel dans une masse ouvrière sans parti et complètement inorganisée. N'est-ce pas là l'idéal qu'on trouvait dans l'ancien *Credo* de Prokopovitch (pour lequel, nous autres, avec Plékhanov, en 1899-1900, sommes tombés à bras raccourcis sur Prokopovitch et l'avons chassé avec tous ses adeptes du Parti social-démocrate) ? Ce *Credo*, quintessence de l'opportunisme social-démocrate, prônait des associations ouvrières non politiques, sans-parti, pour une lutte économique et une action politique libérale. Les blocs avec les cadets et un congrès ouvrier sans-parti, ce n'est pas autre chose que le *Credo* de 1899, dans une nouvelle édition de 1906-1907.

La collaboration de Plékhanov au *Tovarichtch* ne réalise pas autre chose que la proposition de Larine : des sociétés de propagande libres, groupant tous les « socialistes » de toute espèce — socialistes sauf votre respect — sur un fond d'organisations ouvrières sans-parti. *Dans la réalité*, Plékhanov a collaboré au *Tovarichtch* non pas en tant que membre du Parti, non pas en tant que membre d'une des organisations du Parti. C'est un fait que l'on ne réussira à dissimuler par aucun sophisme, et aucun « silence » du C.C.

menchevique n'absoudra une certaine fraction de notre Parti de la responsabilité de ce fait. Dans la réalité, Plékhanov s'est conduit précisément dans l'esprit de Larine, comme un socialiste *étranger du Parti*, dans un organe « socialiste » étranger au Parti, apportant, on dehors du Parti, une proposition *non* socialiste et même *anti*socialiste.

Vassiliev a suivi les traces de Plékhanov. La Suisse, étant étrangère aux traditions du prolétariat révolutionnaire russe, nous fournit de plus en plus d'opportunistes « d'avant-garde ».

Vassiliev est un menchevik notable. Il a travaillé en commun avec les mencheviks, et non pas avec des camarades de rencontre dans un coin perdu, mais avec les plus notoires et les plus responsables représentants du menchevisme. C'est pourquoi ces derniers *n'ont pas le droit* de le traiter de haut en bas.

Et Vassiliev s'en réfère directement à Plékhanov. Bien plus *il s'appuie* directement sur lui. De cette intervention de Plékhanov, proposant dans la presse cadette une plate-forme commune avec les cadets, intervention qui déshonore le parti social-démocrate, il dit que c'est « un appel courageux ». Il « regrette que les autres partis ne possèdent pas des Plékhanov. »

Vassiliev fait montre de beaucoup de zèle, mais de peu d'esprit. Il a voulu louanger Plékhanov, et voici l'éloge qu'il lui décoche : « Par malheur, les autres partis ne possèdent pas *des* Plékhanov ! » C'est prodigieux ! Ce bon Vassiliev aura été le premier à se servir de ce terme « *les* Plékhanov » comme d'un *nom commun* désignant les politiciens qui agissent isolément et indépendamment de leur parti. Il est à penser que désormais l'on dira : « *les Plékhanov* dans le sens que *Vassiliev* donne à ce mot »...

En tapant amicalement sur l'épaule « des Plékhanov » les Vassiliev mettent les points sur les i. Les auteurs du *Credo* de 1899, messieurs Prokopovitch et consorts, parlaient d'un mouvement purement ouvrier, non contaminé par le bacille révolutionnaire. Les Vassiliev nous parlent d'une révolution qui doit engendrer la « Constitution », pas plus, et sans l'aide d'*aucun* accoucheur, sans révolutionnaires. *Pas* d'accoucheurs, pas de révolutionnaires, pas de peuple révolutionnaire, voilà le mot d'ordre de Vassiliev.

Chtchédrine a écrit une satire classique de la France, de cette France qui fusillait les communards, de cette France de banquiers à plat ventre devant les tyrans de la Russie, de cette République sans républicains [170]. Il est temps que nous naisse un nouveau Chtchédrine pour écrire la satire de Vassiliev et des mencheviks qui prétendent défendre la révolution en lançant ce mot d'ordre : Pas de révolutionnaires, pas de révolution !

Avons-nous le droit d'interpréter *ainsi* l'« intervention » de Vassiliev ? Avons-nous le droit de ranger à côté de lui les mencheviks ?

Mais bien sûr ! Dans tout cet article, dans toutes les idées et propositions de Vassiliev, on discerne nettement l'« intention » de collaborer à la naissance d'une Constitution en tuant la révolution. « Renoncer pour un temps » à tous les programmes en général, obtenir la fusion de tous les social-démocrates, socialistes-révolutionnaires, etc., avec les cadets, en un seul parti libéral, les grouper tous dans la lutte pour une « Constitution politique », « sans prétendre donner en même temps une solution des programmes économiques » (ce sont les termes mêmes de la lettre : « sans solution des programmes » — les conseillers du prolétariat russe, en Suisse, ne savent pas toujours s'exprimer correctement en russe), n'est-ce pas souhaiter de sauver la Constitution en renonçant à la révolution ?

La révolution, dans un sens véritable et sérieux, *ne saurait se concevoir* sans une « solution des programmes économiques ». La révolution ne peut être faite que par des masses que pousseront en avant de profonds besoins *économiques*. La chute de l'absolutisme en Russie, mais alors sa *véritable* chute, serait *forcément* une révolution *économique*. Seuls des novices en matière de socialisme peuvent ne pas comprendre cela. Rejeter les programmes économiques équivaut à répudier les causes économiques essentielles de la révolution, à rejeter l'idée de l'intérêt économique qui entraîne dans une lutte immense, d'une abnégation inouïe, des masses populaires durement opprimées, terrorisées et ignorantes. C'est rejeter les masses elles-mêmes pour ne garder qu'une bande d'intellectuels babillards et pour remplacer la politique socialiste par un babillage libéral.

« Qu'ont gagné les paysans à avoir leur cause défendue

par la Douma, laquelle a été dissoute principalement pour avoir posé la question agraire ? » Ce raisonnement ne mérite-t-il pas qu'on érige à Vassiliev, de son vivant, un monument pour avoir manifesté un opportunisme socialiste qui n'a été dépassé nulle part dans le monde entier ?

Et n'est-ce pas (nous en venons à la seconde des questions que nous avons posées) un raisonnement de mencheviks ?

Aller jusqu'à Tver dans un même compartiment avec les cadets, et sans nous gêner entre nous, dit Plékhanov. Aller avec les cadets à la Douma, en plein accord avec un parti non révolutionnaire (pour un temps ! « pour peu de temps ! » spécifie Vassiliev), pour atteindre les buts de la révolution, déclarent les mencheviks. Faire route ensemble jusqu'à un ministère de cadets, nous disait récemment notre C.C.

Allons-y, donc, allons-y, reprend Vassiliev, « *mais sans nous pousser, sans nous faire peur les uns aux autres* ». « Actuellement, au moment présent, elle (la lutte des classes et des groupes) est meurtrière et criminelle. »

La lutte des classes est criminelle : il est criminel de nuire à la Constitution par des revendications révolutionnaires (dans le genre de « la Douma investie de tout le pouvoir », l'Assemblée constituante, etc.). Les mencheviks peuvent bien désavouer Vassiliev (quoique, jusqu'à présent, ils ne l'aient pas désavoué), ils ne parviendront jamais à cacher que *c'est précisément cette idée* qui est à la base des programmes de bloc avec les cadets, des revendications d'un ministère pris dans la Douma, de tous les voyages faits ensemble jusqu'à Tver, etc., etc.

Vassiliev, bien entendu, est un être unique en son genre. Mais bien d'autres phénomènes naturels, uniques en leur genre, n'existent que dans une certaine ambiance, ne se produisent que dans certaines circonstances. Vassiliev, bien entendu, est le Mont-Blanc de l'opportunisme. Mais on ne trouve pas de Mont-Blanc dans les steppes. Les Monts-Blancs ne se rencontrent que parmi d'autres sommets alpestres. Les Vassiliev ne se manifestent qu'à côté « des Plékhanov », des Tchérévanine et *tutti quanti* jusqu'à Prokopovitch.

Et grâce « aux Plékhanov, dans le sens que Vassiliev donne à ce mot », M. Strouvé a la possibilité de parler comme il l'a fait à la réunion de Solianoï Gorodok, le 27 décembre (*Tovarichtch* du 28 décembre), déclarant que « tous les adversaires actuels des cadets seront eux-mêmes des cadets avant peu. On dit déjà du *Tovarichtch* que c'est un journal cadet. Les socialistes-populistes sont appelés des social-cadets et les mencheviks, des demi-cadets. Nombreux sont ceux qui considèrent G. V. Plékhanov comme un cadet, et en effet, bien des choses que dit maintenant Plékhanov peuvent être applaudies par les cadets. Il est regrettable seulement que Plékhanov n'ait pas parlé ainsi lorsque les cadets étaient isolés. Il n'y a que les bolcheviks qui puissent se montrer incorrigibles, et c'est pourquoi leur sort sera de figurer au musée de l'histoire ».

Merci pour le compliment, M. Strouvé le maladroit ! En effet, nous figurerons au musée de l'histoire, qui s'appellera : « Histoire de la révolution russe ». Nos mots d'ordre bolcheviques, le boycottage bolchevique de la Douma de Boulyguine, les appels bolcheviques à la grève de masse et à l'insurrection (dès le III[e] Congrès) se rattachent *indissolublement et pour toujours* à la révolution d'octobre en Russie. Et cette place *au musée*, nous en profiterons, pendant de longues années (au pis aller) et même pendant des dizaines d'années de réaction, nous nous en servirons pour éduquer le prolétariat dans la haine à l'égard de la bourgeoisie traîtresse des octobristes et des cadets, pour lui inculquer le mépris des phrases d'intellectuels et de la pleutrerie petite-bourgeoise. Cette place dans le *musée*, nous l'utiliserons pour prêcher aux ouvriers, dans tous les circonstances politiques, même dans les pires, une implacable lutte de classe, pour leur apprendre à se préparer à une *nouvelle* révolution, plus indépendante des fluctuations et de la duplicité de la bourgeoisie, plus proche de la révolution socialiste du prolétariat.

Quant à vous, honorable M. Strouvé, votre place au musée est celle des hommes qui jubilent et bavardent oiseusement lorsque triomphe la contre-révolution. En de pareils moments, vous aurez toujours l'occasion de jubiler, voyant que des révolutionnaires sont tombés dans la bataille, et que la scène appartient à des libéraux qui sont tombés

de leur propre gré, qui se sont mis à plat ventre devant l'ennemi, pour ramper à quatre pattes, « en commettant les dernières lâchetés ».

Si la révolution, malgré notre attente, ne doit pas se relever, si elle ne doit pas arracher le pouvoir à la bande tsariste, vous serez longtemps le héros de la contre-révolution ; quant à nous, nous aurons *une* « place au musée », une bonne place ; celle des représentants de la *lutte populaire en octobre*. Et si la révolution, comme nous le croyons, se redresse, il ne restera pas trace en huit jours des misérables cadets, la lutte des masses du prolétariat et des paysans ruinés se poursuivra sous les mots d'ordre du bolchevisme. La révolution ne peut qu'être réduite à néant sous l'hégémonie des cadets. Elle ne peut vaincre que sous l'hégémonie de la social-démocratie bolchevique.

« Prolétari » n° 11, 7 janvier 1907. *Conforme au texte du journal*

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU PARTI OUVRIER À PÉTERSBOURG

La troisième conférence, en un an, de l'ensemble de l'organisation pétersbourgeoise du P.O.S.D.R. vient d'avoir lieu [171]. La première conférence, réunie en février 1906, avait statué sur les élections à la Douma de Witte ; la deuxième avait étudié la question du soutien à accorder à la revendication d'un ministère pris dans la Douma, en juin 1906 ; la troisième s'est prononcée sur la campagne électorale pour la deuxième Douma, en janvier 1907.

Les grandes questions politiques dans les partis bourgeois sont résolues quand l'occasion s'en présente par une simple décision de telle ou telle « instance » du Parti, qui, dans la coulisse, prépare diverses ordonnances et recettes de politiciens pour le peuple. Le Parti ouvrier social-démocrate est le seul à réaliser en fait la démocratie dans son organisation, malgré les énormes difficultés et les lourds sacrifices que cela comporte pour un parti illégal. Le parti ouvrier social-démocrate est le seul à évaluer soigneusement, avant de faire quoi que ce soit d'important en politique, la valeur *de principe* de la démarche envisagée, sans chercher un succès éphémère, et en subordonnant sa politique pratique au but final qui est de libérer entièrement le Travail de toute exploitation. Seul, le parti ouvrier, en marchant au combat, exige de tous ses membres qu'ils disent nettement et franchement, après mûre réflexion, s'il faut faire cette demarche, et comment la faire.

Et la dernière conférence de l'organisation pétersbourgeoise a été basée sur une représentation démocratique de

tous les membres du Parti. En outre, les délégués devaient être élus d'après une enquête faite auprès de tous les membres du Parti qui avaient à dire comment ils considéraient les accords avec les cadets. Si les membres du parti n'avaient pas répondu consciemment à cette question de tactique, qui s'impose aujourd'hui, le démocratisme des élections pour la conférence n'aurait été qu'un jeu indigne du prolétariat.

Voici la résolution adoptée par la conférence :

Attendu : 1° que l'indépendance de la campagne électorale est adbsolument obligatoire pour la social-démocratie, en tant que parti de classe du prolétariat, dans tous les cas, lorsque ne se présentent pas des conditions particulières et exceptionnelles ; 2° que, jusqu'à présent, les social-démocrates de Pétersbourg, avec le Comité de Pétersbourg à leur tête, ont mené une campagne électorale absolument indépendante, exerçant son influence sur toutes les couches de la population laborieuse, sur celles qui professent un point de vue purement prolétarien comme sur celles qui ne se le sont pas complètement assimilé ; 3° qu'actuellement, quinze jours avant les élections, il est déjà clair qu'à Pétersbourg les chances des partis de droite sont insignifiantes, mais que les chances des cadets (surtout en vertu d'une tradition) sont importantes ; et que par conséquent la tâche qui s'impose au P.O.S.D.R. est surtout de tout faire pour ruiner l'hégémonie des cadets dans ce centre vers lequel sont tournés les regards de toute la Russie ; 4° que dans les larges couches de la population laborieuse et pauvre de la ville, qui n'ont pas encore adopté le point de vue prolétarien et qui sont capables d'influer sur l'issue des élections dans la curie urbaine, on remarque une certaine hésitation entre la tendance à voter plus à gauche que les cadets, c'est-à-dire à s'affranchir de la direction d'une bourgeoisie monarchiste-libérale traîtresse, et la tendance à s'assurer au moins un petit nombre de députés troudoviks à la Douma, en faisant bloc avec les cadets ; 5° que, parmi les partis des troudoviks hésitants, on remarque une tendance à justifier les blocs avec les cadets à condition d'obtenir un ou, en tout cas, deux sièges au plus sur les six qui reviennent à la capitale, et que ces partis motivent leur tendance en disant que les social-démocrates ne consentent sous aucun prétexte à s'entendre avec les couches non social-démocrates de la population pauvre de la ville contre la bourgeoisie libérale, la conférence décide :

1° de faire savoir immédiatement au Comité pétersbourgeois du Parti socialiste révolutionnaire et au Comité du groupe du Travail que le Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R. est prêt à s'entendre avec eux sous condition qu'ils ne feront aucun accord avec les cadets ; 2° les conditions de l'accord seront les suivantes : absolue indépendance des partis qui s'accordent, en ce qui concerne les mots d'ordre, les programmes et la tactique en général; répartition des six sièges à la Douma de la façon suivante : deux places à la curie ouvrière, deux aux social-démocrates, une aux socialistes-révolutionnaires et

une aux troudoviks ; 3° la conférence charge son organe exécutif de mener les pourparlers ; 4° dans la province d'après les mêmes principes, des accords locaux avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks seront admis.

Remarque. En ce qui concerne le parti des socialistes-populistes (ou du Travail) il est décidé ceci : considérant que l'attitude de ce parti est évasive à l'égard des questions essentielles de la lutte en dehors de la Douma, la conférence estime admissible un accord avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks à condition que ceux-ci ne passent aucun accord avec les socialistes-populistes.

Dans cette résolution, il y a trois points à considérer : 1° La conférence repousse absolument tout accord avec les cadets. 2° Les social-démocrates sont absolument résolus à présenter des listes indépendantes, quelles que soient les circonstances. 3° Ils admettent des accords avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks.

Il était du devoir absolu du parti ouvrier de repousser les accords avec les cadets. Dès que commencèrent les réunions préparatoires aux élections, à Pétersbourg, il fut clair pour tous que les social-démocrates révolutionnaires avaient raison quand ils disaient : en criant au danger de la réaction, nos libéraux ont fait du bourrage de crânes, s'adressant à des gens obtus et sans principes, pour écarter un danger qui les menaçait réellement et qui était de gauche. Les petites manœuvres de police du gouvernement, la suppression des électeurs pauvres au moyen d'instructions sénatoriales, et toutes mesures de cet ordre, n'ont pas pu modifier l'état d'esprit des électeurs (qu'il y en ait 100, 120 ou 150 000, peu importe). Et cet état d'esprit se manifeste nettement dans les réunions ; il est plus à gauche que les cadets.

Bien entendu, le danger réactionnaire n'est peut-être pas en ceci que de nombreux électeurs voteraient pour les Cent-Noirs ; il est plutôt en ceci que la police des Cent-Noirs peut arrêter les électeurs et les grands électeurs de gauche. On dit en effet avec insistance, que la « liberté » relative des réunions électorales (on est autorisé à respirer tout juste, et déjà, en Russie, on appelle cela liberté !) est un acte de provocation du gouvernement, qui a l'intention de coffrer les orateurs et les grands électeurs les plus en vu. Mais il n'est pas difficile de comprendre qu'en présence d'un danger réactionnaire *de ce genre*, ce qu'il nous

faut, ce ne sont pas des blocs avec les cadets : il faut que les masses soient prêtes à une lutte qui ne rentre pas dans le cadre de ce qu'on appelle le parlementarisme.

En deuxième lieu, la conférence a décidé, comme il fallait s'y attendre, que dans tous les cas les social-démocrates feront, dans la capitale, une campagne électorale indépendante. Ils peuvent proposer un accord quelconque à un autre parti, mais déjà auparavant nous nous préparions à une totale indépendance et maintenant nous sommes prêts. Dans ces conditions, les accords sont en réalité, du point de vue de l'ensemble de la campagne électorale, une exception, l'autonomie de la social-démocratie, une règle.

En troisième lieu, la conférence a proposé aux socialistes-révolutionnaires et aux troudoviks un accord à condition qu'ils se séparent des cadets et des socialistes-populistes cadétisants ; elle a aussi posé la condition que la curie ouvrière obtiendrait deux sièges et que les quatre autres seraient partagés par moitié.

A la base de cette proposition, il y a ceci qu'on distingue les partis d'après leur attitude de principe à l'égard de la lutte en dehors de la Douma, lutte qui peut s'imposer dès demain. La social-démocratie, en mettant des conditions de principe à son accord avec d'autres partis, donne ainsi la documentation qu'il faut pour la propagande et l'agitation devant les masses en ce qui concerne le vrai caractère des différents partis. La social-démocratie tient compte des particularités de la situation qui s'est créée à Pétersbourg, où les cadets mènent en laisse la masse de la petite bourgeoisie, qui penche vers les « troudoviks ». Nous ne pouvons, dans de telles conditions, négliger une tâche qui est de ruiner cette hégémonie des cadets et d'aider les travailleurs à faire *un pas* — un petit pas, bien entendu, mais d'une importance politique certaine —, un pas vers une lutte plus résolue, vers des idées politiques plus claires, vers une conscience de classe mieux définie.

Et nous arriverons à *ce* résultat par notre agitation, par la manière dont nous mènerons notre campagne électorale ; nous y arriverons en tout cas, quelle que soit la réponse des troudoviks et des socialistes-révolutionnaires à notre proposition. Nous n'avons pas à supputer les chances d'une réponse affirmative ou négative. Notre attention

ne peut porter sur ce point. Ce qui nous importe, devant telles ou telles possibilités partielles, c'est l'immuable politique du prolétariat : aux illusions d'une lutte pacifique et des joujoux constitutionnels, nous opposons la claire analyse des tâches d'une lutte en dehors de la Douma, qui devient imminente étant donné la marche des événements. Aux couches petites-bourgeoises de la population laborieuse dans les villes et dans les campagnes, nous disons : il n'y a qu'un moyen de remédier à l'instabilité et aux fluctuations du petit exploitant. Ce moyen, c'est un parti de classe indépendant, le parti du prolétariat révolutionnaire.

Publié le 14 janvier 1907 dans le n° 1 du journal « Prostyé Reichi »

Conforme au texte du journal

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES ÉLECTIONS À LA DOUMA [172]

Écrit les 13-14 (26-27) janvier 1907.
Publié en janvier 1907 en brochure aux Éditions « Novaïa Douma »

Conforme au texte de la brochure

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG

La conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg a pris la résolution de ne pas faire de bloc avec les cadets, mais d'offrir un accord aux troudoviks et aux socialistes-révolutionnaires. Les mencheviks ont élevé une quantité de protestations pour des questions de forme et, comme ils étaient en minorité, ils ont quitté la conférence.

Les journaux libéraux ont déjà fait grand bruit au sujet de cet incident. Ils prévoient une scission au sein du parti social-démocrate et s'empressent d'en tirer un bon nombre de déductions politiques. En conséquence, il est extrêmement important que tout ouvrier conscient se rende compte de ce qui se passe exactement dans l'organisation social-démocrate de Pétersbourg et sache l'attitude à prendre.

C'est pourquoi nous avons l'intention d'examiner les questions essentielles qui se posent à la suite de cet incident, à savoir : 1. la composition de la conférence ; 2. le motif du départ des mencheviks, c'est-à-dire la tentative que fit le C.C. pour scinder la conférence en deux parties, l'une représentant la ville et l'autre la province ; 3. la *signification de tout l'incident*, surtout vu la campagne électorale en cours à Pétersbourg.

I

COMMENT FUT CONVOQUÉE LA CONFÉRENCE SOCIAL-DÉMOCRATE ET QUELLE ÉTAIT SA COMPOSITION

La conférence de l'organisation pétersbourgeoise devait prendre une décision définitive sur la question politique la plus importante du moment actuel, à savoir : faut-il con-

clure des accords avec les cadets au premier degré des élections à la Douma ou ne le faut-il pas ?

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est organisé démocratiquement. Cela signifie que toutes les affaires du Parti sont menées, directement ou par l'intermédiaire de représentants, par tous les membres du parti, égaux en droits et sans aucune exception ; tous les responsables du parti, tous ses organismes dirigeants, toutes ses institutions sont désignés par voie d'élection, sont responsables et amovibles. Les affaires de l'organisation de Pétersbourg sont administrées par un comité local du P.O.S.D.R. qui est élu. Mais l'institution supérieure de l'organisation pétersbourgeoise, étant donné qu'il est impossible de réunir tous les membres du parti (environ 6 000 personnes), est la *conférence des représentants* de l'organisation. A cette conférence, *tous* les membres de l'organisation ont le droit d'envoyer des représentants : à raison d'un seul pour un nombre déterminé de membres du parti, par exemple, pour 50, comme il avait été décidé pour la dernière conférence. Ils doivent être *élus* par tous les membres du parti, et la décision qu'ils prennent est la solution suprême et définitive de toute question pour toute l'organisation locale.

Mais ce n'est pas tout. Pour que la solution soit véritablement démocratique, il ne suffit pas de réunir les délégués élus par l'organisation. Il est indispensable que *tous* les membres de l'organisation, en votant, se prononcent *indépendamment*, *individuellement*, sur la question débattue et qui intéresse toute l'organisation. Des partis et des unions démocratiquement organisés ne peuvent renoncer en principe à consulter l'opinion de tous leurs membres sans exception, au moins dans les cas les plus graves et surtout lorsqu'il s'agit d'une action politique spontanée de la *masse* : grève, élections, boycottage d'une grande institution locale, etc.

Pourquoi, dans ces cas-là, n'est-il pas suffisant d'envoyer des délégués ? Pourquoi réclame-t-on une enquête auprès de *tous* les membres du parti, pourquoi faut-il un « référendum » ? Parce que, pour le succès d'une action de masse, il est nécessaire de s'assurer la participation consciente et volontaire de chaque ouvrier. Une grève ne peut se faire avec ensemble, les élections ne peuvent être menées

consciemment si *chaque ouvrier* n'a pas, consciemment et volontairement, résolu pour lui la question : fera-t-on grève ? votera-t-on, oui ou non, pour les cadets ? Il est impossible de résoudre toutes les questions politiques par une enquête auprès de tous les membres du parti ; cela exigerait des votes interminables, lassants et stériles. Mais les questions les plus importantes, et notamment celles qui se rattachent directement à une action déterminée des *masses elles-mêmes*, doivent être nécessairement résolues, au nom du démocratisme, non seulement par l'envoi de représentants, mais par un référendum dans le parti.

Voilà pourquoi le Comité de Pétersbourg a décidé que les élections de représentants à la conférence auraient lieu obligatoirement *après* que les membres du parti auront débattu s'il convient de conclure des accords avec les cadets et se seront prononcés par vote sur cette question. Les élections sont chose à laquelle participe directement la masse. Les socialistes considèrent comme leur principale force une opinion consciente des masses. Ainsi donc, *tout* membre du Parti doit consciemment décider si l'on votera pour les cadets aux élections ou non. C'est seulement après une discussion ouverte sur ce point par tous les membres du parti réunis, qu'il sera possible à chacun d'adopter consciemment et fermement l'une ou l'autre solution. C'est seulement sur la base de cette décision que l'élection des représentants à la conférence deviendra autre chose qu'une affaire de camaraderie, d'amitié ou d'habitude (« élisons donc *notre* Nicolas Nicolaévitch, ou bien *notre* Ivan Ivanovitch ! ») ; ce sera une détermination consciente de la « base » *même* (c'est-à-dire de *tous* les membres du parti) sur la conduite politique qu'elle a personnellement à tenir *.

Les élections à la Douma, c'est-à-dire le vote essentiel du premier degré, pour désigner les délégués ou les grands

* Certains disent que l'élection d'un délégué, faite sans même qu'il y ait eu un vote préalable sur le fond de la question, peut être justifiée par la connaissance que l'on a des *opinions* de ce représentant. Cela est juste quand il s'agit de l'*ensemble* des opinions dudit représentant et non quand on traite d'une question spéciale se rattachant à l'action de la masse. Le refus de voter pour une plateforme (pour ou contre les blocs avec les cadets) signifierait dans ces conditions que les idées de l'électeur ne sont pas claires, qu'il est irrésolu, qu'il n'est pas en complet accord avec son représentant.

électeurs, se feront non par l'intermédiaire de représentants, mais par chaque électeur individuellement. Par conséquent, si nous voulons être en fait, non pas seulement en paroles, des socialistes organisés en un parti *ouvrier* véritablement *démocratique*, nous devons tâcher d'obtenir que *chaque ouvrier* examine et voie clairement s'il votera ou non pour les cadets. Il ne suffit pas de confier la représentation à ce brave Ivan Ivanovitch ou à ce brave Sidor Sidorytch, il faut *consciemment* élucider *dans le fond* la question débattue, et cela à la « base » du parti. C'est alors seulement que la décision exprimera démocratiquement la volonté consciente de la *masse*, et non pas seulement la volonté de représentants élus « à titre de copains ».

Le comité de Pétersbourg est l'organe dirigeant élu de *toute* l'organisation social-démocrate de la capitale et de la province de Pétersbourg. Pour diriger la *masse*, dans une affaire comme les élections à la Douma, il était tenu (s'il reconnaît le démocratisme autrement qu'en paroles) de chercher à gagner la participation consciente de *toute la masse* aux élections. Or, pour que la participation de toute la masse aux élections soit consciente et cohérente, il est indispensable que non seulement les délégués, mais chaque membre du Parti, donnent une réponse déterminée à leur Comité de Pétersbourg : est-il, oui ou non, pour un accord avec les cadets ?

Telle est la signification des « *discussions* » ouvertes sur cette question, la plus contestée, avant l'élection des délégués. A chaque réunion des membres du parti, avant d'élire les représentants à la conférence, il était indispensable de *discuter* d'abord cette question politique, il était indispensable d'entendre le rapporteur du C.P., c'est-à-dire de l'organisation dirigeante de la région, et ensuite de donner la parole à ceux qui avaient d'autres opinions à formuler. Après le débat, *tous* les membres du parti doivent voter, déclarant s'ils sont, oui ou non, partisans d'un accord avec les cadets. Le scrutin est vérifié par les membres d'une commission de contrôle dans laquelle les deux tendances sont représentées (s'il existe deux tendances dans l'organisation sur la question débattue). C'est seulement en observant ces conditions que le C.P. pourra effectivement connaître l'opinion *consciente de toute* la masse des

membres du parti et ne dirigera pas à l'aveuglette, sachant que les masses ont acquis une vision tout à fait claire de la question.

Cette explication nous était indispensable parce que des débats se sont élevés à la conférence au sujet des « discussions » et d'un référendum dans le Parti.

De tels débats ne devraient pas avoir lieu : c'est d'autant plus évident pour les membres du parti que, dans la lettre du C.C. datée du 10 novembre, concernant la solution de la question (des accords avec les cadets) par les organisations locales, il est nettement recommandé d'ouvrir une « *discussion préalable* » entre tous les membres du parti.

Examinons maintenant la composition même de la conférence. Primitivement on y avait admis tous les représentants élus dans telle ou telle organisation, sans vérifier la validité des élections (c'est-à-dire sans vérifier les « mandats »). Les représentants ou délégués étaient au nombre de 71, dont 40 bolcheviks et 31 mencheviks. Voici comment ces chiffres étaient répartis par quartiers :

Quartiers et rayons	*Bolcheviks*	*Mencheviks*	*Total*
Vassiléostrovski	7	6	13
Vyborgski	2	5	7
Gorodskoï	5	7	12
Cheminots	1	2	3
Lettons	2	—	2
Moskovski	4	5	9
Narvski	—	—	—
Nevski	2	1	3
Okroujnoï	9	2	11
Artisans et employés de magasin	4	1	5
Pétersbourgski	3	2	5
Estoniens	—	—	—
Organisation militaire	1	—	1
Total	40	31	71

Etaient absents deux délégués des Estoniens (tous deux bolcheviks) et un Letton (menchevik). S'ils avaient été présents, il y aurait eu 42 bolcheviks et 32 mencheviks.

Ainsi, *primitivement*, avant toute vérification des mandats, les bolcheviks étaient en majorité. Par conséquent,

tous commentaires et racontars, comme quoi les bolcheviks auraient obtenu « artificiellement » leur majorité, tombent d'eux-mêmes. Se plaignant de voir que les bolcheviks n'ont pas validé tous les mandats, les mencheviks portent leurs récriminations jusque dans la presse bourgeoise. Ils ont seulement oublié de faire savoir à cette presse qu'*avant même* la vérification des mandats, *avant* tout examen, la majorité *n'en appartenait pas moins déjà* aux bolcheviks !

Pour éclaircir encore mieux, et définitivement, cette question de la majorité à la conférence, prenons non le chiffre des mandats mais *le chiffre des suffrages exprimés par les membres du Parti dans sa totalité.*

Voici le tableau :

	Pour les	
	bolcheviks	*mencheviks*
Suffrages validés	1 848	787
Suffrages contestés	300*	946
Total	2 148	1 733

Ainsi, le nombre des suffrages exprimés par les membres du parti est de près de 4 000 (3 881). Les bolcheviks *l'emportent par plus de 400 voix.*

Il est ainsi hors de doute que, quand bien même on aurait validé *tous* les suffrages contestés, les bolcheviks auraient eu une forte majorité. Ainsi donc, quand on a discuté de la valeur ou de la non-valeur de telle ou telle partie de suffrages, il n'a pas été du tout question de contester la prédominance des bolcheviks ; dans la discussion on s'est demandé seulement comment appliquer intégralement le principe d'une représentation démocratique.

Pourquoi donc, cependant, les bolcheviks ont-ils refusé de valider certains mandats ? Parce que *ces* mandats-*là* ne pouvaient être reconnus valables. Or, des mandats irréguliers ne peuvent être mis sur le même plan que ceux qui ont été régulièrement établis et que personne ne conteste.

* Y compris 185 suffrages que la conférence valida. Si on les avait déduits, le chiffre des suffrages valables aurait été de 1 663.

Quels ont été les mandats contestés ? Ceux qui ont été établis irrégulièrement, par exemple en dehors de la vérification de la commission de contrôle, ou bien sans qu'il y ait eu discussion avant le vote, sans qu'il y ait eu vote « sur les différentes plates-formes » (c'est-à-dire sans que *tous* les votants se soient prononcés pour ou contre les accords avec les cadets). Des mandats irréguliers ne peuvent être considérés comme obtenus selon les règles de la démocratie.

Maintenant on demandera ce qu'il fallait faire à l'égard des mandats contestés. Fallait-il examiner chaque cas en particulier ? Impossible. Il aurait fallu consacrer à cette tâche un jour de plus. Or, la conférence ne disposait que du temps *strictement nécessaire*. C'est tout juste, tout juste si l'on a été prêt pour le jour où les ouvriers *devaient* aller aux élections de leurs délégués (le 7 janvier).

Il ne restait qu'une solution : élever le « pourcentage de représentation » pour *tous les mandats douteux* : c'est-à-dire admettre qu'un mandat de cette sorte représenterait 75 voix au lieu de 50. Ce procédé fut adopté pour trois motifs : 1° l'arbitraire était écarté et l'on prévenait ainsi toute irritation mutuelle à l'égard des mandats contestés ; 2° les mandats contestés par telle ou telle partie étaient tous soumis au même traitement ; 3° on tenait compte d'une décision du C.P. adoptée bien longtemps avant la conférence, à savoir : le C.P. avait décidé que, dans le cas où des élections démocratiques à la conférence seraient absolument irréalisables (par exemple dans le cas où la police empêcherait les réunions), on admettrait des représentants élus non tout à fait démocratiquement, mais on *relèverait* la norme de représentation, c'est-à-dire qu'on admettrait un représentant non pour 50, mais pour 75 ou 100 voix ou davantage.

Prenez, maintenant, le chiffre des suffrages contestés et non contestés. Pour ces derniers, en comptant un délégué pour 50 voix, nous avons : 37 bolcheviks et 16 mencheviks. Pour les premiers, en comptant un délégué pour 75 voix, nous avons : 4 bolcheviks et 12 mencheviks. Au total 41 bolcheviks (et en outre 1 de l'organisation militaire dans laquelle des élections démocratiques sont impossibles) contre 28 mencheviks.

Par quartiers et rayons, après validation définitive, ces 70 mandats étaient ainsi répartis :

Quartiers et rayons	*Bolcheviks*	*Mencheviks*	*Total*
Vassiléostrovski	7	6	13
Vyborgski	2	4	6
Gorodskoï	5	7	12
Cheminots	1	2	3
Lettons	2	1	3
Moskovski	4	4	8
Narvski	—	—	—
Nevski	2	1	3
Okroujnoï	9	1	10
Artisans et employés de magasin	4	—	4
Pétersbourgski	3	2	5
Estoniens	2	—	2
Organisation militaire	1	—	1
Total	42	28	70

On voit donc que les plaintes au sujet de la composition de la conférence sont dénuées de fondement. Bien entendu, si, devant un public non averti, on pousse les hauts cris parce que le mandat de tel ou tel a été invalidé, cela peut produire une certaine impression, pour une minute, surtout si le public ne réfléchit pas à l'affaire. Mais ce n'est pas là de la discussion ; c'est de la chamaillerie pure et simple.

Il suffit de prendre connaissance de toutes les données sur la composition de cette conférence et l'on verra immédiatement qu'il n'y a *rien* ou d'arbitraire dans le relèvement de la norme de représentation pour *toutes* les voix qui ont été contestées. Ce n'est pas par hasard, en effet, que 2 635 suffrages ont été admis sans discussion, sans contestation de la part de personne et que 1 246 seulement ont donné matière à contestation ! Et l'on ne peut pas sérieusement affirmer, vraiment, que la *masse* des suffrages contestés l'a été par hasard, sans aucun motif !

Réfléchissez, en effet, à ce que signifie un vote « sans plate-forme », comme celui auquel se sont livrés si souvent les mencheviks (c'est l'unique raison pourquoi le chiffre des mandats contestés atteint presque le millier pour eux). Cela signifie que l'enquête n'a pas été faite auprès de *tous*

les membres du Parti pour savoir quels sont ceux qui admettent des accords avec les cadets et ceux qui les repoussent. Les élections de délégués se font sans aucune enquête de ce genre ou sans plate-forme. La conférence ne peut donc pas connaître *exactement* l'opinion des membres du parti ! *La masse elle-même* n'est pas consultée sur la question débattue (qui concerne une action de masse). Dans ces conditions, peut-on éviter des irrégularités ?

Un partisan *sincère* du démocratisme dans l'organisation peut-il défendre des votes de cette sorte ? Le démocratisme ne consiste pas en ceci que la masse se fie à tel ou tel de ses représentants parce qu'elle les connaît ; il réside en ce que toute la masse doit consciemment donner ses suffrages sur le fond des plus importantes questions.

Enfin, les plaintes que l'on élève sur la composition de la conférence doivent être considérées comme absolument mal fondées pour cette raison encore qu'à Pétersbourg, ces derniers temps, il y a eu toute une *série* de conférences pareilles. L'an dernier, il s'en est tenu une sur la question du boycottage. La majorité était restée aux bolcheviks. A l'époque de la première Douma, il y eut une conférence où l'on examina la question de réclamer ou non un ministère issu de la Douma (c'est-à-dire un ministère cadet). Ce furent encore les bolcheviks qui l'emportèrent.

N'est-il pas plaisant d'entendre dire maintenant que la prédominance des bolcheviks, sur la question des accords avec les cadets, a été l'effet du hasard ?

II

PEUT-ON SCINDER LA CONFÉRENCE ?

Le Comité central du Parti, qui se compose d'une majorité de mencheviks, a exigé de la conférence de Pétersbourg qu'elle se scindât en deux groupes : celui de la ville et celui de la province. Cette exigence n'ayant pas été suivie d'effet, les mencheviks essaient d'en tirer argument pour justifier leur décision de quitter la conférence.

Voyons donc si cette sommation de leur part était conforme aux statuts du Parti, si elle était obligatoire pour la conférence, si elle était exécutable.

Les statuts de notre Parti déterminent très nettement son organisation démocratique. Toute l'organisation se construit par la base, suivant le principe de l'électivité. Les organisations locales, d'après les statuts, sont déclarées autonomes dans leur activité locale. Le Comité central, d'après les statuts, unifie et dirige tout le travail du Parti. Par conséquent, il est clair qu'il n'a pas le droit de se mêler de fixer la *composition* des organisations locales. Dès lors qu'il est admis que l'organisation se construit par la base, une intervention d'en haut pour en modifier la composition serait une véritable violation de tout le démocratisme, de tous les statuts du Parti. Admettons que l'organisation, pour une raison ou pour une autre, unisse des éléments hétérogènes, par exemple la ville et la province. Quand on a un régime démocratique, il est impossible de maintenir (ou de prescrire) une telle union par une instruction d'en haut. Ainsi donc, la division n'est possible que par la volonté de la base : la ville peut se séparer de la province et personne ne peut le lui interdire. La province peut se séparer de la ville et personne ne peut le lui interdire. Si, à la base, aucune portion plus ou moins considérable, plus ou moins particularisée de l'organisation n'a réclamé la séparation, c'est donc que le C.C. n'a pu *persuader aucune* partie influente de la nécessité de cette séparation ! Dans ces conditions, lorsqu'on essaie, d'en haut, d'imposer la séparation, c'est que l'on fait fi du démocratisme, c'est qu'on se moque des statuts du parti. Ni plus ni moins, c'est qu'on essaie d'employer l'autorité du C.C. dans le dessein de nuire, c'est-à-dire contre les intérêts de l'unité du parti, dans l'intérêt seulement d'une fraction (celle des mencheviks), c'est qu'on veut employer le pouvoir pour adultérer la volonté et les décisions des militants dans les organisations locales.

Le C.C. a tellement bien senti l'irrégularité de sa sommation que, dans une instruction *générale, rédigée par écrit*, il s'est exprimé avec beaucoup de circonspection. L'instruction du C.C. *recommande* à toutes les organisations du Parti d'adapter « *autant que possible* » (ce sont ses propres termes !) le cadre de l'organisation au cadre des circonscriptions électorales. Pareil conseil ne pouvait être rendu obligatoire, et *il n'en a pas été question*. Le

C.C. visait un but particulier qui concernait précisément Pétersbourg : c'est évident puisqu'il n'a pas demandé la division de la conférence *pour aucune des autres villes de Russie*. Par exemple, *à Wilna*, la conférence de la ville comprend aussi des social-démocrates mandatés par des établissements qui se trouvent *en dehors de la ville*, c'est-à-dire qui font partie d'une *autre* circonscription électorale. Le C.C. n'a pas eu l'idée de demander une division de la conférence de Wilna !

Il y a eu également à Odessa une conférence générale, bien qu'une partie des établissements représentés se trouve en dehors des limites administratives de la ville. Et, d'ailleurs, pourrait-on citer une seule grande ville dans laquelle les cadres de l'organisation correspondraient à une division administrative entre la ville et une partie de la province ? Peut-on sérieusement parler de séparer la *banlieue* des grandes villes qui sont les centres du mouvement ouvrier social-démocrate, d'en détacher des fabriques qui sont fréquemment les plus importantes, *les « faubourgs » les plus prolétariens* ? C'est un tel défi au bon sens que seuls les hommes les moins scrupuleux dans la recherche d'un prétexte de scission ont pu se saisir de ce motif.

Voyez la situation dans les différents quartiers de Pétersbourg et vous comprendrez que l'indication tendant à diviser la conférence est irréalisable. Pour procéder à la division d'une organisation en général ou d'une conférence en particulier, et en faire une pour la ville et une pour la province, il faudrait savoir l'adresse de chacun des membres du parti, ou bien avoir des cellules, des sections, des rayons formés d'après l'indice *territorial*, c'est-à-dire groupant leurs membres d'après leurs domiciles, d'après la situation des fabriques dans telle ou telle division *administrative* !

Or nous voyons qu'à Saint-Pétersbourg (comme probablement dans la plupart des villes de Russie) les rayons, les sous-rayons et les cellules de base sont constitués non seulement d'après l'indice territorial, mais encore d'après l'indice *professionnel* (tel ou tel métier, telle ou telle occupation des ouvriers et de la population en général) et d'après l'indice *national* (nationalités diverses, langues différentes).

Il y a par exemple, à Saint-Pétersbourg, un rayon des *cheminots*. Il a été constitué en tenant compte de la pro-

fession. Comment le diviserait-on en deux parties: celle de la ville et celle de la province ? Faudrait-il tenir compte du lieu de résidence de chaque cheminot en particulier : Pétersbourg, Kolpino, et autres stations ? Ou bien tiendra-t-on compte de l'endroit où se trouvent les trains qui, pour le malheur de notre C.C., ont la mauvaise habitude de bouger, allant de Pétersbourg-ville à divers endroits de la région, et qui même gagnent d'autres provinces que celle de Pétersbourg ?

Essayez donc de diviser le rayon *letton* ! Et celui des Estoniens et notre organisation militaire !

Les rayons constitués d'après le principe territorial ne peuvent pas être divisés non plus. Les ouvriers l'ont indiqué eux-mêmes à la conférence. Un ouvrier du rayon Moskovski se lève et dit : « Je connais des fabriques dans notre rayon qui se trouvent à la limite de la ville. Quand le travail est fini, on voit aussitôt les uns se diriger vers la « ville », les autres vers la « province ». Comment allons-nous nous diviser ici ? Et les ouvriers se sont tout simplement moqués de la proposition du C.C.

Il faut être très naïf pour ne pas voir que tout cela est cousu de fil blanc. Il faut être très naïf pour dire qu'on aurait dû essayer de se diviser « *à peu près* » *d'après les* « *possibilités* ».

Si l'on divise par à peu près, il faut admettre un certain *arbitraire*. Car il est *impossible* d'établir une distinction entre les rayons, entre celui des Lettons, celui des cheminots et autres. Et tout arbitraire appellerait de nouvelles protestations interminables, des plaintes, de nouvelles décisions du C.C. ; une myriade de nouveaux motifs de scission surgirait. Examinez la liste des rayons (celle que nous avons donnée ci-dessus), vous verrez qu'il pourrait se trouver des gens pour déclarer seulement quatre rayons de la ville, indiscutablement urbains : Vassiléostrovski, Gorodskoï, Vyborgski, Pétersbourgski. Pourquoi seulement ceux-ci ? Tout simplement parce que *les mencheviks y prédomineraient*. Et comment justifier pareil arbitraire ?

Et comment le C.C. a-t-il justifié cette autre mesure arbitraire de ne pas songer à diviser Wilna, tandis qu'il exigeait une division pour Saint-Pétersbourg ? Si vous vous mettez à discuter contre l'arbitraire, qui donc, définitive-

ment, tranchera la question ? Ce sera encore ce même C.C....

Les plus naïfs comprendront maintenant que, quand on se plaint de la composition de la conférence et du refus qu'elle a opposé à une proposition de division, on cherche simplement à distraire l'attention. Le fond de l'affaire, c'est que les mencheviks ont décidé de ne pas se soumettre à la majorité de l'organisation de Pétersbourg et de faire une scission à la veille des élections, pour passer du camp des ouvriers socialistes à celui des cadets.

III

QUE SIGNIFIE LE DÉPART DES MENCHEVIKS DE LA CONFÉRENCE ?

La déduction que nous venons de faire pourrait sembler par trop catégorique à certains lecteurs. Mais nous pensons qu'il est indigne d'un socialiste de dissimuler, d'estomper la vérité dans une affaire politique sérieuse. Il faut appeler les choses par leurs noms. Il faut dénoncer toutes les réticences, tout ce qui est fait pour détourner l'attention ; la masse ouvrière doit comprendre en toute clarté ce dont il s'agit. Les partis bourgeois sont les seuls à considérer les élections comme un jeu de coulisses et comme un partage de l'assiette au beurre. Le parti ouvrier doit avant tout obtenir que le peuple comprenne comme il convient les rapports entre les partis, qu'il comprenne bien ses intérêts, les tâches de la lutte, qu'il comprenne bien ce qui se passe dans les coulisses.

Nous avons vu que les plaintes qui se sont élevées au sujet de la composition de la conférence pétersbourgeoise du P.O.S.D.R. laquelle n'a pas voulu se diviser, ne sont que de faux prétextes. Nous savions que, dans le fond, la chose était simple. Les mencheviks désiraient à tout prix un accord avec les cadets. Ils savaient que la majorité des membres de l'organisation de Pétersbourg ne partageait pas cette opinion. Ils avaient décidé à la conférence de Russie de se soumettre, dans chaque localité, à la décision de l'organisation locale. Maintenant, *ils ont violé leur promesse*, en essayant d'arriver à leurs fins par une *scission*.

Les 31 mencheviks qui ont quitté la conférence ont déjà déclaré aujourd'hui (13 janvier) dans des journaux de Pétersbourg, qu'ils offrent un bloc aux cadets et à tous les partis du Travail, non seulement aux socialistes-révolutionnaires et aux troudoviks (auxquels la conférence a proposé un accord), mais encore aux « socialistes-populistes ».

La chose est donc claire. Le prolétariat conscient a décidé de mener une campagne électorale absolument indépendante. La petite bourgeoisie (les troudoviks y compris) hésite, se jette tantôt d'un côté tantôt de l'autre. Elle est capable de préférer à une lutte de principe une entente avec les cadets. Les mencheviks sont la fraction petite-bourgeoise du parti ouvrier. Au dernier moment, s'accrochant à des prétextes futiles, ils abandonnent le prolétariat révolutionnaire et passent du côté des cadets.

Cette déduction est juste, les journaux cadets nous le confirment mieux que tout. Pourtant, personne n'ira soupçonner les cadets de sympathiser avec les opinions de la social-démocratie pétersbourgeoise, c'est-à-dire bolchevique.

Voyez l'organe central du parti cadet, le journal *Retch*. Il est clair pour tous qu'avec le journal *Tovarichtch*, cet organe a constamment poussé les mencheviks vers une scission et s'est efforcé de toutes manières de faire leur éloge en établissant une distinction soignée entre eux et les bolcheviks. Dès qu'il a été connu que les mencheviks quittaient la conférence social-démocrate, la *Retch* a publié le 11 janvier un éditorial intitulé « La conférence social-démocrate et les accords ». Cet article *approuve* ouvertement la « fermeté » des mencheviks, il *salue la scission* décidée par eux. Cet article déclare nettement qu'« *en dehors d'un bloc des partis révolutionnaires, dans le sens étroit du mot* » (c'est-à-dire en dehors des social-démocrates de Pétersbourg et de ceux à qui ils ont proposé un accord, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires et du comité du groupe du Travail) restent *les mencheviks et les socialistes-populistes* (le parti demi-cadet le plus modéré parmi les partis du Travail petits-bourgeois).

Et les cadets déclarent nettement qu'ils sont prêts « *à reprendre* » les pourparlers avec ces « deux partis modérément socialistes ». Ils déclarent nettement que « la diffé-

renciation (la séparation) qui s'est produite dans les partis socialistes promet jusqu'à un certain point de rapprocher les conceptions des socialistes modérés sur la tactique à suivre envers la Douma et les nôtres (c'est-à-dire celles des cadets) ».

Ces propos du principal organe cadet sont extrêmement importants. Les cadets apprécient les résultats pratiques de l'évolution des mencheviks. Ils voient aussi clairement que la scission organisée par les mencheviks a une importance de principe, car elle modifie en fait l'attitude des mencheviks à l'égard des idées de base touchant la lutte politique et les tâches de la classe ouvrière. Les cadets ont parfaitement compris que les mencheviks ont évolué non seulement dans le sens d'une tolérance pratique des accords, mais aussi dans celui de l'acceptation des idées essentielles de la bourgeoisie, qu'ils se sont éloignés de la politique prolétarienne pour se rapprocher de la politique bourgeoise. La *Retch* dit nettement que les *socialistes modérés* (c'est-à-dire les mencheviks) se rapprochent de la tactique cadette, reconnaissent en fait la primauté et la direction des cadets. Avant de savoir si les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks accepteront la proposition de la conférence social-démocrate, les cadets établissent *déjà* leur calcul sur un rapport parfaitement déterminé des forces politiques en présence : la bourgeoisie libérale dirige la petite bourgeoisie modérée et la partie petite-bourgeoise du prolétariat ; le prolétariat révolutionnaire marche indépendamment, entraînant derrière lui dans le meilleur des cas (le meilleur pour nous, le pire pour les cadets) une partie seulement de la petite bourgeoisie.

C'est ainsi précisément que les cadets présentent l'affaire. Il faut bien en convenir, ils ont ici parfaitement raison. Comme la gouttelette d'eau reflète le soleil, ce qui se passe ici à Pétersbourg reflète en plus petit un phénomène constant, le rapport, propre à tous les pays capitalistes, entre la politique de la bourgeoisie libérale, celle de la classe ouvrière et celle de la petite bourgeoisie. Partout et toujours la bourgeoisie libérale s'efforce d'acheter, par localités, la masse non éduquée, pour la détourner de la social-démocratie révolutionnaire. Les cadets commencent à appliquer en Russie le procédé « anglais » de

lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat, de lutte non par la violence, mais par la corruption, par la flatterie, par la division, par des avances aux « modérés », que l'on fait ministres, députés, délégués, etc.

La phrase sur la « reprise » des pourparlers dans la *Retch* des cadets est elle aussi tout à fait claire. Tant que les social-démocrates sont restés unis, tant que parmi eux les révolutionnaires ont dominé, les pourparlers ont été interrompus. Maintenant que « les deux partis socialistes modérés » se sont détachés de la révolution, les cadets déclarent que « les pourparlers pourraient reprendre ».

Si, pour le lecteur, le sens pratique de ces mots n'est pas tout à fait clair, nous allons le lui expliquer. Les cadets offraient deux sièges (sur six) aux gauches, à savoir un siège à la curie ouvrière, un à l'ensemble des socialistes. Les pourparlers ont été rompus. Maintenant, les cadets rappellent les « socialistes modérés » : Reviens, acheteur, on pourrait s'entendre ! Nous donnerons peut-être maintenant un siège à un menchevik, l'autre à un « socialiste-populiste » ; nous irons même jusqu'à vous céder trois sièges.

Voilà ce que signifient les paroles des cadets quand ils parlent de reprendre les pourparlers : Nous n'avons pas cédé aux *gens de gauche*, mais nous ferons des concessions aux *modérés de la gauche* !

Un homme naïf ou novice en politique peut hocher la tête tant qu'il voudra, exprimer des doutes, formuler des condoléances, etc., cela ne changera rien à l'affaire. Peu importe la *façon* dont un certain résultat a été obtenu, ce qui importe c'est le résultat lui-même (pour les cadets, mais pas pour la masse ouvrière, à laquelle il importe d'avoir une *nette vision* en matière de politique).

Comment ont été menés les pourparlers des mencheviks avec les cadets, nous ne le savons pas : était-ce par écrit, ou verbalement, ou même par simples allusions ? Il est possible que des mencheviks modérés bien placés aient simplement *fait allusion* devant les leaders cadets à la scission probable dans la social-démocratie, qu'ils aient fait comprendre qu'on pourrait admettre des accords *par rayons*. Et les cadets, bien entendu, ont saisi l'allusion au vol : « Ils » briseront l'unité des social-démocrates de

Pétersbourg, et nous, nous « les » mettrons dans la liste du rayon ! Service pour service. Est-ce une tractation moins effective, moins utile, moins solide que s'« ils » étaient allés directement à Kutler, à Milioukov ou à Nabokov et s'ils avaient dit nettement : nous ferons pour vous une scission dans la conférence social-démocrate de Pétersbourg et vous nous ferez élire, sur une des listes de rayon ?

Telle est, effectivement, la politique des bourgeois libéraux et des opportunistes social-démocrates dans *tous* les pays constitutionnels. Les ouvriers russes doivent *apprendre à comprendre* cette politique, s'ils ne veulent pas se laisser mener par le bout du nez. Déjà Tchernychevski avait dit : quiconque a peur de se salir les mains, n'a qu'à pas faire de politique [173]. Celui qui participe aux élections et qui craint de se salir en retournant la boue de la politicaillerie bourgeoise, qu'il s'écarte ! Les naïfs aux blanches mains ne font que nuire en politique par leur crainte de regarder directement au fond de l'affaire.

Dans la presse bourgeoise, nous trouvons un autre écho qui confirme l'appréciation que *nous avons donnée* de la scission : c'est un article de Mme Kouskova dans le *Tovarichtch* (du 10 janvier). Elle aussi salue les mencheviks, les encourage à une scission définitive, leur déconseille de faire des « compromis » avec les bolcheviks, leur promet de les aider au nom du *Rabotchéié Diélo*.

Pour comprendre cet article de Mme Kouskova, il faut savoir ce qu'elle est. Nous le dirons, car la majorité des ouvriers l'ignore.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a été fondé en 1898. En 1899, Mme Kouskova et M. Prokopovitch étaient membres du Parti, membres de l'organisation étrangère à la tête de laquelle se trouvait alors Plékhanov, dans ce *temps-là* social-démocrate révolutionnaire. Mais Mme Kouskova, dans ce temps-là, comme à présent, était une opportuniste, elle défendait les opinions petites-bourgeoises dans la social-démocratie, elle défendait le bernsteinisme, c'est-à-dire, en dernière analyse, la subordination de la classe ouvrière à la politique des libéraux. C'est dans son fameux *Credo* qu'elle a exprimé le plus clairement ses idées. Il y était dit que les ouvriers doivent

mener une lutte économique, tandis que les libéraux mèneront la lutte politique. Les partisans du *Rabotchéié Diélo* (opportunistes dans la social-démocratie) tendaient en fait à cette conception-là. Plékhanov avait déclaré à ces idées une guerre à mort (en quoi il fut aidé par les social-démocrates révolutionnaires russes) et *il fit une scission*, sur ce principe, dans l'organisation du P.O.S.D.R. à l'étranger. Il lança contre les opportunistes et principalement contre Mme Kouskova une brochure intitulée *Vade-mecum* (pour les partisans du *Rabotchéié Diélo*).

Mme Kouskova fut alors exclue du Parti social-démocrate. Avec M. Prokopovitch, elle alla aux libéraux, aux cadets. Puis elle quitta les cadets, elle fut écrivain « sans-parti » dans le *Tovarichtch* cadet qui se voulait « sans-parti ».

Mme Kouskova n'est pas un exemple unique. Elle est *un type* de la petite bourgeoisie intellectuelle qui introduit de l'opportunisme dans le parti ouvrier et qui vagabonde de la social-démocratie aux cadets, des cadets aux mencheviks, etc.

Tels sont les gens qui battent du tambour, et qui crient hourra, applaudissant à la scission que les mencheviks ont faite dans la social-démocratie de Pétersbourg.

Tels sont les gens auxquels les ouvriers qui suivent les mencheviks livrent la cause du prolétariat.

IV

LES PARTIS POLITIQUES ET LES PROCHAINES ÉLECTIONS À PÉTERSBOURG

Où en est la préparation aux élections à Pétersbourg ? Il est d'ores et déjà clair qu'il y aura trois listes de candidats principales en présence: celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle de la social-démocratie.

A la première liste se rallieront les octobristes ; à la deuxième, les mencheviks probablement et les socialistes-populistes ; à la troisième, les troudoviks et les socialistes-révolutionnaires peut-être, mais ces partis hésitants, qui n'ont pas donné jusqu'à présent de réponse définitive,

peuvent tout aussi bien suivre (partiellement, en raison de la scission chez les social-démocrates) les cadets.

Existe-t-il à Pétersbourg un danger cent-noir ? C'est-à-dire, les réactionnaires ont-ils des chances de passer aux élections ? Les mencheviks qui quittent maintenant les socialistes pour aller aux cadets, l'affirment.

C'est un mensonge criant.

Même la *Retch* des cadets, un journal circonspect, diplomate, qui défend les intérêts des libéraux, jusqu'à la moindre vétille, même la *Retch*, écrit par la plume de M. Verghejski qu'aux réunions électorales les octobristes sont tout à fait déconsidérés, que l'électeur hésite entre les cadets et les socialistes.

Tout ce que l'on sait des réunions électorales, de l'impression produite par la Lidvaliade[174], le jugement des assassins de Herzenstein[175], les exploits des Cent-Noirs que l'on a dénoncés, etc., tout cela montre clairement que les partis de droite ne jouissent d'aucun crédit parmi les électeurs.

Venir encore parler d'un danger cent-noir aux élections c'est chercher à se mystifier et à mystifier la masse ouvrière. Il est maintenant clair que tout ce que l'on raconte du danger d'extrême droite vient des cadets, et que c'est une tentative pour entraîner dans son sillage la masse peu consciente.

Le danger de réaction n'est pas dans les suffrages que l'on pourra accorder aux Cent-Noirs, mais dans les coups de force que l'on peut attendre du gouvernement, dans des arrestations de délégués, etc. Contre *ce* danger, il faut chercher les moyens de réagir, non par des accords avec les cadets, mais par le développement de la conscience et de la fermeté révolutionnaires des masses. Or, ce sont les cadets qui font obstacle plus que tous les autres au développement de cette conscience et de cette fermeté.

Effectivement, à Pétersbourg, il y a une lutte sérieuse entre les cadets et les social-démocrates. Les partis du Travail ont prouvé leur faiblesse, ils l'ont prouvée en se rangeant à la suite du parti « socialiste-populaire », le plus modéré, et à demi cadet ; ils l'ont prouvé enfin par leur manque absolu d'indépendance et de fermeté.

Si les mencheviks n'avaient pas trahi les socialistes à

la veille des élections, il est indubitable que les troudoviks et les socialistes-révolutionnaires *auraient accepté* nos conditions. La *masse* des électeurs qui est à Pétersbourg comme partout la masse des pauvres aurait marché sans aucun doute pour les socialistes et les troudoviks, mais pas pour les cadets. Les élections à Pétersbourg auraient représenté alors une bataille sérieuse dans laquelle, devant toute la Russie, auraient été formulées, sous une forme nette et claire, les questions *essentielles* concernant l'avenir de la révolution russe.*

La trahison des mencheviks nous crée des difficultés dans cette affaire des élections, mais le principe d'une *campagne indépendante des social-démocrates* n'en devient que *plus important*. Le prolétariat n'a pas et ne peut avoir, contre les hésitations de la petite bourgeoisie, d'autres moyens que de développer la conscience de classe, d'assurer la cohésion des masses, de les instruire sur l'*expérience* des événements politiques.

Tandis que les troudoviks hésitent, tandis que les mencheviks font des marchandages, nous devons, de toutes nos forces, mener une agitation indépendante. Que tous sachent que les social-démocrates sont décidés à présenter dans tous les cas et sans réserves leur propre liste. Et que toutes les couches indigentes parmi les électeurs sachent aussi qu'elles auront à choisir entre les cadets et les socialistes.

Les électeurs doivent mûrement réfléchir à ce choix. Cette méditation contribuera, en tout cas, considérablement au développement de la *conscience* des masses ; c'est combien plus important que d'assurer un siège à « X » ou à « Y » chez les cadets. Si les masses pauvres de la ville se laissent

* Il est intéressant, sous ce rapport, de voir ce qui s'est passé à la réunion électorale de Kolomna tenue ces jours-ci. Un « troudovik », Vodovozov (qui probablement n'est devenu troudovik que pour traîner le groupe des troudoviks à la remorque des cadets), fait voter la motion suivante : donner aux cadets deux places sur six dans le bloc des gauches ! O naïveté ! Pour donner un minimum de sièges, il faut *d'abord* vaincre, M. Vodovozov, et non pas se traîner à la suite des cadets! Et même une assemblée présidée par *un si beau tambour major* a montré, par son vote, que la masse est plus à gauche que les cadets. Cette masse, nous devons la placer devant une alternative : pour la bourgeoisie libérale ou bien pour le prolétariat révolutionnaire.

encore une fois berner par les promesses des cadets ou séduire par le lustre des belles paroles des libéraux et des promesses d'un progrès « pacifique », d'une législation « pacifique » à la MM. Gourko, Kutler et Milioukov, les événements détruiront bientôt leurs dernières illusions.

La social-démocratie révolutionnaire doit dire toute la vérité aux masses et suivre résolument sa voie. Celui qui apprécie les conquêtes véritables de la révolution russe, obtenues par la lutte prolétarienne, celui qui a l'instinct du travailleur et de l'exploité, marchera avec le parti du prolétariat. Et la justesse des idées de ce parti deviendra de plus en plus claire pour les masses à chaque nouvelle étape de la révolution russe.

POSTFACE

L'éditorial de la *Retch* du 14 janvier confirme une fois de plus ce que nous avons déjà dit sur l'importance du passage des mencheviks du camp socialiste au camp de la bourgeoisie. La *Retch* triomphe, ses prévisions se sont réalisées, les mencheviks se détachent de nous à Pétersbourg et créent leur propre organisation. « C'est ce qui est arrivé, dit leur journal, rappelant divers articles précédents. Une partie de la social-démocratie, non la plus influente sans doute, mais la plus disposée à une activité parlementaire, a fait bon accueil à nos propositions. »

C'est la vérité. Les mencheviks ont fait bon accueil aux velléités des bourgeois libéraux de détacher les opportunistes du parti ouvrier et de les mettre sous la tutelle des cadets. Nous avons vu plus haut que la *Retch* a déjà séparé les mencheviks et les socialistes-populistes des partis révolutionnaires en disant que ce sont des « socialistes modérés ». Maintenant, elle fait un pas de plus. Elle dit que les socialistes-populistes préféreront vraisemblablement un bloc avec les cadets. Elle dit que « les mencheviks sont résolument allés vers la constitution d'un *bloc général d'opposition* ». « La possibilité d'un bloc d'opposition des cadets, des mencheviks et des socialistes-populistes s'est accrue considérablement, il faut le reconnaître, après le refus des bolcheviks. »

Ainsi, les cadets eux-mêmes ont reconnu qu'il y a trois blocs, ou, en tout cas, trois forces politiques essentielles aux élections : le bloc du gouvernement, le bloc de l'opposition et le bloc révolutionnaire. Division parfaitement juste. Nous remarquons que, par la force des choses,

les cadets sont amenés à reconnaître ce que nous indiquions avec insistance depuis longtemps. Et nous remarquons aussi que, dans le « bloc » révolutionnaire, il n'y a de ferme, *pour l'instant*, que la social-démocratie révolutionnaire. Les autres éléments et, notamment, la petite bourgeoisie révolutionnaire (les « socialistes-révolutionnaires ») hésitent encore.

Que les mencheviks passent aux cadets, cela a une signification de principe qui se révèle de plus en plus. Les belles phrases qu'on trouve dans les programmes électoraux et dans les résolutions des mencheviks (par exemple à la conférence social-démocrate de Russie), quand ils prétendent qu'ils dénonceront les illusions d'une voie pacifique, quand ils conseillent d'élire à la Douma non des « solliciteurs », mais d'ardents militants, etc., etc., etc., toutes ces belles paroles, on l'a bien vu, ne sont que *des mots*. En réalité, les mencheviks ont agi de telle façon que les cadets les ont entraînés à leur suite, les ont fait servir *leur* politique. En réalité, les mencheviks *se sont trouvés* dans le « bloc d'opposition », c'est-à-dire qu'ils ne sont plus que les suiveurs des cadets.

Bien plus, l'éditorial de la *Retch* du 14 janvier nous découvre aussi *à quel prix* les cadets ont l'intention de rétribuer les mencheviks pour l'aide qu'ils obtiendront d'eux et pour leur entrée dans le bloc d'opposition. Ce prix, c'est un siège à la Douma, qui *sera enlevé à la curie ouvrière*. Lisez plutôt ceci :

« Etant donné que (par suite de la formation d'un bloc d'opposition composé de cadets, de mencheviks et de socialistes-populistes) le nombre des prétendants aux sièges de la Douma a été réduit, il est possible que, par une nouvelle combinaison, on adopte la proposition du parti de la liberté du peuple et qu'on se borne à prendre deux sièges sur six. Bien entendu, cette proposition devra être quelque peu modifiée. *Le siège que l'on destinait à un élu de la curie ouvrière, après la décision de la conférence ne peut évidemment être accordé à un ouvrier bolchevique.* Avec une nouvelle composition du bloc, *les mencheviks pourraient considérer ce siège comme une acquisition légitime.* Un autre des sièges, sur les deux que cède le parti de la liberté du peuple, resterait en ce cas au bloc socialiste-populiste. »

Admirable tripotage ! On peut féliciter les cadets d'avoir traité à bon compte ! Pour deux sièges que l'on « cède », acquérir tous les partis petits-bourgeois, tout ce qu'il y a de petit-bourgeois dans le parti ouvrier, et tout cela aux *frais des ouvriers* !

Les ouvriers doivent perdre un représentant de leur curie ouvrière *parce que* les mencheviks ont renié les social-démocrates et sont devenus un parti socialiste modéré (c'est un jugement de la *Retch*), parce qu'ils sont entrés dans un bloc d'opposition. Les ouvriers de Pétersbourg perdent le droit que les cadets leur avaient accordé de disposer d'un siège *parce que* les mencheviks, au lieu de suivre les social-démocrates révolutionnaires, ont marché avec les cadets. Pour une « petite transaction » conclue avec les cadets, les mencheviks obtiennent une « petite concession » non pas aux frais des cadets, mais aux frais des ouvriers... N'est-ce pas un merveilleux exemple des concessions faites au « peuple » par la bourgeoisie ? Elle est prête à céder une petite place aux champions du « peuple », pourvu que ces champions passent à la bourgeoisie...

Les délégués et les grands électeurs nommés par la curie ouvrière verront certainement maintenant quels sont les *avantages* non seulement théoriques, mais pratiques de leur accord avec les cadets. N'est-il pas clair que les cadets ont donné (nous ne disons pas qu'ils donnent, mais qu'ils ont donné) un siège à la curie ouvrière par sympathie sincère pour le peuple, véritablement dans l'intérêt de sa vraie liberté, et non pas pour amener à la bourgeoisie une masse indigente et ignorante ?

« TU ENTENDRAS LE JUGEMENT D'UN SOT[176]... »

(EXTRAIT DES NOTES D'UN PUBLICISTE SOCIAL-DÉMOCRATE)

Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1907.

La presse bourgeoise commente sans fin la décision de la conférence social-démocrate de Pétersbourg. Le chœur des libéraux — depuis la *Retch*, officielle et guindée, jusqu'à la feuille boulevardière *Ségodnia* — exulte à l'occasion de la scission faite par les mencheviks ; on triomphe de voir ces enfants prodigues de la « société » rentrer dans le « bloc d'opposition » et échapper enfin à l'influence des « illusions révolutionnaires ».

Aux social-démocrates qui tiennent véritablement pour le prolétariat révolutionnaire, il n'est pas inutile de poser cette question :

Quels sont donc les juges de l'affaire ?

Prenons le meilleur de ces juges, le journal *Rodnaïa Zemlia* du 15 janvier. La tendance de ce journal est indubitablement plus à gauche que celle des cadets. D'après toutes les données, on peut affirmer qu'il penche vers les troudoviks. A titre de confirmation documentaire de cette caractéristique, on peut indiquer que M. Tan [177] collabore à ce journal. M. Tan figure dans la liste qui a été publiée des membres du Comité d'organisation du « parti du Travail (socialiste-populiste) ».

Ainsi les arbitres sont les troudoviks.

Ils condamnent les bolcheviks et approuvent, à l'instar des cadets, le plan des mencheviks. Ils se distinguent des

cadets uniquement en ce que, dans le bloc de tous les partis de gauche, ils ne veulent accorder aux cadets que deux ou trois sièges au plus.

Telle est la sentence. Voyons les motifs.

« La discussion est essentiellement centrée sur la question de savoir s'il existe, oui ou non, à Pétersbourg, un danger venant des Cent-Noirs. »

C'est faux. Si vous vous chargez de juger la social-démocratie bolchevique dans l'éditorial d'un journal politique, vous *êtes tenus* de savoir sur quoi vous jugez. Vous dites vous-mêmes, dans ce même article : « La discussion qui s'est engagée actuellement sur les résolutions de la conférence (social-démocrate) présente un indubitable intérêt social. » Quiconque exprime le désir de participer publiquement à une discussion intéressant tout le monde et, immédiatement, se montre ignorant du « centre » de la discussion, risque de recevoir à la figure une appellation peu flatteuse...

La social-démocratie révolutionnaire a bien des fois déjà, dans toutes ses déclarations politiques, expliqué et souligné que le « centre » des discussions sur la tactique pendant les élections *ne peut être* la question de ce que l'on appelle le péril réactionnaire.

Pourquoi cela ne peut-il être? Parce que la tactique d'un parti ouvrier, en temps d'élections, doit être uniquement l'*application* à un cas particulier des *principes généraux* de la tactique socialiste du prolétariat. Les élections ne sont qu'une arène particulière — et non la plus importante, la plus essentielle, loin de là (surtout à une époque révolutionnaire) de la lutte du prolétariat socialiste pour la liberté et pour la suppression de toute exploitation. Outre la lutte à coups de bulletins électoraux, il existe une autre lutte qui *nécessairement* s'échauffe aux époques révolutionnaires. Cette lutte, bien des intellectuels qui se croient instruits et dont les sympathies pour la liberté ne vont pas plus loin que le bout des lèvres, ont tendance à oublier. Et l'oublient aussi les petits patrons qui se tiennent à l'écart de la lutte quotidienne la plus aiguë contre le Capital et ses acolytes. Mais c'est une lutte que le prolétariat n'oublie pas.

Et voilà pourquoi, pour le prolétariat conscient, la tactique en temps d'élections ne peut consister qu'en une adaptation de sa tactique générale à celle qui s'impose particulièrement, en temps d'élections, mais en aucun cas les principes de cette tactique ne peuvent être changés, le « centre » de cette tactique ne peut être déplacé.

Les principes de la tactique socialiste en temps de révolution sont que la classe d'avant-garde, le prolétariat, doit marcher en tête de la révolution populaire (la révolution qui a lieu actuellement en Russie est bourgeoise en ce sens que la conquête de toute la liberté et de toute la terre par le peuple ne nous affranchira nullement de la domination de la bourgeoisie ; il est clair que ce caractère de la révolution, au point de vue social et économique, ne l'empêche nullement d'être une révolution populaire). La classe d'avant-garde doit par conséquent dénoncer implacablement à *toutes les masses* le caractère illusoire de toutes espérances fondées sur des pourparlers et des accords avec l'ancien régime en général, et, plus particulièrement, sur des accords entre propriétaires et paysans dans la question agraire. La classe d'avant-garde doit mener en toute indépendance une lutte implacable, ne soutenant que ceux qui effectivement combattent et seulement dans la mesure où ils combattent.

Tels sont les principes de la tactique socialiste qui prescrivent au parti ouvrier son indépendance de classe, en tant que règle générale, la collaboration et les accords seulement avec la bourgeoisie révolutionnaire et seulement comme exception.

Les libéraux ne comprennent pas ces principes de la tactique social-démocrate. L'idée de lutte de classe leur est étrangère, il leur répugne de voir qu'on établit une opposition entre les pourparlers et les transactions, d'une part, et la révolution populaire, de l'autre. Mais *tous* les social-démocrates, bolcheviks et même mencheviks, reconnaissent les principes de cette tactique. MM. les troudoviks qui se risquent à publier un journal politique, sans savoir l'a b c des questions tactiques actuelles du socialisme, peuvent se renseigner là-dessus, ils n'ont qu'à lire la plateforme du parti social-démocrate, qui est celle des mencheviks qui prédominent dans le C.C.

« Citoyens, dit cette plate-forme, il faut élire à la Douma des hommes qui non seulement veulent la liberté pour la Russie, mais essaient d'aider la révolution populaire à conquérir cette liberté... La majorité de la première Douma, dirigée par le Parti de la « liberté du peuple », espérait obtenir la liberté et la terre au moyen de pourparlers pacifiques avec le gouvernement... Elisez donc, citoyens, des militants de la révolution qui continueront avec vous la grande œuvre commencée en janvier, en octobre et en décembre de l'année dernière (1905). »

Le « fond de la discussion », auquel n'ont rien compris nos troudoviks est de savoir si, *en principe*, des accords avec les cadets sont admissibles *de ce point de vue*. A cette question la conférence social-démocrate de Pétersbourg a répondu négativement, ainsi que les quatorze délégués à la conférence de Russie du P.O.S.D.R. qui s'étaient prononcés auparavant. Les accords avec le parti des transactions et des pourparlers avec l'ancien régime sont inadmissibles. Les cadets ne peuvent être des alliés dans la « révolution populaire ». Leur alliance avec les « combattants de la révolution », loin de renforcer, affaiblirait les combattants, car leur travail est gêné par les cadets qui maintenant agissent directement contre toute lutte, contre *tout* mot d'ordre révolutionnaire.

Du moment qu'ils n'ont pas remarqué cette attitude de *principe* de la social-démocratie bolchevique à l'égard des cadets, nos juges n'ont pas aperçu la « grosse pièce ».

Ces troudoviks se trouvent entièrement sous l'influence idéologique de la bourgeoisie libérale. Pour eux les élections couvrent tout, les résultats des élections les empêchent de voir comment on doit éduquer les *masses* dans la campagne électorale. Ils ne comprennent pas qu'une parfaite clarté, que la netteté, que la franchise dépourvue d'équivoques de la campagne électorale a une immense importance pour un social-démocrate fidèle à ses principes, qui maintiendra fidèlement sa position révolutionnaire, même si on voulait le séduire par la perspective d'obtenir un siège à la Douma ou l'intimider par la perspective de rester dans la capitale sans être pourvu d'un mandat à la Douma. Or, les troudoviks ont oublié tous les principes, ont oublié toutes les tâches essentielles de la révolution, pour se livrer

à des exercices de libéraux : ils ne voient rien, ne comprennent rien, ne s'occupent plus de rien et marmottent seulement : « Un siège..., deux sièges... trois sièges ! »

...« La question... est de savoir s'il existe à Pétersbourg un danger venant des Cent-Noirs... »

Ainsi, vous réduisez tout le danger que présentent les Cent-Noirs à celui qui viendrait de leur victoire dans des élections falsifiées par le gouvernement ! Comprenez donc, messieurs, qu'en posant *ainsi* la question, vous reconnaissez que le gouvernement a déjà définitivement vaincu et que la cause de la liberté, sur laquelle vous bavardez, est définitivement perdue ! Vous ne voyez pas vous-mêmes, et vous empêchez les masses populaires de voir le danger *réel* venant des Cent-Noirs qui se manifeste non dans des votes, mais dans les conditions mêmes du vote (instructions sénatoriales et suppression prochaine de la loi électorale du 11 décembre), comme dans l'annulation des résultats des élections (dissolution de la Douma). Vous adoptez entièrement le vil point de vue des libéraux, en bornant votre ambition — et celle des masses populaires que vous déroutez — à la lutte sur le terrain d'une loi fausse et falsifiée. Vous ne remarquez pas que le danger de la réaction serait peut-être dans l'arrestation possible de tous les grands électeurs. Ce qui dépend de vous, entièrement de vous, ce qui assure, en tout cas, une acquisition solide et substantielle à la révolution, à savoir : le développement de la conscience révolutionnaire des masses par une agitation suivie, vous le perdez. Mais ce que vous voulez obtenir dépend des manœuvres d'un Stolypine, d'une nouvelle instruction sénatoriale, d'une nouvelle violation policière de la loi électorale. Par conséquent, vous luttez contre le « danger venant des Cent-Noirs » tout à fait comme les républicains bourgeois, en France, combattent le péril monarchique : en fortifiant justement les institutions et la Constitution monarchiques dans la République. Car, en répandant dans le peuple l'idée que le danger réactionnaire vient du danger d'un vote en faveur des Cent-Noirs, vous contribuez à accroître l'ignorance des masses les moins éduquées en ce qui concerne l'origine réelle et le vrai caractère du péril réactionnaire.

Mais allons plus loin. Admettons qu'au sujet des élec-

tions et des grands électeurs, il n'y aura plus d'autres instructions sénatoriales. Passons à la question de la victoire de tels ou tels partis, aux élections de Pétersbourg, le système électoral actuel étant maintenu.

Les troudoviks ne peuvent nier que les partis de droite sont fortement compromis, que l'Union du 17 octobre subit des défaites de plus en plus honteuses, que, « ces derniers temps, les octobristes se tiennent cois, abattus par les terribles coups de la gauche », que « la société tout entière s'est tournée vers la gauche ».

Mais... Chtchédrine depuis longtemps déjà traduit dans une langue intelligible à tous ce « mais » des libéraux de Russie — les oreilles ne dépassent jamais la hauteur du front, elles n'y arrivent pas, *mais* « il y a des difficultés techniques », « nous ne recevons pas de publications », « on ne nous donne pas de bulletins de liste », « la police nous gêne... »

La voilà, la psychologie de l'intellectuel russe : en paroles, c'est un radical hardi ; en réalité, c'est un fonctionnaire poltron.

Contre les empêchements que nous fait la police, les blocs avec les cadets doivent nous secourir ! Et pourquoi pas avec les octobristes qui « *veulent* » une Constitution et qui n'ont pas à redouter des « empêchements » ? En vérité, c'est la logique politique dans la Russie : des accords électoraux comme moyen de lutte parce que la poste n'a pas expédié notre littérature, parce que les bureaux ne nous ont pas livré des bulletins de liste... Eh bien, messieurs, contre quoi luttez-vous ?

— Contre les « lois » justifiant la conduite scandaleuse de la police et la mise « hors la loi » de certains partis qui n'ont pas obtenu de bulletins.

— Comment combattez-vous ?

— Mais, bien sûr, au moyen d'un accord avec le parti qui obtiendra des bulletins du côté des partisans de la rénovation pacifique, ou bien qui traitera encore avec Stolypine, avant la Douma, ou bien qui restera, lui aussi, dépourvu de bulletins !

Le fonctionnaire russe (radical à vingt ans, libéral à trente, et tout simplement fonctionnaire à quarante) est habitué à faire du libéralisme entre quatre murs et à faire le

pied de nez par derrière. Il considère aussi la campagne électorale de ce même point de vue. Faut-il influer sur les masses ? Sornettes, puisque la poste ne veut pas expédier notre littérature.

Ne conviendrait-il pas de publier et de répandre ces publications indépendamment de la « poste » et des établissements analogues ?

— Sornettes ! Ce sont de vieilles illusions révolutionnaires qui ne correspondent pas à un « large » travail constitutionnel. Un large travail constitutionnel consiste à duper les autorités : « elles » me chercheront parmi les social-démocrates ou les socialistes-révolutionnaires, et moi, dans la liste des cadets, je saurai si bien me cacher qu'on ne me trouvera pas ! Le gouvernement viendra me chercher comme révolutionnaire, et moi, je tromperai le gouvernement et les révolutionnaires et je passerai au « bloc de l'opposition ». Suis-je assez malin !

— Mais, vénérable politique, ne résulte-t-il pas de ceci que vous tromperez aussi les masses qui cesseront de faire une différence entre vous et l'« opposition » des libéraux agenouillés ?

— Sornettes ! De quelles masses nous parlez-vous ?... Bon, nous donnerons une petite place à la curie ouvrière... Et ensuite, d'un certain point de vue, nous sommes tous partisans de la liberté... La révolution est devenue l'affaire de toute la nation... Les cadets, eux aussi, sont prêts à combattre à leur manière...

On se demande si, en dehors des considérations *policières*, nos troudoviks ont des considérations politiques ? Ils en ont. Elles consistent en ce qu'au lieu de se régler sur l'électeur énergique et actif, on s'adapte à l'électeur sédentaire, accablé ou engourdi. Ecoutez ceci, voyez comment raisonne un journal « de gauche » :

« L'état d'esprit qui se révèle dans les meetings ne permet pas encore de juger des dispositions de la masse des électeurs... Aux meetings il n'y a pas plus d'un dixième de tous les inscrits, mais ce sont, bien entendu, les plus énergiques, vivants, actifs. »

En vérité, c'est là une raison suffisante pour se traîner à la remorque des moins énergiques, des moins vivants, des plus inaptes au mouvement parmi les électeurs cadets ! La tragédie du radical russe, c'est que pendant des dizaines

d'années, il a soupiré après des meetings, après la liberté, brûlait en paroles d'une passion ardente pour la liberté, puis, il s'est trouvé tout à coup dans un meeting, il a vu que l'état d'esprit était plus à gauche que le sien propre et il s'est découragé : « Il est bien difficile de juger », « Pas plus d'un dixième », « Il faudrait y aller plus prudemment, messieurs ! » Tout à fait comme le brûlant héros de Tourguénev, qui avait fui Assia, et dont Tchernychevski avait écrit : « Voilà comment un Russe va au rendez-vous* » [178].

Eh ! vous, qui vous dites partisans de la masse laborieuse! Ce n'est pas votre affaire d'aller à des rendez-vous avec la révolution ! Restez donc tranquillement chez vous ! Vrai, vous y serez mieux ! Et vous n'aurez pas affaire avec ces hommes dangereux, « les plus énergiques, les plus vivants, les plus actifs ». Ce qui vous convient, ce sont les petits bourgeois, les immobiles !

Mais, peut-être, par un petit exemple très simple, comprendrez-vous maintenant où est le « centre de la discussion » au sujet des accords avec les cadets ?

Précisément en ceci, très respecté, que nous désirons secouer l'homme de la rue et faire de lui un citoyen. Et pour cela *il faut* le *forcer à choisir* entre la politique petite-bourgeoise du cadet aplati devant (pouah !) la « constitution » et la politique révolutionnaire du prolétariat socialiste.

Le « bloc de tous les partis de gauche », c'est *l'enterrement* « d'un dixième des hommes les plus énergiques, les plus vivants, les plus actifs » dans la masse de ceux qui sont indifférents, tranquilles, endormis ; c'est la *soumission* de ceux qui désirent lutter (et qui sont capables au moment décisif d'entraîner les *masses*) à ceux qui veulent faire du loyalisme indécent comme les cadets à la première Douma, entrer comme eux en tractations avec Stolypine et lâchement passer de son côté comme le cadet Lvov.

La réaction vous attaque, elle vous a déjà enlevé un bon tiers des conquêtes d'octobre, elle menace de vous en retirer les deux autres tiers. Et vous, vous cherchez à vous présenter comme des hommes de l'ordre, vous vous défendez en faisant appel à la mentalité du petit bourgeois : pas

* En français dans le texte. (*N.R.*)

d'attaque, pas de révolution, nous allons à la Douma pour légiférer, nous nous bornons à une attitude *défensive*, nous restons sur le terrain de la loi !

Quand comprendrez-vous que, si l'on se borne à la défensive on se reconnaît déjà moralement pour battu ? Oui, vous êtes en effet des gens moralement défaits. Vous n'êtes bons qu'à donner vos voix à un cadet.

« *Forcer* l'homme de la rue à choisir », disions-nous. Mais précisément le *forcer*. Pas un parti socialiste dans le monde n'a pu arracher les masses à l'influence des partis libéraux ou radicaux qui se basent sur la mentalité de l'homme de la rue sans un certain effort, sans une certaine résistance, sans le risque de la *première* expérience : qui, *effectivement*, défend la liberté, les cadets ou nous ?

S'il y a accord avec les cadets, le petit-bourgeois *n'a pas besoin* d'y penser. L'affaire a déjà été méditée par des politiciens, radicaux bavards et opportunistes social-démocrates, ils l'ont méditée à un rendez-vous avec les cadets. L'homme de la rue a évolué vers la gauche (non par notre faute, non en raison de l'agitation de notre *parti*, mais par suite du zèle que Stolypine y a mis), il est allé à gauche, et cela nous suffit. Il est allé à gauche : c'est donc qu'il sera pour le « bloc de toutes les gauches » ! Et *toute* la masse des gens de la rue, non pas seulement une dizaine d'hommes turbulents... pardon ! actifs... le sera aussi. Il faut que les réunions et toute la politique soient adaptées au niveau de l'homme de la rue qui a pris peur, et *voilà ce que signifie en réalité le bloc avec les cadets.*

Or, nous, nous disions : Il ne faut pas seulement des tracts et des plates-formes, il ne faut pas seulement de petites feuilles et des discours, mais il faut mener toute la politique, toute la campagne électorale de façon à *opposer* au petit-bourgeois, qui flanche, un militant résolu. Et cette opposition peut être faite *seulement* au moyen de *deux listes différentes* : celle des cadets et celle de la social-démocratie. Dans la capitale dont la presse se répand dans toute la Russie, dans la capitale où se trouvent les centres de tous les partis, dans la capitale qui gouverne tout le pays sur le plan idéologique et politique, il est mille fois plus important de donner un exemple non d'une politique béatement petite-bourgeoise, mais d'une politique digne du combattant d'oc-

tobre qui a arraché quelques lambeaux de liberté, d'une politique digne du prolétariat.

Ce que nous disons de la nécessité de reconnaître les fautes de la Douma cadette « pacifique », de la nécessité de faire un pas en avant, tout cela ne sera que phrases vaines. si, *nous-mêmes*, nous ne faisons pas *un pas de plus* contre cette idée petite-bourgeoise, idée digne d'un Oblomov [179] : « un bloc de tous les partis de gauche ». Nos appels à la marche *en avant* sonneront faux et n'enflammeront pas les cœurs des militants populaires si nous-mêmes, « dirigeants », « leaders », nous ne faisons dans la capitale, sous les yeux de tous les peuples de Russie, que *marquer le pas* : bras dessus, bras dessous avec les cadets sur la base d'une répartition des sièges « *à l'amiable* », de bon cœur, tous d'accord, nous marchons pour une seule et même cause, tous pour la liberté... Et que chercherait-on de plus ? Et quel malheur y a-t-il si le menchevik Ivan Ivanytch a un jour traité de jars le cadet Ivan Nikiforytch [180] ?

« ... Aux meetings il n'y a pas plus d'un dixième de tous les inscrits... » Fort bien, M. le radical. Exceptionnellement, nous vous croyons sur parole, nous vous faisons cette concession parce que... parce que vous êtes fort maladroit dans votre argumentation.

Un dixième des électeurs, cela fait 13 000 sur 130 000 ayant droit de suffrage pour tout Pétersbourg. Ces 13 000 qui sont parmi les inscrits les plus énergiques, les plus vivants, les plus capables d'action, ont l'esprit plus à gauche que les cadets. Alors, peut-on, si l'on est en pleine possession de ses facultés et de sa raison, affirmer que les auditeurs agissant des meetings *n'entraînent pas* derrière eux un certain nombre d'électeurs moins actifs, plus sédentaires ? Chacun comprend que c'est *inadmissible*, qu'il y a dans cette ville, de un million et demi d'habitants, en dehors même des journaux et des réunions, des milliers d'autres voies et canaux par lesquels la mentalité des éléments avancés gagne la masse tout entière. Chacun comprend, et toutes les élections, dans tous les pays le prouvent, que derrière chaque électeur actif qui fréquente les meetings, il y a non seulement un, mais plusieurs électeurs qui n'aiment pas à sortir de chez eux.

Aux dernières élections sur 150 000 électeurs inscrits,

il y a eu, à Pétersbourg, 60 000 votants. Sur ces 60 000, environ 40 000 se prononcèrent pour les cadets ; environ 20 000 dans tout Pétersbourg pour la droite. Nous avons entendu dire, de la bouche même de M. le radical, qui ne voulait pas être « optimiste »... (Dieu nous en garde ! nos radicaux veulent être des « gens sérieux »... dans le genre des radicaux allemands de 1840-1850)... nous avons entendu dire que les octobristes s'étaient tout à fait défilés, et nous savons, *d'après les faits*, qu'ils ont été complètement battus. On nous parle maintenant de 13 000 électeurs actifs dont l'état d'esprit est plus à gauche que celui des cadets. Pensez un peu que les rapports entre ces chiffres sont très différents selon les circonscriptions. Réfléchissez au nombre de voix qu'il y a d'ordinaire derrière l'électeur qui fréquente les meetings.

Et alors vous verrez clairement que le danger d'un vote en faveur des Cent-Noirs à Pétersbourg, c'est-à-dire de l'arrivée à la Douma des gens de la droite, par suite de la division des voix entre cadets et socialistes, est une *pure blague*. En effet, pour que les hommes de droite, à Pétersbourg, arrivent à la Douma, il est indispensable que, *dans la majorité* des circonscriptions, non seulement les voix se divisent, mais qu'elles se divisent de telle sorte que les cadets *et* les socialistes pris séparément aient moins de voix que la liste des Cent-Noirs. C'est une pure absurdité.

Et c'est pourquoi nous disons nettement : si le danger de la réaction ne se manifeste pas *en dehors* de la légalité « constitutionnelle » (c'est sur *ce* point que se précise la différence entre la tactique des cadets et celle des socialistes), la division des voix entre cadets et socialistes *n'est pas de nature* à assurer une victoire de la droite à Pétersbourg.

Le danger d'une *issue* réactionnaire des élections à Pétersbourg, c'est un *mensonge* que répandent pour duper le *peuple* les cadets, les « radicaux » et toute sorte d'opportunistes et qui sert les intérêts de la politique *petite-bourgeoise*. Toutes les blagues que l'on raconte sur *ce* péril réactionnaire profitent *en réalité* aux cadets et leur permettent de se garer du *danger de gauche* ; elles servent à *abêtir* les masses que l'on ne force pas, dans l'acte même du vote, à distinguer entre le cadet bourgeois « légiférant » et le socialiste qui mène le peuple à la lutte.

Et c'est pourquoi lorsque le chœur des libéraux, des troudoviks et des opportunistes de la social-démocratie nous crie « Vous êtes isolés ! », nous répondons tranquillement : « Nous sommes très heureux de nous être isolés du mensonge. » Nous sommes très heureux de nous être mis à l'écart d'une affaire malpropre. Car à Pétersbourg, après le 9 janvier 1905, après octobre 1905, devant une masse de 130 000 électeurs porter à la Douma les Kutler, Nabokov, Strouvé et consorts, c'est indiscutablement une affaire malpropre.

Nous prédisons aux troudoviks et aux opportunistes de la social-démocratie, qui se réjouissent d'avance que les cadets les feront entrer, eux, à la Douma, et non les bolcheviks, nous leur prédisons que si la IIe Douma est encore une Douma de cadets, ils auront *honte*, eux, troudoviks et opportunistes de la social-démocratie, d'avoir fait entrer des cadets à la Douma. Alors, ils répondront *directement* de cela. Et les cadets dans cette IIe Douma iront tellement à droite (cela se voit par toute leur conduite et par tous leurs écrits politiques de cette dernière année) que les plus extrêmes des opportunistes devront eux-mêmes les dénoncer. Dans la Ire Douma, le cadet Lvov s'est tourné vers les partisans de la rénovation pacifique et a cherché à justifier la dissolution de la Douma, faite par les Cent-Noirs. Dès le début de la IIe Douma, les Lvov cadets montreront de quel bois ils se chauffent (si l'histoire ne nous amène pas à un tournant brusque qui réduira à néant toutes les petites tractations avec les cadets et tous les cadets eux-mêmes).

Acceptez donc, messieurs, les sièges à la Douma, que vous offrent les cadets ! Nous ne vous envions pas. Nous nous chargerons, nous, d'avertir la masse ouvrière et la petite bourgeoisie de la capitale. Nous nous chargerons de développer en elles non seulement par des discours, mais par les élections mêmes, la conscience de *l'abîme* qui existe entre les cadets et les socialistes.

A chacun son lot, et « s'il se trouve pour confondre ces deux métiers un grand nombre d'amateurs, nous n'en sommes pas [181]. »

Parlant des bolcheviks, l'éditorial de *Rodnaïa Zemlia* dit : « Et ils seront même plus isolés qu'auparavant, vu que les boycotteurs d'antan, les socialistes-révolutionnaires,

non seulement participent aux élections, mais sont partisans du bloc avec les cadets. »

C'est nouveau et intéressant. Nous avons déjà noté une fois, quelque part, que les socialistes-révolutionnaires dans toute la question des accords électoraux, se conduisent non en parti politique, mais comme une bande d'intellectuels, car nous n'avons pas eu connaissance de manifestations politiques ouvertes de leurs *organisations* à ce sujet. Et, maintenant, si le journal auquel collabore M. Tan ne dit pas tout à fait des contre-vérités et ne répète pas des bruits non vérifiés, nous en tirerons la conclusion suivante : les socialistes-révolutionnaires, dans la question des accords électoraux, se conduisent avec *malhonnêteté politique* ou tout au moins avec une versatilité qui est inséparable du danger politique.

Chacun sait que la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg a rejeté le bloc avec les cadets et a offert, *contre eux*, un accord électoral aux troudoviks et aux socialistes-révolutionnaires. Notre résolution a été imprimée dans tous les journaux.

Des pourparlers entre le Comité pétersbourgeois du P.O.S.D.R., les institutions correspondantes des socialistes-révolutionnaires et le comité du groupe du Travail *ont déjà eu lieu*. Les divergences portaient sur la question de l'exclusion par nous des socialistes-populistes et sur le nombre de places à donner aux uns et aux autres. *Pourtant*, si les socialistes-révolutionnaires, *ayant entamé* des pourparlers avec nous, *après* que nous avons déclaré notre absolue décision de livrer bataille aux cadets à Pétersbourg, s'ils ont *commencé* ou *continué* des pourparlers avec les cadets sur les blocs, il est clair que les socialistes-révolutionnaires se sont conduits avec *malhonnêteté en politique*.

Nous disons ouvertement : nous marchons à la bataille contre les cadets ? Qui nous suit ?

Et les socialistes-révolutionnaires mènent des pourparlers avec nous, *comme* avec les cadets !

Nous le répétons, nous ne savons si l'éditorial de la *Rodnaïa Zemlia* a dit la vérité. Laisser tout à fait de côté l'affirmation d'un journal dont un des collaborateurs est M. Tan, membre du Comité d'organisation du Parti socialiste-populiste, nous ne le pouvons pas. Qu'il existe un

bloc entre socialistes-révolutionnaires et socialistes-populistes nous le savons par les journaux et par les informations que nous donnent les socialistes-révolutionnaires dans leurs pourparlers avec nous (bien que les conditions de ce bloc et son véritable caractère nous soient inconnues ; ici aussi, il y a on ne sait quel jeu de coulisses).

Notre devoir, par conséquent, est de poser la question publiquement et ouvertement, pour que *tous* sachent quelle est la conduite de tel parti politique. Jusqu'à présent, les rapports entre partis étaient déterminés chez nous seulement par les programmes et la littérature : ce ne sont, après tout, que des mots. L'activité de *certains* partis à la Ire Douma a fait ressortir leur caractère. Maintenant nous devons absolument utiliser et nous utiliserons les *élections* pour instruire complètement les masses sur le caractère *réel* des partis.

Les socialistes-révolutionnaires *dissimulent* quelque chose de leurs rapports avec les socialistes-populistes : c'est maintenant un fait politique établi. En réalité, les socialistes-révolutionnaires se traînent à la remorque du parti opportuniste qui s'est détaché d'eux, c'est un fait aussi. En réalité, donc, les socialistes-révolutionnaires, en ce qui concerne leur indépendance et leur fermeté révolutionnaire, valent beaucoup moins qu'il ne semble. S'ils font bloc avec les cadets, et non pour gagner un siège, mais pour le donner aux socialistes-populistes, nous aurons le plus merveilleux matériel d'agitation pour expliquer aux ouvriers de Pétersbourg la thèse marxiste sur la complète instabilité et les trompeuses apparences des partis petits-bourgeois (même révolutionnaires).

Nous considérons que, pour un social-démocrate, ce n'est pas seulement une affaire d'honneur que de « s'isoler » de *tels* partis, mais que c'est la seule politique procédant d'un bon calcul. Seulement, chez nous, le calcul porte non sur le nombre de sièges à la Douma, mais sur l'*ensemble* du mouvement ouvrier, et sur les intérêts essentiels du socialisme.

Mais revenons à la *Rodnaïa Zemlia*. La légèreté d'esprit de ce journal, nous la voyons par la phrase suivante :

« En général, les décisions de la conférence des bolcheviks ont été prises, de toute évidence, avec trop de hâte et sans circonspection.

En quoi, véritablement, les troudoviks valent-ils mieux que les socialistes-populistes ?»

Ce « véritablement » est incomparable. L'auteur est si parfaitement ignorant en politique qu'il ne se voit même pas marcher tout nu, exactement comme un sauvage d'Australie. Et ce sont là les politiciens instruits de la petite bourgeoisie !

Mais, qu'y faire ? Chargeons-nous de mâcher les vérités et d'enseigner l'alphabet, ces maudites obligations du publiciste.

Les troudoviks, c'est-à-dire le *comité* du groupe du Travail, auquel s'est adressée la conférence social-démocrate de Pétersbourg et, d'autre part, les socialistes-populistes sont issus du groupe du Travail de la Ire Douma. Dans ce groupe il y avait deux ailes : l'une opportuniste, et l'autre révolutionnaire. La différence entre ces ailes s'est manifestée de la façon la plus flagrante dans les *deux* projets agraires du groupe ; celui des 104 et celui des 33.

Ce qu'il y avait de commun entre ces projets, c'était : 1° que tous deux réclament la remise aux paysans des terres des propriétaires fonciers ; 2° qu'ils sont tous deux entièrement pénétrés de l'esprit utopique de la petite bourgeoisie, de cette utopie qui veut une « égalisation » des petits propriétaires (au moins sous un certain rapport) dans une société de production marchande.

La différence entre ces projets consiste en ce que le premier est pénétré de la *crainte* qu'a le petit propriétaire d'accomplir un changement trop brusque, d'entraîner dans le mouvement de trop grandes masses de la population la plus indigente. L'« esprit » de ce projet des 104 a été merveilleusement exprimé par un de ses auteurs, par un des leaders des socialistes-populistes, M. Péchékhonov, qui s'est référé à une déclaration des « moujiks diligents » à la Douma : « On nous a envoyés ici pour prendre la terre et non pour la rendre. » Cela signifie qu'avec l'utopie d'une égalisation petite-bourgeoise, on trouve nettement marquée, dans *cette* aile des troudoviks, la *cupidité* des paysans les *plus aisés*, qui redoutent d'avoir à « rendre » (en supposant qu'il y ait une « égalisation » générale, car c'est ainsi que le petit bourgeois se représente le socialisme). Prendre aux

propriétaires fonciers, mais ne rien rendre aux prolétaires, tel est le mot d'ordre du parti des moujiks diligents.

Quant au projet des 33, il propose une suppression immédiate et absolue de la propriété privée de la terre. Il y a ici encore l'utopie d'une « égalisation », elle n'est pas moins grande que l'autre, mais on ne craint pas d'être obligé de « rendre ». C'est l'utopie non du petit bourgeois opportuniste, mais du petit bourgeois révolutionnaire, non du moujik diligent, mais du moujik ruiné ; ce n'est pas le rêve de s'enrichir, en saisissant les biens-fonds du propriétaire, aux dépens du prolétaire, mais de gratifier tout le monde, les prolétaires aussi, par une égalisation. Ce n'est pas la crainte d'entraîner dans le mouvement de trop grandes masses de la population la plus indigente, c'est le désir de les entraîner dans la lutte (désir qui ne s'accompagne pas de la capacité d'agir et de la compréhension des choses)*.

Après la Douma, cette différence entre les deux courants parmi les troudoviks a amené la constitution de deux organisations politiques distinctes : le Comité du groupe du Travail et le parti socialiste-populiste. La première organisation a pris dans l'histoire de la révolution russe une place honorable par ses proclamations de juillet. Jusqu'à présent, autant qu'on peut le savoir dans le public, elle n'a rien perdu encore de sa bonne réputation, elle n'a pas renié ses proclamations, elle ne s'est pas jointe au chœur des pleurnichards et des renégats.

Quant à la deuxième organisation, elle a utilisé la période de la dissolution de la Douma pour se faire légaliser sous le régime de Stolypine, pour « déblatérer » dans une presse légale, où elle ne court pas le risque d'être critiquée par la gauche, contre les susdites proclamations, pour recommander au peuple de ne pas toucher « provisoirement » à certaines institutions de l'ancien régime, et ainsi de suite. C'est pourquoi la conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg s'est prononcée sur ce parti beaucoup trop doucement encore quand elle a parlé de « son at-

* Nous pourrions dire à ces révolutionnaires petits-bourgeois — et à d'autres — ce qu'un poète anarchiste nous disait à nous-mêmes : « Ensemble nous démolirons; mais pour construire ensemble, non [193]. »

titude évasive à l'égard des problèmes essentiels de la lutte en dehors de la Douma ».

Ainsi, les *faits* politiques ont été tels jusqu'à présent que les partis petits-bourgeois ou du Travail se sont nettement divisés en partis de la petite bourgeoisie révolutionnaire (les socialistes-révolutionnaires et le comité du groupe du Travail) et en un parti de la petite bourgeoisie opportuniste (les socialistes-populistes). Comme pour les social-démocrates la campagne électorale est un des moyens de faire l'éducation politique des masses, nous avons ici encore, en séparant deux des partis des troudoviks du troisième, *forcé* l'homme de la rue *à réfléchir* aux motifs de cette distinction. Quand il y aura réfléchi et aura compris de quoi il s'agit, il fera un choix *conscient*.

En conclusion, il est impossible de ne pas signaler que l'éditorial de la *Rodnaïa Zemlia*, si naïf, si nul, lance en même temps d'amusants sophismes pour justifier sa position. Il n'est pas inutile d'analyser ici un de ces sophismes, présentés de manière à contenter les philistins :

« Les bolcheviks ont tort, même dans le cas où il n'y aurait pas de danger réactionnaire. Parce que, dans ce cas, il n'y aurait pas nécessité d'un bloc avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks, et le parti social-démocrate pourrait très utilement, pour la pureté de son contenu de classe, agir en toute indépendance aux élections. »

Voilà ce que nous sommes, nous autres, se dit ce radical : nous sommes même en mesure de juger de la pureté du contenu de classe !

Oui, un journaliste de notre temps « peut » juger de tout, mais il n'en comprend pas davantage et sa science ne va pas loin. Il n'est pas vrai que la nécessité de maintenir la pureté de notre position de classe puisse exclure tout accord. Penser ainsi, c'est pousser jusqu'à l'absurde les idées du marxisme, c'est les rendre caricaturales. Et il est également faux qu'il n'y ait pas nécessité d'un bloc avec les socialistes-révolutionnaires s'il n'y a pas de danger réactionnaire.

La complète indépendance du Parti ouvrier social-démocrate dans la campagne électorale est une règle générale. Des exceptions cependant peuvent être admises par un parti vivant, un parti de masse, mais dans des limites raisonna-

bles et rigoureusement fixées. A l'époque de la révolution bourgeoise, *tous* les social-démocrates admettaient des accords politiques avec la bourgeoisie *révolutionnaire* : aussi bien quand ils travaillaient avec elle dans les Soviets des députés ouvriers, paysans, soldats, cheminots, etc., que quand ils ont signé le fameux manifeste du Soviet des députés ouvriers (décembre 1905) et les proclamations de juillet 1906. L'auteur de l'éditorial de la *Rodnaïa Zemlia* ignore évidemment les faits les plus connus en ce qui concerne le rôle des différents partis dans la révolution russe. La social-démocratie révolutionnaire rejette les accords non basés sur des principes, les accords nuisibles et inutiles, mais elle ne veut pas se lier les mains d'une façon générale et pour tous les cas qui se présenteront. Ce serait de l'enfantillage. La plate-forme des 14 délégués de la conférence social-démocrate de Russie l'a prouvé par un document.

Continuons. La « nécessité » d'un accord avec les socialistes-révolutionnaires et les troudoviks à Pétersbourg s'impose en raison du danger que représentent les *cadets*. Si l'auteur de l'éditorial de la *Rodnaïa Zemlia* connaissait le sujet dont il a entrepris de parler, il saurait que, même parmi les social-démocrates, partisans des accords avec les cadets, il y a des organisations très influentes (par exemple le Bund) qui reconnaissent la nécessité d'un bloc avec la bourgeoisie révolutionnaire dans le cas où les cadets seraient dangereux, lorsqu'il n'y a pas de péril venant des Cent-Noirs. A Pétersbourg, il serait possible non seulement de faire une campagne électorale pouvant contribuer à l'éducation révolutionnaire et socialiste des masses (nous autres, social-démocrates, nous y parviendrons en tout cas), mais de *vaincre* les cadets, si les mencheviks n'avaient pas trahi, si *tous* les socialistes avaient été suivis par *tous* les troudoviks révolutionnaires. Et du moment que nous menons une campagne électorale, nous ne devons pas lâcher une seule possibilité de victoire, pourvu que nous ne violions pas les principes de la tactique socialiste.

Qu'une lutte sérieuse ait lieu à Pétersbourg *uniquement* entre cadets et social-démocrates, c'est *prouvé* par les réunions de la campagne électorale (il en est de même pour Moscou, et l'on peut ajouter que les résultats de *toutes* les enquêtes partielles, par exemple du journal *Viek* ou du

syndicat des commis « Union et Force », ont également confirmé cette situation)[183].

Qu'un accord avec les cadets représente une hégémonie idéologique et politique des cadets sur leurs alliés, cela est prouvé par toute la presse politique, par le caractère même des pourparlers. Les cadets dictent leurs conditions. Les cadets proclament à cor et à cris la *signification* des accords (rappelez-vous qu'ils ont qualifié les mencheviks et les socialistes-populistes de « partis socialistes modérés », de « bloc d'opposition »). Aux cadets on ne demande qu'un nombre de sièges égal à celui qu'ils prendront eux-mêmes, on le leur demande comme la concession maximum.

Et il est également hors de doute que l'accord des social-démocrates avec les partis démocratiques révolutionnaires marque l'hégémonie de la social-démocratie sur la petite bourgeoisie. La presse social-démocrate a exposé ouvertement, clairement et de façon exhaustive *toutes* ses vues, idées, tandis que les socialistes-révolutionnaires et le comité du groupe du Travail ne se prononçaient pas indépendamment sur la question des accords. Le ton est donné par les social-démocrates. Il n'est et ne peut être question d'ôter quelque chose à leurs idées socialistes, à leur point de vue de classe. Personne n'aurait l'idée de leur offrir un moindre lot dans la répartition des sièges. Leur campagne à la curie ouvrière se poursuit en toute indépendance et montre leur prépondérance.

Dans ces conditions, avoir peur de mener au combat contre les cadets des alliés issus de la petite bourgeoisie révolutionnaire serait tout simplement ridicule. Nous pourrions entraîner même les socialistes-populistes si cela était indispensable. L'esprit de principe de notre parti n'en serait nullement entamé : la ligne reste la même, la lutte contre le parti dominant des conciliateurs libéraux-bourgeois n'en est pas moins énergiquement menée par nous. Aucune personne de bon sens ne dira que nous nous sommes mis à la remorque des socialistes-populistes (en leur donnant, conjointement avec les socialistes-révolutionnaires et le Comité du groupe du Travail deux sièges sur six). Au contraire, cela signifierait *en réalité* que les social-démocrates font une campagne indépendante, et qu'*ils arrachent* aux cadets une partie de ceux qui les suivent. N'est-il pas clair

que dans la lutte contre les cadets, la mobilisation contre eux des demi-cadets, si ces derniers se rattachent à notre liste, ne contrevient nullement à nos tâches, mais au contraire y apporte un appoint direct ?

La conférence de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg a eu raison de se prononcer *ouvertement* et publiquement dans un sens défavorable pour les socialistes-populistes. Nous étions tenus de prévenir les troudoviks révolutionnaires contre un *tel* parti soi-disant troudovik. Si les troudoviks révolutionnaires se trouvent *dans la dépendance* du parti socialiste-populiste, formellement tout à fait indépendant, que cela soit déclaré publiquement. Il nous importe beaucoup de mettre ce fait en lumière, d'obliger les gens à le reconnaître, d'en tirer *toutes* les déductions qui s'imposent dans une large agitation devant les ouvriers, devant tout le peuple.

Pour ce qui est de savoir si les troudoviks, que nous obtenons comme alliés dans notre lutte à Pétersbourg contre les cadets, sont de bonne ou de mauvaise qualité, seule l'expérience nous le montrera. Nous avons déterminé la ligne générale dans ses principes. *En tout cas*, nous marchons au combat indépendamment. La responsabilité pour les troudoviks les moins sûrs, nous l'avons ouvertement déclinée et rejetée sur d'autres.

* *
*

Les cadets de gauche du *Tovarichtch* ont essayé de se moquer des bolcheviks quand ceux-ci ont déclaré, dès novembre, qu'il y avait à Pétersbourg trois partis principaux en lice : les Cent-Noirs, les cadets et les social-démocrates.

*Rira bien qui rira le dernier**.

Nos prévisions se sont justifiées.

Il y aura à Pétersbourg *trois* listes de candidats à la Douma : celle des Cent-Noirs, celle des cadets et celle de la social-démocratie.

Citoyens, choisissez !

Publié en janvier 1907 en brochure aux Editions « Novaïa Douma »

Conforme au texte de la brochure

* En français dans le texte. (*N.R.*)

NOTES

1. L'article de Lénine intitulé « A la veille... » fut transmis par télégramme à la rédaction du journal *Rabotnik*. « *Rabotnik* » [le Travailleur], journal bolchevique légal, édité à Kiev ; il en sortit deux numéros, le 8 (21) et le 9 (22) juin 1906. Le premier numéro fut saisi. Après la parution du second, le journal fut fermé. — P. 9.

2. *La « promesse solennelle »* introduite comme 13e article du règlement de la Douma d'Etat, devait être signée par tous ses membres. Les députés s'engageaient à remplir leurs obligations « en gardant fidélité » au tsar. Les députés social-démocrates du Caucase à la Ire Douma d'Etat, après avoir signé « la promesse solennelle », publièrent dans la presse la déclaration citée par Lénine (voir le n° 20 du *Courrier*, 8 (21) juin 1906). — P. 14.

3. « *Courrier* », journal quotidien menchevique légal, publié à Pétersbourg en mai et juin 1906. — P. 15.

4. Durant les années de la révolution de 1905-1907 et les années de la réaction, on donna en Russie le nom de « *chambre étoilée* » à la clique des courtisans, hauts fonctionnaires réactionnaires, qui jouissaient de la confiance illimitée de Nicolas II. Ils représentaient les intérêts des couches les plus élevées des propriétaires féodaux et de la bureaucratie qui luttaient désespérément contre la révolution, pour le maintien de tous leurs privilèges. Ce nom lui fut donné par analogie avec la « chambre étoilée » qui, en Angleterre, du XVe au XVIIe siècle, était une cour de justice suprême, investie de larges pouvoirs par le roi et qui jugeait les procès politiques et religieux. — P. 16.

5. *Troudoviks*, groupe de démocrates petits-bourgeois aux Doumas d'Etat de Russie, composé de paysans et d'intellectuels de tendance populiste. La fraction des troudoviks se constitua en avril 1906 avec les députés paysans à la Ire Douma d'Etat. — P. 17.

6. « *Vpériod* » [En avant], quotidien bolchevique légal ; publié à Pétersbourg à partir du 26 mai (8 juin) 1906 à la place du journal *Volna* [la Vague] fermé par le gouvernement. C'est

Lénine qui jouait le rôle principal dans ce journal. M. Olminski, V. Vorovski, A. Lounatcharski y collaborèrent. Ce journal eut à subir des répressions policières et fut fermé au 17e numéro, le 14 (27) juin 1906. A la place de *Vpériod*, commença à paraître le journal bolchevique *Echo*. — P. 17.

7. « *Volkszettung* » [le Journal du peuple], quotidien, organe du Bund ; édité en hébreu à Vilno du 19 février (4 mars) 1906 au 19 août (1er septembre) 1907. — P. 17.

8. *Zemstvo*, administration locale autonome sous la direction de la noblesse, dans les provinces du centre de la Russie tsariste ; instaurée en 1864. La compétence des zemstvos n'allait pas au-delà des problèmes d'économie locale (création d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). L'activité des zemstvos était contrôlée par les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur qui pouvaient annuler les décisions jugées indésirables par le gouvernement. — P. 22.

9. *L'ère de la « confiance »* du gouvernement en la société fut proclamée en automne 1904 par le ministre de l'Intérieur P. Sviatopolk-Mirski. Voyant grandir le mouvement révolutionnaire, le gouvernement, pour tromper le peuple et se concilier la bourgeoisie libérale, fit quelques concessions mineures (infime adoucissement de la censure, amnistie partielle, autorisation de congrès de membres des zemstvos). Les libéraux firent bon accueil à cette orientation du gouvernement, qu'ils croyaient « nouvelle » ; à leurs banquets, ils parlèrent de Constitution, de la nécessité d'un rapprochement avec le gouvernement. Les mencheviks, fondant de grands espoirs sur cette « campagne des banquets », présentèrent un plan d'action sur la bourgeoisie libérale, afin de faire soumettre par les libéraux au nom du peuple des revendications politiques au gouvernement tsariste. Les bolcheviks engagèrent un combat résolu contre le plan des mencheviks. Ils démontrèrent que fonder quelque espoir sur la bourgeoisie libérale, c'était se mettre à la remorque du mouvement bourgeois, et ils invitèrent les ouvriers à se mettre à la tête de toutes les forces révolutionnaires en lutte contre l'autocratie. Les bolcheviks démasquèrent toute l'hypocrisie de la politique du gouvernement, tout ce verbiage au sujet de l'ère de la « confiance ». « En faisant des avances au zemstvo, en lui accordant d'insignifiantes concessions (presque uniquement verbales), écrivait Lénine en automne 1904, le gouvernement n'a, en fait, encore rien accordé de concret au peuple ; il peut encore et toujours se tourner complètement vers la réaction (ou plutôt continuer la réaction), comme on l'a vu des centaines et des centaines de fois en Russie, après les éphémères velléités libérales de tel ou tel autocrate » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 7, p. 527). Le 12 (25) décembre 1904, Nicolas II promulgua un oukase soulignant « l'intangibilité des lois fondamentales de l'empire » et demandant un châtiment sévère « contre toute action arbitraire ». Bien que l'oukase contînt de vagues pro-

messes d'élargissement des droits des administrations des zemstvos et des villes, il éludait entièrement la question d'une Constitution pour la Russie. Cet oukase du tsar, que Lénine qualifia de « soufflet aux libéraux », prouvait que le gouvernement avait décidé de mettre un terme à l'époque de la « confiance ». — P. 23.

10. *Le 9 janvier 1905*, les ouvriers des usines et fabriques de Pétersbourg, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, se dirigèrent vers le Palais d'Hiver pour présenter au tsar une pétition, faisant état de leur pénible situation et de leur privation de tout droit. Sur l'ordre du tsar, on tira sur cette pacifique manifestation d'ouvriers sans armes. En réponse à cette criminelle fusillade, des grèves politiques massives et des manifestations au cri de « A bas l'autocratie ! » se déclenchèrent dans toute la Russie. Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905-1907. — P. 23.

11. *La Douma de Boulyguine* : « institution représentative », consultative que le gouvernement tsariste avait l'intention de convoquer en 1905. Le projet de loi sur l'institution d'une Douma consultative d'Etat et le règlement des élections furent élaborés par une commission présidée par le ministre de l'Intérieur Boulyguine et publiés avec un manifeste du tsar le 6 (19) août 1905. Les bolcheviks se livrèrent à un boycottage actif de la Douma de Boulyguine. Le gouvernement ne réussit pas à la convoquer, elle fut balayée par la force de la révolution. — P. 23.

12. Il s'agit du manifeste impérial du 17 octobre 1905, publié au plus fort de la grève politique d'octobre dans toute la Russie. Dans ce manifeste, le tsar promettait des « libertés civiques » et une Douma « législative ». Ce manifeste était une manœuvre politique de l'autocratie dont le but était de gagner du temps, de diviser les forces révolutionnaires, de briser la grève et d'étouffer la révolution. — P. 23.

13. *La Douma de Witte* : première Douma d'Etat, convoquée le 27 avril (10 mai) 1906, conformément au règlement élaboré par le président du conseil des ministres S. Witte. Le 8 (21) juillet 1906, la Douma fut dissoute par le gouvernement tsariste. — P. 23.

14. Article écrit à propos d'une déclaration de la fraction social-démocrate à la Douma, prononcée par S. Djaparidzé, le 16 (29) juin 1906, lors des débats relatifs à un projet de loi sur la liberté de réunion. Lors de l'élaboration de cette déclaration, la fraction parlementaire social-démocrate avait repoussé le projet bolchevique rédigé par Lénine (il s'y réfère, avec quelques coupures, dans le présent article), et avait adopté un projet de déclaration approuvé par le Comité central menchevique. — P. 26.

15. Allusion au projet de résolution de la fraction social-démocrate présenté par I. Ramichvili à la 24e séance de la Douma, le 9 (22)juin 1906, lors des débats sur les pogromes juifs et les excès policiers commis à Vologda, Kaliazine, Tsaritsyne et autres villes de Russie. S'arrêtant en particulier sur le pogrome de Bialystok, Ramichvili déclara que ce massacre était l'œuvre du ministre de l'Intérieur et du pouvoir en général. Dans la résolution en question, la fraction social-démocrate de la Douma exigeait que tout le personnel de la haute administration soit traduit en justice pour ces crimes.

Par la suite, à la 35e séance de la Douma, le 29 juin (12 juillet) 1906, la fraction social-démocrate présenta une résolution spécialement consacrée au pogrome de Bialystok (projet présenté par S. Djaparidzé). — P. 26.

16. Le 12 (25) juin 1906, à la 25e séance de la Douma, le ministre de l'Intérieur Stolypine donna des explications en réponse à une interpellation sur les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la famine et demanda à la Douma d'assigner au gouvernement des crédits pour secourir les affamés. Intervenant dans ce débat, le troudovik Aladine insista pour qu'on « ne donne pas un kopeck au gouvernement » et pour que la Douma se charge elle-même de secourir les affamés. Cependant, le cadet Nabokov, en substituant à cette question une autre (le contrôle des dépenses au titre de ces crédits), réussit à faire passer en son nom et en celui d'Aladine une motion du parti cadet demandant le passage au point suivant à l'ordre du jour. Les députés social-démocrates n'élevèrent pas immédiatement de protestation et ne présentèrent pas leur propre résolution. Lénine souligna cette erreur de la fraction social-démocrate à la Douma dans son article : « Secours aux affamés et tactique à la Douma » (voir le présent tome, pp. 38-42). Par la suite, la fraction social-démocrate adopta une position juste sur cette question. Le 23 juin (6 juillet), à la 32e séance de la Douma d'Etat, elle présenta une résolution refusant de donner des crédits au gouvernement de pogromistes et proposant d'organiser auprès de la Douma un Comité de ravitaillement pour venir en aide aux affamés, et dont les membres devraient se rendre en province pour y organiser des comités locaux choisis parmi les victimes de la famine. Lénine en fait mention dans son article « La Douma des cadets a donné de l'argent au gouvernement des pogromistes » (voir le présent tome, pp. 55-59). — P. 26.

17. « *Nacha Jizn* » [Notre Vie], quotidien de tendance libérale ; publié à Pétersbourg avec des interruptions du 6 (19) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906.

« *Mysl* » [La Pensée], quotidien politique et littéraire, organe légal du parti socialiste-révolutionnaire ; publié à Pétersbourg du 20 juin (3 juillet) au 6 (19) juillet 1906 à la place du journal interdit « Goloss » [la Voix]. Il en parut 15 numéros. — P. 32.

18. *Conseil d'Etat* : l'une des plus hautes instances gouvernementales de la Russie avant la révolution. Fut créé en 1810 conformément au projet de M. Spéranski, pour être une institution consultative dont les membres devaient être désignés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat fut réorganisé par la loi du 20 février (5 mars) 1906 et reçut le droit de ratifier ou de rejeter les projets de loi après leur discussion à la Douma d'Etat. Cependant, le droit de changer les lois fondamentales et de promulguer une série de lois particulièrement importantes restait au tsar.

A partir de 1906, le Conseil d'Etat fut composé pour moitié de représentants élus de la noblesse, du clergé et de la haute bourgeoisie, et pour l'autre de hauts dignitaires nommés par le tsar. Grâce à cet état de choses, le Conseil d'Etat était une institution exclusivement réactionnaire, qui rejetait même les projets de loi modérés adoptés par la Douma d'Etat. — P. 32.

19. *Le parti de l'ordre légal*, parti contre-révolutionnaire formé de grands bourgeois industriels et commerçants, de propriétaires et de hauts fonctionnaires. Il fut fondé en automne 1905 et définitivement organisé après la publication du manifeste du 17 octobre. Sous l'étendard de « l'ordre légal », le parti, en réalité, prenait résolument la défense du régime tsariste. Il approuva la dissolution de la Ire Douma d'Etat ; au moment des élections pour la IIe Douma, il fit bloc avec l'« Union des vrais Russes » ultra-réactionnaire, et proposa aux octobristes d'en faire autant. En 1907, le parti se désagrégea. Une partie de ses membres rejoignit les octobristes, l'autre, les Cent-Noirs. — P. 32.

20. Un meeting populaire avait été organisé à Pétersbourg par un club socio-politique, dans la demeure de la comtesse Panina, le 9 (22) mai 1906, à l'occasion des travaux de la Douma et de sa réponse au discours de la couronne.

Près de 3 000 personnes, dont la moitié d'ouvriers, assistèrent à ce meeting. Lénine, sous le nom de Karpov, prit la parole contre le « socialiste-populiste » Miakotine et le menchevik F. Dan qui défendaient le bloc avec les cadets. La motion proposée par Lénine (voir Œuvres, 4e édition russe, tome 10, p. 377) fut adoptée par l'assemblée à la quasi-unanimité. Un compte rendu du discours de Lénine fut publié dans le journal bolchevique *Volna* et dans le journal menchevique *Nevskaïa Gazéta* (voir Œuvres, 4e édition russe, tome 10, pp. 375-376). — P. 33.

21. *Union paysanne de Russie* : organisation démocratique révolutionnaire fondée en 1905. L'Union paysanne réclamait la liberté politique et la convocation immédiate d'une assemblée constituante ; elle se conformait à la tactique de boycottage de la Ire Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union comprenait la suppression de la propriété foncière privée, l'attribution aux paysans, sans indemnité de rachat, des terres des monastères, de l'Eglise, de la Couronne, de l'Etat et les apanages. La politique de l'Union était entachée de compromis

et de flottements. Tout en demandant la liquidation de la propriété foncière privée, l'Union acceptait l'idée d'une indemnisation partielle des propriétaires. Dès le début de ses activités, l'Union eut à subir des répressions policières. Elle se désagrégea à la fin de 1906. — P. 36.

22. « *Retch* » [La Parole], organe central quotidien du Parti cadet publié à Pétersbourg à partir de février 1906. Supprimé par le Comité révolutionnaire militaire le 26 octobre (8 novembre) 1917. — P. 38.

23. Allusion aux généraux tsaristes responsables de la défaite de l'armée russe en Mandchourie, pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905. — P. 42.

24. « *Goloss Trouda* » [La Voix du Travail], quotidien menchevique publié à Pétersbourg en juin-juillet 1906. — P. 45.

25. « *Svétotch* » [Le Flambeau], quotidien bolchevique légal ; publié à Moscou du 11 (24) mai au 31 mai (13 juin) 1906. 17 numéros parus. I. Skvortsov-Stépanov, M. Pokrovski et autres collaborèrent à ce journal. Il fut fermé par ordonnance du tribunal de Moscou. — P. 46.

26. Lénine cite les paroles de la chanson des soldats de Sébastopol composée par L. Tolstoï. Il y est question d'une opération malheureuse des armées russes près de la rivière Tchernaïa, le 4 août 1855, au cours de la guerre de Crimée. Dans cette opération le général Read avait deux divisions sous son commandement. — P. 48.

27. *Parti des réformes démocratiques* (*P. R. D.*) : l'un des groupes politiques de la bourgeoisie monarchiste libérale. Fut fondé au début de 1906, au moment des élections pour la Ire Douma d'Etat, par des éléments qui estimaient que le programme du parti cadet était trop radical. Vers la fin de 1907, le P.R.D. cessa d'exister. — P. 51.

28. *Le cinquième Congrès de la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie* se réunit du 18 au 24 juin 1906 à Zakopane (Galicie). 51 délégués avec voix délibérative et 13 avec voix consultative prirent part à ce congrès. Au nombre des délégués se trouvait V. Vorovski, représentant la rédaction du journal bolchevique *Vpériod*. Le rapport de la Direction générale du Parti fut présenté par F. Dzerjinski. Le Congrès dressa le bilan de l'activité du Parti pour un an et demi de révolution ; pendant cette période le nombre des membres du parti de la S.D.R.P. et L. était passé de 1 000 en 1904 à 30 000, en été 1906. Le congrès se déclara solidaire de la tactique bolchevique dans la révolution, se prononça contre l'attitude opportuniste du C.C. menchevique du P.O.S.D.R. et fit la critique des résolutions menchéviques du IVe Congrès (d'unification) du P.O.S.D.R. La résolution du Ve Congrès de la S.D.R.P. et L. sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat indiquait que « le Congrès d'unification du P.O.S.D.R. faisait erreur en considérant la Douma

comme le centre de gravité du développement de la révolution ». (*Echo* n° 4, 25 juin 1906). — P. 60.

29. *La Conférence inter-rayons de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R.* eut lieu à Térioki, en Finlande, le 11 et 12 (24 et 25) juin 1906. Elle fut convoquée par le Comité de Saint-Pétersbourg pour mettre au point la tactique du prolétariat pétersbourgeois à l'égard de la Douma d'Etat. Les élections à la Conférence furent précédées par une discussion autour de deux plates-formes tactiques : la résolution menchevique du Comité central soutenant le mot d'ordre d'un ministère cadet issu de la Douma et la résolution bolchevique du Comité de Pétersbourg (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 445-446).

80 délégués environ, représentant jusqu'à 4 000 membres du Parti, assistaient à cette conférence. Le rapport du Comité de Pétershourg fut présenté par Lénine. Son adversaire, qui défendait le point de vue du Comité central, était Dan. Une résolution approuvant la ligne du Comité de Pétersbourg fut adoptée à la majorité des voix.

Dans cette résolution, issue du rapport de Lénine sur l'unité du Parti, la Conférence soulignait que le Comité central n'exprimait que l'opinion de la minorité du Parti et demandait la convocation d'un nouveau congrès pour trouver une solution à la situation qui s'était créée au sein du Parti. La conférence résolut d'établir une liaison constante entre l'organisation du parti de Pétersbourg et la fraction social-démocrate de la Douma. — P. 60.

30. *La Conférence régionale de Moscou du P.O.S.D.R.* (conférence des comités du Nord) eut lieu durant la première quinzaine de juin 1906. A cette conférence assistèrent les représentants des comités de Moscou, de l'arrondissement de Moscou, de Vologda, de Iaroslavl, de Kinechma, de Kostroma, de l'arrondissement de Vladimir, d'Ivanovo-Voznessensk, de Borissoglebsk, de Nijni-Novgorod, d'Orel, de Kozlov et du groupe social-démocrate de la ville de Chouïa, représentant tous ensemble 14 000 ouvriers.

La conférence condamna la tactique du Comité central menchevique, qui s'était prononcé pour le soutien de la revendication d'un ministère issu de la Douma et adopta la résolution suivante : « L'Union du Nord déclare qu'elle n'est pas d'accord avec la plate-forme du Comité central, car elle la considère non conforme aux directives du congrès du Parti, et proposa de soutenir l'extrême gauche de la Douma » (*Echo* n° 3, 24 juin 1906). La conférence proposait à l'extrême gauche d'adresser au peuple un manifeste qui « montrerait toute la faiblesse de la Douma, l'impossibilité d'y faire quoi que ce soit, et inviterait le peuple à se préparer à une intervention indépendante » (*Echo*, idem). — P. 60.

31. *Bernsteiniens* : représentants d'un courant opportuniste de la social-démocratie internationale, hostile au marxisme, qui se

constitua à la fin du XIXe siècle, en Allemagne ; tire son nom de E. Bernstein, porte-parole le plus explicite du révisionnisme. — P. 67.

32. *Zoubatovisme* : politique du « socialisme policier » qui doit son nom au chef de la section moscovite de l'« okhrana », le colonel de gendarmerie Zoubatov, sur l'initiative duquel furent créées entre 1901 et 1903 des organisations ouvrières légales dont le but était de détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. L'action de Zoubatov fut appuyée par le ministre de l'Intérieur V. Plehve. Les zoubatovistes s'efforçaient de canaliser le mouvement ouvrier vers des revendications d'ordre étroitement économique et de persuader les ouvriers de la volonté du gouvernement de satisfaire ces revendications. La première de ces organisations zoubatovistes fut fondée à Moscou en mai 1901 sous le nom de « Société de secours mutuel des ouvriers de l'industrie mécanique ». Des organisations zoubatovistes furent fondées de la même façon à Minsk, à Odessa, à Vilno, à Kiev et autres villes.

Les social-démocrates révolutionnaires, tout en démasquant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, utilisèrent les organisations ouvrières légales pour entraîner dans la lutte contre l'autocratie de larges couches de la classe ouvrière. Sous l'influence de la poussée révolutionnaire de 1903, le gouvernement tsariste fut contraint de liquider les organisations zoubatovistes. — P. 68.

33. Cf. l'article « Les leçons de l'insurrection de Moscou », pp. 170-178 du présent tome. — P. 69.

34. « *Slovo* » [La Parole], quotidien publié à Saint-Pétersbourg de 1904 à 1909. De novembre 1905 à juillet 1906, organe du parti octobriste, ensuite, organe du parti monarchiste constitutionnel de la « rénovation pacifique », appelé par Lénine « parti de spoliation pacifique ». — P. 70.

35. « *Echo* », quotidien bolchevique légal, publié à Saint-Pétersbourg du 22 juin (5 juillet) au 7 (20) juillet 1906 en remplacement du journal *Vpériod* fermé sur ordre du gouvernement. 14 numéros parus. Le rédacteur était en fait Lénine. Des articles de lui paraissaient dans chaque numéro. Il participait en personne à la « revue de presse ».

Presque tous les numéros du journal furent en butte à la répression. A la veille de la dissolution de la Ire Douma d'Etat le journal fut fermé. — P. 71.

36. *K.P.*, ces initiales désignent K. Popov. — P. 71.

37. *La résolution d'Amsterdam* (« Règles internationales de tactique socialiste ») fut adoptée par le congrès de la IIe Internationale qui eut lieu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904. La résolution interdisait aux socialistes de prendre part aux gouvernements bourgeois et rejetait toute collaboration des partis socialistes avec les partis de la bourgeoisie. — P. 71.

38. Il s'agit d'un décret du tsar en date du 8 (21) mars 1906 publié le 11 (24) mars 1906. D'après ce décret, ceux qui se rendaient coupables de propagande pour le boycottage des élections seraient passibles d'un emprisonnement de 4 à 8 mois. — P. 75.

39. *Le projet agraire des 33.* « Projet de loi agraire fondamentale », présenté sous la signature de 33 députés, en majorité troudoviks, à la séance du 6 (19) juin 1906 de la Ire Douma d'Etat. A titre de revendication fondamentale, le projet des 33, contrairement au projet des « 104 », comprenait l'abolition totale et immédiate de la propriété foncière privée. Le 8 (21) juin, la Douma des cadets repoussait ce projet.

Sur les différences entre les projets agraires des troudoviks, voir le présent tome, pp. 496-497. — P. 82.

40. *A.L.* : A. Lounatcharski. Publia, dans le n° 8 de l'*Echo*, une réponse à l'article d'Izgoev, dirigé contre « Les sous-fifres des cadets » de Lénine. — P. 85.

41. En juin 1906, les socialistes-révolutionnaires commencèrent à faire de la propagande pour le rétablissement à Pétersbourg du Soviet des députés ouvriers. Cette idée fut soutenue par les mencheviks. Les bolcheviks s'y opposèrent; le 21 juin (4 juillet) 1906, le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. adopta une résolution dans laquelle il soulignait l'importance du Soviet des députés ouvriers pour le combat mais montrait l'inopportunité de son rétablissement et démasquait le caractère provocateur de la propagande socialiste-révolutionnaire. La résolution du Comité de Pétersbourg (publiée dans le numéro 5 de l'*Echo*, le 27 juillet 1906) fut largement discutée dans les réunions et les meetings, et approuvée à une écrasante majorité par les ouvriers. Le menchevik Khroustalev-Nossar, ancien président du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg en octobre et novembre 1905, prit parti contre la décision du Comité de Pétersbourg et défendit la propagande des socialistes-révolutionnaires. — P. 86.

42. *Le très sage goujon* : type de petit bourgeois timoré tiré d'un conte du satiriste russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 94.

43. Il s'agit de la *Commission agraire de la Ire Douma d'Etat*, créée pour élaborer un projet de loi sur la question agraire. Le 6 (19) juin 1906, à la 22e séance de la Douma, 91 membres (dont une majorité de cadets avec 41 personnes) furent élus à cette commission ; par la suite, on décida d'y ajouter encore 8 personnes (3 du Caucase, 3 de Sibérie et 2 d'Asie centrale). Le président de la commission agraire était le cadet A. Moukhanov. — P. 94.

44. Il s'agit de l'abolition du servage en Russie en 1861. Cette réforme avait été rendue nécessaire par le cours pris par le développement économique du pays et la croissance d'un mouvement de masse paysan contre le servage. « La réforme paysanne » fut une réforme bourgeoise appliquée par les propriétaires de

serfs. La propriété foncière fut maintenue. Le paysan ne pouvait recevoir qu'un lot de terre d'après la norme fixée par la loi et contre rachat (seulement si le propriétaire était d'accord). Après la réforme, la noblesse possédait approximativement 71,5 millions de déciatines et les paysans 33,7 millions. Le résultat de la réforme fut que les propriétaires s'adjugèrent 1/5 et même 2/5 des terres des paysans. Les meilleures parties des lots des paysans restèrent aux mains des propriétaires (« otrezki », forêts, prairies, abreuvoirs, pâturages, etc.). Sans elles, les paysans ne pouvaient gérer leur exploitation de manière indépendante.

Le rachat du droit de propriété sur leur lot par les paysans était un vol flagrant de la part des propriétaires fonciers et du gouvernement tsariste. Pour que les paysans puissent acquitter leur dette au gouvernement tsariste, on institua un paiement échelonné sur 49 ans au taux de 6%. Les arrérages de cette opération de rachat se mirent à croître d'année en année. Les seuls anciens serfs des propriétaires fonciers versèrent au gouvernement tsariste, lors de cette opération de rachat, 1,9 milliard de roubles, alors que le prix des terres remises aux paysans ne dépassait pas 544 millions de roubles. Les paysans furent en fait obligés de payer pour leurs propres terres des centaines de millions de roubles, ce qui amena la ruine des exploitations agricoles et la misère générale de la paysannerie.

Lénine qualifia la « réforme paysanne » de 1861 de première violence massive faite aux paysans dans l'intérêt du capitalisme agricole naissant, de l'« épuration des terres » par leurs propriétaires au bénéfice du capitalisme. Sur la réforme de 1861, voir les ouvrages de Lénine intitulés : « Le cinquantenaire du renversement du servage », « A propos d'un anniversaire », « La réforme agraire » et la révolution paysanne et prolétarienne » (Œuvres, 4e éd. russe, tome 17, pp. 64-67, 84-92, 93-101). — P. 95.

45. *Le Palais de Tauride* : lieu où se réunissait la Douma d'Etat. — P. 97.

46. « *Rossia* » [La Russie], quotidien ultra-réactionnaire ; publié à Saint-Pétersbourg de novembre 1905 à avril 1914. A partir de 1906, organe du ministère de l'Intérieur. Ce journal était subventionné par des fonds secrets du gouvernement mis à la disposition du ministre de l'Intérieur. Lénine qualifiait *Rossia* de « feuille à la solde de la police ». — P. 101.

47. Allusion aux héros des bylines (épopées russes) : le prince de Kiev Vladimir Krasnoïé Solnychko (son modèle historique était le grand prince Vladimir Sviatoslavitch, mort en 1015), le brigand des forêts Solovéï Razboïnik (Rossignol Brigand) et le chevalier Ilya Mourometz (Ilya de Mourom), « fils de paysans », qui eut raison de Solovéï Razboïnik. — P. 101.

48. La brochure *Dissolution de la Douma et tâches du prolétariat*, écrite par Lénine avant la révolte de Sveaborg, ne fut publiée

qu'après cette insurrection. Le 12 (25) août 1906 à Moscou, la brochure fut saisie et des poursuites furent intentées à l'auteur. Néanmoins, l'ouvrage se répandit non seulement à Moscou et à Saint-Pétersbourg, mais en province. — P. 105.

49. L'oukase du tsar sur la dissolution de la Ire Douma d'Etat fut signé le 8 (21) juillet et publié le 9 (22) juillet 1906. Y était également fixée la date de la convocation de la nouvelle Douma d'Etat : le 20 février (5 mars) 1907. — P. 107.

50. Lénine veut parler de l'appel connu sous le nom d'« Appel de Vyborg », dû à certains membres de la Ire Douma d'Etat. Il fut adopté les 9 et 10 (22 et 23) juillet 1906 à la conférence de Vyborg, où se rassemblèrent près de 200 députés, cadets en majorité, après la dissolution de la Ire Douma. Cet appel invitait le peuple à faire preuve d'« opposition passive » au gouvernement en ne payant pas la taille et en n'envoyant pas de recrues jusqu'à ce que le tsar décide de nouvelles élections à la Douma. En septembre 1906, le congrès du parti cadet reconnut ouvertement que l'« opposition passive » était « irréalisable en pratique ». — P. 108.

51. *A. Souvorine*, rédacteur du journal réactionnaire *Novoïé Vrémia* de 1876 à 1912. — P. 108.

52. « *Moskovskié Viédomosti* » [Le Courrier de Moscou], un des plus anciens journaux russes, publié par l'Université de Moscou à partir de 1756. De 1863 à 1887, le directeur en fut M. Katkov, un ultra-réactionnaire et chauvin. A cette époque, ce journal devint un organe monarchiste et nationaliste, exprimant les opinions des couches les plus réactionnaires des propriétaires fonciers et du clergé ; à partir de 1905, un des principaux organes des Cent-Noirs. Il parut jusqu'à la Révolution d'Octobre 1917. — P. 109.

53. « *Grajdanine* » [Le Citoyen], journal réactionnaire publié à Saint-Pétersbourg de 1872 à 1914. A partir des années 80 du XIXe siècle, devint l'organe des ultra-monarchistes ; dirigé par le prince Méchtcherski et financé par le gouvernement. Peu répandu, avait pourtant une certaine influence sur les milieux de la bureaucratie et des fonctionnaires. — P. 109.

54. *La révolte du cuirassé « Potemkine »* commença le 14 (27) juin 1905. Les marins insurgés entrèrent à Odessa où avait lieu une grève générale. Mais les circonstances, favorables à une action commune des ouvriers d'Odessa et des marins, ne furent pas utilisées. L'organisation bolchevique de la ville avait été affaiblie par de nombreuses arrestations et n'avait pas d'unité. Les mencheviks étaient contre l'insurrection armée et tâchèrent d'empêcher les ouvriers et les marins de se lancer à l'attaque. Pour écraser la révolte du « Potemkine », le gouvernement tsatiste envoya toute la flotte de la mer Noire, mais les marins

refusèrent de tirer sur le navire des insurgés et les commandants furent contraints de retirer l'escadre. Au bout de onze jours de voyage en mer, le cuirassé, manquant de vivres et de combustible, fut forcé d'aborder à la côte roumaine et de se rendre aux autorités de ce pays. La majorité des marins resta à l'étranger. Ceux qui revinrent en Russie furent arrêtés et passèrent en jugement.

La révolte du « Potemkine » se soldait par un échec, mais le passage de l'équipage d'un gros vaisseau de guerre du côté de la révolution était un grand pas en avant dans le déroulement de la lutte contre l'autocratie. Tirant la leçon de cette révolte, Lénine montra que c'était « une tentative de former *le noyau d'armée révolutionnaire* » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, p. 570). — P. 119.

55. *La révolte de la forteresse de Sveaborg* (près d'Helsingfors) commença dans la nuit du 17 (30) au 18 (31) juillet 1906. Elle éclata spontanément et prématurément, ayant été provoquée dans une importante mesure par les socialistes-révolutionnaires. Le Comité du parti de Pétersbourg ayant reçu des informations sur la situation à Sveaborg et l'éventualité d'une insurrection armée, décida d'y envoyer d'urgence une délégation avec mission de faire ajourner l'insurrection ou, si c'était impossible, de prendre une part active à la direction du mouvement. Le texte de cette résolution fut écrit par Lénine (voir le présent tome, p. 129). Convaincus qu'il était impossible d'arrêter cette manifestation spontanée, les bolcheviks en prirent la direction. Les meneurs étaient des membres de l'organisation militaire du P.O.S.D.R., les sous-lieutenants A. Émélianov et E. Kokhanski. Sept compagnies d'artillerie (sur dix) jouèrent un rôle actif dans l'insurrection. Les insurgés lançaient de mots d'ordre demandant l'abolition de l'autocratie, la liberté pour le peuple, l'attribution des terres aux paysans. La classe ouvrière finlandaise se déclara en faveur des insurgés : le 18 (31) juillet une grève générale éclata à Helsingfors, puis dans d'autres villes. L'insurrection dura trois jours. Cependant, l'insuffisance générale de préparation apparut et le 20 juillet (2 août), après le bombardement de la forteresse par des vaisseaux de guerre, la révolte de Sveaborg fut écrasée. Ceux qui avaient pris part à l'insurrection passèrent en jugement. Quarante-trois d'entre eux furent condamnés à mort et plusieurs centaines envoyés au bagne et en prison. — P. 128.

56. Dans le manuscrit de Lénine, le nom de la ville (Sveaborg) est remplacé par un trait de plume pour respecter les règles de la conspiration. — P. 129.

57. Lénine veut parler des appels publiés après la dissolution de la Ire Douma, en juillet 1906 : « A l'armée et à la Flotte », « Manifeste aux paysans de toute la Russie », « A tout le peuple ». Ces appels soulignaient la nécessité d'une insurrection armée. — P. 137.

58. Il s'agit des révoltes de Sveaborg (voir note 55) et de Cronstadt.
Le soulèvement des marins et des soldats de Cronstadt commença le 19 juillet (1er août) 1906, à la nouvelle de l'insurrection de Sveaborg. Durant le printemps et l'été 1906, les bolcheviks avaient dirigé la préparation à Cronstadt d'une révolte armée des ouvriers, des soldats et des marins. Mais cette préparation fut rendue très difficile par l'arrestation le 9 (22) juillet d'une grande partie des membres des organisations militaire et ouvrière du P.O.S.D.R. Néanmoins la partie des cadres actifs qui n'avaient pas été touchés par ces mesures continua, avec le soutien du Comité de Pétersbourg et de son délégué D. Manouïlski, à se préparer à l'insurrection armée, tout en résistant aux socialistes-révolutionnaires qui cherchaient à provoquer une action prématurée. Au moment où éclata spontanément l'insurrection de Sveaborg, la préparation de celle de Cronstadt n'était pas achevée, mais les événements de Sveaborg obligèrent à déclencher prématurément le soulèvement de Cronstadt. Les bolcheviks en prirent la direction et s'efforcèrent de donner à l'action un caractère plus organisé. Au signal convenu, les mineurs, les sapeurs, la compagnie des mineurs électromécaniciens et les marins des 1re et 2e divisions de la Flotte se lancèrent presque simultanément au combat ; une partie des ouvriers armés se joignirent à eux. Mais le gouvernement, qui avait appris par des provocateurs la date où devait avoir lieu la révolte, s'était préparé d'avance au combat. L'action désorganisatrice des socialistes-révolutionnaires compromettait également le succès de l'insurrection. Au matin du 20 juillet (2 août), la rébellion fut écrasée.
Le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. prit, le 20 juillet (2 août), la décision de déclencher une grève politique générale par solidarité avec les insurgés de Cronstadt et de Sveaborg, mais annula cette décision le lendemain, lorsqu'il eut appris que la révolte était écrasée.
Le gouvernement tsariste punit sévèrement les insurgés. Plus de 2 500 hommes qui avaient pris part à la rébellion de Cronstadt furent arrêtés. La cour martiale en condamna 36 à la peine de mort, 130 aux travaux forcés, 316 à des peines de prison, 935 à la maison de correction. — P. 137.

59. Lénine cite la *Chanson de l'oiseau de tempête* de M. Gorki. — P. 138.

60. «*Prolétari*» [Le Prolétaire], hebdomadaire bolchevique illégal, organe central du P.O.S.D.R., créé par décision du IIIe Congrès du Parti. Une résolution du plénum du Comité central du Parti désigna le 27 avril (10) mai 1905 Lénine au poste de rédacteur en chef de l'organe central.
Le *Prolétari* fut publié à Genève du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905. Il y eut au total 26 numéros. Les rédacteurs réguliers furent : V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Olminski et autres. Le *Prolétari* était dans la ligne de l'ancienne *Iskra* de Lénine et du journal bolchevique *Vpériod* dont il prenait la suite. Lénine publia dans ce journal plus de cinquante notes et

articles. Ces articles furent reproduits par les organes locaux de la presse bolchevique, édités sous forme de tracts.

Peu de temps après le retour de Lénine en Russie, en novembre 1905, la parution du *Prolétari* fut interrompue. Les deux derniers numéros du journal (le 25e et le 26e) parurent sous la direction de V. Vorovski. — P. 139.

61. « *Partiinyé Izvestia* » [Bulletin du Parti], organe du Comité central unifié du P.O.S.D.R., parut illégalement à Saint-Pétersbourg à la veille du IVe Congrès d'unification du Parti. Il y eut au total deux numéros : le 7 (20) février et le 20 mars (2 avril) 1906. La direction des *Partiinyé Izvestia* était composée à égalité de rédacteurs de l'organe bolchevique (le *Prolétari*) et de l'organe menchevique (la nouvelle *Iskra*). La rédaction bolchevique comprenait Lénine, Lounatcharski et autres.

Les *Partiinyé Izvestia* publièrent les articles suivants de Lénine : « La situation actuelle en Russie et la tactique du parti ouvrier », « La révolution russe et les objectifs du prolétariat », sous la signature du « Bolchevik » (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 94-100 et 116-126). La parution des *Partiinyé Izvestia* cessa après le Congrès. — P. 140.

62. *La loi du 11 (24) décembre 1905* : loi électorale concernant les élections à la Douma d'Etat. Aux termes de cette loi, les électeurs étaient divisés en quatre curies : agraire (propriétaires fonciers), urbaine (bourgeoisie), paysanne et ouvrière. Une voix de propriétaire valait 3 voix de représentants de la bourgeoisie urbaine, 15 voix de paysans et 45 voix d'ouvriers. La loi assurait une énorme prépondérance à la Douma aux propriétaires et aux capitalistes. — P. 140.

63. « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois, publié à Saint-Pétersbourg entre mars 1906 et janvier 1908 ; se déclarait « indépendant », mais était en fait l'organe des cadets de gauche. Des mencheviks y collaborèrent également. — P. 143.

64. « *Oko* » [L'Œil], quotidien de la bourgeoisie libérale, dans la ligne des cadets ; publié à Saint-Pétersbourg du 6 (19) août au 31 octobre (13 novembre) 1906, en remplacement des journaux suivants, publiés l'un à la suite de l'autre : *Rouss* [La Russie], *Molva* [La Rumeur], *Dvadtsaty Vtek* [Vingtième Siècle]. — P. 149.

65. Lénine veut parler de la déclaration de la partie bolchevique du Comité central, en date du 20 juillet (2 août) 1906, publiée sous forme de tract séparé sous le titre *Déclaration de trois membres du Comité central au Comité central du P.O.S.D.R.* dans laquelle étaient énumérés les actes désorganisateurs du C.C. menchevique après la dissolution de la Ire Douma d'Etat. On y protestait énergiquement contre la tactique opportuniste des mencheviks. — P. 151.

66. Lénine a en vue le deuxième paragraphe du projet de résolution bolchevique au Congrès d'unification du P.O.S.D.R., résolution sur « Le gouvernement révolutionnaire provisoire

et les organes locaux du pouvoir révolutionnaire » (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 134-135). — P. 154.

67. « *Osvobojdénié* » [Libération], journal bimensuel de la bourgeoisie libérale, publié à l'étranger de 1902 à 1905, sous la direction de P. Strouvé. A partir de janvier 1904, fut l'organe de l'« Union de libération » monarchiste libérale. Plus tard, les « osvobojdentsy » (gens de l'*Osvobojdénié*) formèrent le noyau du parti des cadets, principal parti bourgeois en Russie. — P. 156.

68. « *Poliarnaïa Zvezda* » [L'Etoile Polaire], revue hebdomadaire, organe de l'aile droite du parti cadet ; publié à Saint-Pétersbourg en 1905-1906 sous la direction de P. Strouvé. — P. 156.

69. *Les décembristes* : révolutionnaires russes, membres de la noblesse, qui combattirent le servage et l'autocratie et déclenchèrent une insurrection armée en décembre 1825. — P. 157.

70. « *Narodnaïa Volia* » [Volonté du Peuple], organisation politique secrète de populistes terroristes, formée en août 1879 à la suite d'un schisme dans l'organisation populiste « Zemlia i Volia » [Terre et Liberté]. Son Comité exécutif comprenait A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatkovski, etc. Tout en restant sur les positions du socialisme utopique populiste, les membres de l'organisation, les *narodovoltsy*, s'engagèrent en même temps dans la lutte politique, considérant comme un objectif de la plus haute importance le renversement de l'autocratie et la conquête de la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation « d'une représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés politiques, l'attribution des terres au peuple, l'élaboration de mesures destinées à remettre les usines et les fabriques entre les mains des ouvriers. « Les adeptes de la « Narodnaïa Volia », écrivait Lénine, firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, p. 65).

Les *narodovoltsy* menèrent une lutte héroïque contre l'autocratie tsariste, mais, se basant sur la théorie erronée du héros « actif » et de la foule « passive », ils comptaient transformer la société sans la participation du peuple, par leur propre force, grâce au terrorisme individuel, à l'intimidation et à la désorganisation du gouvernement. A la suite du meurtre d'Alexandre II, le 1er mars 1881, le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » au moyen de sévères répressions, de condamnations et de provocations. Plusieurs tentatives pour faire renaître la « Narodnaïa Volia » échouèrent au cours des années 80. C'est ainsi qu'en 1886 apparut un groupe qui se réclamait de la tradition de la « Narodnaïa Volia » et à la tête duquel se trouvaient A. Oulianov (frère de Lénine) et P. Chévyrev. A la suite d'un essai malheureux d'organiser un attentat

contre Alexandre III en 1887, l'organisation fut découverte et ses membres actifs exécutés.

Tout en critiquant le programme erroné et utopique ainsi que la tactique de terrorisme individuel des *narodovoltsy*, Lénine témoignait beaucoup de respect pour leur abnégation dans la lutte contre le tsarisme. — P. 157.

71. Manilov : nom d'un propriétaire, dans les *Ames mortes* de Gogol, qui personnifie l'esprit petit-bourgeois, la mièvrerie et le goût des chimères sans rapport avec la réalité. — P. 158.

72. Il s'agit des résolutions des comités du P.O.S.D.R. de Koursk, de Kalouga, de l'arrondissement de Moscou, du Bureau régional du Centre et de la conférence du Parti à Kostroma réunie le 25 juillet (7 août) 1906. — P. 159.

73. Il s'agit de la conférence des cheminots, convoquée en août 1906 pour discuter la question de la grève générale qu'on se proposait de déclencher en réponse à la dissolution de la Ire Douma d'Etat.

A la conférence assistaient les délégués des ouvriers et employés de 23 chemins de fer, des représentants du Bureau central du Syndicat des cheminots de Russie, du groupe du Travail de la Douma d'Etat, du C.C. du P.O.S.D.R., du Bund, du C.C. du parti socialiste-révolutionnaire, de l'Union des paysans de Russie, etc. Dans le rapport présenté par le Bureau central du Syndicat des cheminots, il était dit que la grève générale des chemins de fer et son succès ne pourront être assurés que si les plus larges couches de travailleurs manifestaient un état d'esprit combatif. « Dans ces conditions, notait le rapport, la grève des chemins de fer serait le coup de grâce, qui terminerait l'œuvre commencée par les paysans travailleurs et le prolétariat des villes, et obligerait le gouvernement à une capitulation sans réserve » (le *Prolétari*, n° 1, 21 août 1906). Dans la résolution adoptée, la conférence indiquait : « La grève générale sera justement l'offensive des forces populaires qui devra arracher le pouvoir des mains du gouvernement autocratique. » (Ibid.) — P. 159.

74. Une « *journée sanglante* », le 2 (15) août 1906, où des attaques contre la police eurent lieu à Varsovie, à Lodz, à Plock, à Radom et autres villes de Pologne. C'est le Parti socialiste polonais (P.S.P.) qui avait organisé cette action (voir la note de Lénine « Sur les actes de partisans du P.S.P. », p. 194 du présent tome). — P. 165.

75. L'attentat contre le président du Conseil des ministres Stolypine fut commis par les socialistes-révolutionnaires maximalistes le 12 (25) août 1906. La bombe, en éclatant, blessa et tua plusieurs personnes, Stolypine fut indemne.

Le général Mine, qui avait dirigé la répression contre l'insurrection de décembre à Moscou, fut tué par Z. Konoplianniko-

va, membre du parti socialiste-révolutionnaire, le 13 (26) août 1906. — P. 165

76. L'idée de convoquer un « congrès ouvrier », avancée par Axelrod et soutenue par d'autres mencheviks, visait à réunir une assemblée de représentants des différentes organisations ouvrières pour y fonder un « large parti ouvrier » légal dans lequel seraient entrés les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Ce qui aurait signifié, en fait, la suppression du P.O.S.D.R. et son remplacement par une organisation sans-parti. Le Ve Congrès (de Londres) du P.O.S.D.R. condamna résolument l'idée menchevique d'un « congrès ouvrier » et déclara que la propagande en sa faveur était nuisible au développement de la conscience de classe du prolétariat. Les social-démocrates polonais et lettons combattirent eux aussi cette idée avec les bolcheviks.

Pour une critique de l'idée menchevique d'un « congrès ouvrier », voir les œuvres de Lénine : « L'esprit petit-bourgeois dans les milieux révolutionnaires », « La crise du menchevisme », « Les champions de l'intelligentsia contre le règne de l'intelligentsia », « Grand désarroi (sur le congrès ouvrier) » (voir le présent tome, pp. 250-261, 353-379 et 4e éd. russe, tome 12, pp. 280-283, 284-295). — P. 169.

77. *Le Conseil de coalition des groupes de combat* apparut à Moscou fin octobre 1905. Fondé, à l'origine pour lutter en pratique contre les Cent-Noirs, cet organe fut maintenu pendant l'insurrection de décembre. Le Conseil comprenait des représentants des groupes de combat du parti du Comité de Moscou du P.O.S.D.R., du groupe social-démocrate de Moscou, du Comité de Moscou du parti socialiste-révolutionnaire, ainsi que des représentants des groupes de combat suivants : « Volnaïa Raïonnaïa », « Ouniversitetskaïa », « Tipografskaïa » et « Kavkazskaïa ».

La majorité socialiste-révolutionnaire et menchevique de ce Conseil semait la désorganisation dans ses activités ; au moment de l'insurrection armée de décembre, le Conseil se laissa dépasser par les événements révolutionnaires et ne sut pas remplir le rôle d'état-major général opérationnel de l'insurrection. — P. 171.

78. Lénine cite une thèse de l'ouvrage de Marx *La lutte des classes en France de 1848 à 1850* (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, p. 137). — P. 171.

79. Le soir du 8 (21) décembre 1905, la troupe et la police cernaient le jardin de l'« Aquarium » où un grand meeting avait lieu dans les locaux du théâtre. On réussit à éviter une effusion de sang, grâce au dévouement du groupe de combat ouvrier qui assurait la protection du meeting ; ceux qui avaient des armes sur eux purent s'enfuir par une palissade démontée, tandis

que les autres assistants qui sortaient par les portes, étaient fouillés, battus et arrêtés en grand nombre. — P. 171

80. Le bâtiment de l'Ecole Fidler servait régulièrement de lieu de réunions et de meetings au Parti. Le soir du 9 (22) décembre 1905, la maison Fidler, où un meeting avait lieu, fut encerclée par la troupe. Lorsque les assistants, en majorité des membres de groupes de combat, eurent refusé de se rendre et se furent barricadés dans le local, la troupe soumit l'établissement à un tir d'artillerie et de mitrailleuses. Pendant la destruction du bâtiment, plus de trente personnes furent tuées ou blessées ; on procéda à cent vingt arrestations. — P. 171.

81. *F. Doubassov* (1845-1912), gouverneur-général de Moscou en 1905-1906. Dirigea l'écrasement de l'insurrection armée de Moscou en décembre 1905. — P. 171.

82. *Le régiment Séménovski*, formé de soldats de la Garde qui furent envoyés de Saint-Pétersbourg à Moscou pour y réprimer l'insurrection des ouvriers moscovites en décembre 1905. — P. 171.

83. « *Iskra* » [L'Etincelle], premier journal illégal marxiste pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900 ; joua un rôle décisif dans la formation d'un parti révolutionnaire marxiste de la classe ouvrière de Russie.

Le premier numéro parut en décembre 1900, à Leipzig, les numéros suivants parurent à Munich, puis à Londres et à Genève.

Après la scission qui se produisit dans le parti au IIe Congrès du P.O.S.D.R. en 1903 entre bolcheviks révolutionnaires et mencheviks opportunistes, le journal *Iskra* passa aux mains des mencheviks et prit le nom de *nouvelle « Iskra »* pour le distinguer de l'*ancienne « Iskra »* de Lénine. — P. 175.

84. Allusion à l'ouvrage d'Engels *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cet ouvrage fut publié en 1851-1852 dans le *New-York Daily Tribune* sous forme d'articles signés du nom de Marx ; celui-ci avait eu à l'origine l'intention d'écrire l'ouvrage lui-même, mais pris par des recherches sur l'économie, il confia à Engels le soin de rédiger les articles. Durant son travail Engels eut constamment recours aux conseils de Marx et lui donnait ses articles à corriger avant de les remettre à la presse. Ce n'est qu'en 1913, quand la correspondance de Marx et d'Engels fut publiée, qu'on apprit que *Révolution et contre-révolution en Allemagne* était l'œuvre d'Engels. — P. 175.

85. Cette thèse a été maintes fois développée par Engels dans plusieurs de ses œuvres, notamment *l'Anti-Dühring*. — P. 175

86. Lénine a donné plus de détails à ce sujet dans « La révolution russe et les objectifs du prolétariat » (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 122-123). — P. 176.

87. En décembre 1905, certaines villes de Lettonie furent investies par des détachements armés d'ouvriers, de journaliers et de paysans insurgés. Ce fut le début d'une guerre de partisans contre les armées tsaristes. En janvier 1906, ces insurrections furent écrasées par des expéditions punitives dirigées par des généraux du tsar. — P. 177.

88. «*Cahiers du Social-Démocrate*», organe non périodique publié à Genève par Plékhanov entre mars 1905 et avril 1912 (avec de longues interruptions). Il y eut au total 16 numéros. Sa publication reprit à Pétrograd en 1916, mais pour un seul numéro . — P. 179.

89. « *Novoïé Vrémia* » [Le Temps Nouveau], quotidien publié à Saint-Pétersbourg de 1868 à 1917 ; appartint à plusieurs éditeurs et changea plus d'une fois d'orientation politique. C'était à l'origine un journal libéral modéré ; lorsqu'en 1876 A. Souvorine le prit en mains, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. A partir de 1905, il est l'organe des Cent-Noirs. Après la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, le journal soutint la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement bourgeois provisoire et se livra à une campagne effrénée contre les bolcheviks. Il fut fermé par le Comité révolutionnaire militaire du Soviet de Pétrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917.

Lénine disait de *Novoïé Vrémia* qu'il était le journal vénal par excellence. « Le terme « novovrémenstvo » (fait d'être partisan de *Novoïé Vrémia*) est devenu synonyme d'apostasie, de reniement, de flagornerie » (Œuvres, 4e éd. russe, tome 18, p. 251). — P. 185.

90. Les *cours martiales* furent instituées le 19 août (1er septembre) 1906 par le Conseil des ministres pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Ils fonctionnaient à la requête des gouverneurs-généraux, des commandants en chef ou des personnes investies de leur pouvoir, dans les localités soumises à la loi martiale ou déclarés en état d'urgence.

Chaque cour martiale se composait d'un président et de quatre membres, officiers de l'Armée ou de la Flotte, et jouissait de larges pouvoirs. Le règlement sur les cours martiales concédait aux autorités le droit de traduire l'inculpé en justice « en lui appliquant, au cas où il en serait passible, la peine demandée par la législation du temps de guerre » (« Actes législatifs de la période de transition » 1904-1906, Saint-Pétersbourg 1907, p. 621). Ces tribunaux jugeaient à huis clos et leurs sentences prenaient effet immédiatement et devaient être exécutées sur-le-champ. — P. 186.

91. Lénine veut parler de deux ukases du gouvernement tsariste : celui du 12 (25) août 1906 sur la vente d'une partie des apanages (biens de la famille du tsar) et celui du 27 août (9 septembre) 1906 sur la vente des terres de l'Etat par l'intermédiaire de la Banque paysanne. — P. 187.

92. *Derjimorda* : nom d'un policier dans la comédie de Gogol « le Révizor ». Est devenu en russe un nom commun servant à désigner des oppresseurs impudents et grossiers. — P. 187.

93. Il s'agit du journal *Izvestia du Soviet des députés ouvriers de Moscou* qui parut quotidiennement du 7 (20) au 12 (25) décembre 1905, au moment de la grève générale et de l'insurrection armée de Moscou. Ces *Izvestia*, comme les *Izvestia du Soviet de Pétersbourg*, étaient imprimées au gré d'initiatives personnelles, sous la protection de membres des groupes de combat, dans différentes imprimeries (Sytine, Mamontov, Kouchnérev, Tchitchérine). Les *Izvestia* tiraient de cinq à dix mille exemplaires. Le sixième et dernier numéro du journal parut le 12 (25) décembre.— P. 190.

94. *Léonide Andréev* (1871-1919), écrivain russe ; sa pièce *Vers les étoiles* fut écrite en 1905. — P. 191.

95. *Sur les actes de partisans du P.S.P.* est une note de Lénine à l'article « Nouvelles de Pologne » paru dans le numéro 3 du *Prolétari* du 8 (21) septembre 1906. — P. 194.

96. Le *Tver*, nom d'un café situé au-delà de la Nevskaïa Zastava à Saint-Pétersbourg. Il servait de lieu de réunions aux Cent-Noirs. — P. 194.

97. *Populisme*, courant petit-bourgeois du mouvement révolutionnaire russe, qui apparut dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient l'abolition de l'autocratie et l'attribution des propriétés foncières aux paysans. En même temps, ils niaient le développement inévitable en Russie des rapports de production capitalistes et du prolétariat et, en conséquence, considéraient la paysannerie comme la principale force révolutionnaire ; ils voyaient dans la communauté rurale un embryon de socialisme. Aussi les populistes allaient-ils dans les campagnes (« au peuple ») et s'efforçaient de soulever les paysans contre l'autocratie. Les populistes partaient d'une fausse conception du rôle joué par la lutte des classes dans l'évolution historique ; ils considéraient que l'histoire est faite par les héros suivis passivement par les masses populaires. Dans leur lutte contre le tsarisme, les populistes appliquaient la tactique du terrorisme individuel.

Au cours des années 80 et 90, les populistes se rapprochèrent du tsarisme, se firent les porte-parole des intérêts des koulaks et menèrent une lutte acharnée contre le marxisme. — P. 197.

98. *Economisme*, tendance opportuniste de la social-démocratie russe de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, variété de l'opportunisme international. Les organes de presse des « économistes » étaient le journal *Rabotchaïa Mysl* (1897-1902) et la revue *Rabotchéïé Dïélo* (1899-1902). Le document-programme des « économistes » que Lénine appelait les bernsteiniens russes, était le « Credo » rédigé en 1899 par E. Kouskova.

Les « économistes » considéraient que les objectifs de la classe ouvrière devaient se borner à une lutte sur le plan économique pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc., et soutenaient que la lutte politique était l'affaire de la bourgeoisie libérale. Ils déniaient au parti de la classe ouvrière le rôle de chef de file, considérant qu'il devait se contenter de contempler les progrès spontanés du mouvement, d'enregistrer les événements. En s'inclinant devant la spontanéité du mouvement ouvrier, les « économistes » minimisaient l'importance de la théorie révolutionnaire, de la conscience et affirmaient que l'idéologie socialiste pouvait surgir d'un mouvement ouvrier spontané ; ils niaient la nécessité de faire pénétrer du dehors dans le mouvement ouvrier la conscience socialiste par l'intermédiaire d'un parti marxiste, et frayaient ainsi la route à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » se faisaient les défenseurs des activités isolées et de la pratique routinière au sein du mouvement social-démocrate et combattaient l'idée de la nécessité d'un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de détourner la classe ouvrière de la lutte de classe révolutionnaire et de la transformer en appendice politique de la bourgeoisie.

Lénine a critiqué les idées des « économistes » dans les ouvrages suivants : « Protestation des social-démocrates de Russie » (Dirigée contre le « Credo », écrite en 1899 pendant l'exil de Sibérie et signée par dix-sept déportés marxistes), « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe », « A propos d'une *Profession de foi* », « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 4, pp. 171-186, 262-293, 294-306 ; tome 5, pp. 318-325). Lénine acheva de démanteler l'idéologie de l'« économisme » dans son livre *Que faire ?* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 355-544). L'*Iskra* de Lénine a joué un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». — P. 197.

99. *Tag-in* : pseudonyme du socialiste-révolutionnaire maximaliste A. Troïtski. — P. 198.

100. « *Goloss* » [La Voix], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Saint-Pétersbourg d'avril à juin 1906.
« *Dïélo Naroda* » [La Cause du Peuple], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire publié à Saint-Pétersbourg en mai 1906. — P. 198.

101. *V. V.* (pseudonyme de V. Vorontsov) et *Nikolaï-on* (pseudonyme de N. Danielson), idéologues du mouvement populiste libéral dans les années 80-90 du XIX^e siècle. — P. 199.

102. « *Rousskoïé Bogatstvo* » [La Richesse russe], revue mensuelle publiée à Saint-Pétersbourg de 1876 au milieu de 1918. A partir des années 90 fut l'organe des populistes libéraux. A partir de 1906 devint en fait l'organe du parti semi-cadet des « socialistes-populistes ». — P. 199.

103. *Le programme agraire des « 104 »*, « Projet des principes fondamentaux » d'une loi agraire, présenté à la Ire Douma par 104 députés paysans le 23 mai (5 juin) 1906. Ce projet contenait les revendications suivantes : constitution d'un domaine public avec les terres de l'Etat, les apanages, les terres de la Couronne, des monastères ainsi que des propriétés particulières dont l'étendue serait supérieure à la norme de travail établie ; attribution du droit de jouissance de la terre à ceux uniquement qui la cultivent. Il était prévu une indemnité aux propriétaires expropriés. C'était aux comités paysans locaux, élus sur des bases pleinement démocratiques, que revenait le soin d'appliquer la réforme agraire. Voir p. 495 du présent tome, l'appréciation portée par Lénine sur ce projet. — P. 200.

104. *Bobtchinski et Dobtchinski* : personnages de la comédie de Gogol « le Révizor ». — P. 205.

105. *Ouchakov* : agent de Zoubatov ; en automne 1905, il organisa le « Parti ouvrier social indépendant » et publia aux frais du gouvernement le journal *Rabotchaïa Gazéta* [La Gazette ouvrière]. Le parti des « indépendants » essaya de mener la lutte contre les social-démocrates, mais n'eut pas de succès auprès des ouvriers. — P. 206.

106. *« Otkliki Sovrémennosti »* [Echos de l'époque contemporaine], revue menchevique publiée légalement à Saint-Pétersbourg de mars à juin 1906. Il y eut cinq numéros en tout. — P. 207.

107. Il s'agit de la lettre de A. Goutchkov « Réponse au prince E. N. Troubetskoï » publiée dans le journal *Rousskié Vïédomosti* [Le Bulletin russe] n° 224 du 10(23) septembre 1906.

Le 24 août (6 septembre) 1906, le gouvernement tsariste annonça qu'il instituait des cours martiales et, dans le même communiqué, se fixait ouvertement comme programme la révocation de toutes les concessions qui lui avaient été arrachées par la poussée révolutionnaire d'octobre-décembre 1905. Le leader des octobristes Goutchkov, dans une interview au journal *Novoïé Vrémia*, approuva l'institution des cours martiales et l'ensemble du programme contre-révolutionnaire du gouvernement. Cette adhésion entière de Goutchkov à la politique gouvernementale provoqua le mécontentement de certains représentants de la bourgeoisie. Notamment, l'un des organisateurs du parti de « la rénovation pacifique », le prince Troubetskoï, demanda dans une lettre à Goutchkov, à quel parti il prétendait appartenir, celui d'une rénovation « pacifique » ou d'une rénovation « policière ». Dans sa réponse citée par Lénine, Goutchkov maintint qu'il était entièrement d'accord avec la politique du gouvernement et approuva la dissolution de la Ire Douma d'État. — P. 208.

108. On appelait *reptiliens* les organes de presse à la solde du gouvernement et qui rampaient devant lui. — P. 208.

109. Le 20 février (5 mars) 1906 fut promulguée une loi, accompagnée de deux ukases au Sénat, concernant la Douma et le Conseil d'Etat. Par cette loi, le gouvernement tsariste annulait en fait son manifeste du 17 octobre.

Aux termes de la nouvelle loi, le Conseil d'Etat dont la moitié des membres était désignée par le pouvoir suprême et l'autre moitié élue parmi les couches ultra-réactionnaires de la noblesse, des gros capitalistes et du clergé, cessait d'être un organe consultatif et devenait un organe législatif. Il pouvait rejeter n'importe quelle résolution de la Douma. — P. 212.

110. Les *bezzaglavtsy* : groupe mi-cadet, mi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe, formé au moment du déclin de la révolution de 1905-1907. Le groupe devait son nom à l'hebdomadaire politique *Bez Zaglavia* [Sans Etiquette], publié à Pétersbourg de janvier à mai 1906, sous la direction de Prokopovitch. Affectant de n'appartenir à aucun parti, les « bezzaglavtsy » étaient en fait les propagandistes du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme, et soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale. — P. 216.

111. Cette note est une remarque ajoutée (comme « Note de la rédaction ») à la résolution adoptée en septembre 1906 par le Comité de Moscou du P.O.S.D.R. sur la guerre de partisans. Le paragraphe 3 des considérants dit : « La révolution, n'étant pas en mesure de renverser le pouvoir par un élan populaire unique et simultané, est pourtant tellement forte qu'elle ne peut demeurer passive et qu'elle se transforme spontanément en actes de partisans attaquant l'ennemi, ce qu'il faut particulièrement prévoir dans les villages, à l'occasion de la conscription prochaine ». — P. 227.

112. *Disk*, « Union démocratique des constitutionnalistes », organisation contre-révolutionnaire née en automne 1905 ; réunissait des représentants de la haute noblesse, des couches conservatrices de la bourgeoisie industrielle et des hauts fonctionnaires. A la fin de 1905, le *Disk* entra dans le parti des octobristes. — P. 229.

113. « *Social-Démocrate* », journal, organe illégal du Comité central du P.O.S.D.R. publié à Saint-Pétersbourg du 17 (30) septembre au 18 novembre (1er décembre) 1906 ; était en fait l'organe des mencheviks, puisqu'à cette époque le Comité central se trouvait entre leurs mains. — P. 235.

114. « *Prolétari* » [Le Prolétaire], journal illégal fondé par les bolcheviks après le IVe Congrès (d'unification) du parti; publié du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909, sous la direction de Lénine. Le *Prolétari* porta le nom d'Organe des Comités de Moscou et de Pétersbourg, ainsi que, pendant un certain temps, celui d'Organe des Comités de l'arrondissement de Moscou, de Perm, de Koursk et de Kazan. En fait, le *Prolétari* était l'Organe central des bolcheviks. Il y eut

cinquante numéros en tout ; les vingt premiers furent publiés en Finlande. Du 13 (26) février au 1er (14) décembre 1908, le *Prolétari* fut publié à Genève ; puis à partir du 8 (21) janvier 1909, à Paris.

Plus de cent articles et notes de Lénine furent publiés dans ce journal. Durant les années de la réaction stolypinienne, le *Prolétari* joua un rôle de premier plan pour le maintien et le renforcement des organisations bolcheviques. Au plénum du Comité central du P.O.S.D.R. en janvier 1910, les « conciliateurs » réussirent à faire adopter une résolution portant fermeture du *Prolétari*. — P. 235.

115. *Tkatchévisme*, tendance du populisme révolutionnaire qui se rapproche du blanquisme et doit son nom à l'idéologue P. Tkatchev (1844-1885). Les tkatchévistes considéraient la lutte politique comme un préalable indispensable à la révolution, mais sous-estimaient le rôle décisif des masses populaires. D'après Tkatchev, une minorité révolutionnaire devait s'emparer du pouvoir politique, fonder un nouvel Etat et promouvoir des réformes révolutionnaires dans l'intérêt du peuple qui n'aurait plus qu'à profiter des résultats acquis.

Dans son article « La littérature des émigrés », Engels a critiqué le révolutionnisme petit-bourgeois de Tkatchev. — P. 235.

116. *V.V. Kh-ov* : V. Khijniakov. — P. 240.

117. « *Stolitchnaïa Potchta* » [Le Courrier de la Capitale], quotidien publié à Saint-Pétersbourg d'octobre 1906 à février 1908. Au début, organe des cadets de gauche ; à partir de février 1907, tribune du groupe du Travail. Fut interdit par le gouvernement tsariste. — P. 245.

118. « *Naché Diélo* » [Notre Cause], revue hebdomadaire des mencheviks ; publiée à Moscou de septembre à novembre 1906 ; il y eut dix numéros en tout. La revue préconisait l'alliance avec les cadets lors des élections à la IIe Douma et faisait de la propagande pour le « congrès ouvrier ».

En janvier-février 1907, *Naché Diélo* fut remplacé par la revue *Diélo Jizni* (L'Œuvre de Vie]. — P. 252.

119. *La loi d'exception contre les socialistes* fut édictée en Allemagne en 1878 par le gouvernement de Bismarck. Elle interdisait le parti social-démocrate, toutes les organisations ouvrières de masse et la presse ouvrière. Les meilleurs parmi les social-démocrates allemands, regroupés autour de A. Bebel et de W. Liebknecht, déployèrent une grande activité dans la clandestinité, à la suite de quoi l'influence du parti sur les masses ouvrières non seulement ne diminua pas mais s'accrut. Aux élections au Reichstag de 1890, les social-démocrates recueillirent presque un million et demi de voix. Cette même année, le gouvernement fut contraint d'abolir la loi d'exception. — P. 255

120. « *Zaria* » [L'Aube], revue scientifique et politique marxiste ; éditée légalement en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. Il y eut en tout 4 numéros (en trois fascicules) ; le n° 1 d'avril 1901, paru en fait le 10 (23) mars, les nos 2 et 3 de décembre 1901, le n° 4 d'août 1902. — P. 259.

121. La brochure intitulée *Les articles de Martov et de Tchérévanine dans la presse bourgeoise* fut publiée en octobre 1906 à Saint-Pétersbourg. En 1912, le Comité de la presse fit saisir la brochure, et le Parquet de Saint-Pétersbourg en ordonna la destruction ; mais elle était déjà épuisée à ce moment-là. — P. 262.

122. « *Novy Pout* » [La Voie Nouvelle], quotidien de tendance constitutionnelle démocrate de gauche, publié à Moscou d'août à novembre 1906. — P. 262.

123. Lénine veut parler du Congrès de Dresde du Parti social-démocrate allemand qui eut lieu du 13 au 20 septembre 1906. On y adopta une résolution interdisant aux membres du Parti toute collaboration à la presse bourgeoise. — P. 267.

124. Il s'agit du poème de Tourguéniev la *Règle de la vie* (tiré du recueil *Poèmes en prose*), dont le personnage attribue à son adversaire ses propres défauts. — P. 269.

125. En août 1906, après l'échec de la grève décidée par le Comité central lors de l'insurrection de Sveaborg, le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. adopta une résolution sur la nécessité de convoquer immédiatement un congrès extraordinaire du Parti. Le Comité de Pétersbourg décida de faire connaître cette résolution aux organisations locales et de leur demander leur avis sur cette question.

Une série d'importantes organisations se prononcèrent pour la convocation du congrès, parmi lesquelles les Comités de Moscou et de Pétersbourg, la Direction générale de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, le Bureau régional des organisations social-démocrates de Russie centrale, le Comité central de la social-démocratie du territoire letton. Les Comités de l'Oural, de Nijni-Novgorod, de Briansk, de Minsk, de Kourgan, etc., se prononcèrent eux aussi en faveur d'un congrès. La Conférence de Russie du P.O.S.D.R. tenue en novembre, décida de convoquer le congrès le 15 (28) mars 1907. — P. 270.

126. La brochure intitulée *La social-démocratie et les accords électoraux* fut imprimée en novembre 1906 aux éditions Vpériod de Pétersbourg. Cinq ans plus tard, en 1912, le Comité de la presse fit saisir cette brochure et le Parquet confirma cet arrêt. Le 30 janvier (12 février) 1912, à l'imprimerie de la Préfecture de Saint-Pétersbourg on procéda à la destruction des quelques exemplaires qui restaient. — P. 281.

127. Lénine veut parler des résolutions du IVe Congrès du parti cadet qui se tint à Helsingfors du 24 au 28 septembre (7 au 11 octobre) 1906. Lors de la discussion de la question de la tactique,

le Comité central du parti cadet proposa une résolution qui rejetait « l'opposition passive » proclamée par l'Appel de Vyborg (voir note n° 50). Les cadets de gauche (représentant essentiellement les organisations de province du parti) proposèrent leur propre résolution qui faisait de « l'opposition passive » l'objectif le plus proche du parti. Le congrès, à la majorité des voix, adopta la résolution du comité central du parti cadet invitant à ne pas appliquer l'Appel de Vyborg. — P. 287.

128. Lénine désigne en fait ces quatre revendications par le nom pittoresque qu'on leur donnait à cette époque : *tchétyrtokhkhvostka*, qu'on pourrait traduire approximativement par « les quatre queues ». — P. 288.

129. *Messager du Parti de la liberté du peuple*, revue hebdomadaire, organe du parti des cadets ; publié à Saint-Pétersbourg à partir du 22 février (7 mars) 1906, avec des interruptions. La revue fut fermée après la Révolution d'Octobre 1917. — P. 292.

130. « *Soznatelnaïa Rossia* » [La Russie Consciente], recueil socialiste-révolutionnaire publié à Saint-Pétersbourg en automne 1906. A partir du troisième cahier, parut avec le sous-titre *Sbornik na sovrémennyé témy* [Recueil sur des thèmes actuels]. — P. 299.

131. *La Deuxième Conférence du P.O.S.D.R.* (« Première Conférence de Russie») eut lieu à Tammerfors du 3 au 7 (16 au 20) novembre 1906. Trente-deux délégués y assistèrent.

La conférence entendit quatre rapports sur la campagne électorale à la IIe Douma d'État. Lénine prit la parole pour défendre la plate-forme bolchevique et attaquer le bloc avec les cadets, défendu par les mencheviks et les membres du Bund. La résolution menchevique fut adoptée par 18 voix contre 14. Pour contre-balancer cette résolution, Lénine présenta « des réserves particulières », plate-forme bolchevique, signée par 14 délégués (6 bolcheviks, 5 social-démocrates polonais et 3 social-démocrates lettons).

Le 6 novembre, Lénine prit la parole à la conférence pour critiquer le projet menchevique de programme électoral présenté par le Comité central pour être ratifié par la conférence (ce projet fut publié le 3 (16) novembre dans le numéro 6 du *Social-Démocrate*). La conférence adopta une résolution portant amendement au projet de programme électoral. Ce même jour, Lénine prit la parole durant les débats sur la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti et insista pour que la question de la propagande pour un « congrès ouvrier » fut jugée comme une violation de la discipline du parti.

En ratifiant la résolution « Sur l'unité des campagnes électorales locales », la conférence adopta l'amendement de Lénine. Le texte de la résolution et de l'amendement est cité par Lénine dans son article « La lutte contre le « cadétisme » dans la social-démocratie et la discipline du parti » (voir le présent tome, pp. 331-333). La conférence avait chargé le Comité

central de publier dans son compte rendu tous les projets de résolutions et les réserves particulières. Mais le Comité central menchevique ne publia que les résolutions de la conférence, en excluant les réserves particulières des bolcheviks (voir le n° 7 du *Social-Démocrate*).

Lénine fit la critique des travaux de la conférence dans son article (outre celui cité plus haut) « Sur les blocs avec les cadets » (voir le présent tome, pp. 315-328. — P. 306.

132. *Les socialistes-sionistes* (« Parti ouvrier socialiste-sioniste) : organisation nationaliste de la petite bourgeoisie juive, fondée en 1904 à Odessa. — P. 308.

133. Il s'agit des « Lettres sur la tactique et le manque de tact » de Plékhanov, dans lesquelles était définie la tactique menchevique à l'égard de la Douma d'Etat. — P. 317.

134. Le projet bolchevique de déclaration parlementaire fut rédigé par Lénine ; il est cité dans son article « A propos d'une déclaration de notre fraction à la Douma » (voir le présent tome pp. 27-31. — P. 321.

135. Voir le présent tome, pp. 473-474. — P. 326.

136. Il s'agit de la lettre de Plékhanov (voir le présent tome, pp. 277-279. — P. 330.

137. « *Volna* »[La Vague], quotidien bolchevique légal ; publié à Pétersbourg du 26 avril (9 mai) au 24 mai (6 juin) 1906 ; il y eut 25 numéros en tout. A partir du n° 9, en date du 5 (18) mai 1906 (après la clôture des travaux du IVe Congrès et l'arrivée de Lénine de Stockholm), le journal fut en fait dirigé par Lénine. Il y publia plus de vingt articles. V. Vorovski et M. Olminski y collaborèrent. La *Volna* fut en butte à bon nombre de répressions policières et frappée d'interdiction par le gouvernement tsariste. Elle fut remplacée par le journal bolchevique légal *Vpériod* [En Avant]. — P. 334.

138. « *Rousskié Viédomosti* » [Le Bulletin Russe], quotidien publié à Moscou à partir de 1863 par des professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des responsables des zemstvos ; exprimait les intérêts des propriétaires fonciers libéraux et de la bourgeoisie ; à partir de 1905, organe des cadets de droite ; fut fermé après la Révolution d'Octobre 1917. — P. 335.

139. Le tract « Pour qui voter aux élections à la Douma d'Etat ? » fut écrit avant les élections de la IIe Douma Dans son article « Comment le gouvernement a falsifié la Douma. Les tâches de la social-démocratie », Lénine qualifie ce tract d'« affiche sur les trois *principaux* partis » qui se présentent aux élections à la Douma. Ce tract fut imprimé à Vyborg par la rédaction du *Prolétari* sous forme de supplément au numéro 8 du journal ; trois éditions (une complète et deux abrégées) en furent tirées à Pétersbourg en 1906. L'édition abrégée fut également tirée

par les Comités du P.O.S.D.R. d'Ivanovo-Voznessensk, de Kostroma et de Kharkov, par le groupe du P.O.S.D.R. de l'Obi, par le Comité central de la social-démocratie du territoire letton et par le Comité central de la social-démocratie de Lettonie. — P. 336.

140. Lénine rapproche avec ironie l'opportuniste « Réponse par lettre ouverte à un des lecteurs du *Tovarichtch* » écrite par Plékhanov à la brochure de Lassalle « Réponse par lettre ouverte au Comité central du congrès ouvrier d'Allemagne à Leipzig » (1863). — P. 344.

141. *Nozdrev* : personnage des *Ames mortes* de Gogol. L'écrivain qualifie Nozdrev d'« homme historique » car partout où il passe se produisent « histoires » et scandales. — P. 345.

142. Voir K. Marx : *La guerre civile en France* (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, p. 553). — P. 347.

143. La *fameuse convention de Paris*, convention sur « les principes et les revendications essentiels » dans la lutte contre l'autocratie, adoptée en novembre 1904 à Paris à une conférence à laquelle participèrent des délégués du parti socialiste-révolutionnaire, du Parti socialiste polonais (P.S.P.), du parti nationaliste bourgeois géorgien (« Sakartvelo »), du parti nationaliste-hourgeois arménien (« Drochak »), de la Ligue nationale polonaise (« Liga Narodova »), du Parti finlandais de résistance active, de « l'Union de libération », etc.

La conférence des délégués du P.O.S.D.R. et des organisations social-démocrates nationales, convoquée par le Conseil du P.O.S.D.R., avait refusé de prendre part à la conférence de Paris estimant impossible la conclusion d'un accord avec la démocratie bourgeoise, à l'esprit de classe borné, et dont les revendications politiques ont un caractère instable et ambigu.— P. 351.

144. Projet de résolution des bolcheviks pour le Congrès d'Unification « Le moment présent de la révolution démocratique » (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10, pp. 130-134). — P. 354.

145. Voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 375-376. — P. 357.

146. Il s'agit du projet de résolution pour le Congrès d'unification portant sur l'insurrection armée (voir Œuvres, 4e éd. russe, tome 10. pp. 131-133.). — P. 357.

147. « *Narodnaïa Svoboda* » (La Liberté du Peuple], journal ; organe du parti cadet ; publié à Saint-Pétersbourg en décembre 1905. — P. 358.

148. *Ivan Fédorovitch Chponka* : héros d'une nouvelle de Gogol intitulée « Ivan Fédorovitch Chponka et sa tante » ; brave homme borné qui ne s'intéresse à rien. — P. 359.

149. *La grève générale de Belgique* éclata en avril 1902 pour soutenir les revendications du droit de vote universel présentées devant

le Parlement par les représentants des partis ouvrier, libéral et démocrate. Plus de 300 000 ouvriers prirent part à cette grève ; des manifestations ouvrières eurent lieu dans tout le pays. Cependant, lorsque le Parlement eut repoussé le projet de loi sur la réforme électorale et que la troupe tira sur les manifestants, les dirigeants opportunistes du parti ouvrier (Vandervelde et autres) capitulèrent et, sous la pression de leurs « alliés » du camp de la bourgeoisie libérale, l'ordre de grève générale fut rapporté. La défaite de la classe ouvrière de Belgique en avril 1902 servit de leçon au mouvement ouvrier du monde entier. « Le prolétariat socialiste, écrivit l'*Iskra* dans son numéro 21, le 1er juin 1902, verra à quels résultats concrets mène la tactique opportuniste qui sacrifie les principes révolutionnaires à l'espoir d'un succès rapide. Le prolétariat se convaincra une fois de plus qu'aucun des moyens de pression politique qu'il exerce contre l'adversaire ne peut atteindre son but s'il n'est pas prêt à utiliser ce moyen jusqu'à ses conséquences ultimes. » — P. 363.

150. Le groupe de la *Rabotchaïa Mysl*, « groupe d'économistes », qui éditait le journal *Rabotchaïa Mysl* [La Pensée Ouvrière] publié d'octobre 1897 à décembre 1902, sous la direction de K. Takhtarev et autres.

Ce groupe préconisait des idées ouvertement opportunistes. Il condamnait la lutte politique de la classe ouvrière et limitait les objectifs de celle-ci aux « intérêts du moment », à des revendications de réformes partielles, surtout de caractère économique. En s'inclinant devant la spontanéité du mouvement ouvrier, le groupe de la *Rabotchaïa Mysl* s'élevait contre la création d'un parti prolétarien indépendant, rabaissait l'importance de la théorie révolutionnaire et de la conscience, et affirmait que l'idéologie socialiste pouvait naître d'un mouvement spontané.

Lénine critiqua les idées du groupe de la *Rabotchaïa Mysl*, variété russe de l'opportunisme international, dans son article «Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » et dans son livre *Que faire ?* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 4, pp. 262-293 ; tome 5, pp. 355-544), ainsi que dans des articles publiés par l'*Iskra*.

Le groupe d'Akimov doit son nom à un représentant de l'« économisme » extrêmement opportuniste : V. Akimov (Makhnovetz). — P. 367.

151. *La Hromada socialiste de la Russie Blanche* : organisation nationaliste, fondée en 1902 sous le nom de « Hromada révolutionnaire de la Russie Blanche ». Défendait les intérêts de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des koulaks biélorussiens, niait la lutte révolutionnaire de classe, s'efforçait de couper, d'isoler le peuple biélorussien de la classe ouvrière révolutionnaire de Russie. — P. 369.

152. Lénine veut parler de la résolution sur le «congrès ouvrier », adoptée par une assemblée d'ouvriers de différents rayons de Saint-Pétersbourg au début de septembre 1906. Cette assemblée

avait été convoquée par le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. — P. 371.

153. « *Vpériod* » [En Avant], journal bolchevique illégal publié à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905. Il y eut 18 numéros en tout. L'organisateur, l'idéologue et le directeur en était Lénine ; V. Vorovski, M. Olminski et A. Lounatcharski furent aussi au nombre des rédacteurs.

Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R., dans une résolution spéciale, mentionna le rôle prépondérant joué par le journal *Vpériod* dans la lutte contre le menchevisme, pour le renouveau de l'esprit de parti, dans la façon de poser et d'étudier les questions de tactique soulevées par le mouvement révolutionnaire, et exprima sa reconnaissance à la rédaction du journal.— P. 375.

154. Lénine veut parler de la brochure intitulée *Les ouvriers et les intellectuels dans nos organisations*, parue à Genève en 1904, signée du pseudonyme « Un ouvrier » et préfacée par Axelrod. L'auteur de la brochure, qui s'élevait contre le plan d'organisation pour l'édification du Parti, élaboré par Lénine, était obligé de reconnaître que le « démocratisme » des mencheviks se ramenait au fond à une lutte pour les places dirigeantes dans le Parti. Lénine fit une critique détaillée de cette brochure dans son article « Le rossignol ne se laisse pas nourrir de fables ». « On y voit à merveille, écrit-il, les chevaliers de la « phrase éloquente » démasqués par leurs propres partisans » (Œuvres, Paris-Moscou, tome, 8, pp. 49-55). — P. 376.

155. « *Novaïa Jizn* » [La Vie Nouvelle], premier journal bolchevique légal ; parut quotidiennement du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905 à Pétersbourg. Lorsque Lénine revint d'émigration à Saint-Pétersbourg, au début de novembre, il prit la direction du journal. *Novaïa Jizn* était en fait l'organe central du P.O.S.D.R. Ses collaborateurs les plus directs furent V. Vorovski, M. Olminski, A. Lounatcharski, etc. M. Gorki prit une part active à *Novaïa Jizn* et apporta également au journal une aide matérielle importante.

Le premier article de Lénine « Sur la réorganisation du Parti » parut le 10 (23) novembre 1905 dans le numéro 9. Par la suite, il y publia plus de dix articles. Le tirage quotidien atteignait 80 000 exemplaires. *Novaïa Jizn* fut en butte à quantité de répressions. Sur vingt-sept numéros, quinze furent confisqués et détruits. Au vingt-septième numéro, en date du 2 (15) décembre, *Novaïa Jizn* fut fermée par le gouvernement. Le dernier numéro (le vingt-huitième) parut illégalement. — P. 377.

156. « *Die Neue Zeit* » [Le Temps Nouveau], revue social-démocrate allemand, publié à Stuttgart de 1833 à 1923. A partir de 1895, après la mort d'Engels, le journal publia systématiquement les articles des révisionnistes. Durant la guerre impérialiste de 1914-1918, il occupa une position centriste à la Kautsky, et soutint les social-chauvins. — P. 380.

157. « *Narodno-Sotsialistitcheskoïé Obozrénié* » [Revue socialiste populiste], organe du parti « socialiste-populiste » semi-cadet ; publiée à Saint-Pétersbourg en 1906-1907. — P. 384.

158. « *Sovrémennaïa Jizn* » [La Vie Contemporaine), revue menchevique, publiée à Moscou d'avril 1906 à mars 1907. — P. 385.

159. Lénine veut parler de l'article de Marx « Crise et contre-révolution » publié dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 14 septembre 1848. — P. 390.

160. Allusion à la résolution de la 2e conférence du P.O.S.D.R. (« Première de Russie »), intitulée « Amendement au projet de plate-forme électorale proposé par le Comité central ». (Voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central* », 1re partie, 1954, édition russe, pp. 142-143.) — P. 395.

161. Allusion aux instructions concernant la loi du 11 (24 décembre 1905 sur les élections à la Douma d'Etat, publiée par le Sénat au pouvoir avant les élections à la IIe Douma d'Etat. Ces instructions sénatoriales, additifs à la loi, privaient du droit de vote de nouvelles catégories d'ouvriers, de paysans et de représentants des nationalités non russes. Lénine les qualifia de « magnifiques explications stolypiniennes des « principes de la constitution ». — P. 401.

162. Il s'agit d'une instruction du ministère de l'Intérieur publiée le 12 (25) décembre 1906. Aux termes de cette instruction, les municipalités et les administrations des zemstvos ne devaient fournir de bulletins de liste « qu'aux organisateurs ou aux directions des sociétés et des unions (et des sections de celles-ci) poursuivant des buts politiques et qui seront dûment enregistrées », c'est-à-dire légalisées par le gouvernement. En fait avec ces nouvelles instructions, seuls les partis Cent-Noirs recevaient des bulletins de liste. — P. 401.

163. *Balalaïkine* : personnage d'« Une idylle moderne » de Saltykov-Chtchédrine. Libéral, hâbleur, aventurier et menteur. — P. 402.

164. « A commettre les dernières lâchetés » ; le texte russe porte *primênitelno k podlosti* (conformément à la bassesse), expression titrée du *Libéral*, conte du satiriste russe Saltykov-Chtchédrine. — P. 405.

165. Il s'agit des députés du Parlement de Francfort, assemblée nationale convoquée en Allemagne en mai 1848, après la révolution de mars. La majorité appartenait à la bourgeoisie libérale qui passait son temps en discussions oiseuses sur un projet de constitution et laissait en fait le pouvoir aux mains du souverain.

National-libéraux, parti politique allemand qui s'était séparé du parti des progressistes prussiens en 1866 et représentait les intérêts de la haute bourgeoisie industrielle contre-révolutionnaire. — P. 405.

166. Lénine cite une thèse de l'ouvrage de Marx *Critique du programme de Gotha* (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, p. 27). — P. 406.

167. L'article « Les tâches du parti ouvrier et la paysannerie » fut écrit pour le journal bolchevique légal de Samara *Samarskaïa Louka*. Le manuscrit en fut envoyé par Lénine de Saint-Pétersbourg à la rédaction du journal, mais fut saisi en route par les gendarmes. Il ne fut retrouvé qu'en 1929 parmi les archives de la direction de la gendarmerie de la province de Samara.— P. 416.

168. « *Nacha Tribouna* » [Notre Tribune], revue hebdomadaire du Bund qui parut à Vilno de décembre 1906 à mars 1907. Il y eut en tout douze numéros. — P. 422.

169. *Pétrouchka* : personnage des *Ames mortes* de Gogol ; c'est un serviteur serf qui lit les livres en épelant les mots, sans en saisir le sens et ne s'intéressant qu'au processus mécanique de la lecture. — P. 429.

170. Lénine veut parler des esquisses de N. Chtchédrine intitulées « A l'étranger » et publiées dans le fascicule de janvier 1881 des *Otétchestvennyé Zapiski*. — P. 446.

171. La conférence de l'organisation pétersbourgeoise du P.O.S.D.R., consacrée à la discussion de la tactique électorale pour les élections de la IIe Douma, se réunit le 6 (19) janvier 1907. Lénine y fit un rapport sur les accords électoraux. Le compte rendu en fut publié dans le numéro 12 du journal bolchevique *Prolétari*, le 25 janvier (7 février) 1907. Après la discussion de ce rapport, la Conférence confirma la résolution (« Des réserves particulières ») de 14 délégués à la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. qui se tint en novembre. Lénine donna une analyse détaillée des travaux de la Conférence de Pétersbourg et des circonstances dans lesquelles elle avait été convoquée, dans ses brochures *La social-démocratie et les élections à la Douma*, *Tu entendras le jugement d'un sot... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate)*. (Voir le présent tome, pp. 455-480, 481-500.) — P. 450.

172. La brochure *La social-démocratie et les élections à la Douma* fut publiée en janvier 1907 par la Maison d'édition « Novaïa Douma » de Saint-Pétersbourg, et imprimée sur les presses de la société « Diélo ». C'est là aussi que fut imprimée en même temps la brochure de Lénine *Tu entendras le jugement d'un sot ... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate)*. En

1912, les deux brochures furent interdites par le gouvernement. — P. 455.

173. *N. Tchernychevski* (1828-1889), grand démocrate révolutionnaire, philosophe matérialiste et écrivain russe. Lénine fait allusion à l'ouvrage de Tchernychevski « Lettres politiques et économiques au président des Etats-Unis d'Amérique H. C. Carey ». — P. 473.

174. *Lidvaliade*, nom donné à l'affaire du spéculateur de haut vol Lidval et de V. Gourko, adjoint du ministre de l'Intérieur. Grâce à l'appui de Gourko, Lidval avait conclu avec le gouvernement un accord par lequel il s'engageait à fournir, d'octobre à décembre 1906, dix millions de pouds de seigle aux provinces de Russie où régnait la famine. Tout en ayant reçu de Gourko, comme arrhes, des sommes importantes sur les fonds d'Etat, Lidval n'avait encore livré aux chemins de fer, à la mi-décembre 1906 que moins du dixième de la quantité de céréales prévue. La découverte de la dilapidation des fonds de l'Etat et de la spéculation sur la faim reçut une large publicité et obligea le gouvernement tsariste à porter l'affaire devant les tribunaux. Cependant, le procès n'eut aucune suite pour Gourko, si ce n'est qu'il fut révoqué de sa charge. L'affaire Lidval permit de démasquer la politique antipopulaire du gouvernement tsariste et fit échouer les partis de droite aux élections de la IIe Douma. — P. 475.

175. Lénine veut parler de la parodie de procès intenté par le gouvernement tsariste aux meurtriers d'un membre de la 1re Douma d'Etat, le cadet M. Herzenstein (assassiné par les Cent-Noirs en Finlande, le 18 (31) juillet 1906). Bien que les auteurs de ce meurtre fussent connus d'une grande partie de l'opinion publique, le gouvernement tsariste fit tout pour que les coupables ne soient pas punis. On fit intentionnellement traîner l'instruction en longueur, le procès fut plusieurs fois ajourné, et l'affaire fut enfin classée le 3 (16) avril 1907. — P. 475.

176. La brochure *Tu entendras le jugement d'un sot... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate)* fut imprimée à Saint-Pétersbourg en janvier 1907 par la Maison d'édition « Nova ïa Douma », sur les presses de l'imprimerie bolchevique légale « Diélo ». Peu de temps après, presque tous les exemplaires en furent confisqués par la police. En 1912, la brochure fut interdite par le gouvernement tsariste. — P. 481.

177. *Tan* (pseudonyme de V. Bogoraz), l'un des organisateurs du « parti socialiste-populiste » semi-cadet. — P. 481.

178. Dans son article « Voilà comment un Russe va au rendez-vous », inspiré du récit de Tourguénev « Assia », Tchernychevski stig-

matise l'inertie des intellectuels russes, le hiatus qui sépare leurs paroles et leurs actes. — P. 488.

179. *Oblomov*, propriétaire russe, héros du roman du même nom écrit par I. Gontcharov. Le nom d'Oblomov est devenu en russe le synonyme de passivité, d'oisiveté, d'immobilisme. — P. 490.

180. *Ivan Ivanytch et Ivan Nikiforytch* : personnages de la nouvelle de Gogol : *Comment Ivan-Ivanovitch s'est brouillé avec Ivan Nikiforovitch.* — P. 490.

181. Lénine cite les paroles de Tchatski, principal personnage de la comédie de Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit.* — P. 492.

182. Lénine cite le dernier vers du poème de V. Brioussov *A mes proches.* — P. 496.

183. Lénine veut parler de la tentative faite par le journal cadet de gauche *Vtek* [Le Siècle] pour recueillir des informations sur la disposition d'esprit des électeurs. Dans son numéro 5 du 9 (22) janvier 1907, le journal publia des prévisions sur le vote des lecteurs d'après lesquelles les cadets auraient 665 voix et les social-démocrates 407. Les autres partis recueilleraient un nombre de voix minime. — P. 499.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE LÉNINE
CHRONOLOGIE
(Juin 1906-janvier 1907)

1906

6 (19) juin — Lénine, sous le nom de Karpov, prend la parole devant les délégués du Congrès des instituteurs des écoles primaires de Russie, à Pétersbourg; il fait le compte rendu et prononce le discours de clôture sur la question agraire.

8 (21) juin — L'article de Lénine « A la veille... », transmis par télégraphe de Saint-Pétersbourg à Kiev est publié dans le premier numéro du journal bolchevique de Kiev *Rabotnik* [Le Travailleur]. Lénine rédige son article « Flottement en haut, résolution en bas », qui paraît comme éditorial, dans le numéro 13 du journal *Vpériod* le 9 (22) juin.

9 (22) juin — Lénine rédige son article « Vers l'unité! » qui paraît en éditorial dans le journal *Vpériod* n° 14 du 10 (23) juin.

10 (23) juin — Lénine rédige son article «La Douma et le peuple» publié en éditorial dans le numéro 15 de *Vpériod* le 11 (24) juin.

Première quinzaine de juin — Lénine prend la parole à une réunion de l'organisation social-démocrate de l'usine Baltiisky pour critiquer les mencheviks qui soutiennent le mot d'ordre des cadets: « un ministère issu de la Douma ».

11—12 (24—25) juin — Lénine arrive à Terioki (Finlande) pour prendre part aux travaux de la Conférence inter-rayons de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S D.R.

Lénine préside la conférence. Il propose de commencer les travaux par une discussion de la question de la tactique. La proposition de Lénine

est adoptée. Il présente des rapports « Sur la tactique du Parti vis-à-vis de la Douma d'Etat » et « Sur l'unité du Parti ».

Avant le 14 (27) juin — Lénine élabore le projet de déclaration de la fraction social-démocrate à la Douma. Ce projet est publié le 22 juin (5 juillet) dans le premier numéro du journal *Echo*.

14 (27) juin — L'article de Lénine « Combat pour le pouvoir et « combat » pour une aumône » est publié en éditorial dans le numéro 17 du journal *Vpériod*.

22 juin (5 juillet) — Les articles de Lénine « A propos d'une déclaration de notre fraction à la Douma », « Ce que tu as à faire, fais-le vite! » et « Une polémique utile » sont publiés dans le premier numéro du journal *Echo*.

Lénine écrit les articles « Secours aux affamés et tactique à la Douma» et « Pourparlers au sujet du ministère » qui sont publiés dans le numéro 2 de l'*Echo*, le 23 juin (6 juillet).

23 juin (6 juillet) — Lénine rédige son article « Qui est pour une alliance avec les cadets? », publié en éditorial dans le numéro 3 du journal *Echo*, le 24 juin (7 juillet).

24 juin (7 juillet) — Lénine écrit son article « La Douma des cadets a donné de l'argent au gouvernement des pogromistes », publié en éditorial dans le numéro 4 de l'*Echo*, le 25 juin (8 juillet).

25 juin (8 juillet) — Lénine fait le compte rendu et le discours de clôture sur la question agraire, à une réunion d'ouvriers organisée par le Comité de rayon de Pétersbourg du P.O.S.D.R

26 juin (9 juillet) — Lénine rédige l'article « Les sous-fifres des cadets », publié en éditorial dans le numéro 5 de l'*Echo*, le 27 juin (10 juillet).

28 juin (11 juillet) — L'article de Lénine « Encore le ministère issu de la Douma » est publié dans le numéro 6 du journal *Echo* (éditorial).

Lénine préside une réunion d'ouvriers social-démocrates du rayon de Narvskaïa Zastava de Pétersbourg. Il fait un rapport sur la question agraire. L'assemblée adopte la résolution proposée par Lénine approuvant les décisions prises à la conférence inter-rayons de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

Fin juin (début juillet) — Lénine prend part à une réunion des dirigeants bolcheviques du Parti à Pétersbourg sur la question de la tactique du parti.

1er (14) juillet — Les articles de Lénine «Faux raisonnements des boycotteurs «sans-parti», et «Blâmes de la bourgeoisie et appels du prolétariat» sont publiés dans le numéro 9 du journal *Echo*.

2 (15) juillet — L'article de Lénine «L'armée et le peuple» est publié en éditorial dans le numéro 10 du journal *Echo*.

Début juillet — Lénine prend la parole à une réunion d'ouvrières de la manufacture de tabac Chapchal à Pétersbourg; il appuie l'initiative des ouvriers qui veulent faire la grève en réponse à l'administration qui refuse de satisfaire leurs revendications économiques.

4 (17) juillet — Les articles de Lénine «Organisation des masses et choix du moment pour le combat» et «Revue de presse» sont publiés dans le numéro 11 de l'*Echo*.

5 (18) juillet — L'article de Lénine «Assaut téméraire et défense timorée» est publié en éditorial dans le numéro 12 de l'*Echo*.

Lénine rédige l'article «Les partis de la Douma et le peuple», publié en éditorial dans le numéro 13 de l'*Echo*, le 6 (19) juillet.

6 (19) juillet — Lénine écrit son article «Complots de la réaction et menace des assassins», publié dans le numéro 14 de l'*Echo*, le 7 (20) juillet (éditorial).

7 (20) juillet — Lénine, sous le nom de Karpov, prend la parole à une réunion de militants du Parti de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R.; il y fait un rapport et présente un projet de résolution sur la tactique de la fraction social-démocrate à la Douma d'Etat.

9 ou 10 (22 ou 23) juillet — A Kuokkala (Finlande), Lénine organise une réunion avec des militants du Parti sur les tâches du Parti à l'occasion de la dissolution de la Douma.

Entre le 13 et le 17 (23 et 30 juillet) — Lénine rédige sa brochure *La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat*.

16 (29) juillet — Lénine rédige le projet de résolution de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur l'envoi d'une délégation à Sveaborg pour y diriger l'insurrection.

20 juillet (2 août) — Lénine donne des instructions aux bolcheviks, membres du Comité de Pétersbourg, pour déclencher une grève de soutien aux insurgés de Cronstadt.

Première quinzaine d'août — Lénine passe deux semaines à Vyborg où il dirige les travaux de préparation et de publication du premier numéro du journal *Prolétari.*

12 (25) août — Lénine écrit son article «A propos du boycottage».

21 août (3 septembre) — Les articles de Lénine «Avant la tempête» (éditorial), «A propos du boycottage», «La crise politique et la faillite de la tactique opportuniste» et «Sur les événements du jour» sont publiés dans le premier numéro du *Prolétari.*

27 août (9 septembre) — Lénine préside une réunion du Parti à Térioki et fait un discours où il s'oppose au mot d'ordre des mencheviks de «congrès ouvrier» et insiste sur la nécessité de convoquer le Ve Congrès du P.O.S.D.R. La résolution présentée par Lénine est adoptée à l'unanimité.

29 août (11 septembre) — Les articles de Lénine «Les enseignements de l'insurrection de Moscou» (éditorial) et «Une tactique hésitante» sont publiés dans le numéro 2 du journal *Prolétari.*

Eté — Lénine rédige «Notes d'un marxiste du rang sur la philosophie» à propos du livre de A. Bogdanov *L'empiriomonisme* (fascicule III).

Fin d'été — Voyage de Lénine en Finlande où il réside à Kuokkala, à la villa «Vaza».

8 (21) septembre — Les articles de Lénine «La politique du gouvernement et la lutte imminente» (éditorial) et «Bas les pattes!» sont publiés dans le numéro 3 du *Prolétari.*

Première quinzaine de septembre — Lénine écrit une note sur l' «Union du Bund et du Parti ouvrier social-démocrate de Russie».

19 septembre (2 octobre) — L'article de Lénine «Les mencheviks socialistes-révolutionnaires» est publié dans le numéro 4 du *Prolétari*.

30 septembre (13 octobre) — Les articles de Lénine «On prépare un nouveau coup d'Etat!» (éditorial), «La guerre de partisans» et «Essai de classification des partis politiques russes» sont publiés dans le numéro 5 du *Prolétari*.

Début octobre — Lénine écrit ses «Remarques sur le n° 1 du *Social-Démocrate*».

Après le 13 (26 octobre) — Lénine rédige sa brochure *Les articles de Martov et de Tchérévanine dans la presse bourgeoise*; cette brochure fut diffusée par les Editions «Prolétarskoïé Diélo» en octobre 1906.

18 (31) octobre — L'article de Lénine «Le radical russe a bien «l'esprit de l'escalier» est publié dans le numéro 12 de la revue *Vestnik Jizni*.

29 octobre (11 novembre) — Les articles de Lénine «Les résultats du congrès des cadets» (éditorial) et «L'esprit petit-bourgeois dans les milieux révolutionnaires» sont publiés dans le numéro 6 du *Prolétari*.

31 octobre (13 novembre) — Lénine termine sa brochure *La social-démocratie et les accords électoraux*.

3 (16) novembre — A la 2e conférence du P.O.S.D.R. («Ire conférence de Russie») à Tammerfors, Lénine est élu au présidium.

Il prend la parole au sujet de l'ordre du jour de la conférence.

Il propose une discussion sur la façon dont se passe l'union des organisations locales du Parti et du Bund.

4 (17) novembre — Lénine prend la parole à la conférence pour faire le compte rendu et le discours de clôture sur la question des accords électoraux lors des élections à la Douma: il présente des «Réserves particulières» à propos de la tactique du P.O.S.D.R. dans la campagne électorale (Les «Réserves particulières» furent signées par 14 délégués de la conférence).

6 (19) novembre — Lénine prend la parole à la conférence pour critiquer le projet menchevique de plate-forme électorale proposé par le Comité central du P.O.S.D.R.

Il intervient dans les débats en faveur de la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti.

7 (20) novembre — Lénine insiste pour que la conférence considère la question de la propagande pour un «congrès ouvrier» comme un manquement à la discipline du parti. L'amendement de Lénine à la résolution «Sur l'unité de la campagne électorale locale» est adopté par la conférence.

10 (23) novembre — Le numéro 7 du journal *Prolétari* publie les articles de Lénine «Sur la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti», «Comment on écrit l'histoire...», «Post-scriptum à l'article: «La social-démocratie et la campagne électorale».

Avant le 16 (29) novembre — Lénine donne des instructions (oralement et par lettre) aux organisateurs de la Ire conférence bolchevique des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R. à Tammerfors.

22 novembre (5 décembre) — Lénine discute des résultats de la conférence avec les participants de la Ire conférence des organisations militaires et de combat du P.O.S.D.R.

23 novembre (6 décembre) — Le numéro 8 du *Prolétari* publie les articles de Lénine «Projet d'appel aux électeurs» (éditorial), «Sur les blocs avec les cadets», «La lutte contre le «cadétisme» dans la social-démocratie et la discipline du Parti», «Comment les social-démocrates d'Armavir font leur campagne électorale».

Le tract «Pour qui voter aux élections à la Douma d'Etat?» rédigé par Lénine est publié en supplément au n° 8 du *Prolétari*.

Entre le 15 novembre 1906 et le 15 janvier 1907 — Lénine fait une conférence à Saint-Pétersbourg aux ouvriers du sous-rayon Sémiannikovski (rayon Nevski) sur le thème «Accords électoraux à l'Ouest et chez nous».

7 (20) décembre — Les articles de Lénine «Une nouvelle mise au point sénatoriale» (éditorial) et «La crise du menchevisme» paraissent dans le numéro 9 du *Prolétari*.

10 (23) décembre — Lénine rédige son article «Le prolétariat et son allié dans la révolution russe» qui paraît dans le numéro 10 du *Prolétari*, le 20 décembre 1906 (2 janvier 1907).

14 (27) décembre — Lénine rédige l'article «Comment le gouvernement a falsifié la Douma. Les tâches de la social-démocratie» qui paraît dans le numéro 10 du *Prolétari*, le 20 décembre 1906 (2 janvier 1907).

20 décembre (2 janvier 1907) — L'article de Lénine «A propos d'un article publié dans l'organe du Bund» paraît dans le numéro 10 du *Prolétari.*

24 décembre (6 janvier 1907) — L'article de Lénine «La situation politique et les tâches de la classe ouvrière» paraît en éditorial dans le premier numéro de l'hebdomadaire bolchevique *Ternii Trouda* [Les Epines du Labeur].

Après le 27 décembre (9 janvier) 1907 — Lénine écrit une préface à la traduction russe de la brochure de W. Liebknecht: *Pas de compromis, pas d'accords électoraux!*

28 décembre (10 janvier 1907) — Lénine rédige l'article «Les tâches du parti ouvrier et la paysannerie» et l'envoie de Pétersbourg à la rédaction du journal bolchevique *Samarskaïa Louka* à Samara.

31 décembre (13 janvier 1907) — L'article de Lénine «Comment les partis bourgeois et le parti ouvrier envisagent les élections à la Douma» paraît en éditorial dans le numéro 2 de l'hebdomadaire *Ternii Trouda.*

Décembre — Lénine révise une traduction en russe de la brochure de K. Kautsky *Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe* et en écrit la préface.

1907

6 (19) janvier — Lénine prend part à la conférence de l'organisation de Pétersbourg comme délégué des sous-rayons Obvodni et Sapojni (rayon Moskovski). Lénine est élu au présidium de la conférence. Il fait un rapport sur les accords électoraux lors des prochaines élections à la Douma.

7 (20) janvier — L'article de Lénine «Plékhanov et Vassiliev» paraît dans le n° 11 du *Prolétari.*

14 (27) janvier — L'article de Lénine «La campagne électorale du parti ouvrier à Pétersbourg» paraît en éditorial dans le n° 1 de l'hebdomadaire bolchevique *Prostyé Retchi* [Simples Propos].

13-14 (26-27) janvier — Lénine écrit la brochure *La social-démocratie et les élections à la Douma.*

15 (28) janvier — Lénine écrit la brochure *Tu entendras le jugement d'un sot... (Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate).*

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1906

À LA VEILLE 9
FLOTTEMENT EN HAUT, RÉSOLUTION EN BAS 11
VERS L'UNITÉ ! 14
LA DOUMA ET LE PEUPLE 18
COMBAT POUR LE POUVOIR ET « COMBAT » POUR UNE AUMÔNE 21
À PROPOS D'UNE DÉCLARATION DE NOTRE FRACTION À LA DOUMA 26
« CE QUE TU AS À FAIRE, FAIS-LE VITE ! » 32
UNE POLÉMIQUE UTILE 35
SECOURS AUX AFFAMÉS ET TACTIQUE À LA DOUMA 38
POURPARLERS AU SUJET DU MINISTÈRE 43
REVUE DE PRESSE 45
QUI EST POUR UNE ALLIANCE AVEC LES CADETS ? 48
LA DOUMA DES CADETS A DONNÉ DE L'ARGENT AU GOUVERNEMENT DES POGROMISTES 55
LES SOUS-FIFRES DES CADETS 60
ENCORE À PROPOS DU MINISTÈRE ISSU DE LA DOUMA . . 65
REVUE DE PRESSE 70
FAUX RAISONNEMENTS DES BOYCOTTEURS « SANS-PARTI » . . . 73
BLÂMES DE LA BOURGEOISIE ET APPELS DU PROLÉTARIAT . . 79
L'ARMÉE ET LE PEUPLE 81

REVUE DE PRESSE 84
ORGANISATION DES MASSES ET CHOIX DU MOMENT POUR LE COMBAT 86
REVUE DE PRESSE 90
ASSAUT TÉMÉRAIRE ET DÉFENSE TIMORÉE 92
LES PARTIS DE LA DOUMA ET LE PEUPLE 97
COMPLOTS DE LA RÉACTION ET MENACES DES ASSASSINS . . 101
LA DISSOLUTION DE LA DOUMA ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT 105
I 107
II 112
III 115
IV 120
V 126
VI 127
ENVOI D'UNE DÉLÉGATION À SVEABORG. *Résolution de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.* 129
AVANT LA TEMPÊTE 133
À PROPOS DU BOYCOTTAGE 139
LA CRISE POLITIQUE ET LA FAILLITE DE LA TACTIQUE OPPORTUNISTE 148
I 148
II 149
III 152
IV 158
V 161
SUR LES ÉVÉNEMENTS DU JOUR 165
À PROPOS DU « CONGRÈS OUVRIER » 169
LES ENSEIGNEMENTS DE L'INSURRECTION DE MOSCOU . . 170
UNE TACTIQUE HÉSITANTE 179
LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET LA LUTTE IMMINENTE 184
BAS LES PATTES ! 189
SUR LES ACTES DE PARTISANS DU P.S.P. 194
UNION DU BUND ET DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE 195

LES MENCHEVIKS SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES 197
ON PRÉPARE UN NOUVEAU COUP D'ETAT ! 208
LA GUERRE DE PARTISANS 215

I 215
II 217
III 219
IV 225

SUR LA QUESTION DE LA GUERRE DE PARTISANS 227
ESSAI DE CLASSIFICATION DES PARTIS POLITIQUES RUSSES 228
REMARQUES SUR LE N° 1 DU *Social-Démocrate* 235
LE RADICAL RUSSE A BIEN « L'ESPRIT DE L'ESCALIER » . . 240
LES RÉSULTATS DU CONGRÈS DES CADETS 245
L'ESPRIT PETIT-BOURGEOIS DANS LES MILIEUX RÉVOLUTIONNAIRES 250
LES ARTICLES DE MARTOV ET DE TCHÉRÉVANINE DANS LA PRESSE BOURGEOISE 262

La contre-vérité propagée par L. Martov au moyen de la presse bourgeoise 262
Martov et Tchérévanine 265

LES SOCIAL-DÉMOCRATES DANS LES JOURNAUX BOURGEOIS 267
SUR LA CONVOCATION D'UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PARTI 270
COMMENT ON ÉCRIT L'HISTOIRE 273
POST-SCRIPTUM À L'ARTICLE : « LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE » 277
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES ACCORDS ÉLECTORAUX . . 281

I 283
II 285
III 287
IV 290
V 293
VI 296
VII 302

RÉSERVES PARTICULIÈRES FAITES À LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.O.S.D.R. AU NOM DES DÉLÉGUÉS SOCIAL-DÉMOCRATES DE POLOGNE, DE LETTONIE, DE SAINT-PÉTERSBOURG, DE MOSCOU, DE LA RÉGION INDUSTRIELLE CENTRALE ET DES PROVINCES DE LA VOLGA 306
PROJET D'APPEL AUX ÉLECTEURS 309
SUR LES BLOCS AVEC LES CADETS 315
LA LUTTE CONTRE LE « CADÉTISME » DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA DISCIPLINE DU PARTI 329
COMMENT LES SOCIAL-DÉMOCRATES D'ARMAVIR FONT LEUR CAMPAGNE ÉLECTORALE 334
POUR QUI VOTER AUX ÉLECTIONS À LA DOUMA D'ETAT ? 336
Quels sont les trois principaux partis ? 336
Quels intérêts défendent les trois principaux partis ? . . 336
Que veulent les trois principaux partis ? 337
Quelles libertés les trois principaux partis veulent-ils donner au peuple ? 337
Que pensent les trois principaux partis des revendications agraires des paysans ? 338
Que peuvent obtenir les trois principaux partis en cas de succès complet de leur lutte ? 338
La social-démocratie et les partis du travail 339
Quels sont les partis qui se chargent de défendre les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs ? 339
Quels intérêts défendent en réalité ces partis ? 340
Jusqu'à quel point ces partis sont-ils fermes dans la grande lutte universelle du Travail contre le Capital ? 340
Que peuvent obtenir ces partis en cas de totale réalisation de leur but suprême ? 341
Quelle liberté ces partis veulent-ils obtenir pour le peuple dans la révolution actuelle ? 341
Quel accueil réservent ces partis aux revendications agraires des paysans ? 342
UNE NOUVELLE MISE AU POINT SÉNATORIALE 343

LA CRISE DU MENCHEVISME 353
I 353
II 360
III 367
IV 373

LE PROLÉTARIAT ET SON ALLIÉ DANS LA RÉVOLUTION RUSSE 380
À PROPOS D'UN ARTICLE PUBLIÉ DANS L'ORGANE DU BUND 392
COMMENT LE GOUVERNEMENT A FALSIFIÉ LA DOUMA. LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE 401
LA SITUATION POLITIQUE ET LES TÂCHES DE LA CLASSE OUVRIÈRE 408
LES TÂCHES DU PARTI OUVRIER ET LA PAYSANNERIE . . 416
PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DE LA BROCHURE DE W. LIEBKNECHT : *Pas de compromis, pas d'accords électoraux !* 421
PRÉFACE À LA TRADUCTION RUSSE DE LA BROCHURE DE K. KAUTSKY : *Les forces motrices et les perspectives de la révolution russe* 429
COMMENT LES PARTIS BOURGEOIS ET LE PARTI OUVRIER ENVISAGENT LES ÉLECTIONS À LA DOUMA 436

1907

PLÉKHANOV ET VASSILIEV 442
LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU PARTI OUVRIER À PÉTERSBOURG 450
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES ÉLECTIONS À LA DOUMA . 455

La social-démocratie et les élections à Pétersbourg 457

I Comment fut convoquée la conférence social-démocrate et quelle était sa composition 457
II Peut-on scinder la conférence ? 465
III Que signifie le départ des mencheviks de la Conférence ? 469

IV Les partis politiques et les prochaines élections à Pétersbourg 474
Postface 478

« TU ENTENDRAS LE JUGEMENT D'UN SOT... » (*Extrait des notes d'un publiciste social-démocrate*) 481
Notes 501
La vie et l'œuvre de V. Lénine 537

ILLUSTRATIONS

Première page du journal *Echo* n° 3, du 24 juin 1906, avec l'éditorial de Lénine « Qui est pour une alliance avec les cadets ? » 49

Première page du journal *Prolétari* n° 1, du 21 août 1906, où furent publiés les articles de Lénine « Avant la tempête », « A propos du boycottage » et autres 131

Première page de l'hebdomadaire *Ternii Trouda* n° 1, du 24 décembre 1906, avec l'éditorial de Lénine « La situation politique et les tâches de la classe ouvrière » 409

Première page du manuscrit de Lénine « Les tâches du Parti ouvrier et la paysannerie ». 1906 416-417

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR MICHÈLE COUDRÉE ET NIKITA SIBÉROFF

Achevé d'imprimer en novembre 1966 par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 11

На французском языке

Imprimé en Union Soviétique

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT